



**HAL**  
open science

# De l'Encyclopédie des Nuisances à la pensée anti-industrielle : retour sur la construction idéologique d'une utopie contemporaine.

Aurélien Turreilles

## ► To cite this version:

Aurélien Turreilles. De l'Encyclopédie des Nuisances à la pensée anti-industrielle : retour sur la construction idéologique d'une utopie contemporaine.. Science politique. Université de Bordeaux, 2019. Français. NNT : 2019BORD0005 . tel-02146739

**HAL Id: tel-02146739**

**<https://theses.hal.science/tel-02146739>**

Submitted on 4 Jun 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE POUR OBTENIR LE GRADE DE

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX**

ÉCOLE DOCTORALE DE DROIT (E.D. 41)  
SPÉCIALITÉ SCIENCE POLITIQUE

Par **Aurélien TOURREILLES**

**De l'Encyclopédie des Nuisances à la pensée anti-industrielle :  
retour sur la construction idéologique d'une utopie  
contemporaine**

Sous la direction de : **Patrick TROUDE-CHASTENET**

Soutenue le 11 Janvier 2019

**Membres du jury :**

**M. LAMBERT Frédéric,**  
Professeur à Université Rennes 1, **Président du jury et rapporteur**

**Mme OLLITRAULT Sylvie,**  
Directrice de Recherche au CNRS-Sciences Po Rennes, **rapporteur**

**M. JARRIGE François,**  
Maître de conférences à Université de Bourgogne, **examineur**

**Mme BLANC-NOEL Nathalie,**  
Maître de conférences à Université de Bordeaux, **examineur**

**M. TROUDE-CHASTENET Patrick,**  
Professeur à Université de Bordeaux, **directeur de thèse**

**Titre : De l'Encyclopédie des Nuisances à la pensée anti-industrielle : retour sur la construction idéologique d'une utopie contemporaine**

**Résumé :** Notre thèse s'intéresse à la construction idéologique d'une pensée politique révolutionnaire qui apparaît en France au début des années 1980. Ce travail est le fruit de notre volonté de comprendre, au sens weberien du terme, à la fois ce qui a motivé les penseurs de l'Encyclopédie des Nuisances à faire un état des lieux de la critique sociale de cette époque, et l'évolution idéologique qui a permis le développement d'une mouvance anti-industrielle au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Le manifeste anti-industriel viendra, en 2010, concrétiser la naissance de cette mouvance. Notre hypothèse de travail est que la naissance de cette utopie contemporaine est la résultante de deux facteurs déterminants : la déception d'une partie des militants de Mai 1968 et le sentiment d'urgence face au perfectionnement du monde industriel par l'intermédiaire de l'énergie nucléaire et des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Nous défendrons la thèse selon laquelle ces différentes évolutions se prêtaient à l'émergence d'une utopie contemporaine se proposant de réadapter la critique sociale aux nouvelles conditions de vie des individus. Notre utilisation du concept d'utopie s'inspire directement du travail de Paul Ricœur. Ainsi, chaque phase historique se caractérise nécessairement, selon nous, par l'apparition d'un discours utopique s'attachant à contester l'idéologie dominante.

**Mots clés :** Anti-industrialisme ; Encyclopédie des Nuisances ; Jaime Semprun ; René Riesel ; Miguel Amoròs ; Révolution ; Réappropriation du territoire ; Utopie ; Critique anti-techniciste ; Ecologisme ; Pensée libertaire ; Marxisme ; Totalitarisme.

---

**Title: From the “Encyclopédie des Nuisances” to the “anti-industrial” thought: a study of the ideological construction of a contemporary utopian vision**

**Abstract:** This PhD thesis aims at understanding the ideological construction of a revolutionary political thought that emerged in France during the 1980s. This work is the result of our will to understand – in the Weberian sense of the term – not only what motivated the thinkers of the “Encyclopédie des Nuisances” to initiate a situational analysis of the social critique of the time, but also the ideological evolution that permitted the development of an anti-industrialist movement at the beginning of the twenty-first century. The movement has appeared thanks to the anti-industrialist manifesto published in 2010. Our hypothesis is that the birth of these particular contemporary utopian views is the result of two decisive factors: on the one hand, the disappointment of some activists towards the May 1968 events in France; and on the other hand, the sense of urgency concerning the sophistication of the industrial world through nuclear power, and the new information and communication technology. We argue that these different evolutions seem to lean towards the creation of a contemporary utopian thought offering to readjust the social critique to the new living standards of individuals. Our use of the concept of utopia is taken from the works of Paul Ricœur. And hence, we think that each historical phase is characterized by the appearance of a utopian discourse devoted to criticize the dominant ideology.

**Keywords :** Anti-industrialism ; Encyclopédie des Nuisances ; Jaime Semprun ; René Riesel ; Miguel Amoròs ; Revolution ; Territory's reappropriation ; Utopian vision ; Anti-technical criticism ; Ecologism ; Anarchy ; Marxism ; Totalitarianism.

---

Unité de Recherche

Institut de Recherches Montesquieu (IRM-CMRP) – EA 7434 IRM

PAC Pessac, 16 avenue Léon Duguit CS 50057, 33608 Pessac cedex





## *Remerciements*

Je tiens à remercier en premier lieu mon directeur de thèse, M. Patrick Troude-Chastenet, pour la confiance qu'il m'a accordée et la grande liberté avec laquelle il m'a laissé conduire mon travail.

Je tiens également à exprimer ma gratitude à toute l'équipe du Centre Montesquieu de Recherches Politiques (CMRP). Merci à tous les enseignants de cette entité qui ont participé, de près ou de loin, à l'élaboration de ce travail de recherche. Un grand merci à Carole qui n'a jamais manqué une occasion de m'aider avec la bienveillance et la bonne humeur qui la caractérisent. Surtout, un grand merci à Thierry, collègue et ami, sans qui cette thèse ne serait jamais allée à son terme.

J'aimerais également remercier l'ensemble des doctorants du CMRP. Vos remarques, conseils et recommandations ont également participé à l'élaboration de cette thèse. Merci à tous de m'avoir permis de travailler dans une ambiance à la fois studieuse et chaleureuse. Je remercie particulièrement ceux qui sont mes compagnons de galère depuis le début de ce périple : Eric, Clémence, Roman, Adrien et Matthieu.

Un grand merci à Sven et Nanou qui ont parfois quitté notre Bretagne bien aimée pour me changer les idées et pour me libérer, l'espace d'un weekend, des impératifs de la thèse.

Merci à ma grande sœur de m'avoir montré la voie en menant à son terme un brillant travail de recherche. Merci à mon frère de m'avoir régulièrement rendu visite le weekend. Un grand merci à tous les deux d'être les exemples dont je peux chaque jour m'inspirer.

Je tiens également à remercier ma compagne, Mathilde, pour le soutien qu'elle m'a quotidiennement apporté. Merci pour ton précieux travail de relecture qui a permis à cette thèse de voir le jour. Surtout, je te remercie d'être la formidable personne qui a illuminé ces trois dernières années de ma vie. La fin de cette thèse nous pousse vers de nouvelles aventures qu'il me tarde de vivre à tes côtés.

Enfin, il m'est impossible de ne pas dédier l'intégralité de ce travail à mes parents. Merci de m'avoir permis d'entreprendre ce projet et de n'avoir jamais douté de ma capacité à le mener à son terme. Votre soutien durant ces longues années a été fondamental.



## Sommaire

<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>7</b>
PRESENTATION DE L'OBJET D'ETUDE « UTOPIE ANTI-INDUSTRIELLE » .....	8
<i>Retour sur le concept d'utopie</i> .....	8
<i>Présentation de la pensée anti-industrielle</i> .....	12
<i>Retour sur le concept d'industrialisme</i> .....	16
CONSTRUCTION DE LA PROBLEMATIQUE .....	17
<i>Enigme de recherche</i> .....	17
<i>La conception d'une grille d'analyse intégrant l'utopie</i> .....	19
<i>Hypothèse de travail</i> .....	22
<i>Problématique et thèse dans la thèse</i> .....	22
CADRE THEORIQUE .....	24
ANNONCE DU PLAN .....	27
<i>Présentation de la première partie</i> .....	27
<i>Présentation de la seconde partie</i> .....	29
<b>PREMIERE PARTIE - DU MATERIALISME DIALECTIQUE A LA SOCIETE INDUSTRIELLE TOTALITAIRE. ....</b>	<b>31</b>
<b>ANALYSER LE MONDE COMME UN ANTI-INDUSTRIEL .....</b>	<b>31</b>
INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE .....	33
CHAPITRE I .....	37
MARXISME ET CRITIQUE ANTI-TECHNICISTE : DEUX PILIERS DE L'ANALYSE ANTI-INDUSTRIELLE .....	37
<i>Introduction</i> .....	37
<i>Section I Du marxisme à la critique technicienne des sociétés contemporaines</i> .....	38
<i>Section II La notion de progrès au cœur de la réflexion anti-industrielle</i> .....	63
<i>Conclusion</i> .....	89
CHAPITRE II .....	91
LA PENSEE ANTI-INDUSTRIELLE : UNE PENSEE INEVITABLEMENT ECOLOGISTE .....	91
<i>Introduction</i> .....	91
<i>Section I Une relation Homme/Nature à repenser</i> .....	93
<i>Section II Le constat classique d'une nature victime du mode de production industriel</i> .....	115
<i>Conclusion</i> .....	137
CHAPITRE III .....	139
ANALYSE ANTI-INDUSTRIELLE DU MONDE CONTEMPORAIN : EMERGENCE D'UN NOUVEAU TYPE DE PHENOMENE TOTALITAIRE....	139
<i>Introduction</i> .....	139
<i>Section I Une critique radicale des institutions du monde contemporain</i> .....	140
<i>Section II La fabrication du « novhomme » comme produit du totalitarisme marchand</i> .....	165
<i>Conclusion</i> .....	189

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE .....	191
<b>SECONDE PARTIE - LE MODE D'ACTION ANTI-INDUSTRIEL : ENTRE RESISTANCE ET REVOLUTION. ....</b>	<b>193</b>
<b>AGIR COMME UN ANTI-INDUSTRIEL.....</b>	<b>193</b>
INTRODUCTION DE LA SECONDE PARTIE .....	195
CHAPITRE IV.....	199
LA REVOLUTION EN QUESTION : REFLEXION ANTI-INDUSTRIELLE SUR LE CONCEPT DE REVOLUTION .....	199
<i>Introduction</i> .....	199
<i>Section I Le prolétariat : un sujet révolutionnaire en échec</i> .....	200
<i>Section II Repenser la révolution pour mieux l'abandonner ?</i> .....	227
<i>Conclusion</i> .....	250
CHAPITRE V.....	253
L'ACTION ANTI-INDUSTRIELLE : DES MOYENS DE RESISTANCE VARIES MAIS DIFFICILES A METTRE EN ŒUVRE .....	253
<i>Introduction</i> .....	253
<i>Section I Retour sur l'évolution historique de la lutte anti-industrielle</i> .....	255
<i>Section II Perspectives anti-industrielles</i> .....	280
<i>Conclusion</i> .....	305
CHAPITRE VI.....	309
LE REVE INACHEVE D'UNE SOCIETE DESINDUSTRIALISEE .....	309
<i>Introduction</i> .....	309
<i>Section I Réflexions sur l'individu désindustrialisé</i> .....	310
<i>Section II Retour sur l'organisation politique des communautés désindustrialisées : entre société sans Etat et société de micro-Etats</i> .....	329
<i>Section III Eléments de réflexion sur la mise en application concrète de communautés autonomes dans le monde contemporain</i> .....	347
<i>Conclusion</i> .....	364
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE .....	367
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>371</b>

## *Introduction générale*

Si je me demande aujourd'hui pourquoi j'aime la littérature, la réponse qui me vient spontanément à l'esprit est : parce qu'elle m'aide à vivre.

Je ne lui demande plus tant, comme dans l'adolescence d'épargner les blessures que je pourrais subir lors des rencontres avec des personnes réelles ; plutôt que d'évincer les expériences vécues, elle me fait découvrir des mondes qui se placent en continuité avec elles et me permet de mieux les comprendre. Je ne crois pas être le seul à la voir ainsi. Plus dense, plus éloquente que la vie quotidienne mais non radicalement différente, la littérature élargit notre univers, nous incite à imaginer d'autres manières de le concevoir et de l'organiser.

### **Tzvetan Todorov, La littérature en péril**

Introduire une thèse de doctorat en science politique par une citation sur la littérature peut sembler, de prime abord, saugrenu. Il nous est pourtant apparu, à la faveur des recherches liées à notre sujet d'étude, que la frontière entre la science politique et la littérature était plus fine qu'il n'y paraissait. Parce qu'elles s'intéressent à l'homme et à son destin individuel ou collectif, ces deux disciplines sont un moyen précieux d'affiner notre compréhension du monde. Dans le cas précis de notre sujet, la littérature fait mieux que partager son objet d'étude avec la science politique. Elle est, comme nous le verrons, à l'origine du concept qui éclaire l'ensemble de notre démonstration. Lui rendre un juste tribut et plaider en ce sens pour une approche décloisonnée des sujets de recherche, nous a paru important.

La littérature est une rencontre avec l'autre. C'est – pour reprendre la distinction effectuée par Alain Finkielkraut - la mise en déroute du fantasme, qui est la réalisation d'un désir, la pure projection du soi dans un ailleurs excitant, par l'imagination, qui permet au lecteur de se déprendre de lui-même pour découvrir d'autres horizons que le sien.<sup>1</sup> Elle est en tout point ce dépaysement, cet élargissement dont parle Tzvetan Todorov, qui invite à varier les points de vue sur le monde, à en découvrir l'étrangeté derrière le « rideau de la

---

<sup>1</sup> Alain Finkielkraut, *Un cœur intelligent*, Paris, Stock/Flammarion, 2009, p.279-280

préinterprétation » qui le masque.<sup>2</sup> L'invitation permanente à se transporter hors de soi et des référents familiers est littéralement l'objectif de certains récits (souvent récits de voyages imaginaires) constitutifs d'un genre bien particulier : l'utopie.

Quel ailleurs plus lointain, quels mondes plus extraordinaires que ceux déroulés sous nos yeux par la littérature de l'utopie ? Mondes tellement étranges d'ailleurs - par leur situation en apparence hors de l'espace et du temps - que l'on a du mal à les placer « en continuité » avec le nôtre, pour reprendre les termes de Todorov. Or, « Ouvrir une brèche dans l'épaisseur du réel »,<sup>3</sup> c'est justement l'intérêt de l'utopie qui revendique la rupture avec « un existant estimé insatisfaisant contre lequel, tendue vers la recherche du bonheur collectif, elle lancera sa charge critique ».<sup>4</sup>

### **Présentation de l'objet d'étude « utopie anti-industrielle »**

#### ***Retour sur le concept d'utopie***

Créatrice de monde fabuleux, l'utopie n'en est pas pour autant une chimère. Aussi imaginaires soient-ils, les mondes utopiques doivent être « par hypothèse homologues au monde réel pour qu'y soient transposables les solutions qu'ils mettent en l'œuvre ».<sup>5</sup> Ainsi, l'utopie s'inscrit toujours « dans le présent historique et dans l'universel, en faisant de la dimension communautaire une visée éthique : vivre bien avec les autres ».<sup>6</sup> Ce destin communautaire définit le sujet de l'utopie, par essence politique. L'individu qui le réalise est lui-même un être essentiellement politique, capable de maîtriser son destin et ses passions. Fiction et politique, conjonction singulière. Cette ambiguïté est malicieusement introduite dès l'origine par Thomas More<sup>7</sup>, fondateur du genre et du mot, qui joue sur l'ambivalence de la prononciation anglaise du latin pour entretenir la confusion de sens entre « Pays de Nulle part » (*ou-topos*) et Pays du bonheur (*eu-topos*). Cette équivoque fait la richesse de la notion : à la fois promesse littéraire d'un ailleurs fabuleux et aspiration politique à une société idéale,

---

<sup>2</sup> Milan Kundera, *Le Rideau*, Paris, Gallimard, 2006, p.45

<sup>3</sup> Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Editions du Seuil, 2005, p.405

<sup>4</sup> Eric Letonturier, « Présentation générale. L'utopie ou le (mauvais) rêve social, In Eric Letonturier, *Les utopies*, Paris, CNRS Editions, col. « Les essentiels d'Hermès », 2013, p.10

<sup>5</sup> Jean Michel Racault, « L'étrangeté intime. Monde du soi, monde de l'autre », In Jean-Michel Racault, *Nulle part et ses environs, voyage aux confins de l'utopie littéraire classique (1657-1802)*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, p.193

<sup>6</sup> Michèle Madonna-Desbazeille, « Utopia », In Michèle Riot-Sarcey, Thomas Bouchet et Antoine Picon, *Dictionnaire des utopies*, Paris, Larousse, 2007, p.243

<sup>7</sup> Thomas More, *L'utopie*, Paris, Mame, 1978

l'Utopie est à l'image de ce qu'elle représente, un concept sans lieu défini, à la croisée des mondes et des disciplines. Il n'est pas étonnant alors de voir More consacrer la première partie de son roman à une vive dénonciation des mœurs politiques de son époque et de la situation économique désastreuse qu'elle subit. La complexité et la transversalité de la notion d'utopie lui confèrent un large spectre de significations que l'on a tendance à réduire, par souci de simplicité, à deux pôles essentiels : l'un historico-sociologique (qui identifie l'utopie à un *mode* de l'imaginaire social), l'autre littéraire (qui y voit avant tout un genre relevant de la littérature narrative d'imagination).<sup>8</sup>

Dissocier absolument les deux, au nom d'un rationalisme pointilleux, peut constituer une entreprise assez artificielle: si la fiction est nécessaire pour ne pas tomber dans le dogmatisme, la critique politique reste au cœur du sujet. En ce sens, l'utopie relève d'une forme latérale et différée de l'action politique (comme ce fut vraisemblablement le cas pour More). L'argumentation paradoxale force le lecteur à découvrir la vérité en interrogeant l'idéologie dominante. L'utopie devient ainsi « la voie oblique », selon les termes de Miguel Abensour, pour communiquer une pensée portant atteinte à l'orthodoxie d'une société.<sup>9</sup> La fiction narrative, parce qu'elle se plie aux limitations habituelles de la condition humaine, évite non seulement l'écueil du dogmatisme mais aussi la dérive vers le conte merveilleux : l'autre humanité qui est représentée dans les cités idéales n'est jamais que l'image inversée de la nôtre « Les humanités parfaites sont ironiquement, non humaines. Et par conséquent, leurs organisations sociales sans transposition possible. L'altérité absolue n'est pas représentable : l'imagination travaillant à partir des matériaux dont elle dispose, ceux qui sont empruntés au réel. En ce cas l'altérité procède d'une identité masquée et l'utopie, sous couleur de nous parler de l'autre, nous parle de nous-mêmes [...]. L'autre se révèle n'être qu'une image de soi ». <sup>10</sup> Le modèle fantasmatique de l'humanité qui nous est présenté découvre la complexité de l'humanité existante et lève le voile, comme seule la littérature peut le faire, sur cet autre qu'est nous-même.

Si More crée un concept nouveau, le sujet de la Cité idéale est connu depuis les Grecs. Les dialogues politiques de Platon passent pour avoir inspiré les utopistes de la Renaissance. La réflexion sur le politique était, jusqu'à l'époque de Platon, conçue comme un programme

---

<sup>8</sup> Jean-Michel Racault, « Avant-Propos. Configuration et contours de l'utopie littéraire classique » In Jean-Michel Racault, *Nulle part et ses environs, voyage aux confins de l'utopie littéraire classique (1657-1802)...Op.cit.*, p.6-7

<sup>9</sup> Michèle Madonna-Desbazeille, « Utopia », In Michèle Riot-Sarcey, *Dictionnaire des utopies... Op.cit.*, p.242

<sup>10</sup> Jean-Michel Racault, « L'étrangeté intime. Monde du soi, monde de l'autre »... In Jean-Michel Racault, *Nulle part et ses environs, voyage aux confins de l'utopie littéraire classique (1657-1802)...Op.cit.*, p.193

réalisable « dont la mise en œuvre était le mode de publication le plus courant ». <sup>11</sup> Lorsqu'il écrit *La République et Les Lois*, Platon n'a pas vocation à leur donner une efficacité immédiate ou différée. Les Cités décrites (Callipolis et Magnésie) sont construites par et pour l'écriture. Elles présentent deux systèmes politiques censés conduire, par deux voies différentes, au bonheur et à la justice. <sup>12</sup> Intégrant le mythe aux récits de son œuvre, Platon développe un propos essentiellement philosophique, qui n'est en rien un projet de réformes pour sa patrie. <sup>13</sup> Platon ne sort jamais du cadre du *logos et s'intègre*, à ce titre, dans le genre de l'utopie.

La Cité idéale est aussi le rêve caressé par certains mouvements sociaux qualifiés d'« utopies » au XIX<sup>e</sup> siècle. Totalement émancipées de la forme narrative de l'utopie, ces pensées politiques naissent en réaction aux effets tenus pour désastreux sur l'existence humaine de la révolution industrielle. « Procédant d'une insatisfaction collectivement partagée, elles proposent une solution de rechange qui prend la forme d'un modèle de société radicalement autre. La spécification du toponyme imaginaire sous lequel elles sont rangées les différencient des utopies littéraires ». <sup>14</sup> Elles ont toutes pour objectif commun la réorganisation radicale de la société et sont généralement attachées aux noms célèbres de Saint-Simon, Fourier ou Cabet. Les « utopistes sociaux » tels qu'on les a appelés, ne conçoivent pas de distinction entre les réformes politiques et l'amélioration du sort du peuple ce qui les amène à rédiger des projets de réorganisation des rapports sociaux. Si les utopies n'ont jamais été, comme on a tendance à le croire, fondamentalement uchroniques, elles sont, cette fois, de façon totalement assumée « dans l'instance du présent, à la jonction des théories réformatrices et de leur interprétation ». <sup>15</sup> Le XIX<sup>e</sup> siècle inscrit ainsi la politique dans l'histoire, mais une histoire en cours d'accomplissement et porteuse de son propre sens. <sup>16</sup> Cette vision, largement imprégnée des écrits de Marx et de Hegel, permet de définir ce qu'est l'utopie du politique :

L'utopie est inscrite dans le présent politique et permet d'éclairer la tension permanente entre les mots censés exprimer une réalité face à un réel rétif à l'imposition d'une signification dominante. En d'autres termes, la prise en compte de l'écart, entre ce qui est et ce qui est censé être, permet l'intelligibilité de l'histoire dans le concret de son élaboration. Plus que la politique – dont les

---

<sup>11</sup> Jean-Marie Bertrand, « Platon », In Michèle Riot-Sarcey, *Dictionnaire des utopies... Op.cit.*, p.186

<sup>12</sup> *Ibid.* p.187

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Bernard Valade, « Les utopies sociales du XIX<sup>e</sup> siècle », In Eric Letourner, *Les utopies...Op.cit.*, p.49

<sup>15</sup> Michèle Riot-Sarcey, « Utopie du politique », In Michèle Riot-Sarcey, *Dictionnaire des utopies... Op.cit.*, p.248

<sup>16</sup> *Ibid.* p.247

règles consistent à prévenir le désordre -, l'utopie répond aux demandes en déplaçant les limites de l'ordre existant. Elle n'apparaît insolite que parce qu'elle met en cause le donné de l'histoire.<sup>17</sup>

Ainsi conçue, l'utopie politique rend l'histoire intelligible à ceux qui en sont exclus – les masses – et permet la compréhension des événements donnés par les « hommes libres », c'est à dire les individus en possession des clefs du dispositif politique.<sup>18</sup> Pour conserver la maîtrise de la compréhension de l'histoire, ces « hommes libres » ont séparé la « question sociale » du politique. La mise en place de ce processus doit permettre « d'éteindre le feu des explosions ponctuelles qui font craindre le pire ».<sup>19</sup> La question sociale est donc réservée à la philanthropie ou à un degré très inférieur de la sphère politique. En conséquence, l'utopie politique, qui renoue le lien entre la question sociale et le politique, projette le risque d'une déstabilisation des rapports sociaux. Par un déplacement de sens volontaire, elle est donc réduite à son signifiant (u-topie, non-lieu) qui l'emporte ainsi sur le concret de la contestation. Malgré l'acuité de sa critique, l'utopie politique trouve donc difficilement sa place dans le siècle qui est le sien, et des auteurs comme Fourier ou Leroux sont considérés au mieux comme des devanciers, au pire comme des illuminés.

Avec la chute du régime soviétique, le XX<sup>e</sup> siècle constitue pour des millions d'hommes à travers le monde la fin du « rêve » communiste. Pour d'autres, elle signifie au contraire la fin d'un cauchemar absolu, celui d'un régime politique reposant sur un despotisme bureaucratique. Mais la fin du régime communiste marque aussi « la disparition de la principale forme d'utopie pratiquée ».<sup>20</sup> L'échec des dictatures communistes a entraîné dans sa chute l'idéal d'une démocratie fondée sur « le pouvoir d'exercer ou de contrôler le pouvoir politique ».<sup>21</sup> Le point de vue « tocquevillien » de la démocratie - qui la fait reposer sur les droits de chacun - l'a emporté. La chute du système communiste « aura-t-elle pour seule conséquence une paisible et mélancolique “ fin de l'Histoire ? “ dans un monde sans altérité ni alternative, enfin unifiée sous le signe de la démocratie politique et du libéralisme marchand ? ».<sup>22</sup> Les pensées politiques contemporaines sont-elles encore capables de « contourner

---

<sup>17</sup> *Ibid.* p.249

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Jean-Michel Racault, « Avant-Propos. Configuration et contours de l'utopie littéraire classique », In Jean-Michel Racault, *Nulle part et ses environs, voyage aux confins de l'utopie littéraire classique (1657-1802)...Op.cit.*, p.6

<sup>21</sup> Michèle Riot-Sarcey, « Utopie du politique », In Michèle Riot-Sarcey, *Dictionnaire des utopies... Op.cit.*, p.250

<sup>22</sup> Jean-Michel Racault, « Avant-Propos. Configuration et contours de l'utopie littéraire classique », In Jean-Michel Racault, *Nulle part et ses environs, voyage aux confins de l'utopie littéraire classique (1657-1802)...Op.cit.*, p.6

largement la politique pour s'emparer du politique en pratiquant l'utopie dans une re-liaison entre politique et social ? ».<sup>23</sup> En d'autres termes, le XX<sup>e</sup> siècle consacre-t-il la mort des utopies ?<sup>24</sup> Sans répondre directement à cette question, Karl Mannheim présente les conséquences dramatiques qui suivraient la disparition des utopies : celle-ci « ferait perdre à celui-ci [l'homme] sa volonté de façonner l'histoire à sa guise et, par cela même, sa capacité de la comprendre ».<sup>25</sup>

C'est sur ce point précis que le lien avec la pensée anti-industrielle doit être fait. Celle-ci repose en effet sur le constat que les hommes se trouvent aujourd'hui dans une situation d'impuissance pour « faire consciemment leur histoire ».<sup>26</sup>

### ***Présentation de la pensée anti-industrielle***

Le mouvement altermondialiste (dont le nom provient de la devise « un autre monde est possible ») a suscité une adhésion croissante en s'opposant à la mondialisation néolibérale, mais cette opposition englobe des positions et des objectifs d'une grande diversité. L'opposition à l'ordre existant a « uni » les uns et les autres, mais cette unité apparente (communauté d'action) n'a pas permis d'aller au-delà de ce que j'ai appelé le mouvementisme, ni de s'approcher d'une redéfinition de l'utopie en terme de réalité.<sup>27</sup>

Dans son ouvrage *Gauches et gauchisme*, le professeur mexicain Octavio Rodriguez-Araujo s'interroge sur les lignes de fracture existant entre les diverses écoles de la gauche radicale dans le monde. Son constat est sans appel : aucune pensée ne contrecarre actuellement le renouvellement de la pensée libérale, incarnée par le néo-libéralisme. Araujo s'interroge à ce titre sur l'absence d'un « néo-socialisme »<sup>28</sup>. C'est dans le cadre de ce questionnement relatif aux nouveaux discours émergents au sein de la gauche révolutionnaire que s'inscrit notre travail de recherche. En effet, la pensée anti-industrielle que nous nous proposons d'analyser, constitue, selon nous, une forme de renouvellement de la pensée

---

<sup>23</sup> Michèle Riot-Sarcey, « Utopie du politique », In Michèle Riot-Sarcey, *Dictionnaire des utopies... Op.cit.*, p.250

<sup>24</sup> Sur ce point, voir : Herbert Marcuse, *La fin de l'utopie*, Neuchâtel (Suisse), Editions Delachaux et Niestlé, 1968

<sup>25</sup> Karl Mannheim, *Idéologie et Utopie* [1929], Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956, p.115 version numérique réalisée par Jean-Marie Tremblay, dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales", [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

<sup>26</sup> Jaime Sempurn, *Discours préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances* [Novembre 1984], Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2009, p.13

<sup>27</sup> Octavio Rodriguez-Araujo, *Gauches et gauchisme, de la première internationale à Porto Alegre*, L'Atalante, col. Comme un accordéon, Nantes, 2004, p.288

<sup>28</sup> *Ibid.* p.34-35

radicale de gauche « traditionnelle ». Au-delà de sa volonté d'agir contre la société industrielle, elle se propose d'élaborer un cadre théorique qui viendrait combler le vide idéologique qui caractérise, selon Araujo, la pensée d'extrême gauche au début des années 1980. Ils construisent ainsi une véritable *communauté théorique* qui tente de dépasser le clivage historique, entre anarchisme et marxisme, marquant l'histoire de l'extrême gauche depuis la fin de la première internationale.

Ce que l'on nomme aujourd'hui la pensée anti-industrielle désigne une sensibilité philosophique qui trouve son origine au XVIII<sup>ème</sup> siècle en Angleterre, lorsqu'un mouvement de résistance au « machinisme » se développa. Grâce à des actions de sabotage qui firent grand bruit, les luddites donnèrent naissance à une contestation radicale de l'évolution des sociétés humaines. Ces prémices de la contestation anti-industrielle eurent finalement peu de répercussions, le développement du libéralisme économique favorisant plutôt la naissance des mouvements de défense de la condition ouvrière que furent le socialisme et le marxisme. C'est à la suite des événements de Mai 1968 que la réflexion anti-industrielle va progressivement sortir des limbes. Dans un premier temps toutefois, les instigateurs de ce renouveau sont intégrés à l'Internationale Situationniste. Une décennie après l'implosion de l'I.S, plusieurs de ses anciens membres, regroupés à Paris autour de Jaime Semprun, publieront et diffuseront l'*Encyclopédie des Nuisances*. Ce travail encyclopédique, réalisé entre 1984 et 1992 sera leur nouveau cadre d'expression. Dans le *Discours préliminaire* Jaime Semprun (unique auteur de ce premier fascicule) définissait ainsi le projet :

Notre ambition est de montrer concrètement comment la société de classes contient (recèle et refoule) la possibilité historique de son dépassement, et comment sa lutte contre cette menace la mène au pire excès dans la nocivité. L'ouvrage que nous commençons, et dont nous n'osons espérer que nous soyons contraints de l'interrompre par manque de matière, a ainsi deux objets : comme *Dictionnaire de la déraison dans les sciences, les arts et les métiers*, il doit exposer comment chacune des spécialisations professionnelles qui composent l'activité sociale permise apporte sa contribution à la dégradation générale des conditions d'existence ; comme *Encyclopédie*, il doit exposer l'unité de la production de nuisances comme développement autoritaire dont l'arbitraire est l'image inversée et cauchemardesque de la liberté possible de notre époque.<sup>29</sup>

---

<sup>29</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit., p.14*

Le groupe de l'Encyclopédie des Nuisances se composait alors d'une dizaine d'auteurs principaux qui se partageaient la rédaction des différents articles de l'encyclopédie.<sup>30</sup> Les quinze fascicules constitutifs de l'*Encyclopédie des Nuisances* sont antérieurs à la création, en 1991, de la maison d'édition du même nom.<sup>31</sup> Dans le quinzième et dernier fascicule, les rédacteurs évoquent déjà la parution du prochain numéro qui ne verra en réalité jamais le jour. Le corpus originel de l'*Encyclopédie des Nuisances* est donc distinct, dans son intégralité, de la maison d'édition. Depuis 1992, les publications du groupe de l'Encyclopédie des Nuisances détiennent en revanche le label de la maison d'édition. Le corpus originel doit, selon nous, être considéré comme la période de gestation de la pensée anti-industrielle.

En effet, la pensée anti-industrielle n'apparaît véritablement qu'au cours des années 2000. Le jour de parution du manifeste anti-industriel, Le 7 Mars 2010, peut en effet être considéré comme la date de naissance symbolique de cette pensée politique. Miguel Amoròs, ancien du groupe de l'Encyclopédie des Nuisances, est le rédacteur de ce texte fondateur. Dès les premières lignes du manifeste, l'auteur explique les raisons de la création de ce nouveau de courant de pensée :

La foi en la croissance économique illimitée comme solution aux maux de la société est inhérente au régime capitaliste, mais ce n'est que depuis les années cinquante du siècle précédent qu'elle est devenue, sous le nom de développement, une politique d'Etat. Dès lors, la raison d'Etat devint essentiellement raison de marché. Pour la première fois, la survie de structures de pouvoir étatiques ne dépendait pas de guerre, fussent-elles « froides », mais d'économies, « chaudes » de préférence.<sup>32</sup>

Un an plus tard, Miguel Amoròs fonde sa propre maison d'édition, dont le collectif éditorial est constitué de quatre personnes.<sup>33</sup> Les années 2000 voient également émerger deux autres mouvements qui s'apparentent, selon nous, à la mouvance anti-industrielle.

Le premier regroupe les travaux d'un collectif organisé autour de la figure de Bertrand Louart, et dont les textes sont publiés aux Editions de la Lenteur. Cette maison d'édition porte d'ailleurs très bien son nom, puisqu'elle ne publie, en moyenne, que trois livres par an. Deux

---

<sup>30</sup> Jaime Semprun, Miguel Amoròs, Pierre Lepetit, Guy Bernelas, Jacques Fredet, François Martin, Pascal Moatti, Jacques Philipponneau, Christian Sébastiani, Jean-Pierre Gomez. Ces noms se retrouvent cités dans les pages centrales des fascicules 14 et 15 de l'*Encyclopédie des Nuisances*

<sup>31</sup> Avril 1992, Fascicule 15 de l'*Encyclopédie des Nuisances, Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, p.IV (page bleue en milieu de fascicule)

<sup>32</sup> Miguel Amoròs, Préliminaires. Une perspective anti-industrielle, La Taillade, Editions de la Roue, 2015, p.53

<sup>33</sup> Miguel Amoròs, Michel Gomez, Marie Christine Le Borgne, Bernard Pêcheur, compose le collectif éditorial des éditions de la Roue.

revues complètent la publication d'ouvrages : L'Inventaire et Notes et Morceaux choisis. Dans le septième numéro de Morceaux choisis, Bertrand Louart résumait ainsi son ambition :

En se donnant pour but de populariser certaines analyses, réflexions et recherches sur le monde moderne, *Notes & Morceaux choisis* ne cherche pas à élaborer une idéologie ou une théorie critique nouvelle, moins encore à faire de la vulgarisation, mais plutôt à « *comprendre dans quelle sorte de monde nous vivons* » (George Orwell). Une telle exploration contraint à varier les points de vue et à formuler à nouveau des idées exprimées ailleurs, en d'autres temps et en d'autres termes. Ce qui permet de les actualiser et de les alléger de la masse des présupposés (des « cela va sans dire ») qui se greffent toujours sur des analyses issues de longues recherches. À une époque où le plus élémentaire devient de moins en moins évident, une telle volonté d'élucidation nous semble être la condition du renouvellement du débat public et des activités politiques.<sup>34</sup>

Le deuxième mouvement porte le nom de Pièces et main d'Œuvre. Installé à Grenoble depuis l'automne 2000, le groupe d'individus qui le compose refuse la « bien-pensance grégaire » rejette tout autant l'appellation de collectif.<sup>35</sup> Leur critique du monde contemporain est ainsi résumée sur leur site internet :

Anticiper. Contester à propos, avant coup plutôt qu'après coup - les nanotechnologies par exemple. Etre offensif plutôt que défensif. Faire la différence en se concentrant sur le point aveugle de la critique, plutôt que faire nombre en clabaudant en chœur des évidences.

S'emparer des symptômes d'actualité pour remonter à la racine des maux. Instruire à charge, en laissant au système qui en a plus que les moyens le soin de sa défense. Ne jamais dénoncer les malversations sans dénoncer les malfaiteurs. Ne jamais répondre à leurs manœuvres de diversion et de récupération. Ne jamais lâcher le front des nécrotechnologies.<sup>36</sup>

Leur objectif est qu'à Grenoble et dans les autres villes françaises « se multiplient les enquêteurs et les enquêtes, liant le local au global, le concret à l'abstrait, le passé au futur, le particulier au général, afin de battre en brèche la tyrannie technologique, et d'élaborer de technopole à technopole une connaissance et une résistance commune »<sup>37</sup>.

Si chacun de ces mouvements a sa place dans la mouvance anti-industrielle, nous avons pris le parti, dans notre travail, d'accorder d'avantage d'importance aux œuvres de l'Encyclopédie des Nuisances qui doivent être considérés comme les textes fondateurs de la pensée anti-industrielle. Les trois groupes évoqués reprennent à leur compte l'héritage laissé

---

<sup>34</sup> Bertrand Louart, Extrait de l'éditorial de Notes et Morceaux choisis, n°7, Octobre 2006, consulté sur le site internet : [sniadecki.wordpress.com](http://sniadecki.wordpress.com)

<sup>35</sup> Voir la présentation faite sur leur site internet : [piecesetmaindoeuvre.com](http://piecesetmaindoeuvre.com)

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

par l'*Encyclopédie des Nuisances* et s'inscrivent dans la continuation du travail entrepris par le collectif réuni au début des années 1980 autour de Jaime Semprun. Notre étude portant sur la construction idéologique de cette pensée politique marginale, nous serons amenés à nous référer en permanence aux origines de la réflexion anti-industrielle, c'est à dire aux écrits des auteurs de l'*Encyclopédie des Nuisances*. Il est également nécessaire de préciser que d'autres textes peuvent être associés plus ou moins directement à la pensée anti-industrielle, sans qu'ils fassent l'objet d'une analyse approfondie dans ce travail. Procéder à une étude exhaustive des textes présentant des affinités idéologiques avec la pensée anti-industrielle représentait une tâche considérable qui aurait, en outre, fourni assez peu d'éléments de réponse à notre problématique. Nous conseillons ainsi aux lecteurs intéressés de consulter le catalogue de la librairie Quilombo.<sup>38</sup> Les textes portant notamment sur la critique des techniques contemporaines peuvent venir enrichir l'analyse anti-industrielle qui sera présentée dans ce travail.<sup>39</sup> Avant d'appréhender les axes de notre objet d'étude, il nous paraît nécessaire de revenir sur la définition du concept d'industrialisme, qui est au cœur du combat mené par les différents mouvements politiques évoqués.

### ***Retour sur le concept d'industrialisme***

Revenons d'abord sur la notion dont est issue l'industrialisme : l'industrie. Le sens attribué à ce terme a subi plusieurs évolutions. En effet, « dans la langue classique, le terme désigne souvent une activité ingénieuse plus ou moins secrète, un savoir-faire ». <sup>40</sup> Par la suite, l'évolution du monde économique au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle entraîne un glissement sémantique du terme. Celui-ci embrasse désormais « l'activité productive en générale, englobant toutes les opérations (y compris financière, agricole, commerciale...) qui concourent à l'accroissement de richesses économiques ». <sup>41</sup> Ce n'est qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle que l'industrie prend le sens que nous lui connaissons. Elle désigne alors les « activités économiques qui, usant de techniques industrielles, ont pour objet " l'exploitation de richesses minérales ou sources d'énergies ainsi que la transformation des matières premières en

---

<sup>38</sup> <https://librairie-quilombo.org/>

<sup>39</sup> Nous pensons notamment ici aux écrits du groupe Oblomoff que nous utilisons dans notre travail.

<sup>40</sup> François Burne, « Au sujet de l'industrialisme », In Jean-Marc Luquet, *Sortir de l'industrialisme*, Lyon, Le pédalo ivre, 2011, p.13

<sup>41</sup> *Ibid.*

produits fabriqués. Le commerce et l'agriculture ne sont plus alors inclus dans le concept d'industrie « ». <sup>42</sup>

C'est cette dernière acception qui nous permet de comprendre ce que représente le processus d'industrialisation. En effet, le processus d'industrialisation se caractérise par la colonisation des secteurs de l'économie qui ont échappé à son emprise depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il repose sur l'importation des techniques de l'industrie dans ces secteurs de l'économie. Le discours qui encourage ce processus se nomme, assez logiquement, l'industrialisme. <sup>43</sup>

Dans notre étude comme dans la pensée anti-industrielle, l'industrialisme désigne le système politique dans lequel nous vivons aujourd'hui. L'identification de ce système politique permet de rapprocher deux idéologies politiques – le capitalisme et le socialisme – qui sont pourtant constamment opposées aujourd'hui. <sup>44</sup>

la vie organisée à grande échelle, un pouvoir (immanquablement) centralisé ; le sentiment d'impuissance, d'être peu de chose, d'être *dépassé* ; une production et une consommation de masse, et la culture qui va avec ; ce qu'on appelle la « division du travail » mais aussi la division de soi par le « travail » ; ici, un environnement débordant de marchandises dont personne ne connaît vraiment ni la composition ni la provenance, là-bas, des personnes, des mines, des camps de travail, des décharges, des filières d'approvisionnement ; le fait que la vie y est largement *médiée*, c'est-à-dire séparée par la distance et les technologies des conditions et des effets de nos actions. <sup>45</sup>

Précisons que l'industrialisme tel que nous l'entendons caractérise à la fois le discours politique qui rend possible et encourage l'industrialisation, et le système politique qui s'est imposé au monde depuis la première révolution industrielle. Ce système politique constitue donc l'ennemi de la pensée politique que nous avons choisi d'étudier.

## **Construction de la problématique**

### ***Enigme de recherche***

---

<sup>42</sup> *Ibid.* (L'auteur reprend ici la définition donnée par Alain Rey dans son *Dictionnaire historique de la langue française*)

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Philippe Gruca, « Qu'est-ce que l'industrialisme ? », In Jean-Marc Luquet, *Sortir de l'industrialisme...Op.cit.*, p.35

<sup>45</sup> *Ibid.* p.36

Notre travail de recherche a débuté, comme beaucoup d'autres, par l'identification d'une « anomalie » concernant un objet de notre discipline. Dans notre cas, c'est le faible nombre de travaux scientifiques mentionnant le groupe de penseurs de l'Encyclopédie des Nuisances qui a aiguisé notre curiosité. Au fondement de notre recherche réside la volonté de comprendre le relatif silence qui entoure notre objet d'étude. La première question qui nous est donc apparue peut être ainsi formulée : pourquoi la science politique ne s'intéresse-t-elle pas (ou s'intéresse-t-elle peu) aux écrits du groupe politique constitué autour de Jaime Semprun ? L'élargissement de notre objet d'étude aux mouvements proches de l'Encyclopédie des nuisances a redoublé l'interrogation. Pourquoi un pan de la pensée d'extrême gauche en France est-il à ce point méconnu ? Comment réunir les mouvements de pensée convergents, que nous avons distingués précédemment, sous une même appellation ? La critique formulée par ces groupes vise à la fois le système politique issu des révolutions industrielles et le processus de perfectionnement perpétuel qui le caractérise. Ces deux axes constituent donc le point centrifuge du courant de pensée qui nous intéresse. Le manifeste anti-industriel en est l'expression littérale. Il nous a donc semblé pertinent d'unifier ces mouvements sous l'appellation globale de « pensée anti-industrielle ».

Au fil des lectures entreprises pour élucider l'énigme de la relative méconnaissance de notre objet d'étude, une conviction s'est forgée : ce n'est pas par désintérêt mais par manque d'outils d'analyse que la science politique n'a pas encore engagé de réflexion critique sur la pensée anti-industrielle. En effet, analyser la pensée anti-industrielle par le prisme de l'idéologie, comme le requiert une approche classique des idées politiques, ne nous permettait pas de révéler les spécificités de cette pensée ni de saisir les raisons profondes de son émergence. Un autre concept en revanche, plus rarement utilisé en science politique, nous semblait apporter l'éclairage nécessaire à la compréhension de la nature et du rôle de la pensée anti-industrielle. Le concept en question est celui d'« utopie », que l'ouvrage de Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie*,<sup>46</sup> met justement en opposition symétrique avec l'idéologie.

La suite de notre travail nous a donc amené à croiser les différentes définitions de l'utopie (concept transversal s'il en est), en partant de celle donnée par la science politique. Comme nous l'avons vu, la philosophie, l'histoire et la littérature jouent un rôle fondamental dans l'appréhension générale du concept.

---

<sup>46</sup> Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie... Op.cit.*

Une fois ce travail de définition achevé, la question du cadre d'analyse s'est posée. La réflexion qui a suivi a permis la conception d'une grille d'analyse de science politique attribuant une place essentielle à l'utopie.

### ***La conception d'une grille d'analyse intégrant l'utopie***

Cette grille d'analyse a pour objectif de présenter une structure nouvelle du monde des idées politiques reposant sur la dichotomie entre idéologie et utopie établie, dans sa discipline, par le philosophe Paul Ricœur. En dégagant les fonctions propres à chaque type de discours, Ricœur distingue les rôles joués dans les sociétés par l'idéologie et l'utopie. Avant d'analyser les fonctions identifiées par Ricœur, il convient d'effectuer un bref retour sur le concept d'idéologie en science politique.

Le terme d'idéologie fut forgé en 1798 par Antoine Destutt de Tracy dans son ouvrage *Mémoire sur la faculté de penser*. Selon lui, l'idéologie est la science de la pensée, des idées. C'est également ce que nous révèle l'étymologie du terme : *ideo-* et *-logie* (idée et science). Toutefois, une nouvelle acception, qui s'impose progressivement, va dénier le caractère scientifique accordé à l'idéologie. Ainsi, Raymond Boudon définit aujourd'hui les idéologies comme « des doctrines plus ou moins cohérentes, combinant à dose variable des propositions prescriptives et des propositions descriptives. »<sup>47</sup> Philippe Braud lui, voit en l'idéologie « des systèmes de représentations qui fonctionnent doublement à la croyance (politique) et à la violence (symbolique) »<sup>48</sup>. Pour Raymond Aron,

les idéologies politiques mêlent toujours avec plus ou moins de bonheur des propositions de fait et des jugements de valeur. Elles expriment une perspective sur le monde et une volonté tournée vers l'avenir, elles ne tombent pas directement sous l'alternative du vrai et du faux, elles n'appartiennent pas non plus à l'ordre du goût et des couleurs. La philosophie dernière et la hiérarchie des préférences appellent le dialogue plutôt que la preuve ou la réfutation ; l'analyse des faits actuels ou l'anticipation des faits à venir se transforment avec le déroulement de l'histoire et la connaissance que nous en prenons. L'expérience corrige progressivement les constructions doctrinales.<sup>49</sup>

Avec ces auteurs, l'idéologie perd son caractère purement objectif qui existait dans la conception originelle de Destutt de Tracy.

---

<sup>47</sup> Raymond Boudon, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1986, p.86

<sup>48</sup> Philippe Braud, *Sociologie politique*, Paris, Lextenso éditions, 2008, 9<sup>e</sup> éditions, p.326

<sup>49</sup> Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Calmann-Lévy, 1955, p.246

Comme le note Ricœur, c'est en réalité Karl Marx qui a orienté la réception contemporaine de la notion d'idéologie. Par la métaphore de la photographie et de l'image inversée, Marx nous livre une vision négative ou péjorative de l'idéologie. Selon lui, elle correspond à la distorsion, ou la déformation du réel. « Pour le jeune Marx, le contraire de l'idéologie n'est pas la science, mais la réalité, la réalité comme praxis. Les gens agissent, puis ils imaginent ce qu'ils font dans une sorte de domaine nébuleux »<sup>50</sup>. Il va donc à l'encontre de la première acception du terme, qui conférait à l'idéologie la qualité d'un discours scientifique neutre.

Le système de Marx est matérialiste en ce sens qu'il souligne que la matérialité de la praxis précède l'idéalité des idées. La critique des idéologies de Marx procède de l'affirmation que la philosophie a inversé la succession effective, l'ordre de la genèse réelle, et la tâche consiste à remettre les choses à l'endroit, dans leur ordre véritable. La tâche est de renverser un renversement.<sup>51</sup>

Si, de prime abord, Marx oppose l'idéologie à la *praxis*, c'est surtout à la science qu'il entend la confronter. Ce nouveau combat commence, selon Ricœur, à partir de la rédaction du *Capital*, lorsque la pensée marxiste devient un système. Notre étude sera fidèle, sur ce point, au choix de Ricœur, qui préfère revenir au « jeune Marx » c'est-à-dire à sa conception de l'idéologie opposée au réel, à la *praxis*. Pour Ricœur, la relation qui unit l'idéologie à la *praxis* est plus fondamentale parce qu'elle révèle, plutôt qu'une opposition, une « connexion interne entre les deux termes »<sup>52</sup>. En effet, les conflits de la vie sociale effective (ou *praxis*), ne sont perceptibles pour ce qu'ils sont que parce que les individus qui en sont les acteurs possèdent déjà les systèmes symboliques qui les aident à interpréter ces conflits. Autrement dit, la réalité sociale a déjà une dimension idéologique et l'idéologie (dans un sens moins polémique et négatif) est constitutive de l'existence sociale. Aussi, la structure de la vie sociale des hommes est symbolique dès le début et c'est pour cela qu'elle est distordue.<sup>53</sup> C'est donc la lecture de Marx qui permet à Ricœur de nous livrer la première « fonction » de l'idéologie : la distorsion du réel. Cela correspond à sa « dimension pathologique ».

La deuxième fonction de l'idéologie identifiée par Ricœur est le fruit de sa lecture de Max Weber. « Dans un groupe donné, dit Weber, dès qu'une différenciation apparaît entre un corps gouvernant et le reste du groupe, le corps gouvernant a à la fois le pouvoir de

---

<sup>50</sup> Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie...Op.cit.*, p.22

<sup>51</sup> *Ibid.* p.23

<sup>52</sup> *Ibid.* p.28

<sup>53</sup> *Ibid.*

commander et celui d'imposer un ordre au moyen de la force »<sup>54</sup>. Cependant Weber note également qu' « aucun système de domination, fût-ce le plus brutal, ne gouverne seulement par la force, par la domination »<sup>55</sup>. Le rôle de l'idéologie ici, est de rendre la domination établie/existante légitime aux yeux du plus grand nombre.

Enfin, la troisième et dernière fonction attribuée par Ricœur à l'idéologie provient de sa lecture de l'article *Ideology as a Cultural System* de l'anthropologue américain Clifford Geertz.<sup>56</sup> En reprenant le concept « d'action symbolique » de Geertz, qui « propose de décrire les processus sociaux non par des catégories, mais par des figures stylistiques »,<sup>57</sup> Ricœur aboutit à la conclusion que l'idéologie joue également le rôle « d'intégration d'une communauté ». En d'autres termes, l'idéologie a une fonction intégratrice, qui permet l'existence des individus et du groupe.<sup>58</sup>

Après avoir identifié les trois fonctions de l'idéologie (distorsion du réel, légitimation du pouvoir en place, préservation de l'identité d'une personne ou d'un groupe) Ricœur réitère l'opération, cette fois pour définir l'utopie. Cette analyse en miroir indique que l'idéologie et l'utopie doivent être perçues comme les deux faces d'une même médaille. Cette mise en perspective permet à Ricœur d'affirmer que :

D'abord, là où l'idéologie est une distorsion, l'utopie est fantasmagorique – totalement irréalisable. La fantasmagorie côtoie la folie. C'est une échappatoire, et on en a l'exemple dans la fuite en littérature. Ensuite, là où l'idéologie est légitimation, l'utopie est une alternative au pouvoir en place. Elle peut être soit une alternative au pouvoir, soit une forme alternative de pouvoir. Toutes les utopies, écrites ou réalisées, tentent d'exercer le pouvoir autrement qu'il ne s'exerce. [...] A un troisième niveau, de même que la fonction positive de l'idéologie est de préserver l'identité d'une personne ou d'un groupe, de même la fonction positive de l'utopie est d'explorer le possible, ce que Ruyer appelle « les possibilités latérales du réel ». Cette fonction de l'utopie est finalement celle du « nulle part ».<sup>59</sup>

---

<sup>54</sup> *Ibid.* p.32

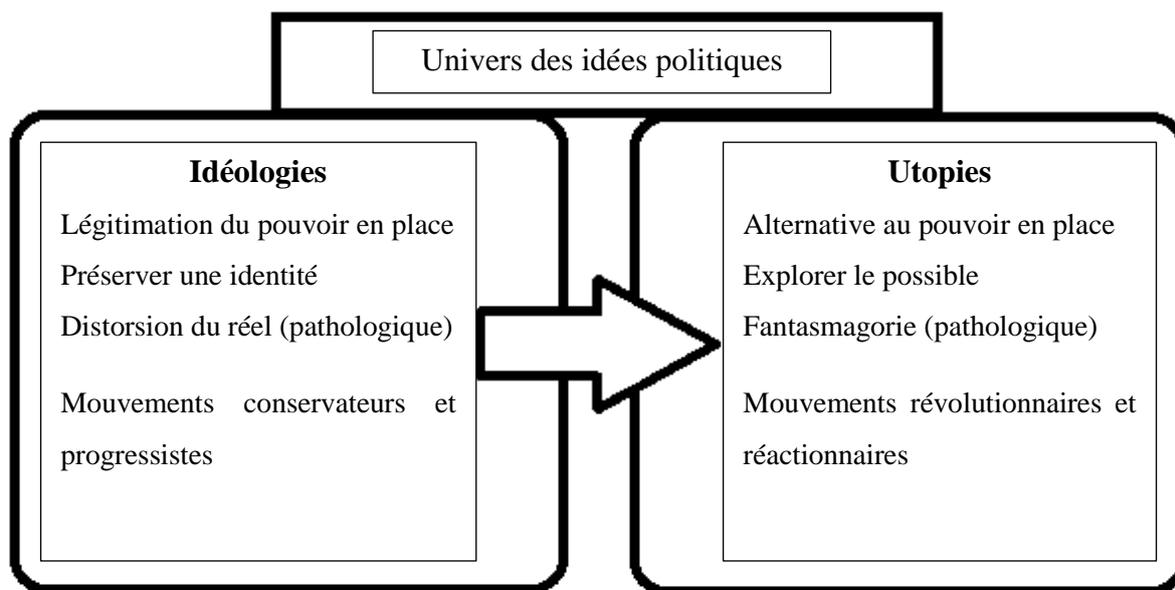
<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> Clifford Geertz, « *Ideology as a Cultural System* », in *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 2000

<sup>57</sup> Paul Ricoeur, *L'idéologie et l'utopie... Op.cit.*, p.30

<sup>58</sup> *Ibid.* p.340

<sup>59</sup> *Ibid.* p.406-407



Si l'idéologie est devenue un concept-clef de notre discipline, l'utopie n'a pas connu la même postérité. Sa nature hybride lui confère un large spectre de significations sur lesquels les spécialistes, en fonction de leur discipline, ne s'entendent pas toujours. Ce caractère protéiforme peut être source de perplexité et a sans doute contribué à la relégation du concept dans un rang inférieur de la science politique. Pourtant, les notions qu'elles convoquent – le pouvoir et l'organisation des rapports sociaux – dans la cité sont au cœur de notre discipline. Il nous a donc semblé important de rendre à l'utopie, par notre modeste contribution, la place qui, selon nous, lui revient. L'avantage de l'analyse de Ricœur, c'est de prendre en compte les aspects positifs et négatifs de chacun des mécanismes étudiés. L'utopie n'a, en conséquence, pas moins d'importance que l'idéologie. L'utopie constitue en fait une réponse à l'idéologie dominante au sein d'une société. Ainsi, les utopies émergent au gré des évolutions idéologiques qui s'emparent du monde. Cette grille d'analyse repose donc sur la croyance marxiste de l'existence d'une idéologie dominante. L'idéologie qui nous intéresse, parce qu'elle fait naître l'utopie que nous étudions, est l'industrialisme.

### ***Hypothèse de travail***

En accord avec la grille d'analyse que nous venons de proposer, notre hypothèse de travail est que la pensée anti-industrielle, en tant que pensée révolutionnaire qui émerge en réponse à une idéologie dominante, est une utopie au sens où l'entend Paul Ricœur.

### ***Problématique et thèse dans la thèse***

Relativement à notre double énigme de recherche – notre volonté de caractériser la pensée anti-industrielle et de comprendre les raisons de son émergence – nous avons choisi de poser la problématique suivante :

Dans quelle mesure la pensée anti-industrielle peut-elle être considérée comme une utopie – au sens de Paul Ricœur ?

La thèse que nous défendrons ici peut être ainsi formulée : parce qu'elle remplit les fonctions attribuées à l'utopie par Paul Ricœur, la pensée anti-industrielle constitue une véritable pensée utopique. Pour aboutir cette conclusion, il conviendra d'identifier dans les textes constitutifs du corpus anti-industriel les éléments qui nous permettront d'identifier chacune des trois fonctions de l'utopie.

Notre première hypothèse est que l'utilisation du concept d'utopie nous permet de comprendre les raisons de l'émergence de la pensée anti-industrielle. Dans l'application de notre grille d'analyse, l'apparition de cette utopie répond à l'identification, par les auteurs anti-industriels, d'une idéologie dominante qui régit le monde contemporain : l'industrialisme. En d'autres termes, l'utopie anti-industrielle constitue l'image inversée de cette idéologie marchande.

Notre deuxième hypothèse est que la pensée anti-industrielle doit être perçue comme une utopie de synthèse. Selon nous, l'apparition de cette mouvance est due à l'inadéquation entre la critique sociale des années 1970 et la dernière version du monde industriel. Le perfectionnement du monde marchand repose en effet sur l'apparition d'une nouvelle énergie, le nucléaire, ainsi que sur l'apparition et le développement fulgurant des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette nouvelle donne implique nécessairement une réactualisation des pensées contestatrices de l'ordre établi. La pensée anti-industrielle doit donc être perçue comme une adaptation de la critique sociale des années 1980 aux différentes évolutions du monde industriel qui rendent obsolète la critique sociale antérieure. Cette réactualisation survient dans un contexte mondial favorable à l'émergence de nouvelles formes de contestation du monde contemporain. La pensée anti-industrielle constitue alors une forme d'utopie de synthèse des différentes critiques radicales, et offre un cadre d'action unifié contre l'organisation industrielle du monde.

Notre troisième hypothèse invite à analyser le mode d'action des anti-industriels contre le monde marchand. En effet, malgré sa vive critique à l'égard des pensées révolutionnaires

qui l'ont précédée, la mouvance anti-industrielle s'inscrit dans la lignée des courants révolutionnaires d'extrême gauche. Cependant le constat qu'elle fait des différents échecs des mouvements prolétariens l'incite à renouveler l'action révolutionnaire. La pensée anti-industrielle propose donc une évolution majeure du concept de révolution qui peut, de prime abord, interroger sur sa nature révolutionnaire.

Notre quatrième et dernière hypothèse est que le recours au concept d'utopie nous permet de comprendre le rôle qu'elle entend jouer et la place qu'elle occupe dans la société contemporaine. En tâchant de proposer une alternative, pour l'avenir, à la société industrielle, la pensée anti-industrielle constitue déjà un sas de résistance au monde marchand, le « désordre nouveau »<sup>60</sup> qui « ouvre une brèche dans l'épaisseur du réel ».<sup>61</sup>

### Cadre théorique

Notre travail s'inscrit pleinement dans le processus de renouvellement méthodologique de l'histoire intellectuelle. Longtemps, l'histoire des idées politiques s'est concentrée sur l'étude des grands auteurs classiques. Depuis une quarantaine d'année cependant, « cette discipline a fait l'objet d'un considérable renouvellement méthodologique »<sup>62</sup>. Ce renouvellement, illustré notamment par le rayonnement intellectuel de l'école de Cambridge, s'oppose aux « traditions historiographiques dominantes », anciennes ou classiques qui faisaient jusque-là référence au sein de cette discipline. Dans leur ouvrage *La nouvelle histoire des idées politiques*, Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre<sup>63</sup> révèlent que les intellectuels issus de l'école de Cambridge ont dû lutter contre deux « mythologies de l'histoire des idées traditionnelles »<sup>64</sup>. La première, l'idéalisme, a pour défaut de consacrer l'abstraction des textes, de les étudier sans s'intéresser au contexte historique ou au profil sociologique de leur auteur ; la seconde, issue du marxisme, réduit l'émergence des textes « aux conditions générales de production économique-sociale »<sup>65</sup> d'une époque. Quentin Skinner, l'un des chefs de file de l'école de Cambridge, relève trois mythologies sur

---

<sup>60</sup> Claude Lefort, « Le désordre nouveau » [1968], In Cornelius Castoriadis, Claude Lefort et Edgar Morin, *Mai 68 : la Brèche, suivi de Vingt ans après*, Paris, Fayard, 2008, pp.43-81.

<sup>61</sup> Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie... Op.cit.*, p.405

<sup>62</sup> Arnault Skornicki, Jérôme Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, La Découverte, Paris, 2015, col. Repères, p.3

<sup>63</sup> Arnault Skornicki est Maître de Conférences en Science Politique à l'université Paris Ouest Nanterre, et Jérôme Tournadre est directeur adjoint de l'ISP (Institut des Sciences sociales du Politique) site Nanterre et chargé de recherche CNRS depuis 2009

<sup>64</sup> *Ibid.* p.9

<sup>65</sup> *Ibid.*

lesquelles reposent l'histoire ancienne des idées politiques : « la mythologie des doctrines » qui se fonde sur la croyance que chaque auteur tente de répondre à « une série de questions considérées comme canoniques »<sup>66</sup>, et non à des problématiques spécifiques de son temps ; la mythologie de « la cohérence des auteurs », qui confère à chaque penseur, au-delà des contradictions internes de son œuvre une cohérence incontestée et incontestable qui est parfois même cachée ; la mythologie de « la *prolepse* », qui entraîne les intellectuels à analyser une œuvre en fonction des cadres de pensée contemporains et non en fonction des pensées dominantes et des questionnements propres à l'époque à laquelle l'œuvre a vu le jour.

Sous l'influence des travaux de Skinner et Pocock, l'école de Cambridge insiste sur l'importance du contexte historique dans l'histoire des idées politiques. Ce n'est l'histoire d'une idée qu'il faut écrire, mais « une histoire de ses usages divers, et de ses intentions variées avec lesquelles elle est employée »<sup>67</sup>. En incitant les historiens des idées à porter leur attention sur les contextes linguistique, rhétorique, politique et social qui font naître les idées politiques, ces intellectuels anglo-saxons ont permis un élargissement de « l'horizon de la discipline en s'intéressant à d'autres lieux de production de la pensée politique que la philosophie, moins nobles, mais pas moins importants »<sup>68</sup>. Ce changement de perspective va permettre, par exemple, d'étudier des auteurs « oubliés » ou considérés comme « mineurs ». Cette donnée est primordiale pour notre travail de recherche, car elle justifie l'intégration de notre étude consacrée à l'« utopie marginale de penseurs marginaux » dans le champ de la science politique.

En France, c'est à Pierre Rosanvallon que nous devons ce renouvellement méthodologique. Celui-ci reconnaît l'importance des apports de l'école de Cambridge et développe, dans la même ligne, « une histoire conceptuelle du politique »<sup>69</sup>. Dans une note de travail, Rosanvallon adresse cinq griefs à l'histoire traditionnelle des idées : la tentation du dictionnaire, l'histoire des doctrines, le comparatisme textuel, le restructivisme et le typologisme.<sup>70</sup> « L'objet de l'histoire conceptuelle du politique est de comprendre la formation et l'évolution des *rationalités politiques*, c'est-à-dire les systèmes de représentation qui commandent la façon dont une époque, un pays ou des groupes sociaux conduisent leur

---

<sup>66</sup> *Ibid.* p.14

<sup>67</sup> *Ibid.* p.12

<sup>68</sup> *Ibid.* p. 5-6

<sup>69</sup> François Dosse, « 6. L'histoire des concepts », *La marche des idées*, Paris, La Découverte, « Armillaire », 2003

<sup>70</sup> Pierre Rosanvallon, « Pour une histoire conceptuelle du politique (note de travail) », *Revue de synthèse*, IVe série, n. 1-2, janvier 1986, p. 93-105

action et envisagent leur avenir ». <sup>71</sup> Faire de l'histoire conceptuelle du politique, c'est essayer de comprendre comment « des groupes sociaux cherchent à construire des réponses à ce qu'ils perçoivent plus ou moins confusément comme un *problème* ». <sup>72</sup> Il est donc primordial de s'employer à comprendre le système de représentations des penseurs selon leur époque, pour appréhender avec justesse la nature, le rôle et la portée des idées qu'ils développent. On retrouve bien ici les apports de la « méthode contextualiste » des auteurs de l'école de Cambridge.

Suivant le modèle établi par ces penseurs, nous tenterons humblement de comprendre, sous ce même éclairage, la pensée anti-industrielle. Nous accorderons donc une place de choix aux écrits anti-industriels sans perdre de vue l'importance du contexte historique contemporain. Ne pas faire du contexte un élément plus éloquent qu'il n'est tout en prenant en compte son influence sur l'émergence de la pensée anti-industrielle : tel est le *modus operandi* que nous nous sommes efforcé de respecter.

Notre démarche peut enfin être rapprochée de la méthode adoptée par Erik Olin Wright dans son ouvrage intitulé *Utopies réelles*. <sup>73</sup> Dans ce livre, l'auteur milite en faveur « d'une « science sociale émancipatrice », invitant les chercheurs à ne pas (ou ne plus) s'en tenir aux rôles, plus habituels, d'analystes critiques des sociétés contemporaines et passées ». <sup>74</sup> En effet, l'étude des alternatives anti-industrielles au monde contemporain (que nous entreprenons dans le dernier chapitre), prend la forme d'une analyse prospective. L'absence de projet anti-industriel définissant avec précision l'organisation sociale dans la société post-marchande, aurait pu empêcher toute tentative de représentation de la cité idéale que constitue la communauté désindustrialisée. Or, les prémisses de l'analyse anti-industrielle sont suffisamment rigoureuses pour que le lecteur attentif puisse en tirer les implications concrètes sur l'organisation du pouvoir et les rapports sociaux dans la cité. Nous avons donc fait le choix de « donner un visage » à la communauté désindustrialisée, ce qui nous fait entrer pleinement dans l'étude du champ des possibles proposée par Erik Olin Wright.

---

<sup>71</sup> *Ibid.* p. 99-100

<sup>72</sup> *Ibid.* p.100

<sup>73</sup> Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2017

<sup>74</sup> Paula Cossart, « Le communalisme comme « utopie réelle » », *Participations*, 2017/3 (N° 19), pp.245-268. DOI : 10.3917/parti.019.0245. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-participations-2017-3-page-245.htm>

## **Annonce du plan**

La structuration de notre plan repose sur la distinction qui caractérise classiquement une pensée révolutionnaire : la critique radicale d'un ordre établi et la réflexion portant sur les moyens d'agir contre cet ordre établi au nom d'une meilleure société. En conséquence, notre plan sera organisé en deux parties. Dans le corpus de textes constitutifs de la mouvance anti-industrielle, la distinction susmentionnée ne se trouve pas ainsi formulée. Néanmoins, il est rapidement apparu que la pensée anti-industrielle apportait des éléments nouveaux tant dans son analyse du monde contemporain que dans sa pratique de l'action révolutionnaire.

### ***Présentation de la première partie***

L'analyse critique du monde contemporain constitue donc l'un des deux versants de la pensée anti-industrielle. Dès qu'ils le peuvent, les penseurs anti-industriels enrichissent leur arsenal critique d'une nouvelle analyse leur permettant d'attaquer sur un nouveau point le monde contemporain. Au fil de l'étude de ces différentes analyses critiques, il est possible de dégager une vision anti-industrielle du monde contemporain. L'objectif de cette première partie est donc double : comprendre, par un travail de filiation intellectuelle, d'où vient cette conception anti-industrielle du monde contemporain avant de chercher à la décrypter.

Nous verrons donc dans cette première partie que la vision anti-industrielle du monde est le fruit d'une longue réflexion menée par des individus profondément marqués par les écrits de leur époque. Il n'est donc pas étonnant de trouver une importante influence de la pensée marxiste sur la pensée anti-industrielle, puisque ces penseurs ont été élevés au raisonnement dialectique alors très répandu à leur époque. Il n'est pas non plus étonnant de constater, pour les plus anciens d'entre eux, que leur parcours personnel soit marqué par une implication dans le travail intellectuel mené au sein de l'International Situationniste, et par une participation active aux événements de Mai 1968. Ceux-ci joueront d'ailleurs un rôle fondamental dans la construction idéologique de la pensée anti-industrielle. Comme de nombreuses mouvances apparaissant après Mai 1968, la réflexion anti-industrielle tentera de se démarquer d'une vision marxiste rendue, selon eux, obsolète par la modernisation du monde industriel. Comme nous le verrons, afin de mener leur projet à bien, les penseurs anti-industriels mobilisent des critiques du monde industriel formulées par des auteurs qui les ont précédés. Nous pensons ici à la réflexion menée par les différents théoriciens de l'école de

Francfort, aux apports fondamentaux des deux amis Jacques Ellul et Bernard Charbonneau ou encore aux réflexions sur le monde contemporain proposées par Ivan Illich. Cette liste non exhaustive nous permet d'insister sur le fait que la pensée anti-industrielle doit sa construction théorique à des personnes dotées d'une culture politique profondément marquée par l'anticapitalisme, l'écologisme, l'anarchisme et la critique des sociétés techniciennes. Il est évidemment impossible, dans un travail qui n'y est pas intégralement consacré, de se référer à tous les auteurs qui ont pu avoir une influence sur les penseurs anti-industriels. Ainsi, exception faite d'Ellul,<sup>75</sup> nous essaierons la plupart du temps, d'utiliser les textes d'auteurs dont les penseurs anti-industriels acceptent l'héritage.

Ainsi cette première partie se propose-t-elle de revenir sur les origines intellectuelles de la pensée anti-industrielle afin de comprendre les fondements sur lesquels repose son analyse du monde contemporain. Nous allons montrer comment cette pensée politique a pu passer du marxisme à la critique du monde industriel. Pour réaliser ce travail, cette partie sera divisée en trois chapitres. Le premier se penchera sur les raisons permettant de comprendre pourquoi les penseurs anti-industriels se démarquent du marxisme. Nous verrons que l'analyse de la société technicienne de Jacques Ellul a largement influencé les penseurs anti-industriels dans cette démarche. Le second chapitre analysera les fondements écologistes de la pensée anti-industrielle. Nous verrons que cette pensée politique émerge au moment où la question écologique s'imisce dans l'ensemble du champ politique. Nous situerons la pensée anti-industrielle dans la vaste sphère des courants écologistes. Enfin, le troisième chapitre questionnera la nature du totalitarisme marchand qui émane des écrits anti-industriels. Nous identifierons ici les piliers de ce système totalitaire, avant de nous intéresser aux conséquences qu'une telle organisation politique a sur l'homme contemporain.

Au cours de ces trois chapitres, cette première partie devra nous permettre d'obtenir les premiers éléments de réponse concernant la possibilité d'utiliser le concept d'utopie pour qualifier la pensée anti-industrielle. Pour ce faire, il sera nécessaire d'identifier au cours de notre réflexion des éléments qui nous permettraient de constater que la pensée que nous étudions remplit les trois fonctions de l'utopie identifiées par Ricœur. Nous serons alors particulièrement attentifs ici aux éléments relatifs à l'analyse du pouvoir dans notre société ainsi qu'aux éléments de proposition alternative qui en découlent. Nous essaierons également

---

<sup>75</sup> La proximité entre l'analyse ellulienne et la réflexion anti-industrielle est bien trop flagrante pour ne pas utiliser le travail de cet auteur. De plus les penseurs anti-industriels ont lu Ellul, comme en témoigne les écrits de Jean-Marc Mandosio concernant son analyse du système technicien

de déceler les éléments fantasmagoriques de l'utopie anti-industrielle. En revanche, nous ne nous intéresserons pas dans cette partie à la fonction d'exploration des possibles, issue de la grille de Ricœur.<sup>76</sup> En effet, nous avons volontairement fait le choix de séparer l'analyse théorique de la société contemporaine de la réflexion portant sur l'action à mener dans le but de faire émerger un nouveau monde. Ensuite, cette partie sera également l'occasion d'apporter des éléments de réponse à deux hypothèses que nous avons formulées. La notion d'utopie de synthèse, que nous estimons adaptées à la caractérisation de la pensée anti-industrielle sera au cœur de notre propos. En effet, dans leur volonté de renouveler la critique sociale nous verrons à quel point les anti-industriels innovent en la matière, ou bien si leur critique s'arrête à l'héritage d'analyses antérieures du monde contemporain. Enfin, nous essaierons dans cette partie de cerner avec le plus précision possible l'idéologie à laquelle s'oppose l'utopie contemporaine.

### *Présentation de la seconde partie*

La réflexion concernant l'action contre le monde marchand constitue le second versant de la pensée anti-industrielle. Pour lutter contre cette incertitude permanente, les penseurs anti-industriels sont animés par un profond rejet de se résigner, malgré la puissance sans cesse croissante de l'ennemi qu'ils ont identifié. L'objectif de cette seconde partie est donc double : comprendre ce qui caractérise l'action anti-industrielle et saisir les contours d'un monde désindustrialisé. Nous allons donc apporter des éléments de réponse aux interrogations suivantes : l'action anti-industrielle se caractérise-t-elle par des moyens d'action particuliers ou s'appuie-t-elle sur un type d'action caractéristique de la gauche révolutionnaire ? Sur quels principes et sur quelles valeurs reposeraient l'organisation d'une société désindustrialisée ?

Tout au long de cette seconde partie, nous chercherons à vérifier si la pensée anti-industrielle remplit effectivement les fonctions que Paul Ricœur attribue à tout discours utopique. En raison de l'objectif que nous nous sommes fixés pour cette partie – comprendre le mode d'action anti-industriel – nous serons particulièrement attentif au versant constructif d'une utopie, celui qui nous permet de concevoir une alternative au pouvoir en place, mais également à la fonction de "nulle-part", qui nous permettra de nous pencher sur la culture qui devrait se développer au sein des sociétés désindustrialisées. Il nous faudra également essayer

---

<sup>76</sup> Ce versant sera traité dans notre seconde partie

de mesurer l'importance du versant pathologique – la déconnexion du réel – qui caractérise toute pensée utopique.

Cette seconde partie nous permettra également de vérifier plusieurs de nos hypothèses initialement formulées dans l'introduction. A la lumière de ces hypothèses nous verrons comment cette pensée se rapproche de ce que nous avons nommé utopie de synthèse. En effet, dans sa volonté de renouveler l'action révolutionnaire, la pensée anti-industrielle se nourrit de différents courants qui proposent également d'agir contre le monde marchand. Néanmoins, cette partie nous permettra avant tout de vérifier deux autres hypothèses. Premièrement, nous allons apporter des éléments permettant de considérer la pensée anti-industrielle comme une pensée révolutionnaire malgré une vive critique des courants révolutionnaires qui l'ont précédée. Nous verrons qu'en substance, elle propose une nouvelle vision du concept de révolution qui oblige les penseurs anti-industriels à repenser le mode d'action contre le monde industriel. Deuxièmement, cette seconde partie nous permettra également de mieux saisir le rôle que joue cette utopie dans la société actuelle. En effet, en analysant à la fois le mode d'action et la société alternative qui en découle, nous comprendrons que l'objectif des penseurs anti-industriels est d'éviter une posture surplombante face à une masse d'individus incapables de prendre conscience de la réalité du monde industriel. Pour ce faire, notre partie sera divisée en trois chapitres.

Nous consacrerons notre quatrième chapitre à la conception de la révolution qui ressort des écrits anti-industriels. Nous chercherons à comprendre pourquoi les penseurs que nous étudions souhaitent abandonner la tradition révolutionnaire héritée du marxisme, dans laquelle la classe prolétarienne constituait la figure de proue. Pour cela nous reviendrons alors sur la longue analyse des échecs des mouvements prolétariens réalisée au début des années 1980 par les penseurs de l'Encyclopédie des Nuisances. Dans notre cinquième chapitre nous nous attacherons à comprendre ce qu'est devenue aujourd'hui l'action de résistance au monde industriel. Pour faire cela, nous effectuerons un retour sur les luttes contre l'industrialisation qui ont émaillées l'histoire depuis le XVIIIe siècle. Enfin, dans notre sixième et dernier chapitre nous nous intéresserons à la mise en place de sociétés ou de communautés désindustrialisées. Nous chercherons à comprendre comment elles peuvent s'organiser, et nous essaierons de comprendre quel idéal d'homme elle requiert pour fonctionner.

*Première Partie - Du matérialisme dialectique à la société industrielle totalitaire.*

*Analyser le monde comme un anti-industriel*



## Introduction de la première partie

La critique n'est pas une passion de la tête, mais la tête de la passion.  
Elle n'est pas un bistouri mais une arme. Son objet c'est son ennemi  
qu'elle veut non pas réfuter mais anéantir.

**Karl Marx**, manuscrits de 1844

Notre première partie sera consacrée à la résolution de la problématique suivante : comment des penseurs anciennement marxistes en arrivent-ils aujourd'hui à décrire la société contemporaine sous l'appellation de totalitarisme marchand ? Pour y répondre, un retour sur les filiations intellectuelles de la pensée anti-industrielle nous a semblé nécessaire. Nous essaierons ainsi d'identifier avec la plus grande précision l'héritage intellectuel de cette utopie politique contemporaine. Une fois les différentes sources d'inspiration identifiées, nous entreprendrons de situer un peu plus clairement la pensée anti-industrielle dans le champ vaste des idées politiques contemporaines. Enfin, nous reviendrons sur les éléments de la société contemporaine qui sont, selon les anti-industriels, la cause de l'état dramatique du monde à l'heure actuelle. En résumé, notre première partie se propose de répondre à plusieurs questionnements: d'où vient la pensée anti-industrielle ? A quels courants de pensée peut-elle être apparentée ? Quelle analyse du monde propose-t-elle? En apportant des éléments de réponse à ces trois interrogations, nous espérons éclairer la démarche anti-industrielle qui consiste à analyser le monde en tant que système totalitaire.

Dans l'objectif de répondre à la première question, le premier chapitre portera sur la relation qui unit la pensée marxiste et la pensée utopique anti-industrielle. Celle-ci s'analyse, selon nous, comme une relation de « fidélité infidèle », ce qui nous amène à préférer le l'expression de pensée « marxienne » plutôt que « marxiste » pour caractériser l'anti-industrialisme. Dans ce chapitre, nous relèverons l'importance fondamentale de la pensée de Jacques Ellul. En effet, la pensée anti-industrielle s'inscrit pleinement dans l'analyse de la société technicienne que formulait déjà Ellul au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. La réflexion menée sur le marxisme par les penseurs de l'Encyclopédie des Nuisances, les amènera à intégrer d'autres courants de pensée d'extrême gauche (essentiellement d'inspiration libertaire) qui, au cours des années 1970, deviennent ou redeviennent audibles du fait des évènements de Mai 1968 et des désillusions provoquées par les révélations des crimes du régime soviétique. Nous

pourrons dès lors inscrire la pensée anti-industrielle dans le vaste courant des pensées politiques critiques du marxisme, qui reconnaissent en même temps l'apport essentiel de l'analyse de Marx à la compréhension du monde issu des révolutions industrielles du XVIIIe et XIXe siècle. Ainsi, le propos des anti-industriels révèle moins la volonté d'abandonner l'analyse marxiste que de la renouveler.

Notre deuxième chapitre s'intéressera à la question de la place réservée à l'écologie dans la pensée anti-industrielle. En effet, au fil de nos lectures, nous n'avons pu manquer de constater que la question écologique était au centre des préoccupations des penseurs anti-industriels. Il s'agissait alors de définir clairement le positionnement écologiste de ces penseurs, en confrontant leur analyse à celles diffusées par les différents courants de pensée qui constituent la nébuleuse des pensées écologistes. Nous verrons ainsi que si l'écologisme anti-industriel se rapproche incontestablement de l'écologie radicale, il demeure profondément anthropocentré. Sa radicalité repose sur la certitude que le monde industriel ne peut et ne pourra jamais prendre des mesures véritablement écologistes, puisque sa logique productiviste est en totale contradiction avec l'idée de préservation du milieu naturel. Notre analyse de l'écologisme anti-industriel permettra de mettre en avant la place fondamentale accordée à la paysannerie, dans la pure tradition des utopies agrestes. La volonté exprimée n'est donc pas de mettre un terme à l'élevage ou à la culture des sols, mais de faire en sorte que les activités agricoles soient l'apanage des paysans qui disposent d'une connaissance approfondie du milieu naturel et respecte le fonctionnement des écosystèmes. Nous verrons ainsi que s'il est possible de rapprocher l'écologisme anti-industriel de certaines branches de l'écologie contemporaine, il est néanmoins difficile à inscrire dans un courant bien défini.

Enfin, nous nous emploierons, dans le troisième chapitre de cette première partie, à décrypter l'analyse du monde contemporain telle que la formulent les penseurs anti-industriels. Pour ce faire, nous avons choisi d'isoler l'un des concepts-clefs de la critique anti-industrielle : le totalitarisme marchand. Celui-ci vise à décrire la société contemporaine. Nous essaierons donc de comprendre pourquoi les anti-industriels ont recours à ce terme qui semble, en apparence, contradictoire avec la notion de démocratie représentative qui caractérise généralement les régimes politiques dans lesquels nous vivons. Ce choix sémantique pose d'autant plus question que la démocratie, ou tout du moins son organisation institutionnelle, persiste dans la description du monde formulée par les penseurs anti-industriels. Nous chercherons donc à comprendre comment peuvent cohabiter dans une seule vision du monde les notions de "cadre démocratique" et de "système totalitaire". Après

l'analyse relative à l'organisation du pouvoir dans le monde marchand, nous nous pencherons sur la représentation négative que livrent les textes anti-industriels à propos de l'individu contemporain. Nous tâcherons, en nous référant (sur le modèle des penseurs anti-industriels) aux écrits de l'historien Lewis Mumford, de comprendre l'évolution de l'homme à travers les âges, dans le but de déterminer le type d'homme qui correspond à la phase industrielle.



## Chapitre I

### Marxisme et critique anti-techniciste : deux piliers de l'analyse anti-industrielle

#### *Introduction*

Dans notre volonté de situer la pensée anti-industrielle au sein du vaste champ des idées politiques, nous avons très vite été amenés à étudier les liens unissant cette pensée au marxisme. Le professeur de sociologie Christian Laval relève quatre attitudes possibles à l'égard de la pensée de Marx : la liquidation, la répétition, l'ignorance feinte et la mise en question.<sup>77</sup> La première, qu'il considère comme la plus répandue, peut être résumée par la formule « Marx est mort » et amène ses partisans à accepter que « l'économie de marché est à jamais l'horizon de l'humanité ». La deuxième correspond à la volonté d'actualiser la pensée de Marx ; il s'agit de défendre celle-ci tout « en essayant de constituer un autre marxisme ». La troisième consiste, pour des penseurs anti-libéraux, à éviter de poser la question de Marx. Enfin, la quatrième repose sur la volonté d'émettre une critique de la pensée de Marx tout « en maintenant l'exigence d'une politique d'émancipation », et non plus sur une critique déjà réalisée « du communisme dit réel ».<sup>78</sup> Dans sa volonté de questionner et de comprendre la pensée marxiste, l'utopie anti-industrielle adopte cette quatrième attitude dite « de mise en question ». Celle-ci vise un point particulier de la pensée de Marx : son progressisme. En effet, l'idée selon laquelle « le capitalisme prépare le communisme », qu'il « crée les conditions objectives du passage au communisme » fonde ce que l'on peut appeler le progressisme de Marx.<sup>79</sup> De celui-ci, il faut distinguer deux tendances chez les marxistes : « la tendance développementiste » et « la tendance catastrophiste ».<sup>80</sup> La première incite à « accélérer le processus » afin d'atteindre au plus vite le temps de la révolution. La seconde « voit dans la prochaine crise la fin définitive d'un capitalisme ayant achevé son œuvre dans l'histoire humaine »<sup>81</sup>. Dans la mise en question du marxisme, il convient donc de régler cette problématique du progressisme de Marx. Pour Christian Laval, il faut tout simplement s'en débarrasser. Pour ce faire, il milite « pour une politique d'émancipation athée ».<sup>82</sup> Celle-ci

---

<sup>77</sup> Christian Laval, « Le progressisme de Marx et la politique athée. Quatre rapports possibles à Marx », *Revue du MAUSS* 2009/2 (n°34), p. 29-30

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> *Ibid.* p.32

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> *Ibid.* p.33

<sup>82</sup> *Ibid.* p.34

repose sur trois points qui mettent en cause le progressisme de Marx : « le refus de toute *nécessité* historique ; le refus de toute désignation d'un agent historique depuis une supposée nécessité de l'histoire ; l'assomption du caractère performatif et constructiviste du communisme »<sup>83</sup>. Cette réflexion nous permet de positionner la pensée anti-industrielle dans le vaste mouvement de pensée qui adopte une attitude critique à l'égard du marxisme. Il s'agit de lire les événements réels en refusant d'accorder un sens à l'histoire. Ainsi, les différentes crises ne révèlent plus un mouvement déterminé de l'histoire menant à la fin du modèle capitaliste. Il est donc important d'analyser au préalable la critique du marxisme formulée par la pensée anti-industrielle afin de mieux saisir la nouvelle idéologie dominante dénoncée.

Ainsi, le chapitre qui va suivre se composera de deux sections. Dans la première, nous observerons la réflexion menée par les penseurs anti-industriels sur le marxisme. Nous verrons alors que cette pensée politique semble largement remise en question, mais que les premiers écrits de Marx demeurent une source intellectuelle importante pour la pensée anti-industrielle. Cette confrontation entre le marxisme et la pensée anti-industrielle nous permettra de mettre en évidence la logique totalisante qui régit, aux yeux des penseurs que nous étudions, le monde contemporain. Dans la seconde section, nous verrons que la notion de modernité occupe une place fondamentale dans les écrits anti-industriels. Le refus d'accepter sans réfléchir le progrès offert par le monde marchand constitue une motivation importante pour les penseurs anti-industriels. Nous constaterons également toute l'importance de l'analyse de la société technicienne formulée en son temps par Jacques Ellul. Nous observerons enfin que la science contemporaine est vivement critiquée par les penseurs anti-industriels.

## *Section I Du marxisme à la critique technicienne des sociétés contemporaines*

### Sous-Section I Etudier, apprivoiser et dépasser l'héritage marxiste

#### *Brefs rappels historiques sur le marxisme*

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la pensée philosophique et politique allemande est dominée par l'idéalisme. Le principal théoricien de ce courant, Hegel, va entraîner derrière lui de nombreux disciples qui lui seront plus ou moins fidèles. En effet, une brèche va s'ouvrir

---

<sup>83</sup> *Ibid.*

parmi ses héritiers : certains, que l'on nomme aujourd'hui « vieux hégéliens » vont soutenir que la théorie du philosophe idéaliste n'est en rien infirmée par les différents événements qui surgissent après sa mort ; d'autres, les « jeunes hégéliens », vont très rapidement émettre une critique virulente de l'idéalisme allemand. Ces derniers, à l'image de L. Feuerbach ou de B. Bauer, vont se servir des écrits de Hegel pour proposer une critique radicale de la religion chrétienne. Dans son ouvrage de 1841 *L'essence du christianisme*, Feuerbach s'était attaché à montrer que ce n'était pas Dieu qui avait fait l'homme, mais l'homme qui avait fait Dieu. Si beaucoup se contentent de voir dans ce livre une simple remise en cause de la religion, Marx va plus loin et considère que cette analyse du fait religieux doit s'étendre à la philosophie. Il affirme que Feuerbach a ainsi donné naissance au véritable matérialisme, « en faisant *du rapport social de l'homme à l'homme le principe fondamental de la théorie* »<sup>84</sup>. Ricœur constate que la rupture avec Hegel<sup>85</sup> se trouve déjà clairement exprimée dans les premiers de Marx. En effet, en affirmant que « le schème de pensée idéologique d'une démarche qui va de l'idée à la réalité et non de la réalité vers l'idée »<sup>86</sup> est faux, Marx s'attaque à l'un des fondements de la pensée idéaliste. A l'inverse de tout un pan de la succession hégélienne, Marx postule donc que ce sont les conditions de vie matérielles qui déterminent le monde des idées. Selon lui, la philosophie « a inversé la succession effective, l'ordre de la genèse réelle, et la tâche consiste à remettre les choses à l'endroit, dans un ordre véritable. »<sup>87</sup> Ce paradigme de l'inversion est caractéristique de la pensée de Feuerbach. En effet, dans ses thèses sur la religion chrétienne, Feuerbach utilise une méthode « réductrice » pour critiquer la religion :

*La réduction est le renversement d'un renversement, puisqu'elle procède de la façon suivante : elle s'empare de toutes ces entités qui ont été faussement projetées vers le haut – l'éternel, le logique, le transcendant, l'abstrait, le divin, quels qu'ils soient – et ramène ces projections à leur fondement initial.*<sup>88</sup>

Si cette méthode a largement influencé la réflexion de Marx et Engels, ils se détacheront du matérialisme feuerbachien, le considérant comme trop inconsistant, uniquement capable de décrire et de comprendre le monde tel qu'il est, mais incapable de le changer. Ricœur remarque que c'est dans *L'idéologie allemande*, que Marx va remplacer les concepts idéalistes de Feuerbach (conscience, conscience de soi, être générique), par des entités

<sup>84</sup> Daniel Bensaïd, *Les Annales franco-allemandes ou « le tournant parisien » de Marx*, <http://danielbensaid.org>, 2000

<sup>85</sup> Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie...*, *Op.cit.*, p.47

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> *Ibid.* p.23

<sup>88</sup> *Ibid.* p.49

objectives qui serviront de base matérielle (mode de production, force productive, rapport de production, classe).<sup>89</sup> En ce sens, il correspond selon lui, au premier ouvrage marxiste écrit par Marx.

*Il n'est venu à l'idée d'aucun de ces philosophes de se demander quel était le lien entre la philosophie allemande et la réalité allemande, le lien entre leur critique et leur propre milieu matériel.*

*Les prémisses dont nous partons ne sont pas des bases arbitraires, des dogmes; ce sont des bases réelles dont on ne peut faire abstraction qu'en imagination. Ce sont les individus réels, leur action et leurs conditions d'existence matérielles, celles qu'ils ont trouvées toutes prêtes, comme aussi celles qui sont nées de leur propre action. Ces bases sont donc vérifiables par voie purement empirique.<sup>90</sup>*

Pour combler les lacunes des philosophes allemands, Marx et Engels vont donc théoriser le matérialisme historique. Comme nous l'explique l'astrophysicien et militant marxiste Anton Pannekoek, les relations entre les êtres humains « sont déterminées et les hommes ne peuvent même pas choisir librement le rôle qu'ils veulent remplir dans ce tout. »<sup>91</sup> La société au sein de laquelle l'être humain vit, est une machine de production « de tous les moyens de vivre, de quelque nature qu'ils soient »<sup>92</sup>. C'est donc en organisant la production de ces moyens au sein d'une société que l'être humain assure sa survie. Si les relations sociales sont déterminées par la société, et que la société est elle-même régie par la mise en place d'une structure de production, il est donc parfaitement logique que les relations entre les êtres humains soient régies par cette organisation économique. Ce mode de production place donc les hommes dans un système de relations qui « sont d'une réalité aussi impérative que l'existence corporelle de l'homme même »<sup>93</sup>. Ces relations entre individus, qui sont « objectivement observables », sont donc au sens de Marx, réalité matérielle.

*L'expression de Marx que les idées et institutions humaines sont déterminées par la manière selon laquelle les hommes acquièrent leurs moyens de vivre, ne signifie donc pas, que chaque homme ne pense toujours qu'à son boire et son manger, mais que le procès de production met les hommes les uns avec les autres dans certaines relations qui*

---

<sup>89</sup> *Ibid.* p.104

<sup>90</sup> Ludwig Feuerbach, « Première Partie », In Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande* [1845], Traduction française de 1952, version numérique obtenue sur le site internet, p.12

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\\_Marx/ideologie\\_allemande/Ideologie\\_allemande.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/ideologie_allemande/Ideologie_allemande.pdf)

<sup>91</sup> Anton Pannekoek, *Le matérialisme historique* [1919], publié pour la première fois en néerlandais dans *De Nieuwe Tijd*, archive numérique du site internet <https://www.marxists.org/francais/pannekoek/>, p.1

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> *Ibid.*

*remplissent leur vie, remplissent donc aussi leurs pensées, leurs volontés et leurs sentiments.*<sup>94</sup>

Marx mobilisera deux concepts fondamentaux qui lui permettront de définir ce qu'est un mode de production : les forces productives et les rapports de production. Le professeur de science politique Olivier Nay définit les forces productives comme l'ensemble des « moyens utilisés pour produire des biens ; elles regroupent à la fois la force de travail disponible (main-d'œuvre) et les procédés de production, eux-mêmes liés à l'état des sciences et des techniques ». <sup>95</sup> Quant aux rapports de production, ils « renvoient à l'organisation choisie par les hommes, à chaque phase de l'histoire, pour mettre en œuvre les forces productives » <sup>96</sup>. Ce qui, dans la théorie marxiste, donne le mouvement au processus historique c'est l'existence d'une contradiction, d'une inadéquation entre l'évolution des forces productives et l'organisation de celles-ci (rapports de production). Lorsque cette tension arrive à son paroxysme, les forces productives se trouvent dans une situation de soumission de plus en plus insoutenable, et en viennent à mener à bien un projet révolutionnaire. Dans la société du XIX<sup>ème</sup> et de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, la contradiction majeure relevée par Marx se fait entre la classe prolétarienne et la classe bourgeoise (ceux qui possèdent les moyens de production). Il semble donc parfaitement logique que Marx et Engels se positionnent en faveur d'une révolution menée par la classe laborieuse et qui aurait comme objectif, la réappropriation par elle-même des moyens de production.

Constituée de penseurs à la fois héritiers et critiques du marxisme, la pensée anti-industrielle propose donc une réflexion ambivalente qui met en avant les contraintes liées à cet héritage tout en insistant sur le recours nécessaire à la méthodologie marxiste. Avant de nous pencher sur le rapport entre la pensée anti-industrielle et le marxisme, il nous semble intéressant de noter une difficulté relevée par Anton Pannekoek concernant l'application du matérialisme historique lorsqu'il s'agit, pour un penseur, d'étudier une société dans laquelle il vit :

*Si nous appliquons le marxisme à l'époque actuelle, à l'histoire que nous vivons et faisons, nous nous trouvons dans une position toute autre que si nous explorons le passé. Ce qui a eu lieu durant les siècles passés : l'influence de la société sur les hommes et l'effet contraire des hommes sur la société est fini : la chaîne des effets, dans laquelle l'esprit humain est un maillon intermédiaire, à chaque fois est finie. Nous voyons clairement le résultat final et la cause originale d'un côté et de l'autre.*

---

<sup>94</sup> Anton Pannekoek, *Le matérialisme historique...*, *Op.cit.*, p.1

<sup>95</sup> Olivier Nay, *Histoire des idées politiques* [2004], Paris, Armand Colin, 2009, p.438

<sup>96</sup> *Ibid.* p.439

*Mais la même chaîne de causes et d'effets quant à l'époque actuelle n'est pas encore terminée, nous nous trouvons au sein de son cours, innombrables sont les manières par lesquelles la société s'occupe à transformer l'esprit humain, alors que ceci n'a pas encore eu de résultat dans une action suivante, très nombreux sont les cas où la réalité nouvelle commence à peine à influencer les esprits. Dans de tels cas on ne peut donc relier la cause sociale avec un résultat pratiquement social, ici, nous nous trouvons encore au sein des processus d'influence, de lent mûrissement de nouvelles conceptions, de propagande, de préparation de futures révolutions.<sup>97</sup>*

Que faire donc de cet héritage lorsque vous avez pour ambition d'étudier le présent ?

*Une relation de « fidélité infidèle » avec le marxisme <sup>98</sup> : une pensée plus marxienne que marxiste*

L'influence de la pensée marxiste sur les écrits anti-industriels est aisément perceptible. En effet, ils demeurent aujourd'hui encore imprégnés du vocabulaire traditionnel de cette pensée (aliénation, force productive, mode de production, révolution, etc...). En 2009, Jaime Semprun écrit dans une préface ajoutée au *Discours préliminaire* de l'Encyclopédie des Nuisances, que l'objectif de ce travail est de « dépeindre sous ses multiples aspects la catastrophe réelle qu'était déjà, dans la vie de tous, le prétendu progrès »<sup>99</sup>. Le point de départ de la contestation anti-industrielle se fonde donc bien, à l'image du marxisme, sur une observation et une compréhension du réel au sein de la société marchande. Cette volonté matérialiste est parfaitement illustrée par le travail encyclopédique de recension de l'ensemble des nuisances imposées aux individus dans les sociétés contemporaines ; celui-ci ayant comme objectif de permettre une prise de conscience collective menant à l'élaboration d'un véritable projet révolutionnaire, il rapproche inévitablement la pensée anti-industrielle de la pensée marxiste. Pour reprendre les mots du couple d'enseignants Pierre et Monique Favre,

---

<sup>97</sup> Anton Pannekoek, *Le matérialisme historique...*, *Op.cit.*, p.3

<sup>98</sup> Cette expression fut utilisée par Jacques Derrida dans un article du Monde du 18 Août 2004, *Je suis en guerre contre moi-même* : « C'est ça la fidélité infidèle : quand je violente la langue française, je le fais avec le respect raffiné de ce que je crois être une injonction de cette langue, dans sa vie, son évolution. » Les anti-industriels ont la même relation avec le marxisme, quand ils le violentent, ils le font avec le respect raffiné de ce qu'ils croient être une injonction de cette pensée, dans sa vie, son évolution.

<sup>99</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaire op.cit.*, p.8

elle peut être insérée dans « une constellation révolutionnaire »<sup>100</sup> qui émerge à la suite de la pensée marxiste.

Malgré une proximité évidente une différence majeure est mise en avant par Semprun. La volonté des anti-industriels n'est pas de « perpétuer le progressisme » du marxisme qui postulait qu'en « développant *les forces productives* le capitalisme créait lui-même les conditions objectives de son *dépassement* révolutionnaire »<sup>101</sup>. Dans sa relation de fidélité infidèle avec le marxisme, la pensée anti-industrielle semble donc rester fidèle à l'application d'une méthodologie matérialiste dans son projet d'analyse de notre société, mais pose des réserves quant aux prévisions faites par Marx concernant le devenir des sociétés capitalistes. Ils rompent avec l'historicisme hérité la philosophie hégélienne qui décrivait l'existence d'un sens de l'histoire.

En effet, selon les anti-industriels, les conclusions issues de l'application du matérialisme dialectique à la société de la fin du XIXème et du début du XXème siècle ne seraient aujourd'hui plus valables en raison d'un cadre (rapport de production), qui ne serait plus en adéquation avec les forces productives. Cette modification profonde du mode de production, si elle ne peut être précisément datée, se serait produite selon Miguel Amorós au cours des années 1950.<sup>102</sup> Encore une fois fidèle à la méthodologie marxiste, la pensée anti-industrielle postule une évolution majeure des forces productives dues à des évolutions techniques importantes venant radicalement modifier le mode de production capitaliste connu jusqu'ici. C'est donc ces évolutions qui donnent à la pensée anti-industrielle des conclusions différentes de celles de Marx. A ce stade, la question semble donc de savoir si la véritable fidélité à la pensée marxiste réside plus dans une adhésion à sa méthode d'analyse des sociétés ou à ses conclusions ? Les anti-industriels ont eux, fait le choix de faire perdurer la méthode dans le but de comprendre le mode de production qui régit les sociétés contemporaines.

Autrement dit, pour nos penseurs, l'infrastructure économique ayant subi de profondes évolutions, les conclusions marxistes du siècle précédent seraient donc inadaptées à l'état du monde marchand. Ce sont en premier lieu les forces productives de nos sociétés qui, soumises aux grandes évolutions techniques des siècles derniers, ont subi de profondes modifications. L'apparition d'internet, le développement des robots et des machines-outils, la mise au point

---

<sup>100</sup> Pierre et Monique Favre, *Les marxismes après Marx* [1970], Que sais-je ?, Paris, Presses Universitaires de France, 1975, p.106

<sup>101</sup> *Ibid.*

<sup>102</sup> Miguel Amorós, *Préliminaires, Une perspective anti-industrielle... Op.cit.*, p.53

des nanotechnologies, ont en effet complètement bouleversé le mode de production capitaliste. Dans le prolongement de la théorie marxiste, Jaime Semprun affirme que « tout développement d'une nouvelle force productive est en même temps une arme contre les ouvriers » et qu'elle constitue « une machine de guerre contre le projet révolutionnaire du prolétariat »<sup>103</sup>. L'idée marxiste selon laquelle le capitalisme par le développement toujours accru de ses forces productives donnerait naissance aux « conditions objectives de son dépassement » n'est assurément pas partagée par les penseurs anti-industriels. Il ne s'agit pas, pour nos penseurs, de prétendre que cette idée est fautive, mais plutôt qu'elle correspondait à une possibilité offerte par l'histoire qui n'a pas été saisie. Il n'y a pas de réelle volonté de rupture avec la critique sociale préexistante, mais une volonté affirmée de renouvellement de celle-ci. « Loin de repousser la critique antérieure, qui correspondait à un type de capitalisme qui avait périclité, elle l'amplifiait et la prolongeait »<sup>104</sup>. Miguel Amorós nous exprime ici très bien cette volonté de réadapter une contestation radicale qui n'est plus en phase avec le temps présent.

Ce renouveau passe donc par une analyse du mode de production contemporain. La problématique des penseurs anti-industriels est ici d'identifier la contradiction majeure qui régit l'avancement du processus historique qu'ils tentent d'analyser. Ils identifient l'existence d'une nouvelle contradiction majeure au sein de notre société qui oppose « les gestionnaires » et « les exécutants »<sup>105</sup>. La société capitaliste bureaucratisée identifiée par les anti-industriels résulte d'une mise en adéquation entre « la raison d'Etat » et « la raison de marché ».<sup>106</sup> Cette distinction nous oblige à en rappeler une autre plus ancienne, déjà constatée par Marx, qui sépare le travail manuel du travail intellectuel. En effet, ce système industriel implique une perte d'autonomie du travail manuel, complètement soumis à une hiérarchie bureaucratique qui favorise « la standardisation, la parcellisation et la spécialisation »<sup>107</sup>. Dès lors, quand bien même le travailleur reste le premier concerné et le premier touché par ces évolutions, il convient de percevoir que cette organisation porte atteinte à l'ensemble des individus de la société marchande bureaucratisée. L'action menée par les défenseurs du prolétariat n'est donc pas suffisante ; elle ne permet plus de prendre effectivement conscience de la situation réelle dans laquelle évolue l'homme contemporain. Il est d'ailleurs assez significatif de constater que finalement les syndicats, qui sont les emblématiques défenseurs de la cause ouvrière sont

---

<sup>103</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaire...* *Op.cit.*, p.8

<sup>104</sup> Miguel Amorós, *Préliminaires, Une perspective anti-industrielle...* *op.cit.*, p.59

<sup>105</sup> *Ibid.* p.60

<sup>106</sup> *Ibid.* p.53

<sup>107</sup> *Ibid.* p.60

partie intégrante de cette bureaucratie, et se contente aujourd'hui de négocier avec les gestionnaires pour tenter d'améliorer la condition ouvrière mais semblent avoir perdu leurs réelles ambitions révolutionnaires. Cette rupture avec les vieux mouvements ouvriers est également relevée par le philosophe André Gorz.<sup>108</sup> Selon lui, les syndicats ouvriers restent uniquement bloqués sur des questions obsolètes. Aujourd'hui, le problème serait devenu éthique, et la question à se poser devrait être : doit-on faire ce que l'on fait ? Et non plus : les ouvriers sont-ils bien traités ? Sont-ils assez rémunérés ? Cela impliquerait pour Gorz de mettre en place des syndicats, non plus de travailleurs, mais de citoyens. Toute cette gauche « ouvriériste » est d'ailleurs, dès les prémises de la contestation anti-industrielle, la cible de critiques virulentes. Il en va de même pour les partis d'extrême gauche, qui participent à la vie politique de nos Etats contemporains et qui par conséquent ne peuvent être des acteurs authentiques d'un processus révolutionnaire à venir. Le concept de crise, qui permettait aux marxistes d'identifier des moments propices à la contestation ouvrière et à la constitution d'un mouvement révolutionnaire prolétarien est également remis en cause par les anti-industriels. En effet, ils constatent que le capitalisme a historiquement prouvé qu'il digérait parfaitement ces phases de crises, et il semble aujourd'hui acquis qu'elles font même partie intégrante du système de production capitaliste. « L'histoire de ces dernières années nous enseigne que la crise, loin de faire émerger un sujet historique quelconque, n'a pas fait autre chose que propulser la contre-révolution »<sup>109</sup>. Cette capacité d'adaptabilité à tout mouvement contestataire du système marchand incite les penseurs anti-industriels à militer pour un renouvellement total du mode d'action, et les oblige à une radicalité sans concession.

Pour analyser les multiples crises qui jalonnent l'histoire récente du monde contemporain, Miguel Amorós identifie deux types de contradictions. Les premières sont « internes » au capitalisme et sont à la base des fortes inégalités sociales, les secondes lui sont « externes » et sont « responsables de la dégradation du territoire par la pollution, le changement climatique, l'épuisement des ressources et l'urbanisme »<sup>110</sup>. Ce sont ces secondes contradictions qui viennent enrichir l'analyse du marxisme, en introduisant les notions d'écologisme, de décroissance et d'opposition farouche au développement. Deux axes principaux semblent donc nous permettre d'expliquer les divergences avec le marxisme : l'anti-productivisme, et à

---

<sup>108</sup> André Gorz, *Vers la société libérée*, livre audio, page 5, La crise du syndicalisme, [INA 1991], INA Editons Textuel 2009

<sup>109</sup> *Ibid.* p.55

<sup>110</sup> *Ibid.* p135

ce stade de notre réflexion<sup>111</sup> l'anti-progressisme de la pensée anti-industrielle. « Nous ne voulions pas davantage perpétuer le progressisme plus « dialectique » du marxisme, lequel postulait, comme on sait, qu'en développant les « forces productives le capitalisme créait lui-même les conditions objectives de son dépassement révolutionnaire »<sup>112</sup>.

L'anti-productivisme de cette utopie contemporaine se justifie par une opposition claire à une proposition marxiste. En effet, lorsqu'il postule que c'est par la réappropriation des moyens de production par la classe prolétarienne qu'une société d'hommes libres pourra voir le jour, les anti-industriels rétorquent qu'il ne peut y avoir de bonne gestion d'un mode de production déshumanisant. L'objectif du projet révolutionnaire des penseurs anti-industriels est donc de « démanteler » le mode de production de la société marchande et non d'essayer de l'humaniser. Il est donc nécessaire de sortir de la seule défense des intérêts de la classe ouvrière, sortir du « mythe » de la classe ouvrière comme seule classe capable de mener à bien le projet révolutionnaire car l'apparition ou le développement de plusieurs phénomènes tel que le consumérisme, la pollution, l'autonomie de la technoscience et le totalitarisme d'apparence démocratique sont venus bouleverser l'organisation du monde contemporain.<sup>113</sup>

Par cette relation de « fidélité infidèle » avec le marxisme que nous avons essayé de montrer, la pensée anti-industrielle semble être une pensée bien plus marxienne que marxiste. D'ailleurs ces références à la pensée marxiste semblent s'estomper au fil de la parution des écrits de la pensée anti-industrielle. Il demeure malgré tout encore aujourd'hui, une utilisation du vocabulaire marxiste et une reconnaissance des apports théoriques de Marx. Mais dans cette volonté profonde de renouvellement de la critique radicale de gauche, les anti-industriels se rapprochent dès leur début de la critique technicienne des sociétés contemporaines.

### *Le renouveau par la critique technicienne des sociétés contemporaines*

L'analyse anti-industrielle du monde marchand semble avoir un lien direct avec la critique technicienne émise en France dès le milieu du vingtième siècle. Jacques Ellul, alors professeur de droit à l'Université de Bordeaux, va proposer une lecture marxienne de la

---

<sup>111</sup> Comme nous le verrons dans la deuxième partie de notre travail, la notion d'anti-progressisme doit être nuancée, et nous lui préférerons par la suite la notion d'alter-progressisme.

<sup>112</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaire...Op.cit.*, p.8

<sup>113</sup> Miguel Amorós, *Préliminaires, Une perspective anti-industrielle, op.cit.*, p.59

société du XX<sup>ème</sup> siècle,<sup>114</sup> dans laquelle il propose de remplacer l'économie par la technique comme élément déterminant de notre organisation sociale.<sup>115</sup> Si aujourd'hui Jacques Ellul est plus aisément cité dans les ouvrages de la nouvelle génération de penseurs anti-industriels, plus focalisés sur l'aspect technique de notre société, cela n'était pas du tout le cas au sein de leurs premiers écrits. Les convictions religieuses du penseur de la technique rebutaient fortement les premiers auteurs de l'Encyclopédie des Nuisances.<sup>116</sup> Sur ce point, il faut noter que le professeur de science politique Patrick Troude-Chastenet, considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de la pensée de Jacques Ellul, propose quant à lui de distinguer au sein des écrits du penseur de la technique ce qui relève de son analyse scientifique de ce qui relève de sa foi religieuse. Il affirme en effet que « Son analyse sociologique du politique n'est en rien le reflet de ses présupposés théologiques »<sup>117</sup>. Bien que difficilement assumée et même parfois rejetée, cette filiation intellectuelle semble pourtant indéniable. Dans un ouvrage consacré à la pensée ellulienne, Jean-Luc Porquet, perçoit nombre de points communs entre ces deux pensées radicales : « méfiance radicale envers l'Etat [...] ; condamnation du rationalisme technologique au nom même de la raison ; condamnation de la société individualiste de masse ; espoir en l'invention à venir de communautés « libres parce que restreintes » ; désir de révolution. »<sup>118</sup>

En tant que penseur critique à l'égard de la technique, un lecteur peu averti ou malintentionné, pourrait être tenté de qualifier la pensée de Jacques Ellul de technophobe. Seulement, comme le note professeur Patrick Troude-Chastenet, à la différence de Martin Heidegger, Jacques Ellul « ne s'oppose pas à la Technique pour des raisons ontologiques »<sup>119</sup>. Sa démarche ne rejoint pas la réflexion métaphysique du philosophe allemand, mais s'inscrit plutôt dans la démarche sociologique et idéale-typique wébérienne.<sup>120</sup> « Ellul propose une description sociologique des caractères du système technicien. »<sup>121</sup>

Dans son ouvrage *Le système technicien*<sup>122</sup>, Ellul nous explique que la distinction classique entre société capitaliste ou société socialiste n'a aujourd'hui plus lieu d'être. En effet, la

---

<sup>114</sup> Patrick Troude-Chastenet, « Critique de la politique et du politique dans l'œuvre de Jacques Ellul », *Jacques Ellul. Penseur sans frontières*, Bordeaux, L'esprit du temps, 2005, p.125

<sup>115</sup> *Ibid.* p.129

<sup>116</sup> Jean-Luc Porquet, *Jacques Ellul l'homme qui avait (presque) tout prévu*, Paris, Le cherche midi, col. Documents, 2003, p. 246

<sup>117</sup> Patrick Troude-Chastenet, « La politique », *Cahiers Jacques Ellul*, Bordeaux, L'Esprit du Temps, 2008, p.7-8

<sup>118</sup> *Ibid.* p. 248

<sup>119</sup> *Ibid.* p.131

<sup>120</sup> *Ibid.* p.129

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> Jacques Ellul, *Le système technicien* [1977], Paris, Le cherche Midi, 2004

différence se fait entre les sociétés capables d'adopter, d'accueillir le système technique et celles qui n'en sont pas capables. Chez Ellul, système et société ne sont pas des notions équivalentes ; il existe entre elles une tension. Il définit un système par la réunion de deux éléments : « d'une part des inter-relations entre les éléments principaux et significatifs de l'ensemble et d'autre part de sa relation organique avec l'extérieur »<sup>123</sup>. Ce système technique se caractérise par le regroupement du « phénomène technique » et du « progrès technique »<sup>124</sup>. Quatre caractéristiques permettent de définir ce « phénomène technique » : l'autonomie, l'unité, l'universalité et la totalisation. Que la technique soit autonome, cela signifie « qu'elle ne dépend que d'elle-même », qu'elle est « un facteur premier et non second », en d'autres termes « elle doit être considérée comme un « organisme » qui tend à se clore, à s'autodéterminer »<sup>125</sup>. L'unité de la technique signifie que « les techniques sont liées les unes aux autres de façon qu'elles n'existent que les unes par les autres et sont en tout point dépendantes »<sup>126</sup>. L'universalité de la technique s'exprime de façons différentes : la première concerne son expansion géographique, « le système technique s'étend à tous les pays » ; la seconde concerne son implication dans l'environnement et au sein de l'ensemble des activités humaines<sup>127</sup>. Enfin, la totalisation du phénomène technique exprime le fait qu'au sein de l'ensemble global qu'il constitue, le système de relations et de connexions qui relie les parties entre elles compte plus que chacune des parties. En d'autre terme, la Technique compte plus que l'ensemble des techniques spécifiées qui le constituent<sup>128</sup>.

Le progrès technique, quant à lui, se caractérise par son auto-accroissement, son automatisme, sa progression causale sans finalité, et par son ambivalence. Par auto-accroissement Ellul entend mettre en lumière une sorte de « force interne » indépendante d'une « intervention décisive de l'homme ». Ellul ne prétend pas ici que l'homme ne joue pas de rôle dans ce processus, mais plutôt que sans s'en rendre compte l'homme nourrit ce phénomène technique. Sa croissance est donc indépendante de la volonté humaine<sup>129</sup>. L'automatisme du progrès technique signifie que celui-ci se constitue d'un ensemble de choix techniques successifs, qui consacrent toujours le choix le plus efficace. Cet automatisme ne signifie en rien qu'il existe une détermination préalable de ce progrès, mais plutôt un

---

<sup>123</sup> *Ibid.* p.88

<sup>124</sup> *Ibid.* p.90

<sup>125</sup> *Ibid.* p.133

<sup>126</sup> *Ibid.* p.163

<sup>127</sup> *Ibid.* p.177

<sup>128</sup> *Ibid.* p.207

<sup>129</sup> *Ibid.* p.217

enchaînement de choix techniques dictés par l'efficacité<sup>130</sup>. L'absence de finalité du progrès technique revient simplement à affirmer que celui-ci ne vise pas à instaurer le bonheur au sein d'une société. Le progrès technique est uniquement mû par sa croissance. Enfin, il se caractérise par son ambivalence, liée à l'accélération continue de sa croissance. Cette ambivalence signifie simplement que le progrès technique libère autant qu'il aliène, qu'il résout des problèmes autant qu'il en crée.<sup>131</sup>

Si la proximité avec l'utopie que nous étudions est troublante, il convient de mettre en évidence une distinction fondamentale : pour les anti-industriels, la technique n'est qu'un élément appartenant à l'évolution des forces productives de la société contemporaine, ce qui explique qu'elle ait des répercussions sur l'ensemble des domaines de la vie humaine, mais elle ne vient pas remplacer l'infrastructure économique de la société. Elle permet uniquement de la faire évoluer et d'aggraver les nuisances qu'elle produit sur l'être humain. Les penseurs anti-industriels vont d'ailleurs parler de « système économique et technique »<sup>132</sup>, afin de montrer que les deux éléments se complètent, mais que la prédominance reste à la partie économique. C'est donc sur le concept d'autonomie de la technique qu'il semble y avoir une distinction entre la théorie ellulienne et la pensée que nous étudions. En ce sens, l'utopie anti-industrielle demeure plus marxiste que la pensée de Jacques Ellul. La différence entre ces deux courants de pensée semble parfaitement résumée par l'historien Clifford D. Conner : « La « science aidée du capital » n'est jamais constitutive d'une alliance entre égaux. Cette union s'effectue toujours dans un rapport de subordination où le second domine. »<sup>133</sup>

En accord avec Jean-Luc Porquet, il nous est possible de relever trois différences entre les penseurs de l'Encyclopédie des Nuisances, qu'il considère comme « les vrais héritiers d'Ellul »<sup>134</sup>, et le penseur de la technique. Premièrement, ils refusent de voir dans le processus de technicisation du monde « le destin du monde contemporain. Ils considèrent que cela conduit nécessairement à la résignation. A ce sujet, Jean-Marc Mandosio écrira d'ailleurs qu'Ellul « confond fatalité et réalisation d'un programme »<sup>135</sup>. Deuxièmement, ils reprochent à Ellul de ne pas faire la différence entre deux sortes de techniques que relèvent Théodore Kaczynski : la « technologie à petite échelle, mise en œuvre par des communautés restreintes,

---

<sup>130</sup> *Ibid.* p.239

<sup>131</sup> *Ibid.* p.291/292

<sup>132</sup> Jean Marc Mandosio, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2000, p.9

<sup>133</sup> Clifford D. Conner, *Histoire populaire des sciences* [2005], Paris, Editions de l'échappée, 2011, p.513

<sup>134</sup> Jean-Luc Porquet, *Jacques Ellul l'homme qui avait (presque) tout prévu...Op.cit.*, p.244

<sup>135</sup> Jean Marc Mandosio, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique...Op.cit.*, p.202

sans aide extérieure »<sup>136</sup>, et « la technologie qui implique l'existence de structures sociales organisées sur une grande échelle »<sup>137</sup>. Si Théodore Kaczynski utilise deux fois le terme technologie, comme il est de coutume de le faire aux Etats-Unis, les anti-industriels nomment technique ce qui relève de la première, et technologie ce qui relève de la seconde. Ils ne condamnent donc pas la technique, mais abhorrent la technologie. Enfin, troisièmement, ils attribuent à Ellul l'idée selon laquelle une bonne catastrophe servirait d'élément clef à une prise de conscience collective ; or les anti-industriels considèrent que la catastrophe a déjà commencé depuis 1945 et le bombardement nucléaire d'Hiroshima, et que la prise de conscience n'est pas venue. Ils ajoutent également la catastrophe de Tchernobyl, le désastre de Fukushima, mais ils ne perçoivent jamais les prémices d'une quelconque prise de conscience.

La pensée marxiste et la critique technicienne représentent deux filiations intellectuelles essentielles de l'utopie anti-industrielle. Elevés à la tradition marxiste, les penseurs que nous étudions ont tenté de la dépasser et ont trouvé dans la critique technicienne un moyen de construire et de consolider leur réflexion. Dès lors, dans la droite lignée de la théorie marxiste, les anti-industriels identifient une nouvelle idéologie dominante qu'il convient maintenant d'étudier. Sous la plume de Jean Marc Mandosio, celle-ci prend le nom d'utopie néotechnologique.<sup>138</sup>

## Sous-Section II D'une logique totalisante à une idéologie totalitaire

### *Origines historiques des nuisances contemporaines*

Pour les penseurs anti-industriels, la logique qui régit le monde contemporain est le fruit d'un long processus historique qui naît avec l'émergence de l'économie libérale. Le travail encyclopédique mené à la fin des années 1980 par les anti-industriels illustre parfaitement leur volonté de saisir la complexité de ce processus historique depuis ses origines. Dans sa préface ajoutée au *Discours préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances*, J. Semprun nous précisait que l'un des objectifs de ce travail collectif était d'« exposer l'unité de la production de nuisances comme développement autoritaire dont l'arbitraire est l'image inversée et

---

<sup>136</sup> *Ibid.*

<sup>137</sup> *Ibid.* p243

<sup>138</sup> Jean Marc Mandosio, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique...Op.cit.*

cauchemardesque de la liberté possible de notre époque »<sup>139</sup>. Ils observent que dès les prémices de la Renaissance un changement s’amorce dans la conception des êtres et des choses. Cette évolution se retrouve dans des domaines aussi variés que la science ou l’art. Dans son ouvrage intitulé *Les vies des meilleurs peintres, sculpteurs et architectes* l’artiste italien Giorgio Vasari, considéré comme l’un des fondateurs de l’histoire de l’art, distinguera trois âges afin de décrire la période de la Renaissance : le Trecento (XIV<sup>ème</sup> siècle), ayant pour capitale artistique Sienne, qu’il considère comme le temps des pères fondateur (Cimabue, Giotto) ; le Quattrocento (XV<sup>ème</sup> siècle) dominé par la ville de Florence et qu’il perçoit comme la période des initiateurs (Masaccio et Donatello) ; et enfin le Cinquecento (XVI<sup>ème</sup> siècle) qu’il définit comme le siècle des maîtres accomplis (Léonard de Vinci, Raphaël et Michel-Ange). Durant cette période de rupture avec la pensée médiévale, l’artiste voit son travail évolué. En effet, suivant la volonté de sortir de l’obscurantisme médiévale, les artistes vont devenir de plus en plus complets au point de devenir de véritables savants. Ce renouveau se caractérise par un retour à une vision chère aux pythagoriciens, qui affirmaient que le nombre était le « principe et l’essence même du monde »<sup>140</sup>. Dès les œuvres du quattrocento cette affirmation va resurgir. Cela se traduira par le fait que le point de fuite ne ramènera plus systématiquement au Christ ou à un symbole de la religion chrétienne. L’historien spécialiste de la Renaissance Jacob Burckhart explique alors que « l’esprit italien s’applique à la découverte du monde extérieur et ose le décrire et le figurer ». En accord avec cette affirmation, les encyclopédistes ajoutent que désormais « le regard ne glisse plus au-delà du monde sensible, vers l’essence divine, il séjourne dans la réalité terrestre et apprend à l’éclairer »<sup>141</sup>. Les justifications religieuses qui expliquaient jadis notre monde, vont donc se retrouver confrontées à l’émergence d’un profond désir de rationalité et de connaissance. Si cette émancipation vis-à-vis de la religion chrétienne est une avancée majeure que même les anti-industriels ne contestent pas, ils déplorent cependant qu’elle se réalise au prix d’une nouvelle forme d’oppression provenant d’une nouvelle logique économique. « En substituant au monde baigné du qualitatif mythico-religieux un univers de mesure et de précision »<sup>142</sup> les hommes de la Renaissance se lancent alors sur le chemin du quantitatif. Si l’économie marchande n’en est alors qu’à ses balbutiements, il ne fait aucun doute pour les penseurs anti-industriels, que les premiers responsables du développement de la logique productiviste sont les bourgeois modernes de Florence. En effet, en réorganisant l’espace géographique de la

---

<sup>139</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaires... Op.cit.*, p.12

<sup>140</sup> Août 1985, Fascicule 4 de *l’Encyclopédie des Nuisances*, p.69

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> *Ibid.*

Toscane en fonction d'impératifs géométriques qui leurs ont permis d'accroître ses potentialités économiques, ces premiers commerçants italiens jettent les bases économiques du monde à venir. Leur objectif était de délimiter le territoire exact qui constituait une région, afin de le diviser en différentes parcelles dont les profits et les rendements seraient aisément mesurables. Les penseurs anti-industriels notent d'ailleurs que c'est à cette même époque qu'apparaît une séparation stricte des territoires milanais et florentin. Cette évolution de l'organisation territoriale s'accompagne d'une réorganisation temporelle similaire. En effet, dans le but de faciliter les bilans comptables, ou encore le calcul des intérêts, l'année va s'imposer, et la division en heures égales des journées permettra « l'utilisation de l'horloge à sonnerie automatique qui scande désormais la vie des cités »<sup>143</sup>. L'historien français Yves Renouard identifie, dans un livre intitulé *Les Hommes d'affaire italiens du Moyen-Age*, un profond changement dans les méthodes de travail de cette époque. En effet, un bouleversement de l'activité commerciale, et par extension un bouleversement de la vie quotidienne des individus, se produit. Les marchands qui jusque-là étaient des hommes mobiles commencent à se sédentariser et à organiser le déplacement de leurs marchandises. Au contraire, les marchandises commencent à parcourir seules le vaste monde. A cette époque, les hommes cherchent et trouvent « le moyen des choses » en parvenant à les rendre mesurables. L'organisation du commerce et de la vie quotidienne en sera donc bouleversée. Les encyclopédistes mettent en avant l'apparition d'une puissance de séparation : « les techniques qui président à leur connaissance et à leur représentation vont en retour les transformer et les façonner, pour les rendre toujours plus aisément manipulables par la pratique marchande »<sup>144</sup>. La sacralisation du quantitatif, due au développement de la logique de la rationalité économique, sonne le glas de la dialectique entre qualitatif et quantitatif, qui aurait dû émerger lors du combat pour l'émancipation face à la religion. En d'autres termes, la réduction de l'intégralité du monde sensible à de la matière calculable, est une erreur fondamentale que les anti-industriels imputent au développement du libéralisme économique. La Renaissance constitue donc pour les anti-industriels une première possibilité historique inaboutie d'instaurer un monde qui aurait remplacé Dieu par « l'activité consciente de l'humanité »<sup>145</sup>. La Renaissance n'aurait fait que permettre le remplacement de la religion par une autre forme de croyances sacralisées ; une croyance qui enseigne à chacun que tout est quantifiable et mesurable. C'est de cette dérive que proviennent les maux qui rongent nos

---

<sup>143</sup> *Ibid.* p.71

<sup>144</sup> *Ibid.* p.72

<sup>145</sup> *Ibid.* p.73

sociétés contemporaines. « Au XVIIIème siècle cette classe combattait la religion pour s'approprier le monde, elle crée aujourd'hui, pour le conserver, un néo-sacré qui réalise l'aliénation contemplative de la connaissance scientifique »<sup>146</sup>.

Il convient maintenant d'expliquer que si les anti-industriels expriment une vision aussi négative de la période historique que nous évoquons, c'est qu'ils y ont perçus les prémices possibles du développement d'un monde libre. Ils constatent que « l'unité de la pratique sociale des villes libres »<sup>147</sup> constitue une forme de résistance à la puissance de séparation que nous avons déjà évoquée plus haut. Au niveau politique, cela s'illustre à Florence par l'émergence discrète d'une ébauche de démocratie. En effet la cité fut sans doute celle qui résista le plus longtemps à l'émergence des nouveaux seigneurs en Italie. Bien que sa démocratie ne fût guère parfaite, elle tenta de conserver sa constitution populaire. Au niveau artistique, Léonard de Vinci l'exprime en évoquant l'œuvre de Luca Pacioli *La divine proportion* : « la proportion habite les nombres et les mesures, réside dans les sons, les temps et les lieux, et dans toute force existante »<sup>148</sup>. Le penseur allemand du XVème siècle, Nicolas Krebs, plus communément nommé Nicolas de Cues en raison de sa ville de naissance en Moselle, ajoute à l'analyse de Vinci, que même si cette proportion, cet ensemble de rapports calculables, est encore appelé divine, « elle est déjà perçue comme nécessité objective que la liberté humaine amène à la conscience : l'active création de l'humanité n'a d'autre fin que l'humanité »<sup>149</sup>. Ce fragile équilibre de la Renaissance identifié dans le contexte particulier de certaines cités italiennes par les penseurs anti-industriels va cependant disparaître. La démocratie de Florence, qui n'a jamais réellement permis à tout le peuple de participer à la chose publique mais qui a confié les rênes de la cité à un petit groupe de marchands aisés, va dès le XVème siècle s'affaiblir sous la domination des Médicis pour disparaître en 1530<sup>150</sup>. La Renaissance représente donc l'un de ces moments que les anti-industriels nomment des occasions manquées. Occasions qui auraient pu permettre de créer une société d'hommes et de femmes libres. La réflexion initiée dès la Renaissance ayant comme objectif de remplacer Dieu par l'activité consciente des hommes n'a donc jamais été mise en place. Pour les encyclopédistes, cela a abouti à l'abandon de tout projet humain digne de ce nom. Dieu, qui

---

<sup>146</sup> *Ibid.* p.75

<sup>147</sup> *Ibid.* p.72

<sup>148</sup> Ernst Cassirer, *Individu et Cosmos dans la philosophie de la Renaissance*, In Fascicule 4 de *l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.72

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> Charles-Marie de La Roncière, « Florence république de ». In Universalis éducation [en ligne]. Encyclopédie universalis, consulté le 26 avril. Disponible sur <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/republique-de-florence/>

était devenu une hypothèse inutile, a été remplacé par des « instruments, matériels et intellectuels, d'une connaissance qui ne peut continuer à se faire passer pour objective qu'en contraignant et appauvrissant le réel »<sup>151</sup>. L'invention en 1642, par Pascal, de la machine à calculer illustre l'analyse anti-industrielle. Cette pascaline a permis de « démontrer aux hommes que la pensée ne se forme pas dans sa bouche, mais qu'elle gît toute formée dans les machines »<sup>152</sup>. Il est ici possible de rapprocher l'analyse des penseurs de l'Encyclopédie des Nuisances avec une remarque émise par Hegel en 1812 :

*Du fait que le calcul est une entreprise à ce point extérieure, et partant mécanique, on a pu, comme on le sait, fabriquer des machines qui effectuent les opérations arithmétiques de la manière la plus parfaite qui soit. Ne connaîtrait-on, sur la nature du calcul, que cette circonstance, cela suffirait à décider ce qu'il en va quand on fait du calcul une entreprise capitale pour l'esprit, et que l'on soumet à la torture de se perfectionner jusqu'à devenir machine.*

Malgré toutes les bonnes intentions des acteurs majeurs de la Renaissance et les possibilités ouvertes à des moments et des lieux précis de construire un monde d'hommes et de femmes libres, les sociétés se trouvent donc, dès le XV<sup>ème</sup> siècle lancée dans une logique faisant la part belle au quantitatif et dénigrant de ce fait le qualitatif. Les périodes suivantes ne vont faire qu'accélérer le processus initié à cette époque. La prise de contrôle de la logique marchande va étendre sa domination et plusieurs événements sont considérés par les anti-industriels comme des moments forts expliquant l'accélération de la production de nuisances. La révolution de 1789 est dans un premier temps pointée du doigt. En effet, si cette révolution a eu le mérite d'ébranler le monde féodal structuré en trois ordres, la noblesse, le clergé et le Tiers-Etat, elle a également jeté les fondements, de par sa nature bourgeoise, de la société de classes. Cette organisation du monde héritée de la Renaissance et de la révolution française subira les deux grandes révolutions industrielles avant de devenir la société marchande rejetée par les penseurs que nous étudions. Ces différents événements vont permettre l'émergence commune de deux phénomènes distincts mais indissociables : l'affirmation du rôle de l'Etat et le développement effréné de la logique capitaliste. Comme le relève Hanspeter Kriesi, il existe « une relation étroite entre le développement de l'Etat moderne et le développement du capitalisme industriel »<sup>153</sup>. Cette réflexion rejoint l'étude historique de l'émergence de l'Etat

---

<sup>151</sup> Août 1985, Fascicule 4 de *l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.72

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> Hanspeter Kriesi, *Les démocraties occidentales une approche comparée*, Paris, Editions Economica, 1994, p.55

moderne proposée par Norbert Elias au sein de son célèbre ouvrage *La dynamique de l'occident*. Le sociologue allemand inscrit le phénomène d'émergence de l'Etat moderne dans le temps long, et insiste sur l'importance du contexte économique et du développement de la bourgeoisie dans le processus d'apparition de l'administration centrale caractéristique de l'Etat bureaucratique moderne.<sup>154</sup>

Le professeur de sociologie Anthony Giddens, reconnu pour sa théorie de la structuration, retient quant à lui quatre dimensions permettant de saisir le développement de cette modernité : la surveillance, le contrôle de la violence, l'industrialisme et le capitalisme.<sup>155</sup> Les deux premières constituent les caractéristiques principales de la modernité politique alors que les deux suivantes sont constitutives de la modernisation de l'économie. Il existe ici un point d'accord entre les constats de Giddens et des penseurs anti-industriels : il n'est pas possible de dissocier l'émergence de l'Etat Nation et le capitalisme industriel. Tout comme Giddens, les anti-industriels ne voient pas un dualisme entre ces concepts mais plutôt une dualité : « Au contraire du dualisme, qui met en avant l'existence de deux principes essentiellement irréductibles, la dualité se réfère à l'existence de deux principes essentiellement complémentaires »<sup>156</sup>. Giddens semble donc nous donner une clef nous permettant de comprendre l'utopie anti-industrielle. En effet, si les éléments constituant la grille d'analyse sont les mêmes, les conclusions sont littéralement opposées : l'un perçoit l'émergence de la démocratie comme un bienfait pour les êtres humains, et les autres identifient une nouvelle forme d'oppression dans l'émergence d'une fausse démocratie.

#### *Illustration des nuisances provenant de cette idéologie par la falsification de la nourriture*

La nourriture semble être un exemple particulièrement illustratif des conséquences nuisibles de la domination du quantitatif sur le qualitatif dans nos sociétés contemporaines. Dans un article intitulé « Abat-faim »<sup>157</sup>, les penseurs de l'Encyclopédie des Nuisances évoquent déjà en 1985 « l'extrême dégradation de la nourriture ». En dépit du progrès scientifique et de l'accroissement des connaissances biologiques, l'économie capitaliste et sa logique de production de masse sont perçues par les anti-industriels comme les responsables

---

<sup>154</sup> Norbert Elias, *La Dynamique de l'occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p.10-11

<sup>155</sup> Anthony Giddens, *La constitution de la société*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987

<sup>156</sup> Med Kechidi, *La théorie de la structuration : Une analyse des formes et des dynamiques organisationnelles*, Relations industrielles, Département des relations industrielles de l'Université Laval, Volume 60, numéro 2, Printemps 2005, ISSN : 1703-8138

<sup>157</sup> Novembre 1985, Fascicule 5 de *l'Encyclopédie des Nuisances*, pp.96-103

d'une dégradation importante de la qualité des aliments que nous mangeons. En effet, c'est en apprenant à mieux connaître le vivant et en maîtrisant de mieux en mieux le génie génétique que les responsables de notre production agro-alimentaire se sont attachés à vulgariser nos aliments jusqu'à en faire de simples agrégats de différents éléments chimiques. La pensée anti-industrielle n'est d'ailleurs pas la seule à s'intéresser à la problématique liée à la qualité de ce qui se retrouve dans nos assiettes ; tous les partisans de la lutte contre les cultures OGM (Organismes génétiquement modifiés) rejoignent un constat qui se retrouve dans les écrits de nombreux analystes de notre société. Pourtant, malgré les nombreux scandales provenant de la dégradation de la qualité de notre alimentation, les anti-industriels constatent que la science moderne continue d'influencer négativement la production alimentaire.

En France, les anti-industriels constatent que ce phénomène s'est aggravé au cours des années 1970, lorsque l'industrie alimentaire et la chimie « ce sont massivement imposées dans l'agriculture et l'élevage afin d'augmenter le rendement au détriment de toute autre considération »<sup>158</sup>. Des exemples de tromperies alimentaires sont déjà relevés en 1985, comme le remplacement de pattes de crabes et de crevettes par du poisson à bas prix au Japon, ou le remplacement dans certains steak-hachés, de la viande par des matières protéiques végétales<sup>159</sup>. Pour constater que rien n'a aujourd'hui évolué sur ce sujet, il est intéressant d'évoquer l'exemple récent<sup>160</sup> de la viande d'origine chevaline qui venait prendre la place du bœuf dans des lasagnes d'une célèbre marque de produits surgelés en France. Ce que les anti-industriels pointent alors du doigt, c'est l'incapacité des hommes contemporains à constater par eux-mêmes la supercherie. Comment les êtres humains sont-ils devenus incapables de faire la différence entre de la viande de bœuf et de la viande de cheval ? Deux causes permettent aux anti-industriels d'expliquer cette situation : le mode de production fournit des aliments à ce point falsifiés qu'il n'existe plus réellement dans les produits industriels, de réelles différences de goût entre des aliments différents. La seconde cause est le produit de la première ; en effet à force de se nourrir d'aliments falsifiés, les hommes n'ont plus la moindre idée du goût de la nourriture d'antan. Les individus des nouvelles générations, élevées à la nourriture industrielle, sont donc incapables de distinguer des saveurs qu'ils n'ont pas connues. La dégradation de la nourriture a donc entraîné un recul de la sensibilité. Comme le constatent les anti-industriels, ce déclin ne concerne pas uniquement le goût. Chaque sens subit les nuisances produites par le monde marchand. L'ouïe et la vue, que nos penseurs

---

<sup>158</sup> *Ibid.* p.96

<sup>159</sup> *Ibid.* p.97

<sup>160</sup> L'affaire fut révélée en 2013.

considèrent comme des sens plus faciles à duper, sont perpétuellement soumis à la falsification, alors que l'odorat, le goût ou encore le toucher doivent eux subir un processus de rééducation pour accepter sans lutter cette dégradation. Les hommes doivent oublier les anciennes saveurs et s'adapter aux nouveautés que leur propose la production industrielle. Le désir de ressentir telle ou telle sensation qui réside chez les êtres humains ne peut en aucun cas être pris en compte lorsque la logique qui dirige notre monde est centrée sur le quantitatif au détriment du qualitatif. « Il ne doit même plus y avoir, pour chacun, cette histoire individuelle à travers laquelle il découvrait et formait ses goûts. Il faut accepter tout ce qui est là sans distinction, sans prétendre détenir par devers soi quelque critère de jugement que ce soit »<sup>161</sup>. Cette falsification ayant connu une vive accélération depuis les années 1970, nous sommes aujourd'hui en face de générations qui ont subi de plein fouet le processus de rééducation gustative, mais également en face des premières générations n'ayant jamais connu une alimentation autre qu'industrielle.

A ce dramatique constat s'ajoute, l'inefficacité de la lutte contre la production d'aliments falsifiés. Celle-ci trouve une justification dans le fait qu'il existe de moins en moins d'hommes, et peut-être même plus aucun, capable de prendre conscience de la falsification. Il semble assez évident que le constat anti-industriel est volontaire aggravé, car, comment se pourrait-il que eux seuls puissent constater cette falsification, alors qu'ils ont subi le même processus de rééducation que les autres individus ? De plus, face à ce constat, se dresse un argument fort des soutiens de la production industrielle : grâce à celle-ci, chacun, quel que soit son lieu de résidence, peut avoir accès à des produits régionaux provenant de différents endroits de la planète. Cet accès permet alors de diversifier l'alimentation des individus, qui ne se contentent plus de manger les productions locales. Outre le problème de la pollution lié à l'acheminement de produits dans des régions éloignées du globe, les anti-industriels relèvent encore une fois la tromperie offerte par le monde marchand à sa masse de consommateurs. Certes nous avons accès à ces produits ou à ces plats traditionnels, mais ils ne sont que des ersatz du plat original, que les responsables de l'industrie font passer pour authentiques. Ils sont issus de la volonté de faire du profit sur tout ce qui est possible, et la nouveauté est souvent très bonne pour les affaires. Ce processus que nous décrivons est qualifié de « politique d'abat faim »<sup>162</sup> par les auteurs de l'Encyclopédie des Nuisances. Le choix offert

---

<sup>161</sup> *Ibid.* p.100

<sup>162</sup> *Ibid.* p96 Abat-Faim définition : « pièce de résistance qu'on sert d'abord pour apaiser, abattre la première faim des convives » Larousse, (définition utilisée par les encyclopédistes)

par le monde marchand peut dès lors se résumer ainsi : « le choix entre l'abat-faim ou la faim elle-même ».

Il convient de préciser que la falsification de la nourriture que nous illustrons jusqu'ici par des exemples récents, ne semble pas être une particularité de notre époque. Ce qui a changé c'est sa systématisation ; elle fut jadis l'exception, elle est aujourd'hui la règle. Pour nous montrer cette évolution, J. Semprun illustre ceci avec l'exemple de la falsification du beurre. Il constate qu'au Moyen-Age, un tel acte aurait été immédiatement découvert par les individus, mais il s'interroge sur qui serait aujourd'hui capable d'une telle prouesse<sup>163</sup>. On retrouve ici l'idée déjà présente chez Ellul de l'ambivalence du progrès technique : il semble offrir une possibilité intéressante à l'homme contemporain en lui permettant de varier sa nourriture, mais elle impose en contrepartie un plat d'une qualité indigne de l'original. Outre cet aspect gustatif, la question de la production des aliments porte elle aussi atteinte à la qualité des aliments que nous ingérons. D'autant plus que la nourriture revêt un caractère essentiel pour les individus et que malgré cette importance, elle est de plus en plus dégradée. Le développement de nouvelles maladies peut être considéré comme la conséquence principale du phénomène de dégradation de notre alimentation.

Si les produits alimentaires que nous fabriquons sont de si mauvaise qualité, c'est qu'ils proviennent d'une méthode de production envahie depuis le début du processus par la chimie.<sup>164</sup> Peu à peu, les champs se sont transformés en véritables laboratoires sur lesquels étaient menées de nombreuses expériences visant à améliorer la fertilité des sols et ainsi permettant d'accroître leur productivité. Les anti-industriels distinguent, dans ce cadre, deux objectifs qui justifient cette utilisation en laboratoire de nos champs. La première justification se fonde sur la volonté pour les êtres humains d'accroître leurs connaissances de la nature dans le but de se débarrasser des contraintes que lui impose son environnement. Les hommes tentent de dompter la nature, de s'en émanciper, afin d'en tirer un bénéfice plus grand. La seconde justification provient de la volonté déjà évoquée précédemment d'homogénéiser et de réduire la nature à de la matière calculable<sup>165</sup>. Les champs ne sont plus des terres plus ou moins fertiles sur lesquelles il est possible ou non de faire pousser tel ou tel légume, fruit ou céréale, mais il devient un moyen d'atteindre des objectifs économiques. Il s'agit alors de construire une autre réalité entièrement définie par le critère économique. L'idée sous-jacente

---

<sup>163</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1993, p.15

<sup>164</sup> Juillet 1988, Fascicule 13 de *l'Encyclopédie des Nuisances*, p.317

<sup>165</sup> *Ibid.*

n'est donc plus de nourrir convenablement un nombre croissant d'individus, mais d'obtenir un maximum de profit.<sup>166</sup> Seulement ce comportement a entraîné des conséquences néfastes et imprévisibles sur les sols et sur la qualité des productions alimentaires. En effet, en jouant aux apprentis sorciers sur leurs terres agricoles, les hommes ne se sont pas rendus compte qu'ils ne disposaient pas des connaissances nécessaires pour mesurer les conséquences de leurs actes. Au fur et à mesure de l'arrivée sur le marché des différents produits chimiques, une inflation du nombre de traitements à utiliser s'est produite. Cette inflation se retrouve aussi bien dans l'élevage que dans le travail du sol. Pour illustrer nos propos, citons le cas de René Riesel, membre de la maison d'éditions de l'Encyclopédie des Nuisances. Eleveur de brebis dans le Causse-Méjan, il évoque, dans une lettre adressée à la direction départementale des services vétérinaires, son refus de vacciner ses brebis et ainsi de participer à ce gavage d'antibiotiques dont sont victimes les bêtes d'élevage. Dans cette lettre, il explique que son refus était motivé par le fait que la maladie contre laquelle il devait vacciner ses brebis, se trouvait être non contagieuse. De ce fait, il estimait que ce choix de vacciner ou non son troupeau devait être pris par lui-même et non être imposé par une directive européenne.<sup>167</sup>

Outre les multiples dégradations (être humain, nature) qu'illustrent parfaitement notre industrie agro-alimentaire, les anti-industriels relèvent l'hypocrisie qui émane du monde marchand, et qui justifie tout cela par l'amélioration globale de la problématique alimentaire dans le monde. En effet, aujourd'hui que nous sommes capables, grâce à tous ces procédés chimiques, de nourrir l'intégralité des habitants de notre planète avec des produits dégradés, ils constatent que cette politique d'abat-faim menée dans les pays dits développés, entraîne la famine chez les peuples tiers-mondistes. Le système industriel, qui ne cesse d'éliminer les cultures vivrières des pays en voie de développement transforme ces anciens paysans « en chômeurs dans les bidonvilles en expansion galopante d'Afrique ou d'Amérique latine »<sup>168</sup>. Deux problèmes issus de la mise en application de la prise de contrôle du quantitatif sur la qualitatif sont donc relevés par les anti-industriels : nous sommes certes capables de nourrir toute la planète, mais nous ne pouvons que mal la nourrir, et si les hommes préfèrent sacrifier une partie de la population mondiale, il ne le fait pas pour vivre dans une sorte de paradis,

---

<sup>166</sup> *Ibid.* p.316

<sup>167</sup> Lettre ouverte de René Riesel à la direction départementale des services vétérinaires. Annexe II

<sup>168</sup> Novembre 1985, *Fascicule 5 de l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.* p.101

mais plutôt en enfer : « Ce n'est pas pour nous faire vivre dans le sybaritisme qu'une partie de la planète doit mourir de la famine : c'est pour nous faire vivre dans la boue. »<sup>169</sup>

L'action collective des individus depuis la Renaissance a instauré la mise en place d'une structure sociétale reposant à la fois sur des principes économiques (capitalisme et industrialisme), mais également sur le développement de l'Etat moderne (bureaucratie et administration centralisée). C'est donc cette structure issue d'une logique totalisante qui a échappé au contrôle des individus et qui aujourd'hui donne naissance à une nouvelle idéologie dominante : l'idéologie néotechnologique.

### *Identification de l'idéologie néotechnologique*

Cette logique qui régit l'évolution de nos sociétés depuis la Renaissance, est devenue en 2000 sous la plume de Jean-Marc Mandosio « l'utopie néotechnologique ». C'est à la suite d'un ouvrage consacré à l'analyse du fonctionnement de la Bibliothèque Nationale de France que ce penseur anti-industriel va proposer sa vision de la nouvelle idéologie dominante. Ici, en accord avec la vision fonctionnelle de l'utopie émise par Ricœur et rappelée dans notre introduction, l'utilisation du terme idéologie nous semble plus pertinente que celle du terme utopie. En effet, J-M Mandosio utilise le concept d'utopie dans le but de décrédibiliser la pensée qu'il étudie. Il n'évoque en réalité que l'aspect pathologique de l'idéologie relevé par Ricœur, à savoir la distorsion du réel au service des deux autres fonctions : la préservation de l'identité collective et la légitimation de l'ordre établi.<sup>170</sup> Selon la théorie marxiste, l'identification de l'idéologie dominante au sein d'une société donnée, n'apparaît qu'au fil de l'étude et de la compréhension de son infrastructure économique. Dès lors, si les penseurs anti-industriels identifient une évolution majeure du mode de production capitaliste depuis les années 1970, il apparaît parfaitement logique de voir dénoncée par ceux-ci l'existence d'une nouvelle idéologie dominante. Nous essaierons donc, à travers les écrits anti-industriels, de la comprendre.

L'idéologie néotechnologique repose sur une idée extrêmement répandue selon laquelle il existerait une forme de destin du progrès technique ; « que tout ce qui est possible sera nécessairement réalisé »<sup>171</sup>. Cette remarque fait écho à la loi de Gabor qui fut popularisée par

---

<sup>169</sup> *Ibid.*

<sup>170</sup> Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie...Op.cit.*, p.406

<sup>171</sup> Jean-Marc Mandosio, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique...Op.cit.*, p.126

Ellul, et réutilisé par la suite par Alain Gras. En d'autres termes, le progrès technique serait inéluctable. Ce serait donc autour de cette confiance infinie dans les possibilités offertes par le progrès technique que résiderait l'essence de cette idéologie. Pour s'imposer, cette croyance a été portée, selon les anti-industriels, par une véritable « politique volontariste » au sein « d'institutions nationales et supra nationales » l'ayant programmée.<sup>172</sup> Il a donc fallu à la fois mettre au point un discours légitimant la place centrale accordée au progrès technique, mais également le rendre indispensable au bon fonctionnement des structures institutionnelles nationales : les Etats. Au cœur du processus économique et indispensable à l'Etat, cette idéologie néotechnologique a donc trouvé une société parfaitement adaptée à son développement, et a su en retour rendre la société parfaitement adaptée à ses exigences. En défendant cette idée d'inéluctabilité du développement technologique, ses promoteurs ainsi que certains de ses adversaires « ont réduit toute velléité de contestation du conditionnement néotechnologique à n'être qu'une contestation pour la forme, prélude à une résignation qui a exactement les mêmes effets pratiques que l'acceptation »<sup>173</sup>. Les penseurs anti-industriels estiment donc que « l'évolution historique n'a pas de direction déterminée »<sup>174</sup>. Cela implique que le conditionnement imposé par l'idéologie néotechnologique n'est pas une fatalité, et qu'elle peut donc être remise en cause. Elle est cependant l'élément principal qui régit l'évolution de notre société, qui est considérée comme un système technique, et non comme le système technique. J-M Mandosio croit en la possibilité de créer un autre système technique permettant aux individus d'être plus libres. Cette possibilité est issue de la définition donnée au terme « technique » par J-M Mandosio :

*Le terme technique, dans son acception la plus générale, désigne tout procédé (par quoi nous entendons un processus réglé) permettant de mettre en œuvre des moyens en vue d'une fin. L'ouverture d'une bouteille à l'aide d'un tire-bouchon est une opération technique, de même que la vidange des cuves d'un pétrolier géant, le passage des vitesses d'une automobile ou la résolution d'une équation du troisième degré.*<sup>175</sup>

Reprenant la définition de Bertrand Gilles<sup>176</sup>, J-M Mandosio distingue des techniques simples et des techniques complexes, celles-ci nécessitant « des techniques affluentes [...] dont la combinaison concourt à un acte technique bien défini »<sup>177</sup>. Il est donc absurde pour les anti-

---

<sup>172</sup> *Ibid.* p.115

<sup>173</sup> *Ibid.* p.117

<sup>174</sup> *Ibid.* p.115

<sup>175</sup> *Ibid.* p.120

<sup>176</sup> Bertrand Gilles, *Histoires des techniques*, Gallimard, 1978

<sup>177</sup> Jean-Marc Mandosio, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique...Op.cit.*, p.121

industriels de se déclarer hostiles à la technique car « elle est simplement un élément constitutif, parmi d'autres, du genre humain »<sup>178</sup>. En revanche, la critique doit porter sur le système technique dans lequel nous vivons. En effet, l'accumulation de ces différentes techniques, dépendantes les unes des autres, crée un système cohérent qu'il faut analyser et comprendre. Ce système ne peut être exclusivement technique ; il est nécessaire de prendre également en compte les relations économiques, sociales et politiques. Dès lors, un système technique n'est jamais neutre.<sup>179</sup> Comme le faisait déjà Gunther Anders en 1956, il faut donc impérativement distinguer « les instruments » (les moyens) qui ne sont qu'une partie d'un « macro-instrument » (le monde).<sup>180</sup> Aujourd'hui, le système technique dans lequel nous vivons est le machinisme ; c'est donc contre lui qu'il est nécessaire d'agir. L'asservissement sans cesse croissant des êtres humains aux machines est l'une des caractéristiques primordiales du milieu technique dans lequel nous vivons. Dans ce système, la technologie désigne la technique à laquelle les individus ne comprennent plus rien au point de lui devenir étrangère. Qui ne s'est jamais retrouvé démuni face à une panne de l'un de ces appareils domestiques ? Combien d'automobilistes sont aujourd'hui capables d'expliquer le fonctionnement de leur véhicule ? La technologie désigne donc une technique qui aurait « perdu son *logos* »<sup>181</sup>. Cette incapacité à la comprendre confère à cette technologie un caractère sacré pour les individus de la société contemporaine. Contrairement à ce que pouvait écrire Hans Jonas dans *Le Principe responsabilité*, cette technologie est issue d'une politique volontariste qui a pu la faire devenir irréversible. Le développement du nucléaire semble être l'exemple le plus parlant du caractère définitif de la technologie. Anciennement idéologie dominante, « la technologie nous a menés, presque insensiblement, à la néotechnologie »<sup>182</sup>.

*La néotechnologie est un avatar de la technologie, fondé (pour l'idéologie) sur la cybernétique et (pour la pratique) sur la théorie mathématique de la communication ; elle a pour point d'ancrage le codage d'informations sous forme numérique, et pour caractéristique de n'être un moyen pour aucune autre fin qu'elle-même : la communication dont il est question ici n'est pas communication de quelque chose, mais communication de la communication – confirmation qu'il y a bien de la communication, qu'il y a un émetteur et un récepteur, sans autre finalité que de communiquer.*<sup>183</sup>

---

<sup>178</sup> *Ibid.* p.123

<sup>179</sup> *Ibid.* p.121

<sup>180</sup> Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme* [1956], Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002

<sup>181</sup> Jean-Marc Mandosio, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique...Op.cit.*, p.125

<sup>182</sup> *Ibid.* p.133

<sup>183</sup> *Ibid.*

Le triste résultat de cette nouvelle idéologie dominante amène les individus à préférer une relation froide avec une machine qu'une relation froide avec un être humain. Les machines sont devenues bien moins hostiles aux individus du monde contemporain que ne les sont ses semblables. Seulement en détruisant les relations sociales entre individus, cette néotechnologie a créé un manque affectif devant être comblé. Le téléphone, Internet ou les animaux de compagnie électroniques viennent remplir le vide qui occupe la vie sociale des individus du monde contemporain. Ces inventions éloignent les individus les uns des autres tout en leur permettant d'échanger continuellement de manière indirecte par l'intermédiaire de *media* créés par les évolutions techniques. Celles-ci se rendent donc parfaitement indispensables. En effet, pour compenser cet éloignement réel qui s'instaure entre les hommes et les femmes de la société marchande, de nouvelles techniques de communications sont mises à disposition des individus, qui s'ils ne veulent pas s'isoler, sont contraints de les accepter. De la possibilité d'être joignable à chaque instant grâce au téléphone portable, aux immenses plaines de libertés que représente internet, toute la propagande organisée par le monde marchand explique le gain d'autonomie que permet chacune des nouvelles inventions. J-M Mandosio constate que ce gain n'est qu'une illusion.<sup>184</sup> Selon lui, ces différents appareils font naître une véritable contrainte qui pèse sur chaque individu réfractaire. La possibilité d'être joignable à tout moment devient une obligation ; ce téléphone portatif devient également un moyen de contrôle policier performant grâce notamment au traçage GPS ; enfin les multiples traces que laissent les individus lorsqu'ils surfent sur le net sont notamment utilisées par les publicitaires des grandes firmes multinationales (identifiées aujourd'hui par l'acronyme GAFA) afin d'adapter les publicités qui apparaissent sur leur écran. De plus, pour éviter qu'émerge une génération d'inadaptés, les programmes d'éducation des Etats développés intègrent désormais des cours d'informatique. Cela semble d'ailleurs confirmer le caractère volontariste de la politique menée au service de l'idéologie néotechnologique.

Une fois cette réflexion anti-industrielle analysée, il semble logique de nous demander si une pensée critique à l'égard du progressisme du marxisme doit inévitablement se classer parmi la constellation des pensées réactionnaires ou conservatrices. En effet, plus qu'une critique de la technique, cette utopie semble être une véritable remise en question du progressisme qui régit le système industriel.

## ***Section II La notion de progrès au cœur de la réflexion anti-industrielle***

---

<sup>184</sup> *Ibid.* p.142

Dans notre volonté de situer l'utopie anti-industrielle au sein du vaste champ des pensées politiques, nous mobiliserons le concept de polarité des idéologies.<sup>185</sup> Celui-ci revient à positionner chaque pensée politique sur un axe virtuel allant du conservatisme au progressisme. D'emblée, il convient de rappeler la relativité de ces notions de conservatisme et de progressisme. En effet, chacun de ces concepts voit son contenu évoluer en fonction des époques, des contextes politiques et des idéologies portées par ceux qui les mobilisent. Pour affiner cette grille d'analyse bipolaire, il nous semble nécessaire d'ajouter, de manière assez classique, deux versants extrêmes au conservatisme et au progressisme : la pensée réactionnaire et la pensée révolutionnaire. En effet, le caractère radical de la pensée anti-industrielle nous conduit inévitablement aux extrémités de ces deux pôles idéologiques.

Nous tâcherons donc ici, de définir rapidement ces notions avant de comprendre pourquoi elles nous semblent à la fois insuffisantes dans le but de qualifier la pensée que nous étudions et en même temps assez éclairantes. L'intérêt de nous questionner sur le positionnement idéologique de l'utopie anti-industrielle résulte d'une difficulté à laquelle le lecteur de ces écrits est très vite confronté : sont-ils réactionnaires ou révolutionnaires ?

Dans un premier temps, nous confronterons cette grille d'analyse à la pensée anti-industrielle. Nous commencerons par évoquer le camp conservateur et réactionnaire avant de nous pencher sur le camp progressiste et révolutionnaire. L'idée directrice de cette première section sera de comprendre pourquoi cette grille nous semble pertinente bien qu'incomplète. Nous tâcherons ici de comprendre pourquoi il semble légitime, à la lecture de certains écrits anti-industriels, de voir émerger ce que nous nommons la tentation réactionnaire. Celle-ci désigne, selon nous, une impression que le lecteur peut avoir lors d'une première lecture des écrits anti-industriels. Intuition qui se transforme parfois chez certains journalistes et intellectuels en attitude visant à attribuer le qualificatif de réactionnaire à un nombre croissant d'écrivains et de penseurs. En effet, de par le constat que le progrès détruit les valeurs et les structures traditionnelles de la société, il semble véritablement tentant de classer la pensée anti-industrielle dans le camp des penseurs réactionnaires. Nous expliquerons pourquoi cela nous semble être une erreur. Nous prolongerons ensuite notre étude en confrontant cette pensée au camp progressiste et révolutionnaire.

Dans un second temps, après avoir brièvement expliqué le concept d'alter-progressisme, nous chercherons à comprendre plus précisément de quoi il est fait. Pour ce faire, nous nous pencherons sur l'analyse anti-industrielle de trois concepts fondamentaux et intimement liés :

---

<sup>185</sup> Léon Dion, « La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme », *la revue Recherches sociographiques*, vol.7, no 1-2, janvier-août 1966, pp. 23-38. Québec : PUL

la science, le progrès et la modernité. Le fil rouge de cette seconde section sera donc de préciser encore un peu plus le positionnement idéologique de l'utopie anti-industrielle en l'inscrivant dans un vaste mouvement de remise en cause de la modernité.

### Sous-Section I De la tentation réactionnaire à « l'alterprogressisme »

#### *Conservatisme et pensées réactionnaires*

Communément placée sur la droite de notre échiquier politique, la pensée conservatrice semble revenir depuis quelques années sur le devant de la scène médiatico-politique française.<sup>186</sup> Malgré tout, comme le constate l'essayiste et journaliste français François Huguenin, il n'existe pas en France de parti conservateur. Ce terme semble revêtir dans notre pays une connotation bien trop péjorative pour qu'un parti politique puisse l'utiliser. Pourtant, c'est bien en France que le mot fut créé. En effet, en 1818, Chateaubriand fonda un journal qu'il nomma *Le Conservateur* et dont la devise fût : « le roi, la charte et les honnêtes gens ». Dans son *Histoire intellectuelle du conservatisme*, Jean-Philippe Vincent, économiste et professeur à Science-Po Paris, remarque une différence quantitative majeure dans la production d'écrits conservateurs au XXème en France et dans le monde anglo-saxon. Il note en effet une absence de grands auteurs conservateurs dans notre pays, alors que de nombreux écrivains conservateurs publient dans le monde anglophone.<sup>187</sup> Il s'appuie donc sur les écrits des penseurs conservateurs français du XIXème siècle ainsi que sur les ouvrages du monde anglo-saxon afin de définir la pensée conservatrice et d'en observer les possibilités à venir. Selon lui, « un conservateur est quelqu'un qui se méfie du pouvoir mais qui sait par expérience que l'autorité est la condition même de la vie en société »<sup>188</sup>. Le concept d'autorité, cher aux conservateurs, doit s'entendre au sens de l'*auctoritas* latine. Celle-ci est d'origine sociale et morale ; elle correspond à l'autorité du chef de famille, à la dignité des hommes libres, des citoyens. Elle se distingue de l'*imperium*, qui relève de l'Etat. Il existe donc dans la pensée conservatrice, une méfiance à l'égard du pouvoir provenant des institutions, mais une reconnaissance de l'autorité qui reflète « un mode d'organisation sociale » sans lequel la liberté ne serait pas possible. C'est donc de cette acception de l'autorité que découle les autres éléments constitutifs de la pensée conservatrice : « droit à la

---

<sup>186</sup> Daniel Lindenberg, « Le Rappel à l'ordre, suite et pas fin », *La pensée de midi*, 2008/4 (N°26), p.56

<sup>187</sup> Jean-Philippe Vincent, *Qu'est-ce que le conservatisme ? Histoire intellectuelle d'une idée politique*, Paris, Les belles lettres, 2016

<sup>188</sup> <http://www.politiquemagazine.fr/jean-philippe-vincent-le-conservatisme-est-un-style-de-pensee>

propriété, dialectique entre tradition et changement, supériorité des préjugés et de la coutume sur l'abstraction et la pensée déductive, importance de la religion comme facteur de régulation sociale extérieur au pouvoir... »<sup>189</sup>. Le conservateur n'est donc pas un individu figé dans l'immobilisme, mais il adoptera une attitude prudente face aux différentes évolutions au sein de nos sociétés. Accordant une importance fondamentale à l'histoire d'un pays, il tentera de préserver des éléments essentiels de sa culture tout en acceptant certaines réformes inévitables imposées par le progrès. Particulièrement attaché à la propriété privée et plus généralement à la protection des intérêts privés, un conservateur sera aujourd'hui partisan du libéralisme économique. C'est sur cette dualité, au sens d'Anthony Giddens<sup>190</sup>, entre le libéralisme économique et le respect de la tradition, que se fondent les différentes tendances au sein de la mouvance conservatrice.

Pour reprendre l'expression de Paul Ricœur, il semble possible d'identifier un « versant pathologique » de la pensée conservatrice : la pensée réactionnaire. Il ne faut pas ici voir cette expression comme un jugement valeur, mais plutôt comme l'expression d'une prise de contrôle de l'un des deux éléments majeurs du conservatisme : le respect de la tradition. En d'autres termes, la pensée réactionnaire est une version dévoyée de la pensée conservatrice qui aurait oublié la dualité intrinsèque du conservatisme. D'emblée, J-P Vincent relève une distinction fondamentale entre ces deux types de pensées : l'une reste figée dans l'immobilisme, vit dans le passé et refuse de voir évoluer la tradition ; l'autre est ouverte aux réformes et vit dans le présent. Si ces deux pensées tendent à être confondues aujourd'hui en France, c'est parce qu'elles ont en commun des thèmes essentiels : la famille, la nation, la culture nationale et la religion. J-P Vincent nous rappelle d'ailleurs que l'utilisation de ces concepts par le régime de Vichy n'a pas été de nature à laisser émerger un parti conservateur. Si l'on se fonde sur son étymologie latine, le terme réactionnaire désigne une façon d'agir amenant un individu à défendre l'idée d'un retour en arrière. Il semble désigner aujourd'hui de manière péjorative, une pensée farouchement opposée au progrès contemporain, défendant un mode de vie plus traditionnel fondé sur des valeurs anciennes. Cette appellation désigne des intellectuels qui placent au cœur de leur pensée la préservation de la culture française. Selon eux, celle-ci serait aujourd'hui menacée par des cultures provenant d'autres civilisations. Les réactionnaires souscrivent pleinement à l'idée de « choc des civilisations »

---

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> Med Kechidi, *La théorie de la structuration : Une analyse des formes et des dynamiques organisationnelles...Op.cit.*

émise par Samuel Huntington.<sup>191</sup> Selon la pensée réactionnaire, la civilisation occidentale serait en déclin. Sa « victoire dans la guerre froide n'a pas produit son triomphe, mais son épuisement »<sup>192</sup>. En effet, l'élimination du pôle unique de contestation de la domination libérale occidentale a fait naître différents pôles de contestation radicale du mode de vie occidental. Pour se protéger de ces nouveaux ennemis, les occidentaux devraient donc défendre à tout prix ce qui a fait la grandeur de notre civilisation. La peur de voir le peuple occidental disparaître est également au cœur de la pensée réactionnaire. Considéré aujourd'hui comme l'un des théoriciens de la pensée réactionnaire en France, Renaud Camus définit le grand remplacement comme « le changement de peuple, que seule rend possible la grande déculturation ». Selon ces penseurs, les membres de la communauté musulmane, de par leur volonté de conserver certaines de leurs traditions, constituent une véritable menace pour la culture française. En outre, la pensée réactionnaire est réfractaire au progrès et très critique envers le libéralisme économique. En ce sens, elle s'éloigne du conservatisme et constitue ce que nous appelons le versant pathologique du conservatisme.

L'anticapitalisme mais surtout le rejet du progrès semble donc nous permettre de rapprocher la pensée anti-industrielle et la pensée réactionnaire. Conscient de cette problématique, Jean-Marc Mandosio estime que ce rapprochement n'a pas lieu d'être. En effet, la pensée réactionnaire se construit en référence à un passé mythifié dont il convient de préserver les derniers éléments, alors que les anti-industriels estiment que plus rien n'est à sauver en ce monde, hormis « notre humanité »<sup>193</sup>. Là où réside malgré tout une ambiguïté, c'est que les anti-industriels, s'ils ne prônent pas un retour au passé, font régulièrement référence à « la réalisation d'espoir du passé »<sup>194</sup>. En effet, ils identifient dans l'Histoire des moments clés qui auraient pu servir de fondement à l'organisation d'une société d'hommes et de femmes libres, mais qui sont aujourd'hui considérés comme des actes manqués. Leur crainte est que l'oppression et la falsification sans cesse croissantes ne permettent plus à des individus de mener un combat authentique pour la liberté. Voilà d'ailleurs ce qui justifie leur travail. De plus, si l'on se penche sur les différentes formes de pensées réactionnaires distinguées par Pierre-André Taguieff, aucune ne semble correspondre à la pensée anti-industrielle. « Les positions respectivement conservatrices, traditionalistes, libérales, méritocratiques et

---

<sup>191</sup> Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997

<sup>192</sup> *Ibid.* p.86

<sup>193</sup> Jean Marc Mandosio, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique...Op.cit.*, p.203

<sup>194</sup> *Ibid.*

autoritaires »<sup>195</sup>, paraissent toutes contraires aux valeurs défendues par la pensée que nous étudions. La définition de l'individu réactionnaire qu'il donne ne correspond aucunement à la vision anti-industrielle :

*Un sujet peut être « réactionnaire » par l'effet d'un sens de la légitimité qui ne se reconnaît pas dans les évolutions observables, au nom de fidélités à des traditions historiques qui lui paraissent être trahies par l'extension indéfinie des normes démocratiques, parce qu'il juge que le processus d'égalisation est une injustice faite aux individus les plus « doués » (et il est vrai que l'égalitarisme commence avec la négation de toute différence interindividuelle entre les aptitudes intellectuelles), ou encore en ce qu'il oppose les valeurs d'ordre et d'autorité à la réalité sociopolitique qu'il perçoit comme entraînée vers l'anarchie.<sup>196</sup>*

Dès lors que l'on prend en compte la proximité entre la pensée libertaire et la pensée anti-industrielle, il nous paraît assez évident que le qualificatif de réactionnaire ne peut convenir à l'utopie que nous étudions. Pour autant, il convient de tenir compte d'un concept mobilisé dès 1997 par l'universitaire Marc Crapez pour désigner un héritage intellectuel oublié de la gauche française : la gauche réactionnaire<sup>197</sup>. La philosophe et politiste Renée Fregosi remet au goût du jour cette idée afin de dénoncer une gauche radicale « en gestation dans les années 1980 »<sup>198</sup>. Cette composante de la gauche contemporaine se caractérise par une forme de populisme, qui centre son discours sur la lutte classique qui oppose les petits contre les grands.<sup>199</sup> Incarnée sur la scène politique française par Jean-Luc Mélenchon, elle est proche des États socialistes d'Amérique latine, et aurait abandonné la laïcité pour défendre l'Islam. En faisant resurgir une vision très manichéenne du monde, elle serait prête à admettre le caractère révolutionnaire de tous les mouvements de résistance au monde occidental.<sup>200</sup> Malgré cela, en admettant que cette gauche puisse être appelée réactionnaire et qu'une « régression progressiste »<sup>201</sup> se soit effectivement produite, il ne nous semble toujours pas possible d'accoler le qualificatif réactionnaire à la pensée anti-industrielle. En effet, celle-ci dénonce également la spécialisation de plus en plus grande des luttes contemporaines. La

---

<sup>195</sup> Pierre-André Taguieff, *Les Contre-réactionnaires, le progressisme entre illusion et imposture*, Paris, Editions Denoël, 2007, p.14

<sup>196</sup> *Ibid.*

<sup>197</sup> Marc Crapez, *La gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race dans le sillage des lumières*, coll. Pensées politiques et sciences sociales, Paris, Berg International, 1997, 340 p.

<sup>198</sup> Renée Fregosi, *Les nouveaux autoritaires. Justiciers, censeurs et autocrates*, Paris, Editions du Moment, 2016, p.27

<sup>199</sup> *Ibid.* p.29

<sup>200</sup> *Ibid.* p.33

<sup>201</sup> *Ibid.* p.27

gauche réactionnaire qui serait à l'origine des mouvements antiraciste et antifasciste est depuis toujours vivement rejetée par les anti-industriels. Dans le sixième fascicule de l'Encyclopédie des Nuisances, ils déploraient que « la défense de ces immigrés s'assimile à celle d'une gauche dont le programme d'émancipation s'est réduit à égaliser la *digne exploitation* des travailleurs par cette économie qu'elle est devenue fière de gérer. »<sup>202</sup>

La réflexion autour du progrès semble constituer le point fondamental qui permet aujourd'hui de distinguer des pensées relevant de ces différents styles de pensée. Maintenant que nous avons vu pourquoi il ne nous semble pas possible de classer cette pensée du côté des conservateurs et des réactionnaires, il convient de la confronter au camp progressiste.

### *Progressisme et pensées révolutionnaires*

Si, comme nous venons de le voir, le conservatisme s'attache « à la consolidation et à la défense des valeurs et des institutions existantes », le progressisme, quant à lui, vise « à l'implantation de valeurs et d'institutions nouvelles ».<sup>203</sup> Ce néologisme, formé au cours des années 1930, repose donc sur une vision positive du futur.<sup>204</sup> En effet, là où le conservateur puise dans le passé pour construire et améliorer prudemment le présent, le progressiste va utiliser un avenir meilleur imaginaire pour créer et perfectionner le présent. Ce terme est donc traditionnellement rattaché à la pensée politique de gauche et d'extrême gauche, et plus spécifiquement au marxisme et au socialisme, car il repose sur la croyance que les améliorations techniques et les découvertes scientifiques permettront d'adoucir continuellement la vie des individus. Autrement dit, le progrès scientifique et technique doit être la source d'un progrès social. Les partisans du progrès sont donc animés par la foi en un progrès inéluctable qui semble intimement lié au concept de sens de l'histoire récupéré par Marx dans la philosophie hégélienne. Dès lors, une difficulté apparaît dans notre volonté de caractériser plus précisément la pensée anti-industrielle : nous sommes face à une pensée radicalement opposée au progrès tel que défini par le monde contemporain, mais nous sommes également face à une pensée qui se sert d'un idéal imaginaire de société pour justifier sa critique et ses actions contre le monde contemporain. C'est donc une pensée qui semble effectivement adopter une attitude progressiste, tout en étant en désaccord profond avec le

---

<sup>202</sup> Février 1986, Fascicule 6 de l'*Encyclopédie des Nuisances*, p.114

<sup>203</sup> Léon Dion, *La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme...Op.cit.* p.24

<sup>204</sup> Jacques ELLUL, « PROGRESSISME ». In Universalis éducation [en ligne]. Encyclopædia Universalis, consulté le 18 mai 2017. Disponible sur <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/progressisme/>

concept de progrès tel que défini par le monde contemporain. Penchons-nous alors sur cette critique du progrès et du progressisme contemporain émise par la pensée anti-industrielle.

Deux caractéristiques du progrès contemporain sont mises en avant par les penseurs anti-industriels : il serait devenu la nouvelle religion officielle du monde marchand, tout en étant jamais correctement défini : « C'est donc l'absolutisme de l'indicible progrès qui partout aujourd'hui, à travers ses experts, parle comme un oracle, par sentences et par énigmes, et court, comme sur des charbons ardents, toutes les fois qu'il touche aux choses de son pays et de son temps. »<sup>205</sup> En effet, au sein de l'utopie anti-industrielle, on retrouve l'idée selon laquelle aucun individu du monde contemporain n'est véritablement capable de définir et d'expliquer clairement ce à quoi correspond le progrès. Dans un premier temps, il convient de faire une distinction entre deux types de progrès : le progrès humain ou social, et le progrès technique ou scientifique. Selon Miguel Amorós, cette idée de progrès qui fut jadis « le noyau de la pensée dominante dans la période d'ascension et de développement de la bourgeoisie [...] perdit vite son vieux contenu moral et humanitaire et fut identifié à la progression de l'économie et au développement technique qui la rendait possible. »<sup>206</sup> En d'autres termes, le progressisme contemporain serait devenu une forme dégénérée de progressisme, qui au lieu d'organiser le progrès technique et scientifique au service du progrès humain, instituerait un progrès technique et scientifique uniquement au service de lui-même. Les anti-industriels ne sont d'ailleurs pas les seuls à constater une évolution de la gauche progressiste. En effet, l'historien et journaliste Jacques Julliard, nous explique que la gauche, serait passée « du progressisme social au libéralisme moral »<sup>207</sup>. Sur la scène politique, cela se caractérise par la conversion de la gauche au libéralisme économique, réalisée en France par Mitterrand dès 1983, qui a consacré en dépit de son appellation, le passage d'un parti socialiste à un parti social-démocrate. Il existe donc une sorte de tension interne au sein du camp progressiste, fondée sur la primauté accordée au progrès technique ou au progrès social. Aujourd'hui, la gauche politique semble avoir opté en faveur du progrès technique, en acceptant de surcroît le libéralisme économique. Or, comme nous l'avons vu dans la Section I, selon les anti-industriels comme pour Jacques Ellul, le progrès technique n'est pas neutre, il « possède un important contenu idéologique depuis les commencements »<sup>208</sup>. Il est devenu dominant, selon Miguel Amorós, depuis le XXème siècle et les expériences totalitaires qui ont permis de

---

<sup>205</sup> Juin 1987, Fascicule 11 de *l'Encyclopédie des Nuisances*, p.261

<sup>206</sup> Amorós Miguel, *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle...Op.cit.*, p.12-13

<sup>207</sup> Jacques Julliard, « Gauche : du progressisme social au libéralisme moral », *Le Débat*, 2000/3 (n°110), p.202-216

<sup>208</sup> Cf. *supra*. Chapitre II

transformer la société de classes en société de masse.<sup>209</sup> Composée de multiples techniques, la technique nécessite le recours à un nombre croissant de techniciens, appelés experts du monde marchand par les anti-industriels, qui serviront de prêtres au service de la nouvelle religion dominante. Ces spécialistes détiennent un savoir nécessaire mais parcellaire. En effet, aucun d'entre eux n'a comme rôle de comprendre l'ensemble de la machine qu'ils entretiennent, mais ils doivent se contenter d'être les spécialistes de telle ou telle technique. Ils doivent alors la créer, la développer, l'améliorer et d'autres spécialistes se chargeront eux de mettre sur pied le discours adapté qui justifiera l'existence de cette nouvelle technique. C'est ce manque de vision globale des individus du monde contemporain qui ne leur permet jamais de constater l'ampleur de la catastrophe qui a lieu aujourd'hui. Chaque technicien remplissant à merveille son rôle sans réellement se soucier d'éventuels évènements imprévus à venir, séparées du travail des autres, leurs différentes actions ne leurs paraissent pas néfastes. De plus, ces experts dépossèdent les individus des certitudes issues de l'expérience vécue.<sup>210</sup> En effet, les personnes se retrouvent tributaires de ceux qui détiennent le savoir technique et n'apprennent plus rien par eux-mêmes, par l'expérience. Elles se retrouvent dans un univers rempli d'objets techniques de plus en plus complexes dont elles ne connaissent pas le fonctionnement réel. Ces objets, bien qu'étrangers, sont devenus indispensables à quiconque souhaite s'intégrer dans le monde marchand. Cette critique radicale du progressisme contemporain ne semble pas nous permettre de classer la pensée anti-industrielle dans le camp des progressistes.

Cependant le progressisme possède lui aussi, de la même manière que nous avons pu le constater dans le conservatisme avec la pensée réactionnaire, un versant pathologique ou extrême : la pensée révolutionnaire. S'opposant aux réformistes, les révolutionnaires sont partisans d'un changement radical d'organisation sociétale. Plusieurs types de pensées révolutionnaires semblent donc pouvoir être identifiées en fonction des deux types de progrès que nous avons précédemment identifiés : en premier lieu ceux qui accordent la priorité au progrès technique et qui, selon la pensée anti-industriel, auraient aujourd'hui gagné la bataille des idées ; en second lieu ceux qui accordent la priorité au progrès social. Cette dichotomie entre deux types de progressisme a été rendu possible par l'étude des conséquences du progrès technique sur la vie des individus. Un véritable désenchantement vis-à-vis du progrès s'est développé à la suite de cette analyse.

---

<sup>209</sup> Miguel Amoròs, *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle...Op.cit.*, p.13

<sup>210</sup> André Gorz, *Vers la société libérée...Op.cit.*, livre audio... page 3

Ce difficile retour à la réalité est parfaitement illustré par l'évolution historique de la littérature utopique ou de science-fiction. Le sous-titre de l'ouvrage d'Armand Mattelart consacré à l'utopie<sup>211</sup> « De la société prophétique à la société globale », illustre bien cette évolution du contenu de ces œuvres littéraires. Il s'agit ici d'évoquer le passage d'une littérature utopique, à une littérature dystopique. En effet, si la volonté d'améliorer les sociétés dans lesquelles ces œuvres émergent anime tout autant les auteurs du XVIIIème que ceux du XXème siècle, la nature de leurs conclusions est différente car leur rapport au progrès est lui-même différent. L'importance du contexte est ici à mettre en avant pour expliquer cette distinction. Les premiers auteurs d'utopie que sont par exemple Thomas More et Tommaso Campanella ont pour ambition de sortir de l'obscurantisme et s'inscrivent dans une démarche ambitieuse de développement de la connaissance scientifique allant de pair avec un progrès social à venir. L'attrait vers le progrès est aisément perceptible. Tommaso Campanella évoque par exemple des vaisseaux qui avancent sans voile, sans rames, sans rien.<sup>212</sup> L'historien italien Luigi Firpo nous fait d'ailleurs remarquer que l'auteur de *La cité du soleil* distingue deux moyens de propulsion possible pour ces navires.<sup>213</sup> Il y a donc dans la description de cette cité idéale, de la curiosité pour le progrès technique et la volonté de le voir se concrétiser. Chez Thomas More, on retrouve également cette volonté de progrès lorsqu'il critique l'immobilisme des sociétés de son époque, et l'attachement des dirigeants aux « antiquités ». Il évoque ici la difficulté de changer les institutions malgré l'arrivée de nouvelles idées qui lui semblent meilleure. La connaissance et le savoir sont d'ailleurs deux éléments fondamentaux dans l'organisation de ces deux cités idéales. Une nouvelle vague d'utopistes va émerger au cours du XIXème siècle. La différence avec les précédents auteurs du genre réside dans le fait que les nouvelles cités idéales « doivent être réalisées ici et maintenant »<sup>214</sup>. Fourier, Cabet, Saint-Simon ou Robert Owen sont autant de penseurs d'un socialisme utopique mis en opposition au socialisme scientifique de Marx et Engels. Tous opposés au développement de l'économie de marché qui amenait de la misère au sein des villes ces théoriciens ont tenté de mettre en application leur vision d'une organisation sociale idéale. A l'égard du progrès, ces nouveaux utopistes, confrontés aux évolutions des révolutions industrielles commencent à le remettre en question. Cependant leurs critiques resteront principalement concentrées sur le progrès économique.

---

<sup>211</sup> Armand Mattelart, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale* [1999], Paris, La Découverte, 2009

<sup>212</sup> Tommaso Campanella, *La cité du soleil* [1602], Genève, Librairie Droz, col. Classiques de la pensée politique, 2000, p.38

<sup>213</sup> *Ibid.*

<sup>214</sup> Dominique Desanti, *Les socialistes de l'utopie*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1970, p.5

Pour voir apparaître une véritable remise en question du progrès dans son ensemble, il faut s'intéresser à la littérature utopique depuis le XXème siècle. En effet, son contenu a fortement évolué à cause du développement de nombreuses techniques permettant d'accroître le contrôle sur les individus a fait naître une génération d'auteurs sceptiques vis-à-vis de ce progrès tant recherché par les utopistes depuis le XVIIème siècle. Les exemples ne manquent pas : *Meccania : le super-Etat* d'Owen Gregory, *Le meilleur des mondes* d'Aldous Huxley, et les beaucoup plus célèbres *1984* et *La ferme des animaux* de Georges Orwell. Dans ces différents ouvrages la vision du progrès a évolué. Il n'est plus question pour ces auteurs de décrire une société idéale, mais à l'inverse ils cherchent à décrire une société issue des maux causés par le progrès technique. La société ainsi décrite n'est plus une utopie, mais une dystopie. De nombreux points mis en avant dans ces œuvres littéraires sont aujourd'hui au cœur des différentes pensées politiques. L'eugénisme, le contrôle généralisé des individus, la manipulation des esprits ou encore le perfectionnement de la nature humaine sont autant de domaines au cœur des écrits utopistes et de nombreuses pensées politiques contemporaines. Nous pouvons ici évoquer la pensée transhumaniste ou posthumaniste qui réfléchit à la possibilité d'améliorer l'être humain à l'aide du progrès technique. Il s'agit de combler les failles humaines, de corriger les imperfections de l'humanité. Cela passe par un changement de la biologie humaine par la technique. Certains penseurs expriment déjà l'idée que nous sommes déjà de nouveaux êtres humains. En effet, en raison de l'importance fondamentale qu'ont pris les nouvelles technologies le comportement des individus a fortement évolué depuis le XXème siècle. Le professeur de philosophie Jean-Michel Besnier se demande d'ailleurs si le futur a encore besoin des êtres humains.<sup>215</sup>

Au pôle opposé de ces penseurs fanatiques du progrès technique, nous retrouvons les penseurs anti-industriels. Ils font partis des désenchantés du progrès. Cette opposition se retrouve clairement exprimée dans le titre de l'ouvrage *Manifeste des Chimpanzés du futur contre le transhummanisme*<sup>216</sup> publié par le groupe anti-industriel « Pièces et main d'œuvre » illustre parfaitement ce rejet. Pour mieux comprendre cette évolution, l'histoire de la littérature utopique nous fournit une illustration parfaite de ce renversement qui a eu lieu au sein de la constellation des pensées révolutionnaires.

### *Une pensée alterprogressiste ?*

---

<sup>215</sup> Jean-Michel Besnier, *Demain les posthumains : le futur a-t-il encore besoin de nous ?*, Paris, Fayard, 2012

<sup>216</sup> Pièces et main d'œuvre, *Manifeste des Chimpanzés du futur contre le transhummanisme*, Paris, Editions L'Echappée, 2017

Dans notre volonté de situer la pensée anti-industrielle sur un axe virtuel reliant la pensée réactionnaire et la pensée révolutionnaire nous sommes donc confrontés à une difficulté majeure : elle nous semble inclassable. Pour affiner notre grille d'analyse, il nous paraît alors nécessaire de nous pencher sur un concept inspiré de la devise altermondialiste : « un autre monde est possible ». Nous pensons en effet qu'il convient d'utiliser le terme « d'alterprogressiste », fondé sur la croyance qu'un autre progrès est possible. Ce néologisme va nous permettre de classer la pensée anti-industrielle parmi les révolutionnaires, et ainsi d'éviter la tentation réactionnaire.

Il convient avant tout de nous attarder sur un troisième type de pensée révolutionnaire parfois évoqué : la révolution conservatrice. En effet, il semble exister un point commun entre les pensées réactionnaires et révolutionnaires ; toutes deux s'opposent de manière virulente à l'ordre établi, au monde contemporain. S'agissant de la pensée réactionnaire et dans le but de respecter notre grille d'analyse fondée sur la polarité idéologique, il nous semble plus pertinent d'utiliser le terme de restauration, plutôt que de révolution afin de qualifier ces pensées. La restauration ne signifiant pas strictement un retour à un régime politique précédant, mais plutôt un retour à une société organisée selon des valeurs traditionnelles. Dès lors cette option de positionnement nous semble aisément réfutable. En effet, il n'y a pas au sein des différents écrits qui composent la pensée anti-industrielle de mise en avant des valeurs d'une organisation sociétale passée. Cette pensée se construit en adoptant parfaitement l'attitude progressiste qui consiste à faire évoluer le présent pour un idéal de société n'ayant encore jamais existé.

Afin de nous aider à mieux comprendre ce qu'implique ce concept d'alterprogressisme, il faut revenir sur l'idée que le progrès contemporain n'est pas la seule forme de progrès possible, et que les différents progrès techniques correspondent à la logique qui régit le monde marchand depuis la Renaissance. Dans son manifeste anti-industriel, Miguel Amorós constate que, depuis les années 1950, le développement est devenu une véritable politique d'Etat. Ce développement correspond à la mise en œuvre de la logique technicienne par les acteurs politiques du monde contemporain. Elle signifie la foi en la croissance économique illimitée alimentée par un progrès technique tout aussi illimité.<sup>217</sup> Cette véritable fusion de la raison d'Etat et de la raison de marché consacre l'apparition d'une nouvelle phase du capitalisme fondée sur les trois piliers du développement actuel : la technologie, la bureaucratie et la

---

<sup>217</sup> Miguel Amorós, *Nous, les anti-industriels*, in *Préliminaires. Une perspectives anti-industrielle...Op.cit.*, p.53

consommation.<sup>218</sup> Dès lors, il ne s'agit pas de considérer que la pensée anti-industrielle est une pensée « antiprogressiste », dans le sens où elle serait réfractaire à toute idée de progrès, mais plutôt qu'elle s'oppose à une forme de progrès particulier qui est aujourd'hui dominante.

Il faut en fait considérer que la pensée anti-industrielle illustre une attitude nouvelle chez les révolutionnaires. Ces derniers ayant été confrontés à l'échec de l'application de la théorie marxiste en Russie, et au progrès contemporain qui devait être l'un des moyens d'améliorer la condition sociale de la classe ouvrière semblent avoir perdu ces anciennes illusions. Nous sommes donc face à une pensée révolutionnaire en construction, qui se fonde sur un double désenchantement : l'échec du marxisme et le caractère ambivalent du progrès technique.

C'est encore une fois ici une différence fondamentale avec la pensée réactionnaire qui se positionne bien plus comme une pensée réfractaire à toute forme de progrès, tout au moins au niveau des valeurs sociétales. Il paraît en effet assez étonnant d'être opposé en soi au concept de progrès. Seul certains anarcho-primitivistes, à l'image de John Zerzan, émettent une pensée réfractaire à toute idée de progrès, en idéalisant la vie sauvage. Les anti-industriels sont partisans d'une réorientation du progrès. En effet, puisque le progrès n'est pas neutre, qu'il est au service d'une politique, et même d'une idéologie, il s'agit de l'en sortir, pour le mettre au service des individus. Le philosophe André Gorz exprime également cette volonté de réorienter le progrès au service d'une plus grande autonomie des personnes et donc d'une plus grande autonomie de la société.<sup>219</sup>

Cette pensée anti-industrielle semble donc difficilement classable dans le cadre fixé par la polarité idéologique entre la pensée conservatrice et la pensée réactionnaire. Malgré tout, grâce au concept d'alterprogressisme et aux valeurs défendues par la pensée anti-industrielle, il nous apparaît bien plus pertinent de la classer au sein du versant extrême du camp progressiste : les pensées révolutionnaires. Cette difficulté de positionnement nous incite désormais à réfléchir sur un concept intimement lié au progrès et au développement : la modernité.

René Riesel résume d'ailleurs parfaitement toute la complexité de classer la pensée anti-industrielle dans le cadre fixé par la polarité idéologique : « il s'agit d'être conservateur au

---

<sup>218</sup> Miguel Amorós, *Qu'est-ce que l'anti-industrialisme et que veut-il ?*, in *Préliminaires. Une perspectives anti-industrielle...* *Op.cit.*, p.134

<sup>219</sup> *Op.cit.* André Gorz, *Vers la société libérée*, livre audio... page 3

sens révolutionnaire »<sup>220</sup>. Il défend ici l'idée de préserver ce qui permet à l'individu de devenir un révolutionnaire authentique. Il ne serait plus l'heure de mener à bien un quelconque projet révolutionnaire, mais l'époque exigerait désormais de préserver la possibilité d'émergence d'un projet révolutionnaire en protégeant la capacité critique qui réside dans chaque individu.

Afin d'illustrer le propos de Riesel nous terminerons par ces quelques vers écrits par Jaime Semprun :

*Nous n'aimons pas les dilettantes,  
Mais pas non plus les spécialistes.  
Nous aimons l'absence de calcul, mais aussi la prévoyance, la prudence et la ruse.  
Nous n'aimons ni ce qui dure après son temps,  
Ni ce qui ne sait pas durer.  
En un sens nous sommes bien de notre époque :  
Nous tenons à elle comme à la corde le pendu.*<sup>221</sup>

#### Sous-Section IV La modernité en question

##### *La pensée anti-industrielle : une pensée parfaitement ancrée dans l'ère post-moderne*

Il semble difficilement concevable d'évoquer le concept de modernité sans faire référence à l'ouvrage du sociologue Alain Touraine, *Critique de la modernité*<sup>222</sup>. Dans ce livre, il définit la modernité « comme le triomphe de la raison, comme libération et comme révolution »<sup>223</sup>. Celle-ci se concrétise au sein de nos sociétés par « une mise en ordre plus qu'une mise en mouvement ». Il se développe alors une « organisation du commerce et des règles de l'échange, [la] création d'une administration publique et de l'État de droit, [la] diffusion du livre, [la] critique des traditions, des interdits et des privilèges. C'est bien la raison plus que le capital et le travail qui joue alors le rôle central. »<sup>224</sup> C'est précisément contre cette vision de la modernité, prétendument gouvernée par la raison, que se dresse la pensée anti-industrielle. En effet, en se lançant dans la rédaction de l'Encyclopédie des Nuisances, l'idée des premiers penseurs anti-industriels était de répondre, deux siècles après,

---

<sup>220</sup> René Riesel, interview au quotidien *Libération*, « Les progrès de la soumission vont à une vitesse effroyable. Du situationnisme à la Confédération paysanne, un penseur de la radicalité », 3 février 2001 (en ligne)

<sup>221</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes...Op.cit.*, p.75

<sup>222</sup> Alain Touraine, *Critique de la modernité*, Paris, Les Editions Fayard, 1992, Col. Le livre de poche

<sup>223</sup> *Ibid.* p.42

<sup>224</sup> *Ibid.*

à Diderot et ses amis.<sup>225</sup> A l'opposé de ce que nous dit Alain Touraine, la modernité représente pour les anti-industriels le règne de la déraison. L'échec des premiers encyclopédistes étant précisément pour eux celui de la raison. L'instauration du monde marchand, qui n'a fait que séparer les hommes entre eux et séparer les hommes de leur production, signifie pour les anti-industriels que notre époque n'est pas dirigée par la raison, mais bien au contraire que c'est la déraison qui s'y est indubitablement installée.<sup>226</sup> Les premiers anti-industriels avaient donc décidé de prendre le contrepied des encyclopédistes du XVIIIème siècle en basant leur travail sur l'ignorance, l'incertitude et le sentiment de dépossession des individus plutôt que sur les connaissances de notre société. Ils espéraient ainsi éviter de renforcer le sentiment de dépossession des lecteurs en leur révélant la véritable nature du monde marchand. La critique anti-industrielle repose donc non pas sur une critique de la raison en tant que telle, ce qui n'aurait aucun sens, mais sur une critique de la raison dominante. En effet pour les penseurs anti-industriels, s'il y a une crise de la raison, elle n'est en fait qu'une crise de la raison dominante. Puisant sa source au siècle des Lumières, la raison dominante serait devenue au fil du temps déraison. Le choix réalisé par les penseurs du XVIIIème siècle, nous aurait menés dans une époque qui ne sait pas se servir de la pensée rationnelle. « La seule raison historique possible, et pas seulement pour inspirer la rédaction d'une Encyclopédie, est celle qui peut fonder pratiquement l'activité d'une société libre, en détruisant tout ce qui lui est opposé, en soumettant tout au dialogue des individus associés »<sup>227</sup>. Or, pour les anti-industriels, le chemin sur lequel s'est lancé l'Occident depuis le siècle des Lumières n'a fait qu'accroître la soumission des individus. Pour en revenir à la définition d'Alain Touraine, la raison dominante est à la base d'une mise en ordre plus que d'une mise en mouvement. Il y a donc un point de vue divergent sur la nature même de ce qu'est la raison ainsi que sur ces implications sur la vie des individus.

Inévitablement, cette remise en question de la raison nous amène à confronter la pensée anti-industrielle au courant philosophique postmoderne. En effet, en reprenant la définition donnée par le biologiste Marcel Kuntz au postmodernisme, l'inscription de la pensée anti-industrielle dans ce mouvement de pensée ne semble faire aucun doute : « Le postmodernisme est un mouvement philosophique, politique, social et artistique qui se caractérise notamment

---

<sup>225</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaires de l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.13

<sup>226</sup> *Ibid.* p.14

<sup>227</sup> *Ibid.*

par ses critiques de la foi en la science, du progrès et de l'universalité de la raison. »<sup>228</sup> Dans son ouvrage de référence consacrée à « la condition postmoderne » Jean-François Lyotard nous explique que celle-ci est issue de l'effondrement de deux mythes autour desquels s'organisait l'activité scientifique depuis le siècle des Lumières. Le premier de ces mythes étant celui de la libération par la science.<sup>229</sup> En effet, la participation active de la science aux événements tragiques du XXème siècle, que sont l'Holocauste, les goulags soviétiques ou bien encore l'utilisation de l'arme nucléaire, ont permis à chacun de percevoir le caractère potentiellement destructeur de la science. Le second mythe étant celui de la vérité. Remise en cause par l'émergence d'une forme de relativisme autour notamment des pensées de Thomas S. Kuhn et de Paul Feyerabend.<sup>230</sup>

La pensée anti-industrielle qui émerge au cours des années 1980 trouve donc parfaitement sa place dans le mouvement post-moderne qui vise à remettre en cause les fondements théoriques de la modernité. Pour affiner son positionnement, il nous semble également pertinent de rapprocher la pensée anti-industrielle de la théorie critique. Au sein de la discipline d'histoire des idées politiques, la théorie critique est intimement liée au courant de l'école Francfort. C'est en effet en 1930 que Max Horkheimer devint le directeur de l'Institut de Recherches Sociales installé depuis 1923 dans cette ville. De nombreux intellectuels participeront avec lui à l'élaboration d'une véritable démarche critique à l'égard de la société au sein de laquelle ils vivaient. Leur objectif principal était de comprendre les grandes transformations survenues au début du XXème siècle. Dès lors, il est possible d'identifier différentes thématiques communes à la théorie critique et à la pensée anti-industrielle : La réflexion sur les échecs des révolutions prolétariennes, le « dépérissement du marxisme »<sup>231</sup>, l'analyse du fascisme et de ses conséquences, l'association de l'économie libérale et de l'Etat moderne, ou encore le passage d'une société de classes à une société de masse. En effet, le principal apport de la théorie critique à la pensée marxiste réside dans « la critique de la raison instrumentale »<sup>232</sup>. Celle-ci peut être définie à l'aide du philosophe canadien Charles Taylor

---

<sup>228</sup> Marcel Kuntz, « Le postmodernisme contre la science », *Commentaire*, 2014/3 (Numéro 147), p. 583-590. DOI : 10.3917/comm.147.0583. URL : <http://www.cairn.info/doi/10.3917/comm.147.0583>

<sup>229</sup> Claude Javeau, « Chapitre premier. Sommes-nous postmodernes ? », In Claude Javeau, *Les paradoxes de la postmodernité*, Paris, Presses Universitaires de France, « L'Interrogation philosophique », 2007, p. 19-35. URL : <http://www.cairn.info/doi/10.3917/comm.147.0583>

<sup>230</sup> *Ibid.*

<sup>231</sup> Kostas Papaïoannou, *L'idéologie froide : Essai sur le dépérissement du marxisme* [1967], Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2009

<sup>232</sup> Raphaël Alvarenga et Louis Carré, « Théorie critique », 2008, In V. Bourdeau & R. Merrill, *DicoPo, Dictionnaire de théorie politique*

comme une rationalité qui se fonde sur le moyen le plus économique en vue d'une fin donnée. Si l'on reprend la définition de la technique donnée par Ellul et partagée par les anti-industriels, le rapprochement semble relativement évident : « La recherche en toute chose de la méthode absolument la plus efficace. »<sup>233</sup>

Pour comprendre la diversité de l'école de Francfort, il est possible de distinguer trois périodes représentant chacune une évolution de la théorie critique : des années 1930 à la seconde guerre mondiale, l'exil américain, et le retour en Allemagne après la guerre.

La première période se caractérise par la volonté émise par M. Horkheimer de répondre à la fragmentation des savoirs qui empêchaient « de comprendre et [...] de transformer la société existante dans sa totalité ». Au niveau méthodologique, il s'agissait de mettre en place un « programmes de recherches interdisciplinaires placé sous l'égide d'une philosophie sociale et d'une théorie critique de la société inspirées de Marx ». Au niveau théorique, la volonté exprimée était de rompre avec « la théorie traditionnelle incarnée par Descartes », en réfutant « la possibilité d'un savoir axiologiquement neutre [...] la dichotomie classique du sujet connaissant et de l'objet de connaissance, de la construction intellectuelle et de la donnée pure, de l'entendement actif et de la sensibilité passive. »<sup>234</sup> Profondément acritique, cette théorie traditionnelle ne permettait que la conservation de l'ordre existant. Au regard de cette première période, le rapprochement entre la pensée anti-industrielle et la théorie critique émise par les penseurs de l'école de Francfort semble encore plus évident. En effet, Le sous-titre de l'*Encyclopédie des Nuisances, Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, illustre la volonté de pluridisciplinarité des penseurs anti-industriels ; la volonté d'étudier avec précision la phase actuelle du capitalisme qui organise une domination à la fois politique et économique (ce que Pollock nomme un capitalisme d'Etat) ; l'attention portée aux individus et aux mécanismes (techniques) de domination inconsciente qui semblent à l'origine d'une évolution majeure de la nature humaine ; et enfin, l'inspiration marxiste de la théorie critique et de la pensée anti-industrielle.

La seconde période, marquée par l'exil américain des penseurs de l'école de Francfort, sera l'occasion de remanier et d'approfondir le projet francfortois. Cette évolution est explicitée dès 1974 dans un ouvrage de Theodore Adorno et de Max Horkheimer intitulé *La Dialectique*

---

<sup>233</sup> Patrick Troude-Chastenot, Cours de Master II, *Technique et politique, la pensée de Jacques Ellul*, Université de Bordeaux. Année universitaire 2011-2012.

<sup>234</sup> *Ibid.*

*de la Raison. Fragments philosophiques*<sup>235</sup>. Dans l'introduction de cet ouvrage, les deux auteurs nous exposent leur projet : « Ce que nous nous étions proposé de faire n'était en effet rien de moins que la tentative de comprendre pourquoi l'humanité, au lieu de s'engager dans des conditions vraiment humaines, semblait dans une nouvelle forme de barbarie ». Cet objectif est également régulièrement mis en avant par les anti-industriels afin de légitimer leur combat. Cette volonté d'expliquer aux individus le véritable état du monde contemporain impose aux théoriciens francfortois ainsi qu'aux penseurs anti-industriels de rompre avec la philosophie de l'histoire marxiste, fondée sur le modèle de la lutte des classes. En effet, il s'agit pour Adorno et Horkheimer de montrer qu'« en amont de l'exploitation de classe, le processus civilisationnel de l'humanité est, dès ses origines, marqué par la domination (*Herrschaft*) de l'homme sur la nature et de l'homme par l'homme »<sup>236</sup>. Le fondement intellectuel de ce second temps de réflexion de l'école de Francfort est donc marqué par la croyance que la domination rationnelle de la nature est aujourd'hui devenue une domination irrationnelle de l'homme par l'homme. De ce fait, la raison moderne qui devait s'opposer à l'obscurantisme du Moyen-Age aboutit à la mise en place d'un nouveau mythe créant et légitimant la violence et la domination contemporaine. Encore ici, la proximité avec la pensée anti-industrielle apparaît évidente.

Enfin, la troisième et dernière période de réflexion est fortement marquée par les écrits de Jürgen Habermas. En réaffirmant la critique du positivisme déjà émise par Max Horkheimer durant les années 1940, il tente de faire émerger une véritable théorie de la connaissance qu'il souhaite adosser à une théorie de la société.<sup>237</sup> Inspiré par la méthode de la cure psychanalytique, il théorise le modèle de l'autoréflexion.

Dans sa thèse de doctorat consacrée à l'étude de la revue nord-américaine *Telos*, Emilie Himeur relève la difficulté de la tâche à laquelle se retrouve confrontée dans les années 1970 les théoriciens critiques :

*Cette génération spécifique de théoriciens est alors confrontée à un défi théorique d'envergure : produire une théorie critique qui ne soit ni absolutiste, ni relativiste, sans tomber dans le pessimisme et le renoncement théorique – contrairement à la première génération de francfortois. Il s'agit en fait de produire une synthèse du meilleur de la tradition critique du projet moderne (la recherche rationnelle de l'émancipation*

---

<sup>235</sup> Theodore W. Adorno et Max Horkheimer, *La Dialectique de la Raison. Fragments philosophiques* (1947), Paris, Gallimard, 1974

<sup>236</sup> Raphaël Alvarenga et Louis Carré, « Théorie critique »... *Op.cit.*

<sup>237</sup> *Ibid.*

*humaine) et de sa critique postmoderne (une raison plurielle, non essentialiste, qui fait écho à la pluralité de l'expérience humaine).*<sup>238</sup>

Les penseurs anti-industriels se trouvent donc également confrontés à cette tâche. Ce lien entre la pensée anti-industrielle et la théorie critique de l'école de Francfort s'incarne également par la réédition d'un ouvrage de Gunther Anders, proche de philosophes comme Edmund Husserl, Martin Heidegger, Walter Benjamin, Hans Jonas ou encore Hannah Arendt. Tous ont en commun d'avoir fréquenté l'Institut de Recherche sociale de Francfort et nombre d'entre eux ont travaillé ensemble lors de différents séminaires. Malgré cela, les références aux principaux théoriciens de l'école de Francfort restent une chose assez rare dans les écrits anti-industriels. L'explication première réside sans doute dans la volonté de ces penseurs de ne pas être affiliés à une quelconque école de pensée. De plus leur méfiance à l'égard du monde universitaire n'est pas de nature à les inciter à faire référence aux écrits d'illustres professeurs. Enfin, dernière argument, la position d'intellectuelle ne sied guère aux penseurs anti-industriels. Sur ce point il est intéressant de noter une contradiction entre l'attitude des penseurs anti-industriels et le ton volontairement péremptoire de leurs écrits. Ils se présentent fort modestement comme des individus lambda mais sont convaincus d'être les seuls à détenir la bonne analyse du monde contemporain. Leurs écrits sont parfois virulents, comme en témoigne le titre de l'ouvrage de Jean-Marc Mandosio *Longévité d'une imposture : Michel Foucault*<sup>239</sup>. Malgré ces divergences que l'on peut qualifier de tactique, la teneur des écrits anti-industriels nous incite à penser que les écrits des penseurs de l'école de Francfort, et plus généralement les ouvrages critiques de la modernité, ont été lus par les théoriciens de l'utopie anti-industrielle.

Si leurs écrits demeurent encore relativement confidentiels, nous avons pu constater au cours de notre travail que l'accès à leurs textes était de plus en plus facile. En effet lorsque nous avons commencé ces recherches, il était nécessaire de se rendre dans des librairies spécialisées pour trouver des écrits de l'Encyclopédie des Nuisances. Aujourd'hui et cela depuis plusieurs années la donne a changée ; il est désormais possible de retrouver ces ouvrages au sein de librairie généraliste. Cela est en grande partie du au regain d'intérêt pour la cause écologiste ainsi que pour les différentes réflexions sur les conséquences des nouvelles techniques sur les nouvelles générations. La science est l'un des points fondamentaux de

---

<sup>238</sup> Emilie Himeur, *Une autre théorie critique : l'histoire intellectuelle de la revue nord-américaine Telos, 1968-2001*, thèse de doctorat sous la direction du Professeur Patrick Troude-Chastenet, 2014, p.37

<sup>239</sup> Jean Marc Mandosio, *Longévité d'une imposture Michel Foucault, suivi de Foucaultphiles et foucaultâtres*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2010

l'organisation du monde marchand qui semble encore aujourd'hui épargné par les critiques officielles. En revanche, celle-ci est au contraire précisément analysée et vivement critiquée par les penseurs anti-industriels.

### *Qu'est devenue la science moderne ?*

A la fois au cœur du concept de modernité et de la critique anti-industrielle, la science est aujourd'hui confrontée à de nombreuses critiques issues de pensées marginales. Comme le note Alexandre Moatti, ingénieur et chercheur associé à l'université Paris-VII-Denis-Diderot, il existe au sein des milieux extrémistes de gauche et de droite, « une nébuleuse de mouvements activistes, aux idées légèrement différentes, mais partageant globalement un rejet radical de la science contemporaine ».<sup>240</sup> Le philosophe français Jean-Michel Berthelot note que « parallèlement à son emprise croissante dans la majeure partie des sphères d'activité sociale, elle [la science] subit *un procès en délégitimation*, dont le post-modernisme et le constructivisme radical sont les derniers avatars. »<sup>241</sup> Comme nous l'avons vu précédemment, la pensée anti-industrielle s'inscrit pleinement dans le post-modernisme et partage donc sa critique de la science moderne. De la même manière qu'Alexandre Moatti, Jean-Michel Berthelot constate l'existence, depuis la fin des années 1960, d'« une sorte de convergence et de *synchrétisation* de positions et de mouvements divers et hétérogènes »<sup>242</sup>. Il précise néanmoins que le mouvement de délégitimation de la science ne commence pas au XX<sup>ème</sup> siècle mais qu'il « accompagne le développement de la science moderne »<sup>243</sup>. Il note cependant une différence importante entre la critique de la science antérieure au XX<sup>ème</sup> siècle et celle émergeant après le XX<sup>ème</sup> siècle. Selon lui, le terme de délégitimation ne peut s'appliquer que depuis les années 1900, car c'est au cours de ce siècle que la science prend réellement une place fondamentale dans nos sociétés. Elle se retrouve investie « d'un pouvoir », « d'une mission » que des penseurs critiques vont trouver largement excessif.<sup>244</sup> Or XVII<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> siècle, les discussions autour de la science porte bien plus sur sa définition et sur sa place dans la société. Afin de classer et ainsi de différencier ces différentes critiques de la science moderne, il identifie trois types de délégitimation de celle-ci : une

---

<sup>240</sup> Alexandre Moatti, *Alterscience : postures, dogmes, idéologies*, Paris, Odile Jacob, 2013, p.273

<sup>241</sup> Jean-Michel Berthelot, « Chapitre 10. La science n'est-elle qu'une nouvelle mythologie ? La confusion des croyances », In Jean-Michel Berthelot, *L'emprise du vrai. Connaissance scientifique et modernité*, sous Paris, Presses Universitaires de France, « Sociologie d'aujourd'hui », 2008, pp.183-198. URL : <http://www.cairn.info/doi/10.3917/9782130550761-page-183.htm>, p.183

<sup>242</sup> *Ibid.* p.187

<sup>243</sup> *Ibid.* p.185

<sup>244</sup> *Ibid.*

métaphysique, une éthicopolitique et une épistémologique.<sup>245</sup> Ici, s'il est possible de trouver ces trois dimensions dans la pensée anti-industrielle, l'une prédomine. En effet, les années 1960 vont marquer une rupture au sein des pensées radicales : la science va tomber de son piédestal et la délégitimation éthicopolitique va prendre le pas sur les deux autres. Les penseurs anti-industriels n'échapperont pas à cette évolution et seront même des artisans de cette nouvelle orientation des discussions critiques autour de la science. Jean-Michel Berthelot la définit comme suit :

*La délégitimation éthicopolitique, est associée à une critique de la raison instrumentale et des usages instrumentaux de la science. Elle brise l'image d'une adéquation entre progrès scientifique, progrès technique et progrès civilisationnel. Elle se décline selon diverses variantes et va de la réflexion critique sur les effets sociaux et politiques d'une techno-structure échappant à tout contrôle démocratique, au rejet pur et simple d'une science asservie au « capitalisme », ou, plus récemment au « marché ».*<sup>246</sup>

En remettant en cause le lien entre progrès technique et progrès civilisationnel, en formulant une critique de la raison, et en orientant sa critique vers l'identification d'une « techno-structure échappant » au contrôle des individus, la pensée anti-industrielle s'inscrit donc parfaitement dans cette mouvance de délégitimation éthico-politique de la science. Afin de valider encore un peu plus l'inscription de l'utopie dans l'industrielle dans cette mouvance, il est possible de les inscrire dans ce que Jean-Michel Berthelot nomme deux représentations sociales simples : « il n'y a pas de croyances justifiées, il n'y a que des croyances partagées » ; « la science n'est pas un discours spécifique, elle n'est qu'un discours de légitimation comme les autres ».<sup>247</sup> C'est la seconde qui retiendra ici notre attention, car comme nous avons pu le voir précédemment, la science constitue, pour les penseurs anti-industriels, un substitut à la religion. Dès 1985, au sein de l'Encyclopédie des Nuisances, ils affirmaient que « la vulgate scientiste » avait remplacé la religion du Moyen-Age, et que la classe dominante, à l'origine de la science moderne, avait combattu la religion afin de « s'approprier le monde », en construisant pour le conserver, « un *néo-sacré* qui réalise l'aliénation contemplative de la connaissance scientifique ».<sup>248</sup> La pensée que nous étudions semble alors se rapprocher de « la conception anarchique de la connaissance »<sup>249</sup> émise par le

---

<sup>245</sup> *Ibid.*

<sup>246</sup> *Ibid.* p.187

<sup>247</sup> *Ibid.* p.192

<sup>248</sup> Août 1985, Fascicule 4 de l'*Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.75

<sup>249</sup> Jean-Michel Berthelot, « Chapitre 10 La science n'est-elle qu'une nouvelle mythologie ? La confusion des croyances »...*Op.cit.*, p.190

philosophe Paul Feyerabend. Celui-ci affirme que « la seule preuve de la science, c'est que cela marche ». Or pour lui, cela était la même chose dans les sociétés archaïques au sein desquelles la magie marchait, mais également dans les sociétés classiques, au sein desquelles la religion fournissait une explication à toute chose.<sup>250</sup> Pour Jean-Michel Berthelot tout énoncé du type : « la science est la magie de notre temps » ; « la science est la religion de notre temps » est donc faux.<sup>251</sup> Il semble donc en profond désaccord avec les penseurs anti-industriels. Pourtant, il convient de nuancer l'existence de ce désaccord. En effet, notre travail de recherche ne porte pas sur une pensée anti-scientifique, mais plutôt sur une pensée critique d'une science particulière : la science moderne. C'est donc cette science moderne qui constituerait aujourd'hui une nouvelle magie ou une nouvelle religion. La pensée anti-industrielle se dresse justement contre l'évolution de la science et son utilisation depuis les Temps modernes. En d'autres termes ils sont d'accord avec le philosophe Jean-Michel Berthelot sur la différence entre un mythe, une religion et la science, mais ils affirment aujourd'hui que la pratique scientifique au sein du monde marchand a transformé la science en un discours de même nature que la religion ou la magie. De plus, bien qu'il considère cette affirmation comme fautive, il concède malgré tout qu'elle puisse caractériser un « sentiment du monde »<sup>252</sup>. Sur ce point il y a donc un accord avec les anti-industriels. Ce sentiment évoqué est un sentiment d'incompréhension du monde qu'éprouve un grand nombre d'individus. Cela repose sur l'idée d'une connaissance inaccessible pour la majorité, réservée à une élite. Il constitue ce que les anti-industriels nomment le sentiment de dépossession des individus. Il existerait « une partition du monde entre ceux qui ont l'accès à ces savoirs et en tirent des bénéfices matériels et symboliques et ceux qui s'en sentent exclus »<sup>253</sup>. A la source du discours de délégitimation de la science dans lequel nous inscrivons pleinement la pensée anti-industrielle, se trouve donc l'accroissement de l'emprise de la science sur le monde social.<sup>254</sup> L'incapacité des individus à accéder au savoir scientifique renforce l'idée que la science forme un discours parfaitement opaque pour la majorité des individus alors même que celui-ci est à la base de notre organisation sociale. Voilà ce qui est dénoncé par les anti-industriels lorsqu'il compare la science à une nouvelle magie ou à une nouvelle religion.

Comme nous l'avons déjà précisé, il ne s'agit donc pas ici de décrire une nébuleuse de pensées profondément hostiles la science en tant que telle, mais il s'agit au contraire de

---

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> *Ibid.* p.197

<sup>252</sup> *Ibid.*

<sup>253</sup> *Ibid.*

<sup>254</sup> *Ibid.*

comprendre une analyse critique de la science moderne fondée sur la croyance qu'un choix est à l'origine de l'orientation de toute l'activité scientifique contemporaine. En effet, depuis le XVIIIème siècle la science se serait lancée sur l'un des chemins qui s'offraient à elle. Cette réflexion nous permet de comprendre ici le rejet d'une certaine forme de fatalisme associée aux choix scientifiques du passé. En d'autres termes, la science aurait pu à cette époque charnière faire se lancer sur un autre chemin qui aurait radicalement changé la science contemporaine. Le professeur de socio-anthropologie Alain Gras nomme ce choix « le choix du feu ».<sup>255</sup> Comme son titre l'indique, l'auteur nous explique dans cet ouvrage, l'omniprésence du feu au sein de nos sociétés industrielles, qu'il nomme d'ailleurs des sociétés thermo-industrielles. Selon lui, cette toute-présence du feu n'a rien d'une fatalité et résulte d'un choix. En prenant l'exemple des sociétés préindustrielles, il nous explique qu'il serait aujourd'hui parfaitement possible de diversifier les sources d'énergies en utilisant indistinctement les quatre éléments que sont l'air, le feu, l'eau et la terre. Avec l'utilisation de plus en plus fréquente du feu, il constate une rupture au sein de l'évolution des sociétés qui petit à petit vont délaisser les combustibles renouvelables. Alain Gras, tout comme les penseurs anti-industriels que nous étudions, estime que ce moment de rupture dans l'histoire des sciences et des techniques se concrétise à travers les révolutions industrielles. C'est donc à cette période que le choix de privilégier le feu aux autres éléments est fait. En insistant sur la notion de choix, l'auteur rejoint également la position des penseurs anti-industriels sur le rejet d'une forme de fatalité technique. Il s'agit par exemple de réfuter l'idée selon laquelle la tronçonneuse constituerait l'évolution parfaitement naturelle de la hache. Ce serait en réalité une conjonction de facteurs qui a entraîné l'évolution des sociétés humaines vers la société thermo-industrielle ; le choix du feu était possible mais en rien nécessaire. Ce choix s'explique selon Alain Gras par le désir de puissance des sociétés en passe de s'industrialiser. Seulement, « une fois le choix du feu effectué, l'humanité s'est engagée dans une *trajectoire technique* qui s'apparente à une fatalité : une fois le feu choisi, les machines thermiques offraient une telle puissance qu'elles étaient vouées à s'imposer, à se multiplier, à devenir omniprésentes... et finalement à provoquer la crise climatique »<sup>256</sup>. Alain Gras en arrive alors à s'interroger sur les possibilités de sortir de cette trajectoire technique qui a été imposée au monde depuis les révolutions industrielles. Si comme nous le verrons il semble exister une différence d'opinion entre Alain Gras et les penseurs anti-industriels sur certains points

---

<sup>255</sup> Alain Gras, *Le choix du feu : aux origines de la crise climatique*, Paris, Fayard, 2007

<sup>256</sup> Luc Semal, « Alain Gras, 2007, *Le Choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Fayard, 281 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures, Publications de 2007, mis en ligne le 05 février 2008, consulté le 29 septembre 2016. URL : <http://developpementdurable.revues.org/4803>

comme les énergies renouvelables, leurs analyses du phénomène technique qui régit nos sociétés contemporaines et sur la possibilité d'en sortir semblent très proches. En effet ils adoptent une attitude similaire qui repose sur « l'obligation de revenir sur les origines [du phénomène] pour se libérer des chaînes du présent et de la prison d'un avenir déjà là »<sup>257</sup>.

Comme en témoigne le titre très éloquent d'un ouvrage du collectif techno-critique OBLOMOFF, *Un futur sans avenir. Pourquoi ne faut-il pas sauver la recherche scientifique*, l'utopie anti-industrielle s'inscrit parfaitement dans cette « nébuleuse de mouvements activistes » qui fonde leurs critiques de la science contemporaine sur l'idée qu'un choix est à l'origine de son état déplorable. Dans ce livre, le collectif identifie trois mythes sur lesquels repose de la science moderne : le mythe du progrès, de la recherche publique et de la science pure.<sup>258</sup> Comme nous avons déjà vu précédemment ce qu'est le mythe du progrès et pourquoi la pensée anti-industrielle s'y oppose, tentons de comprendre les deux autres mythes identifiés par le groupe OBLOMOFF.

Déjà critiquée au sein de *l'Encyclopédie des Nuisances*,<sup>259</sup> la science d'Etat, ou la recherche publique ne semble pas échapper aux critiques formulées à l'égard de la science en générale pour une raison très simple : le fonctionnement de nos sociétés étant régit par une association de l'Etat et du capitalisme, les mêmes maux touchent les deux piliers ; la recherche publique n'est pas du tout épargnée par les contraintes d'efficacité qui commandent à l'ensemble des activités, privées ou publiques, du monde marchand.

Lorsqu'ils mettent en avant le mythe de la science pure, les auteurs du collectif OBLOMOFF évoque « une vision religieuse et messianique de la science »<sup>260</sup>. Ce mythe qui repose sur l'idée d'une science parfaitement objective, aurait permis d'éliminer des programmes de recherches et d'enseignements toute forme de pensée critique. Ceci permettant de restreindre le cercle des contestations visant la science, d'autant plus que ces dernières sont systématiquement accusées de favoriser l'émergence d'une forme d'obscurantisme. Ce qui émerge de ce mythe, c'est l'image d'un parfait chercheur, complètement désintéressé et œuvrant pour le bien, la paix sociale ou bien l'amélioration des conditions de vie des individus. « Ce fétichisme de la science pure » aboutit également à mettre au point une science uniquement dirigée par l'efficacité de la recherche, ou en d'autres termes,

---

<sup>257</sup> Alain Gras, *Le choix du feu...Op.cit.*, p.242

<sup>258</sup> OBLOMOFF, *Un futur sans avenir. Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*, Montreuil, Editions de L'échappée, coll. Pour en finir avec, 2009, p.11-12

<sup>259</sup> Août 1985, *Fascicule 4 de l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.74

<sup>260</sup> *Ibid.* p.42

parfaitement adaptée aux impératifs économiques du monde marchand.<sup>261</sup> Autant que la science contemporaine, c'est donc le chercheur et l'univers de la recherche qui est aujourd'hui critiqué par les anti-industriels : « ils constituent l'un des groupes professionnels les plus touchés par la mesquinerie, l'hypocrisie, l'arrogance et l'étroitesse d'esprit. »<sup>262</sup> Tout cela se trouve illustré par le fait que malgré l'image idéalisée d'une science agissant pour le bien commun, nombre des résultats scientifiques viennent enrichir la recherche militaire ou sont issus d'une période de l'histoire marquée par un régime autoritaire ou totalitaire. « Aujourd'hui, la plupart des recherches scientifiques servent avant toute chose à accroître la puissance militaire et économique, et non à faire avancer les connaissances. La volonté de savoir est l'alibi qui sert à faire accepter la course à l'armement et la compétition économique internationale. »<sup>263</sup>

Les penseurs anti-industriels critiquent donc la science contemporaine en prenant une posture de défenseur de la science. Ils prétendent en effet que c'est parce qu'ils connaissent trop bien les possibilités qu'offre la science, qu'ils peuvent aujourd'hui émettre une critique radicale de ce qu'elle est devenue. Pour eux, l'état déplorable de la science contemporaine n'est que le résultat de l'action conjointe de l'Etat et du capitalisme qui a démarrée, comme nous l'avons vu précédemment, depuis la Renaissance. La science n'échappe pas au processus de dégradation imposée par le monde marchand. Cela implique donc que la science contemporaine n'est plus véritablement une science, mais cela implique également que ces résultats soient souvent les premières causes d'une dégradation des conditions de vie. Pour expliquer cette situation dramatique, Jaime Semprun affirme que la science moderne dégradée, n'a pas « besoin de comprendre le monde dans lequel on vit pour le détruire ». <sup>264</sup> Or les scientifiques subissent au cours de leur formation la dégradation généralisée qui touche aujourd'hui l'ensemble des domaines de la vie. De plus comme le constatent les anti-industriels, « les chercheurs ne connaissent pas les tenants et les aboutissants de leur travail »<sup>265</sup>. Sur le modèle industriel issu de la théorie de Ford, les chercheurs sont de plus en plus souvent de simple maillon d'une chaîne de recherche dont peu de scientifiques connaissent la finalité. L'adage divisé pour mieux régner semble ici transposable. En effet, en divisant un maximum les savoirs et en les séparant de la finalité d'une recherche, l'élite en place qui elle connaît l'objectif à atteindre possède un atout non négligeable. En revanche, et

---

<sup>261</sup> *Ibid.* p.43

<sup>262</sup> *Ibid.* p.44

<sup>263</sup> *Ibid.* p.11

<sup>264</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes...Op.cit.*, p.63

<sup>265</sup> OBLOMOFF, *Un futur sans avenir...Op.cit.*, p.42

c'est pour cela que personne n'échappe au statut de victime du monde industriel, cette élite-là ne peut maîtriser l'intégralité des savoirs spécifiques qui constituent la mise en place d'une nouvelle technique, et bien souvent, les conséquences de sa mise en circulation ne sont connues par personne. Ce « véritable émiettement du cercle de connaissances » permet donc à la science contemporaine de devenir irrationnelle et renverse ainsi ce que les anti-industriels considèrent être comme l'objectif premier de la science : la construction d'un monde d'hommes et de femmes libres par le développement d'une science inoffensive.

### *L'identification d'une science compatible avec les exigences anti-industrielles*

Malgré cela, même si la critique anti-industrielle semble par sa posture condamner l'intégralité de la science contemporaine, il nous paraît intéressant d'évoquer le cas d'un domaine bien particulier de la science qui nous paraît s'accorder avec la radicalité de la pensée que nous étudions : le biomimétisme. Si nous souhaitons nous intéressons à cette branche de la science contemporaine, c'est qu'elle semble constituer aujourd'hui une « alternative au paradigme productiviste »<sup>266</sup>. Le biomimétisme met la nature en avant en tant que source d'inspiration pour l'homme. Celle-ci pourrait être utilisées dans divers domaines : dans le domaine des sciences techniques, elle permettrait de « d'élaborer des techniques plus respectueuses de l'environnement ; en chimie, elle offrirait la possibilité de « fabriquer des artefacts possédant des qualités spécifiques » ; mais aussi socialement, afin d'« agir au niveau des systèmes de relations entre les êtres ».<sup>267</sup> La manière de produire le verre constitue l'une des illustrations souvent mise en avant et qui nous permet de faire un lien direct entre le biomimétisme et la volonté de rompre avec le choix du feu. En effet, alors que l'industrie contemporaine du verre force les hommes à le produire à une chaleur allant de 700 à 1400°C, les éponges parviennent à le produire à température ambiante (2 à 3°C)<sup>268</sup>. Il faut également citer l'exemple de l'algorithme des fourmis, qui a été utilisé pour le développement des systèmes de guidage comme les GPS. Cependant, le biomimétisme repose également sur une volonté de stopper la destruction de notre environnement. Il permet par exemple, comme le propose certains chercheurs, de réfléchir à la possibilité d'utiliser les propriétés des plantes afin de remplacer les minerais rares et difficiles à extraire dans le processus de conception des

---

<sup>266</sup> Pitrou, Perig, Anne Dalsuet, et Bérengère Hurand. « Modélisation, construction et imitation des processus vitaux. Approche pluridisciplinaire du biomimétisme », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 23, n°4, 2015, p.381

<sup>267</sup> *Ibid.*

<sup>268</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/07/04/s-inspirer-de-la-nature-plutot-que-la-detruire\\_4963243\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/07/04/s-inspirer-de-la-nature-plutot-que-la-detruire_4963243_3244.html)

panneaux solaires. Seulement, comme le déplore les partisans du biomimétisme, cela nécessite que le monde de la science soit prêt à des « innovations de rupture »<sup>269</sup>.

Malgré tout, si ce domaine de recherche semble en accord avec les convictions anti-industrielles concernant la science, il demeure un problème délicat à résoudre. En effet, le développement du biomimétisme passe aujourd'hui par un financement étatique, et par la mise en place d'un programme volontariste des hommes politiques contemporains. Or la pensée anti-industrielle rejette toute forme de compromission avec l'Etat. Pour être parfaitement compatible avec l'utopie que nous étudions, ce biomimétisme devrait être partagé par tous et compris par tous. L'autre risque réside dans la volonté des grands industriels d'aujourd'hui de s'approprier certaines découvertes dans le but d'en dégager des bénéfices supplémentaires, ou au contraire de dissimuler certaines possibilités pour continuer à produire par le feu. C'est ici la propriété privée des connaissances du vivant qui se trouvent vivement contesté.

### ***Conclusion***

Nous avons vu au cours de ce chapitre le cheminement intellectuel qui a mené petit à petit les penseurs anti-industriels à se défaire d'un héritage marxiste qu'ils considèrent aujourd'hui dépassé. Si, selon eux, Marx avait réussi à décortiquer et à comprendre la société capitaliste dont il faisait partie, ses prédictions concernant l'avènement d'une société communiste se sont avérées erronées. Ainsi, à l'image de la pensée de Jacques Ellul, l'analyse anti-industrielle, si elle ne peut raisonnablement plus être qualifiée de marxiste, semble en revanche toujours marxienne. La méthode d'analyse n'étant plus appliquée de manière dogmatique. De ce fait, le perfectionnement technique des sociétés contemporaines ayant atteint un tel degré de complexité, qu'il est devenu la source de toutes les nuisances pesant continuellement sur les individus du monde contemporain. Ainsi, le sort des ouvriers ne constitue pas le cœur de la pensée anti-industrielle. La rupture avec le marxisme se concrétise finalement par le refus de se contenter de changer les propriétaires des moyens de production. La destruction de ces moyens de production constitue le cœur de la contestation anti-industrielle.

Il convient ici de relever un paradoxe de la pensée anti-industrielle. En effet, la complexification des sciences et des techniques constitue l'un des points fondamentaux qui

---

<sup>269</sup> *Ibid.*

explique l'éloignement des êtres humains face à leur production, mais c'est également uniquement parce que nous atteindrons un niveau de connaissances suffisamment élevé et précis du vivant que la sortie du système industriel pourra devenir une alternative plus concrète. Ainsi, à l'image de ce qu'énonçait Marx, la société contemporaine semble également offrir aux penseurs anti-industriels les moyens de son dépassement. L'accroissement des connaissances sur le vivant constitue en effet une donnée essentielle dans le projet anti-industriel de destruction de l'ordre industriel.

En effet, l'espoir de voir émerger une prise de conscience massive de l'urgence écologique peut survenir en raison du perfectionnement du savoir humain sur le vivant. Bien que portant sur le ralliement d'un nombre important d'individus à la cause socialiste, cette volonté de voir émerger une prise de conscience massive se retrouve sous la plume de l'écrivain britannique William Morris :

Lorsque nous aurons réuni assez d'individus autour de cette conviction, ils découvriront d'eux-mêmes le type d'action nécessaire à la pratique de leurs idées. Tant qu'aucune prise de conscience massive n'existe, l'action en vue d'un changement total qui profiterait à toute la population est impossible. En sommes-nous là, en approchons-nous ? Certainement pas.<sup>270</sup>

Aujourd'hui, la prise de conscience de l'urgence écologique qui émerge depuis le XXème siècle, notamment par le biais des nombreux constats sur les effets néfastes auxquels mène le mode de production industrielle, semble indiquer une sensibilisation de nombreuses formations politiques sur ce sujet. Pis encore, il est possible de dire, aujourd'hui, que toutes les pensées politiques contemporaines se trouvent dans l'obligation d'intégrer cette problématique dans leur logiciel de pensée. L'utopie anti-industrielle n'y échappe donc pas. Cela est d'autant plus vrai que la question du vivant, de sa préservation, et du lien qui uni l'homme à la nature constituent des notions fondamentales de la contestation radicale que nous souhaitons étudier.

---

<sup>270</sup> William Morris, *L'âge de l'ersatz, et autres textes contre la civilisation moderne*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996 p.120

## Chapitre II

### La pensée anti-industrielle : une pensée inévitablement écologiste

#### *Introduction*

Partant du constat que la place accordée à l'environnement en France demeure résiduelle, Sylvie Ollitrault et Bruno Villalba s'interroge, en 2014, sur les raisons de l'insuccès de la cause écologique dans notre pays.<sup>271</sup> Pour expliquer ce phénomène, les deux auteurs mettent en avant le refus des mouvements environnementalistes de s'affilier à d'autres formations politiques afin de préserver un apolitisme revendiqué au nom de la scientificité de leurs propos. Ils déplorent également le faible soutien reçu par ces mouvements de la part des intellectuels.<sup>272</sup> Si ces deux éléments permettent de comprendre la faiblesse relative des mouvements écologistes, ceux-ci échouent également en raison de problèmes internes liés à la pluralité des causes défendues. L'hétérogénéité des combats implique nécessairement la naissance d'une pluralité de mouvements ayant chacun des objectifs prioritaires différents. Cette pluralité est sans doute l'une des clefs qui explique encore aujourd'hui les difficultés rencontrées par les mouvements écologistes. Cette diversité se retrouve également dans les différents modes d'action qui sont employés par les groupes écologistes. Le rapport aux institutions constitue également un point de désaccord important entre des formations plus ou moins radicales.<sup>273</sup> Toutes ces raisons rendent le discours écologiste assez opaque pour les individus. Malgré tout, il ne se passe pas une seule journée sans que le monde médiatique évoque la crise écologique. Il existe donc un véritable décalage entre le poids politique de l'écologie et sa forte présence médiatique. Cette dissonance peut se comprendre à travers une analyse rapide de l'émergence de l'écologie politique en France. Son apparition repose, comme nous allons le voir, sur la combinaison d'un travail scientifique et d'un travail associatif.

---

<sup>271</sup> Sylvie Ollitrault, Bruno Villalba, « 67. *Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises* », dans *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*. Paris, La Découverte, « Poche/Sciences humaines et sociales », 2014, p. 716-723. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/histoire-des-mouvements-sociaux-en-france--9782707169853-page-716.htm>, p.716

<sup>272</sup> *Ibid.*

<sup>273</sup> *Ibid.*

Tout commence en 1854, année de la création de la Société impériale zoologique d'acclimatation par Isidore Geoffroy Saint-Hilaire.<sup>274</sup> Ce travail repose sur la volonté d'affiner les connaissances scientifiques concernant le fonctionnement des écosystèmes naturels. Par la suite, durant plus d'un siècle, de nombreuses associations militantes complètent l'action des associations scientifiques.<sup>275</sup> L'action militante repose donc toujours, à cette époque, sur un travail scientifique réalisé au préalable. Si les années 1960 ont permis de confirmer le lien entre le travail scientifique et l'action militante, elles ont également inscrit les discours écologistes dans la critique sociale de l'époque :

l'écologie, science du global, de l'équilibre et de la préservation des milieux, fournit un modèle pour la critique sociale des interactions hommes-milieux. La critique scientifique opère alors comme une matrice originelle, puisqu'elle permet de réinscrire les propositions politiques dans une matérialité (la ressource naturelle, l'eau, l'air...). Elle justifie aussi la légitimité du discours militant, s'appuie sur des registres de légitimation inédite – agir dans la scène publique au nom de la science, comme le préconise l'Association de protection contre les rayonnements ionisants (APRI) fondée en 1964 par l'instituteur Jean Pignero. Depuis, le discours militant invoque centralement la science pour justifier son action.<sup>276</sup>

Les différentes catastrophes écologiques qui touchèrent la France à la fin des années 1960 sensibilisèrent le grand public à la cause écologique notamment grâce à l'action médiatique. Les années 1970 vont permettre à la cause écologiste de s'internationaliser et plusieurs organisations non gouvernementales vont naître au cours de cette décennie (Nous pensons notamment ici à Greenpeace et aux *Friends of the Earth International*).<sup>277</sup> Les années 1970 ont également été celles des premières contestations de l'énergie nucléaire. Cette lutte permettra de mettre en avant le manque de démocratie dans le choix des techniques.<sup>278</sup> L'émergence de l'écologie en France repose donc sur trois piliers essentiels : la science, le travail associatif et le recours à l'univers médiatique pour sensibiliser le grand public à cette cause.

En ce qui concerne la mouvance anti-industrielle, comme pour de nombreuses pensées politiques, ces années 1970 seront décisives. Elles constituent le point de rupture avec la critique sociale de cette époque. La prise en compte du problème écologique agit sur eux comme un révélateur : la critique sociale, reposant principalement sur le marxisme, doit être

---

<sup>274</sup> *Ibid.*

<sup>275</sup> *Ibid.* p.717

<sup>276</sup> *Ibid.*

<sup>277</sup> *Ibid.*

<sup>278</sup> *Ibid.*

renouvelée pour intégrer cette nouvelle problématique. Ainsi, les penseurs anti-industriels ne sont en rien des précurseurs de la pensée écologiste. Au contraire, ils la découvrent au cours des années 1970, et s'intéressent de près au lien qui unit l'homme à la nature. Dans ce chapitre, nous allons essayer de comprendre le plus précisément possible, les fondements de l'écologisme anti-industriel. Notre travail s'organisera autour de deux axes : le premier s'intéressera à l'étude réalisée par les penseurs anti-industriels sur la relation homme/nature. Nous verrons que la technique constitue un élément perturbateur de ce couple ; le second, partira du constat très classique que la nature est sans doute la victime historiquement privilégiée de l'homme. Tout au long de ce chapitre, nous chercherons à situer la mouvance anti-industrielle dans la sphère des pensées écologistes. Nous verrons ainsi que si son écologisme peut être rapproché de l'écologie profonde d'Arne Naess, il reste malgré tout anthropocentré.

### ***Section I Une relation Homme/Nature à repenser***

#### Sous-Section I Retour sur les origines de la réflexion écologiste anti-industrielle

##### *Origines multiples des sources intellectuelles de l'écologisme anti-industriel*

Dans notre volonté de comprendre de manière précise le positionnement écologiste de la pensée anti-industrielle, nous avons choisi d'utiliser les huit « courants originaires de l'écologisme »<sup>279</sup> identifiés par le philosophe Frédéric Dufoing. Ainsi, nous espérons comprendre d'où provient l'écologisme anti-industriel. Dans la première partie de son ouvrage consacré à « l'écologie radicale », l'auteur élabore un véritable recensement des multiples origines de la pensée écologiste.<sup>280</sup>

Le premier courant regroupe les pensées néo-luddites, critiques à l'égard du scientisme, de la technique, des nouvelles technologies et en particulier des machines. Ces différents rejets se fondent sur un constat très simple : les innovations techniques produisent des effets néfastes à la fois sur les conditions de vie des individus et sur leur environnement. De plus, elles perfectionnent les moyens de contrôle des gouvernants sur les gouvernés, participent largement au développement et à la bonne santé de l'économie capitaliste. Il s'agit en effet d'une tendance qui s'oppose profondément à l'imaginaire progressiste du monde marchand,

---

<sup>279</sup> Frédéric Dufoing, *L'écologie radicale*, Gollion (Suisse), Infolio éditions, 2012, p.42

<sup>280</sup> *Ibid.*

en s'opposant radicalement au règne de l'efficacité en tant que seul critère possible de jugement.<sup>281</sup> Le lien avec la pensée anti-industrielle est ici assez évident. En effet, notre premier chapitre illustre cette opposition à la logique progressiste des Temps Modernes. Celle-ci ayant des répercussions importantes sur la nature, la pensée anti-industrielle prend position en faveur d'une protection de la nature.

Le deuxième courant identifié par Frédéric Dufoing s'articule autour de groupes régionalistes, fédéralistes, personnalistes, et parfois même proches des mouvances anarchistes. Celui-ci fonde sa réflexion sur les possibilités d'instituer une relation directe entre l'individu et le pouvoir. Les penseurs de cette famille sont donc de fervents opposants à la centralisation étatique et réfléchissent aux moyens d'organiser localement le pouvoir en prolongeant les réflexions déjà existantes sur la démocratie, et plus spécifiquement sur sa version participative. La volonté de mettre en place une organisation horizontale du pouvoir en multipliant les centres de décision et en limitant leur territoire d'application est ici très présente.<sup>282</sup> Ici, comme nous le verrons plus tard dans la thèse, cette volonté de réorganiser en profondeur la société en détruisant l'organisation hiérarchique qui régit aujourd'hui, et ce depuis l'émergence de l'Etat, les sociétés occidentales.

Le troisième courant est constitué des mouvances libertaires issues des événements de mai 1968. Leurs critiques se fondent principalement sur la défense des minorités sexuelles ou culturelles, mais également sur « une conception de l'individu plus ou moins hédoniste ». Le féminisme, en raison de sa référence à « une nature féminine proche de la Nature » occupe au sein de ce courant une place prépondérante.<sup>283</sup> Considérant que les événements de Mai 1968 ont abouti à échec, les anti-industriels ont pourtant un lien étroit avec cette tentative révolutionnaire. En effet, de nombreux penseurs anti-industriels ont pris une part active aux actions de contestation de cette époque. Par exemple, René Riesel, a fait partie des Enragés de Nanterre.

Ensuite, le courant tiers-mondiste et antidéveloppementiste constitue la quatrième source intellectuelle de la famille écologiste identifiée par Frédéric Dufoing. L'idéologie défendue ici est principalement organisée autour de la mise en cause des rapports entre les pays du nord et les pays du sud, et sur la volonté de sortir de la domination des pensées occidentales afin d'organiser les sociétés humaines. Ce mouvement est fortement marqué par

---

<sup>281</sup> *Ibid.* p.43

<sup>282</sup> *Ibid.*

<sup>283</sup> *Ibid.* p.43-44

le relativisme culturel et rejette les explications uniquement économiques et classistes fournies par le marxisme. De ce fait, il se distingue de l'extrême gauche occidentale.<sup>284</sup>

Le cinquième courant constitutif de l'écologisme est identifié par Frédéric Dufoing comme la famille des mouvances « environnementalistes ».<sup>285</sup> Celle-ci a pour fondement intellectuel une réflexion visant à replacer la nature au cœur de la spiritualité humaine. En d'autres termes, il s'agit ici de redéfinir la relation entre les êtres humains et la nature. Il existe une grande diversité de courants environnementalistes. En ce qui concerne leur conception de la nature, il est possible de dégager deux tendances environnementalistes. La première est dite biocentrée et accorde à la nature une valeur intrinsèque. La nature doit donc être préservée pour elle-même et non uniquement pour les êtres humains. La seconde est dite anthropocentrée. Ici, la nature obtient une valeur uniquement par l'existence de l'espèce humaine. L'idée directrice est donc de défendre l'environnement afin de permettre aux êtres humains de survivre et d'assurer la pérennité de l'espèce.<sup>286</sup>

Une autre source intellectuelle des pensées écologistes – qui constitue le sixième courant - se fonde sur la défense de l'agriculture et du métier d'agriculteur. Il regroupe principalement des courants traditionnalistes ou agrariens. Une branche de cette mouvance organise sa réflexion autour d'un idéal de société « holiste et hiérarchisée » ; une autre a comme idéal un mode de vie rural traditionnel.<sup>287</sup>

Le septième et avant-dernier courant regroupe les mouvances naturistes, spiritualistes et ascétiques. Peu politisés et peu revendicatifs, les membres de cette mouvance se sentent principalement concernés par le développement individuel. Leur réflexion s'articule autour de la recherche d'une amélioration de la vie des individus. Ils tendent à se rapprocher de plus en plus de la troisième mouvance constituée par les libertaires sociologiques.<sup>288</sup>

Enfin, le dernier courant regroupe les différentes pensées qui défendent des causes particulières liées à la nature, comme par exemple la défense des animaux.<sup>289</sup>

---

<sup>284</sup> *Ibid.* p.44

<sup>285</sup> Il faut ici préciser que l'emploi par l'auteur du terme environnementaliste ne correspond pas à la distinction traditionnellement faite depuis l'article fondateur de la distinction entre l'écologie profonde et l'écologie superficielle. En d'autres termes, le mot environnementaliste semble représenter pour Frédéric Dufoing les mouvances de pensée qui reposent en tout premier lieu sur la défense de la nature, ou sur une réflexion portant sur le lien entre l'Homme et la nature.

<sup>286</sup> *Ibid.* p.45

<sup>287</sup> *Ibid.*

<sup>288</sup> *Ibid.*

<sup>289</sup> *Ibid.*

Une fois ces huit courants identifiés, il est nécessaire de préciser qu'ils ne sont pas exclusifs les uns des autres ; c'est-à-dire que nombre de militants ou de groupes écologistes puisent dans plusieurs de ces sources afin de construire leur réflexion. Il est d'ailleurs assez simple de trouver des points d'accord entre ces différents courants originels, et comme le remarque justement Frédéric Dufoing : « être écologiste, c'est relever de quelques-uns de ces imaginaires ». <sup>290</sup> Mais qu'en est-il de la pensée anti-industrielle ? Pour commencer, il convient de préciser qu'elle n'échappe pas à ce constat. En effet, l'écologisme anti-industriel mobilise plusieurs des courants identifiés par Frédéric Dufoing.

A la lecture des ouvrages anti-industriels, il nous semble rapidement possible de mettre de côté deux de ces huit courants. Ainsi, la huitième famille, en raison de l'absence d'une problématique écologiste globale et de sa focalisation sur des combats trop restreints semble ne pas avoir eu d'influence majeure sur l'écologisme anti-industriel. En effet, la volonté clairement établie des penseurs anti-industriels de dénoncer le caractère uniforme des nuisances contemporaines, ne souffre pas le manque d'ambition critique de ce courant, qui ne peut dès lors constituer une origine fondamentale de leurs convictions écologistes. Il n'est pas question ici de dire que la pensée anti-industrielle ne s'inquiète pas des différentes espèces en voie de disparition, mais plutôt que son combat se situe en amont des problèmes spécifiquement liés à une espèce en particulier. Ensuite, la septième famille (mouvances naturistes, spiritualistes et ascétiques), en raison de l'absence de revendications et de son faible engagement politique ne constitue pas une origine de l'écologisme anti-industriel. En effet, comme nous le verrons dans le détail par la suite, l'action directe et l'engagement politique total détiennent une place importante dans la pensée anti-industrielle.

En revanche, le troisième courant identifié par Frédéric Dufoing pose ici question. En effet la pensée anti-industrielle étant intimement liée aux événements de mai 1968 il semble que celle-ci puisse constituer une source majeure des convictions écologistes anti-industrielles. Malgré tout, les exemples mobilisés par l'auteur ne se retrouvent que trop peu dans les ouvrages constitutifs du corpus anti-industriel. En effet, le rejet profond des combats menés au sein même du monde marchand, visant davantage à le réformer qu'à le démanteler, tend à exclure cette famille. Le féminisme contemporain nous fournit une illustration parfaite de ce rejet des mouvements issus de Mai 1968. En effet, le féminisme contemporain visant à intégrer les femmes au monde marchand aussi bien que les hommes ne peut constituer une

---

<sup>290</sup> *Ibid.* p.46

source intellectuelle de la pensée anti-industrielle. Il s'agit, au contraire, pour nos auteurs, de sortir aussi bien les hommes que les femmes de la situation imposée par le monde contemporain. Cependant, la participation active des principaux théoriciens de la pensée anti-industrielle aux événements et aux débats intellectuels de Mai 1968, nous permet d'affirmer que les écrits issus de ce troisième courant étaient connus de nos auteurs. Ils sont d'ailleurs de nature à faire naître chez eux une analyse très pessimiste des résultats réels des événements de mai 1968.

En ce qui concerne les autres familles identifiées par Frédéric Dufoing, nous allons voir dans la suite de notre chapitre que chacune d'elles a influencé les écrits anti-industriels. En effet, la critique de l'Etat, de la technique et des techniques, la volonté de promouvoir une organisation locale et horizontale du pouvoir, la conviction profonde que les êtres humains sont aujourd'hui en train de piller et de détruire la planète, ou encore la certitude que le progrès ne permettra pas toujours de sauver l'espèce humaine des catastrophes et qu'il est préférable d'agir en amont afin d'assurer un avenir à l'humanité, sont autant de thèmes centraux de la pensée anti-industrielle qui en font une pensée écologiste à part entière. C'est donc en se référant à de nombreux écrits écologistes issus de sensibilités diverses que les penseurs anti-industriels ont pu constituer une analyse écologiste qui constitue un élément central de l'analyse anti-industrielle du monde contemporain.

### *Retour sur les origines historiques de la distinction Homme/Nature*

Afin de bien comprendre le constat écologiste contenu dans la pensée anti-industrielle, il nous semble impossible de ne pas mentionner l'ouvrage de Bernard Charbonneau *Le Jardin de Babylone*,<sup>291</sup> tant la dette de la pensée anti-industrielle envers cet auteur semble importante. En effet, ce texte de 1969, réédité en 2002 par les *Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances*, propose une réflexion écologiste complète dont la majeure partie se retrouve dans les autres écrits anti-industriels. L'étude de Bernard Charbonneau concernant l'évolution de la relation entre l'Homme et la nature semble parfaitement partagée par les anti-industriels. Dans son livre, l'auteur défend la thèse d'un renversement dans la relation entre l'homme et la nature. Selon lui, il fut une époque durant laquelle l'ordre naturel écrasait les êtres humains. Aujourd'hui, la société contemporaine le détruit.<sup>292</sup> Il rattache les « premières victoires » de

---

<sup>291</sup> Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone* [1969 Editions Gallimard], Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002

<sup>292</sup> *Ibid.* p.28

l'Homme sur la nature à l'émergence de la vie en société, car selon lui, « La civilisation ou la culture est une antinature ».<sup>293</sup> Malgré tout, celles-ci sont aujourd'hui d'une toute autre ampleur. Il ne faut pas croire que le processus de domination de la nature se soit fait d'un seul trait. Comme tout processus, lui aussi a connu des moments de recul. Les grands empires furent donc les premiers à obtenir de grandes victoires face à l'ordre naturel, grâce à la mise en place d'une administration et d'une importante armée. En d'autres termes, les premiers pas de l'Etat sont, pour Bernard Charbonneau comme pour les penseurs anti-industriels, responsables d'une première victoire de l'Homme sur la nature.<sup>294</sup> L'entrée dans le Moyen Age, caractérisé par la chute de l'Empire romain, constitue pour Bernard Charbonneau « une sorte de retour à la nature ».<sup>295</sup> Cette référence au Moyen-Age nous permet de faire un lien direct avec la réflexion anti-industrielle. En effet, cette période est, dès les années 1980 et la parution des fascicules de *l'Encyclopédie des Nuisances*, considérée comme une période charnière de l'Histoire.<sup>296</sup> Si elle ne constitue pas, au sein de la pensée anti-industrielle, une période idéale à laquelle il faudrait revenir, elle correspond à la fois à la période qui a posé les bases de nos sociétés industrialisées<sup>297</sup> mais également à celle qui permettait encore d'imaginer un avenir non-industriel pour les sociétés des Temps modernes. Sur la question écologique, c'est cette époque qui achève la relation emplie d'admiration et de peur qui unissait l'Homme et la Nature avant l'émergence de la civilisation. La Nature ne sera plus jamais pour les êtres humains une force obscure, quasi-divine ou divine, qui semblait impossible à dominer. Reprenant les écrits de Bernard Charbonneau, les anti-industriels constatent que cette vision mystique de la Nature prend fin en même temps que va se développer chez l'Homme le sentiment de liberté. Il représente dans la pensée que nous étudions, mais également dans de nombreuses pensées écologistes, l'élément déclencheur d'une différenciation théorique entre l'Homme et la Nature. En effet, la volonté pour les individus de sortir de leur situation de soumission vis-à-vis de la nature constitue, au sein de la pensée anti-industrielle, un élément explicatif fondamental de la crise écologique contemporaine. Petit à petit, ce désir va se transformer en une volonté profonde de domination. Ici, les multiples progrès de la science et des techniques ne vont cesser de renforcer la volonté humaine d'émancipation des contraintes naturelles. Dès lors, l'histoire humaine sera animée, selon Bernard Charbonneau par deux sentiments contradictoires : d'un

---

<sup>293</sup> *Ibid.* p.23

<sup>294</sup> *Ibid.* p.24

<sup>295</sup> *Ibid.*

<sup>296</sup> A ce sujet voir l'article « Abaque », du Fascicule 4 de *l'Encyclopédie des Nuisances*, 1985, p.68 à 76

<sup>297</sup> Cf. supra. Chapitre I, Section I, Sous-Section II, *Origines des Nuisances contemporaines*

côté la volonté toujours plus grande pour l'Homme d'accroître sa domination sur la nature ; d'un autre côté, une certaine forme de « nostalgie de l'innocence originelle »<sup>298</sup> qui semble lui rappeler un lointain souvenir d'une harmonie passée. Sur ce point, la filiation entre la réflexion de Bernard Charbonneau et la pensée anti-industrielle semble incontestable puisque dans le cinquième fascicule de *l'Encyclopédie des Nuisances*, les penseurs que nous étudions nous rappellent que l'une des grandes contradictions des Temps modernes correspond au fait que « le vieux sentiment d'unité organique de la nature fait figure de richesse inaccessible au moment même où l'homme accède à une puissance quasi-totale dans la transformation de la matière et des processus vivants ». <sup>299</sup> En d'autres termes, les penseurs anti-industriels déplorent que l'Homme ne soit pas aujourd'hui capable de se repositionner au sein de son milieu naturel alors même que les connaissances sur le vivant n'ont jamais été aussi riches.

Pour se libérer, l'Homme en est donc venu à se penser comme un élément extérieur à la Nature, devant la combattre et capable de la dominer. Pour comprendre l'émergence et le renforcement de cette opposition théorique entre l'Homme et la Nature, il convient de prendre en considération, pour Bernard Charbonneau comme pour les penseurs anti-industriels, le rôle important de la religion chrétienne au sein de la civilisation occidentale en construction. Sur ce point, dès 1967, l'historien américain Lynn White publia un article intitulé, *Les Racines historiques de notre crise écologique*.<sup>300</sup> La pensée anti-industrielle s'inscrit donc parfaitement dans cette branche de la pensée écologique qui considère la religion chrétienne comme une source théorique ayant permis le développement de l'opposition entre l'Homme et la Nature. Selon cette tendance de l'écologie, le Dieu chrétien a permis de vider la nature de sa substance sacrée. Les sentiments mélangés de crainte et de respect vis-à-vis de l'environnement qui animaient jadis les êtres humains vont donc complètement disparaître. Le processus de différenciation de l'Homme et de la Nature, a donc été achevé par la religion chrétienne. En effet, celle-ci, en positionnant l'Homme comme un élément différencié des autres animaux et supérieur au reste du vivant, va spirituellement légitimer la domination de l'Homme sur la Nature. Cette idée se retrouve d'ailleurs dans certains passages de la Bible :

---

<sup>298</sup> Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone... Op.cit.*, p.21

<sup>299</sup> Novembre 1985, *Fascicule 5 de L'Encyclopédie des Nuisances, dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, p.107

<sup>300</sup> Lynn White, « The Historical Roots of Our Ecologic Crisis » (1967), trad. In Philippe Roch et Dominique Bourg (dir.), *Crise écologique crise des valeurs ? Défis pour l'anthropologie et la spiritualité*, Genève, Labor et Fides, 2010

Puis Dieu dit « Faisons l'homme à notre image, à notre ressemblance ! Qu'il domine sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, sur le bétail, sur toute la terre, et sur tous les reptiles qui rampent sur la terre. »<sup>301</sup>

Dès lors l'idée d'une Nature au service de l'Homme est devenue courante. Celle-ci devenant au fil de l'histoire humaine une sorte de réservoir de ressources mises à disposition de l'Homme afin qu'il puisse assurer confortablement sa survie. Entièrement consacré à l'amélioration de son sort, l'Homme civilisé oublie l'idée d'appartenance à un système naturel plus global et complexe. L'Homme peut donc agir sans penser aux conséquences de ses actes. Une fois consacré en tant que puissance surnaturelle, l'être humain ne va alors jamais cesser de porter atteinte à l'équilibre naturel, oubliant qu'il n'était qu'une partie de celui-ci. Bernard Charbonneau dès 1969 écrivait :

Là où Prométhée, l'Homme-Dieu avait échoué, le Dieu-Homme a réussi ; seul un être encore plus divin pouvait vaincre Zeus. Le grand Pan se meurt ; et c'est probablement le Dieu des chrétiens qui l'a tué : tout le sacré, et du même coup tout l'humain, se retirant des choses. Depuis la Genèse, le cosmos a cessé d'être Dieu en devenant la création d'une personne divine.<sup>302</sup>

Au sein de la pensée anti-industrielle, cette tentative d'émancipation de l'Homme de ses contraintes naturelles correspond à un échec de la civilisation occidentale. En effet, ce qui devait être une libération s'est transformée en un nouvel asservissement. Dans sa volonté de décrire le plus fidèlement possible la situation de l'Homme contemporain, Jaime Semprun a modifié la formule classique « L'homme commande à la nature en lui obéissant » en « l'homme s'est asservi à la nature en la tyrannisant ».<sup>303</sup> L'Homme serait donc aujourd'hui devenu complètement aveugle aux liens qui l'unissent à la Nature. La pensée anti-industrielle rejoint une nouvelle fois sur ce point Bernard Charbonneau qui observait que « les liens les plus nécessaires qui nous rattachent à elle [la nature] sont invisibles, parce qu'ils sont trop profonds et trop nombreux pour notre courte raison ».<sup>304</sup> Il ajoute dans ce même ouvrage, que si l'action humaine ne se voit tempérée par la sagesse, l'espèce humaine risque de détruire physiquement la nature, mais également de se détruire lui-même. En s'obstinant sur ce périlleux chemin, l'Homme contemporain a perdu de vue qu'il ne peut obtenir la liberté qu'il recherche. Mais aujourd'hui, pour les penseurs anti-industriels, l'Homme n'est pas encore prêt à adapter son comportement, enfermé qu'il est dans la logique marchande et la politique

---

<sup>301</sup> Genèse, Verset 26, Texte biblique de la Bible Version Segond 21, 2007, Société Biblique de Genève, version numérique consultée sur le site : [www.bible.com](http://www.bible.com)

<sup>302</sup> Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone... Op.cit.*, p.18-19

<sup>303</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps-Modernes... Op.cit.*, p.55

<sup>304</sup> Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone... Op.cit.*, p.29

de développement qui en découle. Sa foi illimitée dans le progrès lui donne la conviction que la science lui offrira les moyens de réparer ce qu'il détruit, ou bien de le remplacer par des substituts qui permettront à l'espèce humaine de subsister au sein des nouvelles conditions de vie qui seront apparues. Aux yeux des penseurs anti-industriels, cela apparaît aujourd'hui d'autant plus grave que l'Homme contemporain détient des moyens de destruction sans cesse plus puissants et efficaces. En souhaitant se libérer de ces déterminations naturelles par la technique, l'Homme n'a fait que créer une nouvelle forme d'asservissement. La pensée anti-industrielle repose donc sur une conviction profonde : il est inutile, et même absurde, de tenter de s'émanciper de ses déterminations naturelles car en tant que partie d'un tout, la tentative est vouée à l'échec.

La naissance de la civilisation et le rôle de la religion chrétienne constituent donc des éléments fondamentaux permettant aux anti-industriels de comprendre les origines de la crise écologique contemporaine. Ils s'inscrivent à la suite d'auteurs comme Lynn White et Bernard Charbonneau, qui, dès la fin des années 1960 proposaient une réflexion similaire. Afin de continuer notre exploration de l'écologisme anti-industriel, il convient maintenant de comprendre le rôle central, accordé par de nombreux auteurs écologistes, du progrès technique dans le processus de domination de la Nature par l'Homme.

### Sous-Section II La technique : un élément perturbateur du couple Homme/Nature

#### *Le couple science et technique : entre rejet et espoir*

Si dans notre intitulé nous avons uniquement évoqué la relation Homme/Nature, il semble qu'un troisième acteur joue un rôle majeur dans la crise écologique qui anime nos sociétés contemporaines. En effet, c'est par l'intermédiaire du progrès scientifique et technique que l'Homme va acquérir la puissance nécessaire lui permettant de dominer son nouvel ennemi : la Nature.

Nous souhaitons aborder ici une caractéristique de la pensée anti-industrielle qui vient renforcer ce que nous avons déjà évoqué dans notre premier chapitre relatif à la science moderne et à la technique, à savoir que les penseurs que nous étudions ne sont pas contre la science ou technophobe, mais ils estiment que la première aurait pu prendre un autre chemin. Cela aurait sans doute permis, selon la réflexion anti-industrielle, l'invention de nouvelles techniques conformes à la mise en place d'une société écologique. Sur ce point d'ailleurs, les

penseurs anti-industriels considèrent que l'accroissement des connaissances sur le vivant est une chose essentielle, mais ils déplorent qu'à notre époque, ce véritable bond en avant du savoir soit mis au service d'une volonté de dominer la nature plutôt que de la préserver. En effet, l'extension de nos connaissances dans le domaine des sciences naturelles, nous a permis de mieux de comprendre la relation complexe qui unit les différentes composantes du milieu naturel. Ainsi, les anti-industriels peinent à comprendre que nos sociétés développées prolongent l'exploitation déraisonnées des ressources naturelles, mobilisant toujours plus de machines efficaces dans la destruction. Les penseurs anti-industriels défendent donc l'idée du développement « d'une technique qui ne serait plus domination de la nature mais maîtrise du rapport entre la nature et l'humanité ».<sup>305</sup> Ce projet se retrouve particulièrement dans l'une des mouvances de l'écologie radicale : l'écologie sociale.

Cette branche américaine de l'écologie, qui arrive en France à la fin du XXème siècle grâce à la traduction des écrits de Murray Bookchin, nous paraît très proche des convictions anti-industrielles. L'écologie sociale offre une position intermédiaire entre l'environnementalisme (ou le mouvement d'écologie superficielle) et le mouvement de l'écologie profonde. En effet, selon cette théorie, l'être humain ne doit être considéré ni comme un être vivant à côté ou en dehors de la nature, ni comme un être vivant identique à tous les autres. L'écologie sociale « prend acte que l'être humain est un être vivant qui a évolué de manière particulière et que, du fait de sa capacité à s'organiser socialement et à agir sur la nature, il a profondément transformé cette dernière en créant un environnement que l'on peut qualifier de social ».<sup>306</sup> En essayant de retracer l'histoire de la destruction de la nature, Murray Bookchin en arrive à l'une des conclusions centrales de l'écologie sociale : ce serait l'organisation hiérarchique des sociétés humaines qui permettrait d'expliquer la destruction de la nature. En d'autres termes, « la domination de l'homme sur la nature est indissociablement liée à la domination de l'homme sur l'homme ».<sup>307</sup> Il semble donc parfaitement naturel pour les partisans de l'écologie sociale, de lier l'émergence d'une société écologique à la remise en cause préalable de l'organisation hiérarchique des sociétés humaines. Cette critique de l'autorité de Murray Bookchin repose sur un principe assez simple ; selon lui, ce qui permet à un système composé d'êtres vivants de perdurer ne réside pas dans son organisation hiérarchique mais plutôt dans sa diversité. Ce concept de diversité rejoint l'idée de complexité

---

<sup>305</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes... Op.cit.*, p.126-127

<sup>306</sup> Aurélien Boutaud, « Ecologie politique (mouvements) », in Dominique Bourg et Alain Papaux, *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015, p.344

<sup>307</sup> *Ibid.*

d'Arne Naess. Il se divise en deux versants : diversité des formes humaines et diversités des formes de vie dans les écosystèmes.<sup>308</sup> Pour l'auteur américain, « l'unité dans la diversité » constitue « l'un des principes fondamentaux de l'écologie ». <sup>309</sup>En prolongement de cette idée, pour Arne Naess, c'est de cette diversité que provient la faculté d'évolution ou d'adaptation des êtres vivants. Or, l'organisation hiérarchique de nos sociétés tend, selon lui, bien plus à la simplification et à l'uniformisation des mécanismes du vivant qu'à la préservation de la diversité.<sup>310</sup> Proche de l'écologie profonde tout en accordant à l'être humain une place spécifique au sein de la biosphère, voilà une théorie qui semble bien résumer à la fois les positions de l'écologie sociale et celle de l'utopie anti-industrielle. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de constater que le texte de Lewis Mumford, qui a influencé la pensée de Murray Bookchin, soit aujourd'hui publié par la maison d'édition de *l'Encyclopédie des Nuisances*.

### *Le rejet des solutions techniques apportées par les acteurs du Monde marchand*

Le rejet anti-industriel des solutions écologistes contemporaines se fonde sur le constat assez simple qu'« En dépit de toutes les injonctions officielles à la modération, la réalité, dans toute sa brutalité, est la suivante : en France, aujourd'hui, tous les moyens de production d'électricité s'accroissent : nucléaire, renouvelable et thermique ». <sup>311</sup> Le cœur du problème n'est pas le mode de production d'énergie, mais il faut plutôt chercher à répondre à la question : pourquoi faut-il produire autant d'énergie ?

La première salve de critiques constituant la pensée anti-industrielle concerne inévitablement les acteurs écologistes du monde contemporain. En effet, alors que l'écologie semble intéresser un nombre croissants d'individus, comme en témoigne l'augmentation du nombre d'organisations ou de mouvements qui font de la protection de la nature le cœur de leur pensée, les anti-industriels ne considèrent pas cela comme une amélioration. Le positionnement sur le nucléaire de Patrick Moore, figure du mouvement *Greenpeace*, qui considère l'énergie comme « une alternative comme une autre » dans la lutte contre le réchauffement climatique, <sup>312</sup> illustre selon les anti-industriels la parfaite intégration de ces

---

<sup>308</sup> Jacques Luzi, « Quelques réflexions autour de la question posée par Murray Bookchin : « Qu'est-ce que l'écologie sociale ? » », *Ecologie & politique*, vol. 41, n° 1, 2011, pp. 173-182.

<sup>309</sup> M. Bookchin, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, Atelier de Création Libertaire, Lyon, 2003. (Premier chapitre de M. Bookchin, *The ecology of freedom*, Cheshire Books, Palo Alto, 1982.) p.19

<sup>310</sup> *Ibid.* p.345

<sup>311</sup> Arnaud Michon, *Le sens du vent. Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2010, p.96

<sup>312</sup> *Ibid.* p.45

grandes associations militantes dans le cadre des solutions offertes par le monde marchand. Ils déplorent le fait que la contestation écologiste s'organise aujourd'hui autour de grandes organisations qui disposent de moyens financiers considérables, et qui sont principalement soutenus par des lobbys financiers proposant des solutions techniques aux problèmes écologiques. Pour illustrer cela, Arnaud Michon, un militant anti-nucléaire français qui publie au sein de la maison d'édition de *l'Encyclopédie des Nuisances*, prend l'exemple de la lutte anti-nucléaire qui propose comme seule et unique solution le développement des énergies renouvelables. Or, il semble que les penseurs anti-industriels se positionnent à la fois comme des opposants à l'énergie nucléaire, mais également comme des opposants au développement des énergies renouvelables. Dans leur volonté de dévoiler la logique d'ensemble du monde marchand, les anti-industriels ont pour ambition, en ce qui concerne l'écologisme contemporain, « d'exposer en quoi les technologies de production d'énergie renouvelable, quand bien même elles constitueraient les miraculeuses ressources vantées par l'écologisme - on verra qu'il n'en est rien-, ne font jamais que perpétuer la société industrielle par de nouveaux moyens, qui n'excluent pas les précédents (l'électronucléaire en particulier), mais les complètent et surtout les agrémentent d'illusions sur la nature de la mutation verte, éco citoyenne, etc..., du capitalisme ».<sup>313</sup> L'idée est donc de concevoir le projet de développement des énergies comme un complément à l'énergie nucléaire et non comme un programme de substitution. La récupération par le système industriel de la problématique verte, a permis l'émergence de nouveaux marchés qui, bien loin de s'intéresser en premier chef à la préservation de la planète, inventent de nouveaux moyens techniques capables de faire perdurer la croissance quelle qu'elle soit. Aux yeux des penseurs anti-industriels, les énergies renouvelables ne constituent donc qu'un marché de plus qui permet aux grands groupes d'améliorer leur image de marque. Ces derniers, par l'intermédiaire de filiales, investissent dans des projets de développement des énergies renouvelables. Comme pour la production des autres types d'énergies (nucléaire, pétrolière ou thermique), celle des énergies renouvelables tombent également sous le contrôle des groupes industriels. Il ne suffit donc pas de se prétendre anti-nucléaire ou anti-énergies renouvelables mais il faut être les deux, car ces deux types d'industries proviennent d'une idéologie industrielle peu soucieuse des questions écologistes, et qui ne s'y intéressent que si elles peuvent en tirer un quelconque bénéfice. Il s'agit pour elles, de faire perdurer un système ; ainsi, en constatant l'instabilité des prix du pétrole et la disparition programmée des hydrocarbures, il est impératif pour ces groupes

---

<sup>313</sup> *Ibid.* p.10

industriels de prendre les devants afin de ne pas se faire dépasser par le concurrent. Dans ce domaine, l'innovation est donc nécessaire à l'augmentation de la production massive d'énergie permettant de répondre à une consommation énergétique sans cesse croissante de nos sociétés contemporaines.<sup>314</sup>

Outre cette critique liée au capitalisme industriel, les anti-industriels réfléchissent à la véracité des arguments en faveur des énergies renouvelables. Sont-elles véritablement plus propres que les autres ? Sur ce point, une nouvelle fois, le discours anti-industriel est à contre-courant. En effet, là où la pensée dominante perçoit le développement des énergies renouvelables comme une solution écologiquement satisfaisante, la critique anti-industrielle identifie un mensonge au service du capitalisme industriel. L'exemple Chinois est notamment mis en avant pour dénoncer cette nouvelle industrie verte qui, en réalité, n'apporte aucune garantie sur l'amélioration à court, moyen ou long terme du sort de la planète. Ce qui est ici remis en question, c'est le processus industriel de fabrication des éoliennes. En effet, aux origines de cette production, il convient d'utiliser des terres rares afin de remplacer des aimants trop lourds, nécessaires au fonctionnement des éoliennes. Ces extractions entraînent des pollutions de cours d'eau, du fait de l'utilisation d'acide permettant d'obtenir le précieux minerai. Ensuite, durant la conception d'une éolienne, il est nécessaire de faire appel à tout un ensemble de « composés toxiques (polyester, vinyle, epoxy, polyuréthane) ».<sup>315</sup> Pour assurer la longévité d'une éolienne, il sera également nécessaire d'utiliser des peintures, des résines ou encore des colles qui contiennent également des éléments toxiques. Enfin, les matériaux nécessaires à la construction d'éoliennes sont également reconnus comme polluants (fibres de carbone ou de verre).<sup>316</sup> Dépassant la simple critique des éoliennes et de leur fonctionnement, la pensée anti-industrielle met en avant les importants dégâts sur la nature causés par les politiques de développement durable engagés par différents Etats contemporains. Ici encore, la Chine est citée en exemple par les anti-industriels. Le symbolique, mais non l'unique, exemple du barrage des Trois Gorges illustre à lui seul les sacrifices nécessaires à la satisfaction des besoins énergétiques toujours plus grands de nos sociétés contemporaines. Sacrifices à la fois concernant le milieu naturel, mais également vis-à-vis des populations locales qui ont été contraintes de quitter leur lieu de vie.

---

<sup>314</sup> Miguel Amoròs, *Préliminaires, une perspective anti-industrielle...Op.cit.*, p.101

<sup>315</sup> Arnaud Michon, *Le sens du vent... Op.cit.*, p.51

<sup>316</sup> *Ibid.*

En 2008 paraît une réédition de l'ouvrage de Jaime Semprun intitulé *La nucléarisation du monde*.<sup>317</sup> C'est principalement grâce à cet ouvrage que nous allons pouvoir comprendre pourquoi le nucléaire ne pose pas uniquement des problèmes écologiques, mais qu'il constitue une véritable source de domination au sein du monde marchand. Au préalable, il nous apparaît nécessaire de préciser que ce livre a été rédigé par l'auteur sur le ton de l'« humour noir », suivant ainsi « le procédé du faux plaidoyer, de la satire déguisée en apologie ». <sup>318</sup> Si l'utilisation de ce procédé littéraire ne trouble pas longtemps le lecteur averti concernant le positionnement réel des anti-industriels sur l'énergie atomique, il rend plus délicat l'utilisation de citations.

Pour commencer, le risque écologique que fait peser l'énergie nucléaire sur la planète est en soit une raison suffisante pour la condamner. Au sein de leurs écrits concernant l'énergie atomique, les anti-industriels essaient de rétablir quelques vérités sur la production de cette énergie, trop souvent perçue en France comme propre et rentable. En effet, au contraire d'une idée reçue, l'énergie atomique ne constitue pas aujourd'hui un investissement rentable. Le cas du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville constitue un bel exemple du gouffre financier que constitue l'énergie atomique ; dix-huit mois de fonctionnement sur onze années d'existence, ce qui représente une perte financière de dix milliards d'euro.<sup>319</sup> Les anti-industriels nous incitent également à revoir notre jugement quant au fonctionnement réel des centrales nucléaires en France. Notre pays compte à ce jour cinquante-huit réacteurs nucléaires répartis dans dix-neuf centrales qui ne fonctionnent jamais à plus de soixante-quinze pourcents de leur capacité réelle. De ce fait, l'énergie nucléaire ne règle pas entièrement le problème lié aux autres modes de production d'électricité tels que les centrales thermiques ou les barrages hydroélectriques. Cela est d'autant plus vrai l'hiver, lors des pics de consommation d'énergie.<sup>320</sup> De plus, ces réacteurs connaissent des difficultés de fonctionnement lors des canicules ou des épisodes de sécheresse, puisqu'ils doivent être constamment alimentés en eau froide. Enfin, tel « un serpent qui se mord la queue »<sup>321</sup> l'énergie nucléaire utilise une partie de l'énergie qu'elle produit afin de fonctionner, mais également pour enrichir l'uranium, qui est le combustible nécessaire au bon fonctionnement des réacteurs. Une fois ces remarques sur la production de l'énergie atomique soulevées, la pensée anti-industrielle s'interroge sur les déchets nucléaires. Que faut-il en faire ? Et surtout,

---

<sup>317</sup> Jaime Semprun, *La nucléarisation du monde* [1986], Paris, Editions Ivrea, 2008, p.135

<sup>318</sup> *Ibid.* p.I (préface de l'édition de 1986)

<sup>319</sup> Arnaud Michon, *Le sens du vent... Op.cit.*, p.16-17

<sup>320</sup> *Ibid.* p.13

<sup>321</sup> *Ibid.* p.14

qu'en fait-on aujourd'hui ? A l'heure actuelle, ils sont envoyés en Sibérie dans le but d'être réenrichis. Seulement, comme « un très faible pourcentage »<sup>322</sup> de ces déchets peut être réenrichi, ils restent sur place sans aucune autre possibilité de réutilisation. Ils sont alors une source de radioactivité pour le milieu naturel alentour. A cette pollution des déchets il convient d'ajouter la pollution des centrales, qui affecte aussi bien les résidents des zones proches des centrales mais également le milieu naturel. « Selon la CRIIRAD, La Hague disperse dans l'air en une seule année plus de krypton 85 radioactif que tous les essais nucléaires atmosphériques effectués dans le monde depuis le début de l'ère atomique. »<sup>323</sup> Malgré les seuils de sécurité mis en place par l'Etat, il ne faut pas oublier ce qu'admet la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) :

il n'y a pas d'innocuité en matière de radiations : toute dose reçue même inférieure aux seuils autorisés, comporte des risques pour la santé. Si la pollution principale due aux centrales est de nature radioactive, elle ne doit pourtant pas occulter les pollutions thermiques (perturbation vitale des cours d'eau par les rejets d'eau chaude) et chimique (rejets de sulfate dans les cours d'eau suite à l'utilisation d'acide sulfurique dans les circuits, par exemple).<sup>324</sup>

Seulement, cette énergie incarne, au sein de la pensée anti-industrielle, un symbole de la soumission des individus à l'alliance que nous avons déjà évoquée entre l'Etat et les grands industriels. En effet, de par son importance stratégique, l'énergie atomique ne semble pas pouvoir échapper au contrôle de l'Etat. La privatisation totale du nucléaire risquerait d'entraîner un accroissement des prises de risques, notamment par la révision de certains critères de sécurité, en vertu de la logique d'accroissement du profit.

Pour les penseurs anti-industriels, le dérèglement climatique doit être perçu comme « l'aboutissement et l'emblème » des « désastres apportés par le capitalisme industriel ».<sup>325</sup> Rejoignant sur ce constat la famille des penseurs écologistes critiques du capitalisme contemporain, les anti-industriels vont bâtir une réflexion rejetant catégoriquement les solutions provenant des différents acteurs intégrés dans le monde industriel. En effet, ce n'est pas seulement le libéralisme économique qui est ici critiqué. Le socialisme ou le marxisme, qui repose sur le même mode de production industrielle sont également les cibles de l'utopie que nous étudions. C'est donc la totalité des solutions écologiques apportées par l'ensemble des acteurs de l'échiquier politique auquel nous sommes familiers qui se retrouve critiquée au

---

<sup>322</sup> *Ibid.* p.30

<sup>323</sup> *Ibid.* p.31

<sup>324</sup> *Ibid.* p.27

<sup>325</sup> *Ibid.* p.9

sein des écrits anti-industriels. Pour eux, « Le sauvetage du climat, à supposer qu'il soit encore accessible, ne réclamerait donc rien de moins qu'un total démantèlement du capitalisme industriel, en France et ailleurs. »<sup>326</sup>

### Sous-Section III Un écologisme radical anthropocentré

#### *Ecologie profonde et écologisme anti-industriel*

En 1973, dans un article intitulé *The Shallow and the Deep, Long-Range Ecology Movement*,<sup>327</sup> le philosophe norvégien Arne Naess a théorisé une véritable scission intellectuelle entre deux branches de la famille écologiste : l'écologie profonde et l'écologie superficielle.

Si la définition du mouvement d'écologie superficielle donnée par Arne Naess est simple et concise, celle du mouvement d'écologie profonde est bien plus complexe. En effet, le premier mouvement peut être ainsi résumé : « lutter contre la pollution et l'épuisement des ressources. Objectif central : la santé et l'affluence des populations dans les pays développés ». <sup>328</sup> En face de ce mouvement, Arne Naess identifie le mouvement d'écologie profonde qu'il définit en sept points. Le « rejet de l'image de l'homme-au-sein-de-l'environnement en faveur de *l'image relationnelle de champ de vue total* ». <sup>329</sup> Cette théorie implique de percevoir n'importe quel élément d'un environnement comme appartenant à un réseau au sein duquel les éléments se définissent grâce à leurs interactions. « Une relation intrinsèque entre deux choses A et B est telle que la relation appartient aux définitions ou aux constitutions fondamentales de A et de B, si bien qu'en l'absence de cette relation, A et B cessent d'être ce qu'ils sont. <sup>330</sup> Le second point relevé par Arne Naess est celui de « l'égalitarisme biosphérique ». Cela revient à sortir de l'attitude visant à considérer l'homme comme le maître des autres éléments constitutifs de la biosphère. Le troisième principe, celui de diversité et de symbiose, découle du précédent. Un partisan de l'écologie profonde sera donc aussi bien un défenseur des espèces en voie d'extinction, qu'un adversaire de la

---

<sup>326</sup> *Ibid.* p.96

<sup>327</sup> Voir A. Naess, « The Shallow and the Deep, Long-Range Ecology Movement », *Inquiry*, n°16, 1973, p. 95-100.

<sup>328</sup> Arne Naess, « The Shallow and the Deep, Long-Rang Ecology Movement. A Summary », *Inquiry*, vol. 16, 1973, p. 95-100. Trad. française de Hicham-Stéphane Afeissa, dans *Éthique de l'environnement*, Paris, Vrin, 2007, p. 51

<sup>329</sup> *Ibid.* p.52

<sup>330</sup> *Ibid.*

disparition des peuples et des cultures primitives ; la diversité des modes de vie constituant pour eux une richesse.<sup>331</sup> Le quatrième principe repose sur la conviction que celui qui est exploité vit différemment de celui qui exploite. Le partisan de l'écologie profonde adopte donc une position « anti-classe ».<sup>332</sup> Le cinquième point se rapproche de la définition donnée par Arne Naess de l'écologie superficielle : la « lutte contre la pollution et l'épuisement des ressources ».<sup>333</sup> Le sixième point repose sur la distinction entre les notions de « complication » et de « complexité ». Cette dernière commande aux individus d'adopter une attitude humble face à la complexité des relations nouées au sein de la biosphère. Il doit également conduire les hommes à privilégier « la technique douce et la *recherche prospective douce* ».<sup>334</sup> Le lien avec le biomimétisme, ou la réflexion d'Alain Gras sur la chimie douce est ici assez évident. En somme il faut que les individus acceptent leur « ignorance » face à la complexité du vivant et adaptent leur attitude en conséquence. Il ne s'agit pas d'abandonner l'accroissement de nos connaissances, mais d'admettre qu'elles seront sans doute toujours imparfaites. Enfin, la volonté de réorganiser localement le pouvoir et de mettre en avant le principe de décentralisation constitue le septième et dernier point caractéristique du mouvement de l'écologie profonde.<sup>335</sup> En résumé, Giovanni Filoramo, spécialiste de la religion et des liens entre l'écologie et la religion définit ainsi ce courant :

l'écologie profonde peut être résumée ainsi : « une tentative d'ordonner ontologiquement homme et nature, dans le but de créer une façon nouvelle de penser et d'agir, une philosophie de vie nouvelle, un nouveau paradigme écologique caractérisé par son holisme et son radicalisme : holistique, parce qu'elle se refuse à l'atomisation de la connaissance et de la réalité ; et radicale parce qu'elle veut aller aux racines des choses, critiquant et déconstruisant la machine technomorphe créée par la science moderne tout en restaurant dans son intégrité le sens perdu de l'harmonie entre l'homme et la nature ».<sup>336</sup>

Nous retrouvons une filiation directe entre le mouvement de l'écologie profonde et la pensée anti-industrielle. Si, comme nous l'avons dit dans la section V, le constat d'une nature sacrifiée semble être une constante inamovible des pensées écologistes, il existe, selon l'analyse d'Arne Naess, une véritable rupture au sein de cette pensée politique. En France, l'écologie profonde fut très rapidement rejetée. Deux auteurs ont activement participé à la

---

<sup>331</sup> *Ibid.* p.53

<sup>332</sup> *Ibid.*

<sup>333</sup> *Ibid.* p.54

<sup>334</sup> *Ibid.* p.56

<sup>335</sup> *Ibid.*

<sup>336</sup> Giovanni Filoramo, « Métamorphoses d'Hermès. Le sacré ésotérique de l'écologie profonde », dans Danièle Hervieu-Léger (dir.), *Religion et Écologie*, Paris, Éd. du Cerf, 1993, p. 140

condamnation du mouvement de l'écologie profonde : Marcel Gauchet et Luc Ferry. Le premier a publié un article dont le titre nous semble assez éloquent : « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes ».<sup>337</sup> Le second, dans un ouvrage intitulé « Le nouvel ordre écologique » exprime une condamnation tout aussi radicale de l'écologie profonde que l'auteur qualifie « d'anti-humaniste »<sup>338</sup> ou encore « d'anti-démocratique ».<sup>339</sup> Les deux auteurs, en se consacrant à la critique d'un mouvement écologiste qui leur semble extrémiste, formulent également, de manière involontaire, une vive critique de la pensée anti-industrielle. L'idée, ici, n'est pas de chercher à savoir si ces deux auteurs ont raison, mais de mieux comprendre le climat intellectuel de l'époque au cours de laquelle l'utopie anti-industrielles'est construite. Peut-être faudrait-il d'ailleurs percevoir la violence des mots utilisés par les uns comme une réponse à la radicalité des propos tenus par les tenants de l'écologie profonde. Ce qui est sûr, c'est que la vive opposition des intellectuels français à l'écologie profonde explique la réception difficile de pensées aussi radicales que l'utopie anti-industrielle, qui remet en question l'intégralité des fondements de nos sociétés occidentales. La question écologique ayant toutefois pris, depuis la fin des années 1970, une place plus importante sur la scène politique et au sein des travaux scientifiques, il est aujourd'hui possible de se procurer dans nos grandes librairies des ouvrages « radicaux ». Cependant, les critiques formulées dans les années 1990 par Luc Ferry et Marcel Gauchet n'ont pas disparu. En effet, il y a quelques années encore, le professeur Dominique Bourg n'hésitait pas à écrire qu'il tenait « la deep ecology pour potentiellement beaucoup plus nocive que ne l'a été le nazisme ».<sup>340</sup> Sa crainte résidait alors dans la possibilité de voir émerger une forme de fondamentalisme au sein du mouvement de l'écologie profonde, selon lequel « la disparition complète de la race humaine ne serait pas une catastrophe morale, mais plutôt un évènement que le reste de la communauté applaudirait des deux mains ».<sup>341</sup> Il existe donc en France un scepticisme à l'encontre de l'écologie profonde qui constitue pour certains intellectuels un anti-humanisme. L'être humain serait alors uniquement perçu comme un nuisible vis-à-vis des autres êtres vivants et de la biosphère. Cependant, cette position ne semble pas rendre compte des tentatives du mouvement écologiste pour penser un nouvel humanisme. L'idée de l'écologie profonde contenue dans la pensée anti-industrielle, n'est donc pas de positionner sur une échelle hiérarchique les hommes par rapport aux plantes ou aux animaux, mais de

---

<sup>337</sup> Marcel Gauchet, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n°60, mai-août 1990

<sup>338</sup> Luc Ferry, *Le Nouvel ordre écologique*, Paris, Grasset, 1992, p.25

<sup>339</sup> *Ibid.* p.28

<sup>340</sup> Dominique Bourg, *Les scénarios de l'écologie*, Paris, Hachette, col. Questions de société, 1996, p.52

<sup>341</sup> Paul W. Taylor, *In Ibid.* p.52

repenser globalement la coexistence entre tous les êtres vivants pour que chacun trouve sa place et puisse subsister. Il ne s'agit donc pas de défendre les êtres vivants non humains contre les humains, mais de réfléchir à l'élaboration d'une situation harmonieuse entre tous les êtres vivants. Tout cela repose, comme nous l'avons vu avec Arne Naess, sur le fait que les êtres humains ne sont qu'une partie d'un système global qu'il convient de préserver afin de les préserver. En d'autres termes, il convient de réintégrer l'être humain dans un cadre que sa volonté d'émancipation et sa quête de liberté avaient fait exploser. Cette conviction se trouve au cœur de ce qui constitue l'écologisme anti-industriel. Malgré tout, la position préférentielle accordée à l'Homme dans la réflexion anti-industrielle nous permet de classer cette pensée parmi les mouvances anthropocentrées de l'écologie contemporaine. Sa radicalité face au monde contemporain et son refus de toute forme de compromis avec les acteurs intégrés au bon fonctionnement des sociétés marchandes nous permettent de les classer par les penseurs radicaux. Un autre point, d'ordre bibliographique, nous permet de percevoir un lien entre la réflexion écologiste construite par les penseurs anti-industriels et le mouvement de l'écologie profonde. En effet, si nous avons pu constater dans notre premier chapitre l'apport essentiel des écrits de Jacques Ellul, celui-ci est le seul penseur français à figurer au sein de la bibliographie de l'article précédemment cité d'Arne Naess. S'il y a donc des différences assez importantes entre une pensée biocentrée d'un côté et des réflexions anthropocentrées de l'autre, il nous semble indéniable qu'une proximité intellectuelle anime ces différents courants de l'écologie radicale. Dans son ouvrage *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes*, Jaime Semprun résume bien cette situation de proximité/méfiance que les penseurs anti-industriels peuvent avoir face à la mouvance biocentrée de l'écologie radicale. En effet, en faisant référence à Karl Marx et à l'idée selon laquelle la Nature correspond au corps non organique de l'Homme, il ajoute qu'il faut absolument éviter de bâtir une analyse qui laisserait entendre à une quelconque révolte de la Nature contre l'Homme.<sup>342</sup>

A cet égard, l'une des mouvances de l'écologie radicale identifiée par Frédéric Dufoing, nous semble particulièrement proche de la pensée anti-industrielle : la décroissance.

### *La décroissance : une pensée politique proche de l'anti-industrialisme*

Comme nous l'explique le comité de rédaction de la revue *Entropia* dans son premier numéro, la décroissance intéresse un nombre important de familles politiques : « des

---

<sup>342</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes... Op.cit.*, p.126-127

marxistes de la Théorie critique aux tenants de la droite intellectuelle et radicale, en passant par les réformistes jacobins, les anarchistes, les altermondialistes, les antimondialistes, les biorégionalistes, etc. ».<sup>343</sup> Ce concept apparaît à la fin des années 1970 sous la plume de l'auteur roumain Nicholas Georgescu-Roegen.<sup>344</sup> En France, elle émerge en 2004 lors du lancement du *journal de La Décroissance*, et sera enrichie d'un nouveau périodique intitulé *Entropia* en 2008. Depuis, même si d'autres auteurs se sont penchés sur le sujet, Serge Latouche, Vincent Cheynet et Paul Ariès semblent être les objecteurs de croissance les plus « populaires » aujourd'hui. Dans son ouvrage *Décroissance où barbarie*, Paul Ariès précise que le terme de décroissance correspond à un « mot-obus » plus qu'il ne représente l'objectif d'organiser dans nos sociétés la décroissance. Serge Latouche rejoint cette position en expliquant qu'il n'existe pas véritablement de « théorie de la décroissance » qui serait le contre-pied parfait des théories de la croissance. L'utilisation de ce terme revêt plutôt un caractère symbolique visant à désintoxiquer « les drogués de la croissance ».<sup>345</sup> L'idée n'est donc pas de faire perdurer notre organisation sociétale en essayant de diminuer la croissance, car « De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société travailliste sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance ».<sup>346</sup> A l'image du mot athéisme qui évoque l'idée d'abandonner sa foi quasi-religieuse, il conviendrait sans doute de parler d'a-croissance<sup>347</sup> puisqu'il s'agit également d'abandonner la croyance dominante de la société industrielle : celle du développement infini ou de la croyance illimitée.

Si selon Paul Ariès la décroissance n'est pas à proprement parler une pensée écologiste, c'est qu'elle ne donne pas la priorité à la crise environnementale qui sévit aujourd'hui.<sup>348</sup> Les crises sociale, politique et économique contemporaines sont pour les décroissants tout aussi importantes. L'indissociabilité de ces crises est au fondement de la décroissance. Les théoriciens de cette dernière prennent position en faveur d'une vision globale des problématiques mondiales, au motif qu'elles sont toutes des résultantes de la logique de développement qui régit l'évolution des sociétés industrielles. Sur ce point, nous constatons une convergence entre la décroissance et l'anti-industrialisme. De plus, nous sommes en désaccord avec les propos de Paul Ariès que nous venons de relater. D'après les huit points

<sup>343</sup> Comité de rédaction de la revue, « Décroissance et politique », *Entropia*, n°1, Octobre 2006

<sup>344</sup> Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie-Ecologie-Economie* [1979], Paris, Editions Sang de la terre, 1995, 254pp.

<sup>345</sup> Serge Latouche, « La décroissance : un projet politique », *Entropia*, n°1, Octobre 2006, version numérique paru le 8 janvier 2012, <https://www.entropia-la-revue.org/spip.php?article101>

<sup>346</sup> *Ibid.*

<sup>347</sup> *Ibid.*

<sup>348</sup> Paul Ariès, *Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance* [2009], Montréal, Les Editions Ecosociété, 2017, p.21

permettant de définir le mouvement d'écologie profonde identifié par Arne Naess, cette volonté de combattre l'ensemble des crises qui sont produites par le monde marchand nous paraît être au fondement d'une pensée écologiste radicale. En effet, comme nous l'avons vu, celle-ci ne se résume pas à la prise en compte des questions environnementales, mais se compose d'une réflexion sur le lien entre la nature et l'être humain considéré comme un être vivant comme les autres au sein de son environnement. Alors, la décroissance n'est certainement pas une pensée politique appartenant à l'écologie superficielle, mais semble au contraire bien appartenir aux cercles des pensées de l'écologie profonde. Dès lors, elle partage une vision de l'homme et de la société idéale en accord avec la pensée libertaire ainsi qu'une prise de conscience des problèmes écologiques de notre temps. Celle-ci s'illustre par le constat quasiment unanime aujourd'hui au sein de la communauté scientifique de l'impact négatif sur la planète du mode de vie occidental. L'écart significatif entre la capacité d'absorption de carbone de la Terre et ce que nous émettons est l'un des constats qui a mené à la création de la décroissance.<sup>349</sup> Ensuite, la conception libertaire et écologiste profondément modeste de l'être humain se retrouve également dans la pensée décroissante. En effet, il y est notamment inscrit l'idée d'un refus catégorique de la croissance économique infinie, y compris si celle-ci était concevable, afin de « rester tout simplement des humains ».<sup>350</sup>

Pourtant, il existe une certaine méfiance, voir une crainte vis-à-vis de cette pensée politique contemporaine. Celle-ci se retrouve au sein même de cette mouvance politique. En effet, Paul Ariès évoquait une pensée « qui peut déboucher sur le meilleur comme le pire », puisqu'elle peut se rapprocher « des idéologies de la décadence ».<sup>351</sup> Le spectre d'une pensée réactionnaire plane en permanence sur une utopie dont la réflexion se fonde sur une dénonciation de la logique de développement, qui repose essentiellement sur l'augmentation démesurée de la croissance. De plus, il est parfois reproché aux décroissants, et notamment à Serge Latouche de se contenter de condamner cette logique sans expliquer pourquoi et comment en sortir. C'est en redécouvrant les travaux d'Ivan Illich, et notamment son ouvrage intitulé *La Convivialité*,<sup>352</sup> que la décroissance va peu à peu voir émerger en son sein, une véritable utopie politique : le convivialisme. Celle-ci constitue une forme de dépassement de la pensée de la décroissance, puisqu'elle se propose de reprendre sa critique de « la religion de la croissance » tout en apportant une idée plus précise de l'idéal de société convivialiste et des

---

<sup>349</sup> *Ibid.* p.20

<sup>350</sup> *Ibid.* p.22

<sup>351</sup> *Ibid.* p.20

<sup>352</sup> Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Editions du Seuil, 1973

moyens à mettre en œuvre pour la bâtir.<sup>353</sup> Quatre principes sont au fondement de cette nouvelle utopie : « le principe de commune humanité, le principe de commune socialité, le principe d'individuation, le principe d'opposition maîtrisée ». <sup>354</sup> L'ajout d'un versant constructif à la critique décroissantiste constitue donc l'apport essentiel du convivialisme.

Malgré une proximité idéologique évidente entre l'utopie anti-industrielle et la décroissance, celle-ci subit pourtant des critiques de René Riesel et de Jaime Semprun. Bien qu'ils s'en défendent, les deux auteurs semblent avoir bien peu d'estime pour Serge Latouche, tant ils attaquent avec virulence son intelligence.<sup>355</sup> Passées ces critiques personnelles, c'est la sincérité des propos décroissants qui sont par la suite remis en cause. En effet, les deux encyclopédistes pointent du doigt la contradiction entre la volonté de sortir du capitalisme tout en y restant qui se retrouve au sein des écrits décroissantistes. Cela est renforcé par le rejet de la révolution qui se retrouve dans cette pensée. Ils condamnent l'idée d'une transition « conviviale, équitable, heureuse » vers un monde post-marchand et accordent du crédit à l'analyse faite par Jean Paul Besset : « les transitions vont être redoutables, les arrachements douloureux ». <sup>356</sup> Les anti-industriels reprochent donc aux penseurs de la décroissance de manquer de clarté et de précision sur les moyens d'aboutir à la mise en place d'une société conviviale. Comme en témoignent les propos d'Alexandre Genko, le rejet de la révolution afin d'affirmer le positionnement pacifiste des décroissants devrait être énoncé de manière claire et sans équivoque.<sup>357</sup> De ce fait, la volonté de promouvoir l'action citoyenne, notamment par le biais d'engagements associatifs, semble totalement incompatible avec le projet de démantèlement de la société marchande proposée au sein des écrits anti-industriels. Ce qui est ici mis en avant, c'est une certaine forme de complaisance vis-à-vis du système politique et économique en place. Cette relative bienveillance envers la société contemporaine est révélée, selon les penseurs anti-industriels, par les origines intellectuelles de cette mouvance, par la nature du mouvement, ainsi que par la recherche d'accord politique avec la gauche gouvernementale. Sur la question des sources, le problème noté par Jaime Semprun et René Riesel, vient du statut des penseurs de la décroissance, qui sont des experts du monde contemporain. « L'idéologie de la décroissance est née dans le milieu des experts, parmi ceux qui, au nom du réalisme, voulaient inclure dans une comptabilité *biomécanique* ces coûts

---

<sup>353</sup> Francesco Fistetti, « Le convivialisme, « un contre-mouvement » du XXI<sup>e</sup> siècle », Revue du MAUSS, 2016/2, (n°48), p.249

<sup>354</sup> *Ibid.* p.250

<sup>355</sup> René Riesel et Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008, p.72

<sup>356</sup> Jean-Paul Besset, *In Ibid.* p.80

<sup>357</sup> Alexandre Genko, « La décroissance, une utopie sans danger ? », *Entropia*, n°4, Printemps 2008

*réels pour la société* qu'entraîne la destruction de la nature ». <sup>358</sup> De cette origine dont la pensée sera éternellement marquée, les anti-industriels entrevoient dans les écrits décroissants les prémices d'une possible entente cordiale avec des familles politiques de gauche gouvernementale. Ils perçoivent dans le terme de « compromis possible » utilisé par Serge Latouche dans son *Petit traité de la décroissance sereine*, l'ambition d'intégrer la décroissance dans ce qu'il est de coutume d'appeler la « politique politicienne ». La stratégie d'envahir la scène politique de nos démocraties représentatives est évidemment parfaitement rejetée par les anti-industriels pour lesquels aucun compromis n'est possible avec les acteurs de la vie politique gouvernementale. Cette stratégie entraîne d'ailleurs la critique suivante portant sur la forme de quasi-parti que prend la décroissance : « il y a bien là une sorte de parti qui ne dit pas son nom, avec sa hiérarchie informelle, ses militants de base, ses intellectuels et experts, ses dirigeants et fins politiques ». Enfin, à toutes ces critiques viennent s'ajouter une dernière qui finit d'achever toute possibilité de voir une possible conciliation entre la décroissance et la pensée anti-industrielle : l'appel à l'Etat dans le but de prendre des mesures en accord avec la décroissance. En effet, les décroissants sont qualifiés de « Jésuites de l'Etat », qui ont « la conviction d'œuvrer pour sauver la planète », mais qui rejoignent finalement les rangs des serviteurs de la bureaucratie en essayant de la réformer plutôt que de la détruire.

La distinction entre la pensée anti-industrielle et la décroissance se fait donc au niveau de la stratégie d'action. Le constat semble proche, mélangeant à tour de rôle des éléments de la pensée écologiste avec des éléments de la pensée libertaire. Si, jusque-là, nous nous sommes intéressés plus spécifiquement aux convictions écologistes, nous allons maintenant essayer d'inscrire la pensée anti-industrielle au sein des différents courants constitutifs de la pensée libertaire.

## ***Section II Le constat classique d'une nature victime du mode de production industriel***

### Sous-Section I Une logique de rentabilité destructrice

*Un modèle économique incapable de prendre réellement en compte la question écologique*

---

<sup>358</sup> René Riesel et Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable... Op.cit.*, p.78

Au cœur de la pensée politique contemporaine, la question économique occupe également, comme nous l'avons déjà vu dans notre premier chapitre, une place centrale au sein de la critique anti-industrielle du monde contemporain. En ce qui concerne le positionnement au sein de la famille écologiste de la pensée que nous étudions, il nous semble donc pertinent de nous attarder sur le lien qu'établissent les anti-industriels entre notre mode de production et la crise écologique contemporaine. Miguel Amoròs nous expliquait en 2012 que :

La logique irrationnelle liée à l'autonomie de l'économie, qui l'oblige à détruire l'existant pour reconstruire mécaniquement du nouveau, a occasionné des conséquences néfastes tant du point de vue environnemental que social, sous forme de pollution atmosphérique, de contamination radioactive, de destruction de la couche d'ozone ou de réchauffement global ; sans oublier la lèpre urbanistique, l'explosion démographique, l'inégalité, l'exclusion ou l'anomie.<sup>359</sup>

La question de l'énergie semble constituer le point nodal de l'analyse anti-industrielle liant les aspects économique et écologique. Miguel Amoròs explique que le bon fonctionnement de nos sociétés industrielles repose sur « l'abondance et un prix raisonnable » des ressources énergétiques.<sup>360</sup> Toujours selon lui, « Toutes les branches de l'économie dépendent de l'une d'entre elles : celle de l'énergie ».<sup>361</sup> Seulement l'accroissement de la demande énergétique du fait de l'augmentation démographique et plus spécifiquement de l'augmentation du nombre d'êtres humains adoptant la consommation énergétique d'un individu occidental entraîne une augmentation du prix du gaz et du pétrole depuis le début des années 2000. Pour que la société industrielle perdure, de nouveaux marchés vont alors apparaître : « le marché des émissions, le marché du renouvelable, le marché européen de l'électricité, le marché international du gaz... ».<sup>362</sup> L'analyse anti-industrielle sur ce point ne semble pas originale. En effet cette prise en considération d'aspects écologiques est également présente dans l'évolution des théories économiques. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, les physiocrates « vont théoriser une vision de la nature comme principal facteur de création de richesse ».<sup>363</sup> A l'inverse, les classiques (Smith, ou Ricardo) vont quant à eux considérer que les contraintes des activités de la terre sont bien trop importantes et que l'industrie permet de produire bien plus aisément de

---

<sup>359</sup> Miguel Amoròs, *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle... Op.cit.*, p.93

<sup>360</sup> *Ibid.* p.95

<sup>361</sup> *Ibid.* p.121

<sup>362</sup> *Ibid.* p.96

<sup>363</sup> Abdelmalki Lahsen, Patrick Mundler, « Chapitre 1. La prise en compte des ressources naturelles et de l'environnement dans la pensée économique », dans *Économie de l'environnement et du développement durable*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, « Le point sur... Économie », 2010, p. 11-36. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/economie-de-l-environnement-et-du-developpement--9782804131326-page-11.htm>

la richesse. La nature va donc devenir, dans la pensée économique, une donnée marginale.<sup>364</sup> Cette conception de la nature comme un simple réservoir inépuisable et inaltérable va dominer la pensée des économistes. Malgré tout, petit à petit, les ressources naturelles vont prendre de plus en plus d'importance au sein des différents modèles économiques. En effet, la diminution réelle des stocks disponibles qui pourrait induire une augmentation des prix ou faire émerger une ressource « plus abondante et meilleur marché » fera peu à peu évoluer les positions des économistes à ce sujet.<sup>365</sup> Cependant, il faut attendre la fin des années 1960 et le début des années 1970 pour voir émerger les premières critiques d'une société fondée sur la croissance. Le rapport Meadows constitue une parfaite illustration de l'émergence d'une remise en cause de la croissance. Il ne s'agit pas encore, ici à proprement parler, de décroissance, mais d'une réflexion autour de la défense d'une croissance nulle. Il est ici possible de rapprocher cette idée de celle plus ancienne de l'état stationnaire. Cette idée, issu des travaux des économistes David Ricardo et Thomas R. Malthus, peut être définie comme « une économie dans laquelle la production cesse définitivement de croître ».<sup>366</sup> Cette théorie a divisé les auteurs classiques en deux catégories : les optimistes et les pessimistes. Les premiers, réfutaient cette théorie, et pensaient que le capitalisme serait parfaitement capable de « créer les conditions nécessaires à son évitement, voire à son dépassement ».<sup>367</sup> Les seconds, au contraire, considéraient cet état stationnaire comme inéluctable. La réflexion concernant la croissance n'est donc pas nouvelle, mais elle va prendre un tournant plus radical avec le développement des idées décroissantistes. Il ne s'agit plus de croissance nulle mais de croissance négative. Critiquant le rapport Meadows et l'idée de croissance nulle, des auteurs comme André Gorz, Ivan Illich ou encore plus récemment Serge Latouche, théorisent une conception radicalement différente de l'organisation des sociétés humaines. La possibilité d'organiser une croissance plus qualitative n'étant à leurs yeux pas réalisables.

Même si la question de l'abondance des ressources a été posée, notamment dans le cadre des discussions sur le réalisme de l'hypothèse de l'état stationnaire (voir Encadré 1), même si l'apport positif (et gratuit) de la nature à l'industrie est largement reconnu par les auteurs classiques, la représentation d'une nature inépuisable et inaltérable va dominer l'essentiel de la pensée économique pour les deux siècles suivants.<sup>368</sup>

---

<sup>364</sup> *Ibid.*

<sup>365</sup> *Ibid.*

<sup>366</sup> *Ibid.*

<sup>367</sup> *Ibid.*

<sup>368</sup> *Ibid.*

Dès lors, malgré la prise en compte de la nature dans les théories économiques, celles-ci n'apportent pas, selon l'analyse anti-industrielle, de réponse à la crise écologique. Les sources d'énergie alternative que sont les énergies renouvelables, semblent être la réponse générée par le monde industriel afin de limiter les problématiques écologiques, si ce n'est de les régler. Car pour les anti-industriels, la prise en compte dans les réflexions économiques du rôle de la Nature n'a pas pour ambition de changer les fondements de nos sociétés contemporaines. En d'autres termes, alors que de nombreux écologistes se félicitent de la prise en considération par les économistes de la question écologique, les anti-industriels déplorent quant à eux l'intégration toujours croissante dans la logique marchande des éléments naturels, capable non pas de suppléer, mais de compléter la production énergétique mondiale. L'idée n'est pas de remplacer la production énergétique actuelle, mais de l'enrichir en trouvant de nouvelles sources naturelles qui n'impliquent pas d'avoir un comportement plus écologique. Miguel Amoròs constate à ce sujet que les principaux objectifs des Etats contemporains en ce qui concerne le climat sont la recherche de nouvelles sources d'énergie et la stabilisation des concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre.<sup>369</sup> Pour les anti-industriels, le développement des énergies alternatives n'apportent aucune réponse écologique mais permettent simplement de faire perdurer la société industrielle tout en prenant en considération l'épuisement des énergies fossiles. Les sources d'énergie alternative recherchées et développées par les industries contemporaines ne répondraient donc en rien à une prise de conscience écologique mais plutôt à une crainte de voir nos sociétés industrielles périr par la diminution et, à terme, la disparition des énergies fossiles. Sur ce point, Arnaud Michon se donnait comme objectif dans un livre paru aux Editions de *l'Encyclopédie des Nuisances* « d'exposer en quoi les technologies de production d'énergie renouvelable,<sup>370</sup> quand bien même elles constitueraient les miraculeuses ressources vantées par l'écologisme- on verra qu'il n'en est rien-, ne font jamais que perpétuer la société industrielle par de nouveaux moyens, qui n'excluent pas les précédents (l'électronucléaire en particulier), mais les complètent et surtout les agrémentent d'illusions sur la nature de la mutation verte, éco citoyenne, etc..., du capitalisme ».<sup>371</sup> La pensée anti-industrielle fonde ses convictions écologistes sur la dénonciation des méfaits pour la nature du mode de production industriel. L'accent est donc mis sur la problématique des besoins en électricité que nécessitent la

---

<sup>369</sup> Miguel Amoròs, *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle... Op.cit.*, p.96

<sup>370</sup> Sur ce point voir également Frédéric Gaillard, *Le soleil en face. Rapports sur les calamités de l'industrie solaire et de prétendues énergies renouvelables*, Paris, Editions L'Echappée, 2012

<sup>371</sup> Arnaud Michon, *Le sens du vent. Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables...Op.cit.*, p.10

persistance et le développement toujours croissant du modèle industriel. Dès lors, il est parfaitement logique de trouver une opposition farouche aux énergies alternatives au sein de la pensée anti-industrielle, puisque dans sa réflexion, celles-ci ne sont que des compléments qui permettent aux Etats développés et en voie de développement de compléter leur production énergétique. La construction de nouvelles centrales nucléaires dans le monde est un argument de poids pour confirmer une utilisation simplement complémentaire des énergies renouvelables. En d'autres termes, il ne suffit pas, pour un anti-industriel, de critiquer la consommation excessive des énergies fossiles ainsi que leurs répercussions négatives sur l'environnement, mais il faut surtout critiquer la surconsommation excessive d'énergie que nécessite le maintien du mode de vie occidental. En dénonçant le système dans sa globalité, la pensée anti-industrielle formule alors un triple rejet : un rejet de la production classique d'énergie par les ressources minières (pétrole et gaz) ; un rejet des énergies renouvelables ; un rejet de la production nucléaire.

Cette dernière, dont nous n'avons pas encore parlé, occupe une place à part dans la conception écologiste de la pensée anti-industrielle. En effet, elle semble correspondre à un choix bien plus politique qu'économique.<sup>372</sup> Toujours dans son ouvrage intitulé *Le sens du vent*, Arnaud Michon mobilise l'exemple du surgénérateur Superphénix de Creys-malville, dont l'activité fut stoppé en 1998. Il explique qu'au cours de ces onze années de mise en service, il n'aura fonctionné, à cause de multiple problèmes techniques, que dix-huit mois. Cela représente selon Arnaud Michon un déficit de dix milliards d'euros.<sup>373</sup> Si les chiffres avancés sont contestables, la rentabilité économique de l'industrie nucléaire est malgré tout de plus en plus discutée.<sup>374</sup> Malgré tout, cette énergie représente au sein de la pensée anti-industrielle l'emblème de nos sociétés contemporaines. Elle illustre parfaitement l'accroissement constant par tous les moyens possibles de la production d'énergie imposée par la logique de développement infini qui régit des sociétés industrielles. Comme le résume Arnaud Michon, « il s'agit de montrer qu'une critique conséquente de l'industrie électronucléaire et de ses prétendues alternatives renouvelables ne saurait exister sans

---

<sup>372</sup> *Ibid.* p.16

<sup>373</sup> *Ibid.*

<sup>374</sup> Antoine de Ravignan. « Nucléaire : avenir bouché », *Alternatives économiques*, vol. 372, no. 10, 2017, pp. 84- 84

critiquer tout le système des besoins qui, dans la présente organisation sociale, impose une production massive de l'énergie ».<sup>375</sup>

Ce rejet de l'intégralité des solutions apportées par les Etats, le marché, les organisations internationales, les entreprises ou par tout autre acteur ou institution intégré dans l'organisation des sociétés industrielles nous permet d'emblée de classer la pensée anti-industrielle parmi au sein de la branche radicale de l'écologisme contemporain. Pour préciser ce positionnement, nous reprenons ici la distinction établie par Frédéric Dufoing entre l'écologisme et l'écologisme radical.<sup>376</sup> Selon lui, « l'adjectif *radical* renvoie à l'idée d'une modification des causes profondes d'un certain nombre d'effets que l'on juge néfastes ».<sup>377</sup> Il ajoute cinq points qui permettent également de distinguer l'écologisme classique et l'écologisme radical : ceux qui souhaitent l'utilisation des institutions existantes pour imposer l'écologie et ceux qui la rejettent ; ceux qui ont une lecture « souple » ou stricte des écrits écologistes originels ; ceux qui conservent les principes de la pensée libérale (politique et économique) et ceux qui les rejettent ; « ceux qui défendent une perspective anthropocentrique et ceux qui défendent une perspective biocentrique » ; enfin, ceux qui acceptent et revendiquent une forme de radicalité et ceux qui la rejettent.<sup>378</sup> Si chaque mouvement politique semble connaître cette distinction entre modérés et radicaux, entre réformistes et révolutionnaires, le positionnement écologiste nous permet d'affirmer encore un plus la radicalité de la pensée que nous étudions, et l'importance qu'a pris la question écologique au sein d'une utopie fortement imprégnée de la culture productiviste marxiste. Pour illustrer cette réflexion anti-industrielle consacrant la puissance de destruction de la logique marchande qui régit nos sociétés contemporaines, nous avons choisi d'étudier l'exemple de la destruction des forêts, particulièrement mobilisé au sein de leurs écrits.

### *La disparition des forêts comme illustration de la puissance destructrice de la logique industrielle*

Parmi les divers exemples qui nous permettent d'illustrer le problème d'une exploitation trop intensive de ressources naturelles la déforestation semble occuper une place de choix au sein de la pensée anti-industrielle. En effet, elle s'intègre dans un processus qui se retrouve au

---

<sup>375</sup> Arnaud Michon, *Le sens du vent. Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables...Op.cit.*, p.10

<sup>376</sup> Frédéric Dufoing, *L'écologie radicale... Op.cit.*, p.47-51

<sup>377</sup> *Ibid.* p.47

<sup>378</sup> *Ibid.* p.47-48

sein des premiers écrits anti-industriels sous le nom de politique « d'abatage ».<sup>379</sup> L'idée sera ici d'illustrer par un cas concret dont tout le monde aura entendu parler la réflexion anti-industrielle portant sur l'incompatibilité entre la logique marchande et la logique écologiste. Dans l'article appartenant à leur travail encyclopédique, les premiers penseurs anti-industriels s'interrogent donc : « A la vue de tout ce que cette société abat se pose inévitablement la question : "A quelle fin tant de destructions sont-elles accomplies ? " ».<sup>380</sup> Cette politique de destruction concerne au premier chef la nature qui, subissant le processus de marchandisation, est également soumise à cette incessante logique industrielle de destruction/reconstruction. Cela implique l'émergence d'une forme de nature artificielle, une sorte de nature construite par l'homme et pour l'homme. Cela fait directement référence à l'une des idées fortes qui constitue l'écologisme anti-industrielle, celle d'une quête de domination absolue de la Nature par l'Homme.

Ils constatent en effet que si depuis le développement de la vie en société des hommes ces derniers ont toujours dû adapter leur lieu de vie en défrichant des forêts, la démesure et la systématisation de la destruction de l'environnement naturel semble être une caractéristique propre aux sociétés industrialisées.

Particulièrement éloquent, le cas de la déforestation en Amazonie nous permet de comprendre ce qui justifie aujourd'hui, selon les penseurs anti-industriels, cette politique sur le continent sud-américain. Croissance économique, pays en développement, progrès voici les termes qui sont aujourd'hui utilisés afin de justifier la déforestation en Amazonie. L'association, déjà évoquée dans le paragraphe précédent, du politique et de l'économique se retrouve ici dans le choix des acteurs principaux du monde contemporain de poursuivre cette destruction de la forêt amazonienne malgré les conséquences écologiques majeures, d'abord pour le continent sud-américain, puis pour le reste de la planète. Le droit pour ces Etats émergents de se développer selon un modèle de croissance identique à celui mis en place dans les Etats occidentaux constitue donc l'un des arguments régulièrement mis en avant par les partisans du progrès. Si de nombreuses associations semblent lutter pour que cette politique cesse, elles demeurent, pour le moment, impuissantes. En effet, en Amazonie brésilienne, la superficie des sols déboisés ne cesse d'augmenter, passant de 152 200 km<sup>2</sup> en 1978 à 655 000

---

<sup>379</sup> *Op.cit.* Fascicule 5...p.103. Il convient ici de préciser que les auteurs de *l'Encyclopédie des Nuisances* justifient l'utilisation ancienne de l'orthographe du mot abatage, uniquement pour avoir « le loisir de traiter sous la rubrique abattage [...] la tentative mitterrandiste de recyclage des banlieues connus sous le nom de Banlieues 89 »

<sup>380</sup> *Ibid.*

km<sup>2</sup> en 2003.<sup>381</sup> La volonté d'accroître la surface des terres cultivables afin d'augmenter les exportations du pays est l'une des causes principales de cette déforestation. C'est donc au nom d'une politique économique incarnée par le développement que la plupart des forêts sont aujourd'hui sacrifiées.

Mais, la déforestation ne constitue qu'un des nombreux éléments de la politique de ce que les anti-industriels nomment la politique d'abattage massif. Nous allons maintenant nous pencher sur un second volet de celle-ci en étudiant un autre phénomène participant au processus de destruction de la nature : la destruction de la campagne.

Au fil du temps, le développement de la société industrielle n'a fait qu'accroître la destruction par l'homme de son milieu. Afin d'échapper à cette nature qui lui était hostile, l'homme s'est donc réfugié dans les villes. L'une des contradictions relevées par les penseurs anti-industriels, et qui se trouvait déjà dans les écrits de Bernard Charbonneau, réside d'ailleurs dans cette opposition assez classique entre la ville et la campagne. En effet, l'Homme qui court, par peur, se réfugie à la ville, est en permanence attiré par cette merveilleuse nature qu'il fuit. Pour Bernard Charbonneau, l'entre-deux guerres constitue la période charnière durant laquelle deux mondes vont se constituer l'un à côté de l'autre.<sup>382</sup> Mais alors que le monde rural et le monde urbain se développent et s'affirment, une véritable rupture va naître. C'est à la suite de la seconde guerre mondiale que le monde urbain va peu à peu prendre le pas sur le monde rural. La campagne devient alors pour les citadins un moyen de s'évader, un espace préservé qui leur permet d'échapper de temps à autres à leurs conditions de vie en ville qui les privent de lien direct avec la nature. Les différents parcs qui ornent aujourd'hui nos centres villes ne sont que des résurgences de cette volonté enfouie au plus profond des êtres humains de retrouver une certaine forme d'harmonie avec la nature.<sup>383</sup> La défense du monde rural ainsi que la critique radicale du développement des villes contemporaines sont donc deux points fondamentaux de la vision écologiste anti-industrielle.

### Sous- Section II L'agriculture au cœur de la réflexion écologiste anti-industrielle

#### *Le monde rural en danger : entre destruction et espoir*

---

<sup>381</sup> Marie Scouvert, Eric F. Lambin, « Approche systémique des causes de la déforestation en Amazonie brésilienne : syndromes, synergies et rétroactions », *L'Espace géographique*, 2006/3 (Tome 35), p. 241-254. DOI : 10.3917/eg.353.0241. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-espace-geographique-2006-3-page-241.htm>

<sup>382</sup> Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone...Op.cit.*, p.15

<sup>383</sup> *Ibid.* p.44

La destruction du monde rural constitue l'une des conséquences de la politique d'abatage menée au service de la logique de développement qui régit le monde contemporain. Elle est mise en avant dès les années 1980 au sein de *l'Encyclopédie des Nuisances*. A cette époque, les penseurs anti-industriels constatent que le processus de destruction de la campagne qui fut jusque-là rythmé par la propriété privée,<sup>384</sup> et qui permettait de conserver un certain équilibre au niveau de la faune et de la flore, est désormais rythmé par la politique de développement et sa logique de rentabilité excessive. Ceci entraîne donc la perte de contrôle des agriculteurs sur le domaine d'exploitation, contraint qu'ils sont d'accroître sans cesse leur revenu pour rester compétitif sur les marchés économiques. Lorsqu'ils évoquent la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la campagne, les penseurs anti-industriels observent avec regret que son organisation est uniquement guidée par la volonté d'accroître sa productivité. Celle-ci se réalise donc au détriment de certains principes fondamentaux visant à la préservation d'un écosystème naturel. Par exemple, les penseurs que nous étudions constatent la disparition de plus en plus fréquente de haies, de fossés ou encore de talus qui jusque-là semblaient régir l'organisation des campagnes. Or ceux-ci jouaient un rôle fondamental dans la conservation d'un équilibre fragile de la faune et de la flore. Cela s'explique, pour les anti-industriels, par l'obligation de rentabiliser chaque mètre carré de sol potentiellement exploitable. Ici, l'activité agricole semble complètement déconnectée du milieu naturel. Dès lors, nous nous retrouvons dans une situation où les obligations qui incombent aux travailleurs de la terre disparaissent en raison d'obligations économiques. Les campagnes s'enlaidissent et se fragilisent de plus en plus. La technique va également jouer un rôle majeur dans la transformation radicale de la campagne. En effet, de par l'utilisation de machines de plus en plus sophistiquées il est nécessaire de transformer les moyens de circulation et d'adapter la géographie des terres cultivables. Mais comme le seul impératif est de continuer à accroître les rendements des sols, tout cela est encore une fois réalisé sans réfléchir aux conséquences néfastes de l'action humaine sur la nature dans le long terme. Dans un ouvrage plus récent, Miguel Amoròs évoque le démantèlement du monde rural pour évoquer la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la campagne.<sup>385</sup> Stopper le processus de destruction de la campagne semble donc devenir un enjeu majeur pour quiconque s'oppose à la politique de développement infini qui régit pour les anti-industriels le monde contemporain. Le monde rural, en tant que victime de la puissance destructrice de l'ordre établi revêt donc une double importance au sein de la pensée anti-industrielle : elle permet la prise de conscience de

---

<sup>384</sup> *Fascicule 5 de l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.103

<sup>385</sup> Miguel Amoròs, *La lampe hors de l'horloge*, La Taillade, Editions de la Roue, 2014, p.63

l'ampleur des méfaits écologiques du mode de production des sociétés marchandes, et constitue désormais le premier champ de bataille, ou en d'autres termes une zone à défendre, tant les villes contemporaines sont dominées par la logique progressiste de développement. « Désurbaniser la campagne et ruraliser la ville, revenir au champ et retourner à la ville, telles sont les lignes convergentes d'une future révolution anti-étatiste et anticapitaliste ».<sup>386</sup>

La défense du territoire, et plus spécifiquement rural, constitue donc l'un des principes fondamentaux l'écologisme anti-industriel. Pour poser les bases d'une véritable défense du territoire Miguel Amoròs essaie en premier lieu de définir ce terme :

Le territoire n'est donc pas seulement un espace géographique, il est l'espace de l'homme, de la nature transformée par l'activité humaine ; « culture » signifie initialement « nature travaillée », et le mot « cultivé » a la même racine. C'est donc l'espace de la culture et de l'histoire, l'espace social puisqu'il contient, produit et développe des rapports sociaux.<sup>387</sup>

Dès lors une atteinte contre le territoire aura des conséquences dramatiques pour une communauté humaine. Si la ville semble être devenue, dans la pensée anti-industrielle, un territoire perdu, c'est la campagne qu'il faut désormais sauver et rebâtir. Le rôle du paysan sera alors prépondérant dans cette lutte pour la préservation du territoire rural. Dès le travail encyclopédique mené à la fin des années 1980, l'évolution du rôle du paysan est pointée du doigt. En effet, il y est signalé que dès la fin du XVIIIème siècle ce changement était mis en exergue par des auteurs pas forcément révolutionnaire. L'exemple est donné de Charles Nodier, un écrivain romantique français, qui écrivait déjà à cette époque que « les paysans de nos villages qui lisaient, il y a cent ans, la légende et les contes de fées, et qui y croyaient, lisent maintenant les gazettes et les proclamations, et ils y croient. Ils étaient insensés. Ils sont devenus sots : voilà le progrès. »<sup>388</sup> Devenu sot, le paysan qui devait jouer un rôle primordial dans la résistance au monde marchand, « est tout aussi indifférent à la dégradation de ce qui fut naguère son bien, et qui n'est plus que la fraction du mal économique à laquelle il est particulièrement assujetti ».<sup>389</sup> Sur ce constat l'apport de Bernard Charbonneau nous semble une nouvelle fois décisif. Il évoque d'ailleurs à ce propos « la fin du paysan ».<sup>390</sup> « Le métier d'agriculteur se caractérisait par une activité complexe, un effort physique prolongé, mais de

---

<sup>386</sup> *Ibid.* p.78

<sup>387</sup> *Ibid.* p.60

<sup>388</sup> *Fascicule 5 de l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.94

<sup>389</sup> *Ibid.* p.104

<sup>390</sup> Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone... Op.cit.*, p.133

rythme lent, il devient une activité spécialisée exécutée au rythme des machines ; une activité industrielle et commerciale : aujourd'hui un paysan peut faire faillite ». <sup>391</sup> Les agriculteurs du milieu du XXème siècle sont sans doute moins riches qu'aujourd'hui mais ils détiennent un bien plus précieux aux yeux des anti-industriels : un style de vie qui leur permet de conserver une proximité avec la nature. A ce sujet, le choix de vie de l'un des auteurs fondamentaux de la pensée anti-industrielle que nous étudions illustre parfaitement ce propos. En effet, l'ancien premier secrétaire de la Confédération paysanne et qui doit être considéré comme l'un des principaux théoriciens de la réflexion anti-industrielle, René Riesel, a choisi, en devenant éleveur de moutons dans le Larzac, de retrouver ce lien précieux avec la nature par son installation loin de la ville.

### *Une pensée proche d'un écologisme contemporain*

L'importance de l'agriculture au sein d'une pensée imprégnée de convictions écologistes nous semble de nature à réfléchir sur l'existence de mouvances écologistes qui placeraient au cœur de leur réflexion ou de leur projet la question agricole. A ce sujet, il nous semble primordial de quitter l'archipel des pensées écologistes européennes afin porter notre regard sur une réflexion écologiste américaine largement méconnue en France : l'écologisme agrarien. <sup>392</sup> Traditionnellement, les origines de cette réflexion politique proviennent des *Notes on the State of Virginia* de Thomas Jefferson publiées en 1781. <sup>393</sup> L'agrarianisme américain se fonde sur une critique « des monopoles de fait, ceux des grandes compagnies et des multinationales ». L'idée d'un Etat régulateur du marché, ayant comme objectif d'empêcher l'émergence de monopole se trouve donc à la base de la réflexion agrarienne. <sup>394</sup> En ne rejetant pas réellement l'économie de marché et en demeurant productiviste, cette première phase de l'agrarianisme américain semble donc avoir des thèmes communs avec la pensée anti-industrielle tout en étant bien moins radical. Pourtant, en poursuivant l'étude de la pensée agrarienne, Frédéric Dufoing identifie une évolution majeure de ce courant dans les années 1920-1930. <sup>395</sup> Par l'intermédiaire d'un texte rédigé par un groupe d'agriculteurs du sud des

---

<sup>391</sup> *Ibid.*

<sup>392</sup> Frédéric Dufoing, *L'écologie radicale... Op.cit.*, p.133

<sup>393</sup> *Ibid.* p.134

<sup>394</sup> *Ibid.* p.135

<sup>395</sup> *Ibid.*

Etats-Unis,<sup>396</sup> cette pensée politique va intégrer dans son logiciel de pensée une critique radicale de l'industrialisation, de l'urbanisation ainsi que de l'idéologie du progrès, au motif « qu'elles déshumanisent les individus, appauvrissent leurs émotions, donc leur vie intellectuelle » tout en aggravant la volonté de domination de l'homme sur la nature.<sup>397</sup> C'est donc à partir de cet enrichissement qu'il est possible de faire un rapprochement avec la pensée agrarienne.

Une seconde évolution, incarnée par les écrits de l'écrivain et agriculteur américain Wendell Berry, va permettre de structurer et de développer cette pensée agrarienne. A l'image de la majorité des courants écologistes, dont les anti-industriels selon nous parti, l'écocide repose sur « une crise de civilisation ». <sup>398</sup> Plusieurs éléments de cette réflexion nous semblent de nature à la rapprocher de la pensée que nous étudions.

En accordant un rôle prépondérant à l'agriculture, Wendell Berry ne défend pas l'idée d'une action productive intrinsèquement néfaste pour le milieu naturel. Comme le note Frédéric Dufoing, « il s'agit bien d'usage, et non de contemplation béate, spirituelle et passive de la nature ». <sup>399</sup> L'action humaine n'est donc pas incompatible avec la volonté de préserver la nature. L'agriculteur, de par le lien privilégié qui lie son activité à son environnement naturel se voit contraint de préserver sont outils de travail premier qu'est la terre. Mais cette préservation de la nature ne provient pas d'un sentiment romantique de préservation de la beauté naturelle, mais elle se justifie plutôt par la volonté de constituer et de préserver la qualité de vie d'une communauté autonome. La pensée agrarienne est donc profondément anthropocentrique. La préservation de la nature est une nécessité pour assurer la survie de communautés autonomes. Wendell Berry oppose donc à la gestion industrielle de la nature « une gestion sage du patrimoine » <sup>400</sup> d'une communauté. Ce qui est fondamentalement remise en cause au sein de la pensée agrarienne c'est la volonté démesurée de puissance dont fait preuve l'Homme industrialisé. Pour Wendell Berry, ce n'est pas uniquement la volonté de matérialiste d'amasser toujours plus d'objets, mais bien plutôt l'esprit d'abstraction qui est responsable de l'écocide : « Ce n'est pas l'amoureux des choses matérielles, mais le faiseur d'abstractions (*abstractionnist*) qui défend les dommages à long terme pour des gains à court

---

<sup>396</sup> Nous faisons ici référence au manifeste *I'll take my stand* rédigé par John Crowe Ransom, Donald Davidson, Allen Tate, Robert Penn Warren, Andrew Nelson Lytle. Cf. Davidson Donald & al., *I'll Take My Stand. The South and the Agrarian Tradition*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1977.

<sup>397</sup> Frédéric Dufoing, *L'écologie radicale...* *Op.cit.*, p.135

<sup>398</sup> *Ibid.* p.136

<sup>399</sup> *Ibid.* p.138

<sup>400</sup> *Ibid.* p.139

terme, ou qui calcule l'« acceptabilité » des dommages industriels sur la santé écologique ou humaine, qui compte les corps morts sur le champ de bataille ». <sup>401</sup> De cette réflexion de la pensée agrarienne découle un profond rejet des experts du monde contemporain qui marque également la réflexion anti-industrielle. Pour tous les critiques de la société des experts, la préservation de la nature ne peut se faire que par des communautés soucieuses de leur autonomie qui vivent et exploitent de la terre car elles seront automatiquement obligées de prendre en compte la préservation de leur milieu naturel pour garantir leur qualité de vie. C'est autour de ce lien que pourra se fonder une pratique agricole en adéquation avec le respect de la nature. Ce bon usage de la terre que nous avons déjà mentionné implique une exploitation réfléchie et raisonnée des ressources naturelles mobilisées par la communauté. Les moyens utilisés pour la production agricole doivent nécessairement correspondre à la volonté de réduire l'impact écologique négatif de l'exploitation des sols. Cela implique donc une utilisation parcimonieuse des machines. Comme le note Frédéric Dufoing, Wendell Berry préfère utiliser des chevaux pour son travail afin de limiter l'emploi de tracteurs. Cela implique un travail agricole bien plus difficile et illustre parfaitement l'importance du travail dans la pensée agrarienne. Il faut obtenir de quoi améliorer la vie de sa famille, et pour cela des sacrifices sont nécessaires. Pour illustrer cette idée, les agrariens opposent au sein du monde contemporain deux comportements types de producteurs agricoles :

Les uns cherchent à gagner le plus possible avec le moins possible de travail ; ils tendent à s'inscrire dans des logiques d'organisations, d'institutions abstraites, détachées, déracinées, déresponsabilisées et pensent en terme de nombres et de quantités. Les autres cherchent à obtenir une vie décente mais en travaillant aussi bien que possible en instaurant et respectant un ordre humain ancré localement, dans ce qui se vit dans la communauté et l'environnement direct. <sup>402</sup>

Il y a donc pour assurer la survie dans le temps long de ces communautés, un impératif écologique à respecter. Malgré ces nombreux points qui semblent de nature à rapprocher l'écologisme anti-industriel de l'écologisme agrarien, certains points semblent de nature à les éloigner.

Si nous avons volontairement jusque-là mis de côté la croyance religieuse de Wendell Berry, c'est qu'il nous semble important de dépasser ce point de désaccord entre les anti-industriels et les agrariens afin de pouvoir constater que malgré son existence, il y a une véritable proximité idéologique entre ces deux courants de l'écologie radicale. Il s'agit

---

<sup>401</sup> Wendell Berry, « The Gift of Good Land », in *The Art of the Common Place. The Agrarian Essays of Wendell Berry*, p.296, traduction in *Op.cit.* Frédéric Dufoing, *L'écologie radicale...* p.139

<sup>402</sup> Frédéric Dufoing, *L'écologie radicale...* *Op.cit.*, p.140

finalement de faire ici la même chose que nous avons pu faire avec Jacques Ellul et sa critique technicienne des sociétés contemporaines. Frédéric Dufoing note que l'objectif de Wendell Berry est de montrer que les sociétés humaines ont pu générer des valeurs et des pratiques en adéquation avec le respect de la nature.<sup>403</sup> En tant que chrétien, il défend une vision écologiste des textes bibliques, au contraire de ce que nous avons pu voire de l'analyse de Bernard Charbonneau, partagée par la pensée anti-industrielle. En effet, pour Wendell Berry, l'écocide doit être considéré comme un blasphème.<sup>404</sup>

La terre promise n'est pas un don définitif. Elle est "donnée", mais seulement pour un temps, et seulement pour autant qu'elle soit utilisée de manière adéquate. Il est [...] répété encore et encore qu'au Seigneur ton Dieu appartiennent les cieux et les cieux des cieux, la terre et tout ce qui s'y trouve (Deutéronome, 10 : 4). Ce qui est donné n'est pas la propriété, mais une sorte d'usufruit (tenancy), le droit d'habitation et d'usage.<sup>405</sup>

Si cette divergence d'opinion religieuse semble de nature à distinguer systématiquement ces deux courants de pensée, nous pensons qu'il faut au contraire les rapprocher. En effet, abstraction faite de l'importance pour Wendell Berry du rôle de Dieu, l'analyse réalisée et le comportement prôné sont identiques. Ces deux pensées ont en fait un objectif commun : identifié et défendre des pratiques alternatives conformes à des convictions écologistes radicales anthropocentrées. Malgré des valeurs défendues plus conservatrices du côté des agrariens, notamment en ce qui concerne la famille, ces pensées se rejoignent donc sur de nombreux. D'ailleurs, Frédéric Dufoing pointe du doigt le relativisme culturel de Wendell Berry, pour qui la religion chrétienne ne représente qu'un cadre de valeurs et de pratiques permettant la mise en place et le développement de sociétés écologiques. Il est donc parfaitement possible pour une communauté autonome qui ne serait pas régie par les principes chrétiens de mettre en place une société écologiquement responsable. Enfin, pour en finir avec cette proximité idéologique, il nous paraît important d'évoquer le parcours de Wendell Berry, qui d'universitaire est devenu agricole. Il n'est donc pas sans rappeler le parcours de René Riesel, bien que ce dernier n'ait jamais obtenu de statut au sein de l'université française. Si la défense du monde rural est devenu un objectif central de la pensée anti-industrielle, c'est parce que la ville a subi de plein fouet la politique de développement et que l'espoir anti-industriel de voir émerger des foyers de contestation de la société marchande dans les zones

---

<sup>403</sup> *Ibid.* p.136

<sup>404</sup> *Ibid.* p.137

<sup>405</sup> Wendell Berry, « The Gift of Good Land », in *The Art of the Common Place. The Agrarian Essays of Wendell Berry*, p.296, traduction in Op.cit. Frédéric Dufoing, *L'écologie radicale...* p.137

urbaines semble avoir disparu de l'utopie que nous étudions. Observons alors ce qu'est devenue la ville dans l'analyse anti-industrielle.

### Sous-Section III une critique acerbe de la ville contemporaine

#### *Un accroissement infini de la ville*

Au fil du temps, le développement de la société industrielle n'a fait qu'accroître la destruction par l'homme de son milieu. Afin d'échapper à cette nature qui lui était hostile, l'homme s'est donc réfugié dans les villes. L'une des contradictions relevées par les penseurs anti-industriels réside d'ailleurs dans cette opposition assez classique entre la ville et la campagne. En effet, l'homme qui court par peur se réfugier à la ville, est en permanence attiré par cette merveilleuse nature qu'il fuit. Pour Bernard Charbonneau, l'entre-deux guerres constitue la période charnière durant laquelle deux mondes vont se constituer l'un à côté de l'autre. Mais alors que le monde rural et le monde urbain se développent et s'affirment, une véritable rupture va naître. C'est à la suite de la seconde guerre mondiale que le monde urbain va peu à peu prendre le pas sur le monde rural. La campagne devient alors pour les citadins un moyen de s'évader ; un espace préservé qui leur permet d'échapper de temps à autres à leurs conditions de vie en ville qui les privent de lien direct avec la nature. Les différents parcs qui ornent aujourd'hui nos centres villes ne sont que des résurgences de cette volonté enfouie au plus profond des êtres humains de retrouver une certaine forme d'harmonie avec la nature. Cependant ils n'offrent aux individus que de bien pâles ersatz de nature. Celle-ci va également être mise au service des intérêts économiques qui dirigent le monde marchand. Elle constitue une sorte de réserve d'énergies pour les citadins. C'est en effet à la campagne que l'industrie va trouver « son stock d'énergie et de vertus traditionnelles où les usines puisent leur main-d'œuvre et les casernes leur infanterie ». La nature se transforme en « un grand parc national où l'homme des villes est sûr de pouvoir jouir en toute liberté des plaisirs des premiers jours ».<sup>406</sup> Mais cela est-il encore le cas ? La campagne, tout comme la ville subit elle aussi les politiques contemporaines d'aménagement du territoire fondées sur des critères de rentabilité économique. Ce rapprochement entre les conditions de vie dans le monde rural et le monde urbain s'illustre au sein des écrits de Charbonneau par l'évolution du métier d'agriculteur que nous avons vu précédemment.

---

<sup>406</sup> *Ibid.* p.34

Si, comme le pense les anti-industriels, la campagne est aujourd'hui encore plus maltraité qu'avant les révolutions industrielles, c'est que les villes n'étaient pas encore aussi gigantesques qu'elles le sont devenues. Elles sont, avant l'industrialisation, moins peuplées donc de taille plus restreinte, et elles sont encore encerclées par la nature. Comme le note Bernard Charbonneau, ces villes anciennes sont comme perdues au milieu de la nature.<sup>407</sup> Il existe alors un lien économique très fort entre le monde rural et monde urbain ; le premier nourrit le second. Mais peu à peu ce lien va se briser, et la politique de développement visant à faciliter la croissance économique va avoir deux conséquences majeures : une augmentation significative de la taille des villes logiquement accompagnée d'une destruction de la campagne.

Lorsqu'ils évoquent la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la campagne, les penseurs anti-industriels observent avec regret que son organisation est uniquement guidée par la volonté d'accroître sa productivité. Cette volonté se réalise donc au détriment de certains principes fondamentaux visant à la préservation d'un écosystème naturel. Par exemple, nos penseurs constatent la disparition de plus en plus fréquente des haies, des fossés ou encore des talus qui jusque-là participaient à l'organisation des campagnes. Or ceux-ci jouaient un rôle fondamental dans la conservation d'un équilibre fragile de la faune et de la flore. Cela s'explique, pour les anti-industriels, par l'obligation de rentabiliser chaque mètre carré de sol potentiellement exploitable. Ici, l'activité agricole semble complètement déconnectée du milieu naturel ; en d'autres termes elle s'industrialise comme peut par exemple l'illustrer le projet de la ferme des mille vaches ». Dès lors, l'organisation rationalisée de la campagne s'impose. Le métier d'agriculteur est de moins en moins régit par les impératifs naturels, dépassés par des moyens techniques, et de plus en plus par des impératifs économiques. Cela implique pour les anti-industriels, que les campagnes s'enlaidissent et se fragilisent de plus en plus.<sup>408</sup> La technique va également jouer un rôle majeur dans la transformation radicale de la campagne. En effet, en raison de l'utilisation de machines de plus en plus sophistiquées, il est nécessaire de transformer les moyens de circulation et d'adapter la géographie des terres cultivables. Mais comme le seul impératif est de continuer à accroître les rendements des sols, tout cela se fait au détriment de la préservation de la nature.

---

<sup>407</sup> *Ibid.* p.45

<sup>408</sup> *Fascicule de l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.103

L'accroissement des villes est allé de pair avec un perfectionnement de leur organisation. Si, pour les anti-industriels, le rythme de croissance des villes au XIX<sup>ème</sup> siècle pouvait se comparer à celui d'un arbre, le développement du processus d'industrialisation va dangereusement l'accélérer. La ville se transforme petit à petit en une vaste agglomération organisée en quartiers dont le rôle est bien défini. On y retrouve par exemple, des zones d'habitat, de loisirs, de consommation ou encore de production. En accord avec les mots employés par Bernard Charbonneau, les anti-industriels ne considèrent plus que la ville du XX<sup>ème</sup> siècle puisse encore être considérée comme une œuvre, mais au contraire qu'elle est devenue un chaos.<sup>409</sup> Puisque, pour les penseurs anti-industriels, la ville permet de révéler le projet qui anime une époque,<sup>410</sup> l'état déplorable des villes contemporaines permet de mettre à nu le désastre que constitue le projet contemporain. Deux exemples architecturaux sont mis en avant par les anti-industriels afin d'illustrer ces propos : le Sacré-Cœur et le centre Pompidou. Construit en 1876, le Sacré-Cœur est considéré comme un symbole de la contre-révolution. En effet, il fut érigé dans le but de punir les habitants des événements de la Commune de Paris survenus quelques années plus tôt. Le centre Pompidou, quant à lui, symbolise le « retour à l'ordre et au travail ».<sup>411</sup> Bâti en plein centre de Paris en 1977, il avait comme objectif de faire oublier aux parisiens les troubles survenus lors des événements de Mai 1968. En tant que projet culturel, il avait comme mission première de remplir la vie ennuyeuse des citoyens ; en tant que projet d'affirmation de la classe dominante, il devait essayer de faire oublier les revendications radicales qui avaient animé la fin des années 1960 en France. Grâce à ces deux exemples, les anti-industriels essaient de montrer que tous les domaines de la vie, y compris les domaines artistiques tels que l'architecture, sont aujourd'hui dirigés par une seule et même logique, celle de l'accroissement de la productivité. L'évolution de la ville doit donc répondre à des critères d'efficacité, qui s'illustrent, comme nous venons de le voir, dans l'architecture, mais également dans l'organisation de la ville. En tant que berceau historique des contestations révolutionnaires, la ville est considérée par les penseurs que nous étudions, comme l'une des victimes du désastre contemporain. Dans le but d'asseoir sa domination et de favoriser l'accroissement économique, la bourgeoisie, contrairement à ce qu'avait pu faire la monarchie,<sup>412</sup> va très sérieusement transformer la ville. Son objectif est de faciliter la circulation des marchandises et des travailleurs au sein de la ville. Ainsi, les transports de

---

<sup>409</sup> *Ibid.* p.38

<sup>410</sup> *Ibid.* p.45

<sup>411</sup> Mai 1985, Fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances. Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, p.47

<sup>412</sup> Aout 1985, Fascicule 4 de *l'Encyclopédie des Nuisances. Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, p.78

masse vont se développer. Pour les anti-industriels, le terme de « marchandise » convient également pour les ouvriers, qui, au sein de cette nouvelle organisation de la ville, sont traités comme tel. C'est ainsi que se développent également des quartiers dortoirs pour les ouvriers. Ils se retrouvent ainsi « entreposés » dans des « zones de stockage » lorsqu'ils ne sont pas au travail. Il faut donc faciliter un maximum le déplacement de ces travailleurs qui doivent chaque jour faire l'aller-retour entre leur zone de repos et leur zone de travail. C'est pour répondre à tous ces impératifs économiques que la ville contemporaine est organisée. Si la seconde guerre mondiale a permis, avec les travaux de reconstruction, de réorganiser la ville de façon plus efficace, les anti-industriels perçoivent les prémices d'un changement dès 1933 et la promulgation, au cours d'architecture, de la charte d'Athènes sur la planification et la construction des villes. Ce document permettra aux techniciens responsables de l'organisation urbaine de déterminer comment partager le sol de la ville entre trois zones distinctes : une zone dortoir dans laquelle l'homme est censé se reposer ; une zone de production dans laquelle l'homme doit aller travailler ; une zone de spectacle dans laquelle l'homme peut aller se divertir. La nouvelle organisation de la ville européenne répond donc à « un principe géométrique simple, une logique mathématique ou *l'orthogonisme* règle toute composition ». <sup>413</sup> Les penseurs anti-industriels identifient alors deux périodes distinctes d'évolution de la ville. La première réorganisation de la ville a eu lieu au XIXème siècle. La ville bourgeoise commence peu à peu à se mettre en place, et les institutions importantes du régime occupent une place centrale sur le territoire urbain. Des structures telles que la mairie, les halles, les marchés, les écoles, les gares et même les jardins publics se multiplient. Celles-ci sont implantées à des endroits précis « en suivant une organisation et un système de localisation hiérarchique déterminés qui couvrent l'ensemble du territoire urbain ». <sup>414</sup> La seconde refonte de la ville en Europe a pris forme au cours du XXème siècle. Elle correspond à une accentuation des changements provoqués par la première réorganisation. Elle se caractérise par l'apparition de rocares et de radiales qui divisent la ville en différentes zones, et elle instaure « des systèmes bureaucratiques totalitaires élaborés sous le nom de grilles d'équipements pour coloniser et planifier l'ensemble de la vie quotidienne ».

---

<sup>413</sup> *Ibid.*

<sup>414</sup> *Ibid.*

Les encyclopédistes résument ainsi la situation : « l'haussmannisation<sup>415</sup> des villes européennes, avait réalisé l'ossature de la voirie et des réseaux de transports modernes, rendant possible les transformations ultérieures, notamment l'expansion puis la séparation des fonctions urbaines, les déportations puis les ségrégations massives de population naguère réunies dans un même lieu ». <sup>416</sup> Pour rendre toujours plus efficace l'organisation du territoire urbain, les partisans du développement vont aller encore plus loin dans la métamorphose de la ville, en mettant en place « l'aménagement spatial de la fixité absolue ». En tant qu'élément essentiel de ce processus, l'Etat va, bien entendu, apporter sa pierre à l'édifice en investissant massivement l'argent des impôts dans des logements sociaux. Ceci lui permet de « garder sous contrôle la masse de main-d'œuvre nécessaire à la formation quotidienne de capital ». <sup>417</sup> Il est intéressant de noter, que pour la première fois de l'histoire, les pauvres se voient directement attribuer une architecture nouvelle. <sup>418</sup> La classe laborieuse aura désormais comme lieu de résidence de grandes tours d'immeubles, à distance raisonnable des zones d'activités afin qu'elle reste entièrement disponible dans le but d'accroître les rendements économiques de la ville contemporaine.

Selon notre lecture de la pensée anti-industrielle, l'évolution de la ville semble être un processus irrationnel, dans le sens où il n'est pas la résultante d'un projet conscient des individus, mais bien plus l'aboutissement d'une combinaison de différents choix. Pourtant, les anti-industriels affirment que cette évolution de la ville n'a pu être réalisée que par le biais d'une politique volontariste, menée par les dirigeants des différents Etats occidentaux. Les mots employés par François Mitterrand le 14 Décembre 1984 dans un entretien publié dans la revue *Monuments Historiques*, nous permettent ici d'illustrer cette idée :

Nous n'aurons rien fait si nous n'avons pas créé, dans les dix années à venir, les bases d'une civilisation urbaine. On ne communique pas... Il faut donc trouver un langage commun. A cela doivent collaborer l'architecture, l'urbanisme... Il faut organiser la civilisation de la ville et, quand on aura répondu à cette question, on aura fait avancer la civilisation tout court. <sup>419</sup>

Ces propos sont particulièrement clairs ; l'avenir de la civilisation passe, pour François Mitterrand, par la ville. La campagne, et par extension la nature, sont des éléments qui n'ont

---

<sup>415</sup> En référence au baron Georges Eugène Haussman (1809-1891) qui sera l'architecte responsable de l'évolution de la ville de Paris durant le XIXème siècle. Ces travaux poseront les bases de l'évolution de la ville de Paris aux XXème siècles.

<sup>416</sup> Aout 1985, Fascicule 4 de *l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.80

<sup>417</sup> *Ibid.*

<sup>418</sup> Guy Debord, *La société du spectacle*, *In Ibid.* p.81

<sup>419</sup> *Ibid.* p.82

pas de leur place dans la politique volontariste de développement qui est menée par les Etats occidentaux depuis plusieurs siècles. Désertant peu à peu les campagnes, les ruraux vont migrer et constituer des agglomérations urbaines de plus d'un million de résidents. La population rurale de la France va donc passer de 50% en 1945 à 35% en 1962 et Paris voit sa population passer de 4,5 millions à 9 millions d'habitants en moins de 20 ans. Pour Bernard Charbonneau comme pour les penseurs anti-industriels, l'explication économique classique ne suffit pas à justifier entièrement ce phénomène. Il constate en effet que la croissance extrêmement rapide des villes comme Calcutta, ou Brazzaville s'explique bien plus par la pauvreté qui règne au sein des Etats que par une activité économique florissante. Pour Charbonneau : « la ville grandit parce qu'elle doit grandir ». <sup>420</sup> Dans l'esprit de l'homme contemporain, la ville constitue un passage obligé dans l'avènement d'une meilleure civilisation humaine. La campagne, quant à elle, représente le passé. Les hommes vont donc en ville non pas pour trouver un travail, mais plutôt pour se rapprocher de la civilisation ; les individus sont irrémédiablement attirés par cette ville dont on vante les mérites, et qui constitue l'avenir radieux de l'humanité. Le mythe qui s'est peu à peu créé autour de la ville incite l'homme contemporain à penser que sa vie ne peut être que meilleure au sein des grandes agglomérations. La propagande contemporaine diffuse une image idéalisée de la ville qui offre à chaque individu la possibilité de trouver un emploi et de s'y forger une belle carrière. La ville permet également aux hommes et aux femmes de rencontrer un partenaire compatible avec qui former une famille. Pour Charbonneau, la croissance de la ville doit être perçue comme un processus quasi autonome. Les individus en sont à l'origine, mais elle s'est transformée en une machinerie qui aujourd'hui les dépasse. Ils ne peuvent que subir ce développement, et tenter de le gérer au mieux. Cette croissance des villes démontre à la fois « une victoire de l'Homme sur les choses et une défaite vis-à-vis de lui-même ». <sup>421</sup> Désormais, avec l'émergence de ces gigantesques agglomérations, les individus n'agissent plus, ils réagissent à cette expansion des zones urbaines qui semble sans fin. Le travail des urbanistes illustre parfaitement ce propos. Si ces organisateurs du monde urbain construisent de grandes tours ou de grands blocs, c'est parce qu'il faut entasser dans un espace restreint une population urbaine qui ne cesse de croître. Ce phénomène, qui était jusqu'au XXème siècle un problème touchant principalement le monde occidental, s'étend irrémédiablement à la surface du globe. Mexico, Calcutta, Lima, Caracas, Le Caire ou encore Casablanca sont autant de villes qui suivent le chemin tracé par les occidentaux.

---

<sup>420</sup> Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone... Op.cit.*, p.92

<sup>421</sup> *Ibid.* p.109

Miguel Amoròs constate avec regret que les villes ont subi depuis la fin de la seconde guerre mondiale une vague de destruction-reconstruction sans précédent historique.<sup>423</sup> Ce processus a eu pour « conséquence la perte irréversible » pour les villes détruites de « leur identité », et sont devenus les unes pour les autres des copies plus ou moins bien réussies. Pour illustrer l'absurdité de ce développement incessant des zones urbaines l'Espagne nous livre l'exemple de ses villes fantômes.<sup>424</sup> Mais tout ceci, dénoncé aujourd'hui par les penseurs anti-industriels ou jadis par Bernard Charbonneau, se retrouve également dans la littérature. Cette organisation nouvelle de la ville est tantôt érigée en idéal, tantôt perçue comme un cauchemar.

En effet, pour bien comprendre ce à quoi les anti-industriels font ici référence, il est une nouvelle fois possible d'illustrer nos propos à l'aide de la littérature utopique ou dystopique. Nous avons ici choisi deux exemples qui nous semblent particulièrement révélateur de l'organisation contemporaine des villes. La première description de la ville est issue de l'ouvrage de Tommaso Campanella intitulé *La cité du soleil*. Dans ce livre, l'auteur décrit l'organisation d'une ville idéale qu'il semble appeler de ses vœux. Ce qu'il nous semble intéressant de noter ici, c'est l'organisation rationalisée de la ville. En effet, celle-ci est constituée de « sept grands cercles »,<sup>425</sup> dont chacun constitue un étage à franchir avant d'un arriver au sommet de la colline sur laquelle la ville est construite. Chaque cercle reçoit donc un type de personne précis selon la fonction que chacun doit accomplir. Bien entendu, le gouvernement se situe à la fois au cœur et au sommet de la ville, sur lequel repose un temple lui aussi circulaire. La ville, ainsi que la vie de ses habitants, est donc organisée par les dirigeants, qui doivent détenir certaines qualités pour occuper un poste prestigieux. De plus, autre élément intéressant, la ville est partagée à l'aide de quatre routes principales qui permettent de la traverser sans encombre. Nous retrouvons donc, chez un auteur du début du XVIIème siècle, la volonté d'organiser la ville de la manière la plus rationnelle qu'il soit. Bien entendu le contexte historique a une influence majeure sur les écrits de Tommaso Campanella et nous ne prétendons pas qu'il a réussi à décrire la ville telle qu'elle est

---

<sup>422</sup> A ce sujet voir : Miguel Amoròs, « La ville totalitaire », *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle*, La Taillade, Editions de la Roue, 2015, p.37-47

<sup>423</sup> *Ibid.* p.38

<sup>424</sup> Sur ce sujet voir notamment l'article du journaliste Guillermo Abril « Aquí vivo solo », *EL Pais*, du 16 Janvier 2011 [https://elpais.com/diario/2011/01/16/eps/1295162815\\_850215.html](https://elpais.com/diario/2011/01/16/eps/1295162815_850215.html)

<sup>425</sup> Tommaso Campanella, *La cité du Soleil* [1602], Genève, Librairie Droz, 2000, p.3

aujourd'hui, mais il nous semble intéressant de trouver les prémisses d'une organisation de la ville qui semble aujourd'hui exister.

Ensuite, le second ouvrage auquel nous allons faire appel date du début du XX<sup>ème</sup> siècle : *Meccania, Le super Etat*.<sup>426</sup> A cette date, le processus de développement de la ville a déjà bien commencé, et l'auteur nous propose donc une description d'une ville imaginaire dont il semble considérer qu'elle puisse représenter l'avenir des villes du XX<sup>ème</sup> siècle.

D'une manière générale, dans cette immense ville de Mecco, il n'y a rien de fortuit, d'imprévu ou de laissé au hasard. Bien que je ne sois que spectateur, j'ai l'impression d'être un petit rouage dans cette énorme machine complexe. La machine semble tout engloutir ; les individus ne comptent pour rien. C'est sans doute la raison pour laquelle il paraît impossible d'entrer en contact avec d'autres êtres humains que les représentants officiels qui m'informent et me guident à chaque instant. Je commence à me demander si l'individu meccanien existe vraiment ou bien si sa personnalité se fond dans la personnalité officielle qui est la seule chose qui soit visible pour moi.<sup>427</sup>

On retrouve alors dans cet ouvrage l'idée d'une organisation rationalisée de la ville. Ce qui s'y ajoute, c'est le sentiment d'immensité que ne pouvait encore imaginer un écrivain au XVII<sup>ème</sup> siècle. En continuant la lecture de cet ouvrage, on se retrouve confronté à une ville également organisée de manière circulaire, et dont chaque quartier correspond à une classe de la population. L'ère industrielle ayant démarré, l'auteur se demande comment les villes vont devoir se réorganiser et choisit donc l'idée d'une spécialisation géographique du territoire urbain. La reprise de contrôle des individus sur la croissance des villes représente donc pour les penseurs anti-industriels un enjeu capital tant pour la préservation de l'environnement que pour l'émancipation des individus. Si cette ville contemporaine ne satisfait aucunement la pensée anti-industrielle, la campagne rythmée par son activité économique principale, l'agriculture, constitue également un élément central des convictions écologistes de la pensée anti-industrielle.

L'analyse de la ville d'Owen Gregory semble rejoindre celle formulée par Georges Orwell dans son ouvrage *1984*. Ces deux auteurs avaient pour autre point de commun de décrire au sein de leurs écrits une société totalitaire. De la même manière, la pensée anti-industrielle, qui comme nous venons de le voir, dénonce ce qu'est devenu la ville contemporaine formule l'idée que le monde contemporain, malgré l'existence de régimes

---

<sup>426</sup> Owen Gregory, *Meccania, Le super Etat* [1918], Bordeaux, Editions de l'Île Oubliée, 2015

<sup>427</sup> *Ibid.* p.63

politiques dits démocratiques, est régit par une nouvelle forme de totalitarisme. C'est désormais sur ce point de l'utopie anti-industrielle que notre regard va désormais se poser.

### *Conclusion*

L'écologisme anti-industriel trouve ses racines dans de nombreuses familles constitutives de la pensée écologiste. Malgré cela, il semble reposer sur trois idées principales : la nécessité du recours à la connaissance scientifique, la place fondamentale de l'agriculture et du monde paysan, la défense du monde rural face à la colonisation industrielle.

En dépit de sa critique radicale de la science contemporaine, la pensée anti-industrielle accorde une place de choix à la connaissance scientifique dans son combat écologiste. En effet, celle-ci devrait être à l'origine d'une prise de conscience massive de la part des individus sur l'urgence de la situation. De plus, seule une connaissance minutieuse du fonctionnement de la biosphère peut mener à des prises de décisions respectueuses de l'équilibre naturel. Mais pour que tout cela soit possible, la science doit être libérée de l'emprise de la logique marchande, et les connaissances sur le vivant doivent impérativement être partagées. Chaque individu doit être capable de mettre son comportement en adéquation avec le respect de la nature, car il sait comment fonctionne le milieu naturel. Cette connaissance ne peut rester entre les mains d'une élite, qui fera les choix en lieu et place des citoyens. La science doit donc se démocratiser. Pour les penseurs anti-industriels, il n'est pas normal que les grands industriels et l'Etat contrôlent la sphère scientifique. Tous deux étant au service du productivisme, leurs choix scientifiques ne peuvent qu'être orientés par la volonté de croissance. Ceci explique pourquoi les penseurs anti-industriels considèrent qu'aucune solution authentiquement écologiste n'émergera de cette alliance entre l'Etat et les industriels. La préservation de la biosphère est, selon eux, incompatible avec les impératifs marchands. L'important est donc que chaque individu, par l'observation empirique de la nature et par la lecture d'ouvrages « hors-systèmes », parvienne à concevoir la nature comme un ensemble dont il fait partie, et dont le fragile équilibre sur lequel il repose doit être préservé.

Malgré toutes ces idées qui rappellent inévitablement les propos d'Arne Naess, l'écologisme anti-industriel demeure anthropocentré. En d'autres termes, il est nécessaire de préserver la nature uniquement parce que l'homme est une partie de cette nature. Il n'est pas non plus réduit à une simple partie négligeable, il incarne l'espèce dominante, seule capable de préserver et de détruire le milieu naturel. C'est donc sur les épaules de l'homme que repose

l'avenir de la nature. Contrairement à ce que l'on retrouve dans certaines pensées écologistes, l'idée n'est donc pas que l'homme essaie de n'avoir aucun impact sur la nature (cela est pour les anti-industriels absurdes), mais plutôt que l'homme mesure l'impact de son activité sur l'équilibre naturel. Ce qui illustre le mieux cette idée est le rôle accordé au paysan dans la pensée anti-industrielle.

Celui-ci détient en effet un rôle majeur dans la préservation de l'environnement. Grâce à sa connaissance approfondie des écosystèmes il est le seul à pouvoir mettre en adéquation deux éléments qui apparaissent aujourd'hui comme contradictoires : une production alimentaire suffisante pour subvenir aux besoins de la population, et le respect du milieu naturel. Sur ce point, les penseurs anti-industriels pointent du doigt l'absurdité de remettre entre les mains de technocrates les décisions agricoles. Ils insistent également sur la nécessité de libérer l'agriculteur d'aujourd'hui des impératifs économiques qui l'empêchent de produire une nourriture de qualité en quantité suffisante tout en étant respectueux de la nature. Enfin, ce rôle important accordé au paysan s'accompagne inévitablement d'une véritable défense du territoire rural. Constatant, depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, l'élargissement constant du territoire urbain, les penseurs anti-industriels mettent en garde contre une disparition totale de la campagne. Comme nous l'avons vu ils reprennent à leur compte l'analyse formulée sur ce point par Bernard Charbonneau. La campagne est aujourd'hui devenue la zone à protéger puisqu'elle constitue un refuge pour les individus qui souhaitent se libérer un maximum de l'emprise de la société industrielle. Mais la crainte de voir le territoire rural complètement détruit par l'industrialisme inquiète profondément les penseurs anti-industriels.

### Chapitre III

## **Analyse anti-industrielle du monde contemporain : émergence d'un nouveau type de phénomène totalitaire**

### *Introduction*

Dans sa volonté de proposer une analyse critique du monde contemporain la plus fine possible, la pensée anti-industrielle s'attaque aux différents piliers sur lesquels il repose. Elle cible donc tour à tour l'Etat, le marché et la technique. Pour mener à bien ce projet, les penseurs anti-industriels utilisent un concept récent mais bien connu en science politique : celui de totalitarisme. Notre travail s'attachera ici à retranscrire et analyser avec la plus grande précision possible, la description de ce nouveau système totalitaire, telle qu'elle est effectuée au sein des différents écrits constitutifs du corpus anti-industriel. Dans le but de rendre cette réflexion la plus claire possible, nous avons fait le choix de scinder ce chapitre en deux sections.

La première portera sur l'analyse anti-industrielle de l'organisation institutionnelle des sociétés contemporaines. Nous essaierons ici de comprendre pourquoi les penseurs anti-industriels ont recours au concept de totalitarisme pour décrire les sociétés contemporaines. Cette notion, dont l'usage comparatiste récent désigne une forme de pouvoir nouvelle, absolue, dont la caractéristique principale est la dissolution totale de la frontière entre Etat et société, peut paraître inappropriée pour dépeindre le système politique libéral qui s'est développé dans la majorité des Etats occidentaux.<sup>428</sup> Nous reviendrons donc, dans un premier temps, sur ce concept et les problèmes liés à son utilisation et à sa définition, avant d'étudier, dans un second temps, l'emploi qui en est fait au sein de la pensée anti-industrielle. Nous porterons ensuite notre attention sur l'analyse des démocraties libérales telle que la développent les penseurs anti-industriels. Nous verrons que, pour eux, si les institutions demeurent, elles ne remplissent plus la mission (si tant est qu'elle l'ait déjà remplie) qui fut originellement la leur : « la régulation des rapports sociaux ». <sup>429</sup> En d'autres termes, elles ne sont plus des lieux de pouvoir. Nous chercherons donc à comprendre ce qu'il est advenu du pouvoir politique dans les sociétés libérales. Sur ce point, nous constaterons que la pensée

---

<sup>428</sup> Brigitte Studer, « Totalitarisme », *Encyclopaedia universalis*, Paris, Encyclopaedia universalis France, 2008, consulté en ligne sur le site [www.universalis-edu.com](http://www.universalis-edu.com)

<sup>429</sup> Delphine Dulong, *Sociologie des institutions politiques*, Paris, La Découverte, 2012, p.3

anti-industrielle rejoint une analyse assez courante aujourd'hui, selon laquelle les hommes politiques ne sont plus les détenteurs du pouvoir, qu'ils ont abandonné aux mains des experts ; ces derniers profitent ainsi de la complexification du monde pour imposer leurs savoirs techniques et pour prendre un avantage décisif sur les hommes politiques.

La seconde section s'intéressera au type d'homme qui peuple le monde contemporain. En effet, la pensée anti-industrielle diffuse fréquemment l'idée qu'un nouveau type d'homme est en train de naître, toujours plus adapté aux exigences (ou aux nuisances) imposées par la logique industrialiste. Pour qualifier ce phénomène, Jaime Semprun utilise l'expression de « novhomme ». Notre travail consistera donc à brosser le plus fidèlement possible le portrait de ce « novhomme ». Nous verrons qu'il doit paradoxalement son existence à la destruction systématique des éléments qui, jadis, structuraient sa vie, et au remplissage de celle-ci par des activités simples et répétitives : le travail et la consommation. De cette façon, le « novhomme » ne prend pas conscience du vide qui l'entoure. A la suite de cette analyse générale, nous examinerons plus en détail le discours produit par les penseurs anti-industriels sur la psychologie de l'homme contemporain. Nous verrons enfin comment ce discours s'inscrit dans la veine des théories formulées par Lewis Mumford sur l'évolution de l'homme à travers les âges, dont la description saisissante de l'homme contemporain révèle les mêmes inquiétudes que celles exprimées par les anti-industriels.

## ***Section I Une critique radicale des institutions du monde contemporain***

### Sous-Section 1 L'identification d'un totalitarisme contemporain

#### *Bref retour sur le concept de « phénomène totalitaire »*

Depuis le XX<sup>e</sup> siècle, un nouveau concept est venu enrichir le vocabulaire de la science politique : celui de totalitarisme. Apparue pour décrire une réalité nouvelle, celle des régimes politiques nazi et soviétique, le concept de totalitarisme permet de combler les lacunes des différentes typologies des régimes politiques, qu'elles soient antiques ou modernes. En effet, aucune d'entre elles ne permettait aux chercheurs en science politique de comprendre de manière précise les situations politiques de l'Allemagne hitlérienne et de la Russie stalinienne. Dans son ouvrage intitulé *Les origines du totalitarisme*, Hannah Arendt, affirme d'ailleurs « que le totalitarisme diffère par essence des autres formes d'oppression politique que nous

connaissions, comme le despotisme, la tyrannie et la dictature ». <sup>430</sup> Très rapidement perçu comme le parfait opposé du régime démocratique libéral, le totalitarisme va rapidement devenir un élément central de la science politique du XX<sup>e</sup> siècle. Une littérature assez abondante visant à décrire, expliquer et comprendre ce phénomène politique nouveau va donc émerger. Ces différents écrits ont permis de dégager une définition assez précise du concept, mais ils vont également permettre, par un jeu de miroir, de mieux comprendre les fondements et le fonctionnement de nos démocraties contemporaines, et notamment leurs faiblesses.

En 1965, le politologue français Raymond Aron, dans son ouvrage intitulé *Démocratie et totalitarisme*, identifie cinq éléments principaux permettant d'identifier le phénomène totalitaire. <sup>431</sup> La première caractéristique qu'il retient est l'existence d'un parti qui détient le monopole de l'activité politique ; le fait que ce parti monopolistique soit animé par une idéologie considérée comme la seule garante de la vérité, constitue la deuxième caractéristique mise en avant par Raymond Aron. La troisième caractéristique du phénomène totalitaire repose sur l'existence d'un double monopole étatique : celui « des moyens de force » et celui « des moyens de persuasion ». La quatrième caractéristique mise en avant par Raymond Aron concerne les activités économiques qui, dans une telle situation, se soumettent à l'Etat, et deviennent une partie de l'Etat, fortement « colorées par la vérité officielle ». Enfin, le dernier élément mis en avant par l'auteur est le développement d'une situation de terreur résultant de la transformation de chaque faute en une faute idéologique, par le biais d'une politisation de toute chose. Pour que le phénomène totalitaire soit parfait, ces cinq éléments doivent donc être réunis.

En complément des travaux de Raymond Aron sur le phénomène totalitaire, il convient également de revenir sur les écrits d'Hannah Arendt. Il n'est d'ailleurs pas anodin de constater que l'un des premiers intellectuels français à s'intéresser au livre d'Hannah Arendt a été Raymond Aron. <sup>432</sup> Le livre d'Hannah Arendt ne pouvait être bien perçu en France, puisqu'elle considérait les exemples nazi et soviétique comme « les deux formes jumelles du totalitarisme ». <sup>433</sup> Malgré les divergences entre ces deux auteurs, les critères mis en avant par Raymond Aron se retrouvent également dans les écrits d'Hannah Arendt. Cette dernière semble d'ailleurs moins attachée à l'identification d'un régime politique que le politologue

---

<sup>430</sup> Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme* [1951], Paris, Editions Gallimard, 2002, p.813

<sup>431</sup> Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme* [1965], Paris, Editions Gallimard, 1987, p.284-285

<sup>432</sup> Aron Raymond, « L'essence du totalitarisme. À propos de Hannah Arendt », *Commentaire*, 2005/4 (Numéro 112), p. 943-954. DOI : 10.3917/comm.112.0943. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-commentaire-2005-4-page-943.htm>

<sup>433</sup> *Ibid.*

français. Elle décrit bien plus une dynamique destructrice dans laquelle se sont lancées deux sociétés à un moment donné de leur histoire. Cette dynamique fait naître une situation totalitaire qui repose selon ses écrits sur : une société sans classe ou de masse ; une idéologie unique amenant une politique de la terreur ; la mise en place d'une propagande devenant très vite une véritable politique d'endoctrinement. L'importance des écrits d'Hannah Arendt sur le totalitarisme est d'autant plus grande que Jaime Semprun, dans son ouvrage intitulé *L'abîme se repeuple*, y fait référence pour décrire nos sociétés contemporaines.<sup>434</sup> Ce même auteur réutilise ce terme à plusieurs reprises au sein d'un livre co-écrit avec René Riesel intitulé : *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*.<sup>435</sup> Mais est-il pertinent d'utiliser le terme de totalitarisme pour décrire nos sociétés contemporaines ?

Le politologue français Bernard Bruneteau tente d'apporter des éléments de réponse à cette question dans un livre intitulé *L'Age totalitaire, Idées reçues sur le totalitarisme*.<sup>436</sup> L'auteur constate que depuis les années 1990 de nouveaux discours radicaux émergent. Ces derniers se fondent sur la stigmatisation « d'un *capitalisme total* assis sur l'idéologie messianique du marché, la croyance dogmatique en l'infinité de la marchandise et le mythe de l'*Homo œconomicus* ». <sup>437</sup> Apparaissant à gauche comme à droite, ces « nouvelles radicalités » <sup>438</sup> fondent leurs analyses du totalitarisme marchand sur l'existence d'« une vision téléologique d'une histoire s'achevant par la victoire et l'extension du marché à l'échelle de la planète ». <sup>439</sup> Cette victoire impliquerait nécessairement « la réduction de la diversité au profit d'un modèle humain unique ». <sup>440</sup> Mais pour Bernard Bruneteau, c'est grâce aux écrits d'Herbert Marcuse, ancien membre de l'École de Francfort, que les mouvements antilibéraux ont pu mobiliser le concept de totalitarisme pour décrire l'ordre libéral. Dans la perspective marcusienne, si les régimes politiques totalitaires n'existent plus en tant que tels, « notre époque tend au totalitarisme ». <sup>441</sup> Mais pour Bernard Bruneteau, l'utilisation du terme de totalitarisme pour décrire la situation contemporaine du monde est due à une vision réductrice du concept de totalitarisme. Celle-ci repose, selon l'auteur, sur une assimilation du

---

<sup>434</sup> Jaime Semprun, *L'abîme se repeuple*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1997, p.46

<sup>435</sup> René Riesel et Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008

<sup>436</sup> Bernard Bruneteau, *L'Age totalitaire, Idées reçues sur le totalitarisme*, Paris, Editions Le Cavalier Bleu, 2011, p.157-162

<sup>437</sup> *Ibid.* p.157

<sup>438</sup> Cette expression est le titre d'un article de Philippe Raynaud, « Les nouvelles radicalités. De l'extrême gauche en philosophie », *Le Débat* 1999/3 (n° 105), p. 90-117.

<sup>439</sup> Bernard Bruneteau, *L'Age totalitaire, Idées reçues sur le totalitarisme...Op.cit.*, p.158

<sup>440</sup> *Ibid.*

<sup>441</sup> Herbert Marcuse, *Eros et civilisation* (préface), In Bernard Bruneteau, *L'Age totalitaire...Op.cit.*, p.159

phénomène totalitaire « à une tendance repérable au cœur même des sociétés démocratiques ». <sup>442</sup> Le choix de mobiliser ce terme fort de sens, relèverait donc plutôt d'une volonté de rendre encore plus détestable l'ordre contemporain, en l'assimilant aux régimes politiques les plus haïs de l'histoire.

Sur ce point, la science politique semble se heurter à ses propres limites. En effet, la possibilité ou non d'utiliser ce concept interroge directement sur les convictions profondes des chercheurs de notre discipline. De plus, l'objet politique étudié étant situé dans le présent, nous n'avons que trop peu de recul pour savoir exactement à quoi nous avons affaire, notamment quand les différentes grilles d'analyse semblent insuffisantes pour comprendre dans son ensemble un phénomène nouveau. La science politique devra alors peut-être se pencher sur ce phénomène nouveau, car comme nous le rappelle fort justement Bernard Bruneteau, « la bête » est « indiscutablement nouvelle ». <sup>443</sup> Cependant, cette impossibilité de trancher est de nature à nous lancer dans une analyse plus poussée des écrits anti-industriels, afin de comprendre sur quoi repose pour ces penseurs le totalitarisme marchand. En nous basant sur les caractéristiques établies du phénomène totalitaire, nous allons donc observer plus concrètement les limites de l'utilisation de ce concept lorsqu'il s'agit de décrire l'ordre libéral contemporain.

#### *Usage du concept au sein de la pensée anti-industrielle*

Pour rendre notre propos le plus clair possible, nous avons fait le choix de reprendre les cinq caractéristiques du phénomène totalitaire identifiées par Raymond Aron afin de vérifier comment les penseurs anti-industriels justifient leur existence dans le monde contemporain. Il ne s'agit pas ici d'essayer de démontrer l'existence du totalitarisme marchand, mais uniquement de chercher à comprendre comment des analystes du monde contemporain en arrivent à utiliser un concept qui semble de prime abord définir l'exact opposé de la société contemporaine.

Pour commencer, comme nous l'avons vu dans notre premier chapitre, le monde contemporain est, pour les penseurs anti-industriels, soumis à une nouvelle idéologie dominante reposant sur une logique totalitaire : elle est appelée par Jean-Marc Mandosio

---

<sup>442</sup> *Ibid.* p.161

<sup>443</sup> *Ibid.* p.160

l'idéologie néotechnologique. Puisque nous l'avons déjà vu en détail<sup>444</sup> nous rappellerons juste le rôle attribué par J-M Mandosio à cette idéologie :

En tant qu'idéologie, la néotechnologie rend ces techniques d'abord pensables, puis assimilables : elle prépare le terrain à leur réception par la production de discours philosophiques, économiques et journalistiques ; en tant que système économique et technique, elle confirme en retour la pertinence de ces discours et les oblige à se réajuster pour « rester en phase » avec son développement, qui n'est jamais entièrement déterminé à l'avance. La néotechnologie, sous ces deux aspects, constitue un processus d'*autovalidation* fonctionnant en circuit fermé, ce qui l'apparente à une idéologie totalitaire ou à une religion.<sup>445</sup>

La présence d'une idéologie dominante est donc irréfutable pour les penseurs anti-industriels. De par l'émergence de multiples discours elle cherche à conquérir les esprits, et parvient à s'imposer comme la seule alternative possible. Cette idée rejoint celle d'endoctrinement que nous avons pu observer chez Hannah Arendt.

Ensuite, comme nous l'avons vu avec les travaux de Raymond Aron, cette idéologie doit être portée par un parti unique. Ici, puisqu'il est impossible pour les penseurs anti-industriels d'affirmer l'existence d'un seul et unique parti au sein des démocraties occidentales, une « pirouette intellectuelle » leur permet de valider cette caractéristique. Existe-t-il un parti politique guidé par une autre idéologie que celle identifiée par les penseurs anti-industriels ? Pour les auteurs que nous étudions la réponse est négative. En d'autres termes, aucun des partis politiques participant aux élections dans les systèmes électoraux pluralistes ne proposent une alternative à cette idéologie dominante. Pour les penseurs anti-industriels ils ne sont qu'une variation de possibilités pour la mise en application de la politique induite par l'idéologie néotechnologique. C'est donc par la pauvreté de l'offre politique proposée par les partis politiques dans nos démocraties, incapables qu'ils sont de se défaire de l'idéologie dominante totalitaire, que le critère du parti unique semble pouvoir être validé.

Les troisième et quatrième critères identifiés par Raymond Aron semblent encore plus compliqués à valider. En effet, si l'existence d'un contrôle monopolistique de l'Etat sur la contrainte, les armes, la police et l'armée semble assez évidente dans nos démocraties, il est moins aisé d'affirmer l'existence d'un contrôle monopolistique de l'Etat sur les activités économiques ainsi que sur les moyens de communications. Malgré tout, les penseurs anti-

---

<sup>444</sup> Cf. *supra*, chapitre I, section I, sous-section II

<sup>445</sup> Jean-Marc Mandosio, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique... Op.cit.*, p.10

industriels parviennent une nouvelle fois à valider la réalité de cette caractéristique. En effet, s'il ne fait aucun doute pour eux que les journalistes d'aujourd'hui sont autorisés à écrire la vérité, ils déplorent en revanche leur incapacité de le faire.<sup>446</sup> Sur ce point, les anti-industriels considèrent que la presse, et l'univers médiatique en général, sont dégradés. La soumission aux impératifs économiques de la société marchande ne permet pas aux journalistes de réaliser correctement le travail d'investigation nécessaire à la rédaction d'un article bien documenté. Internet accélère cette évolution de la presse vers un travail trop sensationnaliste. Désormais, l'important serait bien plus de créer « le buzz » afin d'obtenir des revenus supérieurs plutôt que d'informer les citoyens sur les problèmes contemporains qui agitent le monde. A ce titre, pour illustrer leurs propos, les anti-industriels mobilisent le cas du journal *L'Observateur* dont l'évolution serait caractéristique du processus de dégradation de la presse.<sup>447</sup> En effet, s'ils reconnaissent bien volontiers un certain courage au journal lors de la guerre d'Algérie, ils se désolent de voir la réaction de Jean Daniel, alors directeur du journal en 1984, au sein d'un article intitulé *Les Possédés* et portant sur les actes terroristes en Italie. Ce qui est ici vivement critiqué par les penseurs anti-industriels, c'est le manque de réflexion, « de capacité à penser » dont fait preuve un journaliste politique. Celle-ci étant remplacée par de « la pure imagination » :

Nous ne sommes bien sûr nullement opposés à l'imagination, et nous pensons même que cette faculté est largement sous-employée par nos contemporains. Mais il est peu habituel pour un journaliste politique de fonder ouvertement ses analyses sur la libre fantaisie de son imagination. Cette liberté reste cependant, quand il s'agit de Daniel, dans les limites d'une extrême conscience des nécessités de l'Etat italien, et cette imagination est fertile comme un ordinateur programmé en anti-terrorisme.<sup>448</sup>

Voici alors ce qui permet aux anti-industriels d'affirmer la domination de l'Etat sur les moyens de communication. L'intériorisation de l'idéologie dominante est si grande, que même les journalistes qui subissent la falsification, comme tout être humain, ne peuvent s'en extraire dans leur propre travail. Cela implique une différence importante entre le totalitarisme marchand et les précédents totalitarismes : là où nazis et soviétiques ne pouvaient se passer du recours à la censure, le totalitarisme marchand a suffisamment dégradé les hommes et les femmes au point que celle-ci n'a plus lieu d'être. Ou plutôt, elle est faite en amont, par un conditionnement idéologique des masses. En 1985, ce phénomène est aggravé, selon les anti-

---

<sup>446</sup> Mai 1985, Fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.58

<sup>447</sup> *Ibid.*

<sup>448</sup> *Ibid.* p.59

industriels, par le fait que nous sommes face à une seconde génération de journalistes ayant subi la falsification ; ils ont appris leur métier au sein du monde marchand, et n'ont donc aucune idée de ce qu'était le métier de journaliste par le passé. Cela se poursuit aujourd'hui, alors que nous sommes désormais face à la troisième génération de journalistes dont toute la genèse intellectuelle puise ses sources dans la société industrielle. Mais cette presse, qui a largement participé à l'avènement du totalitarisme ne pouvait, selon les penseurs anti-industriels, en éviter les dramatiques conséquences. Comme le notent les encyclopédistes :

On a d'ailleurs là une nouvelle illustration de la loi machiavélique selon laquelle qui aide un autre à devenir puissant s'expose à en être la première victime : *le Nouvel Observateur* contribua en effet de toute sa médiocrité au lancement des néo-penseurs qui marquent le passage à l'ère industrielle dans la culture spectaculaire ; et donc le déclin de ce pauvre artisanat qui n'a même pas su se défendre comme secteur pseudo-qualitatif et sauver quelque chose de ses prétentions.<sup>449</sup>

Contrairement à ce qu'affirme la définition de Raymond Aron, le totalitarisme marchand s'affranchit de la domination de l'Etat sur la presse. Cependant, elle est à ce point dégradée que ce contrôle ne semble pas nécessaire. L'idéologie dominante détient une telle capacité à nuire qu'elle permet au pouvoir en place de laisser l'impression de la liberté à la presse. Cette non-conformité avec la définition du politiste français peut nous amener à deux conclusions différentes : soit l'utilisation du concept de totalitarisme est excessive, et participe au style grandiloquent dont les penseurs anti-industriels font régulièrement usage ; soit Raymond Aron n'avait pas envisagé la possibilité de voir émerger un totalitarisme assez puissant pour que toute une activité professionnelle, essentielle pour la bonne santé d'une démocratie, ne se retrouve à tel point dégradée que son pouvoir d'analyse et de contestation de l'ordre établi soit complètement neutralisé. Selon l'analyse anti-industrielle, nous sommes, en tout état de cause et selon les termes d'Alexis de Tocqueville, face à une nouvelle forme de despotisme, en phase avec les moyens techniques de son temps.

Autre point qui semble difficile à démontrer, mais qui charpente pourtant la réflexion des penseurs des anti-industriels : la domination de l'Etat sur les activités économiques. Si aujourd'hui dans un monde mondialisé l'Etat joue un rôle majeur dans ce domaine, il suffit d'observer le cas de la Chine, et même celui des Etats-Unis pour s'apercevoir de la difficulté à affirmer une domination totale de l'Etat sur l'activité économique. D'ailleurs, les anti-industriels ne semblent pas le croire. En effet, lorsqu'ils détaillent les fondements du totalitarisme marchand trois éléments ressortent : le marché, la bureaucratie et la machine.

---

<sup>449</sup> *Ibid.*

Poursuivant son analyse, Miguel Amoròs décrit la situation actuelle comme « la fusion de l'économie et de la politique, du Capital et de l'Etat, de l'industrie et de la vie ». <sup>450</sup> Le nouveau totalitarisme identifié par les penseurs anti-industriels ne reposerait donc plus sur une domination totale de l'Etat mais plutôt sur une domination totale du marché, qui se sert de ses deux bras armés que sont l'Etat et la technique pour accroître sans cesse sa puissance destructrice. « La marchandise transforme continuellement la société conformément à ses règles. La domination formelle de l'économie dans l'ancienne société de classe se transforme en domination réelle et totale dans la société technologique moderne de masse. »<sup>451</sup> Mais alors peut-il y avoir un phénomène totalitaire sans une domination totale de l'Etat ? Selon la définition que nous utilisons cela semble impossible. Pour les penseurs anti-industriels la notion de totalitarisme ne semble pas réellement s'attacher au régime politique, mais bien plus à un système global qui serait régi par une idéologie qui échappe aux dirigeants de nos sociétés contemporaines. Sur ce point, et c'est notamment pour cela que les penseurs anti-industriels se réfèrent mobilisent aux écrits d'Hannah Arendt et non à ceux de Raymond Aron, la philosophe nous livre ce qui définit le mieux pour les anti-industriels le phénomène totalitaire contemporain :

Ni le national-socialisme ni le bolchévisme ne proclamèrent jamais qu'ils avaient établi un nouveau régime, ni ne déclarèrent que leurs objectifs étaient atteints avec la prise du pouvoir et le contrôle de l'Etat. Leur idée de domination ne pouvait être réalisée ni par un Etat, ni par un simple appareil de violence, mais seulement par un mouvement constamment en mouvement : à savoir la domination permanente de tous les individus dans toutes les sphères de leur vie.<sup>452</sup>

Pour abonder dans ce sens, le politiste Bernard Bruneteau questionne dans l'un de ses ouvrages les idées reçues concernant le concept de totalitarisme. Il en vient alors à considérer l'expression Etat totalitaire comme étant « à la limite impropre », puisque l'Etat ne sert dans les situations totalitaires qu'à dissimuler le parti unique, considéré comme « le véritable moteur du mouvement de domination et de refonte du social. »<sup>453</sup>

Enfin, il convient de s'interroger sur le dernier critère relevé par Raymond Aron, celui de la terreur. Afin de caractériser le discours contemporain visant à enfermer les individus dans une peur constante, les anti-industriels utilisent le terme de catastrophisme. Selon eux, les médias d'aujourd'hui nous abreuvent à longueur de journée d'informations toutes plus

---

<sup>450</sup> Miguel Amoròs, *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle...Op.cit.*, p.133

<sup>451</sup> *Ibid.*

<sup>452</sup> Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, Paris, Le Seuil, 1972, p.49

<sup>453</sup> Bernard Bruneteau, *L'âge totalitaire, idées reçues sur le totalitarisme...Op.cit.*, p.52

terribles les unes que les autres. Qu'elle soit économique, climatique, sociale, écologique, humanitaire ou bien d'une autre nature encore, la crise est devenue le terme à la mode pour décrire la situation dans laquelle nous nous trouvons. Cette peur issue d'un discours catastrophiste est, selon les penseurs anti-industriels, ancrée en chacun de nous et empêche, par la paralysie des esprits, le développement d'une contestation générale de l'ordre établi. En ce qui concerne le second versant de la politique de la terreur, à savoir la terreur policière, celle-ci n'existe pas dans nos sociétés contemporaines. L'idée n'est pas ici de prétendre que les violences policières n'existent pas, mais plutôt qu'elles n'ont rien à voir avec celles qui avaient cours au sein des totalitarismes nazi et soviétique. Les arrestations arbitraires et les camps de concentration ne sont pas des éléments qui se retrouvent aujourd'hui. A quoi bon instaurer une terreur policière si celle-ci n'est pas nécessaire ? Pour les penseurs anti-industriels, l'inexistence d'une opposition authentique d'importance rend obsolète cette violence qui caractérisait les précédentes situations totalitaires. Ici, le positionnement anti-industriel interroge. En effet, comment expliquer que le totalitarisme marchand laisse émerger une pensée aussi critique à son égard ? La seule explication viable semble résider dans la faiblesse de cette critique face à l'ordre établi, et dans la capacité de récupération du monde industriel. L'analyse anti-industrielle qui consacre l'existence d'un totalitarisme marchand dépassant largement le cadre des régimes politiques, s'intéresse également à l'utilité de ces derniers dans le bon fonctionnement du monde industriel. Les penseurs anti-industriels mettent notamment l'accent sur l'importance du régime démocratique libéral dans la survie de ce totalitarisme nouveau.

## Sous-Section 2 Analyse anti-industrielle de la démocratie occidentale

### *La démocratie comme spectacle*

En science politique, l'utilisation du terme spectacle rappelle inévitablement l'œuvre de Guy Debord intitulée *La société du spectacle*. Cette référence est d'autant plus importante pour nous que Guy Debord a participé à la rédaction de certains articles de l'Encyclopédie des Nuisances.<sup>454</sup> Malgré une analyse critique assez acerbe effectuée par Jean-Marc Mandosio sur l'évolution de l'Internationale Situationniste, les liens avec ce groupe de pensée sont indéniables. Il n'est d'ailleurs pas rare de retrouver le terme de néo-situationniste pour désigner la pensée politique que nous étudions.

---

<sup>454</sup> Guy Debord, *Œuvres*, Paris, Editions Gallimard, 2006, p.1582

Pour bien comprendre le regard que portent les anti-industriels sur nos régimes démocratiques, il faut les appréhender sous le prisme d'un spectacle de marionnettes sans véritable marionnettiste qui tiendrait les ficelles. Les penseurs anti-industriels ne nient donc pas l'existence de nos démocraties libérales, mais ils dénoncent leur inefficacité. Les démocraties libérales seraient en effet devenues des structures sans pouvoir, des coquilles vides. Mais alors une question se pose : pourquoi conserver ce cadre politique sans pouvoir ? Quelle importance a-t-il dans l'organisation du monde marchand ? La réponse est sans appel : le régime démocratique libéral est fondamental au maintien du totalitarisme marchand car il constitue un terreau fertile à son développement en tant que véritable écran de dissimulation de celui-ci. L'idée centrale inscrite dans la pensée anti-industrielle est que ce cadre démocratique permet de cacher l'existence d'un cadre politique supérieur, surplombant nos régimes politiques devenus inefficaces. Le fonctionnement de cet écran de fumée semble reposer sur deux piliers : le premier est que certaines valeurs fondamentales de nos démocraties libérales sont mobilisées afin de diviser les contestations pour que celles-ci n'atteignent jamais le totalitarisme marchand dans sa totalité ; le second est que ce cadre démocratique libéral occupe l'intégralité de la vie politique des régimes sans aucune alternative possible. Par conséquent, les individus sont comme obnubilés par cette scène de théâtre qui voit s'affronter différents acteurs et constitue le fondement du pluralisme libéral. Tandis que pour les anti-industriels, il ne s'agit que d'une mise en scène au service de l'idéologie néotechnologique.

Nos sociétés occidentales reposent sur certaines valeurs fondamentales, comme la liberté ou l'égalité par exemple, qui sont utilisées au sein du monde marchand pour diviser la critique sociale en différents pôles concurrentiels empêchant l'émergence d'un discours critique plus global susceptible de les regrouper. C'est d'ailleurs l'objectif principal des encyclopédistes que de démontrer l'unité de la production des nuisances, et de considérer l'insuffisance et l'inefficacité de la dénonciation d'un seul type de nuisances. Il ne s'agit pas pour les anti-industriels de prétendre qu'aucune des causes défendues au sein de nos démocraties occidentales n'est juste ou noble, mais que sans une prise de conscience plus large visant à identifier les origines premières de ces nuisances, ces luttes resteront vaines dans l'optique d'un changement radical d'organisation sociétale. En effet, celles-ci seront, pour les anti-industriels, toujours reprises et réintégrées par la logique marchande. Ici, c'est donc la liberté d'expression qui permet la naissance et le développement de multiples discours contestataires qui empêchent le développement d'une critique radicale authentique du

totalitarisme marchand. Le développement du féminisme est l'un des exemples qui peut être mobilisé pour illustrer notre propos. Pendant que les militants et militantes féministes se concentrent sur l'amélioration du sort des femmes dans la société, ils ne se concentrent pas pour autant sur le changement de société. Les évolutions concédées sur la place des femmes dans nos sociétés se font donc dans le cadre fixé par le totalitarisme marchand, et ne permettent pas d'imaginer une organisation sociétale où la différence de genre n'impliquerait pas une différence de rôle social. Ces évolutions accroissent d'ailleurs toujours plus la marchandisation. Les femmes sont donc toujours plus intégrées dans le système marchand, dans lequel le fait d'être une femme ne pose aucun problème. Les hommes et les femmes se trouvent dans une situation de parfaite égalité lorsqu'il s'agit de consommer. Récemment, c'est la question de la gestation pour autrui qui a préoccupé les anti-industriels. En effet, la mise à disposition du corps d'une femme, moyennant un échange financier, dans le but de porter un enfant à la place d'une autre pose de nombreuses questions d'ordre éthique, moral et philosophique qui impliquent une réflexion globale sur le type de société dans laquelle nous vivons et *a fortiori* dans laquelle nous allons continuer à vivre.<sup>455</sup> Finalement, le progrès consiste, pour les anti-industriels, à insérer encore mieux les femmes dans cette société marchande qui cherche systématiquement à accroître le nombre de consommateurs. L'idée de la pensée anti-industrielle serait au contraire de dénoncer cette société qui n'accorde pas une place suffisante aux femmes vis-à-vis des hommes, et donc de réfléchir à une autre forme d'organisation capable de résoudre ce problème sans aliéner toujours plus d'individus à la marchandisation.

Le totalitarisme marchand s'accommode parfaitement de la démocratie libérale dans la mesure où les mobilisations contestataires qui s'y développent jouent *in fine* en sa faveur. La démocratie libérale est donc primordiale pour dissimuler le totalitarisme marchand en laissant se développer certaines mobilisations contestataires qui seront récupérées à son compte. Ces mobilisations permettent également de satisfaire le désir de démocratie qui anime les individus des sociétés occidentales ; cela ne les incite donc pas à se questionner sur la réalité de nos organisations politiques et les conforte dans l'idée que nous sommes réellement dans des régimes démocratiques. Le rôle des médias est ici primordial. Ils doivent être considérés comme des chefs d'orchestre qui désignent à tour de rôle quelle mobilisation doit jouer sa partition en créant régulièrement de nouvelles polémiques.

---

<sup>455</sup> Pièces et main d'œuvre, *Reproduction artificielle "pour toutes" : le stade infantile du transhumanisme*, 17 Juin 2018, téléchargé sur le site internet : <http://www.piecesetmaindoeuvre.com>

Le désir de démocratie que nous venons d'évoquer est également satisfait par l'organisation politique de nos sociétés occidentales. Si, comme nous l'avons vu précédemment, nos hommes et femmes politiques ne détiennent pas réellement le pouvoir, quel rôle jouent-ils au sein du totalitarisme marchand ? Pourquoi cette structure institutionnelle persiste ? Pour répondre à ces interrogations, deux points nous paraissent importants. Le premier, c'est que la structure démocratique libérale, de par son essence, ne s'oppose aucunement à la logique marchande. En effet, il est difficile de nier l'importance de la pensée libérale dans le fondement des sociétés occidentales contemporaines. Dès lors, celles-ci reposent sur des valeurs fondamentales issues des écrits libéraux. Le second point est que le cadre posé par la démocratie représentative permet de maintenir les individus dans l'illusion qu'ils participent aux prises de décision. La multiplication des rendez-vous électoraux illustre parfaitement cette idée. Selon les anti-industriels, de nombreux électeurs se contentent de voter et ne s'interrogent donc pas sur les véritables détenteurs du pouvoir. De la même manière, les insatisfaits se contentent de voter blanc ou de ne pas voter sans questionner plus globalement sur notre organisation politique.

Sur ce point la réflexion anti-industrielle semble pourtant contredite par l'augmentation du taux d'abstention durant les divers rendez-vous électoraux en France. En observant le taux d'abstention durant les trois dernières élections présidentielles,<sup>456</sup> nous constatons que pour le premier tour il est passé de 16,23% en 2007 à 22,23% en 2017, et pour le second tour, ce taux est passé de 16,03% à 22,23% dix ans plus tard. Pourtant, dans l'esprit centralisateur de la V<sup>e</sup> République, cette élection représente un rendez-vous primordial puisque le président de la république est perçu, selon les mots de Michel Debré, comme « la clef de voûte »<sup>457</sup> de nos institutions. Le constat est le même en ce qui concerne les élections législatives, puisque le taux d'abstention au premier tour de ces élections est passé de 39,58% en 2007 à 51,30% en 2017 ; pour le second tour, ce taux est passé de 40,02% à 57,36% en dix ans. Ce phénomène, comme le constate la politologue Céline Braconnier, « constitue bien l'une des évolutions politiques majeures des grandes démocraties occidentales au cours des trois dernières décennies ».<sup>458</sup> Dès lors, ce désintérêt des citoyens pour les rendez-vous électoraux semble de nature à contester, ou du moins à relativiser, l'idée des penseurs anti-industriels concernant

---

<sup>456</sup> Nos chiffres électoraux sont issus du site du ministère de l'intérieur consultable à l'adresse suivante : <https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats>

<sup>457</sup> Citation de Michel Debré issu d'un discours tenu le 27 Août 1958 devant l'Assemblée Nationale

<sup>458</sup> Céline Braconnier, « Chapitre 1 - L'abstention et la participation électorales », dans *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...* Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2017, p. 37-68. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/sociologie-plurielle-des-comportements-politiques--9782724620153-page-37.htm>

l'importance des élections au sein du totalitarisme marchand. En prenant conscience de l'inutilité des élections, les citoyens ne subiraient pas de plein fouet l'endoctrinement de l'idéologie dominante en refusant de manière parfaitement consciente d'y participer. Les limites de ce raisonnement résident dans l'absence d'unité dans le groupe des abstentionnistes. Il existe de nombreuses raisons de s'abstenir et toutes ne permettent pas de supposer un choix rationnel des individus quant à l'inutilité des dirigeants politiques. Dès lors il convient de prendre en compte un phénomène plus général à cette augmentation du taux d'abstention pour comprendre les limites de l'efficacité de ce spectacle démocratique pour dissimuler l'existence du totalitarisme marchand.

Ce phénomène est complété par plusieurs analyses en science politique soulignant une crise de la représentation au sein des démocraties occidentales. Une distance se créerait, et le lien entre le représentant et le représenté serait, si ce n'est brisé, tout du moins fortement distendu. Or le désintérêt, des citoyens pour leurs représentants peut constituer une forme de faiblesse du totalitarisme contemporain. Si celui-ci se fonde sur la croyance d'une perte totale de pouvoir de nos hommes politiques, le questionnement concernant les réels détenteurs du pouvoir devrait normalement émerger. Cependant, comme nous l'avons vu précédemment, cette structure institutionnelle démocratique ne constitue que l'un des moyens au service du totalitarisme et permet seulement d'occuper politiquement les individus du monde contemporain. Dès lors, la possibilité de se mobiliser pour défendre des causes vient compléter ce désintérêt des individus pour les élections démocratiques. L'idée générale de ce spectacle démocratique, sous ces deux aspects, est uniquement de détourner le regard des individus de la réelle organisation du pouvoir. Les élections et les mobilisations pour des causes fournissent dans ce but des ersatz de démocratie à des individus noyés dans l'ordre totalitaire contemporain.

*Le totalitarisme marchand comme consécration des craintes « toquevilliennes » ?*

Alexis de Tocqueville, considéré comme l'un des penseurs de référence du libéralisme politique au XIX<sup>e</sup> siècle, mettait en garde les lecteurs de son ouvrage *De la démocratie en Amérique* contre les dérives futures des sociétés occidentales. Il évoquait alors l'apparition possible d'un despotisme « plus étendu et plus doux », qui « dégraderait les hommes sans les

tourmenter ». <sup>459</sup> Sa réflexion sur les formes de despotisme à venir, le pousse à en proposer une description assez précise : « Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. » <sup>460</sup> Quelques lignes plus loin, Tocqueville évoque « un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort ». <sup>461</sup> Cette réflexion sur le devenir des démocraties libérales est partiellement reprise dans le fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances*. <sup>462</sup> De cette analyse tocquevillienne, deux éléments semblent particulièrement utiles aux penseurs anti-industriels : le premier est l'isolement des individus qui résulte de la destruction d'anciens liens de solidarité et qui aboutit à l'omniprésence de l'oppression ; le second vient compenser le premier en offrant aux individus quelques-unes des formes extérieures de liberté afin de les endormir et ainsi de les rendre plus dociles.

Pour les encyclopédistes, il ne semble faire aucun doute que les prévisions de Tocqueville sont aujourd'hui devenues réalités, et qu'elles ont même été dépassées. En effet, ils constatent que l'isolement politique du citoyen a été renforcé « par l'isolement social du travailleur dépossédé, et corolairement en perfectionnant le système de la représentation, étendu à tous les aspects de la vie sociale à travers la récupération de la représentation ouvrière bureaucratisée ». <sup>463</sup> Cette dégradation de l'espèce humaine a été rendue possible par la combinaison de l'action étatique soumise à la société marchande et à son impératif de croissance. La dégradation de la presse, dont nous avons précédemment donné un exemple, constitue l'un des phénomènes majeurs ayant permis l'endoctrinement des individus. Les encyclopédistes pensent d'ailleurs que les différents penseurs de nos démocraties libérales se sont trompés en considérant la presse comme un instrument de liberté essentielle au bon fonctionnement d'un régime démocratique sain. Or, au sein de la pensée anti-industrielle, elle correspond bien plus à un outil de propagande qu'à un instrument de liberté. S'il peut paraître surprenant de voir associer les termes de propagande et de démocratie, il convient de rappeler que la pensée anti-industrielle n'est pourtant pas spécifiquement originale sur ce point. En

---

<sup>459</sup> Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome II, Partie IV, Chapitre VI, Edition électronique réalisée à partir de la 13<sup>e</sup> édition du livre parue en 1840, consultée sur le site : <http://classiques.uqac.ca/>, p.145

<sup>460</sup> *Ibid.* p.146

<sup>461</sup> *Ibid.*

<sup>462</sup> Mai 1985, Fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.49

<sup>463</sup> *Ibid.* p.50

effet, Jacques Ellul, dans un ouvrage de 1962 intitulé *Propagandes*<sup>464</sup> évoque déjà l'idée selon laquelle la propagande est inhérente à la société technicienne. L'auteur nous propose donc une définition de la propagande : « l'ensemble des méthodes utilisées par un groupe organisé en vue de faire participer activement ou passivement à son action une masse d'individus psychologiquement unifiés par des manipulations psychologiques et encadrés dans une organisation ». <sup>465</sup> Une nouvelle fois l'apport de Jacques Ellul à la réflexion anti-industrielle semble considérable. Les convictions anti-industrielles concernant la propagande embrassent parfaitement la définition formulée par Jacques Ellul. Dès lors, dans l'œuvre d'Ellul, information et propagande semblent inévitablement liées. L'information ne semble pas pouvoir exister sans la propagande y compris dans nos régimes démocratiques. Désormais dans un monde dans lequel l'accès à l'information est facilité par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), il semblerait logique de considérer que l'homme contemporain est en mesure, s'il le souhaite, de s'informer et de se forger en conséquence une opinion sur un sujet qui l'intéresse particulièrement. Pourtant, Jacques Ellul et par la suite les anti-industriels affirment le contraire :

Ecrasé par l'information, il [l'homme moderne] est redressé par la propagande. Il avait acquis le sentiment de son impuissance radicale dans un monde trop compliqué et trop vaste, et voici qu'il apprend son importance : la propagande lui dit que son adhésion est essentielle, que l'on compte sur son intervention, que son action est décisive, et que sans lui rien ne peut être résolu. <sup>466</sup>

Inhérente à tout régime politique, la propagande ne détruit pas le modèle démocratique, mais au contraire elle le mythifie afin d'y faire adhérer l'ensemble de la population. Personne n'échappe aujourd'hui à la propagande du monde contemporain. Cela signifie-t-il pour autant que l'homme ne puisse rien faire ? Absolument pas. Si les penseurs anti-industriels refusent d'utiliser les nouveaux moyens de communication pour diffuser leurs écrits, c'est parce qu'ils sont animés d'une conviction profonde : le développement de canaux alternatifs, échappant au contrôle de la société marchande, peut permettre la diffusion d'une information authentique. Malgré cela, cette pensée se retrouve désormais facilement sur internet. La puissance de diffusion pourtant assez faible de ces écrits n'empêche en rien la reprise de ces textes par des groupes militants souvent bienveillants à leur égard, et souhaitant diffuser une pensée qu'ils considèrent intéressante.

---

<sup>464</sup> Jacques Ellul, *Propagandes*, Paris, Armand Colin, 1962, nouvelle édition, Economica, 1990

<sup>465</sup> Patrick Troude-Chastenet, « Communication et société technicienne », *In Cahiers Jacques Ellul*, n°4, La Propagande, Association Internationale Jacques Ellul, Bordeaux, 2006,

<sup>466</sup> Jacques Ellul, « Information et Propagande », *Diogène*, n°18, Avril 1957, p.89

Le rôle de la propagande est renforcé par l'abaissement du niveau de langage des individus. Les encyclopédistes constatent que si l'expression a été libérée dans nos sociétés, elle ne l'a été que pour « l'usage particulier des propriétaires ; et donc pour un usage aussi pauvre que la réalité qu'ils possèdent ». <sup>467</sup> L'homme moderne se trouve assommé par « le vacarme socialement nocif » qu'est aujourd'hui l'information. Il est surprenant que dans nos sociétés où règne la communication, le langage soit aussi malmené. En conséquence, la vérité n'est plus un objectif et le mensonge se généralise partout. Le développement des « fake news » est particulièrement illustratif de la perte de valeur de la vérité. « Il y a des époques où mentir est presque sans danger parce que la vérité n'a plus d'amis : elle reste une simple hypothèse, et d'autant moins sérieuse qu'on ne peut ni ne veut la vérifier ». <sup>468</sup> Harcelé par l'abondance de l'information divulguée par la société marchande, l'homme contemporain se croit capable de se constituer une opinion personnelle sur les événements qui animent le monde. Mais comme l'information actuelle ne propose aucune analyse ou réflexion sur les nuisances produites par la société marchande, l'homme se retrouve au sein d'un monde dont il ignore tout. « Informer de tout pour que rien ne soit réellement connu » voici comment s'organise l'industrie du mensonge occidental. <sup>469</sup> Au sein de la pensée anti-industrielle, cette abondance d'information qui caractérise les sociétés occidentales est parfaitement compréhensible du fait de la domination du quantitatif sur le qualitatif dans l'intégralité des domaines de la vie. L'information ne peut échapper à la logique directrice des sociétés contemporaines. Cumulée à l'abaissement du langage, cette abondance est également au service d'un but précis : empêcher la formation d'un véritable esprit critique basé sur une analyse rigoureuse des faits. <sup>470</sup> L'homme se sent alors parfaitement démuni face à la complexité du monde contemporain et c'est à cet instant que la propagande vient suppléer l'information, en le rassurant et en lui expliquant comment il peut agir pour le bien de la société. En plaçant à longueur de journée l'homme devant les désastres en cours dans les sociétés non-occidentales, la propagande s'efforce de prouver à l'homme qu'il est au bon endroit et qu'il doit absolument y demeurer sous peine de vivre une catastrophe. En agitant le drapeau de la barbarie et de la haine contre les forces occidentales du bien, la propagande marchande parvient à s'assurer le soutien de la majorité de la masse malgré l'émergence de discours qui semble contester cette vision manichéenne du monde. L'organisation de la

---

<sup>467</sup> Mai 1985, Fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.53

<sup>468</sup> Novembre 1985, Fascicule 5 de *l'Encyclopédie des Nuisances, Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, p.89

<sup>469</sup> *Ibid.* p.95

<sup>470</sup> *Ibid.*

domination du monde contemporain décrite au sein de la pensée anti-industrielle est d'une telle perfection qu'il semble parfois sombrer dans un pessimisme exacerbé. Abondance d'informations, propagandes et mensonge sont donc les maîtres mots de la communication au sein de la société marchande.

Toute cette analyse semble donc désigner comme seule et unique coupable un univers mediatico-politique qu'il conviendrait de remplacer. Pourtant, à l'image de ce que constatait déjà Jacques Ellul, les individus du monde contemporain sont également responsables de cet état de fait. En se sentant obligé d'obtenir internet et d'avoir une télévision, l'homme contemporain ne cesse d'accroître son asservissement vis-à-vis de la société marchande. Pour illustrer leurs propos, les penseurs anti-industriels reprennent une analyse du livre *Le Pays des Rêves* de l'écrivain Charles Nodier : « les paysans de nos villages qui lisaient, il y a cent ans, la légende et les contes de fées, et qui y croyaient, lisent maintenant les gazettes et les proclamations, et ils y croient. Ils étaient insensés. Ils sont devenus sots : voilà le progrès ». <sup>471</sup> Pour décrire la situation de l'homme contemporain et ainsi prolonger cette analyse, il faudrait dire que les individus ne lisent plus, ils regardent la télévision et ils y croient. Ils étaient sots, ils sont devenus illettrés. Pourtant, malgré ce sombre tableau dressé par les penseurs anti-industriels, il demeure possible de faire un bon usage de l'information. Leur action vise d'ailleurs à montrer qu'une prise de conscience est possible. Il faut pour cela tout faire pour développer l'esprit critique des individus. Mais il existe un autre lieu où l'espoir semble possible : la prison. C'est dans ce lieu de privation extrême de liberté que peut émerger une analyse critique du monde contemporain car c'est à cet endroit que l'emprise du monde marchand semble paradoxalement la moins présente. Pas de consommation, pas de publicité, pas d'information, voilà des éléments fondamentaux du monde marchand qui ne rythment pas la vie quotidienne des détenus. En dépit de toutes les privations qu'ils subissent, ils ont, contrairement aux individus en dehors des prisons, la possibilité de réfléchir librement. Les écrits d'Alexandre Soljenitsyne, ou encore ceux d'Antonio Gramsci sont des exemples historiques de poids venant confirmer les propos des anti-industriels. Pourtant aujourd'hui, ce genre d'écrits ne semble pas émerger. L'abaissement des individus touche tout le monde, les détenus ne sont pas exemptés de ce phénomène, comme en témoigne l'apparition et le développement des télévisions dans les prisons. Mais ce qui empêche l'émergence de ce genre d'écrits, c'est que les prisonniers sont aujourd'hui, pour les anti-industriels, complètement abandonnés du reste de la population. La répression et donc l'enfermement des individus sont

---

<sup>471</sup> *Ibid.* p.94

devenus des procédures banales au sein du monde marchand. De plus, le monde contemporain détient un avantage sur les totalitarismes précédents, il n'a aucun ennemi qui se fonde sur une libération générale de la société à enfermer.<sup>472</sup> Les prisonniers sont donc pour la masse d'individus du monde marchand des personnes qui méritent d'être enfermées. Cette banalisation de l'emprisonnement se retrouve même dans une organisation syndicale comme Solidarité en Pologne. En effet, alors que ce syndicat avait fait libérer cent cinquante prisonniers au cours de l'année 1981, trois ans plus tard, une note du service d'information de ce même syndicat indique que « l'anesthésie commence à régner dans les rangs du syndicat Solidarité. La répression est considérée comme quelque chose de normal. Rares sont les gens qui s'intéressent au sort des prisonniers. Mais pourtant on sait bien que ce n'est pas la servitude qui asservit, mais l'accoutumance à la servitude ».<sup>473</sup>

### Sous-Section 3 La fin du mythe des démocraties occidentales

#### *Une répression féroce ment humanisée*

Au sein de la pensée anti-industrielle, il ne fait aucun doute que les démocraties libérales n'ont de libéral que le nom. En effet, derrière leurs valeurs d'humanisme, de liberté ou d'égalité, nos régimes politiques reposent selon eux sur un appareil répressif parfaitement bien organisé, capable d'anéantir à la source les contestations radicales de l'ordre établi.<sup>474</sup> Tout le génie du monde marchand est donc d'avoir mis en place un tel régime tout en l'habillant des oripeaux démocratiques. Les mouvements collectifs de contestation ou de résistance sont toujours violemment réprimés. Leur existence prouve par ailleurs que la propagande marchande n'a pas encore achevé le succès du totalitarisme marchand, et éliminé toute forme de contestation de l'ordre établi. Pour autant, ces mouvements n'aboutissent jamais à un succès véritable. L'exemple de la répression du mouvement de grève des mineurs anglais sous le gouvernement de Margaret Thatcher illustre bien cette dynamique. A la suite de cette répression, l'action gouvernementale se poursuit, puisqu'il faut aller jusqu'à détruire le souvenir de la contestation, afin qu'elle ne serve pas d'exemple à d'autres mouvements contestataires. En parvenant à conformer l'un après l'autre les ennemis de nos sociétés, le

---

<sup>472</sup> Sur ce point, la multiplication des actes terroristes contestant le monde occidental vient relativiser le propos des encyclopédistes concernant la non-existence d'ennemis à la société occidentale. Seulement, cet ennemi ne vient que renforcer la vision manichéenne du monde qui enferme les individus dans leur certitude d'appartenir au camp du bien.

<sup>473</sup> Août 1985, *Fascicule 4 de l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.66

<sup>474</sup> Pièces et main d'œuvre, Frédéric Gaillard, *L'industrie de la contrainte*, Paris, Editions L'Echappée, 2011

capitalisme et l'Etat bourgeois n'ont aujourd'hui plus rien à craindre des partisans de la révolution. Si Winston Churchill affirmait qu'« il n'y a que deux manières de gouverner : casser les têtes ou les compter », les encyclopédistes constatent que l'Etat moderne applique à merveille cette phrase « en comptant les têtes dociles et en cassant les autres. »<sup>475</sup>

Cette affirmation de l'autorité de l'Etat bourgeois a pour autant des implications sur les dirigeants des sociétés contemporaines. En effet, selon les anti-industriels, « le rétablissement du contrôle sur la société implique une progressive perte de contrôle sur les moyens de la domination eux-mêmes ».<sup>476</sup> La créature ayant été mise au monde de manière inconsciente, dans le sens où il n'a pas existé un groupe d'individus qui un jour aurait le choix de construire ce type de société, les dirigeants n'ont donc jamais maîtrisé cette machine et se soumettent eux-mêmes aux conséquences dramatiques provenant de la société marchande. En rendant les hommes uniquement aptes à la servitude, ils les empêchent d'être de véritables acteurs de la vie sociale en leur laissant la possibilité d'organiser la société. Constant avait déjà en son temps relevé cette contradiction au sein des régimes despotiques. Selon lui, l'autorité d'un despote ne lui permettait de soumettre un peuple à sa volonté qu'en contraignant fortement sa liberté, tout en lui demandant parfois de faire preuve d'autonomie ou de liberté dans la gestion de la cité. Les nouvelles technologies, notamment militaires, viennent aggraver cette perte de maîtrise des dirigeants puisque ces inventions les dépassent largement. Le nucléaire largement utilisé dans le monde contemporain, est une énergie et une arme qui échappe complètement au contrôle des individus, y compris aux dirigeants. Les anti-industriels évoquent une forme d'automatisation du recours à la force, notamment en ce qui concerne l'utilisation de l'arme nucléaire. En effet, aux Etats-Unis il existe une procédure complètement détachée de la prise de décision humaine le « Launch on Warning ». Cette procédure rend, dans certaines circonstances, la riposte nucléaire automatique notamment en cas d'utilisation de missiles de la part d'un adversaire. Cela vient remplacer une autre procédure qui, elle, préservait encore la prise de décision humaine appelée le « Launch Under Attack ».<sup>477</sup> Pour les anti-industriels cette évolution n'a rien d'exceptionnel puisque les dirigeants de ce monde ne maîtrisent aucunement la société qu'ils prétendent pourtant encore diriger. En Mars 1985, Paul Virillo remarquait, dans un article intitulé *Le système expert* paru dans l'Autre Journal, que dans nos sociétés le déclenchement de la mise à feu apocalyptique ne nécessitait plus aucun délai de réflexion. Comme dans les pires scénarios des romans de science-fiction, les penseurs anti-

---

<sup>475</sup> Novembre 1985, *Fascicule 5 de l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.107

<sup>476</sup> Mai 1985, *Fascicule 3 de l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.61

<sup>477</sup> *Ibid.*

industriels redoutent le règne de la machine. Ce règne ne sera pas forcément incarné par des robots contre lesquels nous serons amenés à une bataille, mais il sera synonyme de la fin de l'espèce humaine. Une fin non pas physique, mais une fin de l'esprit humain dans toute sa complexité. Cette fin est d'ailleurs analysée avec une certaine ironie par les encyclopédistes qui considèrent que « cette automatisation de l'apocalypse parachèverait pourtant dignement une histoire où le travail mort, l'instrumentalisation où sont inscrites autoritairement toute la pratique et toute l'intelligence permises par cette organisation sociale, domine toujours plus l'activité vivante ; où l'erreur même n'est plus humaine, et croît exponentiellement avec ses moyens ». <sup>478</sup> Constatant l'acceptation de cette domination de la technique par nos dirigeants, la masse d'individus suit cet exemple et accepte cet état de fait. Les quelques opposants qui émergent sont très vite rattrapés par l'augmentation des moyens de contrôle des individus disponibles au sein de la société marchande. L'avantage de la société marchande relève de sa capacité à recycler efficacement d'anciens moyens de domination et de surveillance généralisée tout en créant continuellement de nouveaux. C'est d'ailleurs la combinaison des deux, et le perfectionnement des plus anciens, qui fondent la puissance de la société marchande. Ces moyens de domination entraînent une vague de falsification de la vérité qui permet de dissimuler le fait que notre mode de vie sème partout la mort et la destruction. <sup>479</sup> Cette puissance empêche les individus de qualifier correctement un régime politique ou même une maladie. Chaque individu a l'impression de vivre une situation atypique, particulière et que sa place est bien dans cette société marchande. La manipulation atteint ici un degré encore jamais obtenu dans l'histoire des sociétés humaines. Justifiant leur action, les propagandistes du monde contemporain prétendent avec fierté que les individus ne sont en rien lésés dans le système actuel puisqu'ils ne sont privés que de choses qu'ils sont incapables d'apprécier. Les anti-industriels déplorent en effet que les individus du monde contemporain soient parfaitement incapables d'identifier tout ce dont ils ont besoin. Ils sont convaincus que la société marchande est aujourd'hui parvenue à décider pour les individus des choses qui sont bonnes pour eux. Dès lors, dirigeants et dirigés se retrouvent à bord du même bateau de l'abaissement et de la falsification. La démocratie a donc cessé d'être ce qu'elle est et elle ne sert aujourd'hui qu'à légitimer et à dissimuler le bon fonctionnement de la société marchande qui, en augmentant sans cesse sa production, accroît par la même occasion sa domination sur la masse dans laquelle évoluent les individus du monde contemporain.

---

<sup>478</sup> *Ibid.* p.62

<sup>479</sup> *Ibid.*

Au constat sur l'impuissance des dirigeants politiques de notre monde se rajoute la reconnaissance de la toute-puissance des experts qui sont aujourd'hui les principaux détenteurs du pouvoir de décision.

### *L'avènement de la dictature des experts en catastrophisme*

Les penseurs anti-industriels identifient un autre « problème fondamental aujourd'hui, les experts qui sont bien entendus responsables de l'état déplorable du monde dans lequel on vit, ont cependant un rôle prépondérant pour nous informer de la composition de nos produits, ils nous empêchent de nous former notre propre opinion personnelle. L'homme n'a plus les moyens de se former seul une opinion personnelle ». <sup>480</sup> Les experts sont aujourd'hui chargés d'expliquer aux individus ce qui est bon ou mauvais pour eux. De ce fait, ils les empêchent de se forger leur propre opinion. Ce recours systématique aux experts entraîne une uniformisation des décisions prises par les individus.

Sur ce point, la pensée anti-industrielle n'est pas spécialement originale et rejoint une critique assez répandue des régimes politiques contemporains concernant la perte de pouvoir des hommes politiques au sein des sociétés occidentales. Cette critique dénonce principalement aujourd'hui en France le processus de prise de décision de l'Union Européenne incarné par la Commission européenne. L'idée, au fondement de ce constat sur l'avènement d'une société dirigée par les experts, repose sur l'incapacité des hommes politiques à prendre des décisions sur des sujets qui les dépassent d'un point de vue technique. En effet comment parvenir à comprendre la dangerosité de l'énergie nucléaire dès lors que l'on n'a pas étudié le sujet de près ? Les sociétés contemporaines sont devenues très complexes et ont fait le choix de recourir à certains experts pour prendre ce genre de décision. Néanmoins, ce choix pose certains problèmes d'importance dans le fonctionnement de nos démocraties. Comment distinguer un bon expert d'un mauvais ? Qui doit prendre la décision de juger ces experts ? Pouvons-nous avoir à ce point confiance en eux ? Toutes ces interrogations sous-tendent l'analyse anti-industrielle du monde contemporain et incitent ses penseurs à formuler l'idée que nos régimes politiques ne peuvent plus être décrits comme des démocraties. Toujours selon le même schéma de pensée, ces experts sont des individus soumis comme les autres à la force de falsification. Malgré leur compétence technique reconnue, le plus souvent dans un domaine précis, ils sont incapables eux aussi de prendre des

---

<sup>480</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps-Modernes...Op.cit.*, p.49

décisions et d'en imaginer les conséquences. L'exemple le plus simple, et sans doute le plus parlant, est encore une fois le nucléaire. Les experts du monde contemporain ont lancé une industrie de pointe du nucléaire, capable de remplir la demande en électricité sans cesse croissante au sein de nos sociétés, sans s'inquiéter réellement de la production de déchets et de leur traitement. Comme le note d'ailleurs très justement Jaime Semprun sur ce point, « on vit dans un monde qui nécessite l'intelligence de surhomme, mais ils ne sont pas là ».<sup>481</sup> Les anti-industriels identifient encore une fois un paradoxe de la société moderne, qui nécessite une grande intelligence mais qui fait tout pour enfermer les individus dans une situation d'inintelligence. Dès lors, la question se pose concernant le choix des experts. Selon les anti-industriels, la relation insidieuse entre le monde médiatico-politique et celui de l'expertise participe de leurs renouvellement respectifs en circuit fermé tout en perpétuant l'idéologie dominante. De ce fait, une seule pensée se répand réellement par les canaux de diffusion de l'information au sein du monde contemporain. Dans la mesure où hommes politiques et journalistes dépendent des informations issues du monde marchand, les deux milieux sont collusifs et les décisions qui en émanent sont marquées par un accord de principe. Les différentes nuances qui s'affrontent concernant la gestion du monde marchand ne sont en fait aucunement capables de changer fondamentalement l'organisation politique puisqu'elles ne s'attaquent jamais à la source du problème. De plus, en jouant sur la peur des individus, ces experts ne cessent de faire diffuser différentes formes de discours catastrophistes, qui viennent renforcer l'idée que dans le totalitarisme marchand, la peur est omniprésente.

Dans un ouvrage collectif de 2008, Jaime Semprun et René Riesel s'intéressent aux différentes formes de discours catastrophistes qui accablent en permanence l'homme contemporain. Ils identifient alors cinq écoles du catastrophisme contemporain. La première est « l'école apocalyptique », et son but est de spéculer sur une éventuelle disparition de l'espèce humaine de la surface de la terre. La deuxième est celle du réchauffement, qui compte le plus grand nombre de partisans dans la population mais aussi dans les médias. Son but est de faire comprendre à l'individu que seule l'Etat pourra trouver une solution à ce problème, en obligeant les industries mais aussi les individus à adopter un comportement plus responsable. La troisième est l'école de l'épuisement, qui a pour objectif de développer les énergies renouvelables et donc de renforcer l'idée que, grâce au progrès technique, la société marchande va trouver des alternatives permettant de produire toujours autant d'énergie mais de manière à ne plus dépendre des ressources limitées de la planète. La quatrième école du

---

<sup>481</sup> *Ibid.* p.16

catastrophisme est celle de l’empoisonnement. Son objectif est de créer un discours visant à faire marcher de nouvelles industries, comme par exemple celle du bio, en sensibilisant les individus sur les risques qu’ils encourent dans un environnement toujours plus pathogène. Cela favorise l’émergence de comportements de plus en plus hygiénistes et permet aux individus de croire que leurs choix peuvent encore améliorer leurs conditions de vie. Enfin, le dernier type de discours catastrophiste est celui du chaos. Il a pour objectif de légitimer les structures actuelles de domination en décrivant une société complètement disloquée en leur absence. Cela aboutit, par exemple, à faire planer la menace d’une guerre civile dans les Etats occidentaux si ces derniers perdent le monopole du recours à la violence physique légitime.<sup>482</sup> Les solutions envisagées pour remédier aux problèmes de notre époque se retrouvent donc entièrement déterminées par les experts qui sont pourtant responsables de la situation dans laquelle nous sommes. Incapables de prendre de bonnes décisions face aux problèmes techniques, les hommes politiques se trouvent contraints de déléguer cette tâche aux experts. En se fondant sur la lecture des différents rapports de spécialistes qu’ils auront eus entre leurs mains, ils choisiront celui qui semble le plus en accord avec l’opinion publique afin de s’assurer l’adhésion d’une partie assez large de la population en vue des prochaines échéances électorales.

Il nous semble ici nécessaire de relever une forme de paradoxe contenu au sein de la pensée anti-industrielle. En décrivant le monde marchand comme un totalitarisme au sein duquel chaque individu subirait de manière plus ou moins consciente un endoctrinement l’amenant à devenir une sorte de sous-homme, les anti-industriels ne viennent-ils pas ajouter du catastrophisme à ces différentes écoles qu’ils énumèrent ? Le risque encouru par cette pensée, du fait de l’actualité de ses nombreuses critiques, c’est qu’à son tour, elle soit récupérée et déformée par l’industrie de l’information du monde marchand, pour finalement devenir ce qu’elle dénonce, à savoir une nouvelle école du catastrophisme au service du maintien de la société marchande. Dès lors, la diffusion, même restreinte, est de nature à entraîner irrémédiablement une pensée, aussi critique soit-elle, vers les forces de la falsification du monde contemporain.

Hommes d’Etat et experts se retrouvent donc associés au sommet de la pyramide du pouvoir du monde marchand. Les premiers utilisant les seconds pour essayer de comprendre

---

<sup>482</sup> Jaime Semprun et René Riesel, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable... Op.cit.*, p.48

les nouvelles technologies et ainsi adapter un discours qui permettra de préserver aisément le monde contemporain.

La bureaucratie des experts, née avec le développement de la planification, élabore pour l'ensemble des gestionnaires de la domination le langage commun et les représentations grâce auxquels ceux-ci comprennent et justifient leur propre activité. Par ses diagnostics et ses prospectives, formulés dans la novlangue du calcul rationnel, elle entretient l'illusion d'une maîtrise technoscientifique des « problèmes ». Sa vocation est de défendre le programme d'une survie intégralement administrée.<sup>483</sup>

Héritée des régimes autoritaires et à l'origine de l'Etat moderne, la bureaucratie constitue selon la pensée anti-industrielle l'un des trois piliers du fonctionnement du monde marchand. Dirigée par « le culte de l'objectivité scientifique impersonnelle »<sup>484</sup> elle permet des prises de décision sans coupable. La décision de justice rendue lors de la désormais célèbre affaire du sang contaminé<sup>485</sup> illustre parfaitement la conviction des penseurs anti-industriels concernant cette bureaucratie. Elle permet de faire appliquer des décisions sans qu'une personne physique soit désignée comme pleinement responsable. D'ailleurs, la prise de décision est confuse et la chaîne hiérarchique de la bureaucratie cache efficacement les responsables des décisions émises. Au sein de la pensée anti-industrielle, cette bureaucratie détient également une formidable capacité de renouvellement. En effet, en intégrant les nouvelles modes, comme par exemple la cause écologiste, cela n'aurait rien d'étonnant pour les anti-industriels de voir émerger une forme de « bureaucratie verte » chargée de prendre des mesures écologiques efficaces.<sup>486</sup> Si elle semble toute puissante, cette bureaucratie se doit d'être complétée, pour assurer le bon fonctionnement des sociétés contemporaines par le conditionnement marchand imposé par le mode de production capitaliste. Il semble même que la domination marchande soit plus performante encore que la domination bureaucratique. Pour illustrer leurs propos, les encyclopédistes ont recours à une comparaison. Ils comparent en effet une foule de spectateurs faisant une ola spontanée durant les Jeux-Olympiques de Los Angeles en 1984 à une foule chinoise précisément disposée afin de reconstituer le visage de Mao.<sup>487</sup> Ils considèrent alors que la domination marchande, de par la spontanéité de l'action obtenue est largement supérieure à la foule qui n'a rien fait d'autre qu'obéir à un ordre. Si dans le cas chinois cela relève d'une forme assez classique d'hommage rendu à un souverain, dans l'autre

---

<sup>483</sup> *Ibid.* p.68

<sup>484</sup> *Ibid.* p.71

<sup>485</sup> L'affaire éclate en 1991. De nombreux malades ayant reçu des dérivés sanguins et des transfusions de sang avaient alors contracté le SIDA et l'hépatite C.

<sup>486</sup> *Ibid.* p.97

<sup>487</sup> Mai 1985, Fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.57

cas la foule ne célèbre pas une personne en particulier mais, selon les encyclopédistes, « la circulation en tant que telle. Ce tourbillon humain symbolise parfaitement le principal substitut à la vie que trouve la passivité : la vitesse comme illusion de la désaliénation ».<sup>488</sup>

Il paraît néanmoins nécessaire de relativiser ici l'analyse anti-industrielle qui se concentre sur l'action de supporters au cours d'un événement sportif majeur. Les individus appartenant à cette vague humaine ne saluent – du moins pas consciemment - en rien une logique directrice du monde marchand mais des sportifs de haut niveau venant réaliser des performances devant leurs yeux. Malgré tout, comme ce fut déjà le cas à Rome, l'importance des jeux, et plus généralement des manifestations sportives sont des éléments importants dans le processus d'endoctrinement des individus du monde contemporain. Le monde du football semble d'ailleurs parfaitement illustrer tous les excès de la société contemporaine. Déchaînant les foules, l'organisation autour d'un match de football est particulièrement étudiée afin d'encourager le spectateur à consommer toujours plus. Ensuite, les comportements pour le moins grégaires de nombreux supporters permettent à l'Etat de circonscrire les zones d'expression d'une violence refoulée. Les stades de foot sont aujourd'hui des défouloirs dans lesquels de nombreux supporters viennent chanter leur amour pour leur club et chanter leur haine de l'adversaire. Parfaitement encadrés par la police, les dégâts sont rares et les bénéfiques pour la société marchande sont grands. En ce qui concerne les individus les plus sages, l'endoctrinement par la consommation suffit à calmer tout excès de violence. L'Etat anglais a d'ailleurs dû faire à une puissante vague de hooliganisme qui posait de nombreux problèmes dans les villes qui accueillait un match de football. Dès lors, quand l'Etat et sa police ont décidé, en symbiose avec le monde marchand, de stopper ces dégradations, le football anglais s'est profondément réorganiser pour devenir aujourd'hui le championnat le plus riche de la planète. Dès lors, une féroce répression a permis d'éloigner des stades les individus les plus violents, et l'augmentation du prix des places a permis la modification en profondeur de la composition sociologique du public des stades. L'idée a donc été d'offrir une nouvelle forme de spectacle aux supporters, en mettant à leur disposition une sorte de parcours du supporter idéal, qui consomme avant, pendant et après le match.

L'alliance d'une double domination, celle du marché et de l'Etat répressif, semble donc régir pour la pensée anti-industrielle le comportement des individus du monde contemporain,

---

<sup>488</sup> *Ibid.*

si bien qu'elle semble faire émerger une forme nouvelle d'être humain sur laquelle la pensée anti-industrielle pose un regard très critique.

## ***Section II La fabrication du « novhomme » comme produit du totalitarisme marchand***

### Sous-Section 1 Un climat de vie destructeur perturbant l'être humain

#### *La destruction de la cellule familiale*

Selon les penseurs anti-industriels, la société marchande a corrompu tout ce qu'elle a pu toucher. La famille est l'une des meilleures illustrations du phénomène de destruction des cadres de vie des individus. En effet, la vie de famille traditionnelle, organisée autour d'une petite économie de famille, a complètement disparu de nos sociétés occidentales. En ciblant prioritairement le couple, la société marchande s'est immiscée au cœur de la vie familiale. Son emprise a permis de définir les deux fonctions exclusives du couple : le travail et la consommation. Le développement des techniques ménagères a entraîné une réduction du temps affecté par les individus à l'accomplissement des tâches domestiques, leurs permettant ainsi d'en obtenir davantage pour consommer ou travailler. Lorsqu'il est ici question de travail, il s'agit bien de travail productif, dans le sens utile à la société marchande. Ainsi en s'affranchissant des tâches répétitives qui remplissaient la vie des individus du monde préindustriel, les individus se sont, pour les penseurs anti-industriels, encore un peu plus aliénés à la logique marchande. « Les goûts, les savoir-faire de l'ancienne vie domestique disparurent, remplacés par l'obligation de consommer des produits et des rapports sociaux destinés à perpétuer les formes modernisées de la servitude »<sup>489</sup>. Dès l'action de la logique marchande lancée, l'Etat s'est empressé de récupérer l'une des fonctions fondamentales qui incombe normalement aux parents : l'éducation. En effet, toujours dans l'optique de dégager du temps libre dans la vie des couples afin qu'ils réalisent pleinement leurs deux fonctions essentielles, l'Etat va développer une structure capable de se substituer aux prérogatives parentales. Pour les anti-industriels, on trouve les bases de ce projet dès 1789, puisque les révolutionnaires souhaitaient déjà développer des fonctions éducatives, émancipées de la famille et des établissements religieux. Ce projet aboutira réellement environ un siècle plus tard par l'intermédiaire des lois Jules Ferry, proclamant l'école publique, laïque et obligatoire.

---

<sup>489</sup> Février 1986. Fascicule 6 de *l'Encyclopédie des Nuisances, dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, p.110

Dès lors, pour les anti-industriels, ce projet est devenu « une entreprise généralisée de décervelage de la jeunesse ».<sup>490</sup> Autre domaine de la famille qui semble de plus en plus échapper au contrôle des parents : la procréation. En effet les progrès scientifiques dans ce domaine sont de nature à rapprocher cet acte symbolique de la vie de couple d'une simple production de marchandise. Désormais, pour avoir un enfant, « la présence affective des derniers protagonistes du spectacle familial n'est plus nécessaire. Seule compte leur rencontre effective dans les éprouvettes des laboratoires de cette prometteuse société de l'*in vitro* et du post mortem, qui veut effacer définitivement les dernières limites naturelles et sociales entre la vie et la mort. »<sup>491</sup> Selon les penseurs anti-industriels, le temps viendra bientôt où le monde marchand définira un idéal-type d'individu et la science permettra la production en masse de cet individu parfaitement adapté aux exigences de la marchandisation. Cette angoisse de voir l'eugénisme s'installer de plus en plus dans nos sociétés est régulièrement présente dans les écrits anti-industriels. Elle incarne l'un des points fondamentaux de leur critique, qui est le rejet de l'uniformisation croissante des individus. Elle se rapproche une nouvelle fois des descriptions faites dans les ouvrages dystopiques de science-fiction. Aldous Huxley, dans son célèbre ouvrage intitulé *Le meilleur des mondes*, en décrivant une société régie par l'eugénisme illustre parfaitement les craintes des penseurs anti-industriels. Crainte de voir se développer un monde au sein duquel la procréation ne se réalise plus par voie naturelle, mais uniquement dans un laboratoire. Crainte de voir prospérer une société où les individus sont scientifiquement assignés à des tâches précises avant même qu'ils ne viennent au monde. Enfin, crainte de voir grandir des individus tellement conditionnés qu'ils acceptent sans réagir leur état de fait, et en arrivent même à aimer ce pourquoi ils ont été sélectionnés.

Et c'est là, dit sentencieusement le Directeur, en guise de contribution à cet exposé, qu'est le secret du bonheur et de la vertu, aimer ce qu'on est obligé de faire. Tel est le but de tout conditionnement. Faire aimer aux gens la destination sociale à laquelle ils ne peuvent échapper.<sup>492</sup>

Détruire le lien entre les parents et les enfants afin de permettre un conditionnement toujours plus efficace des individus dès leur plus jeune âge, telle est l'analyse anti-industrielle de l'évolution de la famille au sein du monde marchand.

En conséquence, les jeunes générations se retrouvent démunies face aux nuisances produites par le monde marchand. Sur ce point, Jaime Semprun retourne la traditionnelle

---

<sup>490</sup> *Ibid.*

<sup>491</sup> *Ibid.* p.111

<sup>492</sup> Aldous Huxley, *Le meilleur des mondes* [1932], Paris, Pocket, 2017, p.35

question « quel monde allons-nous laisser à nos enfants » et préfère se demander « A quels enfants allons-nous laisser le monde ? ».<sup>493</sup> Il relève d'ailleurs un paradoxe inhérent à la société industrielle : jamais la jeunesse n'a été à ce point mise en avant, au point de devenir un véritable modèle, et dans le même temps, elle n'a jamais été aussi mal traitée. Pour les penseurs anti-industriels, rompre le lien d'autorité qui unissait jadis enfants et parents passe également par un phénomène d'infantilisation des adultes cumulé à une prise en compte des enfants dès leur plus âge comme des consommateurs à part entière. « Les consommateurs étant traités en enfant, les enfants peuvent bien l'être en consommateur à part entière ».<sup>494</sup> Du fait de son innocence, la jeunesse est devenue la cible privilégiée puisque c'est à elle qu'il faut apprendre au plus vite à aimer sa situation de consommateur que lui réserve le monde marchand. Désormais l'enfant doit devenir un maillon important de l'économie marchande, non plus par son travail comme cela a pu être le cas durant l'histoire, mais par sa capacité à consommer. Il doit donc se conformer à ses codes, obéir à ses règles alors que paradoxalement l'adulte doit chercher à s'amuser le plus possible grâce aux plaisirs que lui offre la société marchande. Les anti-industriels relèvent donc une sorte de brouillage de la distinction entre enfant et adulte, puisque n'importe quel individu obtient désormais le même statut : celui de consommateur. Au travers de ce processus d'uniformisation, Jaime Semprun explique l'augmentation du nombre d'agresseurs d'enfants dans les sociétés occidentalisées. Selon lui, il est compliqué de ne pas faire de lien entre la mise sur un piédestal de la jeunesse cumulée à l'infantilisation des adultes qui plongent les individus dans la confusion, la distinction entre adulte et enfant n'existant plus. La barrière morale jadis imposée semble s'effacer.

A tout cela il convient d'ajouter que les jeunes générations, celles qui sont nées dans les années 1990 et après, sont les premières à être confrontées à l'apparition des consoles de salon et au développement fulgurant d'internet dans la grande majorité des foyers. Ces jeux-vidéo remplissent, selon Jaime Semprun, une fonction importante. En plongeant les enfants dans un univers virtuel dont les caractéristiques principales sont la violence, l'instantanéité des sensations, une mort non définitive, ils testent « la capacité d'adaptation à l'environnement purement artificiel et technicisé qui sera bientôt le nôtre ».<sup>495</sup> Cet aspect est renforcé par l'accoutumance que créent ces jeux-vidéo similaire à celle des drogues selon Jaime Semprun. Cette nouvelle addiction implique, selon l'auteur, un isolement croissant des

---

<sup>493</sup> Jaime Semprun, *L'Abîme se repeuple...Op.cit.*, p.20

<sup>494</sup> *Ibid.* p.21

<sup>495</sup> *Ibid.* p.26

joueurs au sein d'un univers malsain dans lequel règne « l'indifférence à la vérité et au mensonge, au réel et au fictif, comme à toute notion du bien et du mal ». <sup>496</sup> Pour Jaime Semprun, il ne semble faire aucun doute que ces jeux-vidéo ont un impact direct sur l'agressivité des jeunes, et sont même une des clefs principales de compréhension de l'évolution du comportement des individus. Pourtant, bien que les anti-industriels ne soient pas les seuls à aboutir à cette conclusion <sup>497</sup>, une récente étude universitaire menée par le professeur de psychologie Simone Kuhn la contredit complètement. Loin de donner raison aux penseurs anti-industriels, les études contradictoires sur ce sujet démontrent cependant que l'incertitude règne en ce qui concerne les effets des jeux-vidéo sur le comportement des individus. Cela illustre d'ailleurs parfaitement l'irresponsabilité du monde contemporain vis-à-vis de la technique puisqu'aujourd'hui la jeunesse est laissée à l'abandon face à un phénomène qui échappe totalement au contrôle parental. Quand ils écrivent au cours des années 1980 et 1990, les penseurs anti-industriels font face aux parents qui n'ont pas grandi dans un monde envahi par les jeux-vidéo et par internet. C'est principalement pour cela que durant ces deux décennies, les penseurs anti-industriels demeurent convaincus que cette génération sera capable de résister, puisqu'elle a connu une jeunesse dépourvue des jeux-vidéos. Mais ce maigre espoir sera vite déçu. En effet, Jaime Semprun, dès la fin des années 1990, perçoit une évolution bien différente. Il constate que ce n'est pas le doute, mais la curiosité qui va animer ces adultes. De ce fait, rapidement fascinés et un brin jaloux des capacités de maîtrise de l'outil numérique dont font preuve leurs enfants, ils vont désespérément tenter de se remettre à niveau. Cette génération considérée comme charnière par Jaime Semprun, puisqu'elle avait en elle le souvenir d'une vie pas encore totalement dominée par la logique marchande, a perdu sans combattre une lutte face aux forces de la falsification, et s'est alors enfermée dans la résignation, impuissante qu'elle était pour lutter contre le modernisme triomphant. Désormais, ce qui définit une génération ce n'est plus une expérience historique singulière déplore Jaime Semprun, mais « un moment de la consommation, un stade de la technique, des modes crétinisantes et universelles : plus que de quoi que soit d'autre, on est le contemporain de certains produits de l'industrie, et c'est en invoquant des souvenirs de téléspectateur qu'on se reconnaîtra une jeunesse commune ». <sup>498</sup>

---

<sup>496</sup> *Ibid.*

<sup>497</sup> « *L'American Psychological Association* a récemment résumé les précédentes découvertes sur les jeux-vidéo violents en indiquant qu'ils présentaient un risque en termes de rapport à autrui, notamment d'agressivité accrue et de diminution de l'empathie. » voir le lien suivant [https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/03/21/une-etude-scientifique-conteste-le-lien-entre-violence-et-jeux-video\\_5274403\\_4408996.html](https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/03/21/une-etude-scientifique-conteste-le-lien-entre-violence-et-jeux-video_5274403_4408996.html)

<sup>498</sup> Jaime Semprun, *L'Abîme se repeuple...Op.cit.*, p.29

La logique marchande a donc permis d'instaurer une véritable rupture entre les individus du monde préindustriel, contraint de s'adapter ou de mourir, et les individus du nouveau monde de plus en plus technicisé.

### *La destruction des anciennes structures de solidarité sources d'un repli identitaire*

En dépit de sa puissance, le monde industriel va se heurter à des formes de contestations qui viennent remettre en cause l'idée d'une domination totale de la logique marchande sur les individus. Cela est d'autant plus vrai que c'est de l'une des deux fonctions assignées aux êtres humains – le travail – que vont naître les formes les plus radicales de critique. Les penseurs anti-industriels constatent que « malgré l'exploitation intensifiée depuis la révolution française, les communautés qui se rassemblèrent autour du travail ont entrevu la conscience de ce qu'elles étaient, et la puissance de leurs forces unies quand elles décident de s'approprier l'histoire ». <sup>499</sup> Là encore les espoirs placés en ces mouvements par les anti-industriels seront rapidement éliminés. L'exigence de rendre l'appareil productif toujours plus efficace imposée par la logique marchande implique une constante réorganisation de celui-ci. Ces réajustements permanents de l'appareil productif éloignent peu à peu les travailleurs de leur production. Ils les inscrivent dans une méga machine toujours plus complexe et technicisée qu'elle lui est complètement étrangère. Parfois même, ils ignorent même l'objet final de leur production tant la répartition des tâches héritées du fordisme semble poussée à son paroxysme. Le renforcement de l'isolement du salarié entraîne petit à petit une disparition des modes d'association et d'action des travailleurs. Pour les anti-industriels, le mythe d'une action collective d'envergure de la classe ouvrière semble définitivement abandonné. Dès lors, cette menace ne planant plus au-dessus des dirigeants, ces derniers en profitent pour réactiver d'anciens modes de servitude afin d'augmenter un peu plus encore la productivité et les profits. De plus, la modernisation des techniques de production place les travailleurs dans une situation délicate, puisqu'ils se trouvent contraints d'acquérir de nouvelles connaissances quand ce ne sont pas de nouvelles compétences. Dès lors, comme dans tout processus de modernisation, certains deviennent rapidement obsolètes tant ils sont incapables de s'adapter aux exigences croissantes de l'industrie contemporaine. Un climat de concurrence généralisée s'installe alors entre les travailleurs qui vient également remettre en cause toute velléité d'action collective de résistance. Par ce processus, les anti-industriels perçoivent « les comportements d'époque de régression sociale que l'on croyait disparus, où l'individualisme

---

<sup>499</sup> Février 1986, Fascicule 6 de *l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.112

forcené, complément de la stérilité collective, affiche résignation, apathie, cynisme, compétition insensée et diverses formes de darwinisme social, servant tantôt de somnifère, tantôt de soupape aux rancœurs accumulées ». <sup>500</sup>

De cette dislocation des communautés telles que la famille et les associations de travailleurs, les anti-industriels observent le retour sur le devant de la scène de l'idée de nation et de nationalité, qui avait accompagné jadis l'émergence des Etats modernes et de leurs économies guerrières. <sup>501</sup> Alors que les anti-industriels pensaient que ce concept resterait un concept caractéristique des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ils notent plutôt que, loin d'être abandonné, ce sentiment d'appartenance nationale va se renforcer, et entraîner en France une accentuation des différences communautaires. L'immigration va donc devenir un véritable problème dans nos sociétés contemporaines. Cette nouvelle fracture sociale au sein des sociétés occidentales contemporaines va également empêcher les travailleurs d'être unis, mais surtout de se concentrer sur la réalité du problème qui est bien plus globale pour les anti-industriels que l'arrivée de travailleurs immigrés. D'ailleurs, lorsqu'ils écrivent en 1986, les encyclopédistes s'étonnent de devoir appeler immigrés des individus qui étaient encore considérés comme des français à part entière quelques années auparavant. Ils déplorent que « la défense de ces immigrés s'assimile à celle d'une gauche dont le programme d'émancipation s'est réduit à égaliser la digne exploitation des travailleurs par cette économie qu'elle est devenue fière de gérer ». D'après les anti-industriels, ce flux de travailleurs immigrés profite à la fois aux dirigeants de nos sociétés industrialisées qui accueillent ces migrants, et aux Etats qui subissent ces départs. Pour les premiers, elle permet une baisse non négligeable du coût du travail, ainsi que la vente de la production nationale grâce aux salaires versés. Pour les seconds, elle permet de laisser leurs habitants dans l'illusion qu'une amélioration de leur condition de vie demeure possible.

Dans nos sociétés dites développées, le système marchand a bien évidemment une influence sur le nouvel arrivant. Pour les anti-industriels, les immigrés se retrouvent contraints de travailler plus durement que les autres travailleurs dans l'espoir de parvenir à un niveau de vie équivalent à celui des nationaux. Malgré la possibilité d'obtenir une satisfaction de leurs besoins matériels au même titre que les travailleurs nationaux, ils se retrouvent dans une situation intermédiaire difficile à gérer. En effet ils ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière de leur pays d'accueil, alors qu'ils sont dans le même temps déjà

---

<sup>500</sup> *Ibid.* p.113

<sup>501</sup> *Ibid.*

considérés comme de simples touristes lorsqu'ils rentrent dans leur pays d'origine. Ils deviennent alors des individus sans identité claire, sans racine. Ce que les anti-industriels constatent, c'est que les troubles liés à ce déracinement semblent causer plus de dégâts au sein de la génération des enfants d'immigrés que chez les immigrés eux-mêmes. Ainsi, pour les encyclopédistes, ces jeunes se retrouvent sans réelle perspective révolutionnaire impliquant l'intégralité des travailleurs, enfermés dans des choix comme l'extrémisme religieux ou l'intégration difficile aux sociétés occidentales.<sup>502</sup> La vieille maxime « diviser pour mieux régner » semble donc parfaitement résumer la situation. Diviser les individus, les rendre envieux les uns envers les autres afin de limiter au maximum les regroupements d'individus contestataires. La société marchande agit « de sorte que le spectacle du malheur des uns permet de conforter celui du prétendu bonheur des autres ».<sup>503</sup> Ce constat sur la société contemporaine amène les penseurs anti-industriels à dresser un état des lieux régulièrement pessimiste concernant la possibilité de voir émerger des mouvements de masse suffisamment puissants pour mettre en danger l'organisation dissimulée de la société marchande. Ils constatent d'ailleurs que les individus les moins favorisés par l'ordre établi, qui devraient donc se révolter contre ce monde marchand, sont bien plus prompts à s'opposer entre eux que contre les véritables responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent.

L'ultime déchéance du travail s'accomplit au nom de la défense du travail, la décomposition de la famille par l'atomisation des rôles sociaux se déguise en redécouverte de la vie privée, la perte de toute appartenance à une communauté quelconque se compense par l'hystérie nationaliste, la xénophobie, le racisme.<sup>504</sup>

Ainsi, dès 1986, les encyclopédistes craignent déjà la situation de repli communautaire qui semble aujourd'hui s'installer peu à peu au sein des sociétés occidentales. Ils imputent ce phénomène à la logique marchande qui régit le monde contemporain. En détruisant les structures proches des individus, en les séparant des produits de leur travail et en instaurant des conditions d'une compétition généralisée entre les plus démunis, la société industrielle parvient à imposer sa domination, et continue d'étendre la marchandisation à l'ensemble des domaines de la vie des individus.

Pour caractériser la naissance du « novhomme », les encyclopédistes utilisent le terme « d'abâtardissement ». Ils souhaitent ainsi mettre en avant la réduction de la diversité des individus au sein de l'espèce humaine : « le lecteur aura compris que l'abâtardissement dont

---

<sup>502</sup> *Ibid.* p.114

<sup>503</sup> *Ibid.* p.115

<sup>504</sup> *Ibid.* p.109

nous parlons ne peut être entendu dans le sens d'un enrichissement de l'espèce, mais évoque davantage les dégoûtantes manipulations auxquelles s'emploient les valets de l'entreprise de production du « novhomme », ce mutant que doivent satisfaire tous les délices du spectacle marchand ». <sup>505</sup> Cette idée peut se rapprocher du concept de diversité des espèces cher à de nombreux écologistes. <sup>506</sup> Isolé et déraciné au sein du monde contemporain, l'espèce humaine semble donc se trouver à la croisée des chemins. Cette expression est d'ailleurs reprise par Theodore Kaczynski lorsqu'il se lance dans une analyse psychologique des individus du monde contemporain.

## Sous-Section 2 La fragile psychologie de l'homme contemporain

### *La perturbation du processus d'auto-accomplissement de l'homme*

Concernant l'homme contemporain, la pensée anti-industrielle repose sur une conviction profonde : il serait mentalement très affaibli, ce qui entraînerait une diminution conséquente de ses capacités physiques. <sup>507</sup> Pour comprendre cette psychologie de l'homme contemporain identifiée par les anti-industriels, l'ouvrage de Theodore Kaczynski intitulé *La société industrielle et son avenir* nous semble primordial. Avant de nous intéresser au contenu de son analyse, il nous semble important de rappeler quelques éléments biographiques sur l'auteur américain.

Dès la fin des années 1960, Theodore Kaczynski commence à proposer une analyse critique de la société industrielle. Ancien maître assistant de mathématiques à l'université de Berkeley, il commencera « par formuler sa critique de la technologie sur un mode naïvement réformiste ». <sup>508</sup> Par la suite, se radicalisant davantage, il a commis plusieurs attentats et fut condamné en 1998 par un tribunal californien. Souhaitant frapper des individus liés à la recherche scientifique ou des personnes impliquées dans la promotion du progrès technique, ses attaques firent trois morts ainsi qu'une vingtaine de blessés. <sup>509</sup> Si les éléments biographiques permettent souvent d'apporter des clefs de compréhension concernant l'œuvre d'un individu, il nous a malgré tout semblé intéressant de nous pencher sur son analyse,

---

<sup>505</sup> *Ibid.* p.116

<sup>506</sup> Cf. *supra*, Chapitre II

<sup>507</sup> Février 1986, Fascicule 6 de *l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.116

<sup>508</sup> Theodore Kaczynski, *La société industrielle et son avenir*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1998, p.7

<sup>509</sup> *Ibid.*

puisqu'elle est considérée par les anti-industriels comme « un document qui puisse rester ».<sup>510</sup> D'ailleurs, dans une note de l'éditeur, les dirigeants de l'Encyclopédie des Nuisances se désolidarisent de ces actes terroristes :

Quant aux attentats proprement dits, outre qu'en règle générale ils atteignent rarement ceux qui mériteraient d'en être les victimes et que de toute façon le recours au terrorisme est encore plus inefficace contre la société industrielle qu'il ne l'a jamais été auparavant, on voit que ceux de Kaczynski servent maintenant surtout à occulter le contenu et l'existence même de son texte, auquel il n'a plus du tout été fait allusion pendant la durée du procès, ou seulement au passage, comme à une preuve supplémentaire des obsessions paranoïaques de son auteur.<sup>511</sup>

Dès lors, malgré les agissements de son auteur, ce manifeste contre la société industrielle semble constituer un élément important pour quiconque souhaite comprendre du mieux possible cette contestation radicale du monde contemporain. Toujours selon les encyclopédistes, ce texte va « droit à l'essentiel, et atteint ce qui est bien le centre du système universel de la dépossession : l'extinction de toute liberté individuelle dans la dépendance de chacun vis-à-vis d'une machinerie technique devenue nécessité vitale ».<sup>512</sup>

Selon Theodore Kaczynski, l'augmentation du nombre de personnes atteintes de maladies mentales résulte de la perturbation du processus d'auto-accomplissement de l'homme contemporain.<sup>513</sup> Cette notion semble proche de « l'exercice de soi » mobilisé par Henry-David Thoreau<sup>514</sup> ou de « l'activité vitale » développée par Lewis Mumford.

Selon Theodore Kaczynski, le processus d'auto-accomplissement se compose de quatre éléments : le but, l'effort, la réalisation et l'autonomie.<sup>515</sup> Il considère que les trois premières sont indispensables pour chaque individu, mais semble moins convaincu pour la dernière. L'autonomie représente ici pour Theodore Kaczynski la possibilité pour un individu de déployer différentes capacités au service d'un but qu'il s'est lui-même fixé, sans contrainte extérieure. Selon lui, un individu a besoin de parvenir seul à se donner des objectifs et à organiser seul une feuille de route pour y arriver. Malgré cela, l'auteur concède que pour certains individus, la réalisation d'objectifs passe par la collaboration avec d'autres individus, ce qui implique une prise de décision collective. Dès lors peut-on réellement parler d'autonomie ? Selon l'auteur il est parfaitement possible qu'un individu réalise son processus

---

<sup>510</sup> *Ibid.*

<sup>511</sup> *Ibid.*

<sup>512</sup> *Ibid.*

<sup>513</sup> *Ibid.* p.21

<sup>514</sup> Sur ce point voir le livre intitulé *Self-Reliance* de Ralph Waldo Emerson, qui inspira beaucoup Thoreau.

<sup>515</sup> Theodore Kaczynski, *La société industrielle et son avenir...Op.cit.*, p.21

d'auto-accomplissement en réalisant en groupe ces objectifs. Malgré tout il convient que le groupe en question reste assez petit afin de garantir à l'individu le contrôle de son action. L'auteur nous livre comme ordre de grandeur « une demi-douzaine » de personnes.<sup>516</sup> Il insiste également sur la frustration qui naîtrait automatiquement chez un individu qui aurait au préalable perdu la maîtrise de son projet. Pourtant, dans une précision qu'il apporte en fin d'ouvrage sur ce point, Theodore Kaczynski semble émettre des doutes sur cette autonomie. En effet, il constate que les individus éprouvent de grandes difficultés à prendre de manière autonome des décisions importantes. Il va même jusqu'à dire que « les gens sont en général plus portés à suivre qu'à diriger ».<sup>517</sup> Ici, il faut comprendre cette forme de paradoxe au sein du texte comme une double affirmation concernant la psychologie de l'homme : afin de réaliser pleinement son processus d'auto-accomplissement, il doit être en mesure de prendre des décisions de manière autonome, et dans ce premier cas entièrement seul, dans certains domaines de sa vie personnelle notamment, en d'autres termes, il doit être capable de se sentir totalement maître de son action sur des sujets qu'il considère comme capitaux et qu'il aura lui-même choisis ; en revanche, l'homme étant un animal social, il est également capable de travailler en groupe, et la pleine réalisation de son processus d'auto-accomplissement passe nécessairement par des décisions collectives dont la maîtrise absolue lui échappe. Cependant, il doit se sentir assez impliqué dans ces dernières pour ne pas subir de perturbation de son processus d'auto-accomplissement. Cela implique donc que l'individu ne puisse accomplir pleinement ce processus tout seul.

Il paraît ici nécessaire de distinguer les activités essentielles pour un individu, celles qui sont nécessaires à sa survie, des activités dites de substitution. Or dans les sociétés occidentales contemporaines, les individus n'ont plus réellement besoin de faire de véritables efforts pour assurer leur survie. Theodore Kaczynski n'oublie pas ici de mentionner qu'il existe encore, y compris dans les pays développés, des individus qui meurent de faim, mais il précise qu'il analyse dans ce livre le comportement psychologique de la majorité des individus, afin d'essayer d'en dégager un ou des profils psychologiques types. Dans nos sociétés, les individus ne peuvent donc réaliser leur processus d'auto-accomplissement que par l'existence d'activités secondaires. Dès lors, pour s'assurer la soumission des individus, la société moderne leur propose une multitude d'activités de substitution.<sup>518</sup> Cependant ces activités ne suffisent pas, selon Theodore Kaczynski, à réaliser pleinement ce processus

---

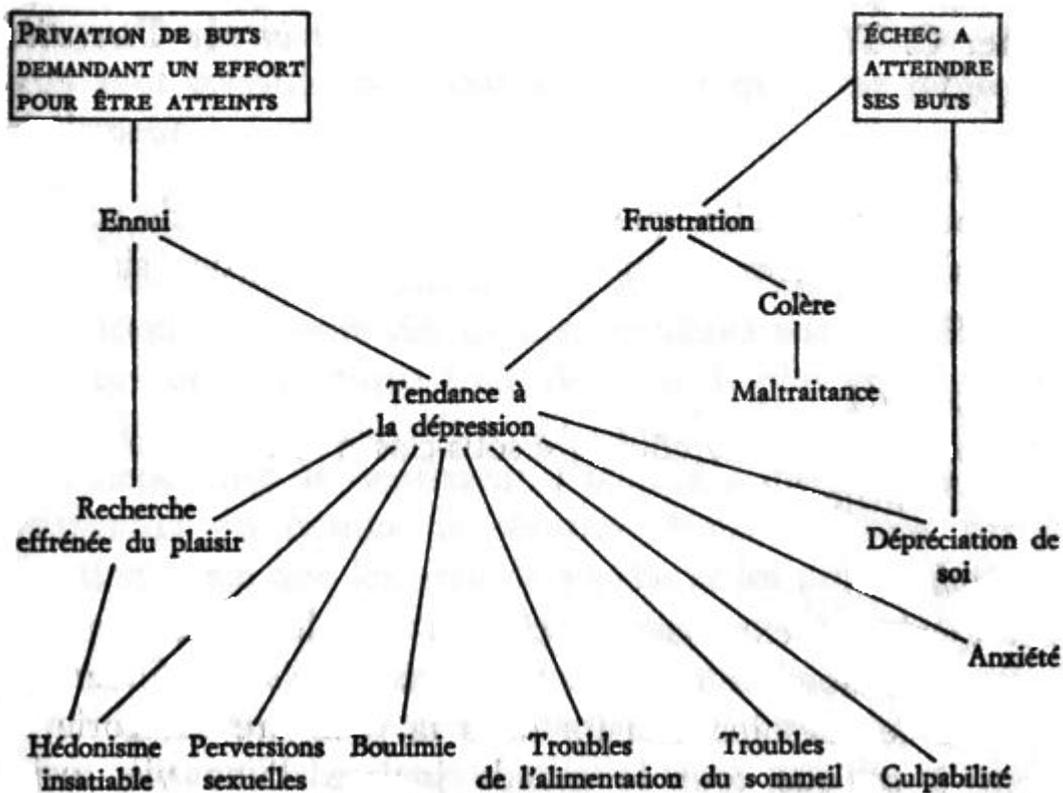
<sup>516</sup> *Ibid.* p.25

<sup>517</sup> *Ibid.* p.112

<sup>518</sup> *Ibid.* p.24

d'auto-accomplissement de l'individu qui passe plutôt par l'accomplissement de ce qu'il nomme « des buts authentiques ». Il en arrive alors à conclure que ce qui perturbe grandement la psychologie des individus du monde contemporain, c'est qu'ils ne possèdent plus aucune autonomie dans l'accomplissement de leurs besoins biologiques ; ils le font « en fonctionnant comme des rouages d'une énorme machine sociale ». <sup>519</sup> L'auteur de *La société industrielle et son avenir* tente donc d'analyser cette perturbation du processus d'auto-accomplissement des individus et d'en identifier les conséquences au sein d'un diagramme.

**DIAGRAMME DES SYMPTOMES RESULTANT  
DE LA PERTURBATION DE L'AUTO-ACCOMPLISSEMENT**



Grâce à ce schéma, l'auteur nous explique les différents chemins qui entraînent selon lui les individus du monde contemporain sur le chemin de la dépression. La première idée intéressante à relever est que chaque individu, en dépit de sa condition sociale, se trouve confronté à ce phénomène. Theodore Kaczynski identifie deux voies principales : soit

<sup>519</sup> *Ibid.* p.25

l'homme se voit privé de buts à atteindre nécessitant un réel effort de sa part, soit au contraire, n'importe quel objectif qu'il se fixe lui semble inatteignable. Dans le premier cas, présenté à gauche du schéma, les individus s'ennuient et se lancent dans une quête effrénée du plaisir qui fera naître chez eux diverses perversions. Dans le second cas, les individus souffrent d'un manque de confiance en eux, et répondent à ces différents échecs par une frustration exacerbée qui entraînera l'apparition de différents troubles psychologiques. Selon l'auteur ces deux tendances expliqueraient pourquoi le taux de suicide demeure élevé dans les sociétés développées. Cependant, malgré cette analyse, il n'est pas difficile de constater que certains individus du monde contemporain sont moins vulnérables quant à la dépression ou à tout autre trouble psychologique. Theodore Kaczynski nous explique que cela varie en fonction des individus.<sup>520</sup> Il insiste sur le fait que le désir de puissance des individus étant plus faible chez certaines personnes, elles sont moins touchées par ce phénomène. Il va même jusqu'à écrire que chez certaines personnes ce besoin de mener à bien ce processus d'auto-accomplissement personnel semble inexistant. Dans ces cas-là, l'auteur affirme alors que ces gens auraient probablement été heureux d'être « des nègres dans les plantations du vieux sud »<sup>521</sup>.

Si cette analyse psychologique de l'homme industriel paraît intéressante, le cas de très nombreux individus qui échappent aux processus de dépression décrits par Theodore Kaczynski permet de relativiser la portée de ses affirmations. Il est d'ailleurs possible de percevoir, dans son texte, un certain mépris pour les individus qui parviennent à réaliser leur processus d'auto-accomplissement au sein d'une société que l'auteur rejette (autrement dit, il s'agit ici des personnes heureuses dans le monde contemporain). En revanche, elles illustrent bien une conviction qui semble partagée par l'ensemble des penseurs anti-industriels français : le progrès technique, largement défendu par les marxistes au sein des sociétés contemporaines, a eu un effet désastreux sur la psychologie des individus si bien que Theodore Kaczynski évoque l'existence « d'un type psychologique, ou un ensemble de types », caractéristique du progressisme.<sup>522</sup>

*Le rôle du progressisme moderne sur l'évolution de la psychologie humaine*

---

<sup>520</sup> *Ibid.* p.38

<sup>521</sup> *Ibid.* p.39

<sup>522</sup> *Ibid.* p.11

Dans le but de caractériser le progressisme dans nos sociétés industrielles, Theodore Kaczynski identifie deux tendances qu'il nomme « sentiments d'infériorité » et « sursocialisation ». <sup>523</sup> Avant de nous lancer dans l'étude de ces deux notions, il convient de faire une précision sur le terme de progressisme. Les deux termes utilisés en anglais par l'auteur américain sont en réalité *leftism* et *leftist*. Il convient de faire ici mention d'une différence de traduction possible en français pour ces termes. Ils sont traduits par les encyclopédistes par progressisme et progressiste, et non pas par gauchisme et gauchiste. Ce choix se justifie par l'évolution sémantique du contenu de ces termes. Ils « auraient été inexacts, *gauche* et *homme de gauche* d'un maniement pesant, et d'un sens trop réducteur. » <sup>524</sup> L'idée est ici que le progressisme ne peut plus être aujourd'hui utilisé comme le synonyme de socialisme. Malgré ces affirmations péremptoires sur les cas des progressistes, l'auteur américain s'interroge sur la définition exacte du concept de progressisme. Il tente alors à la toute fin de son ouvrage d'identifier certains critères qui permettent d'identifier un progressiste.

Le progressisme est partisan d'un collectivisme à grande échelle. Il insiste sur le devoir de l'individu de servir la société, et sur le devoir de la société de prendre soin de l'individu. Il rejette l'individualisme et prend souvent un ton moralisateur. Il est souvent favorable au contrôle des armes à feu, à l'éducation sexuelle et à toutes les méthodes d'éducation pédagogiquement avancées, à la planification, à l'action positive, au multiculturalisme. [...] Le signe le plus certain d'une mentalité progressiste est peut-être la tendance à sympathiser avec les mouvements suivants : le féminisme, les droits des homosexuels, ceux des minorités, des handicapés, des animaux, le politiquement correct. <sup>525</sup>

De cette analyse resurgit la tentation conservatrice que nous avons déjà observée dans notre premier chapitre. Une telle haine envers ceux que la société contemporaine a baptisés progressistes ne semble pouvoir signifier qu'une seule chose : à l'image de Theodore Kaczynski, les penseurs anti-industriels sont de farouches conservateurs. Pourtant, les conservateurs du monde contemporain ne sont pas mieux considérés dans les écrits anti-industriels.

Les conservateurs sont des idiots : ils se lamentent sur l'effondrement des valeurs traditionnelles mais s'enthousiasment pour le progrès technique et la croissance économique. Il ne leur est visiblement jamais venu à l'idée qu'on ne peut pas opérer de changements rapides et radicaux dans la technologie et l'économie d'une société sans provoquer des changements tout aussi rapides dans

---

<sup>523</sup> *Ibid.* p.12

<sup>524</sup> *Ibid.* p.11 (note de l'éditeur)

<sup>525</sup> *Ibid.* p.107

tous les autres domaines, et que ces changements détruisent inévitablement les valeurs traditionnelles.<sup>526</sup>

Si l'accent est bien plus souvent mis sur les troubles causés par les progressistes, c'est que les penseurs anti-industriels se sentent en réalité trahis par d'anciens collaborateurs. Ils sont aussi sévères qu'ils sont déçus par ces intellectuels. Ce qui est également étonnant, c'est que Theodore Kaczynski illustre parfaitement l'ambivalence de la pensée anti-industrielle en affirmant qu'une personne peut défendre les intérêts des femmes, des étrangers, des homosexuels ou de toute autre catégorie d'individus qu'elle considère comme opprimée, sans être progressiste. Ce qui est pointé du doigt ici, c'est une forme de discours porté par des intellectuels de gauche se revendiquant du progressisme, et qui se caractérise par « une coloration idéologique particulière » souhaitant que n'importe quel individu du monde contemporain accède à la vie d'un individu moyen dans les sociétés occidentales. En d'autres termes, la libération des individus passe aujourd'hui pour ces penseurs par leur intégration dans le carcan fixé par le monde marchand. Ce carcan étant le cœur du combat mené au sein de la mouvance anti-industrielle, ces progressistes ne peuvent être aujourd'hui que leurs ennemis. Ce qu'ils dénoncent, c'est donc cette prise de contrôle d'une mentalité progressiste, qui semble dépasser les clivages politiques traditionnels puisqu'à droite comme à gauche les différents penseurs participent à l'émergence de cette mentalité. Ce qui nous semble intéressant dans l'analyse de Theodore Kaczynski, c'est la différence qu'il soulève entre les concepts d'idéologie et de mentalité. En effet selon lui, cette mentalité progressiste ne peut plus aujourd'hui être adossée à une idéologie particulière. Elle surplombe l'ensemble des idéologies du monde contemporain, elle s'impose donc à elles. Observons alors sur quoi repose cette mentalité.

La mentalité progressiste est qualifiée par Theodore Kaczynski de véritable folie.<sup>527</sup> Elle est portée par des individus qui, selon l'auteur américain, partagent un ensemble de traits de caractère laissant transparaître un sentiment d'infériorité : « autodépréciation, sentiments d'impuissance, tendances dépressives, défaitisme, culpabilité, haine de soi, etc. ».<sup>528</sup> Dès lors ce sentiment d'infériorité implique l'existence d'une véritable susceptibilité chez les militants progressistes. Ces derniers identifient alors un champ lexical assez large qu'ils considèrent comme inutilisables car péjoratif. Pour Theodore Kaczynski, c'est par l'action même de ces groupes que ces termes prennent leur sens péjoratif. De la même manière, en faisant leurs

---

<sup>526</sup> *Ibid.* p.28

<sup>527</sup> *Ibid.* p.11

<sup>528</sup> *Ibid.* p.12

« les problèmes de groupes qui paraissent faibles (les femmes), historiquement vaincus (les Indiens d'Amérique), répulsifs (les homosexuels) ou inférieurs d'une quelconque façon », les militants valident d'une certaine manière leur positionnement au sein de la société marchande. C'est en étant persuadés que les femmes ne sont pas aussi fortes ou compétentes par rapport aux hommes que les féministes chercheraient, selon cette vision, à prouver qu'elles le sont. Dans cette réflexion menée par le penseur américain réside l'idée qu'il est parfaitement hypocrite de chercher à défendre tous ces groupes d'individus sans proposer une réelle analyse de la société marchande. Hypocrisie d'autant plus forte que les principaux individus qui mènent ces combats sont principalement ceux qui appartiennent aux couches privilégiées de la société et n'ont donc aucune envie de voir modifiée l'organisation sociale qui les place dans une situation confortable. Comme ces besoins primaires ne leurs demandent aucun effort pour être accompli, ils se fixent comme objectif secondaire de venir en aide aux plus démunis et essaient tant bien que mal de réaliser leurs processus d'auto-accomplissement. Malgré le rejet de la mentalité progressiste, un point la lie pourtant à la pensée anti-industrielle : la haine de la civilisation occidentale. Cependant la source de ce mépris est différente.

Ils prétendent détester l'Occident parce qu'il est belliqueux, impérialiste, sexiste, ethnocentrique, etc., mais lorsque ces défauts se manifestent dans les pays socialistes ou chez les peuples primitifs, ils leur trouvent mille excuses ou, au mieux, les admettent du bout des lèvres ; alors qu'ils dénoncent avec empressement, et souvent en les exagérant, ces mêmes défauts dans la civilisation occidentale. Cela démontre qu'en réalité ils détestent les Etats-Unis et la civilisation occidentale en raison de leur force et de leur réussite.<sup>529</sup>

Dans cette analyse de la psychologie de l'individu progressiste, Theodore Kaczynski essaie de mettre en avant une forme de schizophrénie qui fait agir cet individu. Il met en avant la combinaison de deux sentiments qui semblent incompatibles mais qui expliquent les faiblesses de l'action militante du progressiste. La dépréciation de soi, liée à un goût du pouvoir permet de comprendre les actions militantes de manière plus précises. Remettant en cause la sincérité de leur engagement dans la défense de la communauté noire aux Etats-Unis, l'auteur américain va même jusqu'à dire que leur action est nocive pour cette communauté. « En fait, ils nuisent aux Noirs, parce que leur attitude hostile à l'égard de la majorité blanche tend à exacerber la haine raciale. »<sup>530</sup> A la suite de cette analyse issue de l'identification du

---

<sup>529</sup> *Ibid.* p.14

<sup>530</sup> *Ibid.* p.16

sentiment d'infériorité qui semble animer la mentalité progressiste, il ajoute un second versant qu'il nomme la sursocialisation.<sup>531</sup>

Ce terme provient d'un constat selon lequel ces progressistes, prétendument rebelles, ne le sont pas toujours. La sursocialisation désigne dans le texte de Theodore Kaczynski la situation d'un individu tellement conditionné par le code éthique et moral de la société contemporaine que l'ensemble de ses faits et gestes sont en fait dictés par ces normes. Dès lors, le progressiste est, pour l'auteur américain, persuadé qu'il agit en rebelle puisqu'il est inconscient de sa situation de sursocialisation. D'un point de vue personnel, ces individus sont en permanence rongés par un sentiment de culpabilité. Ils cherchent alors sans cesse des « explications morales à des sentiments et à des actions qui, en réalité, ont une autre origine. »<sup>532</sup> L'individu sur socialisé, finit par avoir honte de lui-même, et pour se libérer de ce fardeau, se lance dans une défense de personnes qu'il considère comme défavorisées par rapport à lui. Pourtant, sa volonté de se rebeller contre les injustices de la société contemporaine ne peut aboutir puisqu'il se trouve dans une situation de conditionnement qui l'empêche d'identifier les origines authentiques de ces injustices. Il se lance alors dans des combats qui ne remettent jamais réellement en cause l'ordre établi, puisqu'ils sont la plupart du temps issus des médias ou de l'univers politique du monde marchand. « Les progressistes, surtout ceux de type sursocialisé, ne les [les valeurs morales de la société marchande] remettent généralement pas en cause, mais expliquent leur hostilité envers la société en affirmant, à plus ou moins juste titre, qu'elle ne respecte pas ces principes. » En d'autres termes, les progressistes s'indignent le plus souvent au nom de valeurs et de principes qui proviennent de la société marchande elle-même, et s'insurgent contre la non application de ces valeurs morales. Dès lors, jamais leurs luttes ou leurs discours ne sont authentiquement des remises en cause de l'ordre établi. Ils participent en réalité à l'organisation du spectacle démocratique.<sup>533</sup> Ils ne sont que de faux opposants ne faisant que renforcer la puissance de destruction des individus dans la société marchande.

Pour illustrer ce propos concernant la conformité des actions progressistes à l'ordre marchand, nous allons reprendre en quelques lignes l'exemple traité par Theodore Kaczynski de l'engagement de ces mouvements dans la défense de la communauté noire aux Etats-Unis. Ils constatent que la quasi-totalité des progressistes se prononcent en faveur de l'amélioration des

---

<sup>531</sup> *Ibid.* p.17

<sup>532</sup> *Ibid.*

<sup>533</sup> Cf. *supra.*, Section I de ce Chapitre.

conditions de vie des individus appartenant à la communauté noire. Prenant conscience de l'injustice de la situation, ils militent pour « l'accèsion des Noirs à des métiers prestigieux, pour une meilleure éducation dans des écoles noires mieux financées. »<sup>534</sup> L'idée est donc de permettre l'accès aux mêmes avantages dont bénéficient les blancs à ces personnes de couleur. Pour l'auteur américain, il ne fait aucun doute que sur ce point les progressistes attendent que l'ensemble des individus du monde contemporain se plie aux idéaux de la classe moyenne blanche. En prétendant défendre la culture afro-américaine, ils n'offrent en réalité que des moyens superficiels à cette culture pour s'exprimer. Cela se limite à la possibilité de manger des plats traditionnels ou d'écouter de la musique traditionnelle. Mais l'important c'est que ces individus s'intègrent parfaitement dans le monde en devenant des consommateurs producteurs comme les autres afin de permettre la poursuite de la croissance. Comme le relève Theodore Kaczynski, peu importe le genre de musique que l'individu écoute, son style vestimentaire ou encore sa religion, ce qui est important c'est que chaque individu fasse des études, obtienne un métier convenable et essaie de grimper dans l'échelle sociale. Tout est donc fait pour qu'il reste dans le cadre fixé par le monde marchand.

Selon l'auteur américain, la mentalité qu'il décrit, ainsi que les répercussions psychologiques qu'elle peut avoir sur les individus, caractérisent un idéal-type d'individu qui lui paraît être dominant. Jamais l'auteur n'affirme que tous les individus du monde contemporain soient affectés par cette mentalité, mais il craint qu'elle ne se développe de plus en plus, au point d'empêcher l'émergence d'une prise de conscience de certains individus sur les conditions réelles d'existence au sein du monde marchand. Cette idée de conditionnement, diffusée par les progressistes qui se pensent critiques de l'ordre établi, est totalement partagée par le reste des penseurs anti-industriels bien que certains termes employés soient propres à Theodore Kaczynski. Mais cette analyse semble s'inscrire dans une réflexion plus globale sur la nature humaine et sur son évolution que nous allons maintenant étudier.

### Sous-Section 3 De l'homme post-historique au danger du posthumain

#### *Vers l'avènement de l'homme post-historique*

Les conditions de vie de l'homme contemporain considérées comme désastreuses par les penseurs anti-industriels les incitent à envisager l'avènement d'un nouveau type d'homme,

---

<sup>534</sup> *Ibid.* p.19

résultant de la structure de nos sociétés industrialisées. Pour comprendre la réflexion anti-industrielle sur l'évolution de l'espèce humaine, il convient de s'intéresser aux écrits d'un auteur qui n'appartient pas en tant que tel à cette mouvance mais qui, selon nous, doit être considéré comme un historien précurseur des écrits anti-industriels : Lewis Mumford. Pourtant intégré à la vie médiatique et universitaire aux Etats-Unis, cet historien semble trouver grâce aux yeux des encyclopédistes, qui publieront en 2008 une traduction de son texte intitulé *Les Transformations de l'homme*. Dans cet ouvrage de 1956, l'auteur américain esquisse un tableau de l'évolution de l'espèce humaine à travers les âges. En le distinguant des autres espèces animales, Lewis Mumford essaie également de nommer ce qui caractérise la nature profonde de l'être humain. En ce sens, son ouvrage explore les pistes pouvant amener à expliquer ce qu'être humain signifie. Il identifie alors différents types d'êtres humains associés à des périodes historiques variées.

Dans un premier temps, l'auteur se demande ce qui a permis à l'espèce humaine de se distinguer des autres espèces animales afin de parvenir aujourd'hui à être l'espèce dominante sur terre. Ce qui lui semble décisif réside dans la capacité « de créer en dehors de la métamorphose biologique », ce que les êtres humains ont su rapidement acquérir. Cette capacité de créer est issue d'une hypertrophie du cerveau humain dont les origines sont encore incertaines aujourd'hui : « une altération de son métabolisme, une mutation de ses gènes – peut-être une mutation et un besoin intérieurs – l'ont dotée d'un cerveau relativement plus volumineux que celui de la plupart des autres créatures, à l'exception de la souris. »<sup>535</sup> En mobilisant les capacités que lui offrait son cerveau, l'être humain a donc pu comprendre de manière plus précise la complexité du monde réel qui l'entourait. Si ces capacités lui ont permis d'inventer et de créer des outils efficaces dans la maîtrise de son environnement et dans l'amélioration de ses conditions de vie, elles ne représentent pas pour Lewis Mumford la chose la plus fondamentale. En effet, son texte vise à rompre avec « la croyance naïve dans le progrès mécanique ». Selon lui, l'homme n'est pas uniquement un animal qui fabrique et utilise des outils, mais il est fondamentalement et avant toute autre chose, « un animal qui utilise son cerveau pour créer des symboles ».<sup>536</sup> Pour appuyer cette affirmation, l'auteur évoque les travaux du psychologue américain Arnold Gesell, spécialiste du développement des enfants, qui affirme que « dans sa prime enfance le bébé accomplit des gestes de

---

<sup>535</sup> Lewis Mumford, *Les transformations de l'homme* [1956], Paris Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008, p.18

<sup>536</sup> *Ibid.* p.12

construction [...] avant même que quiconque lui ait appris à le faire. »<sup>537</sup> Il demeure ici une chose inexplicée concernant l'origine de ce savoir immédiat, mais si l'homme a pu devenir l'animal dominant, c'est grâce à « sa capacité de fixer ces images et symboles spontanés, de leur donner forme, de les lier à des objets fournis par le monde extérieur ». <sup>538</sup> L'homme n'est donc pas un animal comme les autres. Il détient une capacité spécifique, permise par la taille de son cerveau, celle de comprendre le monde qui l'entoure et de ne pas se contenter d'assouvir ses besoins naturels. Si cette forme d'intelligence particulière que l'homme semble être le seul animal à posséder lui a ouvert les portes d'un développement ultérieur, elle a également pu mettre sa survie en danger. Il semble ici qu'un paradoxe apparaisse. L'homme est un danger à cause de ce qu'il est. La possibilité d'inventer, de créer et donc sa capacité de progresser en font un être particulièrement intelligent qui a su s'émanciper des nuisances que son environnement naturel faisait peser sur lui. Mais c'est également du manque de maîtrise de cette capacité phénoménale que provient la croyance que le progrès et la technique apporteront toujours des solutions aux problèmes humains. La question implicite que semble poser Lewis Mumford pourrait être formulée de la manière suivante : existe-t-il des limites à cette puissance créatrice de l'homme ? Au même titre que dans l'ensemble des écrits de la pensée anti-industrielle, il est possible d'identifier dans cet ouvrage un triple sentiment face à cette capacité spécifiquement humaine : une admiration, une crainte ainsi qu'une forme de fatalisme. De cet attrait pour les symboles, l'homme est donc capable de rêver, de concevoir dans son esprit un monde imaginaire, totalement détaché du réel, de l'instant. Cela définit sa capacité d'abstraction qui, en l'état actuel des connaissances scientifiques n'est reconnue qu'à l'homme dans le règne animal. Pour Lewis Mumford, deux traits caractéristiques semblent expliquer la spécificité des êtres humains vis-à-vis des autres espèces animales : « L'un est la capacité de rêver et, par-dessus tout, de transformer les constructions de l'imagination en projets concrets. L'autre est le sentiment de crainte et de vénération, non dénué d'angoisse, éprouvé en présence de forces qui dépassent l'intelligence humaine. »<sup>539</sup> En continuant sur cette voie, les capacités humaines semblent illimitées et le développement du vocabulaire humain basé sur ces symboles n'a fait que renforcer ses capacités intellectuelles. Malgré cela, tout au long de son évolution, l'homme a été animé par une lutte intérieure entre sa nature animale et sa nature sociale, faisant tantôt primer l'une sur l'autre. Or, pour Lewis Mumford,

---

<sup>537</sup> *Ibid.* p.19

<sup>538</sup> *Ibid.*

<sup>539</sup> *Ibid.* p.24

cette opposition ne doit pas aboutir à la disparition de l'une des deux natures cohabitant chez l'homme sous peine de perdre son humanité.

Le basculement vers l'homme contemporain se fait par l'apparition des grandes civilisations. « L'homme civilisé, dans un premier temps, a acquis un degré d'autonomie, d'indépendance, de conscience – et en outre de choix – inconnu des sociétés primitives.[...] mais en conséquence de ce progrès, l'homme civilisé est devenu [...] égoïste : il a cessé d'identifier son intérêt personnel à la santé et à la prospérité du groupe. »<sup>540</sup> Le développement des grands empires a lancé le processus non-uniforme de disparition des multiples cultures villageoises au profit du développement d'une autorité urbaine centralisée. »<sup>541</sup> Ensuite, à partir du VI<sup>ème</sup> siècle, la redéfinition de l'homme apportée par « les religions axiales »<sup>542</sup> a apporté une réflexion profonde sur le développement intérieur des individus. Les frontières des civilisations ont été dépassées par les religions qui se sont développées indépendamment des différences culturelles créant une communauté de fidèles unis par une croyance supérieure imposant un mode de vie fondé sur une conception nouvelle de la perfection ainsi que sur un nouveau code éthique et moral. Dès lors, l'homme n'est plus uniquement mû, pour Lewis Mumford, par une lutte interne entre deux composantes, mais par une lutte interne entre trois « moi » différents. Les deux premiers sont toujours les mêmes, le moi biologique originel et le moi social imposé par la vie en collectivité. Le troisième qui apparaît grâce aux grandes religions est « le moi idéal, le surmoi ». <sup>543</sup> Le problème principal relevé dans cette phase de l'histoire humaine semble être le sectarisme. L'émergence de ces religions ou de discours philosophiques cherchant à identifier une vérité absolue aboutit inévitablement à des désaccords profonds et violents entre les différents fidèles.

Après l'épisode de l'homme axial, apparaissent l'homme du vieux monde et l'homme de l'ancien monde. Caractérisés par l'apparition de nouvelles techniques, ces deux hommes se distinguent par l'utilisation qu'ils ont eue de leurs inventions. En effet, l'homme du vieux monde, au contraire de celui du nouveau, demeura modéré dans l'utilisation de ses inventions. Cette période de l'histoire a opposé deux types d'homme : le romantique et le mécanique. Allié de circonstance dans la lutte contre l'ancien monde, ils vont jeter les bases de la société moderne bien que le second ait finalement fini par s'imposer. Inévitablement, c'est cet homme mécanique qui semble se rapprocher le plus de l'homme contemporain. Il est défini

---

<sup>540</sup> *Ibid.* p.59

<sup>541</sup> *Ibid.* p.60

<sup>542</sup> *Ibid.* p.82

<sup>543</sup> *Ibid.* p.88

comme « un homme qui a troqué la vitalité contre la puissance : par un processus d'embrigadement systématique ayant pour moteur le profit, il a poussé plus loin les victoires matérielles – en même temps que l'uniformité contraignante – de la civilisation. »<sup>544</sup>

Ce qui est intéressant dans l'analyse de Lewis Mumford, c'est l'ambivalence de chaque période historique qu'il identifie. En effet, au sein de chacune d'elle il envisage le bon et le moins bon. Il considère que chacune d'entre elles a su corriger les tares de la période précédente mais en a également apporté de nouvelles. Alors qu'il se place comme un critique radical de la société industrielle, il garde donc ouverte la même possibilité d'une fin heureuse pour cette période historique qui aboutira selon lui à une rupture anthropologique.

Cette rupture, il la présente sous la forme d'une alternative : soit la constitution d'une posthumanité, qu'il décrit en extrapolant les tendances poussant à la réification d'une humanité asservie à ses instruments ; soit une nouvelle transformation de l'homme ayant pour but l'unité, tant de l'humanité comme espèce, à l'échelle de la planète, que de l'homme comme individu, surmontant par la création d'un nouveau moi les antagonismes et les séparations de la civilisation.<sup>545</sup>

En conséquence, l'homme se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. S'il perpétue les conditions de vie imposées par la société marchande, le prochain stade de l'humanité risque, selon l'auteur américain, d'être celui de l'homme posthistorique. Ce qui semble caractériser cet homme posthistorique c'est la perte totale de sentiments au profit d'une rationalisation extrême. Lewis Mumford pointe du doigt l'amour de la science, dénué de sentiments, qui anime la relation entre l'homme contemporain et la nature. Dans ce monde entièrement « dirigé par la seule intelligence et voué au seul développement de la puissance, tous les efforts de l'homme posthistorique tendent à l'uniformité. »<sup>546</sup> Cette puissance d'uniformisation crée une masse informe d'individus identiques que Jaime Semprun qualifie d'homme totalitaire. Cet homme peut se définir par « l'alliance de la soumission, de la dureté, du conformisme et de l'irresponsabilité ». <sup>547</sup> En affirmant que l'homme contemporain se caractérise principalement par son isolement et par la disparition de rapports sociaux normaux, il reprend à son compte le constat que faisait déjà Hannah Arendt lorsqu'elle étudiait la société de masse qui s'instaurait au sein des régimes totalitaires.<sup>548</sup>

---

<sup>544</sup> *Ibid.* p.126

<sup>545</sup> *Ibid.* p.8 (note de l'éditeur)

<sup>546</sup> *Ibid.* p. 165

<sup>547</sup> Jaime Semprun, *L'abîme se repeuple... Op.cit.*, p.31

<sup>548</sup> *Ibid.* p.47

Si le concept d'homme posthistorique définit un nouveau stade de l'espèce humaine, les anti-industriels constatent et regrettent l'émergence de l'homme 2.0, ultra connecté et physiquement modifié par la technique. L'apparition du posthumain représente l'une des craintes des penseurs anti-industriels.

### *De l'homme connecté au posthumain*

Jusqu'ici nous nous sommes penchés sur la réflexion anti-industrielle concernant la nature profonde de l'être humain au sein du monde marchand. Nous allons désormais porter notre regard sur ce que serait ce posthumain concrètement. Longtemps réservés aux romans de science-fiction, les rêves imaginant un homme amélioré alimentent aujourd'hui les discours de nombreux penseurs du monde contemporain. Ces rêves reposent sur une volonté de perfectionnement de l'être humain par le recours à la science et aux nouvelles technologies. Le fantasme le plus absolu des défenseurs de la posthumanité étant à terme de vaincre la mort. Du fait de l'accroissement exceptionnel des connaissances scientifiques sur la biologie humaine et de l'accroissement tout aussi important des technologies contemporaines, ce qui fut jadis un simple fantasme, semble pouvoir être le futur proche de l'humanité. Pour d'autres, l'homme d'aujourd'hui représente déjà une forme première de posthumanité qui incite donc à avoir une réflexion sur les conséquences de ces transformations, et sur la définition même du concept de posthumain. Où doit-on situer la frontière entre l'humain et le posthumain ? Etant donné l'actualité de ce genre de questionnement et l'analyse de la technique qui est faite au sein de la pensée anti-industrielle, ses penseurs ne peuvent éviter de réfléchir concrètement au post-humanisme.

Il semble possible de dégager trois groupes de penseurs face à cette question du posthumanisme : « les bioconservateurs, les penseurs libéraux et les transhumanistes ».<sup>549</sup> Pour les libéraux, cette question de recourir ou non aux améliorations de l'être humain par des moyens techniques relèvent largement du choix individuel. A la différence des transhumanistes, ils ne défendent pas l'idée d'une amélioration significative de l'espèce humaine engendrée par une politique volontariste. Les transhumanistes sont de véritables technophiles qui voient une opportunité formidable de transformer l'homme par la technoscience. Ils sont à l'origine d'un courant de pensée défini comme suit : « Le

---

<sup>549</sup> Gilbert Hottois, Jean-Noël Missa et Laurence Perbal, « Introduction », in *L'humain et ses préfixes. Une Encyclopédie du transhumanisme et du posthumanisme*, dir. Gilbert Hottois, Jean-Noël Missa et Laurence Perbal, Paris, Librairie Philosophique J. VRIN, 2015

transhumanisme est un mouvement philosophique de transition vers un stade postérieur d'évolution de l'espèce humaine, délibérément poursuivi. Ce courant d'idées récupère l'Humanisme traditionnel afin de lui adjoindre les techniques « d'amélioration » des capacités physiques et cognitives dans un but de dépassement des limites – naturelles, biologiques – et d'adaptation perpétuelle au monde ». <sup>550</sup>

A l'inverse de ces deux premiers groupes, les bioconservateurs se méfient fortement de ces nouvelles technologies. Ils essaient de réfléchir aux conséquences que pourraient avoir ce progrès technique sur l'humanité et sur l'organisation des sociétés contemporaines. « Ils pensent que les biotechnologies d'amélioration posent des problèmes éthiques fondamentaux qui touchent à l'essence même de l'être humain. » <sup>551</sup> Profondément réticente à ces progrès, la pensée anti-industrielle appartient donc à cette tendance bioconservatrice. L'humain, avec toutes ses imperfections semble devoir être protégé contre une évolution dramatique qui paraît programmée. Si la pensée anti-industrielle condamne radicalement l'intégralité des mouvements transhumanistes, il existe néanmoins des nuances quant à la justification de ce point de vue. En effet, comme le note le philosophe français Jean-Michel Besnier, il est aujourd'hui difficile d'identifier un véritable courant transhumaniste unifié puisque certains penseurs se revendiquent d'un hyperhumanisme visant à perfectionner l'homme, alors que d'autres, par mépris pour les faiblesses humaines, prônent la fin de notre espèce et espèrent l'apparition d'une nouvelle. <sup>552</sup> Mais ce que rejette profondément la pensée anti-industrielle, c'est que dans ces deux cas, il semble y avoir une forme de mépris pour ce qu'est la nature humaine. Or, c'est la défense de la nature humaine dans son ensemble, avec ses perfections et imperfections, que soutiennent les encyclopédistes. Il existe dans cette pensée une forme de vénération du biologiquement pur, du naturel. L'utopie anti-industrielle se fonde donc sur une éthique reposant sur un profond respect de ce qui est naturel.

Cette lutte pour la préservation de l'espèce que semblent mener les penseurs anti-industriels repose donc exactement sur les mêmes motivations que leur lutte anti-OGM. Ils leur semblent parfaitement impossible de ne pas modifier de manière significative la biosphère en effectuant des manipulations génétiques sur n'importe quel organisme vivant.

---

<sup>550</sup> Laurent Frippiat, « Transhumanisme », in *L'humain et ses préfixes. Une Encyclopédie du transhumanisme et du posthumanisme*, dir. Gilbert Hottois, Jean-Noël Missa et Laurence Perbal, Paris, Librairie Philosophique J. VRIN, 2015, p. 163

<sup>551</sup> Gilbert Hottois, Jean-Noël Missa et Laurence Perbal, « Introduction », in *L'humain et ses préfixes. Une Encyclopédie du transhumanisme et du posthumanisme...Op.cit.*, p.7

<sup>552</sup> Jean-Michel Besnier, « Posthumain », in *L'humain et ses préfixes. Une Encyclopédie du transhumanisme et du posthumanisme*, dir. Gilbert Hottois, Jean-Noël Missa et Laurence Perbal, Paris, Librairie Philosophique J. VRIN, 2015

Ainsi, le rejet du posthumanisme, que l'on retrouve en filigrane au sein de la pensée anti-industrielle, dépasse la simple lutte contre l'évolution corporelle des individus. Pour bien comprendre ce propos, il convient de reprendre la classification du philosophe italien Roberto Terrosi identifiant trois significations possibles du concept de posthumain.<sup>553</sup> Dans une première acception, l'être humain est uniquement réduit à son corps, et aux possibilités de dépassement de ses limites. Dans une seconde acception, Roberto Terrosi regroupe des tendances très différentes qui se rejoignent autour de la remise en cause de la suprématie humaine. Enfin, dans une troisième acception, celle qui semble convenir le mieux à ce que décrit la pensée anti-industrielle, « le posthumain représenterait alors la possibilité de penser que l'« Homme » est devenu inessentiel, selon le même processus qui a mené à déclarer l'inessentialité de « Dieu » au XIXe siècle positiviste ».<sup>554</sup> De ce point de vue, le concept de posthumain rejoint l'analyse de Lewis Mumford, et dépasse la simple amélioration du corps de l'être humain. Le posthumanisme devient alors une philosophie visant à changer le monde, « un changement qui rend de plus en plus acceptable l'intégrabilité technique de l'homme, mais dont la portée atteint le statut même de l'humain ».<sup>555</sup> C'est donc à l'encontre de ce projet dans sa globalité que lutte la pensée anti-industrielle. Cela illustre le fait que les penseurs anti-industriels, malgré leur vive critique à l'égard de la technique, semblent plus enclins à combattre un système global qui mène, selon eux, à l'inévitable disparition de l'espèce humaine. En se bornant à croire qu'ils maîtrisent le monde, les hommes ne se rendent pas compte que son évolution leur a complètement échappé. A l'image du mythe de Frankenstein, la créature, ici la société industrielle, a complètement échappé à son maître, et comme ce dernier l'a faite horrible, elle se venge sur lui en l'asservissant chaque jour un peu plus. Si cette image est de nature à accroître un défaut de la pensée anti-industrielle, il existe pourtant de nombreux passages dans lesquels la société industrielle semble, tel un monstre, vivante ou plutôt mort-vivante, et donc consciente de son action. D'ailleurs, Jaime Semprun n'hésite pas à comparer la société industrielle à un cadavre en décomposition<sup>556</sup> comme l'était le monstre de Frankenstein.

On ne fait pas l'anatomie d'une charogne dont la putréfaction efface les formes et confond les organes. Quand les choses en sont venues à ce point, il semble qu'il y ait mieux à faire : à s'éloigner pour tenter de trouver encore un peu d'air frais à respirer et reprendre ses esprits ; ou

---

<sup>553</sup> Marina Maestrutti, « Chapitre 3. Humain, transhumain, posthumain. Représentations du corps entre incomplétude et amélioration », *Journal International de Bioéthique* 2011/3 (Vol. 22), p. 51-66. DOI 10.3917/jib.222.0051, p.52

<sup>554</sup> *Ibid.* p.53

<sup>555</sup> *Ibid.*

<sup>556</sup> Jaime Semprun, *L'Abîme se repeuple...Op.cit.*, p.9

sinon, comme la plupart y sont contraints, à faire en sorte de si bien atrophier sa perception de la puanteur qu'on puisse s'en accommoder après tout, peut-être se divertir et même s'en enchanter de tant de corruptions variées et changeantes, fermentations inhabituelles et gargouillements ludiques qui enflent de leur exubérance la charogne sociale.<sup>557</sup>

Au-delà de tous ces problèmes éthiques relatifs aux différentes conceptions de l'homme, l'apparition de l'être humain modifié entraînera nécessairement une nouvelle fracture au sein des sociétés contemporaines. En effet, des individus améliorés devront cohabiter avec des individus non-améliorés. Quel genre de relation cela va-t-il engendrer ? Dans le monde actuel, dominé par les principes marchands, le risque est que cette distinction se fonde sur les différences de richesse. Ainsi, les individus les plus pauvres auront du mal à avoir accès à cette technologie, ou ils auront accès à une technologie moins performante. Il est également possible que ces améliorations modifient radicalement notre mode de vie et par voie de conséquence entraînent une réorganisation de nos sociétés. Nos lois seront alors obsolètes et les valeurs profondes sur lesquelles repose le monde occidental deviendraient elles aussi désuètes. Si la mort de nos sociétés occidentales et la disparition de nos valeurs traditionnelles sont de nature à inquiéter les bioconservateurs américains que sont par exemple Francis Fukuyama ou Leon Kass, ce n'est pas cette peur qui anime les penseurs anti-industriels. Ce qui semble préoccuper en premier lieu ces derniers, c'est la déraison qui dirige le monde contemporain. Cette déraison, fondée sur un désir prométhéen de perfectionner toujours plus l'être humain à l'aide de la technique, met selon eux en danger la survie de notre espèce. Tel est donc le cri d'alarme que formulent les penseurs anti-industriels.

## ***Conclusion***

L'espèce humaine est en danger. Ce message, véhiculé dans la plupart des textes anti-industriels, est étonnamment catastrophiste de la part d'une pensée qui critique justement le catastrophisme de l'univers médiatique contemporain. Psychologiquement fragilisé par la futilité des actions qu'il réalise, l'homme contemporain doit absolument réagir sous peine d'aliéner définitivement son humanité et d'être peu à peu réduit au statut de machine. Les fantasmes posthumanistes menaçant de se réaliser, il est temps, pour les penseurs anti-industriels, de mener un combat pour la préservation de la nature et donc de l'homme. Il est, dans un premier temps, nécessaire de restructurer la vie de l'homme. La famille, la communauté, l'école, et l'ensemble des structures collectives doivent reprendre leur place

---

<sup>557</sup> *Ibid.*

dans le quotidien de l'homme contemporain. Il faut néanmoins rester prudent sur ce point. La volonté de restructurer la vie de l'homme ne doit pas être l'occasion de céder à une vision conservatrice du monde. Si les structures perdurent, leur contenu évolue, pour le plus grand bien de l'individu et des communautés. Le modèle de la famille patriarcale ne constitue en rien le modèle familial idéal dans la pensée anti-industrielle. L'école publique, laïque et obligatoire instaurée par la République française ne coïncide pas non plus avec les aspirations anti-industrielles sur l'éducation. La pensée anti-industrielle se rapproche néanmoins, sur plusieurs sujets, de positions dites conservatrices (nous pensons ici au rejet de la gestation pour autrui) motivées par la volonté de respecter l'ordre naturel des choses. Toute la pensée anti-industrielle est ainsi tournée vers l'objectif de préserver au mieux un ordre naturel qu'elle juge indispensable à la sauvegarde de l'humanité. Cette démarche explique les vives critiques formulées par les anti-industriels contre ce qu'ils perçoivent comme une artificialisation générale du monde.

En accord avec la vision marxiste sur ce point, la pensée anti-industrielle estime que l'émergence de ce « novhomme » provient d'une modification en profondeur du mode de production et d'une technicisation du monde. La soumission de l'intégralité des domaines de la vie des hommes à la logique industrialiste entraîne inévitablement, selon elle, une mutation de la nature humaine. Cette situation provoque aussi une complexification du monde qui implique un transfert du pouvoir des institutions démocratiques vers les experts. Les techniques d'aujourd'hui étant devenues extrêmement complexes, l'expertise de ces hommes et femmes devient le préalable unique et incontestable à la prise de décision. Le personnel politique perd ainsi, dans les démocraties représentatives, son rôle de décideur politique. Si l'obsolescence des institutions démocratiques devrait en tout état de cause entraîner leur disparition, les penseurs anti-industriels constatent qu'il n'en est rien. L'explication qu'ils fournissent met au jour le rôle fondamental que tient, dans la société marchande, le « spectacle démocratique » : ce dernier vise à dissimuler la réalité du totalitarisme marchand qui s'est imposé sur une large partie du monde et qui surplombe désormais toutes les organisations institutionnelles. Pour les anti-industriels, le jeu démocratique permet donc de détourner l'attention des individus du phénomène totalitaire qu'ils subissent pourtant depuis les révolutions industrielles, et qui transforme progressivement mais radicalement l'homme.

## Conclusion de la première partie

Cette première partie de notre travail nous a permis d'identifier les différents courants politiques auxquels la pensée anti-industrielle pouvait être rapprochée. Si son héritage marxiste semble parfois lointain, en raison de son incapacité à abattre la société capitaliste, il est pourtant à l'origine de la pensée anti-industrielle. Nous avons pu voir dans notre premier chapitre que le phénomène technique, identifié bien plus tôt par Ellul, occupe une place fondamentale dans la pensée anti-industrielle. Les évolutions techniques récentes caractérisent aujourd'hui la nouvelle phase industrielle dans laquelle nous vivons car elles redent, selon les penseurs anti-industriels, l'analyse marxiste du monde inadaptée aux nouvelles conditions de vie. Cette nouvelle phase, voit également la question écologique prendre une importance grandissante dans le monde des idées politiques. De ce fait, dans leur volonté de récupérer l'ensemble des pensées critiques pouvant être utilisées contre le monde contemporain, les penseurs anti-industriels ont également dû intégrer dans leur logiciel de pensée des convictions écologistes qui n'existaient pas (ou peu) dans l'analyse marxiste. Ainsi, le marxisme, la pensée technicienne et l'écologie radicale teintée de conviction libertaire – comme l'est par exemple l'écologie sociale de Murray Bookchin – semblent être les trois influences principales permettant aux penseurs anti-industriels de conclure à l'avènement d'un totalitarisme marchand reposant sur trois piliers : la machine, la bureaucratie et le marché.

Ainsi, cette première partie conclut sur l'existence d'une véritable analyse critique du monde contemporain. La fonction d'alternative au pouvoir en place est donc ici partiellement remplie par la pensée anti-industrielle. En effet, bien qu'il existe dans cette pensée une analyse critique de l'organisation du pouvoir dans notre société, nous n'y avons pas trouvé de propositions alternatives à celle-ci. Cependant, nous avons déjà pu constater dans cette partie qu'en raison de son utilisation du concept de totalitarisme, la pensée anti-industrielle semble parfois tomber dans le défaut que Ricœur attribue à l'utopie : une déconnexion vis-à-vis du réel. Si Ricœur utilise le terme de fantasmagorie pour décrire la littérature utopique proposant une vision du monde très largement déconnectée du réel, il nous semble ici que la description du monde totalitaire réalisée par les penseurs anti-industriels se rapproche, comme nous l'avons vu, de certaines dystopies littéraires. En ce qui concerne nos hypothèses de travail, cette première partie est de nature à en valider deux. En effet, au sein de nos deux premiers chapitres, nous avons pu constater que la construction idéologique amenant à l'identification du totalitarisme marchand repose sur un travail de synthèse des différentes critiques sociales

qui émergent à la suite des évènements de Mai 1968. C'est ainsi que l'écologisme et la critique des sociétés techniciennes vont être récupérés au sein de l'Encyclopédie des Nuisances pour venir enrichir la critique du monde contemporain. Ensuite, dans notre troisième chapitre, nous avons pu constater que la pensée anti-industrielle s'opposait à une idéologie contemporaine qui peut, selon les textes anti-industriels, changer d'appellation.

*Seconde partie - Le mode d'action anti-industriel : entre résistance et révolution.*

*Agir comme un anti-industriel*



## Introduction de la seconde partie

Je ne pense pas que nous puissions changer quoi que ce soit pendant notre existence. Mais on peut imaginer que de petits nœuds de résistance puissent jaillir çà et là, de petits groupes de gens qui se ligueraient et dont le nombre augmenterait peu à peu. Ils pourraient même laisser après eux quelques documents pour que la génération suivante reprenne leur action au point où ils l'auraient laissée.

**Georges Orwell, 1984**

Notre seconde partie sera consacrée à la résolution de la problématique suivante : comment les penseurs anti-industriels parviennent-ils, malgré leur vive critique des mouvements révolutionnaires qui les ont précédés, à s'inscrire dans l'héritage révolutionnaire de l'extrême gauche ? Pour y répondre il sera nécessaire de chercher à comprendre l'analyse proposée par les anti-industriels concernant les différents échecs des mouvements révolutionnaires qui ont émaillés le XX<sup>e</sup> siècle. Ce travail d'analyse nous amènera vers l'étude de la conception anti-industrielle de la notion de révolution. Nous verrons que celle-ci s'inscrit dans un vaste courant critique du marxisme, reposant notamment sur un rejet de la vision de la révolution imposée par ce courant politique depuis le XX<sup>e</sup> siècle. Nous chercherons alors à retracer un historique des différentes luttes menées depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle contre l'industrialisation du monde. Cette partie sera donc l'occasion de s'intéresser aux perspectives d'action envisagées par la pensée anti-industrielle. Elle révélera également un paradoxe : alors que l'analyse des mécanismes de fonctionnement du monde marchand est au cœur de la réflexion anti-industrielle,<sup>558</sup> la société désindustrialisée est en revanche très peu décrite. Néanmoins, nous essaierons malgré tout de dessiner les contours d'une communauté désindustrialisée idéale.

Le premier chapitre de cette partie consistera à comprendre la conception de la révolution que nous avons pu retrouver au sein des écrits anti-industriels. Nous essaierons d'analyser et de retranscrire le plus fidèlement possible le cheminement intellectuel qui a

---

<sup>558</sup> Cf. *supra*, Partie I

incité les penseurs anti-industriels à repenser le concept de révolution. Nous nous intéresserons notamment dans ce chapitre à l'analyse anti-industrielle des échecs des différents mouvements révolutionnaires qui ont jalonné le XXe siècle. Nous reviendrons donc, avec les penseurs anti-industriels, sur les raisons qui permettent de comprendre les défaites des différents mouvements prolétariens dans les différents Etats européens. Cela nous permettra de comprendre la nécessité, formulée par les penseurs que nous étudions, de repenser l'action révolutionnaire. Nous essaierons ensuite de confronter l'évolution de leur conception de la révolution à d'autres conceptions proposées par différents auteurs. Notre volonté sera ici de rapprocher l'évolution de leur conception de la révolution d'une évolution générale qui semble atteindre un grand nombre de pensées révolutionnaires depuis les années 1970. Notre travail sur le concept de révolution nous amènera vers l'identification d'une conception « spiraliqve » de l'histoire propre à la pensée anti-industrielle. Celle-ci nous permettra de mieux comprendre l'évolution de l'action prônée par les penseurs que nous étudions.

Le deuxième chapitre de cette partie sera consacré à l'étude du nouveau mode d'action qu'entraîne inévitablement la réflexion menée au sein de la pensée anti-industrielle sur le concept de révolution. Nous verrons ainsi les hésitations et les doutes qui frappent les penseurs anti-industriels, tiraillés qu'ils sont entre leur volonté de laisser les individus agir comme ils le veulent contre le monde marchand, et le désir de proposer une action révolutionnaire « type » qu'il suffirait de reproduire. Contraints d'admettre que ces volontés d'imposer autoritairement un mode d'action contreviennent au respect de leurs principes libertaires, les penseurs anti-industriels demeurent très discrets sur les différents modes d'action qui s'attachent aujourd'hui à contester le monde industriel. Ainsi, notre travail de recherche nous permettra de rapprocher la pensée que nous étudions de différents modes d'action qui se sont attachés à l'industrialisation du monde. Ce retour sur les différentes luttes nous fera remonter jusqu'au XVIIIe siècle, dans lequel l'action des luddites constitue les origines du combat mené contre le monde industriel. Nous essaierons ainsi de mettre en lumière une forme de continuité historique de la lutte contre l'industrialisation du monde dont les zones à défendre (ZAD) semblent être aujourd'hui les principales illustrations. Les questions du recours à la violence et de l'utilisation des moyens fournis par le monde industriel seront également traitées dans ce cinquième chapitre qui nous permettra finalement d'intégrer l'utopie anti-industrielle dans un pôle de contestation élargi du monde industriel.

Enfin, dans le troisième et dernier chapitre de cette partie, nous réfléchirons aux possibilités de voir émerger des communautés désindustrialisées. Pour réaliser ce travail, nous avons choisi de commencer par identifier ce que serait un individu désindustrialisé. Nous le comparerons notamment à certaines conceptions théoriques de l'homme non socialisé. Ensuite, nous essaierons d'identifier les principes de fonctionnement sur lesquelles repose une communauté désindustrialisée. Ce travail nous mènera inévitablement ici vers l'étude de courants libertaires qui posent les bases d'une société nouvellement organisée tout en y intégrant une réflexion portant sur la question écologique et la place de la technique dans nos sociétés. Enfin, nous terminerons ce chapitre par une analyse de deux tentatives de mises en place d'une nouvelle organisation sociale (des utopies réelles) qui nous ont semblé en adéquation avec les principes et valeurs défendus par la pensée anti-industrielle. Il s'agira de la lutte menée dans la région du Chiapas au sud du Mexique par l'armée zapatiste de libération nationale, ainsi que de celle menée dans la région de Rojava au nord de la Syrie par *Partiya Yekîtiya Demokrat*.<sup>559</sup>

---

<sup>559</sup> Parti de l'union démocratique



## Chapitre IV

### La révolution en question : réflexion anti-industrielle sur le concept de révolution

#### *Introduction*

« Il faut reprendre cette idée simple que, dans la mesure où la société change, la révolution change aussi. »<sup>560</sup> Ces mots de Jacques Ellul résument à la perfection, selon nous, l'ambition des penseurs anti-industriels. En effet, si nous nous sommes attachés, dans une première partie, à comprendre comment le monde avait, selon eux, évolué, le premier chapitre de notre seconde partie va nous permettre d'explorer la réflexion anti-industrielle sur le concept de révolution. En d'autres termes, nous essaierons ici de comprendre quelle est la nature de l'action révolutionnaire qui sera capable de mettre un terme à la société industrielle. Nous verrons donc au cours de ce chapitre l'évolution de l'idée révolutionnaire chez les penseurs que nous étudions. Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la critique de l'action révolutionnaire proposée par Karl Marx, fondée sur une action de la classe prolétarienne (Section I). Nous essaierons alors de comprendre pourquoi le prolétariat perd sa place centrale dans la pensée anti-industrielle. Nous nous pencherons dans un second temps sur les hésitations anti-industrielles concernant l'action révolutionnaire (Section II). Au sein de ces deux sections nous mêlerons aux études de cas, formulées par les penseurs anti-industriels eux-mêmes, des réflexions plus théoriques sur le concept de révolution. L'objectif du chapitre est donc double : comprendre sur quoi repose l'action révolutionnaire anti-industrielle au niveau théorique ; comprendre, ensuite, ce que cela implique concrètement ou en termes d'action.

Cette analyse nous permettra de montrer en quoi, selon nous, cette pensée révolutionnaire reste encore inaboutie. En effet, si l'utopie politique que nous étudions propose, comme nous l'avons vu dans notre première partie, une analyse complète du fonctionnement de nos sociétés marchandes, elle peine à proposer une action concrète capable de renverser l'ordre industriel. Comme nous le verrons, cette incapacité repose sur une conception particulièrement radicale du concept de révolution, elle-même fondée sur une vision particulière de l'histoire que nous schématiserons à l'aide du concept géométrique de la spirale. Nous débuterons toutefois notre analyse à la manière des anti-industriels, qui

---

<sup>560</sup> Jacques Ellul, *Changer de révolution. L'inéluctable prolétariat*, Paris, Le Seuil, 1982, p.224

avaient choisi d'axer en priorité leur réflexion sur l'étude des différents échecs des mouvements révolutionnaires prolétariens. Cette étude nous permettra de comprendre ce qui a amené les penseurs anti-industriels à repenser en profondeur l'action révolutionnaire.

### ***Section I Le prolétariat : un sujet révolutionnaire en échec***

#### Sous-Section I Analyse des échecs des révolutions prolétariennes modernes en Europe

L'analyse anti-industrielle contenue dans le fascicule 2 de l'Encyclopédie des Nuisances, entend examiner les mouvements révolutionnaires depuis les événements de Mai 1968. Elle s'inspire du travail de Louis Blanc intitulé *Histoire de 10 ans*, dont elle reprend d'ailleurs le titre. En effet, cet auteur s'était spécialisé dans l'étude historique des années 1830 à 1840. La période, plus large, étudiée par les anti-industriels s'intéresse quant à elle à l'ensemble des mouvements prolétariens de 1968 au début des années 1980. Selon les penseurs anti-industriels, cette période est caractérisée par une action prolétarienne d'envergure dans de nombreux Etats européens, sans que le mouvement ait entraîné la réalisation d'un véritable projet révolutionnaire. Cette phase de l'histoire représente donc pour eux une chance passée de renverser l'ordre capitaliste. Dès lors, ce deuxième fascicule leur permet de renouer des liens un passé révolutionnaire qu'ils ne veulent pas oublier, mais dont ils souhaitent tirer les leçons. Cette première sous-section sera donc l'occasion de voir quelles leçons ont été retenues par les encyclopédistes.

La pensée marxiste fait du prolétariat la classe révolutionnaire. Comme nous avons pu le voir précédemment<sup>561</sup>, si l'héritage marxiste de la pensée anti-industrielle est incontestable, il est néanmoins l'objet de nombreuses critiques de la part des auteurs que nous étudions. A l'heure actuelle, le rôle du prolétariat dans le processus révolutionnaire ne semble plus aussi clairement établi au sein de la pensée anti-industrielle. Cette remise en question provient d'une part de l'analyse des échecs des différentes tentatives révolutionnaires au cours du XX<sup>e</sup> siècle et, d'autre part, de la conviction profonde que la société de classes s'est transformée en société de masse. Il s'agit donc pour nous de comprendre l'explication que donnent les anti-industriels de l'échec des différentes mobilisations ouvrières en Europe. En Février 1985, le deuxième fascicule de *l'Encyclopédie des Nuisances* est intégralement consacré à l'analyse de ces mouvements et aux raisons de leur échec. Pour démarrer leur réflexion, les

---

<sup>561</sup> Cf. *supra*. Chapitre I

encyclopédistes posent le constat suivant : « partout ailleurs, dans cette Europe que traversait en tous sens la grève sauvage, on voyait que le prolétariat, après sa première victoire, sa réappropriation comme sujet historique, ne parvenait pas à mener plus loin son offensive. Il pouvait bien mettre en crise le système en place, mais ensuite il s'arrêtait, comme s'il n'était pas convaincu de sa capacité à réorganiser le monde selon ses désirs ». <sup>562</sup>

*Le cas portugais : une alliance originelle douteuse révélatrice d'un mouvement prolétarien trop faible*

L'histoire du Portugal fut marquée, durant les années 1974-1975, par un mouvement révolutionnaire qui faillit entraîner, selon les penseurs anti-industriels, « une quasi-disparition de l'Etat ». <sup>563</sup> Le 25 Avril 1974, marque la chute du régime autoritaire mis en place depuis 1933 par Antonio de Oliveira Salazar. Riches des multiples mouvements contestataires et des réflexions critiques sur la société et son évolution qui ont traversé les années 1960, la Révolution des Œillets est intervenue dans un contexte international favorable aux luttes sociales. Dès sa genèse, ce mouvement révolutionnaire est marqué par une spécificité : la faiblesse du pouvoir en place, abandonné par l'armée. Ces soldats, « devant se battre outre-mer pour que rien ne change au Portugal, choisirent de tout changer au Portugal pour ne plus se battre outre-mer ». <sup>564</sup> L'abandon du régime en place par l'armée s'accompagne d'un mouvement prolétarien né de la crise économique qui frappe le Portugal à cette époque. En effet, en 1974, l'économie portugaise se trouve dans une situation alarmante. Le caractère corporatiste du régime autoritaire, a rendu l'économie portugaise très vulnérable à la crise économique de 1973. Frappé de plein fouet par cette dernière, le Portugal subit une forte inflation. <sup>565</sup> En réaction, un mouvement de contestation se développe au sein des unités de production, et s'engouffre dans la brèche politique ouverte par l'armée. Ce mouvement prolétarien a de nombreux atouts qui augurent une issue favorable. Il choisit d'abord d'articuler sa réflexion autour d'un concept fort : l'autogestion. Grâce à cette « subversion prolétarienne », il parvient ensuite à formuler de nombreuses critiques : critique des partis politiques, de l'Etat, de la manipulation des assemblées, de la propriété étatique et privée,

---

<sup>562</sup> Février 1985, Fascicule 2 de *l'Encyclopédie des Nuisances, Histoire de dix ans... Op.cit.* p.26

<sup>563</sup> *Ibid.* p.27

<sup>564</sup> *Ibid.*

<sup>565</sup> Marie Pierre, « Les entreprises autogérées au Portugal, de la révolution des Œillets à l'économie sociale », *RECMA*, 2016/4 (N° 342), p. 86-100. DOI : 10.7202/1038128ar. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-recma-2016-4-page-86.htm>, p.89

ainsi que de la hiérarchie au sein même de l'armée<sup>566</sup>. Dans leur volonté de construire une société nouvelle, les révolutionnaires portugais vont également formuler quelques principes d'organisation sociétale qui trouveront un écho certain dans la pensée anti-industrielle : la mise en place d'une démocratie directe, l'appropriation par les travailleurs des moyens de communication, ainsi que la gestion collective et autonome par les travailleurs des unités de production.<sup>567</sup> Malgré ces apports indéniables aux yeux des penseurs anti-industriels, la lutte n'a pu aboutir qu'à la mise en place d'une forme de social-démocratie en phase avec l'économie de marché. La révolution prolétarienne n'a pas entraîné les changements de société radicaux qu'elle promettait et a maintenu la forme d'organisation sociale existante au sein des régimes politiques occidentaux de l'époque.

Cet échec du mouvement prolétarien repose en premier lieu, selon les encyclopédistes, sur la faiblesse des acteurs en présence.

*Mais cette facilité [à constituer un véritable mouvement révolutionnaire] explique également ce qui fut jusqu'au bout la faiblesse d'une révolution qui devait moins ses succès à sa conscience organisée en force pratique qu'à l'inconsistance de ses ennemis et à la neutralité bienveillante de la fraction populo-gauchiste de cette armée qui était désormais le seul pouvoir dans le pays.<sup>568</sup>*

C'est donc une limite interne qui a engendré l'échec de ce mouvement révolutionnaire. En effet, les succès momentanément rencontrés par le mouvement révolutionnaire doivent bien plus à la faiblesse du pouvoir en place, qu'à une prise de conscience effective des révolutionnaires portugais. De façon assez ironique, la faiblesse de son ennemi a privé le mouvement révolutionnaire de la stimulation nécessaire à la formulation d'une véritable alternative à l'organisation sociale et politique qui s'imposait partout en Europe occidentale. L'autre erreur aura été de s'appuyer sur une force qui lui était extérieure : l'armée. Le mouvement prolétarien n'a en effet pas su gérer la montée en puissance, au sein des troupes militaires, d'une faction modérée favorable à la mise en place d'une société organisée sur les grands principes de la pensée libérale. La lutte interne au sein de l'armée se soldera par la victoire du courant modéré, et mettra fin au mouvement révolutionnaire prolétarien sans lui laisser le temps d'organiser un mouvement de défense ouvrier indépendant de l'armée.

A l'aide d'une seule unité militaire d'une grande infériorité numérique, mais avec une extrême décision, l'aile modérée du M.F.A [Mouvement des Forces Armées] réduisit totalement successivement toutes les unités gauchistes ou rebelles, dont les officiers se laissèrent arrêter sans

---

<sup>566</sup> Février 1985, Fascicule 2 de *l'Encyclopédie des Nuisances, Histoire de dix ans...Op.cit.* p.27

<sup>567</sup> *Ibid.*

<sup>568</sup> *Ibid.*

résistance, prouvant par ce légalisme que leur gauchisme, quoique armé, n'était qu'une parodie anachronique du léninisme.<sup>569</sup>

Ce n'est finalement pas la lutte contre le pouvoir autoritaire en place qui aura été au cœur du débat pendant ces deux années de contestation et de réflexion au Portugal. Plutôt qu'un affrontement entre une force conservatrice et une force progressiste, la bataille a opposé deux visions de l'avenir, donc deux forces progressistes. Or, pour les encyclopédistes, cette lutte fut forcément déséquilibrée puisqu'elle opposait « une vision positive, effective », à une vision « spontanée, hésitante [et] négative ».<sup>570</sup> Autrement dit, la première vision avait l'avantage de s'inspirer d'un modèle existant et proche, puisqu'il était en place dans les Etats occidentaux voisins du Portugal. Ce projet, défendu par les modérés, revendiquait les bienfaits de l'Etat moderne et de l'économie de marché, et cela d'autant plus facilement que les résultats économiques des Etats voisins pris en exemple étaient bons. Bien que fermement opposés au régime autoritaire de Salazar, les modérés n'étaient en rien des adeptes du projet autonome formulé par le prolétariat. Ces deux mouvements n'étaient donc que des alliés de circonstance, cherchant à abattre un ennemi commun. Une fois le travail accompli, l'alliance stratégique a pris fin, et ces deux forces se sont logiquement opposées. Dans ce combat, on comprend sans peine que le projet visant la reproduction d'un modèle concret et performant soit apparu comme une solution plus convaincante que le projet consistant à rompre avec l'ordre établi. L'incertitude inhérente à la proposition révolutionnaire a constitué une faiblesse pour le mouvement prolétarien portugais, dont l'aura n'était pas suffisante pour convaincre les masses. C'est ainsi que les espoirs d'une réorganisation en profondeur de la société ont disparu aussi rapidement que le mouvement prolétarien lui-même.

La suite des évènements au Portugal illustre, selon les anti-industriels, l'incroyable capacité de la société industrielle à survivre aux différentes crises, en effaçant des mémoires tout souvenir des tentatives de son renversement, jusqu'à l'existence même du mouvement prolétarien. Dès lors, « les agents de l'information et du monopole de l'apparition » que sont les experts, les politiciens, ou encore les gérants des différents media s'empressent de diffuser l'idéologie marchande, et du même coup passent sous silence la totalité des revendications du mouvement prolétarien ».<sup>571</sup> Pour les penseurs anti-industriels, c'est précisément à cet instant que le mouvement prolétarien montre son impuissance. Cette phase de récupération de la contestation par le monde marchand et de destruction de tout ce que la classe prolétarienne a

---

<sup>569</sup> *Ibid.*

<sup>570</sup> *Ibid.*

<sup>571</sup> *Ibid.* p.28

pu faire est systématique et inéluctable, au point qu'elle constitue selon eux « un moment nécessaire dans l'édification d'une réalité qui échappe au contrôle, à la compréhension comme à la correction historique ». <sup>572</sup> C'est ainsi que procède le monde marchand. Nul besoin de répression sanglante pour faire triompher l'idéologie libérale. Il est, en effet, plus efficace de faire disparaître la contestation radicale en laissant s'exprimer les revendications qui s'inscrivent dans le cadre de la société marchande. Celles-ci prennent les atours d'une lutte sociale pour l'amélioration des conditions de vie de l'individu sans jamais remettre en cause l'organisation de la société industrielle et les principes sur lesquels elle repose (productivisme, concurrence, rentabilité, efficacité...). Ces revendications servent donc malgré elles le développement du monde marchand, qui se garde bien, en réponse, de les réprimer. La base prolétarienne de la Révolution des Œillets est donc bien réelle, mais l'aboutissement de la lutte n'a consacré aucune des revendications formulées par le mouvement ouvrier. L'explication anti-industrielle de l'échec de ce mouvement révolutionnaire est donc multifactorielle. La première donnée à retenir est, nous l'avons vu, l'absence d'un adversaire suffisamment puissant et l'erreur commise par le mouvement prolétarien en s'associant, sans en avoir conscience, avec un autre de ses ennemis. Les anti-industriels pointent ensuite du doigt le manque de clairvoyance des individus les plus radicaux qui n'ont pas su préserver l'autonomie du mouvement prolétaire en mettant en place une stratégie de défense efficace. Cette stratégie aurait dû reposer sur deux piliers : une défense physique, qui, au lieu d'être confiée à l'armée aurait dû être organisée par les prolétaires eux-mêmes ; et une défense intellectuelle contre la propagande des modérés, partisans de la société industrielle. Trop dépendant d'organes qui lui étaient extérieurs, le mouvement prolétarien portugais n'a pas su s'affirmer comme un mouvement réellement autonome capable de proposer une alternative à l'organisation rationnelle et rassurante que promettaient les propagandistes de la société industrielle. En d'autres termes, le mouvement prolétarien portugais n'était pas assez mûr pour s'imposer dans cette lutte. En échouant à affirmer sa perspective autonome, le mouvement s'est perdu et doit aujourd'hui vivre « avec le souvenir de ce qu'il a fait [,] la conscience de ce qui était effectivement possible ». <sup>573</sup> Cette première étude de cas nous permet d'ores et déjà saisir la difficulté que représente la réalisation d'un projet révolutionnaire selon une vision prolétarienne. Il permet également de comprendre les réticences des penseurs anti-industriels à s'associer à d'autres forces politiques pour mener à bien le projet révolutionnaire qui est le leur. Les doutes soulevés par l'exemple portugais se

---

<sup>572</sup> *Ibid.*

<sup>573</sup> *Ibid.* p.29

retrouvent également lorsqu'il s'agit de réfléchir aux différents événements révolutionnaires qui ont animé l'Espagne au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

*Le mouvement des assemblées en Espagne : un mouvement plus moderne, « pour le meilleur et pour le pire »*<sup>574</sup>

En raison de son histoire mouvementée et de l'importance de la mouvance anarchiste, l'Espagne détient une place particulière au sein de la pensée anti-industrielle. Il faut ajouter à cela les origines espagnoles de Jaime Semprun, et l'apport de l'écrivain espagnol Miguel Amorós dans le renouvellement de la pensée anti-industrielle à partir des années 2000 à travers les éditions de la Roue. C'est donc avec un regard particulièrement attentif que les encyclopédistes analysent les événements révolutionnaires espagnols. Pour autant, ils dressent un constat implacable de l'échec du mouvement prolétaire espagnol dans sa volonté de réorganiser radicalement la société.

La mort du général Franco en Novembre 1975, chef de l'Etat espagnol depuis 1939, a entraîné une période d'instabilité politique en Espagne. En effet, ce décès signifiait la fin du régime autoritaire, puisque sa clef de voûte avait disparu. Si certains fidèles de l'ancien chef d'Etat espéraient pouvoir maintenir en vie le régime sans sa figure de proue, l'Espagne se lança finalement dans un processus de démocratisation qui s'acheva à l'automne 1982, avec l'accession au pouvoir des socialistes.<sup>575</sup> Les encyclopédistes décèlent l'existence d'un mouvement prolétarien dès les premiers mois qui suivent la mort de Franco. Héritier d'un glorieux passé révolutionnaire, capable de se mobiliser rapidement, le mouvement ouvrier de 1976 avait l'avantage des expériences libertaires qui avaient animé l'Espagne au cours des années 1930. Pourtant, l'évolution de l'Etat espagnol « est celle de la mutation réussie d'une Espagne sous l'emprise de la dictature autoritaire issue de la guerre civile en une démocratie semblable à ses consœurs occidentales ». <sup>576</sup> A l'instar de la contestation portugaise, les événements espagnols ne peuvent être considérés comme un succès par les penseurs anti-industriels dont l'objectif est de comprendre comment ce mouvement prolétarien, à forte tradition révolutionnaire, a pu perdre la bataille de succession qui a suivi le décès de Franco.

---

<sup>574</sup> *Ibid.* p.30

<sup>575</sup> Sophie Baby, « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3 (N° 127), p. 42-57. DOI : 10.3917/ving.127.0042. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2015-3-page-42.htm>, p.44

<sup>576</sup> *Ibid.*

Le compromis marque de manière importante la transition démocratique espagnole. L'ennemi désigné par les défenseurs de la démocratisation étant les partisans du franquisme, ces derniers auraient dû être la cible principale du nouveau régime. Or, le nouveau roi d'Espagne, Juan Carlos de Borbon y Borbón, va adopter une stratégie plus nuancée lui permettant d'assurer sa survie en satisfaisant les principaux protagonistes de cette lutte de pouvoir. Comme le note le politologue français Jean-François Daguzan, le roi « va peu à peu remplacer la vieille garde franquiste par de jeunes technocrates issus des rangs franquistes mais prêts à faire des réformes. Il va aussi remplacer les militaires au sommet de la hiérarchie par d'autres, également franquistes, mais eux aussi décidés à faire changer l'institution dans le sens de la modernité ».<sup>577</sup> En adoptant cette stratégie, le nouveau roi d'Espagne va lancer les bases de la bureaucratie espagnole, caractéristique des Etats occidentaux et détruire ainsi les espoirs d'un mouvement ouvrier dont le projet est d'instaurer une autre forme d'organisation sociale. Trois forces (et non deux comme on pourrait l'imaginer) étaient donc en action au cours des événements espagnols : les anciens franquistes, condamnés du fait des trente années de régime autoritaire ; les partisans du progrès (dont certains jeunes franquistes convertis), des réformateurs favorables à l'alignement de la société espagnole sur l'organisation politique, économique et sociale des sociétés occidentales ; et les révolutionnaires, bien souvent oubliés de l'Histoire, et qui se composent principalement de prolétaires, partisans d'un changement radical de société en Espagne. Si, à la différence du cas portugais, ces derniers ont compris ce qui les opposait au courant progressiste ils ne sont pas plus parvenus que leurs voisins à instaurer l'organisation sociale qu'ils appelaient de leurs vœux. En effet, selon les encyclopédistes, les ouvriers espagnols engagés dans les groupes libertaires rassemblés au sein de la Confédération Nationale des Travailleurs (C.N.T.) d'Espagne, ont parfaitement conscience de l'ennemi progressiste, qui ne désire en rien modifier le mode de production en Espagne, mais cherche au contraire à le rendre plus performant en le libérant du joug franquiste. Pour les anti-industriels, l'échec du mouvement ne repose donc pas sur la méconnaissance de ses ennemis, mais bien plus sur une méconnaissance de lui-même.<sup>578</sup> Cette méconnaissance se fonde principalement sur l'oubli de son passé. L'héritage laissé par les différentes expériences libertaires des collectivités au cours des années 1930 en Espagne n'a pas suffisamment été pris en compte par le nouveau mouvement qui n'a pas su envisager concrètement l'organisation de communautés autonomes capables de résister à la

---

<sup>577</sup> Jean-François Daguzan, « Mémoire de la guerre civile espagnole : reconquête d'une mémoire amputée par la moitié », *Confluences Méditerranée*, 2014/1 (N° 88), p. 171-184. DOI : 10.3917/come.088.0171. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-confluences-mediterranee-2014-1-page-171.htm>, p.173

<sup>578</sup> Février 1985, Fascicule 2 de *l'Encyclopédie des Nuisances, Histoire de dix ans...Op.cit.*, p.30

libéralisation de la vie politique et économique de l'Espagne, sur laquelle s'est appuyée la nouvelle bureaucratie espagnole. Le mouvement révolutionnaire a alors subi de plein fouet le processus de falsification qui s'impose à tous les Etats depuis le développement de la société industrielle. De ce fait, il s'est retrouvé « sans idéologie, mais aussi sans langage et sans mémoire ». <sup>579</sup> Dès lors, dans la lutte pour la conquête du pouvoir qui s'est jouée en Espagne à partir de 1975, le mouvement prolétarien s'est trouvé dans l'incapacité de formuler de manière suffisamment précise un idéal de société. En d'autres termes, il a manqué à ce mouvement le versant positif capable de faire adhérer un nombre suffisant d'individus au projet libertaire. Aucune alternative « crédible » ne s'est donc opposée au projet libéral qui pouvait s'appuyer sur des exemples concrets de sociétés européennes auxquels il était aisé de s'identifier. La lutte s'est alors retrouvée dans une impasse. La détestation de la dictature franquiste ne suffisait plus à faire perdurer un combat qui était quasiment gagné dès le décès de Franco. De cet exemple espagnol, les encyclopédistes retiennent donc le fait que « les hommes ne se mettent jamais durablement en mouvement pour abattre une organisation sociale par simple détestation de ce qui existe : il faut que d'une manière ou d'une autre ils possèdent une conception positive de la vie qu'ils veulent vivre ». <sup>580</sup>

Ce qui a fini d'achever le mouvement prolétarien fut l'alliance entre les différents défenseurs de la bureaucratie, qu'ils soient anciens franquistes, staliniens ou même libéraux. Rejetant par principe les vellétés autogestionnaires, ces derniers n'ont eu aucun mal à faire certaines concessions, comme la légalisation des syndicats et des partis politiques, qui leur permettaient en fait de garder un contrôle sur les ouvriers. C'est à ce moment que, localement, certains ouvriers « les plus conscients », sont parvenus à formuler de manière très claire le choix qui s'offrait aux ouvriers : « les assemblées ou les syndicats ». <sup>581</sup> L'absence d'un mouvement assembléiste suffisamment structuré et capable de proposer clairement une analyse critique des syndicats a favorisé la mise en place, en Espagne, d'une démocratie libérale de type occidental. Les grèves de 1976 marquent, pour les encyclopédistes, la fin des espérances autogestionnaires du mouvement prolétaire, « la démonstration anti-franquiste devenant ainsi une démonstration de discipline syndicale ». <sup>582</sup>

Le retard de la conscience pris à partir de là ne devait plus se rattraper, ce qui n'avait pas su se rendre visible étant de mieux en mieux refoulé par l'organisation des apparences démocratiques.

---

<sup>579</sup> *Ibid.* p.30

<sup>580</sup> *Ibid.* p.32

<sup>581</sup> *Ibid.* p.31

<sup>582</sup> *Ibid.*

Le mouvement des assemblées avait laissé passer ce moment décisif où une initiative hardie peut bouleverser complètement l'ordre des données, faire que les conditions soient désormais changées pour tous, parce que la perspective révolutionnaire devient tangible et oblige chacun à se déterminer par rapport à elle.<sup>583</sup>

S'il a su identifier avec clairvoyance ses ennemis, le mouvement prolétarien espagnol des années 1970 a échoué, par orgueil ou par ignorance, à imposer ses vues, en oubliant de puiser dans son passé les éléments qui auraient pu fonder l'avenir. Son incapacité à proposer une alternative crédible explique son insuccès, même si les penseurs anti-industriels relèvent l'efficacité de son action dans la lutte contre le franquisme et le discernement dont il a fait preuve en refusant de s'associer à l'ordre libéral qui était en train de s'imposer.

Dans le prolongement de leur analyse historique des événements révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle, les anti-industriels considèrent que « la dernière chance d'affirmer une perspective révolutionnaire [...] avec assez de force pour contrecarrer la perspective de changement opposée, celle des classes propriétaires, a été jouée en Italie ».<sup>584</sup>

*Le cas Italien : la dernière chance de révolution prolétarienne occidentale vaincue par « l'artifice du terrorisme »*<sup>585</sup>

A la fin des années 1960, en Italie comme dans le reste de l'Europe, un profond mouvement de contestation de l'ordre établi va émerger. Il est principalement porté par une jeunesse estudiantine qui propose une analyse critique du capitalisme, de la démocratie libérale et de ses institutions, et plus largement de la culture dominante en occident.<sup>586</sup> En raison de sa violence, de sa durée dans le temps, et de l'implication « assez massive de fractions entières de la classe ouvrière », le mouvement italien paraît assez singulier.<sup>587</sup> La violence dans la lutte qui caractérise cette période peut s'expliquer par une polarisation extrême de la vie politique italienne. En effet, de manière soudaine, l'Italie des années 1960 sera marquée par une vague d'attentats provenant à la fois de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Les premiers, héritiers du fascisme italien utilisent le terrorisme dans le but de créer un climat favorable à l'instauration d'un régime fort, voire autoritaire. Les attentats qu'ils

---

<sup>583</sup> *Ibid.*

<sup>584</sup> *Ibid.* p.37

<sup>585</sup> *Ibid.*

<sup>586</sup> Marc Lazar, Marie-Anne Matard-Bonucci, « Introduction », dans *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*. Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire », 2010, p. 5-14. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/l-italie-des-annees-de-plomb--9782746713833-page-5.htm>, p.5

<sup>587</sup> *Ibid.*

commettent frappent donc de manière aléatoire et n'ont pas de cibles spécifiques. Les seconds, s'inscrivant, à l'image des Brigades rouges, dans une tradition marxiste-leniniste, élaborent des attentats ciblés, ayant pour objectif de détruire l'organisation politique italienne de l'époque. Désormais appelées « les années de plomb »<sup>588</sup>, ces années sombres de l'histoire italienne sont généralement divisées par les historiens en deux périodes distinctes : la première, allant de 1969 à 1975, rythmée par les attentats de l'extrême droite italienne ; la seconde, allant de 1975 à 1982, marquée par les enlèvements et assassinats de l'extrême gauche italienne. Les analyses sur l'origine de ces violences aboutissent à des conclusions divergentes. En effet, pour certains auteurs, à l'image de Guy Debord et des penseurs anti-industriels, cette vague de violence résulterait d'une stratégie des autorités italiennes visant à stopper la progression électorale du Parti communiste italien. Pour d'autres, elle est uniquement la résultante des idéologies subversives de mai 1968. Un ouvrage paru en 1970 intitulé *La strage di Stato* (Le massacre d'Etat), illustrera parfaitement la manière dont les événements vont être perçus par une partie de la gauche radicale en Italie. En effet, selon cet ouvrage issu d'une « investigation collective militante », l'attentat de la Piazza Fontana de 1969 serait le résultat d'une « stratégie de la tension décidée en haut lieu » par les services secrets italiens, soutenus dans cette entreprise par les services secrets américains.<sup>589</sup> Cet ouvrage servira alors de base interprétative aux attentats en Italie. Son succès entraînera la diffusion de l'analyse au-delà des cercles militants d'extrême gauche italienne. Dès lors, l'idée d'une complicité entre dirigeants démocratiques et terroristes va profondément modifier la perception de nombreux Italiens concernant l'Etat et ses dirigeants de l'époque. Comme le note le politologue Hervé Rayner, « Le contexte, c'est-à-dire la façon dont les acteurs donnent sens à leur environnement, se fait hautement conspirationniste et les actions violentes vont se multiplier ».<sup>590</sup> La portée de ces analyses va s'élargir avec l'apparition de la notion de « double Etat » que l'on doit à l'historien italien Franco De Felice. Selon cet auteur, l'évolution du terrorisme en Italie serait étroitement liée à une lutte au sein des institutions du pouvoir entre une branche radicale et une branche modérée. Poursuivant cette analyse, le journaliste italien Gianni Flamini perçoit une opposition entre deux forces concurrentes appartenant aux services secrets italiens. La première, placée à l'extrême droite de l'échiquier

---

<sup>588</sup> Cette appellation s'impose avec le film de Margarethe von Trotta, *Die bleierne Zeit*, sorti en 1981. Rayner Hervé, « Protéger, subir et réprimer : la délicate « gestion » du terrorisme par l'Etat Italien durant les « années de plomb » », dans *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*. Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire », 2010, p. 36-49. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/l-italie-des-annees-de-plomb--9782746713833-page-36.htm>, p.36

<sup>589</sup> *Ibid.* p.37

<sup>590</sup> *Ibid.* p.38

politique, serait appuyée à la fois par Giuseppe Aloja, chef d'état-major de l'armée de terre et par le directeur du service secret militaire Vito Miceli. La seconde, constituée par « le front démocratico-présidentieliste des anciens résistants blancs (anticommunistes) », serait soutenue par Gianadelio Maletti, à la tête du contre-espionnage italien.<sup>591</sup> A l'opposé de cette analyse provenant de l'extrême gauche, se développe une théorie tout aussi complotiste formulée par l'extrême-droite italienne qui évoque, par l'intermédiaire du député Gianni Mastrangelo, une manipulation par le KGB d'une certaine partie de l'élite italienne ainsi que du terrorisme d'extrême-gauche.<sup>592</sup>

C'est à dessein que nous mobilisons ici le terme de « complotiste ». En effet, la lecture des écrits anti-industriels donne fréquemment à penser que des forces obscures agissent en sous-main afin de préserver à tout prix la société industrielle. Plus qu'une machine qui aurait échappé à son maître, la société industrielle serait au contraire sous le contrôle absolu d'un certain nombre d'individus. En ce qui concerne les événements italiens, il nous semble que cette tendance « complotiste » des penseurs anti-industriels est particulièrement vivace. En effet, selon eux, les multiples attentats qui ont jalonné les années de plomb en Italie sont, sans aucun doute, la responsabilité de l'Etat italien. A l'image de ce que nous avons pu dire précédemment pour l'Espagne, les penseurs anti-industriels perçoivent ici une alliance entre les différents défenseurs de la bureaucratie. Dès lors, c'est l'action combinée des néo-fascistes italiens et des staliniens contre le mouvement subversif qui a permis de renforcer l'autorité de l'Etat.<sup>593</sup> Les différents protagonistes de la conquête du pouvoir en Italie auraient ainsi, selon les penseurs anti-industriels, manipulé les groupes terroristes- qu'ils soient d'extrême gauche ou d'extrême droite- afin de renforcer, dans un premier temps, l'autorité de l'Etat, et de discréditer, dans un second temps, l'action du mouvement de subversion visant la réorganisation complète de la société italienne. En se focalisant sur une cause unique, l'analyse anti-industrielle adopte une grille de lecture quelque peu simpliste. En effet, en imputant la responsabilité de l'échec contestataire à l'Etat, les penseurs anti-industriels passent sous silence les trajectoires individuelles des différents acteurs qui ont participé aux événements des 1970 en Italie. Comme le note l'historien des idées Hervé Rayner, pour mieux comprendre les interactions réelles entre des agents de l'Etat et des terroristes, il convient d'avoir une analyse plus fine des parcours de ces différents acteurs et d'analyser la nature de leurs échanges. Or, les penseurs que nous étudions semblent plus prompts à mener une

---

<sup>591</sup> *Ibid.*

<sup>592</sup> *Ibid.* p.39

<sup>593</sup> Février 1985, Fascicule 2 de *l'Encyclopédie des Nuisances, Histoire de dix ans... Op.cit.*, p.37

réflexion visant à identifier des « pouvoirs cachés ». Ils tentent ainsi « d'élucider une réalité qui serait fondamentalement cachée », et adoptent « une posture privilégiant l'arrière-plan puisqu'il s'agit systématiquement de dévoiler des complots fantasmés et/ou réels ». <sup>594</sup> L'analyse du cas italien nous permet, en outre, de constater que le mode d'action employé - le terrorisme - ne fait l'objet d'aucune remise en question. Ceci est d'autant plus étonnant que nous avons pu voir précédemment, à l'occasion de notre étude sur l'ouvrage de Theodore Kaczynski, que les dirigeants de la maison d'édition *Encyclopédie des Nuisances* rejetaient le mode opératoire du terroriste américain et n'accordaient de crédit qu'à son analyse de la société industrielle. Cette absence de condamnation s'agissant du cas italien, nous permet d'ores et déjà de saisir une des caractéristiques importantes de la lutte menée contre la société marchande : la violence.

Pour les anti-industriels, l'Etat italien est donc parvenu à ses fins : stopper le mouvement prolétarien. Avec cette victoire, l'espoir d'une réorganisation de la société italienne disparaît. Malgré l'éclairage qu'a pu apporter l'analyse anti-industrielle sur les événements italiens, tout nouveau mouvement de contestation prolétarienne est, selon les anti-industriels, voué à l'échec : « Désormais en Italie tout se sait, sur la loge P2, la Mafia, le Vatican ou les services secrets, mais cette vérité est sans usage car la seule force qui pouvait s'en emparer pour en faire une *vérité pratique*, une exigence concluant sur l'essentiel, a été vaincue. » <sup>595</sup>

Il existe un point commun évident entre les trois pays que nous venons d'étudier : ils font partie de l'Europe occidentale, non occupée par l'Union soviétique. Se couler dans le moule des sociétés occidentales est donc une option assez naturelle pour eux. Ceci explique peut-être que, selon les penseurs anti-industriels, l'une des révolutions prolétariennes qui fut le plus près d'aboutir eut lieu au sein d'un territoire dominé par l'URSS : la Pologne.

Désarmée comme jamais face à un la puissance militaire du vieil envahisseur russe, entourée comme toujours de l'hostilité des Etats européens unis dans le soutien au « statu quo », isolée par rapport aux prolétaires des autres pays comme aucune insurrection polonaise du siècle passé, la révolution de 1980-1981 représente le point le plus haut atteint par la subversion prolétarienne de notre époque dans la recherche des moyens, et celui où elle fut le plus près de réussir. <sup>596</sup>

---

<sup>594</sup> Hervé Rayner, « Protéger, subir et réprimer : la délicate « gestion » du terrorisme par l'État Italien durant les « années de plomb » »... *Op.cit.*, p.40

<sup>595</sup> Février 1985, Fascicule 2 de *l'Encyclopédie des Nuisances, Histoire de dix ans... Op.cit.*, p.39

<sup>596</sup> *Ibid.* p.41

A nouveau, il s'agit de comprendre comment un mouvement aussi fort et aussi proche du but a pu se solder, lui aussi, par un échec. Cet exemple renforce également l'idée imprégnant les écrits anti-industriels selon laquelle les Etats communistes tout comme les Etats libéraux représentent tout deux des ennemis, puisqu'ils reposent sur une logique commune : le productivisme.

### *La Pologne : l'échec de Solidarność*

« Les bureaucraties staliniennes associées à la gestion de la première phase du capitalisme moderne ont donc combattu l'autonomie ouvrière jusqu'au bout ; et comme il arrive habituellement dans ces circonstances, vient maintenant leur tour d'être brisées. »<sup>597</sup> C'est en étudiant le cas de la Pologne au début des années 1980, plus spécialement du syndicat ouvrier *Solidarność*, que les penseurs anti-industriels ont essayé de montrer la logique qui a poussé les mouvements communistes héritiers du stalinisme à détruire systématiquement les mouvements subversifs ouvriers. Pour les encyclopédistes, il apparaît paradoxal qu'un mouvement ouvrier autonome ait réussi à se développer au sein d'un Etat soumis à une domination totalitaire. Bien qu'une discussion soit possible autour de la qualification de régime totalitaire concernant l'URSS au début des années 1980, il reste néanmoins surprenant de voir émerger au sein d'un Etat fortement privatif des libertés un mouvement de résistance d'une telle ampleur. Car les ouvriers polonais sont parvenus « à organiser les moyens autonomes de communication et de clarification de leur projet sans être vaincus dans l'isolement ». <sup>598</sup> Organisé autour de *Solidarność*, le mouvement ouvrier est parvenu à lutter de manière efficace contre la bureaucratie communiste installée en Pologne, en mettant au cœur de son programme une exigence de vérité.

Dès lors, au début de l'année 1981, le mouvement est parvenu à se substituer à l'organisation bureaucratique officielle. La seule alternative pour le pouvoir en place était donc le recours à la force armée. Or, l'utilisation de la violence était rendue impossible par la puissance du mouvement prolétarien. Celle-ci ne reposait pas sur une force armée équivalente mais plutôt sur une force symbolique. En effet, ce mouvement semblait en phase avec les aspirations de la population polonaise, et l'ensemble du monde ouvrier paraissait uni derrière un véritable projet de société. Cette union doublée du soutien global de la population,

---

<sup>597</sup> *Ibid.* p.41

<sup>598</sup> *Ibid.*

empêcha donc le pouvoir communiste d'organiser la répression sous peine de renforcer le mouvement contestataire.<sup>599</sup> Selon les penseurs anti-industriels, l'explication à la fois du succès et de l'échec qu'a connu ce mouvement réside dans l'action d'un personnage : Lech Walesa, devenu aujourd'hui le symbole de la révolution polonaise. « Walesa avait été, comme tous les modérés qui incarnent le premier moment d'unité euphorique d'une révolution, un bien passager, un mal inévitable : avec le temps on s'en débarrasse ».<sup>600</sup> La prise de contrôle du mouvement par Lech Walesa et ses proches collaborateurs a permis dans un premier temps au prolétariat de s'organiser autour d'un socle commun solide, incarné par un homme capable de mener la lutte contre la bureaucratie communiste. Elle a toutefois, dans un second temps, conduit à l'oubli des principes démocratiques qui animaient jusque-là le mouvement. En négociant avec les communistes au pouvoir sans consulter la base du mouvement, Lech Walesa et ses proches ont scellé le sort du mouvement ouvrier qui a perdu le contrôle de sa destinée.

Une conclusion s'impose à la suite des analyses anti-industrielles contenues dans le fascicule 2. Sur les quatre tentatives révolutionnaires qui ont animé le XX<sup>e</sup> siècle, aucune n'a été menée à son terme, aucune n'a permis à la classe prolétarienne d'imposer ses vues. Certes, ces différents mouvements ont entraîné des améliorations concernant les conditions de vie des ouvriers, mais ils n'ont pas permis la prise de contrôle des moyens de production par les ouvriers, le démantèlement du mode de production, comme le souhaitaient les anti-industriels. Il faut donc retenir de ces analyses la perte de confiance des auteurs anti-industriels envers la classe prolétarienne. Bien qu'elle soit l'objet de l'oppression au sein de la société contemporaine, la classe ouvrière semble incapable de mener à bien le projet révolutionnaire qui anime l'extrême gauche, qu'elle soit marxiste ou libertaire. Le prolétariat occupe malgré tout une place importante dans la pensée anti-industrielle puisque c'est lui qui fut à l'initiative, au XIX<sup>e</sup> siècle, d'un projet d'émancipation totale.<sup>601</sup> Pour autant, la critique formulée par André Gorz sur l'œuvre de Karl Marx résume parfaitement le positionnement anti-industriel concernant le rôle contemporain du prolétariat dans l'action révolutionnaire :

Le développement du capitalisme a produit une classe ouvrière qui, dans sa majorité, n'est pas capable de se rendre maîtresse des moyens de production et dont les intérêts directement conscients ne coïncident pas avec une rationalité socialiste. (...) Le dépassement du capitalisme, sa négation au nom d'une rationalité différente, ne peut dès lors provenir que de couches qui

---

<sup>599</sup> *Ibid.* p.42

<sup>600</sup> *Ibid.*

<sup>601</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaires de l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.13

représentent ou préfigurent la dissolution de toutes les classes, y compris de la classe ouvrière elle-même.<sup>602</sup>

Si, selon la pensée anti-industrielle, le prolétariat est incapable de faire la révolution, qui doit le remplacer ? La pensée anti-industrielle n'est-elle pas tenue d'identifier un sujet révolutionnaire capable de détruire l'organisation sociale contemporaine ? A ce jour et contrairement aux préconisations d'André Gorz, la pensée que nous étudions ne semble pas consacrer de nouveau sujet révolutionnaire. Cette lacune interroge naturellement sur la possibilité d'une révolution inspirée par la pensée anti-industrielle.

## Sous-Section II L'incertitude anti-industrielle concernant l'identification d'un sujet révolutionnaire

### *La fin du territoire urbain comme terreau fertile de la révolution*

Dans la pensée d'extrême gauche, la ville représente une zone propice à l'élaboration d'un projet révolutionnaire ainsi qu'à sa mise en pratique. En effet, en tant que territoire sur lequel vit regroupé le sujet révolutionnaire qu'est le prolétariat, il est parfaitement logique que la ville soit considérée comme le terrain naturel de la révolution. Cette idée est d'ailleurs partagée par les encyclopédistes. Dans un article de l'Encyclopédie des Nuisances que nous avons déjà mobilisé auparavant<sup>603</sup>, les précurseurs de la pensée anti-industrielle considèrent encore la ville comme une zone d'oppression particulièrement forte, de laquelle jaillira le sursaut révolutionnaire. Prenant l'exemple de la ville de Paris, les encyclopédistes affirment que c'est en son sein que « se développe et se conçoit cette lutte moderne pour l'émancipation historique. »<sup>604</sup> Jadis berceau des possibilités révolutionnaires, ces villes européennes du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> ne sont pas devenues du jour au lendemain des zones hostiles au développement d'un tel projet. En effet, de nombreuses politiques dites « d'urbanisme » sont venues renforcer l'emprise de la marchandise et de l'administration sur les habitants de ces villes. Leur évolution est donc rythmée par d'irrépressibles « forces de construction et destruction ».<sup>605</sup> Celles-ci entraînent une réorganisation totale du territoire urbain, qui va peu à peu éloigner les prolétaires du centre-ville en les déplaçant vers des zones périurbaines : les banlieues. A cette époque, la ville est encore considérée par les encyclopédistes comme un champ de bataille qui

---

<sup>602</sup> André Gorz, *Vers la société libérée...* Op.cit., p.42

<sup>603</sup> Sur ce sujet voir l'article « abadie », Fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances*, Mai 1985, p.46

<sup>604</sup> Août 1985, Fascicule 4 de *l'Encyclopédie des Nuisances...* Op.cit. p.77

<sup>605</sup> *Ibid.*

oppose la classe bourgeoise à la classe prolétarienne. Les différentes tentatives de la classe dominée pour renverser et la classe dominante n'ont fait qu'aggraver la situation au profit de la bourgeoisie. Sur ce point les encyclopédistes sont formels : la bourgeoisie est allée plus loin que la monarchie. En effet, en développant une stratégie de démantèlement du berceau historique de la contestation révolutionnaire, la classe dominante va réussir à calmer les velléités révolutionnaires des ouvriers. L'apparition d'un nouveau quadrillage du territoire urbain repose sur la volonté de tenir en respect « les populations révolutionnaires par la nouvelle emprise administrative avec ses réseaux d'édifices permettant à l'Etat bourgeois d'intervenir de façon progressive et coordonnée sur l'espace-temps de la vie quotidienne ». <sup>606</sup> Dans cette lutte des classes, la puissance de la classe dominante a, pour l'heure, le dernier mot.

« Aujourd'hui, c'est la classe dirigeante qui saccage la ville pour en dissoudre la réalité, conscience, mémoire, afin que s'effacent et disparaissent ces conditions difficilement réunies dans un même lieu pour dépasser la plus vieille spécialisation sociale, celle du pouvoir. » <sup>607</sup> Cela entraîne une méconnaissance et parfois même un oubli total des luttes ouvrières qui ont animé l'histoire des villes européennes depuis les débuts de l'ère industrielle. En conséquence, les ouvriers d'aujourd'hui ne peuvent plus tirer les leçons des échecs des mouvements prolétariens qui les ont précédés dans l'histoire. Cette perte de mémoire est d'ailleurs la raison première de la parution du Fascicule 2 de *l'Encyclopédie des Nuisances* qui propose une analyse historique des précédentes tentatives révolutionnaires d'origine prolétarienne. L'idée développée au sein de la pensée anti-industrielle au cours des années 1980, est de faire une sorte d'état des lieux des forces en présence au sein de la ville. En effet, il faut selon eux « évaluer les pertes matérielles et morales, les seuils de dépossession et le dénuement qui, en l'absence d'un ressaisissement, peuvent nous conduire à une régression historique sans précédent. » <sup>608</sup> La régression évoquée consisterait en un abandon pur et simple de la ville aux mains de la bourgeoisie. D'ailleurs dès les années 1980, les penseurs anti-industriels pointent du doigt, sans les nommer, les anciens émeutiers de 1968 qui ont quitté les villes pour se réfugier à la campagne. A cette époque, il leur est reproché d'avoir laissé les syndicalistes croire en une quelconque victoire grâce à l'obtention d'une augmentation généralisée des salaires ouvriers. Pour les encyclopédistes, ces déserteurs, en s'éloignant des coups, sont restés en dehors de l'histoire. Il est intéressant de constater qu'après avoir formulé

---

<sup>606</sup> *Ibid.* p.78

<sup>607</sup> *Ibid.* p.85

<sup>608</sup> *Ibid.* p.79

cette critique, les encyclopédistes vont, eux aussi, choisir de quitter la ville. Leur position va donc radicalement changer. Il suffit, pour s'en rendre compte, de mentionner le déménagement du siège de la maison d'éditions de l'Encyclopédie des Nuisances de Paris à Saint-Front-sur-Nizonne (Dordogne), ou encore l'exil de René Riesel dans le Larzac.

C'est l'analyse des échecs répétés des mouvements prolétariens (étudiés précédemment), qui explique le revirement des penseurs anti-industriels. Cette évolution semble d'ailleurs assez naturelle : en effet, puisque la classe prolétarienne n'est plus le seul sujet révolutionnaire, l'environnement dans lequel elle évolue perd également son importance. La raison qui faisait de la ville une zone privilégiée de l'action révolutionnaire devient caduque. En même temps qu'ils retirent au prolétariat le statut de sujet révolutionnaire principal, les penseurs de l'encyclopédie vont faire naître une réflexion sur le territoire qui doit désormais permettre l'organisation d'un authentique projet révolutionnaire. La campagne, va donc devenir, dans un premier temps, un refuge favorable à la réflexion pré-révolutionnaire. En effet, parce qu'elle reste éloignée de la domination toujours plus pressante de la bourgeoisie dans les villes, la campagne offre un cadre propice pour dresser le constat de l'état actuel du monde industriel, avant d'envisager de développer une stratégie adaptée pour le détruire. Ce n'est donc plus au cœur de la zone où s'est imposée historiquement la domination industrielle qu'il faut combattre l'ordre établi. Au contraire, la pensée anti-industrielle semble acter une sorte de défaite dans les villes, et défend plutôt l'idée d'une protection de la campagne, préalable nécessaire à la reconquête des villes. Préserver ce qui est encore épargné par la production de nuisances, tel semble être le mot d'ordre de l'action anti-industrielle. Pourtant - et sur ce point les penseurs anti-industriels manifestent une forme de naïveté - le monde industriel s'étend irrémédiablement au-delà des villes et s'intègre aujourd'hui parfaitement au territoire rural. La puissance de la marchandisation ne pouvait raisonnablement pas se contenter du territoire urbain. C'est donc sur un terrain qui leur était inconnu, que les anciens émeutiers des villes ont dû organiser la lutte. L'industrialisation croissante de la production agricole rendait inévitable la naissance d'un conflit entre les partisans d'une agriculture plus rentable, perçue comme incompatible avec leurs préoccupations éthique et morale, et les partisans d'une agriculture moins productive, mais censément plus respectueuse de la nature.

Cette mise en valeur des problématiques rurales implique-t-elle pour autant l'abandon de la lutte au sein des villes ? En d'autres termes, le territoire rural constitue-t-il, au sein de la pensée anti-industrielle, la zone exclusive de la mobilisation révolutionnaire ? Sur ce point et

malgré une implantation toujours plus forte des penseurs anti-industriels à la campagne, il n'existe pas d'appel explicite à l'abandon de la ville en tant que territoire révolutionnaire. L'idée sous-jacente vise plutôt la diversification des zones de luttes afin que celles-ci puissent s'implanter et se développer sur un territoire le plus large possible. Il ne suffit donc pas de reconquérir les villes, mais de créer un mouvement de grande ampleur, c'est-à-dire qui dépasse la portée des mouvements prolétariens du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. La campagne, tout comme la ville, doit voir germer des foyers de contestation radicale du monde industriel. Ces deux territoires sont toutefois à des stades différents d'industrialisation. La campagne est une zone à préserver des nuisances du monde marchand, alors que la ville, totalement rongée par les méfaits de la société industrielle, doit être rebâtie de toute pièce. Malgré l'émergence de « nouvelles formes de répression, toujours plus lourdes à manier, toujours plus totalitaires »<sup>609</sup>, il est nécessaire de maintenir au sein des villes une activité révolutionnaire. Pour ce faire, il est important de parvenir à constituer des « pôles » au sein desquels les individus pourraient échapper à l'emprise des nuisances quotidiennes imposées par le monde marchand.

Pour l'heure, les anti-industriels semblent avoir mis en suspens le projet de voir émerger de telles zones au sein des villes. En effet, la domination totalitaire que subissent les villes contemporaines aurait sérieusement émué les désirs révolutionnaires des prolétaires. Pourtant, les anti-industriels ne perdent pas espoir et attendent l'émergence d'un mouvement révolutionnaire de grande ampleur. La gravité de la situation et les conditions détestables qu'impose la société industrielle à l'essentiel de la population urbaine entraîneront, selon les penseurs anti-industriels, un soulèvement contre la ville contemporaine. Si l'Europe est considérée comme le berceau de ces activités révolutionnaires, les auteurs que nous étudions imaginent davantage la naissance d'un tel mouvement au sein des nouvelles mégapoles mondiales que sont Mexico, Calcutta, Lima, Caracas, Le Caire ou Casablanca.<sup>610</sup> La révolte tant espérée dépendrait donc des millions d'individus vivant dans les zones périphériques des grandes villes contemporaines. Pour qu'ils se mobilisent, il est nécessaire que ces habitants « accèdent à la conscience de ce qu'ils sont et de ce qu'ils peuvent faire ».<sup>611</sup> Le rôle accordé par les anti-industriels aux habitants des zones péri-urbaines incite à faire le parallèle avec la France. Il est en effet tentant de percevoir les prémises de la contestation dans les différentes émeutes qui agitent régulièrement les banlieues françaises. Or, les anti-industriels ne voient

---

<sup>609</sup> *Ibid.* p.85

<sup>610</sup> *Ibid.* p.86

<sup>611</sup> *Ibid.*

pas dans ces évènements le germe d'un véritable projet révolutionnaire, dans la mesure où la force de destruction mise en œuvre ne se double pas d'une authentique « passion de construire ». <sup>612</sup> Sans une idée claire de ce que doit être la ville et les rapports sociaux en son sein, il paraît vain, aux yeux des anti-industriels, de la détruire.

Ici, nous nous retrouvons face au paradoxe de la pensée anti-industrielle. En effet, ses auteurs se proposent d'être le fer de lance d'un véritable mouvement révolutionnaire tout en refusant de proposer une alternative concrète à l'organisation contemporaine du monde. A ce jour, ils se bornent donc à écrire que le projet qui doit être porté par tout mouvement révolutionnaire est de rebâtir un monde plus humain. Ils n'échappent donc pas à la critique qu'ils ont eux-mêmes formulée à l'égard des mouvements prolétariens quant à leur incapacité de proposer une idée claire de l'organisation sociale et politique à venir. L'humilité de cette posture, qui consiste à ne pas imposer aux habitants une vision de ce que devrait être la vie en ville, peut être parfois interrogée. En effet, en affirmant que la première nécessité est de faire en sorte que les citoyens réapprennent à habiter la ville, <sup>613</sup> les penseurs anti-industriels emploient un ton pour le moins paternaliste. C'est en tout cas la position que des individus « éclairés » seraient tentés d'adopter face des masses ignorantes et désœuvrées. Est-ce aux théoriciens de la critique du monde contemporain que revient la responsabilité de définir l'organisation du monde de demain ? La question se pose et a d'ailleurs tendance à gêner fréquemment aux alentours les individus concernés. Il est donc inutile de chercher une réponse franche dans l'œuvre des anti-industriels. Entre la crainte de devenir à leur tour des « prescripteurs de bien-être » auprès des masses, et la volonté de ne pas céder à une forme de frilosité intellectuelle qu'ils ont tant dénoncée par ailleurs, les anti-industriels doivent faire un choix difficile. La pureté et la radicalité des convictions qui caractérisent le mouvement anti-industriel se retournent donc parfois contre lui, car elles empêchent l'émergence du projet de société à venir, sans lequel, rien n'est possible. Elles donnent en outre le sentiment d'une pensée révolutionnaire inachevée.

Comme nous venons de le voir, la réflexion anti-industrielle sur le sujet révolutionnaire a d'abord posé la question des zones propices à la mise en place du projet révolutionnaire. L'analyse qui a suivi a montré que les villes avaient perdu leur statut de berceau de la révolution au profit de la campagne, moins touchée par les sirènes du monde industriel et donc plus disposée à en dénoncer les travers. Cette idée est l'aboutissement logique de la

---

<sup>612</sup> *Ibid.*

<sup>613</sup> *Ibid.*

réflexion selon laquelle le prolétariat n'est plus le sujet révolutionnaire principal. Pour les anti-industriels, il s'agit donc de déterminer qui, désormais, doit-être à l'origine de la révolution contre le monde industriel ? C'est à cette question que nous allons tenter de répondre après avoir envisagé le type d'organisation collective qui pourrait correspondre aux exigences formulées par les penseurs anti-industriels pour mener à bien l'action révolutionnaire.

### *Des syndicats ouvriers à la mise en place de syndicats de citoyens*

Si le parti semble être le moyen d'action politique collective le plus conventionnel, il n'est pas le choix de la mouvance anti-industrielle. Héritière du marxisme et de la tradition libertaire, la mouvance anti-industrielle a dû trancher entre les solutions divergentes qu'autorisaient ces deux courants de pensée quant à la nature du collectif désigné pour mener le projet révolutionnaire. L'histoire de l'extrême gauche offre en effet deux options : celle consistant à créer un parti politique anti-industriel, et celle privilégiant l'action syndicale. Constante dans ses principes (notamment dans son rejet de l'ensemble des moyens d'action institutionnels mis à disposition par la société contemporaine), la pensée anti-industrielle ne pouvait se satisfaire ni de l'action partisane ni de l'action syndicale. En effet, le parti politique se caractérise par une organisation hiérarchique verticale contraire au projet anti-industriel. Les convictions libertaires des penseurs anti-industriels, visant à empêcher l'émergence d'un chef ou d'une élite dirigeante, nous permettent d'écarter définitivement le choix de la forme partisane. De plus, le parti politique ayant comme objectif premier de concourir à l'exercice du pouvoir il est, dans son essence, incompatible avec le dessein anti-industriel. En d'autres termes, le parti politique est une forme institutionnelle intimement liée aux régimes politiques contemporains. Le parti politique incarne l'idéal représentatif que les penseurs anti-industriels rejettent en bloc. Comme nous le verrons dans notre sixième et dernier chapitre, la représentation constitue au sein de la pensée anti-industrielle une forme de dévoiement de la démocratie, de sorte que la démocratie authentique ne peut être, selon eux, de type représentatif.

Sur le plan de l'action collective, les partis sont concurrencés, au sein des Etats modernes, par d'autres formes d'organisation : les groupes d'intérêt.<sup>614</sup> Si les partis et les

---

<sup>614</sup> Philippe Braud, « Chapitre 7 L'action collective et les groupes d'intérêts », *In Sociologie politique*, Paris, Lextenso Editions, 2008, 9<sup>e</sup> Edition, p.387

groupes d'intérêt sont tous deux « des organisations qui prennent en compte des attentes sociales, [...], auxquelles ils cherchent à donner des réponses sur la scène politique », les groupes d'intérêts, à la différence des partis, n'ont pas pour objectif la conquête du pouvoir mais visent simplement à influencer les gouvernants en fonction « des aspirations prises en charge. »<sup>615</sup> Les syndicats sont l'une des formes possibles de groupe d'intérêt identifiées par les politistes. Les syndicats ouvriers étant historiquement au cœur de la pensée révolutionnaire d'extrême gauche, ils feront l'objet de notre analyse dans le développement qui suit. Ceux-ci se développent avec l'industrialisation et la nécessité de mettre en place des organisations capables de protéger les salariés dans l'entreprise. Les premiers syndicats prennent donc racine au sein même des industries naissantes. Ils ont pour objectif de maintenir le salarié dans des conditions de travail décentes et ont au fil du temps permis des améliorations comme la réduction du temps de travail ou l'augmentation des salaires. De manière naturelle, les différents syndicats deviennent l'une des formes privilégiées de l'action de résistance au capitalisme industriel qui voit le jour. En l'espace de quelques décennies, le monde industriel se voit dans l'obligation d'accepter l'existence de ces organisations collectives dont le rôle va peu à peu s'institutionnaliser comme l'illustre, en France, la loi Waldeck-Rousseau, relative à la création de syndicats professionnels. A ce stade de notre réflexion deux arguments semblent remettre en cause la pertinence du recours à la forme syndicale dans le cadre de la lutte anti-industrielle. Tout d'abord, cette forme d'organisation collective ne semble exister que dans le cadre de la société industrielle, et son intégration dans l'ordre établi en fait un mode d'action réformiste, visant *in fine* l'amélioration du modèle industriel par la satisfaction des revendications ouvrières en phase avec le capitalisme. Ensuite, comme nous l'avons vu dans le paragraphe précédent, la cause ouvrière ne doit plus être le seul cheval de bataille de la pensée anti-industrielle, celle-ci ayant échoué à mener à bien la révolution quand elle en a eu l'occasion. Les syndicats ouvriers ne peuvent donc entrer dans la composition de la classe révolutionnaire, telle qu'elle est envisagée par les anti-industriels. Malgré les réticences dont il fait l'objet, le syndicat apparaît pourtant comme une forme d'action collective relativement compatible, grâce à son histoire et aux modalités de son fonctionnement, avec les ambitions révolutionnaires du projet anti-industriel. Cette intuition se trouve confirmée par certains écrits anti-industriels qui révèlent des positions plus nuancées sur la question des syndicats, et qui témoignent de la volonté de repenser leur rôle.

---

<sup>615</sup> Philippe Braud, *La science politique*, Paris, Presses Universitaires de France, Que-sais-je ?, 2014, p.47

Sur ce point, la réflexion la plus aboutie est celle de l'écologiste radical André Gorz. Considéré comme l'un des principaux théoriciens de l'écologie politique en France, celui-ci mûrit tout au long de son analyse une réflexion radicale sur les sociétés contemporaines qui se rapproche incontestablement de celle développée par la mouvance anti-industrielle. La position de Gorz sur la question syndicale a ceci d'intéressant qu'elle d'évacue les deux objections formulées précédemment quant à la compatibilité entre l'organisation syndicale et le projet anti-industriel. Selon lui, le syndicalisme doit dépasser la seule défense des intérêts ouvriers pour devenir une véritable force au service de tous les citoyens. En d'autres termes, les organisations doivent sortir de leur rôle restrictif de défenseur de la classe ouvrière au sein du monde industriel, afin de devenir une force de mobilisation citoyenne plus large capable de défendre l'ensemble des individus face aux nuisances produites par le mode de production actuel. Cette évolution est nécessaire, selon l'auteur, car le syndicalisme connaît depuis les années 1970-1980 une véritable crise, liée à l'évolution de la classe ouvrière.<sup>616</sup> Les origines de cette crise proviennent d'abord d'une évolution de statut de l'ouvrier au sein de la société. En effet, si les premiers ouvriers de l'ère industrielle étaient considérés comme les « héros » de la production, détenteurs d'un savoir-faire particulier et seuls capables de procurer les produits indispensables à la vie des autres individus, cela n'est désormais plus le cas. Selon André Gorz, l'explication vient du fait que la standardisation des actes techniques et productifs a fait disparaître ce savoir-faire unique qu'avaient acquis les ouvriers expérimentés au fil de leurs années de travail. L'auteur ajoute que la production actuelle s'est tellement diversifiée, que les ouvriers ne représentent plus les fournisseurs essentiels d'une ressource rare et indispensable à tous. Les ouvriers deviennent donc des travailleurs interchangeables, passant d'usine en usine, sans jamais percevoir le sens de ce qu'ils font et perdant ainsi l'estime qu'ils avaient pu avoir d'eux-mêmes.<sup>617</sup> L'auteur constate également que le capitalisme industriel est parvenu à démanteler l'union de la classe ouvrière en faisant émerger différentes couches au sein même du prolétariat. Il distingue ainsi trois types d'ouvriers : l'élite du salariat, qui détient un travail stable et à temps plein ; les précaires, qui travaillent entre trois et neuf mois à l'année ; et les temps-partiels.<sup>618</sup> De cette situation va émerger une concurrence au sein de la classe prolétarienne menant à la destruction de la solidarité ouvrière, puisque ceux qui appartiennent aux couches les moins privilégiées

---

<sup>616</sup> André Gorz, *Vers la société libérée*, livre audio, coll. La voix au chapitre, Page 5, Extraits issus de l'émission « A voix nue : grands entretiens d'hier et d'aujourd'hui », de Marie-France Azar, série diffusée du 4 au 8 mars 1991 sur France Culture.

<sup>617</sup> *Ibid.*

<sup>618</sup> *Ibid.*

souhaitent évidemment accéder à la couche supérieure, et ceux qui y sont déjà intégrés font tout pour conserver les « privilèges » de leur situation. Cette mise en concurrence a été rendue possible par l'apparition d'un phénomène nouveau au sein de l'ère industrielle : le manque de travail. En effet, André Gorz en est convaincu, il n'y aura plus jamais assez de travail pour tout le monde. Dès lors, l'action de contestation du monde contemporain ne peut plus provenir des syndicats dont la mission est de défendre les ouvriers au travail. Cette mission doit donc évoluer et s'adapter à la nouvelle donne imposée par l'ordre marchand. En résumé, c'est la perte de sens du travail de l'ouvrier, ainsi que la mise en concurrence des salariés entre eux qui sonnent le glas de l'action syndicale traditionnelle.

Le syndicalisme semble donc voué à sortir des usines et prendre racine dans le quotidien des individus. Néanmoins, rompre avec la tradition ouvrière des syndicats constitue une mission délicate. L'idée de mettre en place des syndicats de citoyens n'en demeure pas moins pertinente, et paraît surtout coïncider avec les revendications formulées par les penseurs anti-industriels. En effet, à la différence du parti, le syndicat ne s'organise pas de manière centralisée.<sup>619</sup> La nature fédérale de l'organisation syndicale permet aux différentes sections de conserver une certaine autonomie. Dès lors, en reprenant l'idée de syndicats de citoyens, il serait possible d'imaginer la mouvance anti-industrielle s'organiser sous la forme de syndicats de citoyens qui appartiendraient à une forme confédérale assurant une véritable autonomie d'idées et d'actions à chaque unité qui la compose. Cependant, la terminologie utilisée par André Gorz est de nature à soulever certaines réserves, puisque le terme de citoyen désigne, pour les penseurs anti-industriels, un concept vide de sens, étant inlassablement mobilisé et galvaudé au sein de l'univers médiatique, à l'instar du terme de révolution. C'est pourquoi le travail d'analyse effectué au sein de *l'Encyclopédie des Nuisances* critique la volonté de créer un citoyen idéal du monde marchand,<sup>620</sup> selon l'expression provocatrice qui y est consacrée. En d'autres termes, la propagande industrielle s'étant accaparé le terme de citoyen, il convient, soit de le redéfinir, soit de l'abandonner pour une formulation alternative : celle « d'hommes et de femmes libres » selon la pensée anti-industrielle. Si ce projet reste assez flou à ce jour, le développement de cette forme d'action collective nous paraît néanmoins être une stratégie efficace pour la diffusion et la réalisation d'un projet de société radicalement repensé selon les principes et valeurs de la pensée anti-industrielle. Ces syndicats de citoyens

---

<sup>619</sup> Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *Sociologie des syndicats*, La Découverte, « Repères », 2011, 128 pages. ISBN : 9782707170125. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/sociologie-des-syndicats--9782707170125.htm>, p.47

<sup>620</sup> Février 1986, Fascicule 6 de *l'Encyclopédie des Nuisances*, p.111

dépasseraient ainsi la fonction initiale des syndicats, visant la défense des intérêts propres à un corps de métier (essentiellement ouvrier dans la pensée d'extrême gauche) pour devenir de véritables forces de défense de l'intérêt général. Bien entendu, leur zone d'action serait géographiquement limitée, puisque l'idée directrice de la pensée anti-industrielle est de relocaliser le pouvoir en multipliant les centres de décision, dans le but de rendre aux individus la maîtrise du territoire sur lequel ils vivent. L'action syndicale prendrait donc une plus grande ampleur dans la vie quotidienne des individus et remplacerait, à terme, l'action partisane.

L'idée de faire évoluer en profondeur la nature des syndicats semble être une excellente opportunité pour mettre en place le projet anti-industriel. Compte tenu des difficultés du mouvement à envisager l'organisation concrète de la société post-industrielle, elle paraît même une première étape judicieuse. Une question, inhérente à la problématique de l'action collective, se pose toutefois: comment faire adhérer les individus à ces fameux syndicats de citoyens, censés les prédisposer à une résistance plus radicale au monde industriel ?

#### *L'individu comme point de départ de l'action révolutionnaire*

La question de la mobilisation de l'individu constitue une réflexion primordiale dans l'étude des actions collectives. L'économiste américain Mancur Olson a été rendu célèbre par sa théorie du cavalier seul, encore appelée paradoxe d'Olson. Selon cet auteur, l'implication d'un individu dans une action collective dans le but d'améliorer sa propre condition n'est en rien automatique. Cela rend la procédure de recrutement plus difficile pour les syndicats et explique, selon Mancur Olson, la crise du syndicalisme.<sup>621</sup> En effet, « l'individu rationnel est tenté de se comporter en *passager clandestin*, qui bénéficie du service sans en payer le prix. »<sup>622</sup> Si chaque individu adopte ce type de calcul rationnel, l'action repose sur une agrégation de motifs personnels s'enchevêtrant le temps d'un mouvement de contestation temporaire et ne prend jamais la dimension d'une véritable action collective. Cette réflexion olsonienne sur l'action collective syndicale dans l'entreprise peut être transposée à l'action syndicale citoyenne proposée par André Gorz. Comment faire adhérer les individus à un syndicat de citoyens, alors que l'action collective pour laquelle ils s'engagent implique nécessairement de mettre de côté certaines préoccupations individuelles ? La

---

<sup>621</sup> Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *Sociologie des syndicats... Op.cit.*, p. 15

<sup>622</sup> *Ibid.*

problématique de l'alimentation, qui concerne l'ensemble des individus, nous fournit un exemple des enjeux que représente l'adhésion à une action collective. Pour les anti-industriels, la dégradation de la qualité de la nourriture (dont nous avons parlé précédemment), est l'une des nuisances les plus graves produites par le monde marchand. La pensée anti-industrielle, comme d'autres pensées politiques, révolutionnaires ou non, défend donc l'idée d'une réorganisation radicale de la production alimentaire. Malgré une diffusion relativement importante de ces réflexions provenant de la marge et l'adhésion de principe d'une majorité d'individus à ce discours, on note l'inertie générale des consommateurs et des acteurs politiques lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre ce changement de modèle. Le paradoxe d'Olson apporte un éclairage sur ce comportement. S'il est fort improbable qu'un être rationnel choisisse de manière consciente de manger de la nourriture de mauvaise qualité, nous observons que le monde marchand a su imposer à grande échelle une nourriture industrielle d'une qualité douteuse, responsable de nombreux problèmes de santé dont nous n'ignorons plus la cause. Dès lors, des actions collectives se sont développées afin de mettre ce problème au cœur des débats politiques, avec un succès plus que relatif. Voici comment la grille d'Olson permet de comprendre l'immobilisme des individus : la consommation d'aliments industriels n'implique ni changement de comportement, ni augmentation des dépenses (bien au contraire). A l'inverse la consommation alternative (bio, sans OGM, etc.) demande des efforts matériels et symboliques que la majorité des individus rechignent, aujourd'hui, à fournir. En d'autres termes, les mobilisations en faveur d'une amélioration qualitative de la production alimentaire ne provoqueront pas d'opposition ; mais elles n'inciteront pas non plus, les individus à payer le prix nécessaire pour se nourrir correctement. Ce faisant, ils se comportent comme les « passagers clandestins » de la théorie d'Olson. La pensée anti-industrielle se heurte donc à un obstacle de taille : celui d'une mentalité collective qui repose sur un ensemble de comportements individuels machinaux et similaires, qu'il est extrêmement difficile de modifier. Cet obstacle constitue selon nous un véritable frein au développement de la pensée anti-industrielle puisque sa mise en œuvre nécessite des changements radicaux de comportement de la part des individus. Comme nous le verrons dans le dernier chapitre de notre travail, cette limite a d'autant plus de poids que l'alternative anti-industrielle au monde contemporain peine à être clairement formulée. Malgré l'effervescence intellectuelle, la situation demeure, en pratique, inchangée.

Deux conclusions peuvent être tirées de ce constat : l'action révolutionnaire doit être soit repensée, soit abandonnée. C'est tout naturellement, compte tenu de leurs convictions,

que les penseurs anti-industriels tentent de la repenser. Toutefois, le problème posé par la disparition du sujet révolutionnaire traditionnel (le prolétariat), n'est toujours pas résolu. Qui saura mettre en œuvre l'action révolutionnaire que les penseurs anti-industriels refusent d'abandonner ? Qui en aura la légitimité ? Sur ces points, la pensée anti-industrielle n'apporte aucune réponse précise. La position actuelle consiste à rejeter l'idée que la révolution sera menée par les individus les plus opprimés de la société industrielle, mais qu'elle s'annoncera dès lors que les individus, quels qu'ils soient et quel que soit leur nombre, prendront assez de recul par rapport au monde contemporain pour vouloir s'en extirper. La révolution adviendra quand chacun de ces pôles de résistance participera, à son échelle, à l'action de destruction de la société marchande.

Il n'existe donc plus de sujet révolutionnaire collectif bien défini, mais plutôt une addition d'individus révolutionnaires agissant de leur côté dans un but commun : résister à l'oppression du monde marchand. La nécessité devient alors de « se sauver tout seul », puisque « l'obligation que l'on a envers soi-même » doit être de « se désabuser de toutes les crédulités de la vie moderne. »<sup>623</sup> Aujourd'hui, le nombre trop faible de ces individus explique l'absence de mouvement révolutionnaire. Ce constat met en évidence la nécessité d'un seuil critique d'actions de résistance individuelles à partir duquel le renversement du monde marchand devient possible. Pour l'heure, l'idée de révolution reste en gestation, comme si la période actuelle n'était pas encore prête à l'accepter. Le combat premier, pour les anti-industriels, est donc de convaincre les individus du monde contemporain de la nécessité d'une action révolutionnaire. Chaque individu détenant, en lui-même, la force de rendre la révolution possible. Pour cela, il doit prendre conscience du caractère totalitaire et nocif du monde industriel afin de se révolter contre l'ordre établi. Il faut donc que les individus se libèrent du mensonge dans lequel le monde marchand les a enfermés, afin de pouvoir réfléchir à une meilleure organisation sociale. Ce raisonnement qui fait de l'individu l'acteur principal de la révolution n'entache en rien la dimension nécessairement collective que doit revêtir tout acte révolutionnaire. S'ils ne cessent d'exhorter les individus à la révolution, les penseurs anti-industriels doutent en réalité de l'émergence rapide d'un sujet révolutionnaire capable de faire vaciller l'ordre marchand. Ils restent ainsi dans l'attente d'une période plus favorable à l'émergence d'une force révolutionnaire. Cette attente prendra fin le jour où un nombre suffisants d'individus sera prêt à en terminer avec le monde industriel.

---

<sup>623</sup> *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996,

Le *modus operandi* des penseurs anti-industriels consiste donc à diffuser une analyse de la situation contemporaine afin de rallier à leur cause un maximum d'individus. Le refus de nommer un nouveau sujet révolutionnaire entraîne, selon nous, l'abandon temporaire du projet révolutionnaire. Cette forme de résignation s'explique par la période actuelle, peu propice à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire, et par les insuffisances théoriques qui caractérisent les pensées révolutionnaires contemporaines. La pensée anti-industrielle ne parvenant pas à surmonter ces insuffisances doit donc, à notre sens, être considérée comme une sorte de formation prérévolutionnaire qui ne cherche aujourd'hui qu'à diffuser le plus largement possible son analyse du monde marchand dans l'attente qu'un mouvement révolutionnaire de grande ampleur voit le jour. En conclusion, la pensée que nous étudions n'a pas l'ambition, selon nous, de devenir la nouvelle force révolutionnaire à la place du marxisme. Dans une époque qu'elle considère troublée, elle tend en revanche à se positionner comme l'une des contestations radicales pouvant avec d'autres critiques radicales, mener à l'élaboration d'une pensée authentiquement révolutionnaire. Dans un ouvrage de 1982,<sup>624</sup> Jacques Ellul nous permet de comprendre la situation dans laquelle se trouvent les penseurs anti-industriels, ainsi que le travail qu'il leur reste à accomplir s'ils souhaitent parvenir à réaliser ce que Marx avait fait en son temps. Selon Ellul donc, Marx avait su proposer à la fois une critique radicale de l'organisation du monde par son analyse du capitalisme, et une véritable alternative porteuse d'espoir pour la classe opprimée de son temps : le prolétariat.<sup>625</sup> Quiconque veut reprendre le flambeau révolutionnaire de Marx doit, sur son modèle, formuler une réponse à deux niveaux, adaptée au monde contemporain. Ellul note toutefois que « la situation est devenue beaucoup plus difficile, parce qu'elle est plus abstraite, parce que les « poches de misère » ne constituent plus un ensemble cohérent, parce que l'organisation de notre société est infiniment plus compliquée que celle du XIX<sup>e</sup> siècle, que l'exploitation est moins évidente et que l'aliénation a pris d'autres formes, en particulier des formes tout à fait acceptables. »<sup>626</sup> Si la première exigence est parfaitement remplie par la pensée anti-industrielle il en va tout autrement de la seconde. En effet, en ne désignant pas de sujet révolutionnaire, les penseurs anti-industriels privent une ou plusieurs catégories d'individus de se sentir investies de la mission révolutionnaire. En conséquence, celles-ci se sentent peu concernées par le discours anti-industriel. En outre, parce qu'elle ne propose aucun aperçu d'ensemble de ce que pourrait être le monde à venir, la pensée anti-industrielle perd une

---

<sup>624</sup> Jacques Ellul, *Changer de révolution. L'inéluctable prolétariat...Op.cit.*

<sup>625</sup> *Ibid.* p.209

<sup>626</sup> *Ibid.*

chance de convaincre les individus qui ne savent pas pour quel monde meilleur ils doivent lutter.

Toutes les remarques que nous venons de formuler nous amènent à réfléchir sur ce qu'est la révolution dans la pensée anti-industrielle. En effet, son rejet de la forme marxiste ou socialiste de révolution repose sur la tentative de proposer une nouvelle vision de l'action révolutionnaire, à laquelle nous allons désormais nous intéresser.

## ***Section II Repenser la révolution pour mieux l'abandonner ?***

### Sous-Section I L'action révolutionnaire en France : deux espoirs déçus

#### *Mai 1968 : l'occasion manquée*

Le lecteur attentif n'aura sans doute pas manqué de constater qu'il manque à la liste des événements révolutionnaires que nous venons d'étudier deux événements majeurs, qui ont, chacun à leur façon, marqué l'histoire de la vie politique française, et notamment l'histoire intellectuelle de la gauche française. Mai 1968 et la Commune de Paris sont en effet deux moments essentiels pour la pensée anti-industrielle. Notre étude ne respectera pas la chronologie des événements, Mai 1968 étant un acte révolutionnaire moins abouti que la Commune de Paris. Pour autant, nous avons fait le choix d'isoler l'étude des événements de Mai 1968 car ils semblent avoir une importance particulière dans la pensée anti-industrielle. En effet, parce qu'il dépassait le cadre de la seule contestation ouvrière, ce mouvement a davantage inspiré les penseurs que nous étudions et les a poussé à entreprendre une analyse approfondie du phénomène et de ses conséquences. Il convient d'ailleurs de rappeler que les premiers écrits anti-industriels contenus dans l'*Encyclopédie des Nuisances*, sont le résultat du profond sentiment d'échec qui a envahi nos penseurs à la suite de leur participation aux événements de Mai 1968. Nous reviendrons donc avec précision sur cette période, qui a été vécue par les anti-industriels comme une chance avortée de renverser l'ordre établi. Avant de nous intéresser à l'analyse formulée par les encyclopédistes sur les événements de Mai 1968, commençons par un rapide rappel des faits et du contexte historique.

Les événements de Mai 1968, ont une importance particulière dans l'histoire des sociétés contemporaines, particulièrement dans le monde occidental. Les moyens d'action mis en œuvre par les contestataires étaient pourtant ordinaires et prenaient la forme déjà bien

connue de manifestations, de barricades ou encore d'occupation des lieux de travail.<sup>627</sup> Pourtant l'ampleur sans égal du mouvement de Mai 1968 peut aisément se comprendre dès lors qu'on le compare aux différents mouvements sociaux qui lui ont succédé jusqu'à aujourd'hui. De nombreuses analyses ont d'ailleurs été formulées à ce sujet. Quatre tendances se dégagent dans l'interprétation des événements de Mai 1968.<sup>628</sup> La première interprète ce mouvement comme l'expression d'un nouveau sujet historique : la jeunesse. La deuxième considère que ces événements sont l'expression d'une crise civilisationnelle précédant la chute du communisme et l'avènement du néolibéralisme. La troisième tendance perçoit ce mouvement comme la première illustration d'un affrontement entre les nouveaux prolétaires et les technocrates. Enfin, la quatrième tendance est l'expression d'une vision conservatrice classique, qui voit dans ces événements l'incapacité chronique de notre société à se réformer. Pour le sociologue français Patrick Champagne, aucune de ces différentes interprétations ne permet de saisir convenablement, dans son ensemble, un mouvement aussi anarchique. Selon lui, chaque individu ayant participé à ces événements voyait une opportunité d'améliorer sa propre condition. En d'autres termes, Mai 1968 constitue indubitablement un moment de convergence entre les multiples contestations du monde contemporain. Pour autant, cette addition des mouvements de révolte n'a jamais abouti à la constitution d'un pôle unifié de contestation capable de rassembler tous les manifestants autour d'un nouveau projet de société, comme certains révolutionnaires l'avaient souhaité.<sup>629</sup> Au début de l'année 1968, l'agitation commença au sein des cités universitaires. Les étudiants se mirent à contester des « règlements archaïques et puritains » interdisant aux garçons et aux filles de se voir la nuit.<sup>630</sup> A cette époque, de nombreux étudiants étaient politisés et les mouvements extrémistes, de gauche comme de droite, animaient la vie des idées au sein des campus universitaires. A Strasbourg, un groupe de militants appartenant à l'internationale situationniste rédigea un pamphlet annonçant l'émergence de la contestation estudiantine qui marqua profondément les événements de Mai 1968.<sup>631</sup> Les grandes cités étudiantes créées quelques années auparavant pour faire face à l'augmentation considérable de la population étudiante vont permettre au mouvement de prendre de l'ampleur. C'est ainsi que Nanterre, puis, la Sorbonne, devinrent de véritables symboles de la contestation radicale de l'ordre établi au point que les autorités

---

<sup>627</sup> Patrick Champagne, « Mai 1968 », In Emmanuel de Waresquiel, *Le siècle rebelle. Dictionnaire de la contestation au XX<sup>e</sup> siècle*, Dir. Paris, Larousse, 1999, p.355

<sup>628</sup> *Ibid.*

<sup>629</sup> *Ibid.* p.356

<sup>630</sup> *Ibid.*

<sup>631</sup> Nous faisons ici référence au texte intitulé : *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier.*

universitaires prirent la décision de fermer ces deux établissements. Par la suite, l'arrestation des leaders étudiants entraîna une vague de manifestations réclamant leur libération et la réouverture des deux universités parisiennes. La répression policière qui s'ensuivit ne servit qu'à intensifier les manifestations. En réponse aux violences policières, de nombreux étudiants peu ou pas impliqués jusque-là dans le mouvement de Mai vinrent garnir les rangs du mouvement étudiant. Le mouvement prit une tournure violente autour du 7 Mai 1968. Influencés par les mouvements d'extrême gauche de l'époque, le mouvement étudiant fit face à la police en utilisant comme projectiles des pavés restés célèbres. Ces affrontements violents entre policiers et étudiants firent imaginer aux révolutionnaires une union entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier. Profitant de la déstabilisation du pouvoir politique par le mouvement étudiant, les ouvriers lancèrent le 13 Mai un mouvement de grève générale, qui faisait suite aux nombreuses occupations d'usine par les travailleurs.<sup>632</sup> Durant tout le mois de Mai, les agitateurs pensèrent que le pouvoir vacillait et que la victoire était proche. Pourtant, dans les hautes sphères du pouvoir politique et économique, on négocia très rapidement la reprise du travail. Les leaders syndicaux obtinrent une revalorisation considérable du SMIC ainsi que la liberté syndicale dans les entreprises. La restauration de l'ordre eut lieu dès la fin du mois de Juin. Si les contestataires de Mai 1968 ont longtemps cru faire la révolution, ils ne se sont pas rendu compte qu'ils se livraient à ce que les ethnologues nomment « des rites d'inversion », au cours desquels, « le temps d'un carnaval, les puissants acceptent de prendre la place des dominés pour que ces derniers jouent aux puissants ».<sup>633</sup> Mai 1968 se termina par une reprise de contrôle des décideurs politiques et la révolution attendue par les militants d'extrême gauche n'eut jamais lieu. Malgré les évolutions qu'ont permis les événements de Mai 1968, les groupes révolutionnaires sont aujourd'hui convaincus que ce mouvement est loin d'avoir produit tous les effets escomptés.

Dans la pensée anti-industrielle, l'idée selon laquelle tout était réuni, au cours du mois de Mai 1968, pour que l'organisation sociale périclît face à l'insatisfaction générale est largement répandue. Comment s'explique alors cet échec ? Pour les encyclopédistes, le problème principal réside dans l'incapacité de ce mouvement à se connaître lui-même. En d'autres termes, face à l'immensité de la tâche qui se dressait devant eux, les révolutionnaires de Mai 1968 ne sont pas parvenus à développer leur propre théorie.<sup>634</sup> Imprégné du discours marxiste, le mouvement qui s'était, dans un premier temps, fondé autour de la contestation

---

<sup>632</sup> *Ibid.*

<sup>633</sup> *Ibid.*

<sup>634</sup> Février 1985, Fascicule 2 de *l'Encyclopédie des Nuisances, Histoire de dix ans...Op.cit.*, p.24

ouvrière, s'est peu à peu identifié totalement à la classe ouvrière. Or, la contestation de Mai 1968 fut également le théâtre d'une action de la jeunesse universitaire qui, semblait davantage influencée par les écrits libertaires que par la pensée marxiste. En choisissant, par fidélité au marxisme, de s'identifier exclusivement à la classe ouvrière, le mouvement n'a pas su dépasser les divergences de classes pour créer un mouvement révolutionnaire unique. Le combat de Mai 1968 est donc devenu une simple lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers. Il n'a, en revanche jamais pris la dimension d'un mouvement de réorganisation radicale de l'ordre établi. L'espoir d'une union générale de tous les individus qui rejettent le monde industriel en construction en cette fin des années 1960 s'est éteint avant d'avoir pu voir le jour. Le recentrement des débats autour des problèmes de la classe prolétarienne a relégué au second plan une réflexion stratégique de plus grande ampleur permettant la destruction de l'organisation sociale dans son ensemble. Les révolutionnaires se sont alors éparpillés, chacun défendant ses intérêts plutôt que l'ambition supérieure d'un changement de société pour améliorer le sort de tous. La belle alliance espérée par les penseurs anti-industriels, entre la contestation prolétarienne des conditions de production et la critique sociale des nouvelles conditions de vie imposées par le capitalisme industriel moderne, n'aura pas survécu au-delà du mois de Mai 1968. Cette désunion au sein du mouvement a suffi pour permettre aux décideurs de tuer dans l'œuf la menace qui pesait sur eux. En accédant à certaines requêtes formulées par les représentants de la classe ouvrière, les dirigeants politiques de l'époque ont laissé croire au prolétariat qu'il avait gagné son combat. Or, pour les encyclopédistes, ces différentes victoires que représentent l'augmentation des salaires ou la réduction du temps de travail, ne sont que le reflet de l'égarement du projet révolutionnaire initialement lancé au sein de la société française. En effet, partis pour modifier radicalement l'organisation sociale, les révolutionnaires se sont finalement satisfaits de quelques améliorations à leur condition d'ouvriers.<sup>635</sup> En préservant le mode de production traditionnel et en donnant l'impression d'une tractation équitable avec les ouvriers, les décideurs politiques sont parvenus à élargir l'emprise de l'économie capitaliste sur les différents aspects de la vie. Pour les penseurs anti-industriels, les événements de mai 1968 constituent donc un véritable traumatisme, puisqu'ils représentent à la fois l'une des mobilisations les plus près d'aboutir à l'émergence d'un véritable mouvement révolutionnaire et un échec important qui aura finalement renforcé la puissance de la mouvance contre-révolutionnaire en France. Les encyclopédistes constatent d'ailleurs avec regret que depuis cet

---

<sup>635</sup> *Ibid.* p.25

échec les conversions résignées au mode de production industriel sont devenue monnaie courante dans les rangs de la pensée politique d'extrême gauche.<sup>636</sup>

Ceux qui avaient trouvé en Mai l'emploi direct de leur révolte, dans sa jonction avec la première grève générale sauvage de l'histoire, devaient maintenant apprendre ce qu'ils n'avaient eu ni le temps ni le besoin d'apprendre auparavant : à ménager leurs forces, à calculer leur point d'application, bref à penser stratégiquement.<sup>637</sup>

Ces quelques mots résument l'état d'esprit des penseurs anti-industriels après l'échec de Mai 1968. Le travail de réflexion qui devait suivre était donc absolument indispensable si l'on voulait éviter à un mouvement futur de connaître le même sort. L'idée fut donc de reconstruire, sur les cendres du mouvement révolutionnaire de Mai 1968, un nouveau mouvement capable de construire sa propre analyse des conditions de vie imposées par le monde industriel, et de dégager la meilleure stratégie pour en sortir. L'analyse anti-industrielle qui en a résulté a conclu, nous l'avons vu, à la déchéance du prolétariat comme sujet révolutionnaire.

Si mai 68 garde une importance symbolique une autre action révolutionnaire semble avoir profondément marqué la pensée anti-industrielle et plus généralement l'ensemble des mouvements politiques de gauche et d'extrême gauche : la Commune de Paris. Celle-ci revêt en effet une importance particulière dans la lutte contre l'évolution du mode de production, car, comme l'a écrit Jean Jaurès : « La Commune fut dans son essence, elle fut dans son fond la première grande bataille rangée du Travail contre le Capital. Et c'est même parce qu'elle fut cela avant tout qu'elle fut vaincue et que, vaincue, elle fut égorgée ». <sup>638</sup>

#### *Les évènements de la Commune de Paris : un idéal inachevé ?*

Le 15 Juillet 1870, l'Empire Français entra en guerre contre le Royaume de Prusse. Très rapidement, l'ensemble des régions germaniques du nord comme du sud décidèrent de se rallier au Royaume de Prusse. L'Empire, cerné d'ennemis, se retrouva donc dans une situation militaire délicate.<sup>639</sup> Outre la chute de l'Empire français et la proclamation de la troisième République, il nous semble important de retenir, pour mieux comprendre les évènements de la Commune de Paris, la période de siège qu'a connue la capitale française. En effet, de

---

<sup>636</sup> *Ibid.* p.24

<sup>637</sup> *Ibid.* p.25

<sup>638</sup> Jean Jaurès, *Histoire socialiste, 1789-1900*, volume XI, « La Commune », Louis Dubreuilh (1908)

<sup>639</sup> Jean Jaurès, « La Guerre Franco-Allemande », *Histoire socialiste, 1789-1900*, volume XI, p.1

Septembre 1870 à Janvier 1871, la ville de Paris fut victime d'un siège de la part des armées allemandes, qui traumatisa durablement le peuple parisien. Les prolétaires parisiens vont concevoir un sentiment de haine féroce à l'endroit des Prussiens mais également à l'encontre des bourgeois français qui avaient capitulé. Ceux-ci étaient d'autant mieux organisés qu'au cours du conflit, des mouvements ouvriers avaient profité de la faiblesse du pouvoir en place pour se constituer et s'organiser.<sup>640</sup> Malgré les tentatives du gouvernement pour mettre un terme à ce mouvement de rébellion parisien et le choix de recourir à la force militaire contre le peuple, la journée du 18 Mars 1871 fut celle de la victoire pour les communards, qui ne mesurèrent l'ampleur de leur succès que le lendemain : « Ce ne fut en réalité que le matin du 19 — matinée radieuse inondée de soleil printanier — que Paris connut toute l'étendue de son triomphe, la débandade de ses maîtres et l'avènement de son règne. »<sup>641</sup> Si le mouvement prolétarien avait triomphé temporairement du gouvernement versaillais il s'agissait à présent de s'entendre sur les modalités du pouvoir qui devait le remplacer. Comment le Comité central allait-il organiser le nouveau mode de fonctionnement au sein de la capitale française ?

Cette première phase de la lutte constitue une sorte de modèle pour les mouvements révolutionnaires d'extrême gauche, puisqu'elle représente une authentique victoire de la classe ouvrière. Pourtant, au sein des écrits anti-industriels, cet événement, s'il est parfois cité lorsqu'il s'agit d'évoquer l'évolution contre-révolutionnaire de la ville de Paris, n'est pas particulièrement mis en avant ni pris en exemple. La raison en est, certainement, le résultat des élections du 26 Mars 1871 qui fit apparaître, au lendemain du scrutin, deux courants distincts qui divisèrent les élus.

À la lumière des procès-verbaux que nous avons publiés, particulièrement à cette intention, il apparaît donc clairement qu'il existe dès le 28 et le 29 mars, à la Commune, les représentants bourgeois enfuis, deux courants, deux tendances antagonistes et que l'un d'eux, le courant centraliste, autoritaire, dispose de la majorité.<sup>642</sup>

Cette tension politique interne à la Commune suffit à paralyser son fonctionnement malgré l'existence d'un courant dominant. C'est toutefois le courant minoritaire qui nous intéressera le plus, celui-ci ayant de nombreux points communs avec la pensée anti-industrielle. Le fait que cette minorité, proche de la pensée libertaire de Proudhon, n'ait pas réussi à s'imposer au sein de la Commune de Paris explique la réticence des anti-industriels à évoquer cet événement important de l'histoire de la pensée politique française de gauche. Pourtant, une

---

<sup>640</sup> *Ibid.*

<sup>641</sup> *Ibid.* p.281

<sup>642</sup> *Ibid.* p.332

analyse « post-traumatique » des événements aurait pu permettre aux penseurs anti-industriels de comprendre les raisons de cet échec et de saisir les mécanismes qui aboutirent à la prise de contrôle du mouvement par un pouvoir autoritaire et centralisateur. Cette analyse aurait, selon nous, le mérite de distinguer les deux gauches qui s'opposent en France depuis la Révolution de 1789 : l'une centralisatrice, jacobine et autoritaire, incarnée par la figure historique de Robespierre ; l'autre, antiautoritaire, d'inspiration libertaire et proudhonienne, souvent oubliée du grand public parce qu'aucun chef charismatique n'a su l'incarner. L'appartenance de la pensée anti-industrielle à cette deuxième famille idéologique, l'empêche de voir dans les événements de la Commune autre chose qu'une énième et cinglante défaite d'un mouvement révolutionnaire. Malgré la forme de désunion qui régnait au sein du comité central de la Commune, il restait néanmoins facile de s'entendre contre l'ennemi commun. Il était en revanche beaucoup plus délicat de s'accorder sur la politique à mettre en place pour assurer la gouvernance de Paris.

Ces dissensions internes ne furent pas les seules responsables de la chute de la Commune. L'action implacable du gouvernement versaillais visant à empêcher le ravitaillement de la capitale décida aussi du sort de la Commune.

Par la manœuvre versaillaise, toute la machinerie d'État et municipale avait été détraquée et les services vitaux que cette machinerie assure : service des approvisionnements, des communications, de la voirie, de l'hygiène, de l'assistance, allaient à vau-l'eau, de plus en plus profondément perturbés dans un fonctionnement qui doit, plus que tout autre, demeurer régulier, automatique. Le plan de Thiers, vieux routier sans scrupules, était ainsi d'acculer Paris à la famine, à la ruine, de l'affoler, de l'altérer, en le plaçant et le maintenant hors des conditions indispensables à toute grande collectivité humaine pour se mouvoir et subsister.<sup>643</sup>

C'est d'ailleurs sur le processus de restauration de l'ordre par le gouvernement versaillais que l'analyse anti-industrielle des événements choisit de mettre l'accent. L'épisode permet en effet d'approfondir la réflexion générale sur l'impuissance chronique des différents mouvements révolutionnaires prolétariens à faire face aux forces contre-révolutionnaires. A l'image des mouvements révolutionnaires qui ont été passés au crible de l'analyse anti-industrielle la Commune de Paris a manqué sa chance d'offrir une victoire totale aux ouvriers parce qu'elle n'a pas su imaginer une organisation politique fonctionnelle capable d'assurer le bon fonctionnement de la société.

---

<sup>643</sup> *Ibid.* p.334

Il lui manqua un personnel dévoué et compétent pour mettre en œuvre les forces vives qui surabondaient autour d'elle ; il lui manqua les organes d'administration et de contrôle indispensables pour ordonner le mouvement, transmettre l'impulsion, la direction, organiser et discipliner l'effort révolutionnaire pour la bataille révolutionnaire. Là gît le secret de la débilité de la Commune, de son impuissance, par suite, de sa défaite.<sup>644</sup>

L'erreur est d'autant plus lourde que l'ennemi dispose d'une force de rebond rapide et sans pitié. Ainsi, malgré sa retraite forcée à Versailles, le gouvernement dirigé par Adolphe Thiers prépare la riposte, qui aura lieu au cours de l'épisode historique appelé « la semaine sanglante ». Du 21 au 28 Mai, les combats entre communards et versaillais agitent la ville de Paris. Au terme de ces violents affrontements, l'ordre fut rétabli. Les survivants de la Commune furent sévèrement punis ou exécutés par les forces de l'ordre. Cette répression se fit d'ailleurs avec le soutien d'une majorité d'intellectuels français, qui interpréta ces événements comme l'action d'une minorité d'agitateurs se voulant mettre à bas la République française. La violence de l'action révolutionnaire aura en effet tendance à contrarier l'émergence d'un véritable mouvement de soutien. Malgré tout, l'épisode conserve une place à part dans l'imaginaire collectif d'une grande partie de l'extrême gauche française.

La pensée anti-industrielle entretient donc un rapport ambivalent avec cet événement. Il constitue à la fois un succès et un échec. Un succès, car il a permis de montrer que la population d'une ville - celle des travailleurs et des opprimés - pouvait se dresser contre un pouvoir central et gagner, malgré le rapport de force défavorable, une lutte de terrain importante. Une défaite, car l'incapacité des communards à organiser la vie quotidienne des parisiens ne permet pas de rendre crédible l'alternative révolutionnaire aux yeux du quidam. Cette faille importante explique les réserves qu'éprouve la pensée anti-industrielle à assumer pleinement l'héritage de la Commune. Cette position se justifie d'autant plus qu'en 1870, la société industrielle n'en est qu'à ses balbutiements et ne ressemble que de très loin à la société contemporaine. Il paraît donc logique, lorsque l'on entend proposer une forme de révolution inédite et adaptée aux conditions imposées par le nouvel ordre industriel, de ne pas choisir comme modèle de référence un mouvement révolutionnaire historiquement lointain. S'il reste certainement une source d'inspiration pour les penseurs anti-industriels, cet épisode ne

---

<sup>644</sup> *Ibid.* p.335

dépasse pas, en importance, les autres mouvements révolutionnaires et notamment celui de Mai 1968.

### *Des mouvements révolutionnaires prolétariens au retour à l'ordre*

Si l'analyse historique des différents mouvements prolétariens a permis de saisir leur singularité respective, il est possible de trouver au sein de la pensée anti-industrielle une sorte de modèle explicatif permettant d'élucider le passage systématique d'une quasi-victoire prolétarienne à la restauration de l'ordre capitaliste. Les échecs récurrents des mouvements révolutionnaires ont suscité un sentiment de fatalisme chez les auteurs anti-industriels qui ont conclu à l'inéluctabilité des défaites prolétariennes. Cette douloureuse prise de conscience fut néanmoins l'occasion, pour eux, de réaliser la nécessité de tirer les leçons du passé et de repenser l'action révolutionnaire. Le travail encyclopédique mené à la fin du XX<sup>e</sup> siècle constitue donc une période charnière, qui permet d'inscrire le groupe *Encyclopédie des Nuisances* à la suite d'auteurs précurseurs de l'analyse anti-industrielle comme Jacques Ellul, Bernard Charbonneau ou encore Lewis Mumford.<sup>645</sup> Insatisfaits des différentes propositions formulées par l'Internationale Situationniste, les penseurs de *l'Encyclopédie des Nuisances* créent un mouvement de rupture avec cette tendance de l'extrême gauche française. La formation du groupe est également un moment de redécouverte et de mise en avant de plusieurs pensées radicales qui étaient jusqu'alors mises de côté. La rupture avec le courant situationniste est consommée à la suite d'un désaccord portant sur l'une des conclusions censées justifier la fin de l'Internationale Situationniste : « l'I.S. n'était plus nécessaire, car les situationnistes étaient partout. »<sup>646</sup> Partant du constat inverse, les penseurs de *l'Encyclopédie des Nuisances* proposent au contraire de poursuivre le travail critique, les situationnistes étant selon eux, « nulle part ». C'est cette volonté de poursuivre le travail d'analyse de la société marchande qui conduira à la formation de la mouvance anti-industrielle. Malgré l'existence indéniable de liens avec le situationnisme, la mouvance anti-industrielle tentera sans cesse de se défaire de cet héritage parfois lourd à porter. L'ouvrage de Jean-Mandosio intitulé *D'or et de sable*,<sup>647</sup> montre parfaitement cette volonté de tourner la page du situationnisme.

La rupture avec l'I.S. et la volonté de faire un bilan de la critique sociale de l'époque animera les premiers temps de la réflexion anti-industrielle. Cet état des lieux de la critique

---

<sup>645</sup> Miguel Amoròs, *Préliminaires. Une perspectives anti-industrielle...Op.cit.* p.31

<sup>646</sup> *Ibid.* p.23-24

<sup>647</sup> Jean Marc Mandosio, *D'or et de sable*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008

sociale fera l'objet des quinze fascicules constitutifs de l'Encyclopédie des Nuisances. Ce travail leur permettra de rompre définitivement avec l'ancien objectif révolutionnaire, qui revendiquait la réappropriation des moyens de production par la classe prolétarienne. Le chemin suivi par l'ensemble des mouvements prolétariens au cours du XX<sup>e</sup> siècle ayant systématiquement mené à la défaite de la classe ouvrière, il convenait de remettre en question le projet éternel des partisans de la révolution. Ainsi, la formulation d'un nouveau projet révolutionnaire est apparue comme la première des nécessités. Toutefois, les échecs répétés au cours du XX<sup>e</sup> siècle ne pouvaient pas s'expliquer uniquement par l'incompétence des formations politiques révolutionnaires, ni par l'action exclusive des forces de l'ordre. Ce qu'il fallait remettre en cause, c'était le projet historique sur lequel s'entendaient les différents courants révolutionnaires français depuis les révolutions industrielles : la réappropriation des moyens de production par le prolétariat. S'il fallait dater précisément la naissance de la pensée anti-industrielle, cette réflexion constituerait un point de départ pertinent. Désormais, la destruction des moyens de production (et non plus leur réappropriation), est l'objectif affiché de la nouvelle révolution et donne officiellement naissance à la contestation anti-industrielle. Dès lors, le travail anti-industriel s'analyse en une actualisation de la théorie révolutionnaire en fonction de cet objectif nouveau. Cette évolution idéologique ne s'est pas faite en un jour. Elle est le fruit d'une réflexion relativement longue puisque le travail encyclopédique commence en 1984 pour s'achever en 1992. Ce n'est pourtant pas lui qui va concrétiser la rupture avec l'ancienne extrême gauche. Le revirement semble intervenir plus tard avec la parution, en 1996, d'un texte portant sur le mouvement des grèves de 1995.<sup>648</sup> Ce texte constitue pour les auteurs affiliés à *l'Encyclopédie des Nuisances*, « le premier texte important qui, parlant d'un mouvement social, le fait dans les termes nouveaux dégagés de l'ancienne vision marxiste ou post-marxiste ». <sup>649</sup>

En 2015, Miguel Amoròs, constatait toutefois avec regret qu'un tel travail n'avait pas encore abouti.<sup>650</sup> Selon lui, la nécessité de faire émerger une théorie critique actualisée servant de base à la compréhension du monde contemporain reste un projet d'actualité, même si la croissance du totalitarisme marchand rend la tâche toujours plus complexe.

Le terrain social sur lequel pourrait naître une réflexion critique disparaît à pas de géant, et avec lui la possibilité qu'un sujet historique émergeant la réalise. La révolution, entravée par les mécanismes

---

<sup>648</sup> *Remarques sur la paralysie de décembre 1995...Op.cit.*

<sup>649</sup> « Compte rendu succinct de la réunion du 2 Janvier 1997 », document rédigé par Jacques Philipponeau et corrigé par Robert Vasseur et Jaime Semprun. In Miguel Amoròs, *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle...Op.cit.*, p.29

<sup>650</sup> *Ibid.* p.29

de la récupération, n'est plus un scandale. Quand les gestes de la révolte deviennent des valeurs marchandes, la révolte est impossible. La nécessité d'une théorie critique radicale qui nous aide à saisir la réalité et à établir une stratégie afin de la changer, comme le postulait l'E.d.N, se fait sentir, mais étant donné l'état lamentable des individus sous le totalitarisme de la marchandise, et l'importance des mécanismes de répression et de contrôle mis en marche, l'essentiel ne serait plus l'interprétation du monde, mais la survie face aux conditions extrêmes et aliénantes qui le gouvernent : lorsqu'un bateau coule, un traité de navigation est moins utile que de savoir comment construire un radeau.<sup>651</sup>

Cette citation laisse percevoir une forme de résignation de la pensée anti-industrielle. Incapables de trouver un moyen pour détruire la société industrielle, les révolutionnaires se voient contraints d'attendre une période plus propice à la contestation. Ce moment tant espéré, durant lequel la société industrielle serait suffisamment affaiblie, ou le mouvement révolutionnaire suffisamment fort pour détruire l'ordre établi, ressemble finalement à la période qui a vu naître les événements de la Commune. Le pouvoir politique en France s'y trouvait particulièrement fragilisé en raison de la guerre contre les Allemands et de la déchéance de Napoléon III, ce qui a rendu possible l'action des communards. Si une telle opportunité se présente à nouveau, les révolutionnaires qui adhèrent à la vision formulée par les penseurs anti-industriels devront, pour ne pas reproduire les erreurs du passé, être en mesure de proposer une analyse critique complète du monde contemporain.

Si la pensée anti-industrielle ne veut pas être perçue comme une chimère politique, celle-ci doit impérativement proposer une réflexion sur le concept de révolution. Ce travail n'a pas été réalisé de manière explicite par le mouvement, mais il est tout à fait possible de dégager du corpus anti-industriel une réflexion générale sur le concept de révolution. La section qui suit aura donc pour but d'analyser la vision anti-industrielle de la révolution, et d'en évaluer la portée théorique.

## Sous-Section II La Révolution : un concept à repenser

### *Les difficultés relatives à l'utilisation du concept de révolution*

Dans le monde contemporain l'utilisation de certains termes autrefois riches de sens, peut devenir assez compliquée. Le terme de révolution en fait partie. Au sein de l'analyse anti-industrielle, ce concept, qui occupe une place centrale, est l'illustration parfaite d'un

---

<sup>651</sup> *Ibid.*

phénomène caractéristique du monde contemporain que ces penseurs nomment la dégradation du langage.<sup>652</sup> Les auteurs que nous étudions déplorent en effet l'utilisation outrancière du terme « révolution » et de ses dérivés. La publicité diffusée à la télévision ou sur internet ne voit jamais rien moins qu'une révolution pour le consommateur à chaque nouveauté proposée par le monde marchand. De la même manière, chaque nouvelle découverte scientifique révolutionne sa discipline. Ainsi, l'utilisation intempestive du terme estompe chaque fois un peu plus la distinction entre une évolution et une révolution. Dans ces conditions, prendre le parti de la révolution paraît plus simple aujourd'hui lorsque l'on est un acteur politique, puisque le terme a perdu la force de sa symbolique et sa radicalité. N'importe quel protagoniste qui prend une posture de changement peut, sans paraître excessif, se vanter d'entamer une révolution. Il est donc devenu difficile de déceler la sincérité d'un homme politique ou d'un penseur qui se prétend révolutionnaire ; déterminer ce qui relève d'une véritable conviction, et ce qui relève de la posture est un enjeu réel pour les anti-industriels.

Face à cette difficulté, la science politique se devait de clarifier un concept aussi central dans la discipline. Cette entreprise va illustrer parfaitement la difficulté que représente, pour une science humaine, la définition intégrale d'un concept qui transcende, les disciplines. En effet, comment négliger l'apport de l'histoire ou de la sociologie à la définition, voire à l'élaboration du concept de révolution ? Ce rapprochement entre les disciplines nous semble d'autant plus pertinent que les penseurs anti-industriels accordent une véritable importance à l'histoire. Le *Discours préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances*, insiste ainsi sur l'importance pour les hommes et les femmes du monde marchand de connaître leur histoire pour la maîtriser et bâtir l'avenir.<sup>653</sup>

Quiconque essaie de définir de manière claire et précise ce qu'est une révolution se heurte d'emblée à un problème de taille : la disparité des événements que l'on a coutume d'appeler des « révolutions ». En mobilisant différents exemples, l'historien américain Martin Malia s'interroge sur ce qu'ont en commun la révolution anglaise de 1640, la révolution américaine de 1776, celle de 1789 en France, de 1917 en Russie ou encore de 1949 en Chine.<sup>654</sup> Ensuite, les révolutions ne sont pas toujours de même nature : industrielle, technologique, sociale, scientifique et même sexuelle... Il est donc difficile de trouver une

---

<sup>652</sup> Jaime Semprun, *L'abîme se repeuple... Op.cit.*, p.36

<sup>653</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaires de l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.11

<sup>654</sup> Martin Malia, *Histoire des révolutions*, traduit de l'anglais (États-unis) par Bury Laurent. Tallandier, « Hors collection », 2008, 464 pages. ISBN : 9782847344950. DOI : 10.3917/talla.malia.2008.01. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/histoire-des-revolutions--9782847344950.htm>, p.383

définition capable d'intégrer toutes ces facettes. En d'autres termes, aujourd'hui « tout changement soudain, brutal, profond ou radical, dans n'importe quelle activité humaine, peut être qualifié de révolutionnaire au sens large ; aucun filet conceptuel ne pourra jamais les rassembler tous en un schéma cohérent ». <sup>655</sup> Dès lors, la démarche la plus pertinente pour saisir au mieux le concept de révolution serait d'en étudier les acceptions au cours des différentes périodes de l'histoire.

Un bref retour au latin nous permet voir que « le substantif *revolutio* fut créé à partir du verbe latin *revolvere*, » qui signifie « rembobiner ou revenir au point d'origine ». <sup>656</sup> Au cours du XVII<sup>e</sup> siècle le concept de révolution apparaît dans le monde politique pour qualifier le retour de Charles II sur le trône en 1660 ainsi que la « Glorieuse Révolution » anglaise de 1688. Il signifie alors « un retour à “l'ancienne constitution” du royaume, prétendument violée par le roi. » <sup>657</sup> Le sens accordé aujourd'hui au concept de révolution date de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il provient d'une lecture a posteriori des révolutionnaires français de 1789 de la révolution américaine de 1776. En effet, dans les premiers instants de leur révolution, les américains utilisaient ce terme dans le sens de « restauration de leurs libertés politiques en tant qu'anglais ». <sup>658</sup> Seulement le résultat de leur action aboutissant à la création d'un nouvel Etat indépendant permis le développement du sens contemporain de révolution. La révolution ne signifiait donc plus restauration, mais prenait le sens de libération contre la tyrannie. C'est ainsi que les révolutionnaires s'appuyèrent sur le mouvement américain pour justifier leur action et l'inscrire dans cette lutte pour la libération politique des individus. D'après les conclusions de l'historien américain Martin Malia, il convient, afin de parvenir à dégager des généralisations utiles et vérifiables sur le concept de révolution, d'exclure l'Antiquité et les grands empires orientaux de l'analyse. <sup>659</sup> Il retient alors de son travail six paramètres importants concernant le concept de révolution.

Avant le XX<sup>e</sup> siècle, la révolution est un phénomène essentiellement politique, qui ne concerne que la zone culturelle d'influence européenne. Le XX<sup>e</sup> siècle va voir le phénomène se diffuser à l'ensemble de la planète. Les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle changent alors de nature et d'origine pour devenir des révolutions sociales et non plus seulement politiques. Ensuite, Malia observe que la majorité de ces révolutions sont socialistes, très souvent d'inspiration

---

<sup>655</sup> *Ibid.* p.385

<sup>656</sup> *Ibid.* p.386

<sup>657</sup> *Ibid.*

<sup>658</sup> *Ibid.* p.387

<sup>659</sup> *Ibid.* p.400

communiste et plus spécifiquement marxiste-léniniste. En ce qui concerne l'analyse des révolutions, elle n'est plus l'apanage des historiens, puisqu'elle entre dans le champ d'étude des politologues et des sociologues. L'historien américain note d'ailleurs que ce sujet passionne tellement les sociologues que certains revendiquent l'existence d'une science spécifique baptisée staséologie.<sup>660</sup> Cette analyse, motivée par les difficultés de définition inhérente au concept de révolution, nous incite à nous interroger sur l'intérêt du recours au terme de révolution dans la pensée politique du XXI<sup>e</sup> siècle. En d'autres termes, les difficultés et hésitations dont témoignent les écrits anti-industriels sur la révolution ne sont-elles pas dues au fait que le concept soit aujourd'hui obsolète ? La pensée anti-industrielle, qui propose une critique radicale de la modernité ne devrait-elle pas rejeter le sens donné au terme révolution par la période moderne ? Si les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles peuvent être considérés comme les siècles des révolutions politiques, le XX<sup>e</sup> comme celui des révolutions sociales, il est possible de caractériser le XXI<sup>e</sup> par une nouvelle forme de révolution. C'est d'ailleurs le projet auquel s'attelle la pensée anti-industrielle qui souhaite ainsi dépasser les échecs des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle.

Si les différentes disciplines qui s'intéressent au concept éprouvent déjà des difficultés à le définir clairement, c'est autrement plus vrai pour les individus non spécialistes qui ne disposent pas de l'appareil critique nécessaire pour constater l'emploi excessif et inapproprié du terme. Dès lors, en raison de la puissance de sa propagande, le monde marchand diffuse par l'intermédiaire des médias une image de plus en plus caricaturale de la révolution. La banalisation<sup>661</sup> de l'emploi du terme et l'incapacité des sciences contemporaines à en saisir précisément le sens, entretiennent, dans le même temps, une certaine méfiance à l'égard du mot dès lors qu'il est employé dans un contexte politique, les individus restant sensibles à la charge symbolique qu'il véhicule. En revanche, son utilisation est parfaitement admise dans d'autres domaines, et notamment dans les sciences dites dures. Dans le domaine politique, la révolution reste lourde de sens au regard des exemples historiques. Les différents événements révolutionnaires ont généralement été synonymes de climat de terreur et de violences qui s'apparentaient parfois à une forme de guerre civile. Les révélations des atrocités commises par le régime soviétique - symbole suprême de la révolution d'inspiration socialiste au XX<sup>e</sup> siècle - ont ébranlé profondément les convictions de nombreux partisans de la révolution. Compte tenu des éléments ambivalents charriés par cette mémoire collective, entre passé

---

<sup>660</sup> *Ibid.* p.401

<sup>661</sup> Sur ce point voir Jacques Ellul, *Autopsie de la révolution*, Paris, La Table Ronde, coll. « La petite vermillon », 2008

épique et période brutale, comment rallier à la cause révolutionnaire un nombre suffisant d'individus ? A cette question, la pensée anti-industrielle répond par le même silence retentissant que les autres courants radicaux du monde contemporain.

Malgré toutes les difficultés soulevées, les penseurs anti-industriels ont fait le choix de ne pas abandonner le concept. Cette volonté farouche d'assumer coûte que coûte l'idée de révolution, repose sur une conception cyclique de l'histoire qui va parfois jusqu'à accorder un caractère d'inéluctabilité au phénomène.

### *L'histoire comme un enchaînement sans fin de révolutions*

Une conception particulière, à défaut d'être totalement originale, du concept de révolution ressort à la lecture des écrits anti-industriels. Celle-ci est intimement liée à la notion d'histoire. Il nous a semblé judicieux, pour qu'elle soit bien comprise, de la comparer à une vision en spirale de l'histoire. Par « spirale », nous entendons moins le sens vernaculaire de « mouvement qui a la forme d'une courbe tournant autour d'un pôle dont elle s'éloigne »<sup>662</sup> que le sens géométrique d'une « courbe plane qui décrit des révolutions autour d'un point fixe (ou pôle), en s'en écartant de plus en plus ».<sup>663</sup> Si la première définition a le mérite de décrire le mouvement de base d'une spirale, elle ne prend pas en compte les multiples cercles intérieurs qu'un tel mouvement entraîne, cercles qui nous semblent illustrer au mieux la succession des cycles révolutionnaires qui compose l'histoire, selon la conception anti-industrielle. A ce titre, la citation de Zamiatine, reprise par le comité de direction des éditions de la Roue nous permet de confirmer cette analyse : « Il n'y a pas de dernière révolution : les révolutions sont infinies. »<sup>664</sup> Deux idées découlent de cette conception : d'une part, les révolutionnaires n'ont plus comme ambition de réaliser l'ultime révolution, d'autre part, les différentes théories de la fin de l'histoire deviennent caduques. Ces deux points viennent ainsi s'ajouter à la liste des divergences déjà constatées entre la pensée anti-industrielle et la pensée marxiste.

Dans la pensée anti-industrielle, chaque phase de l'histoire est issue d'une révolution d'où résultent un changement profond des conditions de vie des individus et une mutation radicale de l'organisation sociale. Cette révolution initiale peut être de différente nature :

---

<sup>662</sup> Le Petit Robert de la langue française, Edition 2017, p.2423

<sup>663</sup> *Ibid.*

<sup>664</sup> Miguel Amoròs, *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle...* p.153 (page de fin non numérotée dans l'ouvrage)

technique, sociale, scientifique, politique... Si l'on se penche davantage sur l'histoire de l'humanité, on observera qu'elle succède souvent à l'acquisition d'un savoir. En effet, l'histoire humaine semble être, dans la pensée anti-industrielle, une succession de découvertes techniques qui ont, pour certaines, donné lieu à une réorganisation totale de la vie en société. Ce sont ces découvertes techniques, et uniquement celles-ci, qu'il convient d'appeler révolution. Selon nous, les autres formes de découverte ne constituent que des évolutions qui viennent perfectionner le système en place. Le découpage historique ne se fait plus, dès lors, en fonction des siècles, mais plutôt autour de ces moments révolutionnaires. Bien entendu, ces périodes de réorganisation radicale de la société sont longues et la révolution initiale qui lance une phase historique, bien difficile à dater avec précision. Ainsi, chaque révolution garde malgré tout un ancrage dans la phase historique à laquelle elle met un terme. Pour ces raisons, l'idée de table rase ne nous semble pas appropriée dans la conception anti-industrielle de l'histoire. Pour éclairer notre propos, nous appliquerons la grille de lecture dégagée à la phase historique contemporaine, que nous choisissons d'appeler la phase industrielle. Le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle semble être la période de transition entre la phase historique précédente et la phase industrielle. L'invention de la machine à vapeur ainsi que l'utilisation d'une nouvelle source d'énergie (le charbon) sont les éléments qui vont lancer la révolution industrielle. Cette révolution aura des répercussions sur l'ensemble des domaines de la vie humaine. Dans un premier temps, elle va profondément modifier le mode de production ce qui entraînera un bouleversement du cadre de vie des individus. La société urbaine et industrielle va remplacer progressivement la société agricole d'autrefois. La situation politique s'en trouve elle aussi transformée puisque la bourgeoisie va renverser l'ordre établi en France. Si cette période signe la fin de l'organisation de la société en trois ordres distincts, elle n'est que le commencement d'un changement plus profond qui prendra plus d'un siècle avant de se stabiliser. Selon notre grille de lecture, la Révolution de 1789, qui demeure fondamentalement politique, ne peut être considérée comme une révolution, mais plutôt comme une adaptation de la scène politique à la nouvelle donne économique issue de la transformation du mode de production. La révolution au sens des anti-industriels, a commencé bien avant 1789. La phase de transition qu'est le XVIII<sup>e</sup> siècle est en réalité déjà, la révolution industrielle. En conséquence, la révolution telle qu'elle est définie par nos auteurs ne peut jamais être exclusivement politique ce qui remet en cause l'acception traditionnelle du terme.

Dès lors, un authentique travail de révolutionnaire consisterait, dans un premier temps, à identifier la révolution initiale (donc la découverte technique) qui se trouve à l'origine de

l'organisation sociale contemporaine. Une fois cette tâche accomplie, il conviendrait, dans un deuxième temps, d'en étudier et d'en dénoncer les conséquences sur la vie des individus. Enfin, il s'agirait de proposer un mode d'action capable de provoquer une nouvelle révolution qui mènerait à une nouvelle organisation sociale. A l'issue de leur travail d'analyse, les auteurs que nous étudions ont conclu que la société contemporaine appartenait encore à la phase industrielle. Cela peut paraître étonnant compte tenu des bouleversements techniques qu'elle a connus. Il est en effet indéniable que la société et le mode de vie des individus ont subi, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, des changements conséquents. Il convient pourtant de différencier la révolution initiale, qui lance l'humanité sur le chemin d'une nouvelle phase historique, des événements de perfectionnement de la société industrielle, que l'on nomme également révolutions, puisqu'ils modifient assez largement la vie des individus. Ainsi, nous avons choisi de distinguer quatre périodes différentes au sein de la phase industrielle : la première, évoquée précédemment, qui commence par l'invention de la machine à vapeur ; la deuxième, qui débute à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par l'invention du moteur à explosion et l'utilisation des nouvelles sources d'énergie que sont l'électricité, le pétrole et le gaz ; la troisième, qui émerge après la seconde guerre mondiale avec la maîtrise de l'énergie atomique ; enfin, la quatrième, qui voit le jour à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle avec l'apparition d'internet et du monde numérique. Ainsi, chacune de ces nouveautés doit être perçue non pas comme l'apparition d'une nouvelle phase historique, mais comme un moment de perfectionnement de l'ère industrielle. Cette lecture de la période contemporaine nous permet de comprendre l'étendue des changements que recouvre l'idée de révolution chez les anti-industriels, et sa différence de nature avec les révolutions traditionnellement énumérées. Sans minimiser les répercussions qu'ont eues les différentes découvertes mentionnées plus haut, celles-ci sont de même nature (elles sont industrielles) et sont donc considérées au sein de la pensée que nous étudions non comme des moments de rupture, mais bien au contraire comme des périodes d'affermissement du monde industriel. En ce sens, ces moments ne peuvent être considérés comme des révolutions, si l'on accepte le sens radical qu'en donne la pensée anti-industrielle. Celle-ci se garde bien, au demeurant, d'en minorer l'importance, puisqu'elle mesure avec gravité leur rôle dans la construction et la perpétuation du monde industriel.

Dans un ouvrage de 1986, Jaime Semprun reprend cette grille de lecture à son compte à propos de la nucléarisation du monde.<sup>665</sup> Dans ce livre, l'auteur dénonce les répercussions induites par la maîtrise de l'atome. Selon lui, l'énergie nucléaire peut à elle seule illustrer

---

<sup>665</sup> Jaime Semprun, *La nucléarisation du monde...Op.cit.*

l'intégralité des nuisances qui frappent les individus du monde contemporain : l'impuissance qui les saisit face à un domaine maîtrisé dans son intégralité par des experts ; les problématiques écologiques que cette énergie implique, notamment s'agissant du traitement des déchets ; les implications sur la santé des individus ; l'apparition d'un monopole politico-économique ; l'existence d'un risque permanent d'accident nucléaire comme en témoigne la catastrophe nucléaire de Fukushima. En outre, la maîtrise de l'atome illustre l'accroissement des connaissances humaines sur le vivant et laisse imaginer le traitement terrifiant qui pourrait en être fait. Le perfectionnement du savoir humain pose ainsi la question du pouvoir accordé aux scientifiques. Pour Semprun, il ne fait aucun doute que l'ampleur du changement imposé par l'énergie nucléaire est inégalée depuis l'inscription de l'histoire humaine dans la phase industrielle :

Il s'agit bien là en effet de la différence authentiquement qualitative existant entre l'industrie nucléaire et toutes les activités industrielles qui ont précédé son apparition : pour la première fois dans l'histoire en temps de paix, c'est la société tout entière qui doit être organisée en fonction d'impératifs de sécurité dictés par des machines, et non pas seulement des lieux de la production ; on n'a pas fini de mesurer les progrès que cette soumission obligatoire à l'objectivité d'un fonctionnement machinique va nous permettre d'accomplir dans l'organisation rationnelle de la société.<sup>666</sup>

Cette citation nous permet de mesurer l'importance que revêt l'énergie nucléaire dans le processus de perfectionnement de la société industrielle. Malgré cela, elle ne constitue pas pour la mouvance anti-industrielle le point de départ d'une nouvelle phase historique. Au contraire, elle enracine un peu plus la civilisation contemporaine dans l'ère industrielle.

Cette conclusion des penseurs anti-industriels s'oppose directement à l'idée, notamment développée par l'auteur américain Jérémy Rifkin. Dans un ouvrage intitulé *La troisième révolution industrielle*,<sup>667</sup> il affirme l'existence d'une troisième révolution industrielle caractérisée par l'apparition à la fin du XXe siècle de nouvelles techniques de l'information et de la communication qui projetterait les individus dans l'ère de la communication. Est-ce toutefois une véritable révolution, est-ce seulement le résultat d'une révolution de plus grande ampleur ? En effet, comment prendre en compte le fait nucléaire uniquement à l'aune de cette troisième révolution industrielle ? En réalité, le dénominateur commun entre toutes les nuisances perçues par la pensée anti-industrielle comme les éléments déclencheurs d'une nouvelle révolution est la maîtrise de la nature. Ceci conforte l'idée anti-

---

<sup>666</sup> *Ibid.* p.48-49

<sup>667</sup> Jérémy Rifkin, *La troisième révolution industrielle*, Paris, Les liens qui libèrent Editions, 2012

industrielle selon laquelle les diverses révolutions qui ont parsemé l'histoire des sociétés humaines seraient d'abord scientifiques. Les évolutions économiques viendraient seulement soutenir un mouvement plus vaste visant à accroître les connaissances humaines sur le vivant. Dès lors, l'idée de sens de l'histoire, refait surface, cette fois déconnectée du paramètre économique. L'histoire humaine serait en fait dirigée par la volonté de maîtriser le vivant, ce qui se traduirait par une quête infinie de savoir. L'homme se distinguant alors des autres espèces animales par sa volonté et sa capacité d'accroître sans cesse ses connaissances.

Cette notion de sens de l'histoire, successivement popularisée par la pensée de Hegel et par celle de Marx, a-t-elle sa place au sein de la pensée anti-industrielle ? Cette spirale, constituée comme un enchaînement sans fin de révolutions, suit-elle une direction précise ? Paradoxalement pour une pensée qui s'autoproclame héritière du marxisme, l'histoire ne semble pas posséder de sens particulier. Les différentes révolutions qui ont agité l'histoire des hommes ne répondent pas à un dessein transcendant qui guiderait l'humanité vers un monde nécessairement meilleur que le précédent, jusqu'à l'avènement d'une société idéale. Au contraire, elles sont le fruit de l'action désordonnée des différents groupes sociaux qui n'ont cessé, au cours de l'histoire, de s'affronter afin d'améliorer leurs conditions de vie ou de préserver leurs avantages. Dès lors, chaque phase de l'histoire, représentée par une révolution de la spirale, opposera un groupe d'individus conservateurs, cherchant à préserver sa situation, à un groupe d'individus progressistes, cherchant à améliorer la sienne. Cette opposition implique alors l'émergence de discours contradictoires visant à défendre l'une ou l'autre position dans le domaine des idées politiques. Ces deux discours s'actualisent ensuite nécessairement lorsqu'une révolution a lieu : les conservateurs pouvant devenir les nouveaux progressistes et inversement. Pour qu'un nouveau mouvement révolutionnaire émerge, les individus doivent prendre conscience de la phase historique (ou de la révolution) dans laquelle ils sont et quelle en est la cause, puis, étudier les implications qu'elle a sur leur vie. C'est cette conviction qui pousse donc les penseurs anti-industriels à tenter de dépasser la proposition marxiste du « sens de l'histoire ». En d'autres termes, c'est la capacité des mouvements révolutionnaires à influencer l'orientation des sociétés qui empêche de croire à la marche de l'histoire. L'incertitude concernant le succès des mouvements révolutionnaires renforce l'impossibilité de déterminer par avance si une phase historique prendra fin ou non. Cette imprévisibilité explique en partie le doute perpétuel qui anime les penseurs anti-industriels concernant leur propre action révolutionnaire.

Cette grille d'analyse, fondée sur une conception en spirale de l'histoire, nous permet donc de mieux comprendre le caractère exceptionnel du concept de révolution dans la pensée anti-industrielle. Il pose toutefois la question de la nature de l'action révolutionnaire. En effet, cette vision de l'histoire comme enchaînement infini de révolutions laisse supposer que la révolution est un phénomène principalement inconscient. Elle serait davantage le résultat d'une suite imprévisible d'actions individuelles ou collectives, que celui d'une participation active et consciente des individus à une quelconque marche de l'histoire. Enfin, à travers le prisme anti-industriel la révolution authentique ne se limite plus à un changement d'organisation politique. Elle représente un basculement vers une nouvelle phase de l'histoire qui modifie en profondeur l'ensemble des domaines de la vie des individus, ainsi que la logique qui régit l'ordre établi. En conséquence, elle devient un projet d'une ampleur phénoménale qui paraît difficilement réalisable. Les auteurs anti-industriels ne se résignent pas pour autant et réfléchissent à l'action qu'il est aujourd'hui essentiel de mener.

*Que devient l'action révolutionnaire au sein de la pensée anti-industrielle ?*

La pensée anti-industrielle fait partie de cette mouvance révolutionnaire qui rejette l'idée d'un grand soir révolutionnaire. Une authentique révolution peut être caractérisée, selon les anti-industriels, par un moment de basculement souvent imperceptible lorsqu'il advient, mais qui servira de date de référence a posteriori. C'est lui, en effet, qui sera considéré comme le moment clef ayant permis le passage de l'ancienne société à la nouvelle. En réalité, ce moment, qui apparaît comme l'apogée de la contestation, n'est pas plus décisif que les mille autres qui l'ont précédé. Sa réussite tient au fait que des forces internes et externes à la société ont agi, de manière non coordonnée, afin de permettre ce renversement. Le travail de Norbert Elias sur l'émergence de l'Etat moderne illustre le caractère inconscient de ce phénomène. La lutte pour les différents monopoles, qu'ils soient politique ou économique, relève de ce long processus historique qui a permis la fin de l'ordre ancien et l'avènement de la société contemporaine. Dès lors, cette vision de l'histoire nécessite de repenser complètement l'action révolutionnaire. Aussi étonnant que cela puisse paraître, il semble que l'action révolutionnaire prônée par la pensée anti-industrielle ne vise pas à détruire sur-le-champ le monde marchand. Cette idée a fait son temps, et n'a jamais permis aux révolutionnaires de sortir de la domination industrielle. Deux idées fortes nous semblent intéressantes pour comprendre ce sur quoi repose désormais le projet révolutionnaire anti-industriel.

Dans un premier temps, la société industrielle ne pourra poursuivre indéfiniment sa politique de croissance de la production. Cette idée repose sur une croyance de la part des penseurs anti-industriels (qui les rend d'ailleurs très optimistes sur l'avenir) : la certitude que la société industrielle ne correspond qu'à une période sombre de l'histoire, comme les autres moments totalitaires ont pu l'être avant elle. Un doute subsiste néanmoins dans la pensée anti-industrielle : quel sera l'état du monde une fois que la société industrielle aura périclité ? Restera-t-il assez de force aux survivants et auront-ils encore suffisamment d'humanité pour rebâtir un monde d'hommes et de femmes libres ?

Dans un second temps, il semble possible de créer, au milieu du désastre contemporain dénoncé par les anti-industriels, des pôles de résistance qui constituent de véritables projets d'avant-garde et qui serviront de piliers lors de la reconstruction du monde post-industriel. Voici, à ce jour, les deux idées fondamentales sur lesquelles repose la conception anti-industrielle de l'action révolutionnaire contemporaine. La révolution devient donc une action d'influence plus qu'une action de destruction. Il semble qu'au terme de l'analyse historique de leur héritage révolutionnaire, les penseurs anti-industriels aient renoncé à constituer une force révolutionnaire capable de démanteler dans son ensemble l'organisation sociale. Le rôle des révolutionnaires se limite donc à mettre au jour les motifs de la contestation et à dégager de nouveaux principes d'organisation sociale pour orienter la révolution à venir. Cette responsabilité, somme toute limitée, implique une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour enclencher le passage d'une phase historique à une autre.

Ce passage ne prend jamais la forme d'une rupture totale. A l'image de la spirale en trois dimensions, il demeure une continuité entre les différentes phases historiques malgré la réalité des révolutions. Le terme révolution peut d'ailleurs paraître trompeur. Dans l'analyse anti-industrielle, il s'agirait plutôt de moments révolutionnaires, qui, par leur accumulation, entraînent finalement le passage à une nouvelle phase historique. Chaque moment marque un instant charnière de l'évolution des sociétés, mais il n'explique pas, à lui-seul, le basculement dans une nouvelle phase historique. C'est la succession des moments de rupture au sein d'une même phase historique (autrement dit, l'accumulation des contestations contre les nuisances du monde en cours) qui donneront au mouvement la force mécanique de passer au cycle supérieur.

La révolution, sous cet angle, devient donc un long processus de maturation, dans lequel les différents groupes partisans d'un changement radical d'ordre social, essaient d'obtenir une influence croissante pour provoquer un changement de cycle.

Vouloir conférer à nos entreprises une efficacité à long terme est parfaitement justifié, puisque les idées que nous défendons peuvent mettre longtemps à s'imposer. Les mesures que nous prenons en ce sens ne doivent cependant aucunement nuire à l'efficacité à court terme. Prétendez-vous conserver par-devers vous votre conscience critique, en réserve comme un quignon de pain dans un garde-manger ? Un croûton moisi, voilà à quoi ressemblera, votre conscience, si elle n'est pas renouvelée par la pratique.<sup>668</sup>

Cette obsession du renouvellement perpétuel de l'analyse critique est donc doublée par une volonté d'agir continuellement contre la société marchande. Mais ce passage de l'analyse à l'action concrète représente une difficulté connue par tous les mouvements révolutionnaires. Il convient donc, malgré les différents échecs des mouvements révolutionnaires, de préserver ces deux éléments essentiels à l'élaboration d'un tel mouvement : une exigence critique ainsi qu'une volonté inflexible d'agir. En effet, face à l'ampleur de la tâche à accomplir, la résignation guette à chaque instant le révolutionnaire. Elle constitue l'ennemi intérieur contre lequel le révolutionnaire doit perpétuellement se battre. Le progressisme étant le fil directeur des sociétés industrialisées, il implique une évolution permanente sur laquelle l'action révolutionnaire doit se greffer. En effet, l'apparition de nouvelles nuisances est à la fois une aubaine pour la pensée révolutionnaire - puisqu'elle multiplie le nombre d'individus conscients des préjudices qui lui sont causés par le monde marchand - et un défi, puisqu'elle complexifie la mise en place d'une action révolutionnaire unifiée en favorisant la dispersion des luttes. En se spécialisant dans la lutte contre une nuisance en particulier, chaque groupuscule perd de vue l'action globale qu'il convient de mener contre la société industrielle dans son ensemble et les principes généraux qui la sous-tendent.

Dès lors, la lecture des écrits anti-industriels peut faire naître chez le lecteur un doute quant à la capacité d'action du mouvement. Le doute n'épargne pas même les auteurs, comme en témoigne ces quelques vers rédigés par Jaime Semprun :

Les ténèbres s'épaississent. Les forces s'épuisent.  
Voilà, après tant d'années d'efforts,  
Où nous en sommes : en plus mauvaises postures qu'au début.  
L'ennemi, lui, n'a jamais été aussi puissant.

---

<sup>668</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des temps modernes... Op.cit.*, p.140

Il semble invincible et plein de ressources.<sup>669</sup>

Et si la conclusion de ce poème incite le lecteur à continuer à se battre, il exprime tout le paradoxe qui imprègne les écrits anti-industriels. Sûrs de leur critique du monde et de la nécessité de le détruire, les anti-industriels sont aussi la proie d'un doute permanent quant aux possibilités réelles d'y parvenir. C'est sans doute cette bipolarité qui les amène à croire en une autodestruction programmée du monde. C'est elle, aussi, qui éclaire le paradoxe consistant à proposer une action qu'ils persistent à appeler révolutionnaire, tout en la vidant de sa portée proprement destructrice. En d'autres termes, à la question de savoir si la révolution est encore possible, les anti-industriels répondent : elle est inéluctable. Le combat révolutionnaire d'aujourd'hui tel qu'il est défini par la pensée que nous étudions, consiste à lutter pour préserver l'humanité face à l'implosion certaine du monde industriel. Cette révolution n'a donc pas pour but de créer un nouvel homme, comme certains mouvements révolutionnaires l'ont voulu, mais plutôt de défendre ce qu'il reste d'humain dans l'individu contemporain afin de bâtir la société post-industrielle sur des bases saines. A ce titre, l'action révolutionnaire proposée par la pensée anti-industrielle doit plutôt être considérée comme une action prérévolutionnaire : si l'état actuel des choses ne permet pas de faire la révolution, la diffusion de l'analyse critique, elle, demeure possible et nécessaire. Les actions anti-industrielles que nous allons étudier dans le prochain chapitre constituent selon nous un travail préparatoire à une action révolutionnaire encore en gestation. Ainsi, la pensée anti-industrielle ne sera pas achevée, tant que ses auteurs n'auront pas trouvé comment adapter l'action révolutionnaire à la société contemporaine. C'est pourquoi le lecteur attentif des écrits anti-industriels se trouvera confronté au même doute que leurs auteurs quant à l'action à mener.

Une dernière crainte anime les penseurs anti-industriels : celle d'être perçue par les lecteurs comme des donneurs d'ordre. Aucun des penseurs que nous avons lus ne semble vouloir se positionner en chef de l'action révolutionnaire à mener. Certes, le fait qu'ils soient, à leurs propres yeux, plus conscients que la plupart des individus sur l'état du monde leur confère une certaine responsabilité mais qui ne s'étend jamais jusqu'à prendre les commandes du plan d'action visant l'émancipation totale des individus. En ce sens, ils ont retenu la leçon issue de la mise en application de la théorie du centralisme démocratique de Lénine. En effet, le processus censé partir de la base du mouvement pour s'imposer au fur et à mesure de son ascension aux différents échelons de la hiérarchie du parti, s'est très vite inversé. Il est devenu un moyen pour le chef du parti d'exercer un contrôle absolu sur les individus et la ligne du

---

<sup>669</sup> *Ibid.* p.141

parti. C'est dans le but d'éviter cet écueil que les penseurs anti-industriels évitent de proposer un plan d'action prédéfini ou de décrire la société idéale à venir. Leur projet est ailleurs : faire prendre conscience aux individus des dangers de la société contemporaine pour les inciter à agir dans le sens de la pensée anti-industrielle et préserver ainsi l'humanité face aux nuisances du monde contemporain.

### ***Conclusion***

L'abandon, par la mouvance anti-industrielle, de l'ancien projet révolutionnaire qui reposait sur une action d'envergure de la classe prolétarienne est donc le fruit d'une longue analyse des échecs des mouvements prolétariens de le mener à son terme. Bien que ces différents mouvements détiennent une responsabilité non négligeable dans ces défaites, celles-ci sont également le fruit d'un mode d'action inadapté à la société marchande contemporaine. En effet, cette dernière est parfaitement capable d'ingérer et de digérer les mouvements prolétariens en négociant avec les représentants syndicaux différentes améliorations des conditions de travail des ouvriers. Si toutes ces luttes sont effectivement parvenues à rendre plus « agréable » la vie des travailleurs, elles ne mènent en rien à un changement radical de société. Au contraire, en rentrant rapidement dans le rang, elles participent, selon les penseurs anti-industriels, au renforcement de l'ordre industriel. Ces différents mouvements révolutionnaires sont donc contre-productifs. Sur ce point, les penseurs anti-industriels rejoignent parfaitement l'analyse réalisée sur la révolution par Robert Aron et Arnaud Dandieu :

Le mythe de la Révolution, pour parler comme Sorel, a certainement rendu de grands services tactiques à la cause révolutionnaire. Mais il risque de mettre en péril l'existence même de la Révolution. Car la Révolution est avant tout un acte, c'est-à-dire une réalité immédiate, dramatique, créatrice. Pour en parler convenablement, il faut la placer sous le signe non du passé, ni de l'avenir, mais du présent. Cela ne veut pas dire que le changement de plan doit se manifester aujourd'hui dans ses détails ou sa totalité, mais qu'il appartient au domaine de la vie réelle au même titre que le pas que nous faisons ou le pain que nous mangeons.<sup>670</sup>

La fin de cette citation illustre parfaitement les propos des penseurs anti-industriels concernant l'action qu'il faut aujourd'hui mener. Fini les grandes manifestations et les grèves générales qui sont continuellement défaites par l'ordre industriel. Il faut ancrer l'action révolutionnaire dans la vie quotidienne, celle-ci doit même devenir l'acte révolutionnaire. Le

---

<sup>670</sup> Robert Aron et Arnaud Dandieu, *La Révolution nécessaire*, Paris, Grasset, 1933, p.157-158

parti politique et les syndicats ouvriers sont devenus des institutions bien trop intégrées au monde marchand pour servir de rampe de lancement à une authentique action révolutionnaire. S'il faut complètement abandonner l'action militante au sein d'un parti politique, l'action syndicale peut, comme l'illustrent notamment les propos d'André Gorz, occuper une place importante dans l'action révolutionnaire. Pour cela il faut élargir le spectre de son action ; en d'autres termes il faut sortir les syndicats de l'usine et les intégrer dans la vie quotidienne. Nous avons également pu voir que sous la plume des penseurs anti-industriels, la révolution semble parfois devenir automatique. En effet, en identifiant dans la pensée anti-industrielle une vision en spirale de l'histoire, impliquant un enchaînement perpétuel de révolutions, nous observons que le rôle des mouvements révolutionnaires s'est largement réduit. Celui-ci se limite désormais à une action d'influence sur le processus d'évolution des sociétés contemporaines. Ainsi, selon les penseurs anti-industriels, les révolutionnaires se retrouvent aujourd'hui dans une phase d'attente d'une prochaine révolution. A eux de faire en sorte que celle-ci soit imprégnée des principes et des valeurs qu'ils défendent.



## Chapitre V

### **L'action anti-industrielle : des moyens de résistance variés mais difficiles à mettre en œuvre**

#### *Introduction*

Dans ce chapitre consacré à l'action anti-industrielle nous nous proposons d'étudier la diversité des actions qui peuvent aujourd'hui se rapprocher de cette pensée politique. En effet, cette mouvance politique semble détenir une palette d'actions variées, répondant aux multiples nuisances produites par le monde marchand. Cependant, malgré les opportunités de mener quotidiennement le combat, force est de constater que cette mouvance demeure aujourd'hui largement méconnue. Comme nous le verrons dans ce chapitre, l'absence de débat d'idées ne relève pas uniquement de la puissance du monde marchand, mais également de choix stratégiques de la part des penseurs anti-industriels motivés par la peur de se compromettre. Nous nous proposons alors de revenir sur les mouvements de lutte qui au cours de l'histoire peuvent se rattacher à la mouvance anti-industrielle, tout en gardant à l'esprit que celle-ci n'émerge véritablement qu'au cours des années 1980-1990. Ce chapitre viendra également appuyer et illustrer notre propos du chapitre précédent concernant la difficulté pour la pensée anti-industrielle de proposer une véritable action révolutionnaire d'envergure. Nous verrons en effet que si l'inaction semble incompatible avec cette pensée politique, la volonté exprimée repose bien plus sur la multiplication des foyers de contestations, que sur la mise en place d'une action unifiée sur un territoire important. Les penseurs anti-industriels, profondément marqués par les expériences révolutionnaires précédentes, refusent en effet l'idée qu'un comité central puisse diriger les opérations révolutionnaires. La conviction première qui guide l'action anti-industrielle repose sur le souhait de voir émerger la critique radicale des territoires eux-mêmes. Cela permet en outre de suivre l'évolution de la lutte anti-industrielle, qui a, comme la majorité des mouvements de gauche, débuté au sein des usines, avant de dépasser le cadre du monde du travail pour tenter d'envahir l'espace public.

Avant de nous lancer véritablement dans l'analyse de l'action anti-industrielle, il nous semble important de distinguer au préalable entre les deux types d'actions proposés au sein des différents écrits constitutifs de cette pensée. Dans un premier temps, l'action anti-industrielle repose sur l'analyse radicalement critique du monde contemporain et la diffusion

de celle-ci. Selon nous, si l'action d'analyse semble aujourd'hui bien développée, l'aspect diffusion demeure largement insuffisant. Dans un second temps et une fois l'analyse formulée et proposée aux militants, la mise en place d'une stratégie d'action est envisagée par les anti-industriels. Toutefois, la pensée anti-industrielle ne propose pas de pistes particulièrement innovantes : elle s'efforce de participer aux différents mouvements de contestation du monde contemporain et tente parfois d'en faire l'analyse au sein de ses publications. Ce refus de proposer un plan d'action détaillé qui servirait de programme commun à toutes les forces révolutionnaires constitue à la fois une force et une faiblesse. Il permet aux penseurs anti-industriels de ne pas être perçus comme les donneurs d'ordre, uniques détenteurs de la « bonne parole », mais il laisse les militants dans le flou quant à l'élaboration de projets d'action contre le monde industriel.

Enfin, même si ce rappel peut sembler évident, la pensée anti-industrielle refuse d'inscrire son action révolutionnaire dans le cadre prévu par nos démocraties contemporaines pour les mouvements contestataires. Le recours à différents moyens prévus par les pouvoirs politiques constituerait pour ces penseurs une sorte de trahison.

Pour l'organisation de ce chapitre, nous avons fait le choix de distinguer deux moments au sein de l'histoire de la lutte anti-industrielle. Dans une première section, nous verrons que la mouvance se forme lors des révolutions industrielles et se concentre au sein des usines. Elle répond dès lors aux deux objectifs inhérents à toute l'action anti-industrielle que sont la concrétisation de la lutte et la diffusion des idées. En cela, la lutte anti-industrielle est l'héritière d'un mouvement de lutte anglais du début du XIX<sup>e</sup> siècle dont nous étudierons les motivations, les spécificités, et les répercussions en France. Nous verrons ensuite l'adaptation de l'action anti-industrielle à la nouvelle organisation des villes, ainsi qu'à l'émergence de nouveaux moyens de domination. L'ensemble de ces éléments nous permettra de comprendre comment l'action directe est devenue le mode d'action principal de la mouvance anti-industrielle.

Dans une seconde section, nous porterons notre attention sur l'émergence de familles politiques qui, selon nous, peuvent être rapprochées de la mouvance que nous étudions. Nous essaierons de comprendre pourquoi ces familles politiques demeurent séparées alors que leurs actions semblent motivées par une volonté commune : la réappropriation des territoires par leurs habitants. Enfin, nous tenterons de comprendre comment cette mouvance anti-

industrielle souhaite se diffuser, puisqu'une grande partie de ses membres s'oppose à l'utilisation des canaux de diffusions contemporains.

## ***Section I Retour sur l'évolution historique de la lutte anti-industrielle***

### **Sous-Section I Aux origines de la lutte anti-industrielle**

#### *Retour sur l'expérience anglaise et sur son interprétation*

Le mouvement des luddites, nommé ainsi en raison du nom supposé de leur mythique<sup>671</sup> leader Ned Ludd, dont l'existence n'a toujours pas été prouvée,<sup>672</sup> était un groupe d'artisans et d'ouvriers qualifiés du textile résidant dans le centre et le nord de l'Angleterre.<sup>673</sup> Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans une période marquée par le développement de la société industrielle, ces travailleurs ont décidé de se dresser contre l'apparition des machines dans la production du textile. En effet, l'utilisation de ces dernières avait comme conséquence de faire perdre leur travail à de nombreux ouvriers. Contrairement à ce qui a longtemps été mis en avant pour le décrire, ce mouvement n'était pas à proprement parler technophobe. Depuis l'ouvrage de référence sur le mouvement luddite écrit en 1963 par Edward P. Thompson<sup>674</sup>, il est même inscrit dans l'histoire des luttes des travailleurs. En effet, si le mécontentement des travailleurs s'est manifesté par la destruction des machines, la motivation n'était pas un profond rejet du progrès technique, mais une farouche volonté de préserver les emplois.

Entre mars 1811 et avril 1817, confrontés à l'utilisation nouvelle de machines (par de la main-d'œuvre moins qualifiée, des apprentis, des travailleurs qui n'avaient pas effectué leur apprentissage et des femmes) permettant de réduire les salaires et de produire des produits de moindre qualité (portant ainsi atteinte à la réputation de leur métier), ils eurent recours à la destruction de machines et à l'instauration d'un climat de terreur parmi leurs propriétaires afin de préserver leurs salaires, leurs emplois et leurs métiers.<sup>675</sup>

---

<sup>671</sup> François Jarrige, *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014, p.46

<sup>672</sup> Cédric Biagini et Guillaume Carnino, « Introduction. On arrête parfois le progrès », In Cédric Biagini et Guillaume Carnino, *Les luddites en France. Résistance à l'industrialisation et à l'uniformisation*, Montreuil, Editions L'échappée, 2010, p.7

<sup>673</sup> Kevin Binfield, « Luddites et luddisme », *Tumultes*, 2006/2 (n° 27), p. 159-171. DOI : 10.3917/tumu.027.0159. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-tumultes-2006-2-page-159.htm>, p.1

<sup>674</sup> Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, 1963

<sup>675</sup> Kevin Binfield, « Luddites et luddisme »... *Op.cit.*, p.1

La destruction de machines semblait à cette époque le moyen d'action le plus simple et le plus efficace pour assurer à ces ouvriers un emploi et un salaire pour leur survie. En Angleterre, ces mouvements de destructions de machines ne sont toutefois pas apparus avec les luddites. En effet, déjà en 1675, des tisserands anglais avaient détruit les machines destinées à remplacer les ouvriers dans les usines. D'autres mouvements ayant recours à la destruction de machines, encouragèrent les décideurs politiques à prendre des mesures importantes contre le bris de machine. Celui-ci devint alors, un « crime capital ».<sup>676</sup> Malgré cette décision, le XVIIIe siècle fut jalonné par différents mouvements de ce genre, dont les luddites restent, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les plus célèbres exemples. C'est au cours de l'année 1811 que les activités de bris de machine de la part des luddites commencèrent. Au début de leur action, les luddites prenaient garde de ne pas mettre en danger la vie des propriétaires et des ouvriers. L'objectif était plutôt, dans un premier temps, de rendre inutilisables les métiers à tisser sans les casser. Pourtant, le 11 Mars - date symbolique de la première apparition du nom de Ludd-, marqua un véritable tournant avec la destruction totale des machines. Peu à peu, au cours des années 1811 et 1812, le mouvement se développa en Angleterre et différentes industries furent touchées. Malgré ce mouvement de résistance, l'industrialisation se poursuivit en Angleterre, et ce qui aurait pu servir à amplifier le mouvement luddite eut en réalité l'effet inverse. En 1813, le mouvement cessa, et le retour au calme sembla acté en Angleterre.

La cessation des activités de sabotage dans les usines britanniques montre bien que ce mouvement n'avait pas comme unique préoccupation la machine. En effet, les principales critiques formulées par les luddites concernaient, outre les répercussions de la machinisation sur les salaires ouvriers, la hausse des prix alimentaires, un marché dégradé par les guerres, l'encadrement des marchés imposé par certains décrets gouvernementaux.<sup>677</sup> Comme l'explique Kevin Binfield, la fin de ce mouvement de révolte s'explique donc logiquement par les concessions faites par le gouvernement anglais. De nombreux changements vont ainsi avoir lieu durant les années 1812 et 1813. « L'abrogation des décrets, la suppression des émeutes par le recours du gouvernement aux espions et aux militaires, certaines concessions faites en matière de salaires et de traitements, et la réduction des prix de l'alimentation firent cesser les activités luddites. »<sup>678</sup> Le mouvement luddite nous paraît donc être une forme première d'action syndicale ouvrière. En effet, bien que le mode d'action puisse paraître violent aujourd'hui, les luddites ont en fait fonctionné comme un groupe de pression visant à

---

<sup>676</sup> *Ibid.* p.2

<sup>677</sup> *Ibid.* p.8

<sup>678</sup> *Ibid.*

défendre les intérêts particuliers des ouvriers britanniques. Une forme de négociation s'est donc organisée entre les insurgés et les décideurs politiques afin de permettre un retour au calme. Une fois que les mesures prises par le gouvernement furent jugées acceptables par les ouvriers britanniques, l'action des luddites n'avait plus lieu d'être. Cette forme de retour à l'ordre nous semble également illustrer la manière de fonctionner des décideurs politiques contemporains. Si le cadre historique a changé, on note que le schéma industriel de retour à l'ordre - permettant au gouvernement de mettre fin aux révoltes tout en renforçant le mode de production industriel - existait déjà, alors que l'industrialisation de l'Angleterre débutait à peine. Selon les auteurs spécialistes, le mouvement des Luddites doit donc être considéré comme une des sources du mouvement ouvrier britannique. Cette théorie est toutefois récente et ne rend pas compte de la défiance que le mouvement a inspirée au sein même des courants politiques sensibles à la question ouvrière.

En effet, la grande partie des courants politiques de l'époque et d'aujourd'hui portent un regard négatif sur le mouvement des luddites. Pourtant, en tant que mouvement de travailleurs cherchant à défendre les intérêts de la classe ouvrière, le marxisme aurait pu se démarquer des autres familles politiques en émettant un avis favorable sur cette lutte. Il n'en fut rien. En effet, dans le livre premier du *Capital*, « Marx ne se démarque guère, [...], de la vision la plus courante du luddisme dans l'Angleterre de la fin des années 1860 ».<sup>679</sup> L'analyse plus positive du mouvement des luddites n'apparaîtra qu'au milieu des années 1950 sous la plume d'Edward P. Thompson. Selon l'auteur britannique, « l'histoire du luddisme devient celle de la manière dont la population ouvrière profondément hétérogène des Midlands et du Nord de l'Angleterre se construit en « classe » à travers sa réaction à un progrès technique imposé d'en haut. »<sup>680</sup> De cette analyse de Thompson va émerger à partir de la fin des 1960, trois nouvelles approches permettant « de poser les bases d'une philosophie politique contemporaine de la destruction technologique. »<sup>681</sup>

La première, est « une approche historique compréhensive substituant au concept de classe celui de communauté ». La deuxième, est « une approche en termes de langages politiques cherchant à retrouver la parole ouvrière et son message sans les recouvrir immédiatement d'un commentaire construit à l'avance ». Enfin, la troisième et dernière

---

<sup>679</sup> Vincent Bourdeau, François Jarrige, Julien Vincent, « Le passé d'une désillusion : les luddites et la critique de la machine », *Actuel Marx*, 2006/1 (n° 39), p. 145-165. DOI : 10.3917/amx.039.0145. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-actuel-marx-2006-1-page-145.htm>, p.145

<sup>680</sup> *Ibid.* p.147

<sup>681</sup> *Ibid.* p. 148

approche constitue « une sociologie constructiviste des techniques dans laquelle la machine, [...], se trouve replacée au centre de l'analyse et devient un sujet (au sens d'acteur) de l'histoire du luddisme. »<sup>682</sup> Ces trois nouvelles approches ont permis de sortir de la vision réductrice du mouvement luddite qui voyait dans le luddisme un simple mouvement réactionnaire désireux d'empêcher la marche du progrès technique. Elles permettent également de comprendre le message profond qu'avaient divulgué les luddites au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et de mettre en valeur l'actualité d'un tel message. Dans un premier travail scientifique mené par le professeur d'histoire britannique Adrian Randall durant les années 1970,<sup>683</sup> l'accent est mis sur l'étude des différentes communautés ouvrières qui ont fait partie du mouvement des luddites. Chacune de ces communautés repose sur une culture qui lui est propre, ce qui lui confère une identité propre. Seulement, cette identité semble se résumer selon l'étude à une identité professionnelle. « Cette culture du métier est décrite de façon détaillée et fine » respectant les spécificités régionales des différentes communautés, mais celles-ci restent « avant tout façonnées par l'univers du travail ». <sup>684</sup> Ce problème sera dépassé par les écrits du sociologue américain Craig de Calhoun. Son travail apporte « une interprétation plus large de la culture communautaire ». <sup>685</sup> Il étudie les communautés comme des sociétés traditionnelles, ce qui implique que l'action des luddites, visant à préserver un mode de vie que l'industrialisation menace de faire disparaître dans son intégralité, devienne une action exclusivement réactionnaire. Ainsi, et cela abonde dans le sens de l'analyse formulée par Marx concernant les luddites, ils ne constituent pas selon Craig Calhoun un mouvement important de l'histoire de la classe ouvrière. Pour lui, le mouvement révolutionnaire des luddites, prend fin dès l'instant où celui-ci élargit son cercle de revendications. En essayant de formuler une critique plus étendue tant sur le plan des idées que sur le plan géographique, l'essence révolutionnaire et réactionnaire du mouvement des luddites se perd. <sup>686</sup> Cette idée du sociologue américain nous paraît illustrer le refus des penseurs anti-industriels de formuler une pensée révolutionnaire globalisante. En effet, l'action des communautés locales semble, selon les penseurs que nous étudions, la seule capable de constituer un mouvement émancipateur. Par un effet de propagation, et peut-être même de mimétisme des communautés, le projet anti-industriel se développera ainsi de lui-

---

<sup>682</sup> *Ibid.*

<sup>683</sup> Adrian Randall, *Before the Luddites : Custom, Community and Machinery in the English Woollen Industry, 1776-1809*, Cambridge, Cambridge U. P., 1991 (issu d'une thèse soutenue en 1979)

<sup>684</sup> Vincent Bourdeau, François Jarrige, Julien Vincent, « *Le passé d'une désillusion : les luddites et la critique de la machine* » ... *Op.cit.*, p.154

<sup>685</sup> *Ibid.*

<sup>686</sup> *Ibid.* p.155

même sur un plus vaste territoire. Mais l'action doit absolument rester sous le contrôle des mouvements locaux, sous peine de se perdre, à l'image du mouvement luddite, qui a fini par accepter la domination industrielle. Cependant, le qualificatif de réactionnaire ne nous semble pas réellement adapté en ce qui concerne la pensée anti-industrielle qui ne s'articule pas autour d'une époque de référence dans l'histoire. En outre, les penseurs anti-industriels ne voient rien à « préserver » dans l'organisation sociétale contemporaine. Si les conclusions de Craig Calhoun concernant la nature du mouvement luddite nous semblent impropres à décrire la pensée anti-industrielle, il nous permet cependant de comprendre la méfiance de nos penseurs concernant le développement d'un mouvement révolutionnaire unifié qui risquerait de porter atteinte au cœur même de l'action anti-industrielle : la prévalence des mouvements locaux.

Malgré leurs apports indéniables, ces deux analyses mettent de côté le contexte politique et social dans lequel ont agi ces communautés. Ainsi, les relations réelles entre ces communautés et les pouvoirs politiques de l'époque ne sont pas étudiées. De même, l'organisation interne de ces groupes n'occupe pas une place centrale dans les travaux mentionnés.<sup>687</sup> En revanche, ces relations occupent une place importante dans le travail de l'historien John Bohstedt. En effet, les relations de conflit entre les mouvements luddites ou anti-industriels et les pouvoirs politiques mettent au jour un mode d'action violent qui semble être aux fondements mêmes de l'action anti-industrielle. Cependant, le fait que le mouvement luddite ait négocié de manière formelle avec les pouvoirs politiques, dans le but d'obtenir une réponse favorable à ses revendications, est de nature à distinguer l'action anti-industrielle contemporaine de l'action des luddites. Le refus permanent de négocier, et même de discuter avec les détenteurs du pouvoir, constitue en effet l'une des caractéristiques contemporaines de la lutte anti-industrielle. Ainsi, le travail de John Bohstedt permet de replacer l'action des luddites dans un contexte plus vaste que l'environnement clos de l'usine. En prenant en compte les rapports entre mouvement luddite et pouvoir politique, l'analyse de Bohstedt explique la variété des actions locales qui se sont développées en fonction des possibilités laissées ouvertes par les différentes institutions du pouvoir politique britannique. En d'autres termes, son analyse permet de comprendre pourquoi certains mouvements étaient plus violents que d'autres, en prenant en compte les facteurs endogènes ainsi que les facteurs exogènes. L'étude présente donc l'intérêt d'examiner la singularité des actions luddites tout en préservant l'idée d'une identité politique générale du mouvement. Ce travail présente

---

<sup>687</sup> *Ibid.*

cependant une limite, puisque cette analyse ne s'intéresse pas réellement « au message dont ils étaient porteurs ». <sup>688</sup>

Le professeur d'anglais Kevin Binfield est le premier auteur à porter son attention sur la parole des luddites. En effet, son ouvrage intitulé *Writings of the Luddites*, <sup>689</sup> change l'angle d'approche qu'ont pu avoir les penseurs que nous avons précédemment cités. L'auteur distingue dans cet ouvrage deux usages possibles du référent « Ludd ». Il peut être « utilisé comme éponyme, ou bien, dans une seconde option, appartenir à un registre métonymique. » <sup>690</sup> La première utilisation du référent « Ludd » « permet de donner un visage à un élément de la réalité, un élément bien réel mais peu visible à l'échelle nationale ou perdu de vue du fait des transformations économiques et sociales en cours ». <sup>691</sup> L'emploi du référent commun permet à différents mouvements qui s'opposent à l'industrialisation d'exister. Il représente une lutte pour la préservation de différents modes de vie menacés par les bouleversements économiques qui s'opèrent au début du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre. La seconde utilisation du terme « Ludd » « permet de cristalliser un ensemble d'éléments disparates et de donner naissance à quelque chose qui n'existe pas encore, comme l'unité ouvrière du Nord-Ouest de l'Angleterre ». <sup>692</sup> Cette seconde utilisation permet de voir émerger une figure commune à laquelle vont s'identifier les différents mouvements de lutte. Il s'agit de la figure symbolique du général Ludd, autour de laquelle convergent les « pratiques culturelles qui unissent sous une bannière commune des résistances disparates, ballades, récits, figures mythiques et rituels qui constituent un imaginaire culturel commun capable de transcender les différences professionnelles et régionales. » <sup>693</sup> Par contraste, ces deux approches nous permettent de mettre en évidence l'absence de référent commun à l'ensemble de la mouvance anti-industrielle, élément pourtant nécessaire à la diffusion efficace des idées du mouvement. La sémantique est ici révélatrice : le recours incessant au terme « anti-industriel » traduit la limite constitutive du mouvement anti-industriel : une force d'analyse critique mais sans réelle alternative crédible à proposer. Autrement dit une pensée politique détachée d'une action concrète à mener. La critique peut évidemment sembler un peu dure à l'encontre de cette théorie, mais on est tout de même en droit de se demander s'il existe un mouvement anti-industriel. S'il est peu connu encore aujourd'hui, le terme de luddite permet

---

<sup>688</sup> *Ibid.* p.156

<sup>689</sup> Kevin Binfield. *Writings of the Luddites*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 2004

<sup>690</sup> Vincent Bourdeau, François Jarrige, Julien Vincent, « Le passé d'une désillusion : les luddites et la critique de la machine »... *Op.cit.*, p.157

<sup>691</sup> *Ibid.*

<sup>692</sup> *Ibid.*

<sup>693</sup> *Ibid.*

de décrire une lutte aisément identifiable. Le terme - « anti-industriel », quant à lui, ne possède pas encore une telle force.

A partir des années 1990, les textes sur le mouvement des luddites sortent de plus en plus de la sphère scientifique pour devenir de véritables travaux militants. De nombreux penseurs reprennent ce mouvement en exemple qui représente, pour eux, un moment clef de l'histoire qui a opposé deux conceptions radicalement différentes du monde. La première, dominante, voyait avec un grand optimisme l'avenir du monde dirigé par la technique. La deuxième, celle minoritaire des luddites, exposait une vision beaucoup plus méfiante à l'égard du progrès technique et diffusait une vision pessimiste de l'avenir qu'imposait l'industrialisation. A ce titre, l'ouvrage de Sale<sup>694</sup> paru en 1995 illustre très bien le changement de regard porté par les intellectuels contemporains sur le mouvement des luddites. Le mouvement de l'Encyclopédie des Nuisances, qui émerge à partir de cette époque, s'inscrit dans cette tendance contemporaine néo-luddite, qui tente de faire passer un message de préservation de l'humanité contre le développement sans fin de l'industrialisation.

Ainsi, le luddisme semble bien constituer un ancêtre du mouvement anti-industriel, ou du moins, il peut être aujourd'hui considéré comme tel. D'ailleurs, le mouvement des luddites a donné naissance en France, à plusieurs révoltes sur lesquelles nous allons désormais poser notre regard, puisqu'elles constituent les origines françaises d'une contestation anti-industrielle.

### *Retour sur les origines françaises de la lutte anti-industrielle*

L'histoire française ne nous offre pas l'exemple d'un grand mouvement social luttant contre l'instauration du monde industriel comme a pu l'incarner le mouvement luddite en Angleterre.<sup>695</sup> Pourtant, celle-ci demeure malgré tout marquée par l'action de quelques mouvements de résistance au machinisme. Les premières contestations de ce genre eurent lieu au XVIII<sup>e</sup> siècle malgré la faible mécanisation de la France à cette époque. Celles-ci se résumaient généralement à des actions non violentes, exception faite du mouvement des

---

<sup>694</sup> K. Sale, « Author's Note », *Rebels Against the Future. The Luddites and Their War on the Industrial Revolution. Lessons for the Computer Age*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1995

<sup>695</sup> Franck E. Manuel, « Le mouvement luddite en France », in Cédric Biagini et Guillaume Carnino, *Les luddites en France. Résistance à l'industrialisation et à l'informatisation*, Montreuil, L'Echappée, col. Frankenstein, 2010, p.137

tondeurs de draps de Sedan, ou de celui des rubaniers de Saint-Etienne.<sup>696</sup> La Révolution française permit en revanche à de nombreux mouvements de se radicaliser, menant à la destruction de machines. Malgré l'effervescence issue du contexte politique de cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le développement de l'industrie fut bien trop perturbé par les troubles politiques pour qu'un mouvement de résistance à la machinisation se développe. Pourtant, la France a bien, elle aussi, été marquée par une forme de contestation de l'industrialisation. Celle-ci est principalement menée par les propriétaires de petits ateliers. Les études sur ces différents mouvements ont mis en avant l'existence d'une alliance entre plusieurs propriétaires de ce genre d'ateliers, aidés de leurs employés, dans le but « d'aller commettre des violences » dans les ateliers de propriétaires ayant fait le choix d'intégrer des machines pour accroître leur production.<sup>697</sup> Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'industrie française voit donc s'opposer deux types de protagonistes : les petits patrons, incapables d'investir suffisamment pour acheter des machines, ou rejetant simplement les conséquences d'un tel choix pour leurs employés; et les capitaines d'industrie, capables d'investir des sommes considérables dans la mécanisation de la production.

Si, comme nous l'avons dit, la France ne connaîtra pas de mouvement de l'ampleur du luddisme, certaines révoltes françaises sont pourtant régulièrement mises en relation avec celui-ci. C'est notamment le cas de la révolte des canuts à Lyon. En effet, la capitale des Gaules fut marquée par un mouvement de contestation des années 1931 à 1934. Pour bien comprendre ce mouvement, il convient de rappeler qu'au cours de la première partie du XIX<sup>e</sup>, « l'industrie de la soie à Lyon [a connu] un taux de croissance plusieurs fois supérieur à la moyenne nationale. »<sup>698</sup> A l'image des individus qui s'opposaient à l'industrialisation, les canuts ne sont pas des ouvriers. Ce sont des chefs d'ateliers, qui, souhaitant défendre leur profession, mènent un combat contre la machinisation, qui, en raison de la concurrence jugée déloyale qu'elle occasionne, constitue une menace pour eux mais également pour l'ensemble des travailleurs qui appartiennent au corps de métier des tisserands.<sup>699</sup> La révolte des canuts ne peut également être comprise si l'on ne prend pas en compte le contexte économique dans lequel il émerge. Depuis les années 1926-1927, la France est plongée dans une crise de surproduction qui débouche sur une baisse considérable du prix des façons. Ainsi, en 1831, si

---

<sup>696</sup> *Ibid.* p.109

<sup>697</sup> *Ibid.* p.114

<sup>698</sup> Ludovic Frobert, « 10. « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. » Les révoltes des canuts (1831, 1834) », in Michel Pigenet, *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte « Poche/Sciences humaines et sociales », 2014, p.122

<sup>699</sup> *Ibid.* p.123

la situation s'est quelque peu améliorée, les canuts réclament la mise en place d'un droit de regard sur le prix de leur production. Tisserands et négociants parviendront à un accord de principe le 25 octobre. Seulement, dénonçant cet accord du fait que « la nouvelle Charte libérale prohibe les accords collectifs et, plus encore, l'intervention des autorités », certains négociants obtinrent du gouvernement de Casimir Perrier l'annulation de cet accord. Le rejet de cet accord constitue le point de départ de la révolte.<sup>700</sup> Ainsi, dès le début, cette révolte des canuts ne peut être uniquement perçue comme un mouvement technophobe. Ce qui est en jeu, c'est le déséquilibre de la relation entre les chefs d'ateliers et les négociants au profit de ces derniers. Ainsi, ce qui est réclamé par les canuts, c'est « une réorganisation du conseil des prud'hommes capable de détruire les abus qui pullulent. »<sup>701</sup>

Cette requête des canuts s'inscrit ainsi dans la longue histoire des révoltes initiées par les chefs d'atelier du textile lyonnais. En effet, dans la deuxième partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, deux révoltes animèrent la ville de Lyon. La première, en 1744, la seconde en 1786. La fin du régime des corporations ne mit pas fin à une forme de coopération entre les différents chefs d'atelier. En effet, en 1806, le processus de réflexion initié par les acteurs importants de l'industrie française, aboutit à la création du conseil des prud'hommes.<sup>702</sup> Toutefois, constatant l'insuffisance des actions menées au sein de cette institution de négociation, un grand nombre de chefs d'atelier vont créer le Devoir mutuel.<sup>703</sup> Dès lors, la tradition associative qui s'est peu à peu développée dans le monde de la production du textile à Lyon va reposer sur la condamnation de l'attitude du gouvernement français qui avait refusé de rééquilibrer la balance entre les négociants et les chefs d'atelier. Enfin, ce mouvement se dresse également contre l'émergence « d'une expertise proclamant l'obsolescence de la fabrique. »<sup>704</sup> Outre le bris de machine, le point commun entre les révoltes des canuts et les révoltes des luddites, semble la volonté de maîtrise de leur production par les individus. Au cœur de ces deux révoltes, se trouve un profond rejet de la décision politique émanant d'un pôle central, d'où sont également émis les avis de ceux que l'on appellerait aujourd'hui des experts certifiés. En ce sens, ces deux mouvements sont fondateurs d'une lutte anti-industrielle combattant pour la maîtrise par les travailleurs de l'outil de production ainsi que de la production qui s'en dégage. Les chefs d'atelier ne sont donc pas opposés à toute forme

---

<sup>700</sup> *Ibid.* p.124

<sup>701</sup> *Ibid.*

<sup>702</sup> *Ibid.*

<sup>703</sup> *Ibid.*

<sup>704</sup> *Ibid.* p.126

d'évolution de cette production, mais ils se battent pour garder le contrôle sur ce qui constitue leur activité principale.

Cela nous permet d'insister sur la double dimension que revêt la lutte anti-industrielle au XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, les différentes études menées sur les révoltes des canuts, nous permettent de distinguer le recours à l'action politique d'une part, et le recours à l'action directe d'autre part. Par action politique, nous voulons ici exprimer le fait que ces révoltes ont été combinées avec un processus légal qui visait à faire reconnaître la légitimité des actions de contestation par les décideurs politiques. Toute l'activité de négociation que nous avons évoquée concernant les canuts ne laisse aucun doute sur la volonté des chefs d'atelier de s'appuyer sur les institutions politiques afin qu'elles leur donnent raison dans le conflit qui les opposait aux négociants. Par la suite, l'échec de la résolution du conflit par la voie institutionnelle va faire exploser le recours à l'insurrection et au bris de machines. Toutefois, le recours à la négociation avec le pouvoir politique constitue indubitablement une volonté des révoltés de cette époque, même si certaines actions contre les industries techniquement équipées étaient parfois menées par des artisans particulièrement véhéments. Cela nous incite donc à distinguer d'emblée l'action anti-industrielle contemporaine qui exclut toute idée de discussion avec les décideurs politiques contemporains et, envisage bien plus souvent l'action directe. Ce mode opératoire regroupe diverses actions de natures très différentes. La militante anarchiste et féministe américaine Voltairine de Cleyre considère que « toute personne qui a pensé, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, avoir le droit de protester, et a pris son courage à deux mains pour le faire ; toute personne qui a revendiqué un droit, seule ou avec d'autres, a pratiqué l'action directe. »<sup>705</sup> Cette définition extensive de l'action directe nous permet de comprendre le caractère contestataire de tout projet de ce type. Ce qui différencie l'action politique institutionnelle de l'action directe, c'est donc une certaine forme de refus de négocier avec les décideurs politiques. Ce refus peut cependant s'exprimer de différentes manières, et la violence ne semble pas être une caractéristique essentielle d'un tel mouvement. Aux Etats-Unis, plusieurs exemples nous permettent de comprendre la forme que peut revêtir une action directe non-violente. Les Quackers, qui s'installèrent dans l'Etat du Massachusetts et refusèrent de payer un impôt ecclésiastique, de porter des armes ou de prêter allégeance à un gouvernement, furent longtemps persécutés par les individus appartenant aux autres communautés.<sup>706</sup> Malgré les exécutions et les persécutions dont ils furent victimes, les

---

<sup>705</sup> Voltairine de Cleyre, *De l'action directe*, Paris, Editions du Sextant, 2010, p.17

<sup>706</sup> *Ibid.* p.22

Quackers furent peu à peu acceptés par le reste de la société américaine. Ils illustrent ainsi une forme d'action directe passive et pacifiste qui a permis d'obtenir le droit de vivre selon un code moral différent du reste de la population.<sup>707</sup> Pour illustrer, à l'opposé, une action directe particulièrement violente, la militante américaine mobilise l'exemple de la révolte de Bacon. Au XVII<sup>e</sup> siècle, craignant une attaque des Amérindiens, les planteurs de Virginie demandèrent au gouvernement la possibilité de recruter une milice de volontaires armés, capable de les défendre en cas d'attaque. Animé par la crainte de voir cette milice devenir une menace pour son autorité, le gouverneur américain refusa d'octroyer ce droit aux planteurs. Faisant fi du refus, les planteurs décidèrent de recruter les membres de cette milice armée. Si la bataille contre les Amérindiens fut gagnée, Bacon et ses hommes furent considérés comme des traîtres par le gouverneur. Seul le soutien du peuple permit à Bacon de ne pas être traduit en justice. Cela n'empêcha pas la situation de s'envenimer et la ville de Jamestown fut incendiée par les hommes de Bacon. La mort de ce dernier cumulée à une féroce répression entraîna la fin du mouvement insurrectionnel.<sup>708</sup>

En France, le terme d'action directe est associé au groupe armé d'extrême gauche du même nom qui commit une cinquantaine d'attentats au cours des années 1980. Il revêt donc une connotation péjorative reposant sur l'identification de l'action directe à une action inévitablement violente. Pourtant, l'action directe est simplement une forme de refus catégorique de déléguer sa capacité d'expression à des représentants politiques. En ce sens, elle peut être perçue comme la volonté de mettre en avant une idée de démocratie directe, par opposition à la démocratie représentative qui est aujourd'hui largement répandue. Elle symbolise donc le rejet total de l'action des partis politiques, des hommes politiques, ainsi que celle de l'administration étatique. Historiquement, dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est au sein des syndicats révolutionnaires que l'action directe collective fut mise en place. Son expression la plus répandue à cette époque, est la grève générale.<sup>709</sup> Aujourd'hui, bien que différents syndicats appellent ponctuellement à la grève générale, le mouvement de contestation de la société industrielle semble s'être émancipé de l'action syndicale ouvrière. Il ne reconnaît plus en celle-ci la volonté de changer radicalement le monde, idée qui animait encore les syndicats au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La place de la classe prolétarienne ayant perdu sa prépondérance au sein de la contestation anti-industrielle, les syndicats, dont le rôle a par

---

<sup>707</sup> *Ibid.* p.24

<sup>708</sup> *Ibid.* p.24-25

<sup>709</sup> Michel Pigenet, « 25. Action directe et grève générale », in Michel Pigenet, *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte « Poche/Sciences humaines et sociales », 2014, p.284

ailleurs largement évolué, ne constituent plus le cœur de l'action directe contemporaine. En outre, les militants anti-industriels estiment que le temps de la négociation avec les décideurs politiques est passé, ce qui renforce le sentiment d'une inadéquation entre l'action syndicale contemporaine et la volonté anti-industrielle. Les moments de négociation entre opposants à l'industrialisation et partisans du phénomène sont rares dans l'histoire. En effet, les tendances politiques qui émergent depuis les révolutions industrielles ne semblent pas remettre en question les fondements mêmes de cette évolution. Ainsi, les mouvements contestataires des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles (que nous venons d'évoquer) sont les seuls à avoir tenté de porter cette réflexion contre le processus d'industrialisation. Aujourd'hui l'action directe se dresse contre une forme d'alliance totale de la classe politique, qui, de gauche comme de droite, accepte cet état de fait qu'est le monde industriel. Dès lors, toute discussion avec les acteurs politiques du monde contemporain est impossible, de même que l'idée d'une alliance avec une force politique qui reprendrait à son compte le message anti-industriel.

Il faut bien garder à l'esprit que l'action directe est généralement le résultat d'une incapacité de l'action politique traditionnelle à calmer la grogne populaire. Sur ce point l'action des luddites exprime également cette relation de cause à effet entre un échec de l'action politique et l'apparition subséquente de l'action directe comme dernière solution pour tenter d'influencer les pouvoirs politiques. Ainsi, le recours à l'action directe est inévitablement renforcé par le fossé toujours plus grand qui existe entre l'individu et son représentant dans nos régimes politiques. Le fait que les individus, au sein de nos démocraties de type occidental,<sup>710</sup> ne se sentent plus représentés par les hommes politiques peut logiquement être mis en relation avec le développement de l'action directe. En effet, le désintéressement croissant des citoyens en ce qui concerne la pratique politique traditionnelle incarnée par le vote,<sup>711</sup> devrait logiquement amener les individus à se lancer dans des pratiques alternatives dont l'action directe semble être la forme la plus régulièrement citée. Sur ce point, il est difficile de savoir en pratique si le recours à l'action directe se développe ou non, car aucune étude ou analyse n'existe réellement à ce jour sur le sujet. Cependant, il semble incontestable, lorsque l'on observe aujourd'hui les foyers de contestation du monde contemporain que le recours à ce mode d'action est encore bien vivace. Les fameuses zones à défendre, largement médiatisées, en sont sans doute aujourd'hui l'exemple le plus éloquent.

---

<sup>710</sup> Marie- Anne Cohendet, « Une crise de la représentation politique ? », *Cités*, 2004/2 (n° 18), p. 41-61. DOI : 10.3917/cite.018.0041. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-cites-2004-2-page-41.htm>, p.41

<sup>711</sup> Il suffit ici de consulter les chiffres de l'abstention au fil des élections présidentielles et législatives pour constater ce désintérêt.

Comme nous allons le voir, l'action directe, qui constitue le mode d'action privilégié de la pensée anti-industrielle, se réalise en dehors de l'action syndicale, et bien plus souvent au sein d'associations locales de citoyens réunis pour défendre leurs intérêts. Les organisations non gouvernementales peuvent également servir de point d'appui lors de mobilisations internationales contestant l'ordre industriel. Nous évoquons ici les mouvements citoyens qui visent à perturber le déroulement des grandes réunions internationales comme celles de l'Organisation des Nations Unies ou celle du G20. Si elles ont leur importance, notamment dans la diffusion du message de contestation à l'égard du monde industriel, ce genre de manifestations pacifistes,<sup>712</sup> ne semblent pas réellement atteindre les objectifs radicaux formulés par la mouvance anti-industrielle. De plus, ce genre d'actions d'ampleur mondiale sont de nature à faire perdre de vue la priorité de la lutte anti-industrielle : l'action de préservation locale.

Si, aujourd'hui, le bris de machines et la grève générale sont devenus des pratiques quelque peu désuètes dans le combat contre le monde industriel, l'action directe ne s'est pas pour autant arrêtée. En effet, si le combat contre l'industrialisation ne fait pas l'objet d'une appellation officielle, force est de constater qu'il existe encore, et que des foyers de contestation émergent en France et dans de nombreux Etats contemporains. Face au progrès de l'industrialisation, le mouvement de résistance a donc dû s'adapter et lutter contre de nouvelles nuisances. Nous allons donc maintenant porter notre attention sur ces modes d'action directe qui s'insèrent aujourd'hui dans le mouvement général de remise en cause du monde industriel. L'idée est de cerner à la fois la diversité de ces actions et de comprendre pourquoi elles peuvent, selon nous, être regroupées sous une seule et même étiquette. Pour cela, nous distinguerons trois types d'action qui permettent aujourd'hui de porter le message anti-industriel : les actions de destruction, les actions d'occupation, ainsi que l'adoption d'un mode de vie particulier, en accord avec les principes anti-industriels.

## Sous-Section II Actualité des luttes anti-industrielles

### *Des actions de destruction*

---

<sup>712</sup> Nous faisons ici référence à la manifestation de 10 000 personnes à Hambourg pour protester contre la tenue dans cette ville du G20.

[https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/allemande-10-000-personnes-manifestent-contre-le-g20-a-hambourg\\_1923592.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/allemande-10-000-personnes-manifestent-contre-le-g20-a-hambourg_1923592.html), consulté le 4 août 2017.

L'une des facettes propre à l'action anti-industrielle contemporaine est sa capacité à mener des actions de destruction à l'encontre d'infrastructures caractéristiques du monde marchand. Ces actions de destruction s'inscrivent donc dans une pratique violente et illégale de l'action directe. En France, le mouvement qui a conduit des milliers de citoyens<sup>713</sup> à attaquer les champs de maïs transgéniques au cours des années 1990 nous semble particulièrement représentatif des actions qui sont capables de mener les mouvances qui contestent le monde marchand. D'ailleurs, le rejet des OGM constitue, depuis leur création, un cheval de bataille privilégié des penseurs anti-industriels. Dans un premier temps, cette contestation anti-OGM reposa sur la manière dont ces manipulations génétiques avaient été imposées aux individus sans que ces derniers n'aient jamais été consultés. C'est donc d'un défaut de démocratie qu'il s'agissait. En effet, les OGM apparaissent au début des années 1970 au sein d'une université américaine. Le premier OGM est « une bactérie exprimant un gène de batracien grâce à une construction génétique brevetée ».<sup>714</sup> Cette création suscita évidemment une vive réaction au sein de la communauté scientifique américaine. Ainsi, un moratoire concernant ce genre d'expériences fut demandé par l'Académie américaine des sciences en 1974. Observant avec crainte le débat que suscita cette découverte, les biologistes français mirent tout en œuvre pour que ce genre de moratoire n'ait jamais lieu en France.<sup>715</sup> De ce fait, les actions contestataires ne germèrent pas en France aussi rapidement qu'aux Etats-Unis, en Angleterre ou en Allemagne. Dans ces différents Etats, qui avaient rendu publique la question OGM, des législations avaient été mises en place pour encadrer ou interdire l'utilisation de ces organismes.<sup>716</sup> En France, en revanche, les essais débutèrent dès 1986. Le responsable des biotechnologies végétales à l'Institut Nationale de la recherche Agronomique (INRA), assume en ces termes le refus de rendre public ces essais :

J'ai communiqué à monsieur G. Boeken vos remarques sur les essais de champs de plantes transformées, lui répond-on, [...] nous sommes entièrement d'accord que c'est un domaine très délicat et qu'il faut procéder très prudemment afin d'éviter de soulever une discussion publique. Je vous confirme aussi que nous ferons peu de publicité autour de nos essais cette année.<sup>717</sup>

---

<sup>713</sup> Christophe Bonneuil, « Saboter des champs transgéniques pour étendre le champ de la démocratie ? Une histoire de la contestation radicale en France », In Cédric Biagini et Guillaume Carnino, *Les luddites en France... Op.cit.*, p.214

<sup>714</sup> *Ibid.* p. 216

<sup>715</sup> *Ibid.*

<sup>716</sup> *Ibid.* p.217

<sup>717</sup> Archives nationales. CAC 900318/20 Fonds Jacques Poly, Liasse Commission de biotechnologie 1985-1987. M. Zabeau à A. Deshayes, 14 oct. 1986, In Cédric Biagini et Guillaume Carnino, *Les luddites en France... Op.cit.*, p.217

Ainsi en France, l'absence totale de débat public, ou d'une quelconque procédure démocratique impliquant les individus dans la réflexion sur les OGM empêche toute contestation d'émerger jusqu'au milieu des années 1990. Ceci peut également expliquer l'importance et la radicalité des actions menées contre les champs d'essais lorsque l'existence de ceux-ci sera rendue publique. Dès lors, il est intéressant de noter que l'action directe menée dans le cadre de lutte anti-OGM ne provient pas d'un dialogue inabouti entre les décideurs politiques et un groupe d'intérêt, mais d'une absence totale de discussion autour d'un sujet aussi important. 1996 constitue une année charnière concernant la question OGM en France. En effet, à l'image de ce que la communauté scientifique avait organisé une dizaine d'années auparavant, un moratoire fut réclamé sur la question. A cette époque, le contexte est assez favorable à la lutte anti-OGM. En effet, après la crise de la vache folle et face aux actions menées par l'organisation internationale Greenpeace, le sujet ne pouvait plus être dissimulé au grand public. C'est ici que le processus de négociation qui précède l'action directe est réellement lancé. Les organisations anti-OGM, dont fait partie la Confédération paysanne de René Riesel, lancent une procédure judiciaire devant le Conseil d'Etat contre l'autorisation des OGM en France.<sup>718</sup> Des groupes militants voient le jour et s'unissent dans les campagnes pour résister au développement de l'utilisation des semences transgéniques. Ainsi, le processus d'action directe est lancé. Des entrepôts sont attaqués et bientôt des champs sont fauchés. Il se développe alors en France un front anti-OGM composé de deux pôles : l'un modéré, composé d'associations de consommateurs, de la FNSEA et même soutenu par quelques industriels ayant manqué le « tournant OGM » ; l'autre beaucoup plus radical composé de la Confédération paysanne et de différents mouvements écologistes.<sup>719</sup> A cette époque, l'action radicale qui donne lieu à la destruction de nombreux champs est donc au service d'une action légale (le recours devant le Conseil d'Etat) visant à faire interdire l'utilisation des OGM en France. Toutefois, seule l'action radicale de destruction peut être considérée comme représentative de l'action anti-industrielle. En effet, l'engagement d'un individu dans la lutte anti-OGM ne préjuge pas de son appartenance au mouvement anti-industriel, qui implique de considérer les OGM comme une nuisance produite par le monde contemporain et refuse tout compromis avec les institutions du monde marchand. Ainsi, la lutte anti-OGM n'est pas à proprement parler une lutte anti-industrielle. C'est en revanche un combat auquel les militants anti-industriels vont inévitablement participer. La rupture entre

---

<sup>718</sup> *Ibid.* p.222

<sup>719</sup> *Ibid.* p.223

René Riesel et José Bové illustre parfaitement ce propos. Dans une lettre adressée à José Bové le penseur anti-industriel lui écrit ces quelques mots :

Nous avons travaillé pendant quelques trimestres en bonne intelligence autour de la question du génie génétique. Nos divergences d'approche étaient évidentes mais nous étions parvenus, dans l'élargissement de l'action entreprise et l'approfondissement de son sens, à donner à chacune d'elles l'espace dont elle avait besoin. Il nous est même arrivé d'en parler assez ouvertement. [...] Tu as choisi de fermer les fragiles perspectives qui s'ouvraient en te livrant à la fréquentation ostentatoire des plus inqualifiables canailles, au bouche à bouche sur le premier social-traître venu, aux plus honteuses alliances, aux plus pitoyables pitreries consensuelles. Tu as su faire mieux, par tes propres moyens, que ce contre quoi je te mettais en garde.

N'imagine pas que cette divergence-là, une de trop, puisse être qualifiée de tactique. Nous n'avons pas les mêmes méthodes et pas les mêmes fréquentations, parce que nous n'avons pas les mêmes buts, c'est tout.<sup>720</sup>

Toute la difficulté pour la mouvance anti-industrielle est de participer à des luttes qui mobilisent des militants qui ne sont pas les siens. Ainsi, son action demeure bien souvent dissimulée dans la diversité des mouvements qui participent à la lutte anti-OGM. En dépit de cette difficulté à identifier l'action anti-industrielle, l'action de destruction menée par René Riesel durant la mobilisation anti-OGM doit bien être considérée comme le mode d'action caractéristique de la mouvance anti-industrielle durant cette lutte. Quant au message porté, la critique anti-OGM formulée par la pensée anti-industrielle s'inscrit dans une critique plus générale de la science moderne qui échappe totalement au contrôle démocratique. Elle exprime également la volonté de défendre une production agricole de qualité, non soumise au progrès scientifique et aux manipulations génétiques. En ce sens, elle cherche à protéger la production agroalimentaire de la logique productiviste qui fait primer l'aspect quantitatif de la production sur l'aspect qualitatif. Le retentissement de la lutte anti-OGM ne doit pas masquer les autres actions de destruction ou de sabotage à laquelle la mouvance anti-industrielle a participé.

En effet, dans une brochure parue en 1991, les anti-industriels s'attaquent à une autre nuisance du monde contemporain qu'ils nomment « le despotisme de la vitesse ».<sup>721</sup> Le Train à Grande Vitesse (TGV) incarne parfaitement ce qui est ici dénoncé par les encyclopédistes. Comme cela fut le cas avec les luddites, les oppositions au développement du réseau ferroviaire ont longtemps été considérées comme des luttes rétrogrades motivées par

---

<sup>720</sup> Lettre de René Riesel à José Bové, 2 Novembre 1999, voir Annexe V

<sup>721</sup> *Relevé provisoire de nos griefs contre le despotisme de la vitesse à l'occasion de l'extension des lignes du TGV* (1991), Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1998

l'incompréhension et la peur des masses devant le progrès technique. Cette vision a longtemps empêché le développement d'une analyse cherchant à comprendre les motivations profondes qui animèrent les différents mouvements français d'opposition au développement du chemin fer.<sup>722</sup> Dès le milieu du XIXe siècle, la France fut touchée par des mouvements visant à détruire ou saboter les lignes de chemin de fer qui commençaient à se répandre sur le territoire. En 1848, « des groupes parcoururent les voies ferrées aux environs de Paris, ils détruisirent et incendièrent les installations ferroviaires et les gares. »<sup>723</sup> A l'image des luddites, dont il n'est pas honnête de limiter les motivations à une technophobie primaire, ces mouvements de contestation reposaient largement sur la volonté de préserver un monde en voie de disparition du fait de l'industrialisation grandissante. En effet, des secteurs entiers de l'économie française furent révolutionnés par l'apparition des voies de chemin de fer (nous pensons ici à la concurrence que le train représenta pour les transports routiers et fluviaux). Si cette contestation originelle du développement du chemin de fer fut féroce et violente, elle s'atténa rapidement. Dès 1870, le réseau ferroviaire français se développa largement et quadrilla une grande partie du territoire national.<sup>724</sup> Malgré l'apaisement apparent, une contestation radicale et clandestine persista, même si elle fut assez discrète. Le XIX<sup>e</sup> siècle a donc su éloigner de la discussion démocratique les grands choix stratégiques industriels qui ont été réalisés. Le chemin de fer ne fait pas exception à la règle. Aujourd'hui, cette contestation du rail demeure très confidentielle. Elle relève quasi-intégralement des différentes entités appartenant à la mouvance anti-industrielle. Il est toutefois important de noter que la critique des anti-industriels ne porte pas tant sur la prouesse technique que représente le TGV que sur la mise à l'écart systématique des individus dans le processus de décision qui conduit à un changement de société. Il s'agit aussi de condamner la destruction, par la technique, d'un mode de vie au profit d'un autre qui permettrait à la société marchande de fonctionner, perdurer et croître continuellement. Si ces contestations sont beaucoup moins répandues qu'auparavant, force est de constater que les derniers grands projets de développement des lignes TGV ont entraîné, en France, la naissance de mouvements citoyens d'opposition.<sup>725</sup> Ainsi, ces mobilisations ont permis de faire entrer dans le débat démocratique les grands projets de développement technique. Le sabotage d'une caténaire de ligne TGV en

---

<sup>722</sup> François Jarrige, « Refuser de se laisser ferrer. Les résistances au chemin de fer en France au XIXe siècle », In Cédric Biagini et Guillaume Carnino, *Les luddites en France...Op.cit.*, p.178

<sup>723</sup> *Ibid.*

<sup>724</sup> *Ibid.* p.198

<sup>725</sup> *Ibid.* p.203

2008 constitue le dernier exemple en date d'une action directe menée contre le TGV en France.

Le recours à ce genre d'actions de destruction, présente évidemment des limites, à commencer par la publicité négative qu'elles occasionnent. En effet, les médias formulent souvent une condamnation morale explicite de ces actions violentes et illégales. Cette réception défavorable peut naturellement effrayer les individus qui partagent certains constats portés par la mouvance anti-industrielle. Les défenseurs du monde marchand, peuvent ainsi ranger la violence du côté des anti-industriels, qui constituent selon eux, une forme de contestation contraire à la démocratie, puisqu'ils ne sont détenteurs d'aucun mandat émanant du peuple pour agir. Enfin, cette forme d'action se heurte à la complexification et la dangerosité de certaines infrastructures du monde contemporain. En effet, comment prôner l'action de destruction d'une centrale nucléaire ? Les limites mentionnées nous permettent de comprendre l'apparition d'une autre forme d'action anti-industrielle, rendue possible grâce à la publicité des projets d'envergure décidés par le personnel politique, l'occupation.

#### *Des actions d'occupation*

Les occupations de sites sont aujourd'hui la modalité d'action la plus importante de la mouvance anti-industrielle. Elles possèdent en effet l'avantage d'être menées, au contraire des actions de destruction et de sabotage, avant la réalisation d'un projet industriel. Elles ont également un fort pouvoir symbolique grâce à la médiatisation qui en est généralement faite. Qui n'a pas entendu parler de l'action menée par les nombreux militants de Notre-Dame-des-Landes ? En conséquence, elles permettent d'améliorer la propagation d'une forme d'action de résistance au monde contemporain. Elles ont également l'avantage de laisser la possibilité à certains militants d'expliquer leurs motivations. De cette façon, les individus ont accès à une autre information que celle fournie par les agents du monde industriel. D'où vient cette tradition d'occupation qui s'illustre aujourd'hui par les fameuses Zones à Défendre (ZaD) ?

En France, ce type d'actions de résistance s'est développé après l'action menée dans le Larzac durant une décennie. En effet entre 1971 et 1981, un vaste mouvement de contestation se mobilisa pour refuser l'agrandissement prévu d'un camp militaire. Cette mobilisation fut d'abord celle des agriculteurs du Larzac, directement concernés par l'extension du camp militaire. En 1971, ce combat sera effectivement porté par un groupement de 103 paysans qui

recevra assez rapidement un soutien plus large.<sup>726</sup> Si les actions menées par les militants du Larzac sont de natures diverses, ces dix années de lutte mettent tout de même en valeur l'importance de l'action quotidienne d'occupation d'un territoire contre un projet supposé non consenti par la population. Ainsi, les militants mettent en place une résistance systématique aux opérations impliquant l'expropriation des paysans. Le soutien assez important accordé à ce mouvement de résistance repose sans doute sur le mode d'action non-violent qu'il prône dans la défense de ses intérêts. De plus, l'image symbolique d'une bataille complètement déséquilibrée opposant la « puissante armée française » aux « petits paysans du Larzac » a sans aucun doute renforcé l'élan de sympathie à l'égard d'un mouvement qui pratiquait pourtant des actions souvent illégales.<sup>727</sup> Il est intéressant de noter que cette lutte a sans doute permis d'apprécier toutes les potentialités d'une action citoyenne pour faire échouer les plans d'un gouvernement. Reposant sur une alliance très vaste entre militants de divers horizons, le mouvement de solidarité s'est d'abord mis en marche autour de l'idée de préservation d'un territoire. A la différence des actions qui avaient été menées auparavant, la lutte pour le Larzac n'a pas été perçue comme rétrograde, car ne s'opposait pas directement à un progrès technique. De fait, elle n'a pas été reliée, dans l'esprit des individus, aux luttes passées contre la machinisation, malgré leur dénominateur commun qui constitue le cœur du combat anti-industriel : la défense de la maîtrise d'un territoire par ses habitants. Bien plus qu'une lutte antimilitariste, la lutte menée dans le Larzac constitue donc la première forme victorieuse de contestation reposant sur la volonté de rendre aux habitants d'un territoire le droit de l'administrer. Le soutien politique viendra principalement de la gauche, bien que le parti communiste soit demeuré assez discret sur cette lutte.<sup>728</sup> La véritable réussite du mouvement, encore aujourd'hui, est d'avoir su fédérer des individus « venant de milieux sociaux, culturels et politiques très divers. »<sup>729</sup> Pour autant les paysans, très attachés à leur indépendance gardèrent la maîtrise du mouvement malgré l'ampleur considérable qu'il prit au regard du nombre minoritaire d'individus qu'il concernait. Avec le recul, cette lutte « du Larzac » semble, malgré la diversité politique des militants impliqués, constituer un modèle de l'action anti-industrielle contemporaine, alors encore en gestation. Un lien direct entre ce doit d'ailleurs être fait entre le mouvement du Larzac et l'action menée à Notre-Dame-des-Landes,

---

<sup>726</sup> Jean-Philippe Martin, « Les contestations paysannes autour de 1968. Des luttes novatrices mais isolées », *Histoire & Sociétés Rurales* 2014/1 (Vol. 41), p.122

<sup>727</sup> *Ibid.* p.123

<sup>728</sup> *Ibid.* p.126

<sup>729</sup> *Ibid.*

dont l'occupation du site par les militants opposés à la construction de l'aéroport, constitue aujourd'hui le nouveau symbole de la lutte pour un territoire.

Bien que l'attention soit principalement portée, depuis quelques années, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, il existe, d'autres territoires qui font l'objet, aujourd'hui en France, de mouvements de résistance à la construction de projets industriels mis en place avec l'accord des décideurs politiques : « deux projets de centrales nucléaires en Basse-Loire, l'aménagement du bassin de la Loire, Donges-Est, Plogoff, le Larzac, et des conflits plus récents comme celui de Sivens, de Bure ou du Val di Susa, etc. »<sup>730</sup> Comme l'évoque un zadiste, il est difficile de définir clairement ce qu'est une ZAD, puisque par définition, ce lieu se définit en fonction de l'action réalisée par ses habitants.<sup>731</sup> A Notre-Dames-des-Landes, l'objectif bien connu était d'empêcher la construction d'un nouvel aéroport proche de l'agglomération nantaise. C'est en 2009 que la lutte contre la construction de cette infrastructure prit un virage important.<sup>732</sup> En effet, l'arrivée dans la lutte d'associations et de mouvements<sup>733</sup> possédant un réseau de diffusion important, a permis de mettre en place une action d'occupation quotidienne sur le territoire menacé par la construction du nouvel aéroport. L'un des points forts de cette lutte, à l'image de ce qu'avait pu être le mouvement du Larzac, est d'avoir su interpeller l'ensemble des Français sur la question. . Selon un militant, la lutte à Notre-Dame-des-Landes est une réussite non seulement parce qu'elle a permis de sauver une zone humide, mais aussi parce qu'elle a été le symbole d'une lutte générale, qui a dépassé le cadre de la région nantaise. Quant au projet d'aéroport, il incarne selon lui « une fuite en avant perpétuelle du système de croissance ».<sup>734</sup> Ainsi, cette mobilisation doit être analysée comme le refus de perpétuer la logique du monde industriel, qui prive les individus de leur droit à décider pour eux-mêmes. En somme, il remplit parfaitement les objectifs fixés par la mouvance anti-industrielle. Néanmoins, force est de constater que cette victoire des zadistes n'a pas, pour le moment, entraîné une réorganisation de la société. C'est pourquoi les zadistes projettent un « deuxième temps » dans la lutte (qui s'ouvre maintenant), consistant à organiser la vie au sein de la ZAD afin de mettre en pratique une alternative crédible à l'organisation institutionnelle de nos démocraties contemporaines. Sur ce point, les militants

---

<sup>730</sup> Frédéric Barbe, « La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique », *Noroi*, Revue en Ligne, Presses Universitaires de Rennes, 2016, p.110

<sup>731</sup> Propos recueillis par Nadia Taïbi, « Qu' est-ce qu' une Zone A Défendre ? À propos de Notre-Dame-des-Landes », *Sens-Dessous* 2018/1 (N° 21), p. 51-54. DOI 10.3917/sdes.021.0051, p.51

<sup>732</sup> *Ibid.* p.52

<sup>733</sup> Il s'agit ici notamment des membres de la revue *Silence*, ainsi que de l'invitation du camp action climat par les militants historiques de cette lutte contre la construction de l'aéroport.

<sup>734</sup> *Ibid.* p.

de cette mobilisation détiennent un avantage certain, puisqu'ils ont été capables de mettre en place une organisation politique au sein de la communauté des zadistes. Malgré tout, gérer la communauté s'avère toujours délicat :

Nous faisons de nombreuses réunions pour traiter aussi des questions d'organisation politique et sociale. Ce n'est pas simple. Il y a des disputes. C'est comme cela qu'on s'émancipe. C'est difficile parce qu'on a des schémas ancrés profondément. Il faut apprendre à dépasser cela. C'est en tâtonnant que l'on sort de la théorie pour rentrer dans la pratique.<sup>735</sup>

Ainsi, si la ZAD paraît aujourd'hui avoir remporté la bataille elle semble encore loin d'avoir gagné la guerre. En effet, il est probable que les décideurs politiques s'opposent à la volonté des militants de mettre en place un territoire autonome, géré administrativement par les seules autorités zadistes. La création d'une telle zone, détachée de l'Etat français, pourrait créer un précédent sur lequel d'autres mouvements politiques viendraient s'appuyer. Or, le développement de ces zones pourrait à terme mener à une évolution majeure de l'organisation politique de l'Etat français. Quoi qu'il en soit, ce type de projet, pour être viable, doit d'abord relever de nombreux défis. Il faut en effet gérer les relations internes entre les personnes, les relations entre zadistes et voisinage, et parvenir à développer une économie locale capable de subvenir aux besoins de la communauté. Il faut donc réfléchir aux problèmes connexes de l'agriculture et de l'énergie dont l'utilisation doit respecter les principes mis en avant par les zadistes.

Ce que nous voulons, c'est nous gérer nous-même, créer une sorte de commune qui serait indépendante de l'Etat mais en lien étroit avec les communes environnantes. Personne ne veut mettre de frontières, mais il y a une volonté d'émanciper ce territoire. Nous voulons qu'il soit géré par ses habitants. Il y a environ 200 habitants en permanence avec lesquels il faut débattre pour établir une sorte d'équilibre entre les nouveaux points de vue et ce que nous voulons bâtir en commun.<sup>736</sup>

La ZAD de Notre-Dames-des-Landes illustre donc avec pertinence une forme d'action anti-industrielle contemporaine. La question qui demeure à ce jour sans réponse, concerne la capacité de ce mouvement de résistance à se transformer en une expérience de vie alternative permettant d'émanciper les individus qui la composent des nuisances du monde marchand.

Ces actions de résistance - qui semblent avoir de meilleurs résultats que les actions de destruction ou sabotage -, ne se limitent donc pas à l'occupation opportune d'un site jugé

---

<sup>735</sup> *Ibid.* p.52-53

<sup>736</sup> *Ibid.* p.53

temporairement sensible mais tendent à évoluer vers une forme différente d'occupation de l'espace. En effet, les zadistes ont pour projet de construire une véritable communauté dont le mode de vie suivrait les principes de la pensée anti-industrielle. Ceci nous amène à étudier le mode de vie en question, élément essentiel au développement des multiples pôles de résistance qui s'articulent autour de la lutte quotidienne contre la production des nuisances industrielles.

### *L'adoption d'un mode de vie anti-industriel*

La vie de René Riesel peut servir d'illustration à ce que constitue le « mode de vie anti-industriel ». En effet, il fut dans ses jeunes années un militant actif au sein des universités parisiennes et prit une place importante dans les événements de Mai 1968. Il fut convoqué en conseil de discipline à la Sorbonne après avoir interrompu plusieurs cours avec l'aide de ses camarades. Aux cours des émeutes, il fut proclamé président du comité d'occupation de la Sorbonne mais les divergences de vue avec les communistes orthodoxes ne lui permettront pas de remplir pleinement sa fonction. Trois années plus tard, en 1971, il rejoignit l'Internationale Situationniste. Sa première expérience du monde rural se solde par un échec. Décidé à devenir dans les années 1980 un éleveur de moutons, il fit le choix de s'installer dans les Pyrénées. Mais de ses propres mots, il fut rejeté par les agriculteurs locaux :

L'industrialisation de l'élevage du moutons était la tendance dominante et, comme éleveur, j'ai pratiqué exactement l'inverse. Ce fut l'union sacrée pour me dégager (...) J'ai vu les choses se dégrader à vive allure. Il n'y a plus de paysannerie en France, seulement des agriculteurs, plus ou moins intégrés, qu'ils l'admettent ou pas, dans un segment de la production agro-industrielle.<sup>737</sup>

En 1991, alors qu'il s'est installé sur la Causse Méjean en Lozère, il rejoint la Confédération paysanne dont il deviendra en 1995 le secrétaire général. Il y restera jusqu'en 1999 et mènera au sein de cette organisation une lutte contre les OGM. A la suite du procès qui lui est intenté pour sa participation au saccage des champs d'OGM, il prendra ses distances avec la Confédération paysanne qu'il juge trop réformiste et trop intégrée dans l'univers médiatique. Ce procès lui permet d'affirmer sa ligne radicale qui exclut toute idée de compromis avec ses ennemis :

Mais sobrement : l'activisme spectaculaire ne m'intéresse pas, surtout quand il cache la pauvreté de l'analyse. Ma critique de la technoscience est effectivement radicale: recherche publique,

---

<sup>737</sup> Rebellion-sre.fr

recherche privée, peu importe quand ces gens, littéralement, ne savent pas ce qu'ils font, bricolent – sans en avoir, de leur propre aveu, la moindre compréhension théorique – des chimères génétiques aux effets imprévisibles. Le sabotage contre le CIRAD était une attaque frontale contre des recherches publiques, afin de casser le mythe selon lequel une recherche contrôlée citoyennement pourrait être régulée: il faut commencer par comprendre que cette technologie est par essence incontrôlable. Le fameux « principe de précaution » dont on parle tant, nous l'appliquons, de la seule manière dont il peut l'être.<sup>738</sup>

A la différence de José Bové, il refusa de faire appel des six mois de prison auxquels il fut condamné. Cela lui donna l'occasion dans une lettre, d'expliquer à ce dernier pourquoi il mettait fin à leur collaboration. René Riesel a donc fait le choix de mener une vie différente. Selon lui, seule la paysannerie offre la possibilité de sortir du rationalisme qui régit la vie dans une société industrielle. La paysannerie permet en effet un rapport à la vie bien différent de celui proposé par le monde marchand. Toutefois, Riesel garde pleinement à l'esprit que le monde paysan traditionnel n'a jamais été porteur « de valeurs miraculeuses, à préserver à tout prix ».<sup>739</sup> En revanche, lui-seul offre aux individus la possibilité de prendre un chemin différent de celui qui est imposé à la masse par la société industrielle. Sa vie peut donc être considérée comme un combat perpétuel. Sa radicalité et sa détermination l'empêchent de perdre de vue son objectif : se prémunir autant que possible contre les nuisances de la société industrielle. Il se conforme en ce sens à l'exigence anti-industrielle qui réclame la mise en adéquation des actes de la vie quotidienne avec les convictions qui portent le combat. En cela, il semble avoir suivi l'évolution globale de l'action anti-industrielle qui commença dans les villes pour se cristalliser finalement à la campagne.

La vie de militant que nous venons de décrire consacre des modes d'action que la science politique contemporaine a su étudier et analyser. La désobéissance civile ainsi que la résistance quotidienne sont deux concepts qui permettent de mieux comprendre l'action politique collective ou individuelle. Nous verrons toutefois que le concept de désobéissance civile, selon la définition qui en est faite, caractérise plus ou moins bien l'action prônée par la mouvance anti-industrielle.

C'est au sein du courant libéral que les réflexions sur la désobéissance civile vont émerger. En effet, John Rawls, dans son ouvrage le plus connu intitulé *Théorie de la justice*, propose une définition de ce concept : « acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener à un changement dans la

---

<sup>738</sup> *Ibid.* (site internet rebellion-sre)

<sup>739</sup> *Ibid.*

loi ou bien dans la politique du gouvernement. »<sup>740</sup> De cette définition il est important de retenir les éléments caractéristiques de l'action de désobéissance civile. En premier lieu, celle-ci n'a pas pour objectif de renverser un gouvernement ni de provoquer une révolution. En deuxième lieu, elle implique que celui qui a recours à cette pratique reconnaisse la primauté de la loi qui reste l'expression de la volonté générale.<sup>741</sup> De ce fait, celui qui pratique la désobéissance reconnaît le caractère exceptionnel de l'action qu'il vient d'entreprendre. Il le fait au nom « d'un principe de légitimité supérieur au cadre juridique existant ». <sup>742</sup> Ici, plusieurs incompatibilités peuvent être notées entre l'action anti-industrielle et la désobéissance civile. D'abord, la mouvance que nous étudions a bien pour objectif de détruire l'Etat dans sa forme moderne, c'est-à-dire issue de la pensée libérale. Ensuite, la violence demeure un sujet sensible au sein de la mouvance anti-industrielle. Elle n'y est jamais explicitement exclue, notamment lorsque les mobilisations entraînent des affrontements avec les forces de l'ordre. A ce titre, même si les actions réalisées dans les champs de plantation d'OGM n'ont pas mis en danger l'intégrité physique des individus, elles restent perçues comme des actions violentes. Enfin, il n'est pas certain que les penseurs anti-industriels respectent le principe de primauté de la loi ni celui du « recours exceptionnel aux actions illégales ». En rejetant dans sa totalité le monde marchand, ils rejettent par conséquent l'intégralité des lois qui proviennent de ses instances politiques. Pourtant, la lutte du Larzac est généralement considérée comme un exemple de désobéissance civile et Lanza del Vasto comme l'un des principaux défenseurs du concept en France.<sup>743</sup> Cette contradiction apparente disparaît si l'on prend en compte la définition donnée par Hannah Arendt. Celle-ci établit en effet une distinction entre les actes de délinquance et les actes de désobéissance civile. Dans le premier cas, « le délinquant ne se soucie que de son propre intérêt », alors que dans le second cas « le désobéissant lance un défi aux lois et à l'autorité, à partir d'un désaccord fondamental, et non parce qu'il entend personnellement bénéficier d'un passe-droit ». <sup>744</sup> Sur ce point, que l'on partage ou non leurs convictions, il est incontestable que les militants anti-industriels entrent dans la deuxième catégorie, leur combat étant tout entier tourné vers l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble des individus. En somme, c'est surtout le caractère révolutionnaire de la théorie qui empêche d'associer l'action anti-industrielle à la

---

<sup>740</sup> Graeme Hayes, Sylvie Ollitrault, *La désobéissance civile*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2013, 186 pages. ISBN : 9782724614268. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/la-desobeissance-civile--9782724614268.htm>, p.16

<sup>741</sup> *Ibid.* p.17

<sup>742</sup> *Ibid.*

<sup>743</sup> *Ibid.* p.45

<sup>744</sup> *Ibid.* p.18

désobéissance civile. On peut néanmoins considérer, que les mobilisations anti-industrielles participent des mouvements de désobéissance qui ont jalonné l'histoire. Pourtant, ce qui nous permet de recourir quand même à l'utilisation de ce concept, repose sur l'incapacité de ces différents mouvements à mener à leurs termes leurs ambitions révolutionnaires. En effet, si elles se sont bien opposées, au nom de valeurs et de principes considérés comme supérieur, à l'ordre contemporain, elles n'ont jamais abouties à sa destruction. Cela nous permet de constater l'impuissance des mouvements de lutte qui s'inscrivent aujourd'hui dans une mouvance contestataire de l'ordre industriel. Ainsi, ces différents combats ne semblent pas avoir plus de succès que les différentes luttes prolétariennes que les penseurs anti-industriels ont préférées oublier. Ainsi, nous pensons que ces multiples zones de résistance doivent être perçues comme un travail préparatoire à la mise en place d'une action révolutionnaire authentique lorsque les temps seront plus propices à son développement. Plus ces luttes seront diverses et nombreuses, plus les nuisances produites par le monde industriel seront révélées. Il n'est donc pas dommageable, dans un premier temps, que ces luttes se limitent à un seul objectif. Séparément, elles s'apparentent bien à des actions de désobéissance civile. Mais, une fois que le monde industriel sera identifié, par un nombre suffisant grand d'individus, comme la cause supérieure de toutes ces nuisances, l'action révolutionnaire pourra apparaître. C'est pour accélérer cette prise de conscience que les penseurs anti-industriels continuent de diffuser des textes défendant cette vision.

En ce qui concerne la violence, il est intéressant de noter que les penseurs anti-industriels, lorsqu'ils rééditent l'ouvrage de Theodore Kaczynski, ajoutent une préface dans laquelle ils expriment leurs désaccords avec la méthode employée par *Unabomber*. Ainsi, le terrorisme est explicitement exclu du panel d'actions envisageables par les auteurs étudiés. La question d'une dérive terroriste au sein de la mouvance anti-industrielle se pose néanmoins. Pour le moment et à notre connaissance, l'action de Theodore Kaczynski est une exception au sein de la mouvance anti-industrielle. Les actions de violence commises - à l'image de ce que faisaient les luddites - sont en effet systématiquement dirigées contre les machines et les infrastructures, ce qui relève du sabotage. Ce sont, selon les termes des auteurs eux-mêmes, « des actions d'intervention ». La violence est néanmoins admise et peut aller « jusqu'à considérer nécessaire et légitime l'usage de la contrainte physique ou de la destruction de bien ».<sup>745</sup> Pour Bruno Villalba, les actions menées contre les champs d'OGM sont des actions

---

<sup>745</sup> Ibid. p.142

violentes.<sup>746</sup> Ainsi, la violence fait partie intégrante de l'action anti-industrielle tout comme elle fait partie, contrairement à ce qu'affirmaient les penseurs libéraux et notamment John Rawls, de la désobéissance civile.

La résistance quotidienne, la désobéissance civile et le sabotage sont donc des pratiques constitutives de l'action anti-industrielle. Sur ce point, les anti-industriels se placent dans la droite ligne des mouvements qui critiquent la société industrielle depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. A l'heure actuelle, ces modes d'action semblent toutefois incapables de provoquer un changement aussi radical qu'une révolution. Ils s'avèrent même insuffisants pour lutter contre les nouvelles formes de domination technique produites par le monde industriel. Après avoir analysé la nature de l'action industrielle, nous nous intéresserons donc à ses limites. Nous envisagerons également les perspectives qui s'offrent à elle, et notamment la possibilité de s'associer aux mouvements politiques qui partagent son combat pour la réappropriation des territoires par leurs habitants. L'apparition et le développement du monde numérique a certainement posé un problème majeur au sein de la mouvance anti-industrielle. La question a en effet engendré une fracture entre les partisans d'une bonne utilisation de l'outil informatique et ses opposants radicaux.

## ***Section II Perspectives anti-industrielles***

### Sous-Section I Les limites contemporaines de l'action anti-industrielle

#### *Numérisation et automation de l'économie : retour sur l'impuissance anti-industrielle*

Malgré les différents modes d'action qu'engendre la contestation radicale de la société industrielle, il existe une nouvelle nuisance contre laquelle l'anti-industrialisme semble impuissant : le numérique. En effet, quelle stratégie adopter contre une technologie aussi omniprésente qu'élaborée ? Comment lutter contre un ennemi virtuel ? Ces questions occupent et occuperont sans doute encore longtemps les penseurs anti-industriels. L'emprise du numérique a en effet des conséquences indéniables au sein des usines, où la machine tend de plus en plus à être contrôlée par une autre machine, mais également au sein des

---

<sup>746</sup> Bruno Villalba, « Contributions de la désobéissance civique à l'établissement de la démocratie technique. Le cas des OGM et du collectif des Faucheurs volontaires », In D. Hiez et B. Villalba (dir.), *La Désobéissance civile. approches politique et juridique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 130-131.

administrations, où une grande partie du travail de bureau est aujourd'hui réalisée par ordinateur, enfin, au sein-même de la vie quotidienne des individus, qui doivent effectuer de plus en plus de démarches via des ordinateurs connectés à internet. En France, cette volonté d'informatiser toujours davantage les domaines de la vie des individus repose sur un choix politique effectué au cours des années 1960 par le général de Gaulle. En effet, en lançant en 1966 le Plan calcul, les décideurs politiques initient le processus d'informatisation en France.<sup>747</sup> Cette décision implique non seulement une modification de la production industrielle française mais requiert également une réorientation de la recherche scientifique française. Ainsi, la création de centres de recherche dédiés à la science du numérique permet à la France de ne pas prendre trop de retard sur les autres Etats. La création en 1963 du Comité d'action concertée Automatisation et celle de l'Institut de recherche en informatique et en automatique en 1967 en est l'illustration.<sup>748</sup> Là encore, c'est le processus de décision – et notamment l'absence de toute consultation démocratique - qui est pointé du doigt par les anti-industriels. En effet, les instances en charge du projet d'informatisation et d'automation de la France viennent essentiellement du secteur privé. Il s'agit de la Compagnie internationale d'informatique, qui naît en 1967 et possède un bureau à Toulouse ; du groupe EDF ; du Commissariat à l'énergie atomique et du centre national d'étude des télécommunications.<sup>749</sup> Quoique mandatés par l'Etat, ces quatre organes sont impliqués dans la prise de décisions, ce qui fait dire aux anti-industriels que l'Etat et les grands industriels français décident entre eux d'une orientation économique et sociale décisive, qui aura des répercussions considérables sur la vie des individus. Un chiffre nous permet de comprendre à la fois l'ampleur de cette nouvelle phase de l'industrialisation en France et sa rapidité : « En 1969, 100 000 personnes en France travaillent dans l'informatique. Dix ans plus tard, on comptera 300 000 informaticiens sur le territoire. »<sup>750</sup>

Si le XIXe siècle a transformé l'industrie par l'intégration de nouvelles machines, le XXe siècle a quant à lui perfectionné le mouvement par le développement de l'automatisation. Cette notion a un sens plus large que l'automatisation, puisqu'elle désigne non seulement l'intégration des machines dans l'entreprise, mais également « [l']ensemble des connaissances et techniques concernant les systèmes automatiques et leur mise en œuvre »<sup>751</sup>. Le caractère

---

<sup>747</sup> Célia Izoard, « L'informatisation, entre mise à feu et résignation », In Cédric Biagini et Guillaume Carnino, *Les luddites en France... Op.cit.*, p.255

<sup>748</sup> *Ibid.*

<sup>749</sup> *Ibid.*

<sup>750</sup> *Ibid.*

<sup>751</sup> *Le Nouveau petit Robert de la langue française, 2007... Op.cit.*, p.185

inélucltable du processus incite les différentes organisations syndicales à reconnaître les bienfaits du développement de l'informatique. Aux yeux des anti-industriels, elles rejoignent en cela le discours de nécessité produit par les décideurs politiques et les industriels français qui voient dans cette évolution le moyen d'assurer à la France une productivité suffisante pour concurrencer les autres Etats. Elles doivent permettre d'inscrire l'économie du pays dans une phase de croissance afin de préserver son indépendance.<sup>752</sup> Par ailleurs, ce discours, met en avant un autre argument de poids pour convaincre les organisations syndicales chargées de la défense des intérêts ouvriers. En effet, contrairement aux premières révolutions industrielles, qui s'étaient peu intéressées au sort des ouvriers - leur imposant un travail abrutissant et des tâches répétitives et inintéressantes - cette nouvelle phase de l'industrialisation entend modifier pour le meilleur la nature du travail de l'ouvrier et se propose de corriger, en quelque sorte, une erreur du passé. Cette idée se retrouve d'ailleurs diffusée dans la presse française, comme en témoigne cet extrait d'un article du *Figaro* de 1956 :

L'ouvrier, loin d'être l'esclave de sa machine, loin d'être assujetti à un travail de plus en plus idiot [...] va de plus en plus devenir un ingénieur, un intellectuel-artisan, capable à la fois de commander à ces machines ultra-savantes et de remédier d'urgence à une de leurs défaillances.<sup>753</sup>

La force de ce message repose sur sa capacité à satisfaire les deux forces politiques majeures de l'époque, que sont le parti gaulliste et le parti communiste. Ainsi, il n'y aura pas de réel mouvement de contestation concernant cette politique d'informatisation et d'automation des usines. Si la gauche et l'extrême gauche n'ont pas formulé de vives critiques à l'égard de cette politique, c'est que depuis la fin du XIXe siècle, cette famille politique a elle-même fondé ses espoirs sur l'automation.<sup>754</sup> En effet, celle-ci devait être à l'origine de la libération des travailleurs, puisqu'elle allait les soulager d'un travail physique difficile. Les ouvriers allaient enfin pouvoir se consacrer à leur épanouissement personnel et se défaire de la pression productiviste. Il existe donc une forme de consensus de la classe dirigeante française autour de ce choix politique, qui n'a pourtant jamais été soumis à la réflexion des citoyens. C'est ainsi que la mouvance anti-industrielle incarne une voix politique qui n'existe pas au début de la V<sup>e</sup> République. Elle se crée et se développe à la marge de la vie politique française puisqu'elle refuse d'emblée le postulat politique qui a orienté l'action de l'Etat pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle et sur lequel s'accorde toutes les formations politiques : l'idée qu'un accroissement continu de la productivité est nécessaire dans une économie mondialisée. Or, il découle

---

<sup>752</sup> Célia Izoard, « L'informatisation, entre mise à feu et résignation »...*Op.cit.*, p.256

<sup>753</sup> Pierre Gaxotte, 22 Janvier 1956, *Le Figaro*... *In Ibid.*

<sup>754</sup> *Ibid.* p.275

inévitablement de cette conviction que le progrès technique est une nécessité. Peu armé face à une évolution technologique d'une ampleur et d'une complexité considérable, le pouvoir politique a toutefois perdu le contrôle et la maîtrise du processus qu'il avait engendré. En d'autres termes, le problème n'est pas la technique en tant que telle, mais l'absence de recul face aux bouleversements qu'elle occasionne. Le débat intitulé « Les robots ne licencient pas » organisé à l'usine Renault du Mans par les Jeunesses communistes<sup>755</sup>, illustre parfaitement l'adhésion de l'extrême gauche au mouvement de technicisation dans sa volonté d'améliorer la condition des ouvriers dans les usines.

En réalité, un syndicat a bien voulu porter son attention sur les conséquences réelles du progrès technique sur la classe ouvrière : la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT). En effet, celle-ci a publié en 1977 un livre intitulé *Les Dégâts du progrès*.<sup>756</sup> L'objectif de ce livre est ainsi résumé :

Au-delà même des chefs d'entreprises, dont les discours en la matière sont marqués du sceau de l'intérêt, experts ou universitaires ont souvent tenté d'appréhender, du mieux qu'ils ont pu, les processus de travail et leur évolution. Mais ce que dit ce livre, aucun d'eux ne pourrait le découvrir par ses recherches. C'est de l'intérieur, à partir des situations de travail qu'ils vivent, qu'ils ont confrontées et analysées, que des travailleurs – militants CFDT – ont tenté de dégager toute la dimension sociale du progrès technique et de l'organisation du travail. Ils montrent comment ces techniques intègrent l'exploitation, la domination, la séparation et la dépersonnalisation. Et ils tentent de dégager des pistes pour changer les modèles dont ils ont fait éclater l'apparente neutralité.<sup>757</sup>

Ces quelques mots résument une véritable réflexion sur les conséquences concrètes du progrès technique sur les travailleurs. La volonté qui s'y exprime entend poser la question de la nature politique des outils utilisés par les ouvriers dans le cadre de leur activité productive. Elle revendique aussi la participation des ouvriers aux choix stratégiques de l'entreprise lorsque le travail de l'ouvrier peut en être bouleversé.<sup>758</sup> Pourtant, ce positionnement peu ordinaire (pour l'époque) d'une formation politique d'extrême gauche va changer au début des années 1980. En effet, la critique initialement formulée à l'encontre des conséquences du progrès technique sur le travail des ouvriers fut reniée par les dirigeants du syndicat, qui

---

<sup>755</sup> *Ibid.* p.276

<sup>756</sup> *Les dégâts du progrès, Les travailleurs face au changement technique*, En collaboration avec la CFDT, Le Seuil, 1977, 316 p.

<sup>757</sup> *Ibid.* p.7 (Préface)

<sup>758</sup> Célia Izoard, « L'informatisation, entre mise à feu et résignation »...*Op.cit.*, p.277

considéreront désormais ce texte comme une erreur.<sup>759</sup> Ainsi, malgré les profondes transformations imposées par cette nouvelle phase de l'industrialisation sur le travail des ouvriers, ces derniers se trouvent impuissants. Si la machinisation avait été sévèrement critiquée par les luddites, l'automatisation, quant à elle, est parvenue à s'imposer sans provoquer de mouvement de contestation de la part du monde ouvrier. Ce constat montre la force avec laquelle s'impose désormais le processus d'industrialisation. Cette nouvelle donne est résumée par le titre d'un livre écrit par René Riesel : *Du Progrès dans la domestication*. L'absence de réaction provoquée par le développement du progrès technique relève en effet pour l'auteur d'une obéissance croissante des individus aux décisions prises par les décideurs politiques et les industriels. Ces derniers se font, quant à eux, les instruments d'un destin qui détermine les êtres humains à vivre dans la société industrielle et à en accepter les conséquences quelles qu'elles soient. Pour autant, René Riesel refuse encore et toujours de se résigner :

Contre ce qui a l'allure de destin, il faut garder présent à l'esprit que des occasions inattendues de renverser le cours des choses, ne serait-ce que le temps d'un éclair, restent toujours envisageables dans un système aussi imprévisible pour lui-même. La liberté de briser l'enfermement industriel reste la seule expérience qui vaille d'être tentée. Elle peut s'appuyer sur la conscience que « rien de ce qui eut jamais lieu dans l'histoire n'est perdu pour l'histoire ».<sup>760</sup>

Si le monde ouvrier a été bouleversé par le progrès technique et par l'automatisation, les deux autres secteurs constitutifs de l'économie d'un Etat moderne ont été également chamboulés. En effet, le secteur primaire, relatif à l'agriculture a subi d'importantes modifications suite au perfectionnement du matériel agricole. « Il n'était toutefois pas possible de confiner l'agriculture dans des moyens archaïques de production alors que les autres secteurs progressaient rapidement en faisant appel à des matériels de plus en plus efficaces et perfectionnés ».<sup>761</sup> L'ambivalence du progrès technique, chère à Jacques Ellul, est ici parfaitement illustrée par l'évolution de l'agriculture. Dans un premier temps, l'invention de différentes machines a permis de faciliter la pratique d'un métier essentiel mais physiquement difficile, tout en permettant de produire davantage, et donc de subvenir aux besoins alimentaires d'un plus grand nombre d'individus. En conséquence, la famine, qui touchait jadis les Etats occidentaux en raison de l'insuffisance de la production alimentaire

---

<sup>759</sup> *Ibid.*

<sup>760</sup> René Riesel, *Du progrès dans la domestication*, Editions de L'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2003, p.77-78

<sup>761</sup> R. Carillon « Le progrès mécanique en agriculture, de 1938 à 1958 », In: *Économie rurale*. N°39-40, 1959. L'économie agricole française 1938 – 1958, p.37

n'est plus aujourd'hui une menace. Mais la motorisation de l'agriculture a eu des conséquences moins positives. Elle a provoqué la fin de la pratique familiale de l'agriculture, en rendant obsolète les petites exploitations qui, par manque de moyens, n'ont pas pu acquérir les machines plus sophistiquées qui permettaient d'accroître la production. Ainsi, la motorisation a renforcé l'exode rural en réduisant le nombre de travailleurs agricoles. En outre, les innovations scientifiques en matière agricole et la soumission toujours accrue de la production à des critères de rentabilité et de productivité ont engendré une baisse de la qualité de la production agricole. Pour illustrer l'importance de ce phénomène en France, on peut souligner que le parc de matériels motorisés comprenait 350 000 moteurs en 1938 et 950 000 en 1958.<sup>762</sup> Le bouleversement de l'agriculture après la seconde guerre mondiale a donc été à la fois rapide et conséquent. Il permettait en effet de répondre au déficit de main d'œuvre agricole qui existait à l'époque. Ceci explique l'absence de contestation de la part des agriculteurs d'alors, et le fait que la critique ait émergé tardivement, notamment suite aux différents scandales alimentaires. A présent que les Etats occidentaux détiennent les moyens techniques de produire suffisamment de nourriture pour répondre aux besoins alimentaires de leur population, il s'agit, selon les anti-industriels, d'abandonner le crédo de la productivité pour orienter la réflexion vers la question de la qualité des aliments produits. La critique de la technique qui s'ensuit ne vise cependant principalement pas le recours aux engins motorisés, mais l'autre face de l'agriculture moderne : le développement de la chimie dans la production alimentaire.

L'usage industriel de la chimie en agriculture a d'emblée ignoré la complexité de la vie microbienne symbiotique dans le sol et dans la plante, en refusant de voir dans leurs rapports des rapports entre êtres vivants : en stérilisant le sol, on s'efforce de le faire correspondre aux conditions du laboratoire, de telle manière que seules des méthodes de laboratoire puissent être utilisées.<sup>763</sup>

Cette façon d'intégrer le progrès scientifique comme une loi nécessaire, sans appréhender les conséquences pour les individus concernés au premier chef, est à nouveau mise en cause par les anti-industriels. En effet, la logique industrielle s'impose ici aux agriculteurs, qui sont réduits à gérer « au mieux » une situation qui leur échappe. D'ailleurs, cette logique industrielle les place dans une situation économique difficile, du fait de la concurrence mondiale et des énormes capacités de production de certains pays (Ukraine, Etats-Unis,

---

<sup>762</sup> *Ibid.* p.38

<sup>763</sup> Juillet 1988, Fascicule 13 de *l'Encyclopédie des Nuisances, Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, p.318

Russie etc.) obtenues par la motorisation des exploitations agricoles et l'utilisation de la chimie dans la production alimentaire. La baisse des prix contraint donc les agriculteurs à produire toujours plus pour dégager un revenu suffisant. D'une manière générale, le secteur agricole, tiraillé entre les avantages et les inconvénients apportés par le progrès technique, n'a pas été le cadre propice à l'émergence d'un mouvement de contestation du monde industriel, comme l'espéraient les anti-industriels. Le développement récent de nombreuses analyses critiques relatives à l'organisation de la production agroalimentaire pourrait donner une lueur d'espoir aux militants anti-industriels. Il n'en est rien : l'écologisme contemporain ne les satisfait pas davantage. En effet, « le projet de mise en conformité écologique du capitalisme »<sup>764</sup> ne fait, selon eux, que renforcer le mode de production actuel en créant des emplois. Ainsi, la mainmise des experts sur l'intégration du progrès technique et scientifique dans le domaine de l'agriculture reste totale aux yeux des penseurs anti-industriels. Leur impuissance à enrayer le processus d'industrialisation de l'agriculture semble donc évident.

Dernier secteur de l'économie, le secteur tertiaire s'est lui aussi profondément développé grâce à l'informatisation. L'administration, qui en est une part importante, a véritablement gagné en importance grâce à l'informatisation. La bureautique, qui peut se définir comme « l'informatique appliquée aux bureaux et services », va devenir incontournable dans le travail de l'administration française. Ce virage informatique a lieu dans la seconde moitié des années 1990.<sup>765</sup> Peu visible pour les administrés, le processus a en réalité déjà démarré en interne au cours des années 1980. Il témoigne de la volonté de réformer de l'intérieur le fonctionnement de l'Etat pour le moderniser. Dans une sorte d'euphorie générale liée aux perspectives qu'entrouvrent la naissance de l'informatique et l'apparition d'internet, de nombreux rapports sont commandés par les Etats modernes, et les institutions internationales prennent une part active dans ce mouvement. L'Organisation Coopération et Développement Economique (OCDE), conclut en 2004 que « l'*e-gouvernement* est un impératif pour tout Etat. »<sup>766</sup> Ainsi, cette politique tend à faire fonctionner ensemble Internet, l'informatique en réseau, l'administration et l'Etat. Les services publics vont donc être profondément modifiés par l'arrivée massive de l'informatique dans l'administration française. De nombreuses procédures vont être dématérialisées, les guichets automatiques

---

<sup>764</sup> René Riesel et Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable...Op.cit.*, p.67

<sup>765</sup> Éric Dagiral, « Administration électronique », *Communications*, 2011/1 (n° 88), p. 9-17. DOI : 10.3917/commu.088.0009. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-communications-2011-1-page-9.htm>, p.9

<sup>766</sup> *Ibid.* p.12

vont se multiplier et la relation humaine qui caractérisait auparavant les services publics va peu à peu disparaître. Comme pour les secteurs primaire et secondaire, les anti-industriels notent que le processus d'informatisation de l'administration s'est opéré sans que soient consultés les agents du service public, ou les administrés. En conséquence, si le fonctionnement de l'administration pouvait déjà paraître opaque à de nombreux citoyens, force est de constater que l'informatisation n'a pas clarifié la situation. Certaines populations, comme les personnes âgées, ont pu pâtir de l'intégration brutale de cette nouvelle technologie qu'elles ne maîtrisaient pas.<sup>767</sup> Par ailleurs, la dématérialisation des procédures nécessite fréquemment de mettre en ligne des informations relatives à la vie privée des individus, ce qui pose la question de la sécurité et de la protection des données personnelles : « si la transmission d'une information d'une administration à une autre peut accélérer la gestion d'un dossier pour l'attribution d'une prestation, elle peut tout autant poser un problème crucial – informer sur une question de santé sensible une administration liée à l'emploi, par exemple. »<sup>768</sup> Ainsi, les anti-industriels pointent du doigt les effets jugés pervers de cette politique imposée par le haut qui contribue à éloigner, en virtualisant le rapport à l'administration, les individus du centre de décision. Si ce type de critiques trouve un écho plutôt favorable auprès de certains utilisateurs, le développement de l'« administration électronique » ne semble pas près de s'arrêter. Par nature, la dématérialisation rend la tâche de résistance prônée par les anti-industriels difficile à mettre en œuvre.

Les différentes évolutions techniques analysées s'inscrivent ainsi dans un projet de perfectionnement infini de la société industrielle, obligeant la mouvance anti-industrielle à développer à la fois une analyse critique de ces phénomènes, et à trouver de nouveaux moyens pour s'y opposer. S'il semble y avoir un consensus autour de la critique de l'informatisation du monde, les moyens d'action à mettre en œuvre ne font pas l'unanimité au sein du mouvement. La question du recours - dans l'intérêt de la cause - aux techniques qui font l'objet même de la critique anti-industrielle (les ordinateurs et internet principalement) se pose légitimement. Pour certains en effet, seule une utilisation détournée de ces moyens techniques (piratage, hacking) pourrait permettre de lutter efficacement contre le développement exponentiel de l'informatique et d'enrayer son emprise sur la vie des individus.

---

<sup>767</sup> *Ibid.* p.14

<sup>768</sup> *Ibid.*

*Le monde numérique en question : opportunité réelle ou simple forme nouvelle de domination ?*

La mouvance anti-industrielle paraît aujourd'hui incapable d'enrayer les changements produits par le progrès technique dans le monde du travail. Elle semble tout aussi impuissante à combattre l'emprise du monde numérique sur le quotidien des individus. Le développement massif massive du numérique dans l'espace individuel et privé a commencé au cours des années 1980 par la distribution gratuite de terminaux Minitel. Ce choix politique fut encore une fois initié directement par un gouvernement, en l'occurrence celui de François Mitterrand.<sup>769</sup> Comme le dénonçaient les anti-industriels, il existait donc bien une vision commune à la droite et à la gauche concernant l'arrivée des ordinateurs dans les foyers. Aujourd'hui, l'informatique a même conquis une zone qui paraissait *a priori* particulièrement protégée : l'école. La philosophe et militante politique Célia Izoard parle d'une « colonisation des foyers » pour décrire ce phénomène. Cette expression permet, selon les anti-industriels, de prendre la mesure du phénomène. En effet, la politique menée dans les années 1980 a permis la « démocratisation de l'informatique », comme il est d'usage d'appeler ce phénomène, de sorte qu'aujourd'hui, la grande majorité des foyers possède à demeure un ordinateur relié à internet. Or, selon Célia Izoard, « Les industriels ne souhaitent que cela, que les terminaux issus de la micro-informatique se décentralisent et se multiplient, sur les postes de travail et dans les écoles, mais surtout dans les foyers ».<sup>770</sup> A l'image des autres progrès techniques, le développement fulgurant des ordinateurs dans les foyers des familles françaises est la conséquence d'une décision prise par une élite sans consultation préalable des citoyens. En effet, au cours des années 1980 et 1990, personne ne « voyait à quoi pouvait servir un ordinateur domestique ».<sup>771</sup> Ainsi, ce phénomène ne constitue en rien une réponse à un besoin exprimé spontanément par la population des Etats occidentaux. Elle n'est que la proposition d'un service aux individus, que le monde publicitaire a tenté de faire passer pour un besoin.<sup>772</sup> Ainsi, l'arrivée des ordinateurs et d'internet dans notre vie quotidienne est généralement accueillie avec beaucoup d'enthousiasme. Qui pourrait et voudrait aujourd'hui se passer d'internet ? Le monde numérique offre des possibilités immenses aux utilisateurs dont ils peuvent difficilement se passer, une fois les avoir testées. Le numérique laisse également une impression de puissance et de choix infini à celui qui parvient à le maîtriser. Pour Célia

---

<sup>769</sup> Célia Izoard, *L'informatisation, entre mise à feu et résignation... Op.cit.*, p.280

<sup>770</sup> *Ibid.*

<sup>771</sup> *Ibid.* p.281

<sup>772</sup> *Ibid.*

Izoard, cet accueil triomphal de l'ordinateur dénote le succès de « l'importation de l'univers entrepreneurial dans les mentalités ». <sup>773</sup> Par l'intermédiaire des ordinateurs et d'internet, les individus se sentent capables de maîtriser et de gérer la quasi-totalité de leur vie. Le développement tout aussi fulgurant des Smartphones, de plus en plus sophistiqués, n'a fait qu'amplifier le phénomène. Grâce aux applications qui sont créées chaque jour, les services rendus par ces gadgets sont de plus en plus nombreux, variés, personnalisés et performants. Ils vont du calcul du nombre de pas effectués dans la journée au calcul du nombre de calories brûlées ; ils permettent de surveiller à distance sa maison si l'on a pris la peine d'installer auparavant un équipement de surveillance. L'individu devient ainsi le véritable gestionnaire de sa vie, à l'image de ce qu'un chef d'entreprise entreprendrait pour son affaire.

Grâce à des gadgets et à des logiciels qui figurent autant de filiales, chacun s'escrime à faire tourner le mieux possible sa petite boîte : ses comptes en temps réel, ses relations, son image, ses vacances, et avec Facebook, c'est l'identité elle-même qui devient entreprise personnelle, laquelle nécessite communication, transparence et réactivité ; au risque de se voir délaissé au profit des concurrents, il faut imposer sa marque et créer du *buzz*. <sup>774</sup>

Ainsi, en acceptant de mener ce type d'existence, les individus du monde contemporain rejettent en bloc la critique formulée à l'encontre du monde marchand durant les années 1960 et dont les événements de Mai 1968 furent le point culminant. De ce fait, la contestation du monde industriel semble parfaitement inaudible face aux sirènes du progrès contemporain. Ce constat peut expliquer le pessimisme des penseurs anti-industriels quant à leurs chances de s'instituer un jour en véritable mouvement révolutionnaire. La majorité des individus a, au contraire de ce qu'ils auraient voulu, accepté et intégré les valeurs de « productivité et d'efficacité » <sup>775</sup> qui régissent le monde marchand. Le développement de l'informatique dans toutes les sphères de la vie des individus, a donc permis la victoire écrasante du monde industriel en faisant accepter aux individus le système économique existant. En effet, chacun acceptant pour lui-même d'organiser sa vie en fonction des principes régissant l'économie libérale, il ne saurait y avoir de développement d'un mouvement de masse remettant en cause le mode de production. De la même manière, l'organisation politique a elle aussi été légitimée, puisque « l'expérience personnelle s'effaç[an]t devant un aménagement

---

<sup>773</sup> *Ibid.* p.282

<sup>774</sup> *Ibid.* p.283

<sup>775</sup> *Ibid.* p.284

*bureaucratique* de l'existence », la contestation d'une organisation du pouvoir reposant sur les mêmes principes bureaucratiques n'a aucune raison d'être.<sup>776</sup>

Ainsi, la mouvance anti-industrielle doit une nouvelle fois se résigner à concéder la victoire au monde marchand. Partant, elle se voit contrainte de réactualiser son analyse critique de la numérisation du monde, en cherchant des moyens de résistance plus efficaces. Sur ce dernier point, elle ne semble pas avoir trouvé, à ce jour, de mode d'action adapté. Plusieurs options s'offrent donc actuellement à la mouvance anti-industrielle. La première reprend les axiomes de l'action directe et vise à détruire des infrastructures de production du matériel informatique. La seconde envisage une utilisation détournée des ordinateurs.

C'est au cours de l'année 1980 que les premières actions contre le monde informatique apparaissent en France et plus spécifiquement à Toulouse. Deux actions auront lieu le 5 et le 8 Avril. Elles reposent sur le même mode opératoire : la mise à feu d'une quantité importante de matériels informatiques. La société Phillips ainsi que la compagnie informatique CII-Honeywell-Bull furent les cibles de ces actions de sabotage menées par un groupe de militants nommé Comité Liquidant ou Détournant les Ordinateurs (CLODO).<sup>777</sup> Par l'intermédiaire de leur premier communiqué, les membres du CLODO se présentent ainsi :

Nous sommes des travailleurs de l'informatique, bien placés pour connaître les dangers actuels et futurs de l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler et à réprimer. [...] Nous ne voulons pas nous enfermer dans un ghetto des programmes et des plateformes organisationnelles. Lutter contre toutes les dominations est notre objectif. Dans une société de plus en plus invivable, nous sommes un groupe de révoltés comme il en existe des centaines.<sup>778</sup>

L'action menée par ce comité s'inscrit dans la continuité des actions d'inspiration libertaire menées contre l'industrialisation du monde. Le CLODO cherche donc à éviter que des personnes soient victimes de leurs actions de sabotage. Ainsi, la résistance à la numérisation du monde reprend les codes de l'action traditionnelle des mouvances qui se sont opposées à l'ordre industriel, et le mouvement CLODO s'inscrit logiquement, dans l'histoire, à la suite du mouvement des luddites. Les actions du comité prendront fin en 1984 sans avoir eu un grand effet sur la marche du monde numérique. Son incapacité à endiguer le développement des ordinateurs illustre bien, une nouvelle fois, les limites des actions de sabotage contre le

---

<sup>776</sup> *Ibid.*

<sup>777</sup> *Ibid.* p.258

<sup>778</sup> *Ibid.* p.259

monde industriel. Cela est d'autant plus vrai que, dans ce cas, le comité paraissait bénéficier d'un certain soutien de la part de la société civile.<sup>779</sup> Malgré tout, l'action du CLODO aura eu le mérite de mettre sur le devant de la scène les problématiques induites par le développement irréfléchi de l'informatique. Grâce aux communiqués de presse envoyés par le comité (dont certains seront publiés), le grand public a pu prendre connaissance des raisons qui ont poussé ces militants à mettre au point des actions aussi spectaculaires. Cet exemple est révélateur des formes limitées que peut prendre l'action anti-industrielle aujourd'hui. Il s'agit d'abord d'essayer d'alerter l'opinion contre des problématiques qui ne provoquent que peu de réactions de la part du grand public. Il s'agit ensuite de jouer avec l'univers médiatique, qui se nourrit de ce genre d'actions spectaculaires, dans le but de promouvoir l'analyse anti-industrielle, cet aspect étant une évolution récente de la lutte contre le monde marchand. Ce type d'action n'emporte pas, toutefois, l'adhésion totale des membres du mouvement qui peuvent éprouver une certaine réticence à utiliser des moyens fournis par le monde industriel. Ces derniers s'inquiètent du traitement médiatique qui pourrait altérer leur message. De façon plus profonde, il s'agit de décider s'il est plus cohérent de fuir l'univers médiatique ou au contraire de l'envahir et s'il est plus légitime de boycotter internet ou d'en proposer une utilisation alternative. Ces questions sont aujourd'hui fondamentales pour la mouvance anti-industrielle qui doit veiller à la cohérence de son discours et à l'intégrité de son combat sans se priver des armes qui pourraient seules lui offrir la visibilité qu'elle n'a pas.

Sur ce point, il nous paraît essentiel de distinguer, au sein des écrits issus de la pensée anti-industrielle, entre ceux de l'Encyclopédie des Nuisances et les autres. Précurseurs de la pensée anti-industrielle, les penseurs de l'Encyclopédie rejettent totalement l'idée d'une utilisation alternative des différents médias du monde contemporain. Il suffit, pour s'en rendre compte, de rappeler les termes de la rupture entre José Bové et René Riesel, qui voit dans le recours aux médias une compromission. En dépit des atouts que présente internet pour la diffusion du message anti-industriel (dont la réception plus large aurait permis de renouveler tout un pan de l'action anti-industrielle) les penseurs de l'Encyclopédie restent intraitables sur la question. Ce refus semble d'autant plus inutile, qu'échapper à Internet semble illusoire. Que cela soit le fruit de sa volonté ou non, la mouvance se retrouve elle-aussi sur la toile. Comble d'ironie, les Editions de l'Encyclopédie des Nuisances détiennent une page Facebook sur laquelle l'actualité de leurs publications est régulièrement mise à jour. Toutefois, grâce à la règle de l'anonymat en vigueur sur internet, il est impossible de savoir réellement qui gère

---

<sup>779</sup> *Ibid.* p.260

le compte et se charge de diffuser sur certains sites internet les réflexions de la pensée anti-industrielle. Pour illustrer la position radicale des auteurs de l'Encyclopédie des Nuisances, il suffit de consulter sur internet le catalogue d'une plateforme de diffusion proposant des écrits d'inspirations libertaires publiés par diverses maisons d'éditions indépendantes.<sup>780</sup> On y constatera l'absence éclatante des Editions de l'Encyclopédie des Nuisances.

Il est évident que le recours à internet permettrait au mouvement de sensibiliser davantage d'individus à la critique radicale du monde contemporain. L'action de diffusion étant au cœur de la pensée anti-industrielle, elle doit inévitablement être mise en relation avec la théorie de l'hégémonie culturelle d'Antonio Gramsci. En effet, toute l'action anti-industrielle (qui repose sur le diptyque diffusion / intervention) vise en fait la patiente construction d'un discours hégémonique, qui pourra seul aboutir à la révolution. Ainsi, l'action anti-industrielle dans sa globalité s'apparente au travail de « conquête intellectuelle accomplie par le Tiers-Etats français par l'intermédiaire des juriconsultes royaux sous la monarchie absolue, puis par la bourgeoisie grâce aux philosophes des Lumières avant la révolution de 1789 ». <sup>781</sup> L'acte révolutionnaire authentique, mis en avant par la mouvance anti-industrielle, qualifie donc tout acte visant à diffuser ou promouvoir une culture alternative capable de remplacer la culture industrielle dominante. Le refus radical d'utiliser tout moyen de communication moderne, alors même que l'outil pourrait permettre de remplir cette mission révolutionnaire peut donc paraître absurde.

En théorie les hackers pourraient être un soutien utile à l'action anti-industrielle dans sa volonté de se réapproprier le monde numérique (si cette option est finalement admise par les membres) et servir de rampe de lancement à une action d'envergure portée contre les sociétés industrielles. Ces hackers peuvent être définis comme des « pirates qui pénètrent par effraction dans des réseaux électroniques, pour y jouer ou pour nuire. » <sup>782</sup>

Il y a deux siècles, les corsaires et les pirates avaient tissé un réseau d'informations qui couvrait la planète : à l'origine simple révolte contre un système commercial, le réseau a fonctionné d'île en île, repaires secrets où les navires pouvaient se ravitailler, dépenser ou dilapider leur butin. Quelques-unes de ces îles abritaient des communautés hors la loi, pour une période limitée mais toujours vécue avec intensité. <sup>783</sup>

---

<sup>780</sup> <https://www.hobo-diffusion.com/>

<sup>781</sup> Sébastien Lapaque, « Antonio Gramsci », *In Le siècle rebelle...Op.cit.* p.246

<sup>782</sup> Patrick Rambaud, « Hackers », *In Le siècle rebelle...Op.cit.* p.261

<sup>783</sup> Hakim Bey, *TAZ, Temporary Autonomous Zone*, 1985, *In. Ibid.*

Aujourd'hui, ces zones libres ne correspondent plus à un territoire physique inconnu ou méconnu, l'homme moderne étant parvenu, par l'intermédiaire de ses nombreuses expéditions, à parcourir l'intégralité des terres de la planète. Les pirates sévissent désormais dans le monde virtuel.<sup>784</sup> Sous la plume de la journaliste Amaelle Guiton, ces hackers deviennent bien plus que de simples pirates. Il convient d'ailleurs, selon elle, de dépasser la vision négative des hackers ou pirates, telle qu'elle est massivement renvoyée par le monde médiatique.<sup>785</sup> Selon, elle, ces hackers doivent être appréhendés comme des individus cherchant à « comprendre le fonctionnement d'un mécanisme, afin de pouvoir bidouiller pour le détourner de son fonctionnement originel ».<sup>786</sup> Tout hacker serait donc animé par une volonté profonde de dominer une technique au lieu d'être dominé par elle. Ainsi entendu, le monde du hacking semble de nature à pouvoir rejoindre la mouvance anti-industrielle, dans le sens où les individus qui le composent luttent également pour la réappropriation du monde numérique.<sup>787</sup> Dans son ouvrage, l'auteur relève six points fondamentaux constitutifs de l'éthique du hacker :

L'accès aux ordinateurs, et plus généralement à tout ce qui peut améliorer la connaissance, doit être total et illimité ; l'information doit être libre ; il faut se méfier de l'autorité et promouvoir la décentralisation ; les hackers doivent être jugés sur ce qu'ils font, non selon leurs diplômes, leur âge, leur origine, leur sexe ou leur position sociale ; on peut créer de l'art et de la beauté avec un ordinateur ; enfin, les ordinateurs peuvent changer la vie en mieux.<sup>788</sup>

C'est sur ce dernier point que se situe la difficulté d'intégrer les hackers au sein de la mouvance anti-industrielle. L'ordinateur est-il réellement capable de rendre la vie des individus meilleure ? La réflexion anti-industrielle se heurte pour le moment à sa propre radicalité, qui l'empêche de considérer le hacking comme une nouvelle arme à sa disposition pour perturber l'ordre industriel. Pourtant, il est possible de percevoir l'hacktivisme comme une nouvelle forme de contestation politique provenant des citoyens et visant à lutter contre

---

<sup>784</sup> Certaines organisations fonctionnent encore aujourd'hui comme la piraterie d'autrefois aux yeux de nos élites. Les actions menées par le collectif de Paul Watson, *Sea Sheperd*, relèvent parfois en effet d'actions de sabotage qui peuvent être rapprochées des attaques des pirates. Cependant, l'objectif de cette organisation n'étant de rançonner les bateaux mais de faire cesser leurs activités, il convient d'être prudent quant à cette comparaison. En revanche, la piraterie en mer existe encore aujourd'hui, mais ne semble pas s'inscrire dans la mouvance anti-industrielle. Sur ce point, voir l'article de Amirell Stefan Eklöf, « La piraterie maritime en Afrique contemporaine. Ressorts locaux et internationaux des activités de piraterie au Nigeria et en Somalie », *Politique africaine*, 2009/4 (N° 116), p. 97-119. DOI : 10.3917/polaf.116.0097. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-politique-africaine-2009-4-page-97.htm>

<sup>785</sup> Amaelle Guiton, *Hackers. Au cœur de la résistance numérique*, Paris, Editions au Diable Vauvert, 2013, p.21

<sup>786</sup> *Ibid.* p.22

<sup>787</sup> *Ibid.* p.25

<sup>788</sup> *Ibid.* p.36

les dérives du système industriel contemporain.<sup>789</sup> Pour l'auteur, ces hackers proposent un véritable projet de société et sont à l'origine «<sup>790</sup>d'une réinvention de la culture ». Malgré l'optimisme assumé de l'auteur concernant les hackers, la possibilité de maîtriser réellement l'outil informatique et encore plus internet relève, selon les anti-industriels, d'une utopie, par essence difficile, voire impossible à mettre en œuvre. En effet, l'immensité et la complexité du monde numérique le rendent parfaitement obscur pour la plupart des individus. Par ailleurs, les opérations de hacking présentent des failles importantes, puisqu'elles viennent parfois au soutien des grands industriels. Ainsi, Microsoft, lors de la sortie de sa console de jeu XBOX avait-elle subi de nombreuses attaques qui avaient entraîné une utilisation parallèle et non prévue par l'entreprise de sa console. Suite au hacking, celle-ci était devenue une véritable machine à tout faire, et les jeux pouvaient être récupérés gratuitement par le détenteur de la console, dès lors qu'il avait pris la peine de se procurer une puce sur internet.<sup>791</sup> Contrairement aux apparences, cette action de parasitage de l'activité commerciale de Microsoft lui a finalement été bénéfique, celle-ci ayant eu l'intelligence de se servir du travail réalisé par la communauté des hackers pour la conception de la console suivante. En fin de compte, l'action réalisée au sein d'un système parallèle, a été mise au service du «*département étendu de R&D* » (Recherche et développement) de l'entreprise que les hackers souhaitaient parasiter. Cette version 2.0 du sabotage de l'activité industrielle semble elle-aussi bien vaine face à la puissance du monde marchand. Pourtant, par leur volonté de multiplier les sources de contestation des sociétés contemporaines, les hackers redonnent un peu de vigueur à la lutte contre le monde marchand en renouvelant les modalités d'action du combat anti-industriel.

La réticence du mouvement anti-industriel à accueillir dans son giron ces pirates du monde numérique révèle la difficulté, voire l'incapacité des anti-industriels à rejoindre de manière officielle des compagnons de lutte jugés moins radicaux pour leur acceptation de l'outil technique. Malgré tout, le hacking peut enrichir le panel d'actions anti-industrielles, d'autant plus que certains hackers se rapprochent explicitement de la critique fondamentale formulée par la pensée anti-industrielle, en justifiant leur action par le principe de réappropriation du territoire numérique. Celle-ci viendrait donc compléter l'action menée pour la reconquête du territoire physique.

---

<sup>789</sup> *Ibid.* p.44

<sup>790</sup> *Ibid.* p.204

<sup>791</sup> Xavier de la Vega, « Quand les hackers s'en mêlent », *Sciences humaines*, 2011/9 (N° 229), p. 19-19. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/magazine-sciences-humaines-2011-9-page-19.htm>

## Sous-Section II La lutte pour la réappropriation du territoire comme critère d'identification des mouvements contestataires voisins

### *Au cœur du combat anti-industriel : la lutte pour la réappropriation du territoire*

Revendiquer un usage rationnel et durable du sol, abandonné ou non, revient à proclamer la résistance à l'urbanisation et à l'industrialisation comme substrat de toute occupation qui se réalise au nom de la raison et de la durabilité. Finalement, l'avenir de la société dépendra de la manière dont sera utilisé le territoire ; s'il est travaillé collectivement en complicité avec la nature, les formes de cohabitation en son sein évolueront vers l'équilibre et la liberté. S'il est exploité, Sali, détruit, le territoire ne sera plus que le reflet d'une société amorphe et réduite en esclavage : métropoles-prisons où des masses domestiquées consomment en fin de semaine, dans de tristes résidences secondaires, l'image d'une nature et d'un jardinage rural dont la réalité ne se trouve plus nulle part.<sup>792</sup>

Voici résumé en quelques lignes le cœur du combat de la pensée anti-industrielle. La longue réflexion menée depuis la fin des événements de Mai 1968 aboutit, au cours des années 2000, à une formulation concrète de l'objectif principal de cette mouvance politique. Cet aboutissement, fruit d'une maturation intellectuelle d'une trentaine d'année, est également décrit dans les publications de Bertrand Louart, qui lance, en 1998 une revue intitulée *Notes et Morceaux Choisis*, qui permettra la diffusion des principes et objectifs de la pensée anti-industrielle. Cette analyse de la société contemporaine est également développée au sein des ouvrages des *Editions de la Lenteur*. Ainsi, en plus de reprendre et prolonger le travail initié par les penseurs de l'Encyclopédie des Nuisances, ces nouveaux anti-industriels essaient d'affiner l'action anti-industrielle en dessinant plus précisément ses contours. Pour Bertrand Louart, le problème des actions de résistance au monde industriel qui ont jalonné les années 1990 réside dans l'incapacité de la mouvance à « définir clairement sa perspective ».<sup>793</sup> C'est donc le chantier auxquels s'attellent les penseurs anti-industriels depuis la fin des années 1990. Après avoir identifié l'ennemi, même si cette identification requiert une constante mise à jour, il convient de dégager les axes d'un objectif concret. Cette réactualisation va s'accompagner d'une réflexion sémantique sur la portée du terme « anti-industriel ». En effet, si le terme permet de définir précisément ce qu'il faut combattre, il a le défaut de ne pas proposer d'alternative à ce qui est dénoncé. Ainsi, dans la préface à la réédition de 2014 de

---

<sup>792</sup> Miguel Amoròs, « Le droit au territoire », In Miguel Amoròs, *Préliminaires, Une perspective anti-industrielle...Op.cit.* p.110

<sup>793</sup> Bertrand Louart, *Quelques éléments d'une critique de la société industrielle*, Document diffusé en ligne, 2014, <https://sniadecki.wordpress.com/2014/03/22/nmc-liste/>, p.50

l'une de ses brochures, Bertrand Louart propose de mettre en discussion le nom de la mouvance.<sup>794</sup> S'il ne propose pas de nouvelle appellation, il propose d'introduire l'expression de « lutte pour la réappropriation du territoire » au cœur de la pensée anti-industrielle afin d'associer la mouvance à un objectif concret et positif. Que recouvre précisément la formule ? Il s'agit en fait de permettre la constitution de communautés ayant repris la main sur le territoire qu'elles occupent. Si les ZAD qui ont essaimé sur le territoire français sont autant d'exemples de la reconquête du territoire, elles ne suffisent pas à saisir pleinement le contenu du projet. En effet, l'arrivée d'occupants venus de « l'extérieur » pour défendre une zone, ne peut constituer une modalité durable de la reconquête du territoire. En effet, il appartient au premier chef aux communautés locales de s'organiser et de se battre pour conserver la maîtrise de leur territoire. Cette mise en action des habitants est un préalable nécessaire au développement de tout mouvement d'envergure. Les ZAD ne permettant de réaliser que des coups d'éclat contre l'ordre industriel. Quoiqu'insuffisantes, les ZAD sont néanmoins nécessaires. D'une part, elles entraînent la médiatisation du combat mené par certains groupes militants contre le monde marchand. D'autre part, elles permettent, lorsqu'elles aboutissent, de montrer à tous que les décisions imposées par les décideurs politiques et les industriels peuvent être contestées, combattues et parfois vaincues. Elles restent malgré tout insuffisantes car leur nature éphémère et l'aspect souvent erratique de leur organisation ne font pas d'elles des alternatives crédibles au monde industriel. En outre, elles échouent, à quelques exceptions près, à endiguer le développement du monde industriel. Pourtant, l'une des failles du projet repose sans doute sur l'absence de convergence entre ces mobilisations et l'héritage de la contestation issue du monde agricole.

En effet, les événements de Mai 1968 ne sont pas uniquement le résultat, comme on a tendance à le croire, d'une contestation urbaine, initiée par les ouvriers et les étudiants, mais sont également le fruit d'une critique formulée par le monde rural. Au sein des différentes régions françaises, un mouvement de contestation de la politique agricole commune et de certaines décisions gouvernementales entraînera plusieurs actions de grève comme la grève du lait de 1972 en Bretagne.<sup>795</sup> Ce type de mouvements va être l'occasion pour le monde rural de développer sa propre analyse de la société contemporaine, analyse qu'il convient d'intégrer à la pensée anti-industrielle, puisqu'elle a permis de faire du monde agricole un acteur majeur de la mouvance. En toute logique, qui mieux que celui qui travaille le sol pourrait être à

---

<sup>794</sup> *Ibid.* p.3

<sup>795</sup> Jean-Philippe Martin, « Les contestations paysannes autour de 1968. Des luttes novatrices mais isolées »... *Op.cit.*, p.112

l'origine d'une politique de défense du territoire ? En effet, selon l'analyse développée par ces acteurs du monde rural, le paysan est mis dans une situation de survie, par une organisation de la production agroalimentaire dirigée par le profit et l'accroissement de la productivité. Cette situation l'empêche d'assurer sa mission de préservation des sols par où commence la défense du territoire. Ainsi, la gestion saine du territoire repose d'abord sur une production agricole maîtrisée par le paysan, qui détient seul le savoir relatif à son environnement et peut seul, par la même occasion, prendre les décisions pour le préserver. En dépit des différents combats menés sur la base de ce principe au sein des régions, les paysans ne sont « pas parvenus [...] à lier les différents combats restés souvent dispersés, isolés, décalés dans le temps en fonction des problèmes différents rencontrés et ils n'ont pas pu constituer une force nationale capable de s'opposer à la FNSEA et de construire une alternative à celle-ci. »<sup>796</sup> Cette analyse résume en creux le travail qui doit être effectué par la mouvance anti-industrielle pour donner une forme concrète à son action. Elle doit être capable de proposer une alternative à l'organisation industrielle en fédérant les multiples pôles de contestation qui émergent sur le territoire national contre le monde marchand. Depuis les années 2000, le principe qui doit servir à fédérer ces différents mouvements ne fait donc plus mystère. La lutte pour la réappropriation du territoire doit permettre de ranger derrière une même bannière les militants qui partagent la vision critique des anti-industriels concernant le monde marchand et ses principes directeurs. . Cette lutte commune, dont l'initiative devrait idéalement revenir au monde paysan, doit évidemment dépasser le cadre de l'agriculture pour permettre une réorganisation totale des économies locales. L'objectif final de ce mouvement est de créer des territoires autonomes. En effet, l'idée n'est pas de supprimer toute forme d'échange entre les territoires, mais d'éviter leur interdépendance qui aboutit inévitablement à une forme de concurrence. . Le principe selon lequel chaque territoire subvient aux besoins de ses habitants devient ainsi le fondement de la réorganisation de la vie. En résumé, le combat anti-industriel vise désormais presque exclusivement le développement de communautés autonomes, capables de rompre le lien avec le monde marchand. Du bon fonctionnement de ces communautés dépend l'avenir de la mouvance anti-industrielle car la faiblesse du mouvement réside actuellement dans son incapacité à mettre en place un véritable projet alternatif permettant de concrétiser son rêve d'une réorganisation de la vie humaine.

---

<sup>796</sup> *Ibid.* p.128

Cette faiblesse est notamment déplorée par Miguel Amoròs.<sup>797</sup> C'est pourtant la radicalité de penseurs anti-industriels comme Amoròs qui les mène à rejeter les projets alternatifs développés aujourd'hui et qui peut expliquer à elle-seule le faible rayonnement du mouvement. C'est ainsi que les actions menées au sein du monde rural se voient rejetées par la doxa anti-industrielle, qui critique leur orientation réformiste.<sup>798</sup> Selon Miguel Amoròs, ces propositions dissimulent « dans la majorité des cas l'intervention de partis tiers, syndicats minoritaires ou pseudo-mouvements sociaux qui, au moyen de plateformes, de candidatures populistes et de réseaux, essaient de récupérer une activité essentiellement anticapitaliste, luttant pour une démocratie participative qui leur fera une place. »<sup>799</sup> C'est pourtant des communautés régionales (à l'image de ce qu'incarnaient les Luddites<sup>800</sup>) que doivent émerger les contestations radicales de la société contemporaine et ses alternatives concrètes. Si la mouvance anti-industrielle éprouve des difficultés à s'ouvrir aux autres formes de mobilisation, il est important de noter qu'elle n'a pas le monopole de la contestation du monde industriel et qu'il existe des mouvements politiques moins radicaux capables de porter cette critique.

Le principe de réappropriation du territoire peut en effet être rapproché des revendications formulées par les mouvements de libération nationale et par les mouvances régionalistes, autonomistes et indépendantistes qui fleurissent dans plusieurs sociétés occidentales. En France particulièrement, certains mouvements pour l'autonomie des régions reposent sur une forme de contestation de l'ordre industriel similaire à celle qui est formulée par nos auteurs, notamment dans leur volonté de rendre aux habitants des régions françaises la maîtrise de leur territoire.

### *Les combats voisins pour la réappropriation du territoire*

En France, une fédération de mouvements politiques revendiquant l'autonomie de certaines régions existe. En effet, au sein du courant « Régions et Peuples Solidaires », différentes formations politiques réfléchissent à une construction alternative de l'Europe, centrée sur la maîtrise des territoires par les peuples qui y résident. La charte<sup>801</sup> qui régit cette

---

<sup>797</sup> Miguel Amoròs, « *Le droit au territoire* »...*Op.cit.*, p.111

<sup>798</sup> *Ibid.* p.112

<sup>799</sup> *Ibid.*

<sup>800</sup> Vincent Bourdeau, François Jarrige, Julien Vincent, « *Le passé d'une désillusion : les luddites et la critique de la machine* »...*Op.cit.*, p.148

<sup>801</sup> Charte consultable sur le site de l'organisation Régions et peuples solidaires. <https://www.federation-rps.org/>

organisation laisse apparaître des similitudes idéologiques indéniables avec la pensée anti-industrielle : lutter contre le centralisme politique et pour l'autonomie des territoires, réfléchir au développement ainsi qu'à l'utilisation des nouvelles techniques, tenter de préserver le milieu naturel, sont autant de points sur lesquels les deux mouvances se rejoignent.

Il ne s'agit pas prétendre que cette formation politique est l'héritière de la mouvance anti-industrielle.. La différence existe, notamment sur le mode d'action choisi, puisque cette formation politique participe aux élections et se sert des médias pour tenter de diffuser son idéologie. Elle pourrait en revanche incarner une version plus institutionnelle et plus modérée du mouvement de contestation du monde industriel. En réalité, les nombreux points de convergence ne sauraient masquer les différences profondes qui existent entre les deux courants de pensée. En effet, le positionnement différent en matière économique est une incompatibilité manifeste entre la mouvance anti-industrielle et la formation politique Régions et Peuples Solidaires. Par ailleurs, le rapport aux techniques ne constitue pas le cœur du combat mené par la fédération. Néanmoins, les points d'accord en matière de réappropriation du territoire sont frappants et méritent d'être relevés. Si l'alliance entre les mouvements locaux de contestation du monde industriel et les forces autonomistes est possible, elle ne pourra se réaliser qu'au cœur même des territoires.

Si, dans l'histoire politique française, la gauche a majoritairement été « peu sensible aux aspirations régionalistes », <sup>802</sup> il existe une gauche alternative qui s'est penchée, à l'image de Pierre-Joseph Proudhon, sur la possible mise en place d'une France régionalisée. <sup>803</sup> C'est au cours des années 1960 que la gauche politique s'empare véritablement de la question régionale en France. En effet, le climat de ces années-là est particulièrement favorable au développement du régionalisme et à l'intégration du principe dans les différents logiciels de pensée de la gauche française. <sup>804</sup> Il faut y voir la conséquence de la politique d'urbanisme décidée à Paris, qui fait naître des foyers de contestation dans plusieurs régions. Ces discours contestent « les graves inégalités territoriales de développement économique entre les régions françaises et met en cause le fait que la région parisienne, qui a bénéficié d'une centralisation politique et économique séculaire, concentre l'essentiel des capitaux et des élites. » <sup>805</sup> Ils viennent ainsi contester l'organisation centralisée de la France héritée de la Révolution

---

<sup>802</sup> Tudi Kernalegenn, « Les gauches alternatives à la découverte des régions dans les années 1968 », *Revue historique* 2018/1 (n° 685), p. 147-166. DOI 10.3917/rhis.181.0147, p.147

<sup>803</sup> *Ibid.*

<sup>804</sup> *Ibid.* p.149

<sup>805</sup> *Ibid.*

française et plus spécifiquement du mouvement jacobin. Si ces diverses mobilisations entraîneront une réorganisation politique et administrative de la France, celle-ci n'aura pour ambition que d'améliorer le fonctionnement existant sans jamais aboutir à la reconnaissance de la diversité régionale ni à la possibilité pour les territoires de gagner en autonomie. Or, les bouleversements économiques qui consacrent l'avènement de la société de consommation ont tendance à faire naître un sentiment de rejet de l'urbanisation et de la restructuration des zones rurales, chez certains habitants touchés par une forme de nostalgie.<sup>806</sup> Par ailleurs, les revendications d'indépendances au sein des empires coloniaux font écho aux mouvements régionalistes naissants qui s'en trouvent renforcés. En effet, les revendications coloniales ont permis de forger le concept de « colonialisme intérieur »<sup>807</sup> qui offre une légitimité toute nouvelle aux luttes régionalistes.

Le parti politique maoïste de la Gauche Prolétarienne fut le premier, en France, à s'associer aux mouvements régionalistes. C'est ainsi que des militants maoïstes s'associèrent, durant le combat du Larzac, à des militants occitans et bretons.<sup>808</sup> Aujourd'hui, une véritable pensée politique a su émerger au sein des régions. Le spécialiste de ces mouvements régionaliste, Tudi Kernalegenn, utilise le terme de « régionalisme nationalitaire » pour regrouper les discours politiques provenant des mouvements politiques régionalistes de gauche ou d'extrême gauche.<sup>809</sup> Il résume ainsi les fondements idéologiques de ces mouvements :

Nous sommes face à un bricolage idéologique qui repose sur plusieurs piliers : la reconnaissance de peuples régionaux et de territoires régionaux différenciés, l'adéquation entre autogestion (au niveau micro) et autonomie régionale (au niveau macro), la valorisation du slogan « Vivre et travailler au pays » (ou « *Volem viure al país* » en Occitanie).<sup>810</sup>

Ainsi, le cœur de ce discours régionaliste repose sur l'identification des territoires régionaux à des territoires dominés par le centre politique et économique de la France, c'est-à-dire par sa capitale : Paris. Le Parti Socialiste Unifié Bretagne résumait ainsi la situation en 1975 :

Ce peuple breton qui prend conscience de lui-même nous le comprenons comme l'ensemble des couches sociales qui peuvent s'unir contre l'exploitation bourgeoise et l'oppression de l'État centralisateur français.

Ses ennemis de classe sont donc :

---

<sup>806</sup> *Ibid.* p.150

<sup>807</sup> *Ibid.* p.151

<sup>808</sup> *Ibid.* p.158

<sup>809</sup> *Ibid.* p.159

<sup>810</sup> *Ibid.*

- non seulement les sociétés multinationales et le grand capital,
- non seulement la bourgeoisie "hexagonale" et son État,
- mais aussi les capitalistes et bourgeois locaux.<sup>811</sup>

Il est donc important de relever que les ennemis identifiés par la formation régionaliste sont les mêmes que ceux de l'extrême gauche de l'époque, qui inclut les anti-industriels. En revanche, les notions de logique industrielle et de société totalitaire chères aux auteurs anti-industriels ne sont jamais expressément formulées par les régionalistes. C'est bien sur le principe de territorialisation des problèmes, au cœur du discours nationalitaire et de la pensée anti-industrielle, que se retrouvent les deux formations. Selon l'analyse anti-industrielle, cette territorialisation ne prend pas forcément la forme d'une région. Il n'est d'ailleurs jamais fait mention de la taille que devrait revêtir le territoire d'une communauté. L'avantage des mouvements régionalistes est justement de s'appuyer sur une délimitation territoriale existante, qui repose sur la tradition, la culture et l'identité propres des territoires (même si la subjectivité de ces critères peut entraîner d'autres difficultés). Dans la lutte contre l'organisation politique contemporaine, la mouvance régionaliste et la mouvance anti-industrielle s'entendent aussi à rejeter l'Etat-nation et la centralisation et proposent de fonder la réorganisation politique sur les concepts d'autonomie et d'autogestion.<sup>812</sup> Enfin, ces deux mouvances politiques ont en commun la volonté de préserver un cadre naturel essentiel à l'homme. Cette branche de la gauche, régionaliste, écologiste mais également d'inspiration libertaire, porte en germe dans son discours la remise en cause de l'organisation industrielle. Moins radicales et beaucoup plus insérées dans l'organisation institutionnelle contemporaine que la mouvance anti-industrielle, les forces régionalistes pourraient constituer la branche réformiste du de la contestation du monde marchand. Sans prétendre qu'une alliance durable serait possible entre les mouvements régionalistes et les penseurs que nous étudions, une action commune serait envisageable sur le point précis de la reprise en main des territoires par leurs habitants.

Comme le note Tudy Kernegallenn, l'émergence de mouvements régionalistes ne concerne pas uniquement la France ou les Etats occidentaux.<sup>813</sup> L'existence de mouvements de revendication à travers le monde, renforce notre volonté d'élargir le spectre d'analyse de la contestation de la société industrielle à d'autres états. Existe-t-il ailleurs qu'en France des

---

<sup>811</sup> « Résolution de la Fédération Bretonne du PSU à Mûr-de-Bretagne », *Le Combat Socialiste*, no 790-19, novembre 1975.

<sup>812</sup> *Op.cit. Tudi Kernalegenn, « Les gauches alternatives à la découverte des régions dans les années 1968 »* p.161

<sup>813</sup> *Ibid.* p.152

forces politiques alternatives, prônant une organisation de la société sur des bases radicalement opposées à celles imposées par le monde marchand ? Dans cette perspective, nous nous intéresserons à l'altermondialisme qui nous paraît être une force politique appartenant aux cercles de contestation du monde industriel.

*L'altermondialisme : un mouvement de lutte mondial proche de la mouvance anti-industrielle*

Le premier acte symbolique fort de la contestation altermondialiste est sans aucun doute la manifestation organisée en 1999 à Seattle. Des milliers de manifestants se réunirent cette année-là pour protester contre la tenue d'une conférence organisée par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).<sup>814</sup> Par la suite, différents contre-sommets seront organisés dédoublant ainsi les grandes réunions des décideurs politiques du monde contemporain. Puis, vinrent l'organisation des forums sociaux, considérés par le professeur de science politique Éric Agrikoliansky comme d'une innovation importante. Selon lui,

Ils mêlent dans une subtile alchimie un militantisme de réflexion et l'inventivité festive et perturbatrice de jeunes activistes prônant la désobéissance civile et la non-violence. La principale innovation apportée par l'altermondialisme réside peut-être surtout dans le déplacement du centre de gravité des luttes séculairement ancrées dans l'État-nation vers l'international, voire le transnational.<sup>815</sup>

En nous appuyant sur cette analyse, nous pouvons considérer que la mouvance altermondialiste donne une dimension internationale au pôle de contestation industriel. En revanche, l'« inventivité festive » relevée par l'auteur constituerait plutôt un point de divergence avec la critique des anti-industriels, pour lesquels l'acte révolutionnaire ne peut être considéré comme festif. Malgré ce point de désaccord, le lien entre mouvance anti-industrielle et alter mondialisme est évident, tant les luttes menées par ces deux forces contestataires de l'ordre industriel semblent proches.

L'altermondialisme repose sur le regroupement de quatre traditions politiques importantes en France.<sup>816</sup> La première est celle du tiers-mondisme, exprimant une forte solidarité à l'égard des populations des États du Sud. Si elle est assez hétérogène, elle

---

<sup>814</sup> Éric Agrikoliansky, « 54. L'altermondialisme », in Michel Pigenet, *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte « Poche/Sciences humaines et sociales », 2014, p.607

<sup>815</sup> *Ibid.*

<sup>816</sup> *Ibid.* p.608

s'inscrit, en France, à la suite du mouvement de décolonisation.<sup>817</sup> La deuxième tradition nous permet de faire directement le lien avec la pensée anti-industrielle. En effet, la Confédération paysanne<sup>818</sup> a participé en France à la constitution et au développement de ces deux pensées politiques. La mouvance anti-industrielle a cependant rapidement pris ses distances avec la Confédération paysanne, comme l'illustre bien la rupture entre René Riesel et José Bové. Ensuite, « les organisations de lutte contre le chômage, et plus largement les mouvements de « sans », constituent un troisième espace de développement de la dynamique altermondialiste ». <sup>819</sup> Enfin, l'action menée par les syndicats de salariés constitue la quatrième tradition politique qui innerve l'altermondialisme en France.<sup>820</sup> Ces quatre tendances expriment bien les centres d'intérêts communs aux deux mouvances que nous souhaitons ici rapprocher. Le rejet du capitalisme mondialisé, le rejet de l'Etat-nation, la prise en compte du monde rural et le rôle primordial du paysan dans l'élaboration d'un nouveau projet de société sont autant de points communs entre ces deux mouvements de contestation du monde contemporain. Seul le mode d'action diffère et marque même une opposition. La volonté d'utiliser les médias, d'organiser de grandes manifestations et de détourner par des actions spectaculaires (et festives) la « mise en scène » du monde industriel constitue en effet le point de rupture entre ces deux pensées politiques, qui se rejoignent pourtant dans la remise en cause du monde marchand et de ses conséquences néfastes pour les individus.

L'altermondialisme a ceci d'intéressant, pour le mouvement anti-industriel, qu'il permet la diffusion, à l'échelle de la planète, d'une contestation radicale du monde contemporain et de son économie globalisée. Par ailleurs, certains mouvements, comme celui dirigé par le Sous-commandant Marcos dans la région du Chiapas au Mexique, ont connu une certaine réussite dans l'entreprise de résistance à l'industrialisation et de maîtrise de leur territoire, et peuvent également servir de modèle à d'éventuels mouvements de contestation de l'industrialisation du monde. Ainsi, malgré les réticences des auteurs que nous étudions vis-à-vis de l'altermondialisme, semble que le mouvement puisse enrichir le pôle de contestation anti-industrielle en incarnant, notamment, le versant associatif de la lutte contre la marchandisation du monde. En agissant au sein d'organisations non-gouvernementales à l'échelle internationale ou d'associations à l'échelon local, il se positionne dans un espace

---

<sup>817</sup> *Ibid.* p.609

<sup>818</sup> *Ibid.*

<sup>819</sup> *Ibid.* p.610

<sup>820</sup> *Ibid.*

vacant de la contestation, entre la radicalité sans concession des auteurs et militants que nous étudions, et le versant institutionnel incarné par les mouvances régionalistes.

Pour mieux comprendre le passage d'un mouvement de contestation local du monde industriel à l'intégration dans le réseau altermondialiste, nous nous pencherons sur le cas du syndicat paysan basque : *Euskal Herriko Laborarien Batasuna* (ELB). Quatre projets de société sont proposés par les militants de ce syndicat paysan.<sup>821</sup>

Le premier projet, centré sur la communauté, renvoie à une société où la politique repose sur les liens de proximité (familles, groupes primaires, villages, quartiers) pour définir les hiérarchies de pouvoir et assurer la protection des plus faibles. L'autorité peut être soit concentrée soit diffuse, et l'égalité, elle aussi, est envisageable.<sup>822</sup>

Le lexique traduit un lien évident avec la mouvance anti-industrielle dont l'un des principaux objectifs est de recréer une communauté à taille humaine où les relations entre les personnes formeraient le cœur du fonctionnement communautaire. Dans la pensée anti-industrielle, l'accent est cependant mis sur l'existence d'une autorité diffuse, conforme aux convictions libertaires du mouvement. La communauté envisagée par le syndicat basque, est évidemment centrée sur l'agriculture. Celle-ci constitue le cœur de la vie des individus au sein de la communauté. Une pratique d'échanges et d'entraide doit ainsi se développer entre les différents producteurs qui sont à la tête de petites exploitations familiales.<sup>823</sup> Le deuxième projet de société formulé par l'organisation syndicale s'articule autour de la recherche d'une alternative au libéralisme. « Pour ELB, la logique marchande est, sous ses versions ultralibérales ou de protectionnisme inéquitable (soutien aux exportations de la PAC), devenue une figure-repoussoir. »<sup>824</sup> De ces constats deux démarches émergent : une démarche organisationnelle et une démarche associative. Dans la première, « les qualités d'experts et de spécialistes attribuées à des représentants de l'autorité bénéficient à une hiérarchie déjà très affirmée. En tant qu'organisation syndicale, ELB défend les intérêts du secteur agricole en développant une certaine idée de l'agriculture paysanne. »<sup>825</sup> Dans la seconde, « c'est le développement des institutions sociales que l'on encourage : autant d'espaces d'autonomie à l'égard des experts et des appareils administratifs centraux. Les revendications sectorielles

---

<sup>821</sup> Xabier Itçaina, *Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque elb*, article consulté en ligne sur <https://journals.openedition.org/etudesrurales/8222#tocto1n3>, première consultation le 26/09/2017

<sup>822</sup> *Ibid.*

<sup>823</sup> *Ibid.*

<sup>824</sup> *Ibid.*

<sup>825</sup> *Ibid.*

transparaissent dans une dynamique qui associe les enjeux identitaires locaux et la recherche d'une alternative à la mondialisation. »<sup>826</sup>

Selon nous, cette action locale s'inscrit dans la même démarche que les anti-industriels en ce qu'elle propose une alternative permettant aux habitants du Pays Basque de retrouver la maîtrise de leur territoire. Mais ce syndicat ne s'est pas contenté d'un combat au niveau local et par le biais de la Confédération paysanne, s'est rapproché de l'altermondialisme. Cette évolution nous permet d'illustrer l'importance que pourrait avoir le mouvement altermondialiste pour les revendications anti-industrielles locales. L'intégration au réseau altermondialiste constitue l'occasion pour le mouvement basque « de réactualiser un message somme toute assez traditionnel dans sa propre histoire puisque l'interdépendance du local et du global constituait dès le début un de ses axes majeurs. »<sup>827</sup> La mouvance altermondialiste peut donc servir de plateforme fédérative mondiale permettant à différents mouvements locaux d'échanger sur leur expérience de lutte contre l'industrialisation du monde.

### ***Conclusion***

Ce chapitre nous a permis de déterminer l'origine et l'évolution idéologique des combats anti-industriels, qui se place en héritière du mouvement des luddites. En effet, ces deux mouvements s'opposent, à des époques différentes, au tryptique selon eux caractéristique des sociétés industrielles :

le chômage rendu inéluctable en raison du remplacement du travail vivant par le travail mort, [la] perte de sens généralisée produite par un travail mécanique indépendant de toute finalité autre que financière ou politique, et finalement la disparition des modes de vie impliquant proximité humaine et promiscuité communautaire pour les remplacer par des organisations sociales fondées sur une stricte division hiérarchisée des tâches et des fonctions.<sup>828</sup>

La mouvance anti-industrielle est donc une force politique dont la radicalité permet (et c'est actuellement son atout principal) de mettre sur le devant de la scène les luttes de résistance à la logique industrielle. Mais c'est cette même radicalité qui l'empêche aujourd'hui de fédérer l'ensemble de ces luttes sous l'étiquette de la contestation anti-industrielle. Incapable de se constituer en véritable force révolutionnaire, à l'image de ce qu'a pu être la pensée marxiste

---

<sup>826</sup> *Ibid.*

<sup>827</sup> *Ibid.*

<sup>828</sup> Cédric Biagini et Guillaume Carnino, « Introduction. On arrête parfois le progrès », *In* Cédric Biagini et Guillaume Carnino, *Les luddites en France...Op.cit.*, p.22

par le passé, le rôle du mouvement anti-industriel se réduit donc actuellement à une participation ponctuelle aux différentes mobilisations contre les expressions du monde marchand. L'intransigeance du mouvement le prive aussi de la publicité nécessaire à la bonne réception de ses idées, puisqu'il refuse par principe tous les canaux de diffusion mis à disposition par la société contemporaine. La lutte pour la défense du territoire nous paraît à ce jour le seul élément capable de rassembler les divers mouvements dont il a été question dans ce chapitre.

Ce chapitre a également été l'occasion d'envisager les perspectives de renouvellement ou d'élargissement qui s'offrent au mouvement que nous étudions. Les hackers, qui ont l'avantage de maîtriser l'informatique et internet semblent pouvoir mettre au point des actions de sabotage numérique capables de perturber l'ordre industriel. L'élargissement passe, selon nous, par la défense du territoire, qui doit être mise en relation avec les mouvements de lutte incarnés par les forces politiques régionalistes, nationalistes, autonomistes ou indépendantistes. Ces dernières nous paraissent capables de porter un message alternatif au cœur même du système institutionnel des démocraties occidentales. Bien entendu, le refus de toute participation au système politique formulé par les penseurs anti-industriels nous contraint à rester mesurés quant aux chances de concrétisation d'un tel rapprochement. Enfin, l'alter-mondialisme, bien qu'il soit rejeté par René Riesel du fait de sa participation au spectacle organisé par les médias, nous semble indéniablement une force politique proche de la mouvance anti-industrielle. Ainsi, la mouvance politique globale ayant comme objectif la réappropriation du territoire par ses habitants comporterait trois « faces » : une face institutionnelle et réformiste, cherchant à diffuser un discours alternatif par les canaux traditionnels de la vie politique et s'appliquant à proposer une alternative crédible à l'organisation industrielle du monde ; une face « associative », qui participe activement à la diffusion, au sein de l'univers médiatique, du discours anti-industriel et qui agit dans le cadre d'organisations non-gouvernementales ou d'associations à portée mondiale ; enfin, une face radicale et révolutionnaire, objet de notre étude, qui n'autorise aucune concession avec l'ordre établi, qui repose sur l'action directe dont elle assume et revendique le caractère illégal et qui rejette par principe l'action des deux autres courants. L'existence de ces trois courants ne contribue pas à clarifier les termes de l'action contre la société industrielle, d'autant que les frontières s'avèrent, en pratique, assez poreuses. Malgré tout, un pôle de contestation du monde industriel émerge indéniablement et pourrait constituer à terme une force politique alternative capable de peser sur l'organisation future des sociétés occidentales.

Les points de convergences dégagés nous donnent déjà matière à envisager l'émergence d'un mouvement fédératif regroupant les différentes forces de contestation qui luttent pour la réappropriation du territoire. Ces forces pourraient en effet, sans esprit de concurrence, échanger au sein d'une instance de discussion sur leurs différentes pratiques et rendre enfin possible la nouvelle organisation de la vie à l'échelon local.



## Chapitre VI

### Le rêve inachevé d'une société désindustrialisée

#### *Introduction*

Dans ce sixième et dernier chapitre nous nous proposons d'identifier dans les écrits anti-industriels, les éléments de réflexion qui permettent d'imaginer ce que serait une société désindustrialisée. Nous mettrons ici l'accent sur l'existence dissimulée, au sein des différents écrits constitutifs de la mouvance anti-industrielle, d'un projet de société, bien que les penseurs anti-industriels se refusent à le formuler de cette façon. En effet, au fil de nos lectures, nous avons pu rassembler divers éléments permettant de dessiner les contours du projet de société anti-industriel. Ainsi, ce chapitre vient modérer la critique formulée précédemment concernant l'absence d'une proposition alternative concrète à la société actuelle. Néanmoins, cette démarche n'étant pas assumée par les penseurs anti-industriels, le projet qui en découle est nécessairement incomplet et ne permet pas de cerner dans le détail les éléments constitutifs d'une société désindustrialisée. Pour réaliser ce travail, nous mettrons en œuvre les trois niveaux d'analyse classique de la science politique pour saisir au plus juste ce que recouvre le projet de société anti-industrielle : l'étude centrée sur l'acteur individuel, celle des relations sociales intra-communautaires, enfin, celle des relations intercommunautaires.<sup>829</sup> En conséquence, nous nous intéresserons d'abord à l'individu désindustrialisé, puis à l'échelon supérieur que constituent les communautés humaines désindustrialisées, enfin, à la coexistence entre communautés libérées de l'emprise de la marchandise.

La première section de notre chapitre tentera d'apporter des éléments de réponse à la question : qu'est-ce qu'un individu désindustrialisé ? Nous verrons que l'individu anti-industriel semble être un être rationnel, réfléchi et modéré. Il est donc à l'opposé de l'homme excessif des sociétés contemporaines, qui surconsomme et agit généralement, selon les anti-industriels, de façon déraisonnable et irresponsable. L'être désindustrialisé est donc modelé, par effet de miroir avec, l'individu contemporain que les anti-industriels méprisent. S'ils ne se réfèrent pas directement aux mythes du bon sauvage ou de l'Indien écologiste dans leur description de l'homme désindustrialisé, il est ressorti de notre étude que ces individus-types

---

<sup>829</sup> Braud Philippe, *La science politique... Op.cit.*, p.39

partageaient la même conception holistique du monde. Il nous a donc semblé pertinent de comparer notre individu désindustrialisé aux exemples historiques d'individus non-industrialisés. Ainsi, le mythe du bon sauvage, et de l'indien écologiste sont deux réflexions issues du monde occidental qui, malgré une certaine propension à l'angélisme, permet de mieux cerner ce que serait un individu désindustrialisé.

Ensuite, notre deuxième section nous rapprochera de certaines théories libertaires. En effet, ces dernières nous permettront de comprendre de manière assez précise ce que les penseurs anti-industriels proposent pour l'organisation des communautés désindustrialisées. Nous la mettrons en relation avec les différents travaux portant sur l'organisation du pouvoir au sein des communautés primitives. Il ne s'agira pas ici de prétendre que celles-ci constituent un modèle de ce que devraient être les communautés désindustrialisées, mais plutôt d'observer comment une autre organisation du pouvoir est possible. De plus, ces communautés qui tendent à disparaître constituent une ressource essentielle, puisqu'elles sont les derniers exemples de communautés non-industrialisées. Nous verrons alors que contrairement à une croyance fortement répandue, l'anarchisme ne signifie en rien une absence d'organisation du pouvoir. Nous nous pencherons donc sur ce sur le principe d'horizontalité de l'organisation du pouvoir et sur la nécessité de mettre en place d'une démocratie directe au sein des communautés désindustrialisées.

Enfin, dans notre troisième et dernière section, nous réfléchirons aux principes régissant les liens entre les communautés constitutives d'un monde libéré de l'emprise marchande. Ainsi, nous verrons que les principes d'autonomie, d'autogestion et d'autosuffisance doivent permettre aux communautés d'entretenir des relations fondées sur la solidarité, la coopération et l'entraide, bien plus que sur la concurrence, l'opposition ou la rivalité. Nous essaierons de comprendre comment un tel équilibre peut être trouvé et maintenu malgré la diversité des communautés. En effet, l'histoire semble plutôt nous enseigner que les communautés humaines ont tendance à s'affronter plutôt qu'à coopérer. Nous verrons pourtant que par l'identification d'une responsabilité commune à tous les individus vis-à-vis de la planète, les anti-industriels espèrent voir émerger une forme de coopération planétaire entre toutes ces communautés. Nous terminerons notre chapitre par un retour sur deux exemples de communauté qui se rapprochent de la pensée anti-industrielle. Nous pourrions ainsi observer la difficulté de mener à bien de tels projets.

### ***Section I Réflexions sur l'individu désindustrialisé***

## Sous-Section I « L'homme désindustrialisé » : un dialecticien accompli

### *Un bref retour sur le concept de dialectique*

La dialectique est considérée par les penseurs anti-industriels comme un principe essentiel guidant l'individu désindustrialisé. Elle incarne le changement radical de comportement qui caractériserait l'homme émancipé de la logique régissant le monde industriel. Aliéné au sein des sociétés marchandes, l'homme contemporain doit impérativement sortir de sa léthargie pour se libérer des conditions inhumaines dans lesquelles il se trouve. Pour les encyclopédistes, l'évolution du comportement des individus passera inévitablement par le renoncement à la méthode de pensée dominante et par une redécouverte du dialogue véritable et de la dialectique.<sup>830</sup> En guise d'illustration, Jaime Semprun consacre l'intégralité d'un ouvrage à la question, en reproduisant, sous forme de fiction, le dialogue que pourraient avoir deux individus vivant au sein d'une société industrialisée. Dans cet ouvrage, l'auteur interroge ses lecteurs sur la mise en place éventuelle d'une véritable « société de dialecticiens, ou plus modestement [d'] une société pour la réhabilitation de la dialectique ».<sup>831</sup> Cette réflexion implique, de la part des individus, une démarche intellectuelle exigeante.

Dans un dictionnaire classique de la langue française, la dialectique est définie comme « l'ensemble des moyens mis en œuvre dans la discussion en vue de démontrer, réfuter, emporter la conviction ».<sup>832</sup> La dialectique occupe également une place relativement importante dans l'histoire de la pensée philosophique. Dans cette discipline, la dialectique est un type de raisonnement visant à mettre en évidence des relations d'interdépendances ou de complémentarité entre des thèses ou des idées qui paraissent de prime abord contradictoires. Par la confrontation de ces idées, le but recherché est de dépasser les contradictions initialement perçues pour proposer de nouvelles thèses explicatives. La Grèce antique peut être considérée comme le berceau de cette pratique. En effet, Socrate déjà, évoque la dialectique. En tant que fils de sage-femme, il rapprochait la dialectique de la maïeutique qu'il définissait comme « l'art d'accoucher les esprits des pensées qu'ils contiennent sans le savoir. »<sup>833</sup> La pratique de la dialectique par Socrate se caractérisait par sa capacité à enfermer

---

<sup>830</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps-Modernes...Op.cit.*, p.37

<sup>831</sup> *Ibid.*

<sup>832</sup> *Le nouveau Petit Robert de la langue française*, 2007, p.729

<sup>833</sup> *Ibid.* p.1505

son interlocuteur dans ses contradictions, afin qu'il prenne lui-même conscience de ses erreurs. Pour faire cela, Socrate avait l'art de formuler les bonnes questions. Pour Platon, la dialectique était l'art de la discussion, du dialogue, qui permettait à l'homme de partir de ses connaissances sensibles pour les élever au rang des idées. En d'autres termes, la dialectique permet, selon Platon, « de remonter de concepts en concepts, de propositions en propositions jusqu'aux concepts les plus généraux et aux principes premiers qui ont pour lui une valeur ontologique »<sup>834</sup>. Aristote, par la suite, opposera ce terme à l'analytique. Selon lui, si « l'analytique a pour objet la démonstration, c'est-à-dire la déduction qui part de prémisses vraies », la dialectique « a pour objet les raisonnements qui portent sur des opinions probables ».<sup>835</sup> De cette période antique, le terme de dialectique a donc gardé deux sens : l'un positif, considérant la dialectique comme un raisonnement logique, l'autre plus négatif, octroyant à ce terme le sens de « subtilités, distinctions ingénieuses et inutiles ».<sup>836</sup> Durant le Moyen-Age, la dialectique s'oppose à la rhétorique et devient la logique formelle qui sera enseignée au sein des universités.<sup>837</sup>

La fin du XVIII<sup>e</sup> siècle sera marquée par l'apparition d'une nouvelle théorie philosophique de la dialectique. Pour Friedrich Hegel, la dialectique exprime la structure contradictoire de la réalité. Selon lui, la pensée progresse en reconnaissant l'existence de contradictions, jusqu'à aboutir à l'identification d'un principe supérieur d'union qui les dépasse. Hegel estimait ainsi qu'en dépassant le « moment dialectique », qui correspond au moment d'acceptation et de reconnaissance des contradictions, il était possible d'acquérir le « savoir absolu ». Chez le philosophe allemand, la dialectique « consiste essentiellement à reconnaître l'inséparabilité des contradictions, et à découvrir le principe de cette union dans une catégorie supérieure ».<sup>838</sup> A la suite de cette conception purement contemplative de la dialectique, Karl Marx, alors disciple du philosophe allemand, va s'employer à utiliser la dialectique non plus comme une simple description du monde mais comme une force capable de le transformer. L'idée de Marx n'est pas de cerner parfaitement le monde pour se contenter de le contempler, mais pour l'améliorer. Il dira d'ailleurs que « Hegel n'est pas à blâmer parce qu'il décrit l'être de l'état moderne tel qu'il est, mais parce qu'il donne pour l'être de l'état ce

---

<sup>834</sup> André Lalande, « Dialectique », *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, Société française de philosophie, 1932, p.160

<sup>835</sup> *Ibid.* p.161

<sup>836</sup> *Ibid.*

<sup>837</sup> *Ibid.*

<sup>838</sup> *Ibid.*

qui est ». <sup>839</sup> C'est de cette critique de la vision hégélienne de la dialectique qu'est né le matérialisme dialectique. Pour Marx, la réalité première est le monde physique, par opposition au monde des idées. Il faut donc partir de ce déterminisme matériel pour comprendre ce qui relève du monde des idées. Selon Marx, les sociétés doivent s'analyser en étudiant l'évolution des forces productives et des rapports de production. En se développant, les forces productives entre en conflit avec l'évolution des rapports de production. Lorsque cette contradiction majeure est trop forte, la société entre dans une phase révolutionnaire qui renouvelle l'organisation des rapports de production. Cet exemple illustre bien que la dialectique marxienne repose encore sur la volonté de confronter une thèse et une antithèse afin de surmonter les contradictions. La vie en communauté oblige les individus à produire en société. C'est à partir de cela que des relations inégalitaires vont naître au sein de l'histoire des sociétés humaines. En fonction du mode de production d'une société, ces relations évoluent et des individus appartenant à un moment de l'histoire à une classe dominée peuvent se retrouver dans la classe des dominants à une période ultérieure. Au sein des sociétés humaines deux classes vont alors se constituer : ceux qui possèdent les moyens de production et les autres. Ces derniers, pour survivre, vont se retrouver dans l'obligation de travailler pour ceux qui possèdent les moyens de production. Voilà ce qui explique selon la grille d'analyse marxiste le fonctionnement des sociétés humaines. Ainsi, il convient de dépasser cette contradiction entre les classes pour aboutir à la mise en place de la société communiste. A travers sa vision dialectique du monde, Marx considère donc que ce sont les conditions d'existence des individus qui déterminent leur conscience et non l'inverse. <sup>840</sup> Ainsi pour Marx, la société capitaliste contient en son sein les conditions objectives de son dépassement. L'exacerbation des contradictions mènera selon lui inévitablement à la fin de cette organisation sociale.

### *L'importance de la dialectique dans la pensée anti-industrielle*

Si la réflexion dialectique de Marx constitue une source essentielle de la pensée anti-industrielle, Jaime Semprun s'en éloigne dès la rédaction du *Discours préliminaires de l'Encyclopédie des Nuisances*. Dans cet ouvrage, l'auteur exprime clairement son refus de

---

<sup>839</sup> Karl Marx, *Œuvres Complètes de Marx, Œuvres Philosophiques*, 1932, Editions Costes, Tr. J. Molitor, vol. IV, p.134

<sup>840</sup> Daniel Bourmaud, autoritarismes et totalitarismes, cours donné en 2012 aux élèves de Master II de science politique, Pensées et régimes politiques, au sein de l'Université de Bordeaux

« perpétuer le progressisme plus dialectique du marxisme », <sup>841</sup> constatant à regret que les conclusions de Marx étaient, selon lui, erronées. En effet, la fin de la société capitaliste prévue par l'exacerbation des contradictions inhérentes à celle-ci ne s'est pas produite. Pis encore, les conditions sont devenues tellement inhumaines, que la dialectique paraît avoir disparu des esprits au profit d'une pensée unilatérale. Ainsi, se nourrissant de plusieurs siècles de pensée dialectique, les penseurs anti-industriels considèrent qu'il est capital pour l'homme de retrouver ce mode de réflexion. Leur conception se rapproche de celle des Grecs anciens : il s'agit en effet de questionner leurs interlocuteurs afin que ceux-ci se rendent compte par eux-mêmes de l'absurdité de la société industrielle. Ils espèrent, en reprenant le flambeau laissé par Socrate convaincre par le raisonnement dialectique un nombre croissant d'individus. Mais ils attendent surtout que « plusieurs Socrate » paraissent et développent ce type de raisonnement qui ne peut, selon eux, aboutir qu'à des conclusions défavorables aux sociétés industrielles. Leur conception de la dialectique peut également être rapprochée de celle de Marx, puisqu'ils ont pour ambition de transformer radicalement l'organisation sociale. En effet, les anti-industriels n'entendent pas se contenter de proposer une analyse – aussi précise soit-elle – de la société industrielle et de ses conséquences néfastes sur l'être humain. La dialectique joue donc un double rôle dans le projet anti-industriel. Elle est mise au service des deux versants de la mouvance, la description et l'action. Aussi fondamental soit-il, Jaime Semprun reconnaît néanmoins que le projet est difficile à mettre en place.

En effet, l'auteur constate que dans nos sociétés, la nature même de ce qu'est un dialecticien a changé. Selon lui, le dialecticien tel qu'il est présenté dans les sociétés modernes est une personne capable de s'adapter, de se conformer aux exigences imposées par la logique marchande. Or, dans sa propre conception, un dialecticien est au contraire un individu capable « de discerner et éventuellement d'infléchir les changements qualitatifs dans le temps ». <sup>842</sup> L'exemple le plus parlant concerne une fois encore la production agroalimentaire. La dégradation de la qualité de la nourriture n'ayant provoqué aucune opposition réelle, les nouvelles générations, habituées à manger de la nourriture industrielle ne sont plus capables de faire la différence entre une alimentation non-industrielle et industrielle. Pour Semprun, l'homme de demain doit au contraire être capable de penser, de réfléchir par lui-même et de s'interroger sur la société dans laquelle il vit. Il doit au minimum prendre du recul sur la logique fondamentale qui sous-tend son cadre de vie, et au mieux

---

<sup>841</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaires de l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.8

<sup>842</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps-Modernes...Op.cit.*, p.36

s'émanciper totalement du discours diffusé par le monde marchand. Renouer avec le raisonnement dialectique doit d'abord permettre aux individus de prendre conscience de la situation contemporaine puis, faire naître chez eux la volonté de mener une action contre la société marchande. Cette démarche dialectique vient également dénoncer la vacuité caractéristique des discussions entre individus du monde contemporain. L'idée n'est évidemment pas d'empêcher les conversations banales entre individus, mais de laisser un espace aux discussions plus sérieuses, plus graves, qui participent à l'élaboration d'une réflexion dialectique. L'échange des points de vue entre individus est absolument primordial dans une société de dialecticiens. Si certains individus peuvent avoir une inclination pour la réflexion intérieure et profonde qui les mènera peut-être à dégager des vérités essentielles, c'est bien la confrontation des idées par la parole, donc le dialogue, qui est nécessaire au projet anti-industriel. C'est en effet par le dialogue, et par la diversité des opinions sur un même sujet que l'on pourra relever les contradictions et tenter de les dépasser. D'où la nécessité de faire de la place à plusieurs dialecticiens, plusieurs « Socrate », afin d'éviter l'émergence d'un prédicateur. En effet, Jaime Semprun exprime un profond rejet des individus qui s'emploient à prescrire aux autres leur propre idée du bonheur et leur imposent, « pour leur bien », un cadre de vie qu'ils n'ont pas voulu. L'auteur en profite d'ailleurs pour exprimer son incompréhension vis-à-vis des personnes qui acceptent sans réagir les injonctions de ces prédicateurs, qui sévissent déjà dans la société contemporaine. Cette réflexion est une critique à peine voilée du comportement de certains marxistes et gauchistes du monde contemporain, qui souhaitent imposer leur projet de manière autoritaire. Le plus important pour Semprun, est que les hommes décident par eux-mêmes où et quand ils pourront être heureux, ce qu'il exprime en ces termes :

D'un côté nous ne songeons pas à refuser le plaisir, nous y trouvons au contraire un excellent encouragement à combattre ce qui nous déplaît. En même temps, nous tenons au plaisir de refuser les ersatz tarifés de satisfaction qui nous sont proposés, et ce refus s'applique aujourd'hui, comme la falsification elle-même, à presque tous les domaines de la vie. Nous nous indignons de la disparition de toute sorte de réalités, et nous sommes tout aussi hostiles à leur conservation ; ceci quel que soit son caractère plus ou moins frelaté.<sup>843</sup>

La disparition des espèces animales permet de comprendre ce que dénonce ici Jaime Semprun. En effet, la préservation des espèces animales fait aujourd'hui figure de combat important dans les discours politiques et médiatiques des sociétés industrialisées. Pourtant,

---

<sup>843</sup> *Ibid.*

malgré l'action d'associations ou d'organisations internationales, certaines espèces continuent de disparaître. Le phénomène profite alors aux zoos qui se développent en faisant valoir leur rôle de sanctuaire pour les espèces en voie d'extinction. Ainsi, le monde industriel, pour modérer la contestation écologique sur la question de la disparition des espèces animales, crée des parcs artificiels (la « réalité frelatée » de Semprun) où le visiteur crédule peut constater l'action menée pour la préservation de ces espèces.

Dans le projet de société désindustrialisée, la dialectique joue un rôle de modération de l'action humaine. L'idée est en effet de prendre des décisions de manière réfléchie par l'application d'une méthode de raisonnement qui consiste à dégager des solutions à partir de la confrontation des avis divergents. Cette méthode doit permettre de dépasser les blocages qu'entraîne inévitablement le débat au sein d'une collectivité. Malgré l'importance de la dialectique dans le projet anti-industriel, Jaime Semprun met en garde ses lecteurs sur l'utilisation de cette méthode dans le but de faire émerger des certitudes : « la certitude et le doute, il faut les deux ». <sup>844</sup> Pour être capable de penser et d'agir en conséquence, le dialecticien doit tenir certaines choses pour acquises, pour tranchées, mais il doit également en reconnaître d'autres comme incertaines, inconnues et nouvelles. <sup>845</sup> Le dialecticien doit donc être animé par une remise en question perpétuelle qui lui permet de comprendre avec justesse le monde qui l'entoure. Pour Jaime Semprun, si l'individu n'a pas de certitudes, l'action est impossible ; en revanche, s'il ne reconnaît pas non plus l'inconnu et la nouveauté, alors il ne pense plus, il radote, et il n'agit plus, il s'agite. <sup>846</sup>

Pour illustrer sa réflexion, Jaime Semprun nous donne l'exemple d'un échange entre des élèves et leur professeur de mathématiques. <sup>847</sup> Cet enseignant, durant une leçon, demande aux élèves de calculer la superficie d'une figure géométrique très irrégulière. En essayant d'appliquer la méthode classique, reposant sur la division de la figure en plusieurs figures dont la superficie est plus facilement calculable avec la formule connue, aucun élève ne réussit à résoudre le problème. L'enseignant décide alors de leur montrer une méthode moins orthodoxe. A l'aide d'une paire de ciseaux, il découpe la figure et la place sur l'un des plateaux d'une balance. Sur l'autre plateau, il dépose un rectangle, qu'il découpe bande par bande afin d'obtenir l'équilibre entre les deux plateaux. Une fois l'équilibre atteint, l'enseignant n'a plus qu'à mesurer la superficie du rectangle, celle-ci étant désormais la même

---

<sup>844</sup> *Ibid.* p.114

<sup>845</sup> *Ibid.* p.113

<sup>846</sup> *Ibid.*

<sup>847</sup> *Ibid.* p.116

que celle de la figure très irrégulière du début. Toute l'ingéniosité de l'enseignant réside ici dans sa capacité à considérer la figure irrégulière initiale comme un simple bout de papier et non comme une figure géométrique complexe. De cet exemple, l'auteur retient que, dans une société de dialecticiens, il est absolument nécessaire que les individus soient capables « de trouver, et de créer des relations entre des ordres d'idées apparemment différents ». <sup>848</sup> Ici encore, Jaime Semprun nous précise que ce serait une erreur de penser que la dialectique consiste seulement à établir des relations imprévues ou à faire communiquer ce qui devrait rester séparé. Il juge impératif d'ajouter à cela « que l'unité concrète ainsi mise en évidence soit-elle-même porteuse d'une signification supérieure à celle de chacun des éléments pris séparément ». <sup>849</sup> En d'autres termes, il faut que les éléments mis en relation permettent aux individus de trouver des solutions qui leur seront utiles et bénéfiques. La seule mise en relation ne fait pas la vérité dialectique. <sup>850</sup>

Pour compléter cette réflexion sur la dialectique, il nous semble important de la lier à une autre notion : la responsabilité. En effet, pour donner vie au raisonnement dialectique, il est indispensable que les individus se sentent responsables de ce qu'ils font. S'il peut, bien entendu, s'agir d'une responsabilité collective (lorsqu'une communauté a, par exemple, détruit une chose essentielle à l'issue d'un mauvais choix), la responsabilité est avant tout individuelle. En effet, la modération de l'activité humaine que nous venons d'évoquer ne prend son sens que si les individus ont conscience de qu'ils font et sont prêts à arrêter certaines pratiques jugées, à l'issue d'un raisonnement dialectique, obsolètes. L'illustration la plus marquante et la plus présente dans la pensée anti-industrielle concerne la relation entre l'homme et la nature. En effet, d'après les auteurs que nous étudions, il est nécessaire et urgent de repenser la relation qui unit l'homme et la nature. Toutefois, pour que cette réflexion soit possible, il leur paraît plus urgent encore d'analyser la relation qui unit entre eux les individus, ainsi que le lien qu'entretient chaque individu avec lui-même. Ainsi, la responsabilité commence par une réflexion sur soi-même. En effet, il convient, avant d'exiger un comportement vertueux de ses congénères, de questionner ses propres pratiques. En d'autres termes, il faut mettre en conformité son comportement avec ses principes afin d'inciter les autres à imiter la démarche. L'idée n'est plus de chercher à rallier de manière autoritaire les individus à la cause comme le ferait traditionnellement un militant du parti de la révolution. Au contraire, l'individu vertueux, s'inspirant de la maïeutique socratique, vise, par

---

<sup>848</sup> *Ibid.* p.117

<sup>849</sup> *Ibid.* p.118

<sup>850</sup> *Ibid.*

son comportement qu'il donne en modèle, à faire naître un questionnement dans l'esprit de ses semblables. Le questionné pourra ainsi, de lui-même, mesurer les avantages du modèle qui lui est présenté et remettre en cause celui qu'il connaissait. Le militant anti-industriel doit donc adopter une posture didactique et non directive. A l'issue de sa réflexion, chaque individu comprendra pourquoi il a besoin des autres et en quoi le bien-être de ses semblables lui est finalement profitable. Une fois que de véritables liens de solidarité seront créés entre les individus, la réflexion sur la nature pourra alors être menée. Dans la conclusion de son ouvrage *Le Jardin de Babylone*, Bernard Charbonneau évoque la nécessité de mettre en place « une réelle conscience de la nature »<sup>851</sup>, une véritable « défense de la nature »<sup>852</sup>. L'auteur insiste, comme Jaime Semprun, sur la nécessité de lutter contre les excès de l'homme qui, à terme, n'aboutiraient selon lui qu'à la destruction totale de la nature. Cela est d'autant plus vrai que, selon ces deux penseurs, la nature est indispensable à l'homme dans sa quête de liberté : « si nous cherchons les éléments : l'espace, le silence, c'est parce qu'ils fondent la vie de l'esprit : les montagnes et les forêts furent toujours des refuges d'hommes libres ».<sup>853</sup> La vie bien connue de Henry David Thoreau offre une belle illustration de cette idée. N'étant plus, selon lui, à sa place dans la société américaine, Thoreau décide de s'excentrer et se réfugie dans les bois. L'idée des anti-industriels est simple : pour continuer à trouver refuge dans la nature, il est nécessaire de la préserver ce qui implique de limiter la propagation de l'industrialisation. Il faut donc changer de perspective concernant la nature afin de ne plus la considérer comme une marchandise parmi d'autres. Pour résumer la difficulté que cette entreprise de préservation représente, Bernard Charbonneau note que « la protection de la nature suppose un minimum d'organisation, mais celle-ci étant l'antithèse de la nature, l'organiser équivaut le plus souvent à la détruire ».<sup>854</sup> Il résume en cela l'une des contradictions soulevées précédemment par Jaime Semprun. Une société de dialecticiens devra être en mesure de dépasser ces contradictions.

De la réflexion à triple niveau menée par l'individu (sur soi-même, sur sa relation aux autres et sur la nature) dépend l'avenir des sociétés humaines. Le choix est évidemment libre et peut amener à persister sur le chemin de l'industrialisation, quelles qu'en soient les conséquences. Cependant, la mouvance anti-industrielle prévoit un avenir malheureux si un tel choix était fait. Il est donc impératif pour eux de changer de voie avant que les hommes ne

---

<sup>851</sup> Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone... Op.cit.*, p.247

<sup>852</sup> *Ibid.* p.251

<sup>853</sup> *Ibid.* p.249

<sup>854</sup> *Ibid.* p.255

vivent dans un univers totalement artificiel où la nature n'existerait plus et (ce qui serait pire) s'y habituent. L'homme « ne fabriquera qu'un univers automate dans lequel l'individu humain, totalement déterminé, n'aura plus d'autonomie physique, ni surtout spirituelle »<sup>855</sup>. Ainsi, à l'opposé de ce qui semble constituer le rêve contemporain de l'humanité, le projet anti-industriel ne repose pas sur la volonté d'aller coloniser d'autres planètes, mais sur l'espoir de réapprendre à vivre sur la Terre.

La véritable entreprise de l'an 2000, ce n'est pas l'évasion dans la Lune, nous y serions d'autant mieux enfermés dans notre machine, mais l'installation sur Terre. Nous n'y sommes plus étrangers, mais enfin propriétaires, serait-ce à ce moment que nous détruirions notre bien ?<sup>856</sup>

L'individu désindustrialisé est donc un homme qui mesure l'importance de préserver son habitat. Il est, à ce titre et sans contestation possible, soucieux de la protection de la nature. Dans le monde occidental, certains mythes évoquent depuis longtemps la figure de l'homme vivant en symbiose avec son environnement naturel. Ainsi une vision romantique des Amérindiens les présente fréquemment, depuis la découverte du continent américain, comme des écologistes avant l'heure. Nous verrons que si cette idée est largement discutable, l'individu amérindien peut nous permettre de cerner de manière plus précise ce que serait l'homme désindustrialisé. En effet, quelle que soit la part de mythe qui affecte la représentation occidentale, celui-ci constitue l'un des derniers exemples d'individu non industrialisé. Il semble donc intéressant de s'y référer lorsque l'on réfléchit à ce que pourrait être l'individu libéré de l'emprise marchande.

### Sous-Section II Individu anti-industriel et individu primitif : des êtres identiques ?

#### *L'individu primitif : un individu non industrialisé*

Dans l'histoire des idées politiques, l'expression « individu primitif » recouvre deux idées différentes : elle peut désigner un individu imaginaire ou un individu réel appartenant au passé. Dans le premier, cas il s'agit d'auteurs qui ont, soit cherché à définir une nature humaine originelle dégagée du poids de la société – à l'instar des contractualistes – soit d'utopistes qui ont construit l'image d'un individu exemplaire libéré des vices des hommes de leur temps. Dans le second cas, il s'agit de chercheurs qui ont consacré leurs travaux à la compréhension des peuplades amérindiennes, constituant ainsi un pan important de

---

<sup>855</sup> *Ibid.* p.250

<sup>856</sup> *Ibid.* p.258

l'anthropologie contemporaine. Ces deux approches ont participé à l'émergence, au sein de la famille politique de gauche, d'un discours particulièrement élogieux concernant l'homme primitif et l'état de nature. Jean Jacques Rousseau peut être considéré comme le premier auteur à avoir posé les bases d'une vision positive de l'homme à l'état de nature. En effet, dans son célèbre ouvrage *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, l'auteur suisse décrit un état de nature imaginaire paisible et accueillant pour l'homme naturel :

La Terre abandonnée à sa fertilité naturelle, et couverte de forêts immenses que la Coignée ne mutila jamais, offre à chaque pas des Magazins et des retraites aux animaux de toute espèce. Les Hommes dispersés parmi eux, observent imitent leur industrie, et s'élèvent ainsi jusqu'à l'instinct des Bêtes, avec cet avantage que chaque espèce n'a que le sien propre, et que l'homme n'en ayant peut-être aucun qui lui appartienne, se les approprie tous, se nourrit également de la plupart des aliments divers que les autres animaux se partagent, et trouve par conséquent sa subsistance plus aisément que ne peut faire aucun d'eux.<sup>857</sup>

La description de l'état de nature faite par Jean-Jacques Rousseau a inspiré de nombreuses pensées politiques. C'est ainsi qu'il est possible de retrouver dans plusieurs d'entre elles, l'idée que l'état présocial constituait une période d'harmonie entre les hommes, entre les animaux et les hommes, ainsi qu'entre la nature et les hommes. Souvent, ces pensées politiques oublient que l'état de nature ne fait référence à aucune réalité historique. D'ailleurs, cette ambiguïté entre description d'une réalité historique et pure réflexion théorique se retrouve déjà dans l'ouvrage du philosophe suisse : « Tel est l'état animal en général, et c'est aussi, selon le rapport des Voyageurs, celui de la plupart des peuples Sauvages. »<sup>858</sup> Héritière de la pensée rousseauiste, la pensée de gauche française, demeure, tout au long de son histoire marquée par cette équivoque. Ce mythe d'un homme primitif, par opposition à l'homme civilisé, donnera naissance à des cercles de réflexion assez originaux.

En effet, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un journal illustré intitulé *l'Etat naturel et la part du prolétaire dans la civilisation* circula à Montmartre.<sup>859</sup> Emile Gravelle, dessinateur et unique auteur de ce journal, mit « en scène la vie idéalisée des hommes préhistoriques et proclam[a]

---

<sup>857</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, Gallimard, col. Folio/Histoire, 2006, p.65

<sup>858</sup> *Ibid.* p.70-71

<sup>859</sup> Arnaud Baubérot, « Les Natoriens libertaires ou le retour à l'anarchisme préhistorique », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2013/1 (n° 31), p. 117-136. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-mil-neuf-cent-2013-1-page-117.htm>, p.117

sa haine de la civilisation, source de toutes les misères du temps ». <sup>860</sup> Sans nul doute ici, cet auteur passe le cap d'un état de nature théorique pour décrire et prôner une vie meilleure s'inspirant d'un état naturel passé qu'il faut chercher à retrouver. En 1895, avec le soutien d'autres auteurs, il fonda le cercle des Naturiens libertaires. <sup>861</sup> Les différentes descriptions de l'état de nature perçu comme réalité historique, montrent que l'idée d'un individu primitif menant une vie idyllique est largement diffusée. La rupture avec ces temps calmes et paisibles est causée par l'apparition de la civilisation. Emile Gravelle partage ainsi l'idée diffusée par Jean-Jacques Rousseau d'une civilisation corruptrice des individus. La célèbre phrase d'ouverture du chapitre premier *Du contrat social*, « l'homme est né libre et partout il est dans les fers » <sup>862</sup>, semble avoir profondément marqué le cercle des Naturiens libertaires. En effet, au tableau très sombre de la civilisation de son époque, Emile Gravelle oppose un tableau lumineux d'une vie préhistorique « heureuse et facile ». <sup>863</sup> Selon ses calculs, il lui paraît possible de partager le milieu naturel entre les individus. Cela permettrait à chacun de disposer à sa guise de « 10 à 12 000 mètres carrés de terrain productif ». <sup>864</sup> Ainsi, chaque individu sera en mesure de gérer les ressources naturelles offertes par ce territoire afin de subvenir à ses besoins. Une fois ces temps merveilleux retrouvés, les usines seront devenues parfaitement inutiles puisque chacun aura le loisir de réaliser les outils dont il aura besoin. La seule préoccupation de l'homme primitif est donc d'assurer par ses propres moyens sa survie. Le naturien Henri Beaulieu, qui rejoignit en cette fin de XIXe siècle le cercle de réflexion fondé par Emile Gravelle, décrivait en ces termes la vie de l'homme à l'état primitif :

Voilà travailleurs, votre vie dans la société actuelle. Bien au contraire est celle que vous trouverez dans le retour à l'État Naturel. Vous ne serez plus astreints à d'autres labeurs, que celui qu'il vous fera plaisir de faire pour votre usage et votre satisfaction personnels ; plus de ces travaux fatigants et répugnants qui font de vous des Hommes machines courbés journellement et pendant des années sur le même travail ; vous trouverez dans la grande Nature tout ce que vous pourrez décider, vous jouirez enfin à votre tour des richesses immenses qu'elle renferme. Votre nourriture vous sera abondamment fournie ; à votre tour, vous goûterez à toutes ces belles pièces de volailles et ces primeurs magnifiques que vos yeux admirent à tous ces luxueux établissements ; mais que vous ne pouvez vous offrir. <sup>865</sup>

---

<sup>860</sup> *Ibid.*

<sup>861</sup> *Ibid.*

<sup>862</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social ou Principes du droit politique*, consulté en ligne sur [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), Editeur M.-M. Rey, Amsterdam, 1762, p.3

<sup>863</sup> Arnaud Baubérot, « Les Naturiens libertaires ou le retour à l'anarchisme préhistorique »...*Op.cit.*, p.120

<sup>864</sup> *Ibid.* p.123

<sup>865</sup> Henri Beaulieu, « Aux travailleurs », *la Nouvelle Humanité*, I, 3, octobre 1895, p. 4. *In Ibid.* p.124-125

Si ce groupe de pensée a eu une portée limitée, il nous permet de bien comprendre que la pensée libertaire du XIX<sup>e</sup> repose, à la suite des écrits de Jean-Jacques Rousseau, sur une conception exclusivement positive de l'état de nature, qu'il soit perçu comme imaginaire ou réel. Ce courant de pensée, animé par une forme de nostalgie d'un être humain pas encore marqué par l'idée de propriété privée, a inspiré de nombreux auteurs comme Tolstoï ou Thoreau.<sup>866</sup> La critique de la société moderne et de son progressisme fait donc partie intégrante du discours anarchiste qui émerge durant les révolutions industrielles. Toutefois, cette tradition politique a subi de plein fouet l'influence du communisme et s'est recentrée – sous la plume de Kropotkine notamment – autour des idées de propriété des moyens de production, d'organisation du travail et d'organisations syndicales. Ainsi, la réflexion relative à la nature du mode de production, a été mise de côté par les courants majoritaires des mouvances d'extrême gauche. Quant à la pensée anti-industrielle, elle semble vouloir réactiver cette réflexion puisque le perfectionnement du mode de production industriel dégrade, selon les penseurs selon les penseurs que nous étudions, la nature profonde de l'homme.

Il serait malgré tout assez injuste de prétendre que la mouvance anti-industrielle diffuse l'idée d'un retour à un état de nature perçu comme un âge d'or. Malgré tout, en rééditant l'ouvrage de Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone*, il semble indéniable que cette mouvance réfléchit à la place que l'homme doit occuper au sein de la nature. Il est tout aussi indiscutable que cette mouvance participe à la diffusion d'une vision mythifiée d'une relation harmonieuse entre l'homme et la nature. La question de l'existence réelle ou fictive de cette période de symbiose n'est pas traitée au sein des écrits de la pensée anti-industrielle. Si bien qu'il demeure une incertitude chez le lecteur. En effet, dans leur volonté de repenser l'homme contemporain au sein de la nature, les anti-industriels prennent en modèle une « version de l'homme » dont il n'est pas possible de savoir si elle repose sur des éléments historiques ou si, à l'image de la réflexion rousseauiste, elle provient essentiellement d'intuitions.<sup>867</sup> Il est donc vraisemblable que cette figure de l'homme nouveau soit une construction imaginaire faisant appel à un fonds commun de représentations historiques. D'ailleurs, cette ambiguïté est inhérente à la mouvance anti-industrielle puisqu'elle apparaît

---

<sup>866</sup> *Ibid.* p. 125

<sup>867</sup> Dans sa volonté de penser l'état de nature Jean-Jacques Rousseau commence par écarter tous les faits : « Commençons donc par écarter tous les faits, car ils ne touchent pas la question. Il ne faut pas prendre les Recherches, dans lesquelles on peut entrer sur ce Sujet, pour des vérités historiques, mais seulement pour des raisonnements hypothétiques et conditionnels [...] » Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes... Op.cit.*, p.62-63

dès le *Discours préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances*. En reprenant à son compte les propos d'André Breton sur les productions des aborigènes d'Australie, Jaime Semprun ne fait qu'illustrer l'ambivalence de la mouvance anti-industrielle concernant l'idée d'un homme idéal appartenant au passé :

« Que l'homme aujourd'hui en peine de se survivre, mesure là ses pouvoirs perdus ; que celui qui, dans l'aliénation générale résiste à sa propre aliénation, “ recule sur lui-même comme le boomerang d'Australie, dans la deuxième période de son trajet “. » Ainsi ce qui nous permet d'entr'apercevoir les prodiges dont serait capable une humanité libre nous est une raison de plus pour tout attendre des forces déchaînées de la liquidation sociale.<sup>868</sup>

Par ces quelques mots qui invitent l'homme contemporain à prendre exemple sur certains peuples appartenant à un passé non encore industrialisé, Semprun débute la réflexion sur ce que pourrait être un homme libre à l'avenir. Cette réflexion peut être ainsi résumée : certaines organisations politiques ont, au cours de l'histoire, permis aux êtres humains de vivre plus libres qu'ils ne sont aujourd'hui. Cependant, l'âge d'or n'existe pas pour les anti-industriels puisqu'aucune civilisation n'a réussi, à ce jour, à mettre sur pied une société respectant les principes et l'organisation prévus par la pensée anti-industrielle. Au contraire, les auteurs anti-industriels reconnaissent, malgré leur profond rejet du monde contemporain, que les opportunités de bâtir une société d'hommes et de femmes libres sont aujourd'hui d'autant plus nombreuses que les savoirs de l'humanité se sont accrus dans plusieurs domaines, notamment concernant la nature. Leur propos n'est donc pas de revenir à ce qui a été fait jadis mais de s'inspirer des sociétés dites « primitives » pour penser une société libérée de l'emprise industrielle.

Malgré tout, l'absence d'une véritable réflexion sur la nature profonde de l'homme nouveau rend parfois opaques les textes anti-industriels. En effet, une définition de l'expression « société d'hommes libres » permettrait de mieux saisir la volonté des penseurs anti-industriels. Sur ce point, nos lectures nous ont appris que l'homme libre était l'expression que ces auteurs opposaient à l'homme contemporain. Elle semble également s'opposer à l'homme du Moyen-Age, lui aussi soumis à des contraintes qui l'empêchent d'être libre. Cette expression relativement vague confirme que les penseurs anti-industriels ne cherchent pas à « ressusciter » un type d'homme appartenant à l'histoire des sociétés, pas plus qu'ils ne cherchent à donner un contenu juridique ou sociologique précis à l'expression. Celle-ci a sans doute une dimension ontologique en ce qu'elle attribue un caractère absolu, essentiel et positif

---

<sup>868</sup> Jaime Semprun, *Discours préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.25

à l'être en question, celui d'être libre, c'est-à-dire, aux termes de la réflexion anti-industrielle : non industrialisé. Afin d'identifier avec plus de précision la figure de l'homme libre, le paragraphe qui suit propose une réflexion sur les cas connus d'individus vivant en dehors de nos sociétés industrielles et sur l'image mythifiée par le monde occidental des peuples dits primitifs.

### *Réflexion sur l'indien comme individu exemplaire et écologiste*

Dans l'imaginaire collectif des sociétés occidentales, surtout de la société européenne, l'individu amérindien est considéré comme un être respectueux de la nature dont le citoyen du Vieux Continent ferait bien de s'inspirer. En d'autres termes, l'individu amérindien aurait été l'un des derniers représentants d'une humanité préservée des nuisances de la société industrielle. Pourtant, de nombreux auteurs spécialistes de la question remettent en cause cette vision caricaturale. Philippe Jacquin, ancien professeur d'ethnologie à l'Université de Lyon, considère que « l'indien écologiste est une invention de l'homme blanc ».<sup>869</sup> Il insiste sur le fait que la vision occidentale de l'Amérindien, dépourvu de tout savoir-faire et de toute technologie, évoluant librement dans une nature sur laquelle il n'a que très peu d'impact, mériterait d'être discutée.<sup>870</sup> En dépit de cette vision idéalisée, l'exemple de l'individu amérindien reste intéressant parce que le cadre de vie dans lequel il a évolué (et continue parfois d'évoluer) n'est pas celui de la société industrielle et que les études menées sur lui sont plutôt nombreuses. Nous chercherons donc à comprendre comment les savoirs et les connaissances de l'individu amérindien peuvent servir de socle, par effet de miroir, à une réflexion plus générale sur les dynamiques à l'œuvre dans une société industrielle, notamment par rapport à l'environnement. Nous verrons ainsi que la relation, non mythifiée, entre ces peuples autochtones et la nature qui les entoure, peut être pertinemment mobilisée pour repenser le modèle des sociétés occidentales actuelles. L'idée est donc d'étudier un discours différent, construit sur une expérience concrète d'organisation sociale non industrielle, permettant de mieux comprendre les nuisances produites par la société industrielle sur l'homme et la nature.

---

<sup>869</sup> Philippe Jacquin, « Étaient-ils les premiers écologistes ? », *L'Histoire*, n°253, février 1983, *Les Collections de L'Histoire*, n°54, janvier 2012, p.20

<sup>870</sup> Laurence Machet et Lionel Larré, « William Bartram a-t-il inventé l'Indien écologiste ? », *ELOHI*, 4 | 2013, pp.11-30, p.27

La réflexion sur les apports potentiels que représentent, pour une société industrialisée, les savoirs traditionnels des peuples amérindiens émerge, bien entendu, en Amérique du Nord. En effet, c'est au cours des années 1970 – décennie marquée par une crise de l'énergie – que les décideurs politiques des Etats d'Amérique du Nord vont lancer une « exploitation systématique des territoires des réserves indiennes ». <sup>871</sup> De ce fait, la question des répercussions sur les peuples autochtones va rapidement se poser. Au Canada, un juge prendra la décision, au milieu des années 70, de mener une enquête de grande envergure, afin de comprendre l'opposition des locaux concernant la construction d'un oléoduc. Cette enquête, menée dans trente-cinq villages autochtones différents, permit de retarder le projet pour que les Autochtones puissent négocier un accord avec les industriels concernés. <sup>872</sup> Selon la chercheuse française Marie Roué, « cette enquête a pour la première fois initié le public à « la crédibilité des chasseurs autochtones en tant qu'interprètes rigoureux de la nature » ». <sup>873</sup> Malgré l'avancée notable que fut la prise en compte de l'avis des peuples autochtones, l'auteur déplore que l'accent ait été mis, dans un livre qui fit suite à l'affaire, sur le droit des peuples à l'autodétermination et à la maîtrise de leur territoire, plutôt que sur leur « vision holistique du fonctionnement du monde ». <sup>874</sup> En effet, selon Marie Roué, seule cette « vision holistique du fonctionnement du monde » permet de prendre en compte les véritables savoirs écologiques des peuples amérindiens. Au contraire, lorsque de tels projets sont mis en place, les industriels agissent comme des scientifiques dans un laboratoire, sans maîtriser les risques et les conséquences qu'ils auront sur le territoire et l'environnement. Le juge Berger, à l'origine de l'enquête mentionnée plus haut, partage ce constat : « Tout au long de l'enquête, j'ai constaté le défaut de connaissances au sujet de l'environnement du Nord, des répercussions d'ordre environnemental et des techniques de construction dans le pergélisol et dans un climat arctique. » Or, cette mauvaise connaissance du milieu naturel où devait être implanté le projet, pouvait être palliée par les témoignages des autochtones, qui démontraient une véritable science de leur environnement et pouvaient anticiper les conséquences du projet sur la nature et leur mode de vie.

---

<sup>871</sup> Marie Roué, Douglas Nakashima « Des savoirs « traditionnels » pour évaluer les impacts environnementaux du développement moderne et occidental », *Revue internationale des sciences sociales* 2002/3 (n° 173), p. 377-387. DOI 10.3917/riss.173.0377, p.377

<sup>872</sup> *Ibid.*

<sup>873</sup> FREEMAN, M. M. R. 1979. « Traditional land users as a legitimate source of environmental expertise », dans G. Nelson (dir. publ.), *The Canadian National Parks : Today and Tomorrow*, Waterloo University, Studies in Land Use, History and Landscape Change. In *Ibid.* p.377-378

<sup>874</sup> BERGER, T. R. 1977. *Le Nord : terre lointaine, terre ancestrale*, Ottawa, Gouvernement du Canada. In *Ibid.* p.378

S'il y a des déversements [de pétrole], ils s'étendront, c'est certain. [...] Les crevettes, elles, ne survivront pas, car ce qu'elles mangent sera détruit. Les phoques survivront un peu plus longtemps. La nourriture des poissons et des baleines ne survivra pas [...]. Il y a dans l'eau beaucoup d'*amogoak*, vous savez, ces crevettes... Eh bien, les phoques et les baleines en mangent... Quand on voyage sur l'océan, par temps calme, et qu'on regarde dans l'eau, on voit ces petites bêtes gélatineuses à tête rouge, longues comme ceci, qui nagent comme ceci... Elles servent de nourriture aux baleines et aux phoques.<sup>875</sup>

Ce témoignage d'un individu amérindien qui lutte contre l'industrialisation de son territoire n'est pas, selon nous, bien différent des oppositions que suscitent, dans les sociétés industrialisées, certains projets industriels pharaoniques qui impactent le milieu naturel et le mode de vie des individus. L'argumentation d'un paysan français s'inquiétant de l'altération de la nature du sol qu'il travaille pourrait suivre la même logique. En cela, les Amérindiens ne sont pas, en effet, plus écologistes que l'individu occidental connaisseur de son territoire et concerné par son avenir dans la société industrialisée. Ils détiennent, les uns comme les autres, un savoir précieux sur la nature et une vision holistique de l'environnement qui leur permettent d'envisager avec clairvoyance les répercussions de ces projets. En revanche, le nombre d'individus encore en possession de ces connaissances dans les sociétés occidentales (et donc capables de protester) est infiniment plus réduit que dans la communauté amérindienne.

Il n'est donc pas nécessaire de recourir à l'image mythifiée de l'indien écologiste pour mesurer l'importance des savoirs traditionnels dans une société, même industrialisée. Les travaux scientifiques qui ont entrepris d'étudier la portée de ces savoirs particuliers concluent dans ce sens. Plusieurs auteurs canadiens ont ainsi mis au jour de façon très concrète la valeur du savoir autochtone quant aux problématiques environnementales :

Freeman (1979) démontra l'importance du savoir des Inuits sur l'évaluation des populations de baleines. Berkes (1988) mit l'accent sur l'utilisation du savoir cri pour comprendre les impacts après que le projet a eu lieu. Nakashima (1990) démontra l'intérêt du savoir écologique des Inuits en tant qu'outil de prédiction des impacts d'un grand projet.<sup>876</sup>

Cette démarche scientifique connut un certain succès qui lui permit de s'exporter hors des frontières de l'Amérique du Nord, pour se développer, notamment, en Australie.<sup>877</sup> On

---

<sup>875</sup> *Ibid.* p.59

<sup>876</sup> *Ibid.*

<sup>877</sup> Sur ce sujet voir JOHANNES, R. E. 1993. « *Integrating Traditional Ecological Knowledge and Management with Environmental Impact Assessment* », dans Inglis, Julian T. (dir. publ.), *Traditional Ecological Knowledge : Concepts and Cases*, Ottawa, Canadian Museum of Nature/IDRC, p. 33-39.

retiendra de ces différents travaux sur les savoirs traditionnels des peuples autochtones, l'importance de la « vision intégrée et systémique du fonctionnement des écosystèmes dont ils se considèrent comme partie prenante ». <sup>878</sup> Observons plus concrètement ce qui motive les Amérindiens à adopter un comportement plus respectueux de la nature que la majorité des individus des sociétés industrialisées. Nous reviendrons, pour ce faire, sur l'étude de cas des indiens cris dont le territoire était menacé, au milieu des années 1990, par la construction d'un gigantesque projet d'hydro-développement. <sup>879</sup>

Ce qui frappe d'emblée l'étranger qui échange sur ce sujet avec un autochtone, c'est la connaissance minutieuse et scientifiquement construite des Amérindiens en ce qui concerne leur environnement naturel. Dans leur volonté de comprendre l'impact réel d'un tel projet, ce savoir empirique devient la base de la « mise en place d'une véritable démarche scientifique : poser des hypothèses, acquérir les données nécessaires à la résolution d'un problème, expliciter les conditions de leur recueil pour les valider, puis les analyser. » <sup>880</sup> Ce raisonnement, appliqué à la situation qui les préoccupe, donne lieu à une réflexion ainsi articulée : il faut dans un premier temps recenser l'ensemble des espèces animales qui peuplent le territoire concerné ; dans un second temps, retracer, pour chacune d'elle, la chaîne alimentaire qui lui permet de survivre puis, identifier les espèces qui seraient directement ou indirectement menacées de disparaître en raison de l'inondation des territoires ; dans un troisième temps, se pencher sur l'habitat des espèces afin de savoir si celles-ci, une fois la construction achevée, auraient la capacité de survivre en trouvant d'autres abris ou en en construisant de nouveaux selon les habitudes des espèces. Il est donc tout aussi important de faire une étude de cas pour chaque espèce, que de penser aux relations qu'elles entretiennent entre elles. La vision holiste de l'environnement, chère à la plupart des écologistes occidentaux, est à la base des réflexions menées par de nombreux peuples amérindiens, comme en témoigne cet extrait d'un entretien entre un chercheur occidental et un chasseur autochtone :

Chaque sorte de créature qui vit dans cet environnement doit être considérée : nous devons examiner à fond et étudier les effets que cela aura sur sa vie. Laquelle des nourritures de cette créature sera détruite ? Quels sont tous les autres effets que cela aura sur sa vie quand l'inondation surviendra et que le paysage changera ? Il nous faut trouver chaque perte d'habitat de ces créatures quand cela se passera, et où sont les meilleurs lieux où chaque créature/animal avait l'habitude de

---

<sup>878</sup> Marie Roué, Douglas Nakashima « Des savoirs « traditionnels » pour évaluer les impacts environnementaux du développement moderne et occidental »...*Op.cit.*, p.387

<sup>879</sup> *Ibid.* p.379

<sup>880</sup> *Ibid.* p.381

vivre et qui seront perdus dans l'inondation. Si l'habitat des animaux est détruit, ils seront sans maison et misérables quand leur nourriture sera détruite en même temps que tout le reste.<sup>881</sup>

En ce sens, cette démarche nous semble écologiste. Cependant, elle n'aboutit pas aux conclusions radicales de certains courants de pensée de l'écologie contemporaine. En effet, l'antispécisme, qui rejette l'idée selon laquelle l'être humain puisse tuer des animaux pour se nourrir, ne semble pas compatible avec la vision des peuples autochtones décrite précédemment. Ainsi, l'impact de ces peuples sur leur environnement n'est pas nul, mais il semble maîtrisé, grâce à la transmission de savoirs ancestraux concernant la biodiversité. Sur ce point, la pensée anti-industrielle doit, selon nous, être rapprochée de la logique environnementale développée par les peuples amérindiens. En effet, cette idée de maîtrise de l'environnement naturel, fondée sur les connaissances approfondies de celui-ci, doit servir de socle à l'organisation d'une société désindustrialisée. Ce raisonnement semble toutefois élargi par la mouvance anti-industrielle, qui s'interroge sur l'avenir de l'être humain au même titre que les autochtones s'interrogent sur l'avenir des espèces animales. Seule cette réflexion pourra, selon les penseurs anti-industriels, permettre aux individus des sociétés contemporaines de mesurer l'impact réel de l'industrialisation sur la nature et l'espèce humaine.

En d'autres termes, la réflexion menée par les peuples autochtones et celle conduite par la pensée anti-industrielle doivent être perçues comme un appel à la prudence, à la modération de l'action humaine et doivent permettre de faire émerger une nouvelle éthique de vie pour les êtres humains. Cette éthique doit nécessairement reposer sur une connaissance véritable de l'environnement naturel, compris comme un ensemble d'éléments interdépendants.<sup>882</sup> Ce raisonnement fait inévitablement le lien avec les théories du philosophe Hans Jonas, et plus spécialement son principe de responsabilité. Comme pour le philosophe allemand, la préoccupation première des penseurs anti-industriels est de préserver l'humanité d'un développement technique qui pourrait être la cause de sa disparition. Ainsi, la logique des peuples autochtones peut servir d'exemple en ce qu'elle prévoit un mode de décision lent et réfléchi (conformément aux principes anti-industriels), qui fait la part belle aux individus concernés au premier chef par la structure industrielle en projet. Seulement, tout comme le pensait Hans Jonas, les éthiques traditionnelles sont aujourd'hui dépassées. Le développement des nouvelles techniques ne permet plus à ces peuples autochtones de résister à

---

<sup>881</sup> *Ibid.*

<sup>882</sup> Cf. *Supra*. Chapitre II.

l'industrialisation. Il est donc nécessaire de proposer une nouvelle éthique de vie, qui s'inspire, malgré tout, de celle des individus non industrialisés. Elle ne peut être identique, puisque le développement technique est un fait, mais elle doit, dans une certaine mesure, en être la digne héritière. Si les réflexions menées par Hans Jonas et les penseurs anti-industriels sont proches, deux éléments les distinguent. Premièrement, « l'heuristique de la peur » évoquée par le philosophe allemand, est incompatible avec le refus du catastrophisme formulé par les penseurs anti-industriels. Deuxièmement, le recours à une forme de « tyrannie verte » qui se traduirait par l'expression d'un pouvoir autoritaire dans l'intérêt de la cause, est également incompatible avec les principes libertaires de la mouvance anti-industrielle.

Ainsi, l'écologisme anti-industriel tel qu'il est exprimé par le mode de vie de certains peuples autochtones, ne peut être identifié à l'écologisme dominant du monde occidental. La différence qui les sépare est de même nature que celle qui nous permet de distinguer l'écologie profonde de l'écologie superficielle. L'étude qui précède nous amène enfin à penser que la naissance d'un individu raisonnable, acceptant de vivre selon les principes constitutifs d'une véritable éthique environnementale, entraîne nécessairement le développement de nouvelles institutions politiques, ce qui implique une réorganisation radicale des relations entre individus au sein des communautés désindustrialisées.

## ***Section II Retour sur l'organisation politique des communautés désindustrialisées : entre société sans Etat et société de micro-Etats***

### Sous-Section I Aux origines de l'organisation politique des communautés désindustrialisées

#### *Pouvoir diffus, pouvoir confus ?*

Au cours des années 1970 en France, une approche anthropologique de l'Etat va être proposée par plusieurs intellectuels. Ces penseurs vont porter leur attention sur l'organisation du pouvoir dans les sociétés primitives, dans le but de répondre à la question suivante : une société sans Etat est-elle possible ? Cette question est d'une importance capitale pour notre discipline qui peine à définir avec précision son objet d'étude et dont certains spécialistes estiment qu'elle devrait se limiter à l'étude de l'Etat. Pourtant, les écrits d'auteurs comme Pierre Clastres ou Jean-William Lapierre semblent indiquer que la science politique a fini par accepter l'idée que des sociétés sans Etats pouvaient exister. De ce fait, la science politique

aurait plutôt pour objet l'étude du pouvoir politique et de son organisation au sein des sociétés humaines. L'Etat ne représente donc qu'une des formes d'organisation du pouvoir politique, et la science politique ne doit donc pas se limiter à son étude. Ceci nous permet de réfléchir à l'organisation du pouvoir politique au sein des communautés désindustrialisées, puisque les penseurs que nous étudions sont de farouches opposants à l'Etat. Les études menées sur des communautés dites primitives ont donné lieu à un débat sur la nature du pouvoir politique dans ces sociétés a-étatiques, dont Lapierre et Clastres nous paraissent être les plus illustres acteurs.

Pour Clastres, l'Etat est caractérisé par la domination. Enlevez l'Etat et la domination disparaîtra automatiquement. Cette définition de l'Etat n'est pas explicitement formulée par l'auteur : c'est tout au long de son article intitulé *La société contre l'Etat* qu'il est possible de la reconstituer. Il semble en effet que l'on puisse dégager une chaîne d'équivalences ainsi organisée : l'Etat est synonyme de pouvoir politique, de monopolisation du pouvoir, de domination, de coercition, d'autorité et de puissance. Ainsi, pour montrer qu'il n'y a pas d'Etat dans ces sociétés, Clastres va chercher à démontrer que tout est fait pour que « l'Un », c'est à dire l'Etat, n'émerge pas. Il observe que dans les différentes tribus qu'il a étudiées, le chef ne doit pas être considéré comme un roi ou comme un chef d'Etat. « L'espace de la chefferie n'est pas un lieu de pouvoir ». <sup>883</sup> Le chef ne détient pas le pouvoir de coercition, de commandement. Malgré tout, il a une place importante dans la communauté, puisqu'il détient la parole légitime tant que dure son prestige. Ce prestige dépend de l'appréciation de la société, qui se fonde sur deux critères pour l'évaluer : la capacité du chef à régler les conflits, qu'ils soient internes ou externes ; et sa compétence technique de guerrier. <sup>884</sup> Ainsi, la société est le véritable lieu du pouvoir, puisque c'est elle qui fait peser un poids sur les épaules du chef, qui peut à tout moment perdre son prestige et être destitué. La relation d'autorité s'exerce donc de la société sur le chef et non l'inverse. Clastres relève toutefois que dans certaines situations exceptionnelles, la situation s'inverse. Cependant, la période durant laquelle le chef recouvre un pouvoir d'autorité n'est que temporaire puisqu'elle ne dure que le temps du conflit. Clastres en vient à conclure que ce temps de guerre est très important car il permet au chef de renforcer son prestige en se distinguant par des actions héroïques.

La tribu, pour qui le chef n'est que l'instrument apte à réaliser sa volonté, oublie facilement les victoires passées du chef. Pour lui, rien n'est acquis définitivement et, s'il veut rendre aux gens la

---

<sup>883</sup> Pierre Clastres, *La société contre l'Etat*, Paris, Les éditions de Minuit, 1974, p.175

<sup>884</sup> *Ibid.* p.177

mémoire si aisément perdue de son prestige et de sa gloire, ce n'est pas seulement en exaltant ses exploits anciens qu'il y parviendra, mais bien en suscitant l'occasion de nouveaux faits d'armes.<sup>885</sup>

Ce constat exprime donc une contradiction importante au sein de ces sociétés primitives. Le prestige du chef repose autant sur sa capacité à préserver la paix, que sur sa capacité à remporter des guerres. Pour sortir d'une situation qui menacerait son rôle de chef, ce dernier pourrait être tenté de déclarer la guerre. Toutefois, s'il ne reçoit pas le soutien du peuple dans cette entreprise belliqueuse, il sera destitué. Cet exemple renforce donc l'idée selon laquelle c'est la société qui fait peser un poids sur les épaules de son chef et non l'inverse. « La mort est le destin du guerrier, car la société primitive est telle qu'elle ne laisse pas substituer au désir de prestige la volonté de pouvoir ».<sup>886</sup> Cette analyse de Clastres exprime donc l'impossibilité de voir émerger un pouvoir politique séparé dans ces sociétés primitives, puisqu'il n'existe pas de vide, donc de place pour l'Etat. La tribu empêche toute possibilité de renversement de cet ordre social, et rejette l'émergence d'un pouvoir politique autonome, individuel et séparé. Aux termes de l'analyse faite par Clastres, elle s'est donc construite contre l'Etat. Ces sociétés se caractérisent donc par une dilution du pouvoir politique. La régulation des conflits sociaux, et donc le politique, appartient au chef de tribu ; le pouvoir, ou l'autorité, appartient à l'ensemble de la société et pèse sur chaque individu y compris le chef. La domination est donc collective.

Lapierre se distingue de l'analyse de Clastres puisqu'il ne définit pas de la même manière le pouvoir politique. Selon lui, le pouvoir politique repose sur deux piliers : un rapport de domination-soumission et un rapport de commandement-obéissance.<sup>887</sup> Le premier est commun aux sociétés humaines, qu'elles soient étatiques ou non, et aux sociétés animales. Le second est propre aux sociétés humaines et se traduit par une forme de « conscience collective que l'existence sociale est impossible à l'espèce humaine si des règles de conduite ne sont pas reconnues et respectées, si la coopération à des activités communes n'est pas dirigée conformément à des objectifs communs. »<sup>888</sup> Lapierre pense donc que le pouvoir politique est détenu à la fois par le chef et par la société, mais que ces deux entités n'en ont pas la même part. Il attribue ainsi au chef la relation de commandement-obéissance, et à la société la relation de domination-coercition.<sup>889</sup> En conséquence, Lapierre voit partout dans ces

---

<sup>885</sup> *Ibid.* p.178

<sup>886</sup> *Ibid.* p.179

<sup>887</sup> Jean-William Lapierre, *Vivre sans Etat ? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale*, Paris, Seuil, 1977, p.346

<sup>888</sup> *Ibid.*

<sup>889</sup> *Ibid.*

sociétés primitives des formes de domination quand Clastres ne les voyait nulle part. Ainsi, pour Lapierre, la domination politique est exercée en permanence par le groupe sur chaque individu. Les sociétés se différencient donc selon les modalités d'organisation de ces rapports, qui peuvent être plus ou moins différenciés, plus ou moins complexes. L'auteur reproche ainsi à Clastres de ne pas distinguer assez les nuances. Son schéma attribuant le politique au chef, et le pouvoir à la société lui paraît trop simpliste. Il propose à la place une échelle des différentes organisations du pouvoir politique qui permet de classer les sociétés selon la complexité de leur organisation. Il distingue neuf degrés de complexité.<sup>890</sup> Les deux premiers degrés de cette échelle regroupent les sociétés au sein desquelles le pouvoir politique est diffus et non délégué à une quelconque instance. Les degrés trois et quatre correspondent à des sociétés au sein desquelles le pouvoir politique demeure encore diffus malgré l'existence d'une instance de contrôle qui joue le rôle de médiateur ou d'arbitre. Ces deux niveaux se rapprochent d'ailleurs de la réflexion de Clastres. Ensuite, les cinquième et sixième degrés correspondent à des sociétés dotées d'un chef, ou d'un organe politique clairement identifié. Le pouvoir politique y est donc moins diffus. Le degré sept représente l'échelon de basculement d'une société sans Etat vers une société à Etat. Ainsi, dans ces sociétés le pouvoir politique est individualisé et différencié. Enfin les échelons huit et neuf regroupent les sociétés étatisées. Le huitième est incarné par l'exemple de l'Etat féodal tandis que le dernier échelon repose sur le concept d'Etat moderne.

L'existence de sociétés sans Etat semble donc possible pour les deux auteurs malgré leurs différentes analyses. Dès lors, où situer la société prônée par la mouvance anti-industrielle dans ce débat ? Conçoivent-ils les communautés désindustrialisées comme des sociétés sans pouvoir politique, ou plutôt, comme des sociétés reposant sur des modalités nouvelles d'organisation du pouvoir ? Si l'on se réfère à l'héritage libertaire des penseurs anti-industriels, il paraît plus juste de rapprocher leur vision de l'organisation du pouvoir dans des sociétés sans Etat, de celle de Clastres. En effet, ce sont bien les écrits de Clastres, qui, au cours des années 1970, ont lancé un mouvement liant l'anthropologie et l'anarchie.<sup>891</sup> Pourtant, les nuances dégagées par Lapierre nous paraissent plus intéressantes dans l'optique de distinguer les différentes modalités d'organisation politique possibles des communautés désindustrialisées. En effet, la mouvance anti-industrielle ne fournit pas de modèle type d'une

---

<sup>890</sup> *Ibid.* p.75-76

<sup>891</sup> Sophie Accolas, Jacob Durieux, Ariel Planeix, « Anthropologie et anarchisme », *Journal des anthropologues*, 2018/1 (n° 152-153), p. 15-24. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-journal-des-anthropologues-2018-1-page-15.htm>, p.16

telle communauté, laissant aux individus qui en sont membres le soin de mettre en place l'organisation politique qu'ils jugent la plus adaptée pour organiser la vie en société. Il n'existe donc pas une, mais plusieurs formes d'organisation politique émancipée de la logique marchande. C'est ainsi que les quatre premiers niveaux identifiés par Lapierre semblent être adaptés à la mise en place de communautés désindustrialisées. En effet, ceux-ci reposent sur une organisation diffuse du pouvoir et sur le refus de voir émerger l'« Un », c'est à dire une quelconque forme de pouvoir individualisé et différencié. Or, la soumission à l'Etat est considérée dès le *Discours Préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances* comme une nuisance majeure du monde contemporain.<sup>892</sup> Dans le même temps, la critique formulée par les penseurs anti-industriels sur la vacuité des institutions démocratiques, repose sur le constat d'un pouvoir politique tellement dilué qu'il est difficile d'en identifier les responsables.<sup>893</sup> « Aujourd'hui la responsabilité est tellement diluée dans le pouvoir, que nous ne pouvons plus punir les responsables de notre situation, c'est de la faute à la « technostructure », aux « conditions » ». <sup>894</sup> Ces critiques de l'organisation politique du monde contemporain expriment le rejet d'un pouvoir politique dilué, aux mains des experts. Si les communautés désindustrialisées doivent elles-mêmes reposer sur un pouvoir diffus, il s'agit là, comme l'analysait Pierre Clastres, d'un pouvoir détenu par l'ensemble de la communauté. Patrick Marcolini, philosophe et spécialiste du situationnisme, note ainsi que les différentes composantes de la mouvance anti-industrielle se retrouvent aujourd'hui confrontées à cette notion de pouvoir.<sup>895</sup> En effet, après plusieurs décennies de réflexion aboutissant à une analyse précise du monde industriel, il est désormais temps pour cette mouvance de se projeter vers l'avenir, en proposant des pistes pour l'organisation à venir du pouvoir politique. Pour l'heure, les anti-industriels demeurent assez timides sur la question et rechignent à franchir le cap.

La réflexion sur le développement de communautés sans Etat pose une autre question (déjà soulevée, en son temps, par les analyses critiques de la théorie de Rousseau sur la volonté générale) : la toute-puissance de la volonté du groupe est-elle oppressive ou libératrice pour les individus ? Cette problématique va orienter notre réflexion sur la nature des institutions qui peuvent permettre à la communauté de garantir l'exercice d'un pouvoir politique diffus dans une société aussi techniquement complexe. Seule la mise en place

---

<sup>892</sup> Jaime Semprun, *Discours Préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.41

<sup>893</sup> Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps-Modernes...Op.cit.*, p.14

<sup>894</sup> *Ibid.* p.91

<sup>895</sup> Patrick Marcolini, « Et demain ? La question du pouvoir », *In Jean-Marc Luquet, Sortir de l'industrialisme...Op.cit.*, p.63

d'institutions de démocratie directe semble en mesure de conférer à chaque citoyen la part de pouvoir politique qui lui revient.

### *La démocratie directe comme unique solution institutionnelle*

A l'image de la conception grecque de la citoyenneté, dans la mouvance anti-industrielle, la non-participation d'un individu à la vie politique de la communauté, suffit à en faire un être incomplet. « La non-intervention dans les affaires de tous faisait passer un homme, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile ». <sup>896</sup> La volonté d'intégrer l'ensemble des individus dans la vie politique des communautés est un des points fondamentaux de la pensée anti-industrielle. Pourtant, cette pensée exprime dans le même temps une vive critique de l'action citoyenne contemporaine désignée par le terme de « citoyennisme ». Pour Riesel les différents acteurs de ce « citoyennisme » essaient de se faire passer pour des réformistes, alors qu'ils ne sont, selon lui, que des soutiens du pouvoir.

Mais le citoyennisme n'est évidemment pas un réformisme, car le réformisme n'a prospéré que tant qu'à subsisté la crainte d'un bouleversement des fondements de l'ordre social, c'est-à-dire aussi longtemps qu'existèrent les forces pratiques qui paraissaient exprimer la volonté d'un tel bouleversement ou être capables de s'y jeter. Cette situation n'a plus cours. Là où le réformisme promettait le progrès et la justice sociale dans le cadre de la société existante, le citoyennisme ne promet plus rien. Il demande. Il ne veut ni supprimer le pouvoir, ni s'en emparer, il veut l'aider à continuer d'être le pouvoir. <sup>897</sup>

Cette critique de la citoyenneté contemporaine est perceptible dès la rédaction des premiers textes anti-industriels. En effet, au sein de l'Encyclopédie des Nuisances déjà, est condamnée l'idée d'une fausse citoyenneté, falsifiée par les institutions du monde marchand :

D'autre part, tous ceux qui s'emploient à maintenir la population dans la réalité de sa servitude, et l'apparence de sa citoyenneté, et qui se croient les maîtres du monde, se trouvent à leur tour assujettis aux effets de ces nouvelles formes de domination : les forces de la fausse conscience antidialectique qu'ils ont déchainées les abaissent au rang même de ces machines auxquelles ils confient maintenant leur sort. <sup>898</sup>

Ces remarques fréquentes dans le corpus anti-industriel, cachent une conception exigeante de la notion de citoyenneté. Celle-ci repose sur une conviction inhérente à la pensée anti-

---

<sup>896</sup> *Ibid.* p.121

<sup>897</sup> René Riesel, *Du progrès dans la domestication*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2003, p.60

<sup>898</sup> Mai 1985, Fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances...Op.cit.*, p.49

industrielle selon laquelle une démocratie authentique ne peut être qu'une démocratie directe. D'ailleurs, l'exemple des cités grecques apparaît régulièrement dans les publications anti-industrielles portant sur le concept de démocratie. Chez les encyclopédistes, les cités de la Grèce antique sont considérées comme le berceau de « la démocratie des hommes libres ».<sup>899</sup> Dans notre volonté de comprendre l'organisation institutionnelle des communautés désindustrialisées, il est donc important de revenir sur la « logique institutionnelle lui permettant [à la cité athénienne] de vivre la première forme de démocratie directe ».<sup>900</sup> Le premier point qui nous permet de justifier ce rapprochement entre les communautés désindustrialisées et la cité athénienne repose sur la capacité démontrée par les Athéniens à « préserver la politique de sa spécialisation en un savoir technique et théorique particulier ».<sup>901</sup> En conséquence, la mouvance anti-industrielle défend l'idée d'un retour à une conception simple de la politique. Celle-ci doit être entendue comme la gestion des affaires de la communauté. Dès lors, chaque citoyen doit être directement impliqué dans le processus de prise de décision. Cela suppose, comme l'avait déjà constaté Rousseau, que la mise en place de la démocratie directe se fasse dans le cadre d'une communauté relativement peu peuplée.

Dans sa réflexion sur les différents types de régimes politiques, Rousseau opère un retour au moralisme aristotélicien dont Montesquieu s'était auparavant éloigné. Ainsi, en s'inspirant du travail effectué en son temps par Aristote, Rousseau distingue trois types de régimes politiques en fonction de deux critères : le nombre d'individus exerçant la souveraineté et le statut socio-économique de la cité.<sup>902</sup> Sous sa plume, la démocratie devient donc le régime politique dans lequel tout le peuple ou une grande partie du peuple exerce la souveraineté. Il ajoute à cela que la démocratie se retrouve le plus souvent instituée dans des Etats petits et pauvres.<sup>903</sup> De plus, celle-ci peut, comme chacun des types de régimes qu'il décrit, dériver en une version corrompue. La version corrompue de la démocratie chez Rousseau se nomme l'ochlocratie. Elle peut être définie comme le gouvernement de la foule et se rapproche de la démagogie d'Aristote. Chez Rousseau, la démocratie est perçue comme un régime utopique, si bien qu'elle semble pour lui impossible à mettre en place : « A prendre

---

<sup>899</sup> Août 1985, Fascicule 4 de *l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.77

<sup>900</sup> Gaëlle Demelemestre, « La démocratie directe athénienne », *Cités* 2010/4 (n° 44), p. 137-158. DOI 10.3917/cite.044.0137, p.138

<sup>901</sup> *Ibid.*

<sup>902</sup> Nous laissons ici de côté l'aristocratie, qui se retrouve particulièrement dans des Etats médiocres en richesse et en grandeur et se définit chez Rousseau par un régime politique dans lequel une minorité détient la souveraineté ; et la monarchie qui se retrouve dans des Etats riches et grands, et qui se caractérise par la concentration du pouvoir politique dans les mains d'un magistrat dont tous détiennent leur pouvoir.

<sup>903</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social... Op.cit.*, p.194

le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais ».<sup>904</sup> Les doutes formulés par Rousseau sur la démocratie reposent principalement sur le fait que ce type de régime soit d'une extrême exigence pour les citoyens. La démocratie repose sur un goût très fort pour la liberté, partagé par chaque individu. La phrase latine *Malo periculosam libertatem quam quietum servitium*,<sup>905</sup> dont les occurrences sont nombreuses chez Rousseau, exprime parfaitement l'exigence quotidienne qui doit animer un citoyen accompli dans une démocratie authentique. Cette vision du citoyen idéal se trouve également dans les écrits anti-industriels. De plus, si l'on se réfère une nouvelle fois à la théorie rousseauiste, il est difficile d'envisager la mise en place d'une authentique démocratie dans les Etats industrialisés. En effet, ceux-ci ne semblent pas pouvoir être considérés comme des « Etat[s] très petit[s] où le peuple [est] facile à rassembler et où chaque citoyen [peut] aisément connaître tous les autres. » Nos sociétés contemporaines ne semblent pas non plus être caractérisées par « une grande simplicité de mœurs », ni par l'existence « de beaucoup d'égalité dans les rangs et dans les fortunes ».<sup>906</sup> La description qui suit développe cette idée :

Ou le luxe est l'effet des richesses, ou il les rend nécessaires ; il corrompt à la fois le riche et le pauvre, l'un par la possession l'autre par la convoitise ; il vend la patrie à la mollesse, à la vanité ; il ôte à l'Etat tous ses citoyens pour les asservir les uns aux autres, et tous à l'opinion.<sup>907</sup>

S'ils gardent à l'esprit les réserves formulées par Rousseau, les penseurs anti-industriels restent attachés à l'idée de démocratie directe. Ils en concluent cependant la nécessité de faire émerger sur le territoire plusieurs communautés organisées politiquement selon les principes de la démocratie directe. Le pessimisme de Rousseau explique également la place réduite qu'il occupe au sein de la pensée anti-industrielle. Les anti-industriels préfèrent en effet se référer aux exemples historiques de démocratie directe et accordent, en conséquence, plus de place aux Grecs qu'à Rousseau. A l'image de nos auteurs, nous tenterons de dépasser les réserves rousseauistes en étudiant l'organisation institutionnelle de la cité athénienne.

Comment les Athéniens sont-ils parvenus à mettre en place une forme de démocratie directe ? Telle est la question préalable à laquelle il faut répondre, lorsque l'on souhaite instaurer ce type de régime à l'époque actuelle. Il peut paraître en effet primordial, dans la démarche anti-industrielle, de prendre en considération les exemples historiques de régimes

---

<sup>904</sup> *Ibid.* p.196

<sup>905</sup> Traduction : Je préfère une périlleuse liberté à une tranquille servitude

<sup>906</sup> *Ibid.* p.197

<sup>907</sup> *Ibid.*

de démocratie directe, afin de comprendre comment ils se sont mis en place et comment ils ont fonctionné. Il s'agira ensuite de cerner les raisons de leur disparition. Il est donc assez surprenant de constater que cette étude n'est pas réellement entreprise par les anti-industriels, alors même que le citoyen idéal qu'ils décrivent ne semble pouvoir exister que dans ce type de régime. Les citoyens de la communauté devant être les détenteurs directs de la souveraineté, la question est de savoir s'il est possible de « conserver au pouvoir politique sa fonction de régulateur des relations humaines s'il reste dans une immanence radicale avec la collectivité ? ».<sup>908</sup> L'organisation institutionnelle des Etats occidentaux repose, au contraire, sur l'existence d'une autorité supérieure distincte de la communauté, en charge d' « assurer la puissance normative de l'acte politique ».<sup>909</sup> Ainsi, l'originalité de l'organisation institutionnelle de la cité athénienne, par rapport aux organisations politiques contemporaines, réside dans sa capacité à avoir fait cohabiter « l'immanence et le contrôle des organes du pouvoir ».<sup>910</sup> Les processus qui ont permis cette synergie doivent donc être au cœur de la réflexion sur l'organisation institutionnelle des communautés désindustrialisées. Dans cette optique, nous chercherons à comprendre l'équilibre sur lequel a reposé la forme démocratique mise en place par Solon à Athènes dès 650.<sup>911</sup>

L'organisation institutionnelle athénienne repose sur l'existence de quatre corps gouvernementaux : l'*Ecclesia*, la *Boulé*, les tribunaux et les *Archai*.<sup>912</sup> Si chacun de ces corps se voyait confier une mission particulière, aucun d'entre eux ne pouvait la mener à bien sans avoir recours à l'un des autres corps. Ainsi, la démocratie athénienne est marquée par la mise en place d'une organisation institutionnelle reposant sur une distinction des pouvoirs et sur des moyens de contrôle réciproques des « magistratures ».<sup>913</sup> C'est ainsi que l'action de l'*Ecclesia* - qui représentait l'autorité suprême de la démocratie athénienne puisque c'est elle qui avait le dernier mot lorsqu'il fallait prendre une décision - était largement contrôlée et complétée par l'intervention d'au moins deux autres organes : la *Boulé* et l'*Héliée*.<sup>914</sup> L'acte législatif était donc soumis à un double contrôle par les institutions athéniennes. Comme le note la philosophe Gaëlle Demelemestre, « Cette logique d'une *distinction des compétences gouvernementales, associées cependant à l'intérieur d'un même acte politique*, se retrouve

---

<sup>908</sup> Gaëlle Demelemestre, « *La démocratie directe athénienne* »...*Op.cit.*, p.145

<sup>909</sup> *Ibid.*

<sup>910</sup> *Ibid.* p.146

<sup>911</sup> *Ibid.*

<sup>912</sup> *Ibid.*

<sup>913</sup> *Ibid.* p.147

<sup>914</sup> *Ibid.*

tant dans la fonction législative, qu'exécutive ou judiciaire ». <sup>915</sup> Le fonctionnement équilibré des institutions athéniennes devait également son efficacité à l'existence de trois mécanismes permettant de comprimer les excès du pouvoir : le tirage au sort, la mise en place d'une rotation au poste de commandement ainsi que l'application de lourdes sanctions pour quiconque ne respectait pas la constitution démocratique. <sup>916</sup> L'instauration de ces contrepoids est essentielle pour pallier la souplesse de l'ordre constitutionnel de la démocratie athénienne. La menace pour la stabilité de la démocratie directe vient donc directement de l'intérieur : des citoyens. Aristote notait déjà le problème que représenterait une cité qui ne serait pas habitée par un nombre suffisants d'hommes de qualité capables de faire fonctionner une telle organisation politique. Cette remarque s'accorde parfaitement avec l'exigence citoyenne formulée par les anti-industriels. La première condition, pour permettre aujourd'hui la mise en place d'une démocratie aussi exigeante, est de retrouver une conception antique de la vie collective : « La nature démocratique du pouvoir de délibérer traduit parfaitement la compréhension que les Grecs avaient de leur vie collective : la gestion politique ne revient pas à des spécialistes parce qu'elle est destinée à tous, donc jugée par ceux qui la vivent ». <sup>917</sup> Il est donc nécessaire pour les anti-industriels, de rompre avec l'idée contemporaine de citoyenneté. En effet, le citoyen ne doit pas se contenter d'être « libre » sans se mêler des affaires publiques. Il s'agit d'ailleurs d'un contresens pour les anti-industriels, puisque la liberté du citoyen dépend de sa participation active à la gestion des affaires communes.

Malgré l'existence de cet équilibre institutionnel au sein de la cité athénienne, son fonctionnement fut analysé et critiqué dès le II<sup>e</sup> siècle par l'historien Polybe :

Le peuple athénien a toujours ressemblé à un navire anarchique : tant que ceux qui sont à bord redoutent la tempête qui menace, ils sont d'accord tous pour obéir au pilote et remplir leurs devoirs ; mais quand ils n'ont plus peur, ils se mettent à mépriser ceux qui les commandent et à se disputer entre eux car leurs avis diffèrent : les uns veulent poursuivre le voyage, les autres contraignent le pilote à toucher terre ; les uns déploient, les autres saisissent les amarres et ordonnent de les ramener. Leurs disputes, leurs querelles offrent un spectacle honteux à ceux qui les regardent de l'extérieur, et mettent en danger leur propre sécurité. Ainsi voit-on souvent des gens qui ont réussi à affronter les plus graves tempêtes, faire naufrage au port. C'est ce qui est arrivé à maintes reprises à la cité d'Athènes : elle a réussi à éviter plusieurs fois les plus terribles

---

<sup>915</sup> *Ibid.* p.149

<sup>916</sup> *Ibid.* p.151

<sup>917</sup> *Ibid.* p.155

dangers, grâce au courage du peuple et ceux qui le commandaient. Puis chaque fois, en pleine période de calme et de sécurité, elle a sombré sous le coup d'un accident imprévu.<sup>918</sup>

Cette citation révèle la nature profonde d'une démocratie authentique. Instable, soumise aux passions des citoyens et à leur irritabilité, elle peut permettre à un peuple de surmonter les pires événements, tout comme elle peut le mener à sa perte ou dans les bras d'un tyran. Cette incertitude permanente qui caractérise la démocratie directe attire et inquiète les individus. Malgré tout, elle constitue la seule et unique forme de régime politique qui garantit, selon les penseurs anti-industriels, la liberté des individus. Une nouvelle fois, la mobilisation d'exemples historiques revêt une importance décisive pour comprendre le projet de société défendu par les penseurs anti-industriels. S'il est nécessaire, ce travail n'est pas suffisant. Il doit selon nous être complété par une analyse des théories contemporaines portant sur la démocratie directe ainsi que sur les différentes expérimentations qui en découlent.

## Sous-Section II Réflexions actuelles sur l'organisation de communautés désindustrialisées

### *Le municipalisme libertaire comme solution*

Comme nous l'avons vu dans notre cinquième chapitre, la volonté exprimée au sein de la mouvance anti-industrielle est de voir se développer au cœur du monde marchand des zones de résistance au monde contemporain. Ce projet peut désormais être concrétisé par la mise en place d'organisations politiques parallèles dans ces territoires. Ces nouvelles formes de société doivent toutefois, pour respecter le cadre fixé par la mouvance anti-industrielle, se doter d'institutions garantissant la démocratie directe. Si les références à la pensée antique et plus particulièrement à l'exemple de la cité athénienne sont importantes, elles ne sont pas suffisantes. Au cours du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, l'histoire des idées politiques est marquée par l'émergence de courants libertaires qui proposent des alternatives aux organisations politiques et économiques existant au sein des Etats industrialisés. Les partisans du municipalisme libertaire proposent ainsi de construire, au cœur du monde contemporain, des petites sociétés articulées autour d'institutions libertaires. Ils offrent donc une alternative compatible avec l'idéal de société exposé au sein de la pensée anti-industrielle. Principalement théorisé par Murray Bookchin, le municipalisme libertaire repose sur la commune, considérée comme le

---

<sup>918</sup> Polybe, In Claude Mossé, *Les institutions politiques grecques à l'époque classique*, Paris, Armand Colin, 1967, p.183-184

lieu originel d'exercice de la politique.<sup>919</sup> L'idée est que les habitants des communes s'inspirent, dans leur pratique quotidienne de la politique, des cités de la Grèce antique. La première objection qui s'impose, est que les villes contemporaines, en raison de leur immensité, n'ont plus rien en commun avec les cités grecques. Ce constat pousse alors les tenants du municipalisme politique à concevoir une nouvelle organisation de la ville, non plus réalisée en fonction du seul critère économique, mais constituée autour de plusieurs quartiers « qui permettent de concevoir des territoires à taille humaine »<sup>920</sup> et donc d'instaurer des institutions de démocratie directe. Le développement de ces zones doit être à l'initiative exclusive des individus, qui s'appliqueront à organiser collectivement la communauté afin de retrouver la maîtrise de leur quartier ou de leur commune. Toutefois, avant que cette nouvelle organisation politique puisse fonctionner, il faudra nécessairement passer par une période d'hésitation et de doute, les individus du monde contemporain n'ayant pas l'expérience de cette manière de délibérer. Cette réflexion est présente dans la pensée anti-industrielle. Comment passer d'une société composée d'individus acceptant leur servitude à une société d'hommes et de femmes libres ? Selon eux, il est nécessaire de recourir à ce que les Grecs nommaient la *paideia*. La traduction communément admise de ce terme est « éducation », mais elle semble ici trop restrictive. Comme le note l'historien allemand Werner Jaeger :

*A dire vrai, il est malaisé de définir ce terme : à l'instar d'autres concepts de grande envergure (la philosophie par exemple, ou la culture), il refuse de se laisser enfermer en une formule abstraite. [...] Il est impossible d'éviter l'emploi d'expressions actuelles comme civilisation, culture, tradition, littérature, ou éducation. Mais aucun ne remplace vraiment ce que les Hellènes entendaient par paieda.*<sup>921</sup>

En revenant à ce concept, les anti-industriels insistent sur le lien immanent qui unit l'éducation et la culture (au sens antique d'apprentissage de la liberté, de sagesse et d'élévation de l'âme) et la structure historique objective que doit être la cité, en l'occurrence la société anti-industrielle. La conception antique de l'éducation, qui célèbre la relation symbiotique entre l'homme et la cité, permet de comprendre pourquoi une refonte en profondeur du système éducatif est un élément nécessaire à la réussite d'une révolution. En effet, comme l'avaient bien compris les Grecs, l'éducation est une institution au service d'un idéal, qui structure la société et lui permet de se perfectionner. Cela implique que les individus

---

<sup>919</sup> Édouard Jourdain, *L'anarchisme*. La Découverte, « Repères », 2013, 128 pages. ISBN : 9782707169099. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/1-anarchisme--9782707169099.htm>, p.105

<sup>920</sup> *Ibid.*

<sup>921</sup> Werner Jaeger (trad. André et Simonne Devyver), *Paideia : La formation de l'homme grec. La Grèce archaïque, le génie d'Athènes*, Paris, Gallimard, 1964 (réimpr. 1988)

d'une même communauté partagent un même idéal de liberté, qu'ils transmettent ensuite aux jeunes générations. Ainsi, l'éducation au sein d'une communauté organisée autour des valeurs et principes formulés par les anti-industriels, doit défendre une conception spécifique de l'homme en tant que citoyen accompli, participant quotidiennement à la gestion politique de sa commune ou de son quartier. C'est sous cet angle éducatif (et politique, selon le principe de la *paideia*) qu'une véritable solidarité sera créée entre les individus de la communauté. Chez les Grecs, cette solidarité se trouvait exprimée par le terme de *philia*.<sup>922</sup> La priorité devient donc, aux yeux des penseurs anti-industriels, d'apprendre (ou de réapprendre) aux individus du monde contemporain à être des hommes libres, en se rebellant enfin contre leur servitude.<sup>923</sup> Cet objectif principal est à l'origine du paradoxe que nous avons plusieurs fois relevé au cours de notre travail d'analyse : si les penseurs anti-industriels se font un devoir de rester humbles, leur volonté de rééduquer les hommes et les femmes du monde contemporain les place en situation de supériorité morale, ce qu'ils rejettent absolument. Cette contradiction interne n'a pas, pour le moment, été résolue. Il reste néanmoins incontestable que la mise en place de communautés organisées selon les principes de démocratie directe nécessite un changement profond dans l'esprit des individus appartenant aux sociétés industrialisées. Or, celui-ci ne pourra se produire sans une avant-garde d'hommes et de femmes prêts à inculquer un nouvel idéal capable de fédérer les individus. La solidarité, l'entraide et le partage devront remplacer la concurrence, la convoitise et l'individualisme qui dominent les sociétés marchandes. Pour Murray Bookchin, « La municipalité serait donc vue comme une scène de théâtre où se déroule la vie publique sous sa forme la plus pleine de sens, un drame politique dont la grandeur s'étend aux citoyens qui en sont les protagonistes. »<sup>924</sup>

Si l'exemple de la démocratie athénienne est une véritable source d'inspiration pour les penseurs du municipalisme libertaire aussi bien que pour les anti-industriels, il ne peut constituer un modèle à reproduire en l'état. La première réserve qu'il convient de lever concerne la gestion économique de la commune. Dans la Grèce antique, les citoyens avaient assez de temps libre pour s'occuper quotidiennement de la politique grâce aux franges de la population qui s'attelaient à rendre la cité économiquement prospère. Il est évidemment inconcevable et antinomique qu'une société désindustrialisée puisse recourir à des esclaves dans le but de permettre à une élite de gérer le pouvoir politique. De ce fait, de même qu'il

---

<sup>922</sup> Jourdain Édouard, *L'anarchisme... Op.cit.*, p.106

<sup>923</sup> Mai 1985, Fascicule 3 de *l'Encyclopédie des Nuisances... Op.cit.*, p.54

<sup>924</sup> Murray Bookchin, *From Urbanization to Cities*, Cassell, Londres. 1995, In Jourdain Édouard, *L'anarchisme... Op.cit.*, p.106

convient de partager le pouvoir politique entre tous les citoyens d'une commune, il est tout aussi nécessaire de partager le travail et les richesses créées entre les habitants. Les moyens de production doivent donc être détenus par la commune. Les décisions dans ce domaine font elles aussi l'objet d'un débat démocratique entre les citoyens afin que les orientations choisies soient les plus adaptées aux besoins de la communauté dans son ensemble. En d'autres termes, dans les communautés désindustrialisées, l'économie ne s'émancipe pas du pouvoir politique, il en fait partie. Ainsi, la communauté se trouve dans l'obligation de diffuser par l'éducation (toujours au sens large) la nécessité d'une participation collective et égalitaire à la création de richesses :

Si toutes ces idées peuvent sembler trop « utopiques » pour notre temps, alors on peut aussi considérer comme utopiques les exigences urgentes de ceux qui demandent un changement radical des politiques énergétiques, une réduction drastique de la pollution de l'atmosphère et des mers et la mise en œuvre de programmes au niveau mondial pour arrêter le réchauffement de la planète et la destruction de la couche d'ozone. Est-ce qu'il est vraiment illusoire de poursuivre des changements institutionnels et économiques non moins drastiques mais qui se basent en réalité sur des traditions démocratiques profondément enracinées ?<sup>925</sup>

En tant que projet de société, le municipalisme semble donc convenir à la mouvance anti-industrielle. L'opposition entre Murray Bookchin et les penseurs que nous étudions est tactique. En effet, pour l'auteur américain, le combat peut mener certains militants à participer aux élections locales prévues par le monde contemporain. Leur victoire permettrait ensuite de mettre en place le projet d'une société radicalement réorganisée. Or, comme nous l'avons vu, cette participation à la vie politique institutionnelle ne saurait constituer une stratégie acceptable pour les militants et théoriciens de la mouvance anti-industrielle. Malgré cette divergence de taille, les deux courants de pensée sont liés dans leur volonté de proposer une société dans laquelle la domination hiérarchique aurait disparue. Pour Bookchin, cette lutte contre la domination hiérarchique constitue le point commun à tous les courants anarchistes.<sup>926</sup> La suprématie, à travers l'histoire, des modèles de société ayant eu recours à cette forme de domination ne permet pas à la mouvance anarchiste ni à la mouvance anti-industrielle de prendre exemple sur un cas historique concret. Il leur manque donc la « preuve » qu'une société sans domination hiérarchique est une idée plausible, et ceci constitue l'un des points faibles de la mouvance anti-industrielle. Cette lacune rend, selon

---

<sup>925</sup> *Ibid.* p.107

<sup>926</sup> Murray Bookchin, Traduction de "Anarchism: Past and Present", pour la revue *Anarchies*, St.-Etienne-Les-Orgues, 1984

nous, d'autant plus importante la construction d'une utopie positive s'attachant à décrire ce que pourrait être l'organisation d'une telle société. A l'image des utopies littéraires du passé, il ne s'agirait pas de proposer un plan-type de la société idéale, mais de lancer le processus de rééducation dès à présent en familiarisant les esprits contemporains avec l'idée qu'une société sans domination hiérarchique est possible. Ce travail est, selon nous, d'autant plus nécessaire que la société contemporaine a profondément évolué et que les anciennes utopies ne sont plus en mesure de proposer des alternatives à l'organisation contemporaine du monde. L'évolution de la science et la complexification des objets techniques sont des problématiques importantes auxquelles la mouvance anti-industrielle doit pouvoir apporter des réponses nouvelles. La mise en place d'un contrôle démocratique sur le progrès scientifique est-il souhaitable ?

*Le contrôle démocratique de la science et des techniques : spécificité du projet de société désindustrialisée*

En reprenant dans notre premier chapitre l'analyse d'Alain Gras sur l'évolution de la science contemporaine, nous avons vu que le chemin qu'elle a emprunté n'était pas le seul qui s'était offert à elle. Face à l'importance croissante du phénomène technique dans la vie quotidienne des individus, il était inévitable qu'une réflexion sur la maîtrise du progrès technique par les citoyens se développe. Après avoir posé la question de l'économie à travers une réflexion sur le marché, et la question de la politique à travers une réflexion sur l'Etat, la pensée anti-industrielle se devait de faire l'analyse critique du dernier pilier de la société industrielle : la technoscience. Les axes de cette critique devaient ensuite concourir à formulation de principes directifs pour les futures sociétés désindustrialisées. Il s'agissait notamment de réfléchir à la mise en place d'un contrôle citoyen sur la recherche scientifique. En raison de la complexification du monde, la mise en place d'un tel contrôle semble aujourd'hui totalement utopique. Il est peu vraisemblable en effet, que les individus soient tous en mesure d'acquérir les connaissances et les savoirs scientifiques nécessaires à la prise de décisions aussi complexes que la construction d'une centrale nucléaire. L'éducation, en ce sens, atteint ses limites. L'idée n'est donc pas de faire disparaître les experts des communautés désindustrialisées mais de les remettre à leur place en les soumettant à la décision politique prise par les institutions démocratiques authentiques. Si la parole des experts fait l'objet d'une grande attention durant la phase de réflexion, elle ne constitue pas le dernier mot dans la prise de décision. Le choix final ne peut être pris que par la communauté dans son ensemble, regroupant des initiés et des non-initiés. Cela rajoute un niveau

d'exigence pour le citoyen. Celui-ci, pour être digne du pouvoir politique qui lui revient, doit faire l'effort de comprendre le projet dont il est question afin d'avoir à l'esprit les conséquences que peuvent avoir sa validation ou son refus du projet. Le processus de contrôle citoyen doit donc s'étendre à tout ce qui concerne la vie publique de la communauté. Aujourd'hui, l'orientation de la science est déterminante dans la vie des individus, ce qui rend ce contrôle absolument indispensable aux yeux des penseurs anti-industriels. Mais celui-ci ne pourra être mis en place que si les individus contemporains cessent de partager la mentalité progressiste que Riesel décrit ainsi :

Les deux principaux traits de la mentalité progressiste, à son époque triomphante, étaient la foi en la capacité de la science et de la technologie à maîtriser rationnellement la totalité des conditions de vie (naturelles et sociales), et la conviction que pour ce faire les individus devaient se plier à une discipline collective propre à assurer le bon fonctionnement de la machine sociale, afin que la sécurité soit garantie à tous.<sup>927</sup>

Pour Riesel et plus généralement pour tous les penseurs anti-industriels, la science constitue la nouvelle religion dominante dans les sociétés industrialisées. C'est par elle que seront trouvées les solutions qui amélioreront la vie des individus. Ainsi, à chaque problème rencontré, le monde industriel s'applique à trouver une solution technique capable de le résoudre. De ce mode de fonctionnement naît la dépendance totale des individus au progrès technique. Sans penser aux conséquences négatives que celui-ci peut avoir, le monde contemporain offre de nouveaux objets techniques toujours plus sophistiqués qui accroissent la dépendance des individus. L'une des nombreuses difficultés qui jalonnent le chemin vers la mise en place de communautés désindustrialisées sera donc de réussir à lutter contre une logique bien intégrée dans l'esprit des individus du monde contemporain.

Apparu en 2004, le groupe Oblomoff, que nous considérons comme appartenant à la nouvelle génération de penseurs anti-industriels, diffuse des textes critiques à l'égard de l'emprise de la technocratie et du scientisme sur la vie des individus. Selon ce groupe, il ne suffit pas de démocratiser la science en impliquant les citoyens dans le processus de la recherche, mais il faut aller jusqu'à « remettre en cause la nature même de l'activité scientifique ».<sup>928</sup> D'après ces auteurs, il est donc nécessaire de réintroduire, dans le domaine scientifique, certaines valeurs, autres que « l'efficacité, le gigantisme, l'automatisation et

---

<sup>927</sup> René Riesel et Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable...Op.cit.*, p.37

<sup>928</sup> Oblomoff, *Un futur sans avenir. Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique...Op.cit.*, p.49

l'objectivation des personnes ». <sup>929</sup> A l'opposé de ces valeurs contemporaines, la science serait imprégnée, dans une société désindustrialisée, de valeurs comme « la beauté, la sobriété, l'appropriabilité ». <sup>930</sup> Leur volonté est de faire tomber la science du piédestal sur lequel elle a été érigée. Les individus doivent cesser de croire en l'illusion d'une science parfaitement objective. La science, tout comme les autres domaines de la vie doit se trouver en accord avec l'idéal de liberté des individus mis en avant dans la construction de communautés désindustrialisées. Au lieu de l'éloigner toujours davantage des individus, il faut, au contraire, la rendre accessible aux citoyens afin qu'ils puissent décider de son orientation et de son utilisation. Le rapport à la science dans une société libérée de l'emprise industrielle est ainsi décrit par le groupe Oblomoff :

[...] nous n'imaginons pas un monde libre où l'on ne travaillerait que deux heures par jour sur des ordinateurs, à bonne distance de la matière, à l'abri de la saleté et de l'effort physique. Nous espérons plutôt des mondes où l'on puisse disposer d'un temps conséquent pour connaître ce et ceux qui nous entourent – connaissances qui auraient inséparablement une dimension pratique et une dimension contemplative : faire de la botanique, c'est à la fois apprendre à faire pousser des plantes et approfondir sa compréhension du vivant ; faire de l'astronomie peut être un plaisir des sens et nourrir une vision esthétique de la nature, en même temps qu'être utile pour faire prospérer son potager et se guider dans le désert, ou sur les mers ; étudier l'histoire des siècles passés ne doit pas seulement viser l'érudition ou l'agrément de « connaître ses racines » mais nourrir la réflexion sur les formes présentes d'organisation de la vie matérielle et politique. <sup>931</sup>

Ainsi contrairement à ce que l'on pourrait croire, la science est partout présente dans une société désindustrialisée. Elle est mise en service de la communauté et des individus qui la composent. Chaque individu sera donc encouragé à développer ses connaissances dans les domaines qui l'intéressent le plus. La recherche scientifique sera simplement réorientée et rendue accessible aux individus. Dans une telle société, les individus seraient donc amenés à reconquérir une double autonomie : une autonomie technique et une autonomie intellectuelle. L'autonomie intellectuelle consiste en la soumission de la connaissance à la compréhension. <sup>932</sup> Au lieu de produire des machines qui asservissent les individus, un véritable effort doit être fait pour rendre sa signification à l'action des individus. La soumission de la recherche scientifique à un contrôle citoyen permet à un nombre suffisant d'individus de comprendre les recherches effectuées et de prévoir au mieux les conséquences

---

<sup>929</sup> *Ibid.* p.56

<sup>930</sup> *Ibid.*

<sup>931</sup> *Ibid.* p.57

<sup>932</sup> *Ibid.* p.55

qu'elles pourraient avoir sur la vie des individus. Inévitablement, soumettre la recherche scientifique à un contrôle démocratique ralentirai le développement effréné de nouveaux objets techniques qui caractérise aujourd'hui le monde industriel. Il est donc nécessaire que les individus acceptent de voir leur vie moins fréquemment bouleversée par l'apparition d'un nouveau Smartphone, ou d'une nouvelle génération de téléviseur. On retrouve, à nouveau, chez les anti-industriels, la volonté d'un changement radical de l'état d'esprit des individus. L'autonomie technique, qui constitue pour les anti-industriels un enjeu essentiel, se définit comme la volonté de « démanteler certains pans du laboratoire terrestre, de déterrer des savoir-faire ensevelis et de les faire évoluer ».<sup>933</sup> Le groupe Oblomoff laisse d'ailleurs ouverte la possibilité de recourir à des outils de la science moderne dans le projet d'émancipation des individus. La science, ne doit donc plus être mise au service de la logique concurrentielle qui régit le monde marchand, ni être soumise à la volonté de puissance des individus.

Dans une société désindustrialisée, tout doit donc être mis en place pour limiter cette volonté de puissance des individus. Une nouvelle fois, le rapprochement avec le penseur de la technique, Jacques Ellul, est incontournable. En effet, dans son ouvrage *Changer de révolution*, il évoque un « esprit total de Non-Puissance, qui dépasse la non-violence, qui est le choix, en conséquence de l'amour, de ne pas dominer, de ne pas exploiter, de ne pas user même des moyens de puissance que l'on pourrait avoir ».<sup>934</sup> L'expression « éthique de la non-puissance » fait même partie en 2014 du titre d'un livre reprenant certains de ses textes non publiés.<sup>935</sup> Si cette éthique de la non-puissance évoquée par Ellul semble être, dans son œuvre, intimement liée à sa foi protestante, elle semble pourtant être partagée par la mouvance anti-industrielle. Toute l'organisation institutionnelle des communautés désindustrialisées repose en fait sur la volonté de limiter le désir de puissance des individus. Pour y parvenir, il faut que la communauté permette à l'individu de se sentir épanoui malgré cette privation. L'éducation, la science, la politique et tous les autres domaines de la vie des individus doivent donc être complètement orientés vers l'éthique de la non-puissance. Le refus des penseurs anti-industriels de réfléchir concrètement à l'organisation sociétale post-industrielle nous empêche de concevoir avec certitude ce que serait une communauté désindustrialisée. Toutefois, si l'éthique de la non-puissance n'est pas mentionnée comme telle dans les textes anti-industriels, elle nous paraît indispensable à la constitution d'une société d'hommes et de

---

<sup>933</sup> *Ibid.*

<sup>934</sup> Jacques Ellul, *Changer de révolution... Op.cit.*, p.290

<sup>935</sup> Jacques Ellul, *Théologie et Technique. Pour une éthique de la non-puissance*, Textes établis par Sivor, Danielle et Yves Ellul Introduction de Frédéric Rognon. Genève, Labor et Fides, coll. « Philosophie », 2014, 376 p.

femmes libres. En effet, elle peut servir de base de réflexion à un projet de société radicalement réorganisée. Elle est à la fois compatible avec le rejet de l'Etat, qui est l'incarnation de la puissance politique du souverain ; avec la critique du marché, qui représente une quête infinie de puissance par l'accumulation de richesse ; et avec la critique de la technique, qui est l'illustration de la volonté des hommes de dominer toute forme de vie sur terre. En ce sens, les sociétés primitives, les cités grecques et les communautés désindustrialisées s'organisent de manière à lutter contre la volonté de puissance des individus. La question peut d'ailleurs dépasser le cadre de la communauté. En effet, cette éthique de la non-puissance peut-elle être appliquée dans les relations entre les communautés ? Les exemples des tribus primitives et des cités grecques ne nous permettent pas d'imaginer une collaboration harmonieuse entre les communautés, puisque les guerres extérieures furent le lot de ces peuples. Nous nous proposons donc d'étudier les valeurs et principes qui permettraient de régir une organisation fédérative des différentes communautés désindustrialisées.

### ***Section III Eléments de réflexion sur la mise en application concrète de communautés autonomes dans le monde contemporain***

#### **Sous-Section I La délicate question des relations entre les communautés**

##### *La nécessaire création d'une fédération de commune autogérée*

Les communautés désindustrialisées que nous venons d'évoquer dans notre section précédente ne peuvent exister que dans le cadre d'une fédération. Cette volonté de voir plusieurs communes collaborer au sein d'une forme institutionnelle qui leur est supérieure, se retrouve dès 1863 dans l'un des ouvrages majeurs de Proudhon, *Du principe fédératif*. Dans ce texte, le penseur anarchiste est convaincu de la nécessité de l'existence d'une fédération :

*En résumé, qui dit liberté dit fédération, ou ne dit rien ;*

*Qui dit république, dit fédération, ou ne dit rien ;*

*Qui dit socialisme, dit fédération, ou ne dit encore rien.*<sup>936</sup>

D'ailleurs, dans la pensée anarchiste, la commune et la structure fédérative qui permet d'assurer la coexistence de ces communes sont des notions particulièrement importantes. En

---

<sup>936</sup> Pierre Joseph Proudhon, *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution*, Paris, E. Dentu, 1863, p.136 (version numérique consultée sur le site de la BNF, [www.gallica.BNF.fr](http://www.gallica.BNF.fr))

effet, Bakounine propose par exemple de substituer l'Etat par une fédération de communes autogérées. Kropotkine défend quant à lui l'idée d'une confédération, puisqu'il souhaite remplacer l'Etat par un « réseau interconnecté, composé d'une infinie variété de groupes et de fédérations, de toute taille et rang – local, régional et international – de façon temporaire ou plus ou moins permanente ». <sup>937</sup> Seulement, face à l'accroissement de la population et au « gigantisme des ensembles humains » <sup>938</sup>, les premières théories anarchistes semblent devoir elles aussi s'adapter au monde contemporain. Pourtant, malgré cette évolution, la volonté de mettre en place de petites unités à échelle humaine, détenant un véritable pouvoir politique, n'a pas disparu des différents courants de la pensée anarchiste. En réalité, les évolutions du monde contemporain ont semble-t-il, au contraire, renforcé la volonté des mouvances alternatives de voir se développer ce genre de petites sociétés autonomes et autogérées. Ainsi, la formulation du projet d'une France fédérale, constituée « de douze grandes régions provinciales s'administrant elles-mêmes et se garantissant les unes les autres » <sup>939</sup> semble toujours d'actualité. L'association de ces régions aboutit dans son projet à la mise en place de républiques fédératives qui elles-mêmes s'inscrivent par la suite dans un projet d'une plus grande envergure encore : une confédération européenne. Sur ce point, la tentation est grande de considérer que l'Union Européenne pourrait donc concrétiser le projet institutionnel de Proudhon. Pourtant, dès 1863, l'auteur anarchiste nous met en garde contre le projet des démocrates français d'organiser les Etats-Unis d'Europe. Il critique la mise en place d'un Congrès regroupant les différents Etats d'Europe au sein duquel règnera inévitablement une inégalité entre les petits et les grands Etats. Selon lui, de ce projet découlera nécessairement une soumission des petits Etats aux décisions prises par les autres, puisque dans ce Congrès, chaque Etat se verra accorder un nombre de sièges en fonction de la taille de sa population et de son territoire. La crainte de Proudhon est ainsi de voir émerger une grande monarchie européenne. <sup>940</sup> Il est donc assez difficile de concevoir l'organisation institutionnelle qui surplomberait les communes. Une chose est sûre, celle-ci n'aura pas comme rôle de se substituer aux décisions politiques prises dans le cadre des organisations politiques des communes. En effet, malgré l'existence de cet organe supra-communautaire, la primauté sera

---

<sup>937</sup> Kropotkine, In White D., Gideon K., 2011, « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme : la pensée anti-autoritaire et la quête de sociétés auto-organisées », *Écologie & politique*, 41, pp.145-171.

<sup>938</sup> Henri Arvon, « Chapitre II. La société », dans *L'Anarchisme au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « L'Historien », 1979, pp.62-97. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/anarchisme-au-XXe-siecle--9782130357889-page-62.htm>, p.63

<sup>939</sup> Pierre Joseph Proudhon, *Du Principe fédératif...Op.cit.*, p.62-63

<sup>940</sup> *Ibid.*

toujours accordée à l'échelon de décision le plus proche des citoyens, dans le respect de l'un des principes fondamentaux du fédéralisme : le principe de subsidiarité.

Ainsi, les questions relevant d'une échelle plus grande que celle de la commune sont gérées démocratiquement à d'autres niveaux, grâce au système fédéraliste. Pour cela, des mandataires doivent être désignés au niveau local, mais sans que le pouvoir soit délégué : le municipalisme libertaire suppose qu'ils soient étroitement contrôlés, que leur mandat soit impératif et qu'ils soient révocables.<sup>941</sup>

Malgré tout, la notion de fédéralisme nécessite la création d'une forme institutionnelle supérieure qui semble dangereusement se rapprocher de la mise en place d'un Etat. Pour éviter cet écueil, il faut parvenir à inverser le sens de la verticalité du pouvoir qui régit aujourd'hui les Etats fédéraux. Ainsi, la structure fédérale mise en place par la volonté des communes autonomes ne constitue en rien un ordre juridique et politique supérieur s'imposant aux ordres juridiques et politiques de communautés, si bien que l'organisation supra-communautaire semble devenir dans cette organisation institutionnelle un organe consultatif plus qu'un organe décisionnel. De ce fait, le projet se rapproche bien plus de la mise en place d'une confédération de communes autonomes que d'un véritable fédéralisme. En effet, dans une organisation confédérale, l'unité confédérée demeure le seul centre de décision politique. La confédération peut aujourd'hui être définie comme :

une association d'États indépendants qui ont, par Traité, décidé d'exercer en commun certaines compétences, celles-ci étant déléguées à des organes créés à cet effet. Ces organes de coopération, dénommés Diète ou Conférence, sont composés de représentants désignés par les États et prennent les décisions à l'unanimité. La Confédération est donc peu institutionnalisée, ne recourant qu'à des organes diplomatiques non habilités à produire des normes supranationales.<sup>942</sup>

Il suffit de remplacer Etat par commune pour avoir une idée assez précise du type d'organisation qui pourrait unir les communes. Cette forme organisationnelle dispose de certains avantages permettant de garantir l'autonomie des entités confédérées : ces dernières peuvent quitter l'organisation dès qu'elles le désirent ; la prise de décision se fait à l'unanimité et non à la majorité ; elles définissent les domaines de compétence de cette institution. Toute l'organisation institutionnelle doit donc être pensée pour préserver le seule et unique centre de décision politique : la commune. À aucun moment il ne faut que la

---

<sup>941</sup> Paula Cossart, « Le communalisme comme « utopie réelle » », *Participations*, 2017/3 (N° 19), pp. 245-268. DOI : 10.3917/parti.019.0245. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-participations-2017-3-page-245.htm>, p.256

<sup>942</sup> Pauline Türk, *Principes fondamentaux de droit constitutionnel*, 6<sup>e</sup> Editions, Paris, Gualino, 2013, p.30

décision échappe à la démocratie directe mise en place dans ses communes. Cela constitue une condition *sine qua non* qui permet aux citoyens de conserver la maîtrise de leur territoire.

Malgré l'existence théorique d'une forme institutionnelle qui semble capable de poser les bases d'une organisation post-industrielle de la vie des individus, plusieurs questions demeurent encore sans réponse. En effet, l'histoire des sociétés humaines est jalonnée de guerres et de conflits entre les différents groupements humains. Le développement de ces communes doit se faire, selon les mots de Bookchin et des anti-industriels, au sein du monde marchand. Comment les institutions du monde réagiront face à l'émergence d'une telle menace ? Les communautés nouvellement organisées peuvent-elles sortir vainqueur de leur combat contre le service d'ordre des Etats contemporains ? En cas de succès, en quoi cette nouvelle organisation des sociétés permettra-t-elle d'éviter les conflits ? Les différences culturelles, ethniques, religieuses ou autres ne disparaîtront pas du jour au lendemain par la mise en place de cette organisation politique. D'ailleurs, cela n'est en rien le but des penseurs anti-industriels. En effet, la volonté de préserver une pluralité de modes de vie, contrairement à l'uniformisation de ceux-ci imposée au sein des sociétés industrialisées, constitue une conviction importante animant les penseurs anti-industriels. Ainsi cet organe supérieur, quelle que soit sa forme, aura sans doute comme mission première de garantir la paix entre les différentes communes qui y adhèrent.

Sur ce point, l'histoire du continent américain offre une illustration d'une organisation de type confédérale des tribus amérindiennes en dehors du monde industrialisé. En effet, à l'arrivée des colons européens, les cinq puis six nations iroquoises étaient déjà organisées au sein de la Confédération iroquoise aussi appelée Ligue des Iroquois.<sup>943</sup> Cette union des peuples iroquois est encore aujourd'hui d'actualité et se fonde sur la Grande Loi de la Paix, qui se transmet oralement depuis l'instauration de cette confédération dont la date de création demeure toujours incertaine. La volonté première de ces tribus était d'instaurer une paix durable afin d'assurer leur pérennité. Ainsi,

à la place de la guerre et afin de canaliser non seulement les agressions, mais aussi l'agressivité qui s'y déployait, les nations iroquoises considèrent avoir fondé leur fonctionnement commun sur la réciprocité, en allant au-delà d'un simple pacte de non-agression pour s'inscrire dans un respect mutuel et dans un réel effort d'entraide pacifique et pacificatrice.<sup>944</sup>

---

<sup>943</sup> Irina Ionita, « L'empathie et les générations futures : une leçon iroquoise », *Finance&Bien Commun* 2010/2 (No 37-38), p. 143-157. DOI 10.3917/fbc.037.0143, p.149

<sup>944</sup> *Ibid.*

Deux éléments nous semblent intéressants à retenir de cet exemple. Tout d'abord, l'histoire préindustrielle offre des exemples de collaboration entre les tribus autochtones pouvant servir de base à une réflexion sur les relations entre les communautés désindustrialisées. Ensuite, si la Confédération Iroquoise demeure, son poids politique et sa résistance aux mondes contemporains semblent limités. Il est donc inévitable que les penseurs réfléchissant à des organisations politiques alternatives comprennent les limites de l'exemple iroquois afin de les dépasser. Sur ce sujet, les auteurs de l'Encyclopédie des Nuisances proposent au sein de leur travail encyclopédique un article intitulé : « Aborigène ».<sup>945</sup> Au début de cet article, les encyclopédistes insistent sur le mépris de l'homme occidental concernant les aborigènes. Pour illustrer leur propos, ils reprennent la définition qu'en donne Ambrose Bierce dans son dictionnaire du Diable : « Créatures méprisables qui encombrant le sol d'un pays récemment découvert. Elles cessent bientôt de l'encombrer pour le fertiliser ».<sup>946</sup> Dans cet article, l'accent est mis sur l'évolution de la condition de ces peuples autochtones. S'ils furent dans un premier temps exterminés, ils devinrent très rapidement une ressource permettant de développer l'activité de ces nouveaux territoires. Aujourd'hui reconnus comme des êtres humains, les autochtones sont parfaitement intégrés dans le monde marchand. Soit ils ont abandonné leur mode de vie traditionnel pour adopter le mode de vie occidental, soit ils sont devenus une « attraction pour touristes ».<sup>947</sup> Une chose est sûre, leurs différentes organisations sociétales ne leur ont pas permis de résister au monde marchand. Dès lors, ces sociétés amérindiennes ne constituent pas un modèle qu'il faut reproduire. Malgré cela, l'organisation confédérale de certaines tribus nous semble intéressante pour imaginer une confédération de communes autogérées.

Si cet exemple amérindien semble avoir permis de maintenir des relations apaisées entre les différents peuples autochtones, il n'a pas évité l'existence de conflits entre ceux-ci. De plus, si la Confédération Iroquoise était composée de différentes tribus avec des traditions propres, celles-ci demeureraient culturellement assez proches, et partageaient par exemple la même langue. Ainsi, la question de la pluralité culturelle des communautés resurgit inévitablement ici. La coexistence de communautés sur un territoire donné n'entraîne-t-elle pas inévitablement l'émergence d'une certaine forme de communautarisme ? Intéressons-nous aux solutions qui pourraient permettre une coexistence pacifique de ces communautés.

---

<sup>945</sup> Juillet 1988, Fascicule 13 de *l'Encyclopédie des Nuisances*, p.309

<sup>946</sup> *Ibid.*

<sup>947</sup> *Ibid.*

## *Lutter contre les conflits entre les communautés*

La coexistence pacifique des communautés au sein d'une organisation confédérale semble donc requérir que ces différentes entités partagent un certain nombre de valeurs supérieures sur lesquelles repose également l'organisation interne de ces communautés. Dans les écrits de Lewis Mumford, ces valeurs partagées font partie intégrante d'une culture mondiale qui, selon lui, doit nécessairement se développer. Il constate d'ailleurs, comme le font les penseurs anti-industriels, qu'une culture mondiale existe déjà au sein du monde marchand. Seulement, elle repose sur des valeurs qui lui semblent destructrices pour l'humanité. La mise en concurrence des individus au sein des sociétés industrialisées se retrouve à l'échelle internationale dans la mise en concurrence des Etats. Cette concurrence généralisée entraîne inévitablement des inégalités entre les Etats et provoque une dépendance de certains Etats vis-à-vis des grandes puissances économiques contemporaines. Ainsi Mumford propose-t-il de remplacer la « culture monde industrielle » par une « culture monde » reposant sur l'introduction de « nouveaux critères d'utilité et de rentabilité, conçus en terme de développement humain ».<sup>948</sup> Le cœur du changement proposé par Mumford repose donc sur la fin du règne du productivisme. Il faut substituer à la volonté de produire toujours plus de marchandise, la volonté d'améliorer qualitativement la vie des individus.

Aujourd'hui, la tâche principale de l'homme est de créer un nouveau moi, capable de dominer les forces qui agissent actuellement de façon si hasardeuse, et cependant si contraignante. Ce moi aura nécessairement pour royaume le monde entier, connu et connaissable, et cherchera non pas à imposer une uniformité mécanique, mais constituer une unité organique, basée sur la pleine utilisation de toutes les ressources que la nature et l'histoire ont mises à la disposition de l'homme moderne. Une telle culture doit être nourrie, non seulement d'une vision neuve de la totalité, mais d'une vision neuve d'un moi capable de comprendre la totalité et de coopérer avec elle. Bref, le moment est à nouveau venu d'une grande transformation historique.<sup>949</sup>

Ces propos de Mumford nous incitent à formuler deux remarques d'importance concernant le développement d'une nouvelle culture mondiale.

Premièrement, l'apparition de celle-ci ne porte-t-elle pas atteinte à la volonté de préserver la diversité des communautés à travers le monde ? D'ailleurs, l'un des reproches fréquemment formulés à l'encontre du monde marchand, est justement de répandre une culture gommant ou effaçant les particularités locales ou régionales. Cette critique se retrouve

---

<sup>948</sup> Lewis Mumford, *Les transformations de l'homme... Op.cit.*, p.212

<sup>949</sup> *Ibid.* p.179

d'ailleurs dans de nombreux textes de la mouvance anti-industrielle, s'attachant à dénoncer la puissance d'uniformisation des individus détenus par le monde contemporain. Dans ses développements concernant cette nouvelle culture mondiale, l'auteur américain explique que « l'objectif immédiat de la culture mondiale est d'en finir avec les cloisonnements artificiels, les conflits destructeurs et les frustrations cycliques de l'histoire ». <sup>950</sup> Pour lui, cela ne signifie pas la disparition des différentes croyances religieuses ou idéologiques, mais plutôt le développement d'un homme ouvert à l'autre, capable d'échanger avec des individus différents. En réalité, cette culture mondiale que Mumford appelle de ses vœux repose quasi-intégralement à la fois sur la fin de la compétition entre les individus, et sur la fin de compétition entre les groupements humains qui composent la société mondiale. Nous sommes ici en plein cœur de l'utopie anti-industrielle. Mumford décrit un individu idéal, permettant à une société qu'il considère comme meilleure que la nôtre d'apparaître. Les moyens à mettre en œuvre pour rendre ce projet plus concret sont très peu évoqués par l'auteur. La pensée anti-industrielle qui reprend à son compte les écrits de Mumford demeure elle aussi timide sur la description de cette phase de transition qui permettra à leurs idées de s'imposer comme des valeurs fondamentales d'une société nouvelle, libérée de l'industrialisme.

Deuxièmement, cette volonté de voir émerger un homme parfait et un socle culturel universel n'est-elle pas au fondement des idéologies totalitaires ? <sup>951</sup> La notion de totalité est d'ailleurs très présente dans cette partie de la réflexion de Mumford. En d'autres termes, si comme nous avons pu le voir dans le troisième chapitre l'industrialisme est, selon les écrits anti-industriels, au fondement d'une forme de totalitarisme contemporain, l'anti-industrialisme que nous étudions ne propose-t-il pas simplement de le remplacer par une autre forme de monde totalitaire ? Cette question s'est d'ailleurs régulièrement posée pour critiquer les mouvances politiques de gauche et d'extrême gauche, inspirées par les écrits de Rousseau. <sup>952</sup> Formulée par différents penseurs libéraux, cette critique se fonde principalement sur l'importance accordée au groupe par Rousseau, au détriment des individus et de leur volonté propre. Cette critique s'appuie également sur l'exemple historique que constitue en France la période de la Terreur. Cette « culture monde » peut être rapprochée de la religion

---

<sup>950</sup> *Ibid.* p.218

<sup>951</sup> La question peut sembler un peu raide, puisque la totalité dont parle Lewis n'a pas grand-chose à voir avec les sociétés totalitaires. La société monde de Mumford semble plutôt fondée sur l'ouverture à l'autre et non sur la fermeture. Sa vision de la totalité implique tout de même une dialectique entre unité et multiplicité.

<sup>952</sup> Sur ce point, voir par exemple L. Crocker, *Rousseau's Social Contract. An Interpretative Essay*, Cleveland, The Press of Western Reserve University, 1968 ; « Rousseau et la voie du totalitarisme », dans *Annales de philosophie politique*, 5, « Rousseau et la philosophie politique », Paris, PUF, 1965, pp.99-136 ; J.-L. Talmon, *Les Origines de la démocratie totalitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1966.

civique de Robespierre, qui impose aux individus de substituer aux principes et valeurs du monde contemporain des principes jugés moralement supérieur par Mumford. Pour enseigner et diffuser les principes de cette nouvelle culture mondiale, nous retrouvons ici l'importance accordée à l'éducation. Celle-ci détient une place capitale dans la société mondiale imaginée par Mumford : « Le principal champ d'action de l'homme unifié ne sera pas la production, mais l'éducation ; et le processus de production lui-même sera subordonné à la culture humaine ». <sup>953</sup> Mumford pousse d'ailleurs à un degré extrême l'exigence que nécessite l'acceptation par les individus de cette nouvelle culture mondiale. Ainsi, l'idée d'un procédé d'éducation autoritaire semble être le seul moyen pour imposer cette culture mondiale. Pourtant, Mumford et les anti-industriels refusent de mettre en place un tel procédé. Dès lors, ils imaginent plutôt que les individus, en observant la mise en place de territoire autonomes, gérés selon les principes libertaires d'une société désindustrialisée, en viendront d'eux-mêmes à voir les avantages de l'idéal de société qu'ils proposent.

L'émergence d'une culture mondiale constitue donc l'un des points permettant de maintenir la paix entre les différentes communautés qui constitueront un monde désindustrialisé. Pourtant, l'auteur américain reconnaît que « la civilisation mondiale aura ses tensions, ses difficultés, et même ses périls, qui lui seront propres ; et la solution de ces problèmes exigera une imagination politique d'un ordre supérieur ». <sup>954</sup> Pour tenter de résoudre ces problèmes et assurer une cohabitation paisible des communautés, d'autres moyens peuvent également être mis en œuvre.

Trois principes fondamentaux nous semblent nécessairement devoir être appliqués afin de concevoir une paix durable dans un monde désindustrialisé : l'autosuffisance des communautés ; l'autogestion des communautés ; l'élargissement du principe de non-puissance des individus aux communautés.

L'autosuffisance consiste en la capacité pour chaque entité politique de subvenir aux besoins de ses citoyens. Dans leur volonté de mettre en place un monde alternatif, l'autosuffisance constitue une donnée essentielle pour les penseurs anti-industriels puisqu'elle permet de mettre fin à la dépendance de certaines régions du monde à des zones géographiques plus productives. Ainsi, dans la mesure où chaque communauté produit ce dont elle a besoin, les inégalités semblent s'effacer. Si dans l'idéal cette autosuffisance devrait concerner

---

<sup>953</sup> Lewis Mumford, *Les transformations de l'homme... Op.cit.*, p.214

<sup>954</sup> *Ibid.* p.215

l'intégralité des besoins, certains semblent prioritaires : l'énergie et l'alimentation. L'autosuffisance des communautés revient à nier l'un des fondements de la pensée libérale, notamment développé par David Ricardo : le principe de spécialisation de l'économie d'un Etat. En effet, dans la vision utopiste des anti-industrielles, chaque communauté devra au contraire diversifier sa production afin de subvenir aux besoins tout aussi diversifiés de sa population. Ce principe présente le désavantage, qui ne semble pas en être un pour les anti-industriels, de réduire inévitablement le choix des individus en fonction des capacités productives du territoire sur lequel il vit. Il nécessite également le développement de techniques productives diversifiées, adaptées aux conditions imposées par le territoire. Enfin, il impose aux communautés de limiter leur production aux besoins de leur population et donc de connaître de manière assez précise les besoins de celle-ci. La petitesse des entités politiques qui seront autonomes a ici une importance cruciale. Il est en effet plus facile de prévoir ce dont un village aura besoin qu'un Etat (sur ce point, la pensée anti-industrielle reste peu précise sur la taille de ces différentes communautés autonomes). Cette autosuffisance nous amène vers le deuxième principe considéré comme primordial par les penseurs anti-industriels afin de maintenir des rapports amicaux non concurrentiels entre les communautés : la non-puissance.

En effet, en sortant ces entités politiques de l'idéologie marchande, leur objectif prioritaire évolue. Ainsi, l'accroissement de la production d'un Etat afin de répondre à l'accroissement de la production d'un même produit par un autre Etat n'a plus lieu d'être. Les entités politiques nouvelles ne sont plus mises en concurrence les unes avec les autres puisqu'elles ne produisent que le nécessaire pour leur communauté. La non-puissance passe donc en premier lieu par la fin de la quête de puissance dans le domaine économique. Mais pour être efficace, il faut aussi que ce principe de non-puissance s'applique au domaine politique : les décisions prises dans le cadre d'une communauté ne doivent jamais être de nature à accroître la puissance de cette communauté au détriment d'une communauté voisine. Ce principe rejoint ici l'obligation de mettre en place une structure fédérative supérieure capable de résoudre ce genre de litige qui risque d'arriver. Cependant, il convient de prendre garde à ce que cette structure ne porte pas atteinte au troisième et dernier principe que nous avons ressorti de nos lectures des écrits anti-industriels : l'autogestion.

Dans la vie politique française, le concept d'autogestion est principalement mobilisé par la gauche.<sup>955</sup> Pour Pierre Rosanvallon, il peut être défini ainsi par le langage libertaire :

L'autogestion exprime le refus de l'Etat, tout Etat étant assimilé à l'oppression, et à la suppression de toute autorité. C'est l'affirmation des droits de la spontanéité et le culte de la démocratie directe contre toutes formes de représentation et de délégation, c'est l'exaltation des droits de la base contre toute forme de pouvoir centralisé. Dans ce langage l'objet de l'autogestion est davantage l'individu et le groupe que la société dans son ensemble. C'est souvent le rêve d'un univers de petites communautés autosuffisantes.<sup>956</sup>

L'autogestion à la base d'une société postindustrielle implique plusieurs conséquences que l'auteur français détaille également. Nous en retiendrons, comme lui, trois, qui nous permettent d'imaginer un peu mieux ce que serait cette société post-industrielle. La première relève d'une diversification de la production fondée sur la différence entre une production institutionnelle et une autonomie des communautés de base. Selon l'auteur, la logique autogestionnaire implique de remettre en cause « l'équation unique production = usine pour constituer un tissu économique pluraliste ».<sup>957</sup> La deuxième explique le nécessaire « développement du secteur non marchand de l'activité économique »<sup>958</sup> cher aux penseurs anti-industriels. Enfin, la troisième conséquence sera l'apparition d'une « certaine décentralisation et décapitalisation de l'appareil productif ».<sup>959</sup> Pour Rosanvallon, ces quelques remarques ne suffisent pas à décrire précisément une société post-industrielle. Pour autant, l'autogestion semble réellement intéressante pour comprendre les bases d'une telle société, mais également les conséquences qu'aurait sa mise en application. Au contraire du discours utopique et révolutionnaire des penseurs anti-industriels, Rosanvallon essaie d'avoir une vision plus ancrée dans le réel et plus réformiste, visant « uniquement » l'amélioration la société industrielle contemporaine.

Toutes ces réflexions théoriques portant sur la volonté de mettre en place un monde radicalement réorganisé a donné naissance, comme le souhaite d'ailleurs la mouvance anti-industrielle, à certaines tentatives de mises en application concrètes. Dans le champ des sciences sociales, elles se retrouvent parfois sous l'appellation d'utopies réelles.<sup>960</sup> Nous allons donc terminer ce chapitre par un retour sur deux de ces expériences : la première, se

---

<sup>955</sup> Pierre Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion*, Paris, Editions du Seuil, 1976, p.7

<sup>956</sup> *Ibid.* p.11

<sup>957</sup> *Ibid.* p.175-176

<sup>958</sup> *Ibid.* p.176

<sup>959</sup> *Ibid.*

<sup>960</sup> Paula Cossart,, « Le communalisme comme "utopie réelle" »...*Op.cit.*, p.256

déroulant dans la région du Chiapas au Mexique et soutenue par le mouvement altermondialiste ; la seconde, reposant sur l'action du *Partiya Karkerên Kurdistan*<sup>961</sup> (PKK) dans la région du Rojava.

### Sous-Section II Retour sur deux exemples concrets de construction sociétale alternative

#### *Le Rojava comme zone expérimentale de mise en application du municipalisme libertaire*

Si comme le note Jonathan David Folco, Bookchin n'a pas « eu la chance de voir sa vision politique se réaliser concrètement avant son décès en 2006, il aurait sans contredit été surpris d'apprendre que sa théorie révolutionnaire avait une résonance particulière... au Moyen-Orient, au Kurdistan plus précisément ! »<sup>962</sup> Penchons-nous sur cette expérience afin de voir si elle peut être rapprochée des convictions portées par la mouvance anti-industrielle.

Le Rojava est un territoire autonome kurde du Nord de la Syrie. Deux événements ont inscrit cette région dans l'agenda médiatique des sociétés occidentales : le jugement par des tribunaux antiterroristes de jihadistes de Daech<sup>963</sup> ; les bombardements turcs à la frontière turco-syrienne et notamment sur la ville d'Afrin. Le *Partiya Yekîtiya Demokrat*<sup>964</sup> (PYD) et son bras armé les *Yekîneyên Parastina Gel*<sup>965</sup> (YPG) possèdent des liens étroits avec certaines formations politiques de gauche et une certaine presse française. La théorie du municipalisme libertaire développée par Murray Bookchin semble donc trouver une application concrète dans cette région, le Rojava. Si elle n'est pas réductible au travail d'un seul homme, cette expérience a été rendu possible par l'intermédiaire d'une évolution idéologique importante formulée par le leader du PKK Abdullah Öcalan. Sa réflexion ainsi que des échanges de courrier avec Murray Bookchin vont conduire cette formation politique à mettre de côté ses origines marxistes-léninistes pour en venir à défendre l'idée d'un confédéralisme démocratique. « Contrastant avec l'interprétation centraliste et bureaucratique de l'administration et de l'exercice du pouvoir, le confédéralisme propose un type d'auto-administration politique dans lequel tous les groupes de la société, ainsi que toutes les identités culturelles, ont la possibilité de s'exprimer par le biais de réunions locales, de

---

<sup>961</sup> Traduction : Parti des travailleurs du Kurdistan

<sup>962</sup> Jonathan David Folco, *À nous la ville ! Traité de municipalisme*, Montréal, Éditions Écosociété, 2017, p.114

<sup>963</sup> Sur ce sujet voir notamment : <https://www.franceinter.fr/emissions/profession-reporter/profession-reporter-11-fevrier-2018>

<sup>964</sup> Parti de l'union démocratique

<sup>965</sup> Unités de protection du peuple

conventions générales et de conseils. »<sup>966</sup> Ainsi, cette formation politique propose la mise en place d'assemblées communales et cantonales, ouvertes à toutes les communautés et dans lesquelles la représentation paritaire est obligatoire. Cette nouvelle répartition du pouvoir, rendu à des institutions locales, constitue donc le renouveau de l'organisation institutionnelle de cette région.

D'emblée, le rapprochement avec le cheminement intellectuel de la mouvance anti-industrielle paraît évident. Le schéma classique de la mise en place d'un Etat socialiste selon la théorie marxiste-léniniste est donc laissé de côté au profit de la promotion d'une direction des affaires politiques confiée au niveau le plus proche des citoyens. La centralisation bureaucratique imposée par le modèle stalinien est donc entièrement rejetée. Toutefois, comme le note Pierre Bance, spécialiste de la question kurde, l'évolution intellectuelle du mouvement ne doit être uniquement attribuée à son dirigeant. En effet, dès les années 1980, cette force politique semble avoir avant tout le monde pris en compte la nécessité de faire évoluer leur société. Ainsi, le mouvement prône le développement d'assemblées populaires au sein des villages kurdes, promeut le droit des femmes, s'inquiète face à la situation écologique et développe même des coopératives.<sup>967</sup> De ce fait, la démarche de développement d'une forme de municipalisme libertaire semble très tôt lancée par le PKK. La région du Rojava, située dans l'ouest du Kurdistan, au nord de la Syrie, semble être un exemple abouti de développement de cette pensée politique alternative.

La consécration des convictions écologiste et libertaire de cette mouvance politique s'incarne par la rédaction et l'adoption en 2014 de la Charte du contrat social.

Par cette Charte, nous, peuple des Régions Autonomes, nous unissons dans l'esprit de réconciliation, de pluralisme et de participation démocratique pour que tous puissent s'exprimer librement dans la vie publique. Par la construction d'une société libre de l'autoritarisme, du militarisme, du centralisme et des interventions des autorités religieuses dans les affaires publiques, la Charte reconnaît l'intégrité territoriale de la Syrie et aspire au maintien de la paix intérieure et internationale.<sup>968</sup>

L'émancipation des femmes occupe également une place de choix dans ce texte fondateur puisqu'avant même le préambule, il est précisé que « Le contrat social garantit l'égalité sans

---

<sup>966</sup> Bouquin S., Court M., Den Hond C. (dir.), 2017, *La commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, Paris/Bruxelles, Syllepses/Critica, p.60

<sup>967</sup> Pierre Bance, *Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique*, Paris, Éditions Noir et Rouge, 2017, p.249

<sup>968</sup> Charte du contrat social, consulté sur <https://blogs.mediapart.fr/maxime-azadi/blog/091114/le-contrat-social-de-rojava>, le 23/01/2018

discrimination entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie ».<sup>969</sup> À la suite de ce préambule, cette charte prend en compte les problèmes environnementaux, en évoquant « le droit de vivre dans un environnement sain basé sur l'équilibre écologique ». À ce droit s'ajoute la responsabilité pour les communautés signataires de la charte de s'assurer de la pérennité des écosystèmes.

Malgré cette déclaration d'intentions, il convient de rester prudent sur cette expérience syrienne. En effet, le contexte de guerre rend cette zone particulièrement difficile d'accès pour des observateurs qui voudraient mener un véritable travail d'observation du fonctionnement politique et sociétal de cette région. Le spécialiste de la question Kurde, Olivier Grojean, estime par exemple que « L'enthousiasme de nombreux intellectuels, journalistes et activistes internationaux à propos du PKK semble avoir des effets faussement performatifs : en s'en tenant aux discours, ils tendent à occulter les différences pouvant exister entre les énoncés et les pratiques réelles ».<sup>970</sup> L'éloignement entre les textes, dont la charte fait partie, et la pratique se retrouve notamment dans le rôle que joue depuis le PYD depuis le début de cette expérience syrienne.

Quels que soient les auteurs, quels que soient les témoins, tous sont unanimes pour dire que le PYD exerce un pouvoir hégémonique tant dans les institutions politiques que dans le mouvement social. Mais ce pouvoir est aussi hégémonique parce qu'un grand nombre de personnes se rallient à sa cause. Sinon, il ne serait possible qu'au prix d'une dictature, et les mêmes observateurs n'avancent pas cela.<sup>971</sup>

Le processus révolutionnaire n'étant pas encore achevé, le rôle important joué par le parti politique peut s'expliquer par l'héritage marxiste-léniniste de cette formation politique. Ces quelques remarques nous incitent donc à ne pas formuler de conclusions définitives sur ce qui se passe dans le Rojava. En revanche, il est certain que le recours à cette formation politique éloigne cette expérience de la mouvance anti-industrielle qui rejette le recours à une telle forme d'organisation politique. Si les principes et les valeurs défendues par cette formation partisane se rapprochent grandement de celles que nous avons identifiées au sein des écrits anti-industriels, le mode d'action semble donc s'en éloigner. Cela est renforcé par le recours aux réseaux sociaux et aux médias que les militants kurdes ont pu mettre en place. Pourtant, le recours aux canaux de diffusion du monde contemporain fut également mis en place, avec un

---

<sup>969</sup> *Ibid.*

<sup>970</sup> Olivier Grojean, *La révolution Kurde*, Paris, La Découverte, 2017, p.17

<sup>971</sup> Pierre Bance, *Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique...Op.cit.*, p.282

certain succès, par un second mouvement alternatif. Désormais, notre regard va se poser sur une autre région du monde : le Chiapas.

*Au cœur de l'alter-mondialisme : l'expérience mexicaine du Chiapas comme exemple de mise en place d'une communauté de résistance au monde industriel ?*

Le 1<sup>er</sup> Janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) prenait d'assaut sept villes du Chiapas.<sup>972</sup> Pour bien comprendre ce mouvement, il est nécessaire de rappeler que la région du Chiapas constituait en 1994 un « espace de juxtaposition d'une grande diversité de cultures politiques ».<sup>973</sup> Diverses mouvances cohabitaient sur ce territoire :

les luttes nationales de libération (mouvements nationaux, guérillas de tradition marxiste inspirées du modèle cubain, centraméricaines, partis marxistes léninistes et, bien sûr, EZLN) ; la théologie de la libération (réseau des diacres indigènes, éducation populaire selon les méthodes de Paulo Freire) ; l'autogestion (organisations anarchistes, autonomistes, mouvements de contre-culture comme les punks, situationnistes, certains groupes étudiants) ; la quête de reconnaissance culturelle (luttes pour les droits civils et contre l'exclusion) ; les luttes paysannes et indigènes.<sup>974</sup>

Cette diversité nous permet de retrouver la même diversité idéologique qui participe à la création d'un pôle de contestation du monde industriel. L'anticapitalisme, l'autogestion, la lutte pour l'égalité et la reconnaissance des cultures et l'importance accordée au monde paysan sont autant de branches sur lesquelles repose la pensée anti-industrielle. L'importance de la religion dans cette lutte nous permet également de nous interroger sur le bien-fondé du rejet formulé par certains anti-industriels concernant Jacques Ellul. L'héritage zapatiste a également permis à ce mouvement de constituer sur un exemple solide d'action contre un Etat dictatorial. Ainsi le contexte politique et l'existence d'une tradition révolutionnaire ont sans aucun doute permis à ce mouvement insurrectionnel d'exister.

En 2003, après la fin des combats et au terme d'un long processus de discussion avec le gouvernement en place, la cinquième déclaration affirma la volonté de mettre en place une nouvelle organisation politique au Chiapas. Celle-ci reposa inévitablement sur le principe

---

<sup>972</sup> Maya Collombon, « Les à-côtés du zapatisme contemporain. Réseaux de résistance et mobilisations dans le Chiapas des années 2000 », *Mouvements* 2013/4 (n° 76), p. 117-129. DOI 10.3917/mouv.076.0117, p.117

<sup>973</sup> *Ibid.* p.119

<sup>974</sup> *Ibid.*

d'autonomie. La structure institutionnelle se construit progressivement. En réalité, dès 1994 les « municipios autonomos » avaient été mises en place, ainsi que des écoles et des hôpitaux dans de nombreuses villes et de nombreux villages de la région.<sup>975</sup> La récupération des terres de 1994 n'ayant pas suffi à subvenir aux besoins de la communauté, l'économie locale s'était également profondément réorganisée.<sup>976</sup> Ainsi, une vie politique complètement autonome, détachée de l'organisation institutionnelle de l'Etat mexicain émergea au Chiapas. Celle-ci semble permettre une coexistence pacifique des individus appartenant à des communautés différentes.

Les gouvernements autonomes, formés pour rééquilibrer le développement des communautés zapatistes, ont en réalité montré en deux ans qu'ils profitent à « tous ». Ces gouvernements répondent aux problèmes des zapatistes comme des non zapatistes, non pas parce que les territoires sont mitoyens et parfois en partage avec d'autres, mais parce qu'un « gouvernement des gens pour les gens » ne fait aucune différence.<sup>977</sup>

Le Chiapas semble alors offrir un exemple d'organisation autonome capable de faire cohabiter au sein des communautés des individus d'origines différentes. Ces individus acceptent de cohabiter car ils sont réunis pour accomplir ensemble un projet de société qui s'oppose à la politique néolibérale qui s'impose à cette époque au Mexique. Le socle commun à ses communautés n'est donc pas, comme l'appelait de ses vœux Lewis Mumford, une culture supérieure partagée au-delà des cultures communautaires. Il faut également noter ici que le rôle fondamental joué par les zapatistes rappelle que le développement de cette autorité politique autonome a reposé et repose encore largement aujourd'hui sur l'action d'une force politique d'avant-garde capable de mener une bataille contre l'Etat, et d'imposer un nouveau mode de fonctionnement politique sur le territoire. Le processus demeure donc vertical, dans la mesure où il n'est pas directement issu de la volonté du peuple, mais d'une élite qui mène ce combat contre les injustices.

Plusieurs analyses existent aujourd'hui sur les raisons qui ont amené l'EZNL à passer à l'action au milieu des années 1990. Certaines mettent l'accent sur « la base indigène du mouvement » quand d'autres préfèrent la concevoir comme la première lutte du XXI<sup>e</sup> siècle du fait de son utilisation des nouvelles techniques de l'information et de la communication qui

---

<sup>975</sup> Virginie Robert, « Alerte rouge au Chiapas ? », *Mouvements*, 2005/5 (n° 42), pp.98-102. DOI : 10.3917/mouv.042.0098. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-mouvements-2005-5-page-98.htm>, p.100

<sup>976</sup> *Ibid.* p.101

<sup>977</sup> *Ibid.*

apparaissent à cette époque.<sup>978</sup> D'autres analyses structurelles et de tendance déterministe interprètent l'action menée par l'EZNL comme une résultante de l'organisation sociétale du Mexique. Elle perçoit alors la lutte menée par les indigènes comme la conséquence inévitable de l'exploitation que les populations blanches et métissées leur imposent. Ainsi, « elle conduit à penser que l'archaïsme économique, l'inégalité sociale et la répression politique combinés ne pouvaient que provoquer une explosion insurrectionnelle. »<sup>979</sup> A l'opposé de ces analyses, d'autres préfèrent comprendre les événements du Chiapas à travers l'action d'une composante de l'EZNL : les Forces de libération nationale (FLN). En ce sens, le succès de cette opération reposerait principalement sur la capacité de ce groupe armé révolutionnaire à recourir à deux nouveautés mises à sa disposition au cours des années 1990 : l'ordinateur et les organisations non-gouvernementales.<sup>980</sup> Ces deux moyens expliqueraient la construction d'un véritable « réseau international de soutien » permettant à l'EZNL, après sa défaite militaire face à l'armée fédérale mexicaine, de conserver un front de lutte au-delà des frontières de l'Etat mexicain.

Si toutes ces analyses apportent un éclairage sur la situation du Chiapas et sur les agissements de l'EZNL, elles échouent, selon le spécialiste des questions indigènes Henri Favre, à apporter des éléments de réponse à une nouvelle demande formulée au sein des sciences sociales.<sup>981</sup> Selon l'auteur, les sciences sociales contemporaines insistent sur l'analyse et la compréhension des conséquences produites par les politiques néolibérales afin de savoir si tel ou tel projet fera naître ou non un mouvement insurrectionnel. L'objectif de ce travail étant de parvenir à éviter au maximum l'émergence de conflits violents et incontrôlables.<sup>982</sup> Son travail s'inscrivant dans cette nouvelle tendance, l'auteur remet ainsi en cause trois éléments explicatifs traditionnellement mobilisés dans les travaux de recherches portant sur les différents mouvements insurrectionnels. Il propose dans un premier temps de redéfinir le terme d'insurrection, afin qu'il soit bien distingué de celui de conflit. Ainsi, il définit l'insurrection comme « une action collective concertée contre un adversaire identifié et en faveur d'une cause définie, qui s'exerce hors du cadre institutionnel, au moyen de la lutte

---

<sup>978</sup> Henri Favre, « Chiapas 1993. Tentative d'analyse d'une situation insurrectionnelle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2002/5 (57<sup>e</sup> année), pp.1251-1289, p.1251

<sup>979</sup> *Ibid.* p.1252

<sup>980</sup> *Ibid.*

<sup>981</sup> L'auteur fait ici référence aux programmes de recherches regroupés sous le sigle de PCIA : « *peace and conflict impact assessment* »

<sup>982</sup> *Ibid.*

armée ». <sup>983</sup> Partant de cette définition, l'auteur exclut le lien régulièrement établi entre insurrection et traditionalisme :

Si l'insurrection est un mouvement social, le traditionalisme ou l'arriération ne sauraient logiquement être mis au nombre de ses facteurs. Ils représentent, en effet, des facteurs d'immobilisation sociale. Le phénomène insurrectionnel apparaît généralement dans des sociétés qui changent rapidement, au moment où les vieilles structures ne sont pas totalement abolies et les nouvelles pas complètement mises en place. <sup>984</sup>

Cette première remarque formulée par Henri Favre nous permet donc de mieux comprendre l'insurrection prônée par la mouvance anti-industrielle. En effet, elle émerge aujourd'hui dans une situation de transformation du monde qui n'a pas fini d'achever les structures traditionnelles, et qui n'est pas encore arrivée à son terme. Ainsi, l'insurrection anti-industrielle est doublement critique : contre les structures traditionnelles et contre celles du nouveau monde. Elle permet également de comprendre l'optimisme que nous avons parfois constaté dans la mouvance anti-industrielle puisque les temps semblent plutôt propices à l'insurrection. La deuxième remarque formulée par Henri Favre concerne l'utilisation du concept d'inégalité sociale comme facteur insurrectionnel. <sup>985</sup> Il précise en effet qu'il est nécessaire que les individus aient au préalable conscience de l'existence d'une inégalité sociale pour que cette dernière devienne un facteur insurrectionnel. Plus que l'existence d'une situation inégalitaire, c'est la reconnaissance de cette situation par les individus lésés qui peut amener à l'insurrection. Enfin, la troisième et dernière remarque qu'il formule concerne la répression politique. Pour lui, elle ne peut être considérée comme facteur insurrectionnel que si elle est inefficace. La faiblesse de la politique de répression d'un gouvernement permet cependant l'émergence d'un climat favorable à l'insurrection. <sup>986</sup> Ces deux dernières remarques nous éclairent également sur la mouvance anti-industrielle puisqu'elles nous permettent de comprendre pourquoi les mouvements insurrectionnels français, et même plus généralement occidentaux, échouent. La « répression » des sociétés industrialisées est aujourd'hui bien trop forte, et la reconnaissance d'une situation inégalitaire dans ses sociétés ne semblent pas de nature à faire naître un sentiment de révolte. Elles mobilisent aujourd'hui bien plus une élite que des personnes se trouvant effectivement dans une situation d'injustice. L'analyse multifactorielle de Favre repose donc sur l'identification de sept variables permettant de comprendre pourquoi l'insurrection a éclaté au Chiapas : « la structure foncière,

---

<sup>983</sup> *Ibid.* p.1253

<sup>984</sup> *Ibid.*

<sup>985</sup> *Ibid.*

<sup>986</sup> *Ibid.*

la pression démographique, les relations sociales, les politiques publiques, les agents de conscientisation et de mobilisation, les médiations politiques et le mode de développement. »<sup>987</sup>

La nécessité de l'existence commune de nombreux de facteurs pour qu'une insurrection émerge nous permet de comprendre un peu mieux pourquoi les penseurs anti-industriels ont mis de côté cette forme de lutte. En effet, les sociétés industrialisées ne permettent pas de voir émerger la réunion d'un nombre suffisant de facteurs propices à l'insurrection. Ainsi, si ces exemples nous permettent de comprendre ce à quoi pourrait ressembler la mise en place d'institution dans le cadre de communautés désindustrialisées, ils ne constituent pas des exemples directement transposables.

### ***Conclusion***

Tout au long de ce chapitre, nous avons essayé de concevoir ce que serait une communauté organisée selon les principes et valeurs de la mouvance anti-industrielle. Nous avons ainsi pu observer l'importance majeure de la pensée libertaire et de l'écologie radicale dans cette réflexion, les écrits de Murray Bookchin permettant même le développement au Moyen-Orient d'une expérience reposant sur les principes du municipalisme libertaire. Nous avons également pu observer que l'association, sur un territoire donné, d'une diversité idéologique de mouvements critiquant les politiques néolibérales qui s'imposent à de plus en plus d'Etats aujourd'hui a également permis la naissance d'un mouvement insurrectionnel ayant réussi à s'organiser de manière autonome. Alors, nous n'avons pour le moment, mis à part peut-être certaines populations amérindiennes, aperçu le développement d'une nouvelle humanité ou d'une culture mondiale comme l'avait imaginé Lewis Mumford, mais ces mouvements contestataires semblent autoriser la mouvance anti-industrielle à envisager la possibilité de voir se développer dans différents endroits du monde de nouvelles formes d'organisations politiques remplaçant les individus au cœur du processus décisionnel. Il convient cependant de rester prudent sur le devenir de ces deux expériences puisque la région kurde du Rojava se trouve encore aujourd'hui dans une situation très précaire, et que le mouvement zapatiste a transmis publiquement en 2005 une alerte rouge :

---

<sup>987</sup> *Ibid.*

Nous sommes arrivés à un point où nous ne pouvons pas aller plus loin. De plus, il est possible que nous perdions tout notre acquis si nous restons comme nous sommes et que nous ne faisons rien pour avancer.<sup>988</sup>

De plus, il nous paraît important de noter que les mouvements insurrectionnels que nous avons choisis émergent au sein d'Etats non-industrialisés ou en cours d'industrialisation. Ainsi est-il possible de nous interroger sur les potentialités réelles de voir émerger dans des sociétés industrialisées ce type de mouvement. En d'autres termes, n'est-il pas déjà trop tard pour qu'émerge ce genre de mouvement dans des sociétés complètement organisées en vertu des principes de l'industrialisme ? En inscrivant sa réflexion dans le cadre exclusif des sociétés industrialisées, la mouvance que nous étudions ne réduit-elle pas le champ de ses possibilités ? Autrement dit, les auteurs que nous avons étudiés ne seraient-ils pas victimes d'une forme d'occidentalocentrisme ?

Nous terminerons ce chapitre par l'un des passages des écrits de Mumford qui nous semble décrire avec la plus grande fidélité l'utopie anti-industrielle :

Partout où les saisons se trouvent marquées par des fêtes et des cérémonies ; partout où les périodes de la vie sont ponctuées par des rituels familiaux et communautaires ; partout où le manger, le boire et les jeux sexuels constituent le noyau de l'existence ; partout où le travail, même pénible, est rarement séparé du rythme, du chant, du compagnonnage humain et du plaisir esthétique ; partout où l'activité vitale est comptée pour une aussi grande récompense du labeur que son produit ; partout où ni la puissance ni le profit ne prennent le pas sur la vie ; partout où la famille, le voisin, l'ami font tous partie d'une communauté visible, tangible, face à face ; partout où chacun peut accomplir en tant qu'homme ou femme n'importe quelle tâche que n'importe qui d'autre est qualifié pour faire – là subsiste la civilisation néolithique en ses caractères essentiels, même si l'on se sert d'outils de fer ou si une camionnette poussive emporte au marché les denrées. (Lewis Mumford, *Le Mythe de la machine*)<sup>989</sup>

---

<sup>988</sup> Virginie Robert, *Alerte rouge au Chiapas ?...Op.cit.*, p.98

<sup>989</sup> Lewis Mumford, *Le Mythe de la machine*, In Miguel Amoròs, *Préliminaires. Une perspective anti-industrielle...Op.cit.* (page non numérotée en fin d'ouvrage)



## Conclusion de la seconde partie

Cette seconde partie nous a permis de mieux comprendre ce qu'était l'action, d'où elle venait et l'objectif de transformation qu'elle visait. En effet, nous avons pu observer que les doutes formulés à l'encontre des mouvements prolétariens par les penseurs anti-industriels reposaient sur un désir profond de renouveler l'action révolutionnaire. Incapable de renverser l'ordre établi, l'action révolutionnaire devient donc une action plus subversive reposant sur la constitution de communautés de résistance sur le territoire dominé par le monde industriel. Pour autant, les penseurs anti-industriels ne condamnent jamais les actions de désobéissance civile ou de sabotage qui semblent devenir les principaux moyens de lutte contre le monde industriel. Seul l'acte terroriste ciblant des personnes est expressément rejeté par les penseurs anti-industriels. En dehors de cela, tout type d'action s'attaquant au monde marchand et, à minima, son affaiblissement peut être rattaché à l'action anti-industrielle. Sur le mode d'action, nous avons également pu voir l'existence d'un désaccord entre les partisans d'une utilisation des moyens techniques offerts par le monde marchand (internet et les médias principalement), et ceux qui refusent catégoriquement leur utilisation. L'absence d'une explication précise du mode d'action à adopter repose d'ailleurs sur leur volonté de laisser libre cours à l'action des individus désirant agir de leur propre chef contre le monde industriel. L'installation à la campagne, pour y fonder une communauté ou pour y mener une vie plus éloignée des nuisances qui s'abattent continuellement sur les citadins, constituent également une possibilité de résistance à la colonisation du territoire rural par l'industrialisation.

Toute cette analyse sur l'action anti-industrielle nous a permis de confirmer plusieurs de nos hypothèses. Ainsi, malgré la volonté exprimée de rompre avec la tradition révolutionnaire d'extrême gauche, la pensée anti-industrielle demeure une pensée révolutionnaire. L'action révolutionnaire s'est transformée en lutte d'influence afin que la prochaine phase historique soit dominée par les convictions anti-industrielles. C'est ainsi que les acteurs de la révolution sont aujourd'hui davantage des "diffuseurs de message" à l'attention des individus n'ayant pas encore pris conscience de l'état actuel du monde. L'aspect d'utopie de synthèse se retrouve également ici, puisque la pensée anti-industrielle s'intéresse à tous les courants de pensée qui expriment la volonté de modifier en profondeur la société contemporaine. Elle réalise ainsi une synthèse entre les influences marxistes, libertaires et écologistes.

Enfin, cette partie nous permet de vérifier que la pensée anti-industrielle propose effectivement de mener une action contre le monde industriel. En ce sens, elle complète la fonction d'alternative au pouvoir en place, puisqu'elle exprime la possibilité de constituer au sein du monde marchand des îlots de résistance regroupant des hommes libres. Sur ce point, malgré la réflexion de Jaime Semprun portant sur la société de dialecticiens, l'expression "homme libre" manque cruellement de précision. Ainsi, le projet politique demeure très vague, et il n'est jamais question de description précise d'une communauté désindustrialisée. La pensée anti-industrielle ne semble donc pas remplir parfaitement la fonction de "nulle-part". Il faut pourtant voir la volonté de mettre en place des communautés du monde réel comme une exploration des "possibilités latérales" de transformation du monde.

Sur ce point, l'anthropologue François Laplantine est l'auteur d'une classification généralement retenue pour distinguer les trois manières qui ont permis, jusqu'à maintenant, de penser le rapport de l'utopie à la transformation du réel. Elle nous permettra de mieux comprendre le rôle joué par la pensée anti-industrielle dans notre société.

Est identifiée, en premier lieu, une voie « anarcho-extatique » dans laquelle on retrouve, sans trop de surprise, Charles Fourier, Robert Owen et Etienne Cabet. Pour les utopistes appartenant à cette voie, le contenu du tableau utopique doit pouvoir se substituer immédiatement à la réalité existante, sans considération pour la substance de l'histoire et la maturation des événements. Cette représentation s'articule autour de l'image du monde inversé : pour changer le monde, il suffit de le retourner sur lui-même. L'utopie en ce sens tend à constituer une expérience de rupture avec l'ordre social, via la création de communautés politiques « à côté » de la société dominante. En cela, elle partage certains traits avec les entreprises religieuses qui ont cherché à instaurer, en marge de la société globale, des modes de vie alternatifs (mystique essénienne en ancien Israël, communautés cathares etc.).<sup>990</sup>

Cette première voie se rapproche de l'utopie anti-industrielle en ce qu'elle incite les utopistes à faire émerger des communautés politiques au sein même de l'ordre politique qu'ils contestent. Il n'est donc pas forcément paradoxal de rattacher la pensée anti-industrielle à l'utopie industrialiste, qui a un ancrage profond dans la pensée politique française. L'utopie anti-industrielle s'éloigne toutefois de cette voie puisqu'elle accorde une importance majeure à la substance de l'histoire. En revanche, sa volonté d'agir immédiatement alors que la situation

---

<sup>990</sup>Jean-Jacques Wunenbuger, « L'utopie, variations autour d'un mot »... In Eric Letonturier, *Les utopies... Op.cit.*, p.44-45

n'est pas favorable (qu'elle exprime comme « le refus de se résigner ») est un autre point commun.

Dans un deuxième temps, l'auteur relève l'existence de la voie « messianico-révolutionnaire » :

L'utopie prend place dans un calendrier historique, sa réalisation pouvant être annoncée prophétiquement. Le dévoilement de la maquette de la société idéale est inséparable d'une révélation de son avènement futur. La prescience de ce perfectionnement à venir de la société ou de l'humanité, confirmée souvent par une personnalité messianique, autorise dès lors à prendre des dispositions pour le présent, qui peuvent aller jusqu'au déclenchement d'une violence contre l'ordre établi pour préparer l'avènement d'un monde futur.<sup>991</sup>

Cette voie regroupe des auteurs comme Thomas Münzer, Gracchus Babeuf et Karl Marx. Elle correspond à l'antithèse parfaite de ce qu'incarne l'utopie anti-industrielle. La volonté des penseurs que nous avons étudiés est justement d'éviter le caractère prophétique qui caractérise les pensées révolutionnaires antérieures. Ils sont particulièrement méfiants vis-à-vis de la « prescience » qui a conduit, selon eux, aux totalitarismes. A ce titre, ils refusent catégoriquement de donner un prototype de la société désindustrialisée à venir, ou de présenter une « maquette de la société idéale ». Ensuite, cette voie entre en contradiction avec la vision en spirale de l'histoire que nous avons identifiée au sein des textes anti-industriels. En effet, l'idée de l'imprévisibilité du moment révolutionnaire est caractéristique de la pensée anti-industrielle. En conséquence, celle-ci rejette l'idée de grand soir révolutionnaire.

Enfin, l'auteur identifie une troisième voie possible : la voie « utopico-ecclésiale » :

à la démarche d'altercation avec la société existante, justifiée par l'annonce des changements à venir, s'oppose enfin un modèle d'alternance, selon lequel l'ordre ancien cédera la place un jour encore indéterminable à un ordre nouveau. En attendant, une organisation ecclésiale ou sectaire, selon les cas, est chargée d'entretenir la promesse et de préparer l'avènement d'une ère de justice universelle. De nombreuses communautés d'inspiration utopique se structurent ainsi autour d'une espérance apocalyptique, tout en refusant toute transformation volontariste, voire violente des conditions présentes du monde. La croyance au monde utopique permet, au contraire, de supporter irréniqement l'existence avec la certitude qu'un autre monde viendra en son heure lui succéder.<sup>992</sup>

---

<sup>991</sup>*Ibid.* p.45

<sup>992</sup>*Ibid.* p.46

Cette voie comprend les écrits fictionnels de Thomas More, de Tommaso Campanella, mais également les réductions jésuites au Paraguay. Elle semble pouvoir être rapprochée à plus d'un titre de l'utopie anti-industrielle. En effet, on retrouve dans cette utopie, l'idée selon laquelle la chute de l'organisation sociale existante ne peut être maîtrisée par les acteurs révolutionnaires. En d'autres termes le passage à une nouvelle phase historique ne peut-être daté (ce qui contredit l'idée de grand soir). La certitude quasi prophétique que la chute adviendra est un autre point commun avec les anti-industriels. Le rôle des révolutionnaires est donc de chercher à orienter un processus historique inéluctable. Un élément distingue toutefois l'utopie anti-industrielle de la voie messianico-révolutionnaire. En effet, l'acceptation de la démarche d'altercation avec la société existante est pleinement assumée par les penseurs anti-industriels. Il convient tout de même de rappeler que la violence à l'encontre de personnes semble être rejetée par les penseurs anti-industriels.

## *Conclusion Générale*

Notre travail de thèse avait donc pour objet d'étude la pensée anti-industrielle. Notre objectif visait à réhabiliter le concept d'utopie dans le champ d'études des pensées politiques, après avoir constaté sa pertinence, en tant qu'outil d'analyse, pour caractériser la pensée anti-industrielle. Dégagé des jugements de valeur qui retiennent surtout son hybridité et sa plasticité interne, le concept d'utopie nous a permis de comprendre, puis de situer la pensée que nous étudions. Grâce aux liens établis par Ricœur entre l'idéologie et l'utopie, nous avons pu cerner les raisons de son émergence et le rôle de ce discours utopique : face à l'idéologie dominante de l'industrialisme qui vient légitimer le réel, l'utopie anti-industrielle propose une brèche dans le réel, c'est à dire une forme fantasmagorique d'alternative au pouvoir. L'apport de la réflexion en termes de fonctions, proposée par Ricœur, a donc été d'une importance capitale pour notre travail de recherche. Elle a fourni la grille d'analyse adaptée à une forme de discours singulière, parfois versatile. Elle n'aura toutefois pas suffi à éclairer toutes les spécificités que recouvre cette utopie contemporaine. Au moment de faire le bilan de notre travail, la pensée anti-industrielle nous apparaît plus que jamais comme une pensée utopique volontairement inachevée, refusant de nous livrer l'image de la cité idéale qu'elle ne cesse, pourtant, d'invoquer tout du long. Or, c'est de l'évocation de ce non-lieu que la « lueur extérieure est jetée sur notre propre réalité, qui devient soudain étrange, plus rien n'étant désormais établi. Le champ des possibles s'ouvre largement au-delà de l'existant et permet d'envisager des manières de vivre radicalement autres ».<sup>993</sup> Ainsi en est-il de la cité fantôme décrite par Thomas More : une rivière sans eau, un prince sans sujets etc. Pourquoi les anti-industriels se privent-ils des variations imaginaires autour des questions qui les intéressent : la société, le pouvoir, la nature ? La réponse est sans doute simple : parce que la communauté désindustrialisée n'est pas l'île d'Utopie, elle n'est pas extraterritoriale, elle n'est pas nulle part. Elle n'existe pas encore et nul ne peut dire quand et si elle adviendra, mais il convient de l'annoncer pour faire avancer l'histoire : c'est le rôle des anti-industriels. Autrement dit, la pensée anti-industrielle ne se voit pas comme une utopie. Au contraire, en assumant un certain héritage révolutionnaire, elle se place du côté de la « transformation du réel » : son action ne provoquera pas le grand soir, mais elle est partie prenante de l'histoire. La subversion du pouvoir qui est au cœur des utopies selon Ricœur (« ce qui est en fin de compte en cause dans l'utopie, ce n'est pas tant la consommation, la famille ou la religion, mais l'usage du pouvoir

---

<sup>993</sup> Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie...Op.cit.*, p.36

dans chacune de ces institutions »)<sup>994</sup> est à la fois au cœur du discours anti-industriel et de l'action anti-industrielle : création de maisons d'édition, refus d'utiliser internet, reconversion dans la « paysannerie » (et non l'agriculture) etc. Ce mouvement d'échanges continus entre le discours et l'action concrète empêche les anti-industriels d'identifier leur mouvance à l'utopie. Cet état explique la portion congrue (mais pas inexistante) réservée aux œuvres proprement littéraires du courant anti-industriel (essentiellement les poèmes de Brecht et le dialogue sur l'achèvement des temps modernes de Semprun).<sup>995</sup> Cette tentation de réalisation n'est en fait pas contradictoire avec le statut de l'utopie qui n'est autre que « l'illustration saillante de la modernité en marche, c'est à dire, d'une histoire où les individus s'éveillent à leur destin et prennent leur avenir socio-politique en mains ».<sup>996</sup> Tout comme les utopies du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle entendaient se débarrasser des critiques hétéronomes de la tradition et de la religion, les utopies du XIX<sup>e</sup> jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle comptent bien faire reposer la nouvelle organisation sociale sur des principes librement choisis, émancipés de la domination du politique ou de l'économie dans leur forme existante. Les utopies témoignent toutes, en ce sens, d'un volontarisme propre à la modernité, fondé sur l'action et soutenu par la croyance en l'idée de progrès.<sup>997</sup> La pensée anti-industrielle ne fait pas exception à la règle (sa critique de la modernité telle que la conçoit Anthony Giddens – surveillance, contrôle de la violence, industrialisme, capitalisme - ne l'exclut pas, paradoxalement, du champ de la modernité) même si elle constate, à l'instar des philosophes de l'école de Francfort, que le projet d'émancipation sociale par la raison a échoué, conduisant à un nouvel enchaînement des hommes (enchaînement aux productions de la raison cette fois : la science et la technique).

Parce que la pensée anti-industrielle ne se considère pas comme une utopie mais comme une force « intégrée » de transformation du réel, les réserves qu'elle éprouve à prescrire la future organisation sociale se justifient. Ce qu'elle tend à éviter, c'est de devenir elle-même un élément de distorsion du réel, comme l'idéologie marchande qu'elle dénonce. Or, la fonction d'utopie que nous lui attribuons la prévient contre cette dérive. Quel que soit le caractère prescriptif que revêt son discours, elle reste la brèche dans le réel. La tentation de transformation du réel et l'utopie ne sont pas des données contradictoires :

---

<sup>994</sup> *Ibid.*

<sup>995</sup> Voir annexe I, III et IV

<sup>996</sup> Eric Letonturier, « Présentation générale. L'utopie ou le (mauvais) rêve social, *In* Eric Letonturier, *Les utopies...Op.cit.*, p.13

<sup>997</sup> Raymond Trousson, *Voyages aux pays de nulle part. Histoire littéraire de la pensée utopique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1999

Que l'activité utopique se tourne vers un programme explicite de transformation de la réalité ou qu'elle s'en tienne, en apparence, à un simple jeu sur des variations possibles (des « possibles latéraux » selon l'expression de Raymond Ruyer), elle comprend inévitablement une dimension pratique de tentation de réalisation. La représentation d'une altérité suscite ou renforce un désir de changement et amène à envisager une métamorphose du présent.<sup>998</sup>

Ainsi, à l'image de l'ensemble des mouvements utopiques qui l'ont précédée, la pensée anti-industrielle ne prend jamais la dimension d'une uchronie.<sup>999</sup> De même qu'il existait des recouvrements permanents entre la littérature utopienne et les pratiques sociales anarchistes, millénaristes ou ecclésiales, l'utopie anti-industrielle s'appuie sur le réel pour le transformer. Comme toutes les utopies, elle se tient ainsi, pour ceux qui se la représentent, « *dans un tel rapport au présent qu'elle finit par jouer le rôle d'un accélérateur d'histoire* ». <sup>1000</sup>

Si le versant historico-sociologique de l'utopie (tel qu'évoqué dans l'introduction) peut sembler pâtir de l'absence de description précise de l'organisation du politique, il est intéressant de rappeler que l'« omnipotence invisible du politique » qui traverse les écrits anti-industriels aurait plutôt tendance à rattacher cette pensée aux modèles littéraires qui l'ont précédée. En effet, les utopies célèbres sont, dans leur ensemble, relativement silencieuses sur l'organisation institutionnelle de la société idéale. Ainsi,

L'omniprésence [du politique] dans la gestion de la cité est à la hauteur de son absence factuelle des descriptions pourtant si détaillées dont les utopies fourmillent par ailleurs. Il en est ainsi dans l'utopie de Thomas More dont on ignore tout des sénateurs et juges qui la gouvernent, ou de celle d'Anton Francesco Doni (Monde sage, Monde fou, 1552), où il n'y a ni lois, ni système politique, ni justice.<sup>1001</sup>

Toutefois, là où l'invisibilité du pouvoir politique et sa diffusion microcapillaire dans la société, donnaient à celui-ci, compte tenu de son ascendant sur les individus, un caractère totalitaire (c'est, par exemple, la ville d'Utopie où l'architecte privilégie le fonctionnel interchangeable et anonyme pour éviter intimité et repli sur soi et mieux projeter les individus dans les joies de l'activité collective<sup>1002</sup> ou encore, l'éthique de la transparence anthropologique qui neutralise toute tentative d'émancipation ou de dénonciation de la règle en se prévalant d'une connaissance fine des besoins humains et de sa réussite à les

---

<sup>998</sup> Jean-Jacques Wunenberg, « L'utopie, variations autour d'un mot », In Eric Letonturier, *Les Utopies...Op.cit.*, p.43

<sup>999</sup> en dehors de tout temps connu, indifférence au temps

<sup>1000</sup> Jean-Jacques Wunenberg, « L'utopie, variations autour d'un mot »...*Op.cit.*, p.47

<sup>1001</sup> Eric Letonturier, « Présentation générale. L'utopie ou le (mauvais) rêve social, In Eric Letonturier, *Les utopies...Op.cit.*, p.24

<sup>1002</sup> *Ibid.* p.23

satisfaire<sup>1003</sup>), l'invisibilité du pouvoir chez les anti-industriels tient justement à la volonté d'éviter cette dérive. Cette crainte s'explique à nouveau par le fait que la pensée anti-industrielle ne se reconnaît pas comme utopie. La pensée anti-industrielle a certes, vocation à l'action mais pas à l'institutionnalisation (ce qui les placerait en position de devenir la prochaine idéologie, selon le processus décrit par Ricœur). Les individus mettront eux-mêmes en place les institutions qu'ils jugent nécessaires à leurs besoins. Il n'existe, chez les anti-industriels, ni prescience du bonheur, ni prescience des mécanismes qui peuvent le garantir.

L'originalité fondamentale de l'utopie anti-industrielle, est de refuser la condamnation sans appel de l'individu, condamnation caractéristique des modèles utopiques (fictionnels ou politiques) qui l'ont précédée. Or, c'est ce refus de principe qui donne à l'utopie anti-industrielle son caractère inachevé. En s'abstenant d'envisager les mécanismes coercitifs qui garantissent le bonheur collectif (généralement dirigés contre les passions jugées nocives des individus), elle échappe *in fine* au destin de l'utopie : lutter contre la nature humaine. En effet :

Avec ce dispositif de contrôle et de surveillance, c'est surtout contre l'individu lui-même que s'érige l'utopie, dans laquelle on devra clairement voir le modèle par excellence des sociétés holistes. Dans cette fabrique de l'être social, la menace réside en effet dans la nature humaine elle-même et, en premier lieu, dans ses passions qui la travaillent sans cesse, ouvre l'horizon social sur un infini explosif et justifient toute les mesures coercitives prises.<sup>1004</sup>

Là où les utopies holistes pensaient, par la solution sociale et dirigiste, engendrer les transformations durables susceptibles, comme le souhaitait Rousseau de « dénaturer l'homme »,<sup>1005</sup> l'utopie anti-industrielle entend préserver les singularités, les signes particuliers, les différences, enfin, les destins individuels au motif simple que l'homme, dans la pleine acception du terme, est libre et que la responsabilité de son destin, même si elle lui est fatale, lui revient. Cette conception fondamentalement libertaire (sous l'angle de l'individualisme) explique le traitement prudent qu'elle réserve à l'héritage théorique des sociétés holistes.

L'originalité accusée de la pensée anti-industrielle pose question : à quoi peut-elle donc servir une utopie qui s'émancipe d'une partie de sa fonction : penser, organiser la cité idéale ? Quel espace lui accorder ? C'est Miguel Abensour qui fournit, selon nous, la réponse la plus

---

<sup>1003</sup>*Ibid.* p.24

<sup>1004</sup>*Ibid.* p.18-19

<sup>1005</sup>*Ibid.* p.19

lumineuse. Ce que propose la voie oblique de l'utopie, c'est la délimitation d'une aire, d'un lieu, qui n'est pas « nulle part » comme l'étymologie le suggère, mais bien ancré dans l'espace contemporain, et qui fait office de « scène agonistique sur laquelle s'affrontent deux logiques antagonistes, celle de l'autonomisation de l'Etat en tant que forme et celle de la vie du peuple en tant qu'action, agir politique de concert ». C'est dans cet espace, qu'Abensour introduit l'idée libertaire de « démocratie insurgeante », <sup>1006</sup> soit la préservation de la démocratie en tant que révolution plurielle inachevable, « scène d'une revendication continuée, indéfinie », n'ayant de cesse de « réveiller en elle les virtualités émancipatrices qui l'habitent ». La pensée anti-industrielle crée des espaces où la démocratie insurgeante vit et lutte. Elle est en cela l'une des « percées utopiques », l'une des « lignes de fuite » qu'Abensour voyait poindre - dans sa thèse en partie dirigée par Gilles Deleuze sur les formes de l'utopie socialiste-communiste – lors de son examen des formes non violentes de l'utopie. Si l'on substitue la « société bourgeoise » par la « société industrielle » dans la définition qui suit, elle peut alors être pensée comme

une véritable stratégie anti-jacobine, projetant une prolifération irrésistible de cellules exemplaires telles qu'elle exercent sur l'extérieur une attraction passionnée et qu'elles créent « dans le dos » de la société bourgeoise un nouveau tissu social. Contagion de micro-sociétés qui attaque la société globale par une pratique globale de la désertion. Une stratégie non plus frontale mais latérale. <sup>1007</sup>

---

<sup>1006</sup> Miguel Abensour, *La démocratie contre l'Etat*, Paris, Editions du Félin, 2004

<sup>1007</sup> Miguel Abensour, *Les formes de l'utopie socialiste et communiste. Essai sur le communisme critique et l'utopie*, thèse université Paris-I, 1973, vol.II, p.91



## *Table des annexes*

**Annexe I :** « *Encore et toujours* » Bertolt Brecht

**Annexe II :** Lettre ouverte de René Riesel au directeur départemental des services vétérinaires

**Annexe III :** « *à celui qui reste dans le doute* » poème extrait de l'ouvrage de Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes*, 1993

**Annexe IV :** « *sans profession ni fois* » poème extrait de l'ouvrage de Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes*, 1993

**Annexe V :** Lettre de René Riesel à José Bové, 2 Novembre 1999

***Annexe I : « Encore et toujours » Bertolt Brecht***

*Encore et toujours*

*Dans de nouvelles luttes*

*Jamais achevées, jamais liquidées*

*Combat l'homme épuisé,*

*Sans perspective*

*Encore et toujours*

*Le sol se dérobe*

*Et craquent les amis.*

*Tant de sols, tant d'amis différents ;*

*Ainsi use-t-il*

*Sa maigre part de confiance.*

*Et lui qui a tenu durant la nuit sans fin*

*Tout au long des combats*

*S'assurant souvent de qui venait*

*Ce sang sur sa joue,*

*Il aperçoit*

*Dans le jour qui se lève*

*Devant lui*

*A perte de vue*

*Les jeunes troupes*

*A peine entamées, mais bien reposées :*

*L'ennemi véritable.*

*Et*

*Tous les moyens de lutte*

*Lui font défaut :*  
*Parti au combat*  
*Avec des milliers d'autres,*  
*Il ne trouve pas de quoi manger pour lui*  
*Au point qu'il ne lui reste*  
*Rien d'autre à espérer*  
*Qu'une fois de plus*  
*Recommencer*  
*Et ajouter*  
*A ces anciennes défaites*  
*Une défaite nouvelle.*

*Bertolt Brecht, Poèmes,*  
*Trad. Gilbert Badia et Claude Duchet*

*Paris, Editions de l'Arche, 1968, t. IX, p. 12*

*Annexe II : Lettre ouverte de René Riesel au directeur départemental des services  
vétérinaires*

**LETTRE OUVERTE**

René Riesel

Vallongue

48210 Mas Saint-Chély

Vallongue, le 17 octobre 2009

M. Stephan Pinède

Directeur départemental des services vétérinaires

Zone Artisanale du Gévaudan

48000 Mende

Monsieur,

Après celui que vous m'aviez adressé le 18 août j'ai également reçu votre courrier recommandé, avec accusé de réception, du 30 septembre. Vous m'y mettez à nouveau « en

demeure de faire mettre en oeuvre par [mon] vétérinaire sanitaire une vaccination valable de [mes] animaux éligibles contre les sérotypes 1 et 8 de la FCO dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la réception de cette lettre ». Vous m'y informez aussi qu' « en l'absence de l'attestation, par [mon] vétérinaire sanitaire d'une première injection de primo-vaccination ou d'un rappel sous ces quinze jours, de même (en cas de primovaccination) qu'en l'absence d'une seconde injection dans le délai prévu par le laboratoire fabricant du vaccin utilisé », vous serez « contraint de transmettre à Madame le procureur de la République un procès-verbal de constatation du non-respect des mesures collectives obligatoires de prophylaxie des maladies animales, contravention pénale de 4<sup>ème</sup> classe. »

J'ai pris bonne note de vos injonctions. Je n'en persiste pas moins à refuser de soumettre mon cheptel à la vaccination contre l'un et l'autre des dits sérotypes. Ceci valant également pour celles qui pourraient se voir imposées à l'avenir contre tel ou tel des vingt-deux autres

sérotypes connus dont la manifestation sous nos latitudes est, comme on sait, des plus envisageables à plus ou moins brève échéance.

Je ne mentionnerai donc qu'à titre de curiosité un détail, forcément secondaire face à une si dangereuse maladie, indiscutablement vectorielle et non contagieuse, que votre précédent ministre de tutelle, désormais recasé dans l'industrie pharmaceutique, présentait sans rire comme la plus grande crise sanitaire depuis 50 ans : eussé-je été dans de plus dociles

dispositions qu'il m'aurait de toute façon été impossible d'obtempérer à votre sommation dans le délai imparti. Mes brebis sont en lutte ou gravides et, s'il faut en croire le chapitre 2.1.9, consacré à la *Blue Tongue*, du *Manuel des tests de diagnostic et des vaccins pour les ruminants terrestres* de l'O.I.E.-Organisation mondiale de la santé animale, « attenuated virus vaccines are teratogenic and should not be administered to pregnant sheep during the first half of pregnancy as this may cause fetal death and abnormalities ». De même, Newsom et Marsh (*Les maladies du mouton*, Vigot, Paris 1961, 2<sup>e</sup> édition américaine 1958) soulignaient déjà : « On a trouvé en Californie qu'il y avait un risque à vacciner les brebis gestantes. Schultz et De Lay (1955) signalent des pertes sérieuses chez les agneaux de brebis vaccinées alors qu'elles étaient pleines de 4 à 8 semaines. Beaucoup d'agneaux furent mort nés ou présentèrent des symptômes de développement cérébral imparfait. Il est donc recommandé de vacciner les brebis reproductrices au moins trois semaines avant la lutte, ou bien après les trois premiers mois de gestation. »

Je vous laisse libre de juger qu'il ne s'agirait là, en toute hypothèse, que de *dégâts collatéraux*, qui ne pèseraient rien en regard des bénéfices dont votre courrier fait maladroitement la *propagande*. Une telle conviction paraît du reste partagée car il est notoire qu'on ne s'est pas privé de faire n'importe quoi dans cette comique *blitzkrieg* antivirale, vaccinant des bêtes gestantes aussi bien que des animaux infectés, avec les résultats qu'il fallait attendre. Ceux-ci sont constatables par n'importe quel éleveur mais, malheureusement, « la qualité des données recueillies n'a pas toujours permis d'évaluer correctement le rôle réel du vaccin dans la survenue de l'effet indésirable » et l'A.F.S.S.A. ne peut faire autrement qu'en conclure : « À ce jour, les données recueillies ne remettent pas en cause le principe de la vaccination. » (A.F.S.S.A., 31 mai 2009)

C'est précisément ce que votre courrier comporte de propagande, d'intimidations et de mensonges implicites ou explicites qui donne tout son sens, bien au-delà des considérations qu'on pourrait émettre sur ses bénéficiaires directs (cette industrie de la pharmacie dont vous me recommandez de suivre les prescriptions), à la manipulation dont vous êtes l'exécutant.

Vous demeurez, là encore, libre de hausser les épaules : à considérer la pandémie étaticomédiatique autour de la redoutable grippe qu'on endigue en se mouchant dans son coude et qu'on soigne au paracétamol, qui se soucierait qu'on traite les ruminants *comme des hommes* ? Ainsi qu'on peut en faire quotidiennement le constat à tout propos, les perspectives sont d'ailleurs excellentes pour les agents du Ministère de la Peur et il relève de la *bonne gouvernance* d'avoir su vérifier, sous couvert de santé animale (et, prochainement, de « traçabilité » quand le puçage des moutons deviendra obligatoire *après* qu'on l'ait fait adopter aux hommes *librement*, sans la moindre coercition) qu'il en coûte finalement fort peu désormais pour perfectionner l'administration des hommes.

Je vois de l'intimidation et un mensonge implicite dans votre affirmation selon laquelle mon cheptel n'étant « pas valablement vacciné » il constituerait, « à ce titre, un cheptel dans lequel la circulation de la maladie pourra survenir avec les conséquences sanitaires et économiques que l'on connaît ».

Les données « épidémiologiques » du même O.I.E. signalent : « Taux de mortalité normalement faible chez les ovins mais pouvant atteindre 10 % lors de certaines épizooties. Maladie non contagieuse » et j'entends, ce qui ne regarde que moi, faire mon affaire de ce que vous appelez des « conséquences sanitaires et économiques » en accompagnant comme je le peux le développement d'immunités naturelles chez mes animaux.

Je refuse de les livrer aveuglément aux marchands de chimie et de me soumettre moi-même à cet exercice d'infantilisation ou plutôt de préparation aux futurs *états d'urgence*. Et si vous me comprenez mal, songez aux brasiers et aux dispositifs de la fièvre aphteuse ou, mieux encore, reportez-vous au *Guide d'aide à la décision pour la gestion du milieu agricole en cas d'accident nucléaire* que votre fonction vous interdit d'ignorer. Ce catalogue constamment mis à jour de monstruosité et d'inepties technocratiques est accessible, *transparence* oblige, sur le site Internet du ministère de l'agriculture mais on le verrait bien accompagner les liasses de formulaires « P.A.C. » adressées annuellement aux agriculteurs. Coproduit par l'Autorité de sûreté nucléaire (A.S.N.) et la Direction générale de l'alimentation (D.G.A.L.) avec le concours des Instituts techniques qui sont le fleuron de la « Profession », il est le résultat d'une initiative à l'origine de laquelle on trouve les fameuses Organisations professionnelles agricoles (« O.P.A. »). À la lumière du genre de sollicitude qui s'y exprime à l'endroit du bétail animal et humain on comprend mieux à quoi pourrait servir la discipline déjà acquise dans de précédentes « situations de crise » : fièvre aphteuse, varron, F.C.O. où l'*éradication* n'a cessé d'être le maître mot de l'impuissance bureaucratique.

3 Mais, surtout, vous n'ignorez pas qu'un troupeau non vacciné ne présente aucun risque pour les cheptels avoisinants. Dans le cas contraire que ne faudrait-il pas redouter du *réservoir* sans fond que constitue la « biodiversité » de nos « territoires » ? La nature ne vous facilite pas les choses : pas de vaccination envisageable pour les ruminants sauvages ! Mais il n'y a là bien sûr rien qui remette si peu que ce soit en cause la vérité statistique du seuil de 80 % d'animaux vaccinés que vous vous glorifiez immanquablement d'avoir atteint. À l'instar de la bureaucratie stalinienne exaltant régulièrement la pulvérisation des objectifs de ses plans quinquennaux ou, plus trivialement, du policier qui a *fait son chiffre*.

J'ajouterai trois remarques pour en finir avec cet aspect. La première est que les considérations alambiquées de l'O.I.E. à propos de la perspective inverse (culicoides transportant les virus atténués à partir d'animaux vaccinés) incitent au moins à une certaine perplexité. La seconde est qu'en vous targuant d'avoir gagné une bataille (« aucun foyer n'est recensé en Lozère à ce jour pour l'année 2009 (pour mémoire : 111 foyers en 2008) »), sans préciser sur quel critère — réactions sérologiques ? manifestations cliniques ? — est opéré un décompte si flatteur qu'il fait songer à la propagande pour les radars routiers ou la *vidéoprotection*, vous négligez délibérément de faire la part de l'effet provisoire des vaccinations et de l'effet plus durable de l'acquisition par les animaux d'une immunité naturelle que l'A.F.S.S.A elle-même ne conteste pas. La troisième remarque sera brève : on vaccine en Afrique du Sud depuis le début du XXe siècle.

Enfin, qui s'interdirait de voir que le mensonge, explicite cette fois, vole au secours de l'intimidation (mais vous êtes peut-être, sans le savoir, par habitude fonctionnelle en somme,

convaincu de la vertu des prophéties autoréalisatrices) dans cette partie de votre courrier où votre traitement de texte écrit que mon cheptel non « valablement vacciné (...) constitue, à ce titre, une exception dans notre département » ? Le nombre de lettres semblables que vous avez dû faire sortir de l'imprimante et envoyer le jour même aux autres coupables d'insubordination de ce département dément absolument cette assertion. Il n'est du reste pas besoin de participer à quelque « collectif » que ce soit ( quoique certains aient su produire un remarquable travail de *désintoxication*, je pense en particulier aux vétérinaires du G.I.E. Zone Verte) pour savoir que de telles « exceptions » persistent à se manifester ouvertement sur l'ensemble du territoire français.

Bien sûr, certains n'auront pas manqué de laisser la fermeté de leurs convictions s'éroder devant la menace, c'est ce sur quoi vous comptiez, mais de nombreux signes indiquent en même temps qu'après l'annonce par un ministre quelque peu bousculé d'une seconde campagne obligatoire (mais gratuite !) en 2010, et au vu des résultats de la première, il va vous falloir singulièrement *hausser le ton* contre de nouveaux récalcitrants pour continuer à faire régner l'ordre vaccinal.

Il ne me convient pas de vous y aider.

Je déclare ma solidarité pratique avec les autres opposants à cette campagne de vaccination forcée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

René Riesel

*Annexe III : « à celui qui reste dans le doute » poème extrait de l'ouvrage de Jaime Semprun, Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes, 1993*

*« A celui qui reste dans le doute » :*

*« Tu dis :*

*C'est la déroute dans notre camp.*

*Les ténèbres s'épaississent. Les forces s'épuisent.*

*Voilà, après tant d'années d'efforts,*

*Où nous en sommes : en plus mauvaise posture qu'au début.*

*L'ennemi, lui, n'a jamais été aussi puissant.*

*Il semble invincible et plein de ressources.*

*Des erreurs, nous en avons fait, ne le nions pas.*

*Nos rangs sont clairsemés.*

*Notre langage se défend mal de la confusion,*

*Et des mots qui étaient nôtres sont passés à l'ennemi.*

*Ce que nous avons dit, est ce faux désormais,*

*En partie ou totalement ?*

*Sur qui encore compter ? Sommes-nous des laissés pour compte,*

*Rejetés du fleuve de la vie ? Allons-nous rester en arrière,*

*Sans comprendre personne et plus compris d'aucun ?*

*Nous reste-t-il une chance ?*

*Que de questions tu poses ! N'attends*

*D'autres réponses que la tienne ! »*

*Annexe IV : « sans profession ni fois » poème extrait de l'ouvrage de Jaime Semprun,  
Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes, 1993*

*« Sans profession ni fois » :*

*Nous n'aimons pas les dilettantes,*

*Mais pas non plus les spécialistes.*

*Nous aimons l'absence de calcul, mais aussi la prévoyance, la prudence et la ruse.*

*Nous n'aimons ni ce qui dure après son temps,*

*Ni ce qui ne sait pas durer.*

*En un sens nous sommes bien de notre époque :*

*Nous tenons à elle comme à la corde le pendu.*

*Nous nous savions gens de passages,*

*Mais les villes que nous parcourions sont passées plus vite que nous.*

*Et où aller ?*

*Quand faut-il se reposer,*

*Où s'arrêter ?*

*Nous ne voulons ni commander ni obéir,*

*Mais écouter celui qui sait de quoi il parle,*

*Etre écoutés quand à notre tour nous savons.*

*Nous voulons que la pensée soit un plaisir,*

*Et que le plaisir ne soit pas sans idées.*

*Il nous faut la vie entière,*

*Sans feu ni lieu mais avec chaleur et confiance,*

*Sans patrie ni frontière, mais non pas sans fidélité.*

*Bref, nous sommes gens de notre époque*

*(Nous lui convenons aussi peu qu'elle nous convient)*

*Et nous ne désespérons pas d'accorder tout cela.*

## **Annexe V : Lettre de René Riesel à José Bové, 2 Novembre 1999**

Le 2 novembre 1999,

José,

Tu m'as téléphoné samedi dernier, pour la troisième fois depuis ta sortie de prison. Je n'avais, tu t'en doutais bien, littéralement plus rien à te dire. Pour ta part, tu saisisais à nouveau un prétexte des plus ténus (j'avais en effet eu le téléphone coupé pendant une dizaine de jours ; je n'étais pas allé à une réunion mouton à Clermont Ferrand ; bref on se demandait ce que je devenais) pour m'appeler.

Nous avons donc échangé quelques mots sans intérêt. Tout cela finissant par être assez pesant, je me suis allé à lâcher que, non, je ne participerai pas à la pantalonnade de Seattle et que tu avais dit tout et le contraire de tout depuis quelques semaines, camarade.

Cela t'a mené à constater qu'il serait peut-être utile que nous parlions et, pourquoi pas, en prenant le petit déjeuner, descente de train, à Paris. Un tel détour est inutile.

Nous avons travaillé pendant quelques trimestres en bonne intelligence autour de la question du génie génétique. Nos divergences d'approche étaient évidentes mais nous étions parvenus, dans l'élargissement de l'action entreprise et l'approfondissement de son sens, à donner à chacune d'elle l'espace dont elle avait besoin. Il nous est même arrivé d'en parler assez ouvertement.

Notre dernier contact avant ces trois communications téléphoniques s'était fait par personne interposée. A la lettre que je t'avais fait parvenir en prison très peu de jours avant ta mise en liberté, tu m'avais fait répondre que tu étais d'accord.

Si l'analyse rapide que je t'y proposais était succincte, elle était juste, ce que la suite n'a cessé de démontrer. Tu as choisi de fermer les fragiles perspectives qui s'ouvraient en te livrant à la fréquentation ostentatoire des plus inqualifiables canailles, au bouche à bouche sur le premier social-traître venu, aux plus honteuses alliances, aux plus pitoyables pitreries consensuelles. Tu as su faire mieux, par tes propres moyens, que ce contre quoi je te mettais en garde.

N'imagine pas que cette divergence-là, une de trop, puisse être qualifiée de tactique. Nous n'avons pas les mêmes méthodes et pas les mêmes fréquentations parce que nous n'avons pas les mêmes buts, c'est tout.

Sais-tu ce qu'on dit dans les banlieues, parmi les jeunes pauvres que tes amis citoyens rêvent d'inclure dans leur monde de merde et leur commerce équitable ? «Bové, il a paumé sa jupe !» Ce qui signifie à peu près : «il marche à côté de ses pompes». Voilà un jugement plus sûr que celui de n'importe quel tribunal international.

Il faudra bien qu'il soit rendu public.

René Riesel

## *Bibliographie*

### Sources primaires

#### **Encyclopédie des Nuisances**

Textes publiés entre novembre 1984 et avril 1992 constitutifs de l'Encyclopédie des Nuisances :

##### Tome 1

- Fascicule 1, novembre 1984 : Discours préliminaire
- Fascicule 2, février 1985 : Histoire de dix ans
- Fascicule 3, mai 1985 : Ab absurdo - Abadie – Abaissement
- Fascicule 4, août 1985 : Abandon - Abaque - A bas !
- Fascicule 5, novembre 1985 : Abasoudir - Abat-faim – Abattage
- Fascicule 6, février 1986 : Abâtardissement - Abattage - Abbé - Abdelkader - Abderrahman - Abdication – Abécédaire
- Fascicule 7, mai 1986 : Abeille - Abélard - Aberration – Abêtissement
- Fascicule 8, août 1986 : Abîme
- Fascicule 9, novembre 1986 : Ab irato - Abjection - Abjuration – Ablation
- Fascicule 10, février 1987 : Ablette - Ablution - Abnégation - Aboiement – Abois
- Fascicule 11, juin 1987 : Abolir - Abolition - Abolitionniste - Abomination – Abondance
- Fascicule 12, février 1988 : Abonnir – Aborder
- Fascicule 13, juillet 1988 : Aborigène - Aborner - Abortif - Abou Simbel - Aboulie - Aboutissants – Aboutissement

##### Tome 2

- Fascicule 14, novembre 1989 : Ab ovo
- Fascicule 15, avril 1992 : Abracadabra - Abracadabrant - Abramboé - Abrégé – Abrenuntio

Encyclopédie des Nuisances, *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996

Encyclopédie des Nuisances, *Relevé provisoire de nos griefs contre le despotisme de la vitesse à l'occasion de l'extension des lignes du TGV* (1991), Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1998

Kaczynski Theodore, *La société industrielle et son avenir*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1998

Mandosio Jean-Marc, *Après l'effondrement, Notes sur l'utopie néotechnologique*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2000

Mandosio Jean-Marc, *D'or et de sable*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008

Mandosio Jean-Marc, *Longévité d'une imposture Michel Foucault, suivi de Foucaultphiles et foucaulâtres*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2010

Michon Arnaud, *Le sens du vent. Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2010

Morris William, *L'âge de l'ersatz, et autres textes contre la civilisation moderne*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996

Mumford Lewis, *Les transformations de l'homme* [1956], Paris Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008

Papaïoannou Kostas, *L'idéologie froide : Essai sur le dépérissement du marxisme* [1967], Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2009

Riesel René, interview au quotidien *Libération*, « Les progrès de la soumission vont à une vitesse effroyable. Du situationnisme à la Confédération paysanne, un penseur de la radicalité », 3 février 2001, en ligne, consulté le 14 septembre 2014

Riesel René, *Du progrès dans la domestication*, Editions de L'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2003

Riesel René, Semprun Jaime, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008

Semprun Jaime, *La nucléarisation du monde* [1986], Paris, Editions Ivrea, 2008

Semprun Jaime, *Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1993

Semprun Jaime, *L'abîme se repeuple*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1997

Semprun Jaime, *Discours préliminaire de l'Encyclopédie des Nuisances* [Novembre 1984], Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2009

### **Editions de la Roue**

Amoròs Miguel, *La lampe hors de l'horloge*, La Taillade, Editions de la Roue, 2014

Amoròs Miguel, Préliminaires, *Une perspective anti-industrielle*, La Taillade, Editions de la Roue, 2015

### **Pièces et main d'œuvre**

Pièces et main d'œuvre, Gaillard Frédéric, *L'industrie de la contrainte*, Paris, Editions L'Echappée, 2011

Pièces et main d'œuvre, *Manifeste des Chimpanzés du futur contre le transhummanisme*, Paris, Editions L'Echappée, 2017

Pièces et main d'œuvre, *Reproduction artificielle "pour toutes" : le stade infantile du transhumanisme*, 17 Juin 2018, téléchargé sur le site internet : <http://www.piecesetmaindoeuvre.com>

### **Notes et morceaux choisis**

Louart Bertrand, Extrait de l'éditorial de *Notes et Morceaux choisis*, n°7, Octobre 2006, consulté sur le site internet : [sniadecki.wordpress.com](http://sniadecki.wordpress.com), consulté le 21 Mars 2015

Louart Bertrand, *Quelques éléments d'une critique de la société industrielle*, Document diffusé en ligne, 2014, <https://sniadecki.wordpress.com/2014/03/22/nmc-liste/>

### **Collectif Oblomoff**

OBLOMOFF, *Un futur sans avenir. Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*, Montreuil, Editions de L'échappée, coll. Pour en finir avec, 2009

## Sources Secondaires

### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages universitaires**

Abensour Miguel, *Les formes de l'utopie socialiste et communiste. Essai sur le communisme critique et l'utopie*, thèse université Paris-I, 1973, vol.II

Abensour Miguel, *La démocratie contre l'Etat*, Paris, Editions du Félin, 2004

Adorno Theodore W., Horkheimer Max, *La Dialectique de la Raison. Fragments philosophiques* (1947), Paris, Gallimard, 1974

Anders Günther, *L'Obsolescence de l'homme* [1956], Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002

Andolfatto Dominique, Labbé Dominique, *Sociologie des syndicats*, La Découverte, « Repères », 2011, 128 pages. ISBN : 9782707170125. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/sociologie-des-syndicats--9782707170125.htm>

Arendt Hannah, *Les origines du totalitarisme* [1951], Paris, Editions Gallimard, 2002

Arendt Hannah, *Le système totalitaire*, Paris, Le Seuil, 1972

Ariès Paul, *Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance* [2009], Montréal, Les Editions Ecosociété, 2017

Aron Raymond, *L'opium des intellectuels*, Calmann-Lévy, 1955

Aron Raymond, *Démocratie et totalitarisme* [1965], Paris, Editions Gallimard, 1987

Aron Robert, Dandieu Arnaud, *La Révolution nécessaire*, Paris, Grasset, 1933

Arvon Henri, « Chapitre II. La société », dans *L'Anarchisme au XXe siècle*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « L'Historien », 1979, pp.62-97. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/anarchisme-au-XXe-siecle--9782130357889-page-62.htm>

Berthelot Jean-Michel, « Chapitre 10. La science n'est-elle qu'une nouvelle mythologie ? La confusion des croyances », In Jean-Michel Berthelot, *L'emprise du vrai. Connaissance scientifique et modernité*, sous Paris, Presses Universitaires de France, « Sociologie d'aujourd'hui », 2008, pp.183-198. URL : <http://www-cairn.info.docelec.u-bordeaux.fr/l-emprise-du-vrai--9782130550761-page-183.htm>

- Besnier Jean-Michel, *Demain les posthumains : le futur a-t-il encore besoin de nous ?*, Paris, Fayard, 2012
- Biagini Cedric, Carnino Guillaume, *Les luddites en France. Résistance à l'industrialisation et à l'uniformisation*, Montreuil, Editions L'échappée, 2010
- Bookchin Murray, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, Atelier de Création Libertaire, Lyon, 2003. (Premier chapitre de M. Bookchin, *The ecology of freedom*, Cheshire Books, Palo Alto, 1982.)
- Boudon Raymond, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1986
- Bouquin S., Court M., Den Hond C. (dir.), 2017, *La commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, Paris/Bruxelles, Syllepses/Critica
- Bourg Dominique, *Les scénarios de l'écologie*, Paris, Hachette, col. Questions de société, 1996
- Braud Philippe, *Sociologie politique*, Paris, lextenso éditions, 2008, 9e éditions
- Braud Philippe, *La science politique*, Paris, Presses Universitaires de France, Que-sais-je ?, 2014
- Bruneteau Bernard, *L'Age totalitaire, Idées reçues sur le totalitarisme*, Paris, Editions Le Cavalier Bleu, 2011
- Castoriadis Cornelius, Lefort Claude et Morin Edgar, *Mai 68 : la Brèche, suivi de Vingt ans après*, Paris, Fayard, 2008
- Clastres Pierre, *La société contre l'Etat*, Paris, Les éditions de Minuit, 1974
- de Cleyre Voltairine, *De l'action directe*, Paris, Editions du Sextant, 2010
- Crapez Marc, *La gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race dans le sillage des lumières*, coll. Pensées politiques et sciences sociales, Paris, Berg International, 1997
- Desanti Dominique, *Les socialistes de l'utopie*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1970
- Dosse François, « 6. L'histoire des concepts », *La marche des idées*, Paris, La Découverte, col. « Armillaire », 2003

Dufoing Frédéric, *L'écologie radicale*, Gollion (Suisse), Infolio éditions, 2012

Dulong Delphine, *Sociologie des institutions politiques*, Paris, La Découverte, 2012

Elias Norbert, *La Dynamique de l'occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975

Ellul Jacques, *Propagandes*, Paris, Armand Colin, 1962, nouvelle édition, Economica, 1990

Ellul Jacques, *Le système technicien* [1977], Paris, Le cherche Midi, 2004

Ellul Jacques, *Changer de révolution. L'inéluctable prolétariat*, Paris, Le Seuil, 1982

Ellul Jacques, *Autopsie de la révolution*, Paris, La Table Ronde, coll. « La petite vermillon », 2008

Ellul Jacques, *Théologie et Technique. Pour une éthique de la non-puissance*, Textes établis par Sivor, Danielle et Yves Ellul Introduction de Frédéric Rognon. Genève, Labor et Fides, coll. « Philosophie », 2014

Favre Pierre et Monique, *Les marxismes après Marx* [1970], Que sais-je ?, Paris, Presses Universitaires de France, 1975

Filoramo Giovanni, « Métamorphoses d'Hermès. Le sacré ésotérique de l'écologie profonde », dans Danièle Hervieu-Léger, *Religion et Écologie*, Paris, Éd. du Cerf, 1993

Folco Jonathan David, *À nous la ville ! Traité de municipalisme*, Montréal, Éditions Écosociété, 2017

Fregosi Renée, *Les nouveaux autoritaires. Justiciers, censeurs et autocrates*, Paris, Editions du Moment, 2016

Giddens Anthony, *La constitution de la société*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987

Gilles Bertrand, *Histoires des techniques*, Gallimard, 1978

Gorz André, *Vers la société libérée*, livre audio, [INA 1991], INA Editons Textuel 2009

Gras Alain, *Le choix du feu : aux origines de la crise climatique*, Paris, Fayard, 2007

Grojean Olivier, *La révolution Kurde*, Paris, La Découverte, 2017

Guiton Amaelle, *Hackers. Au coeur de la résistance numérique*, Paris, Editions au Diable Vauvert, 2013

Hayes Graeme, Ollitrault Sylvie, *La désobéissance civile*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2013, 186 pages. ISBN : 9782724614268. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/la-desobeissance-civile--9782724614268.htm>

Hiez David, Villalba Bruno, *La Désobéissance civile. approches politique et juridique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2008 (ouvrage collectif)

Huntington Samuel P., *Le choc des civilisations*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997

Illich Ivan, *La convivialité*, Paris, Editions du Seuil, 1973

Jaeger Werner (trad. André et Simonne Devyver), *Paideia : La formation de l'homme grec. La Grèce archaïque, le génie d'Athènes*, Paris, Gallimard, 1964 (réimpr. 1988)

Jarrige François, *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014

Jaurès Jean, *Histoire socialiste, 1789-1900*, volume XI, « La Commune », Louis Dubreuilh (1908)

Jaurès Jean, « La Guerre Franco-Allemande », *Histoire socialiste, 1789-1900*, volume XI

Johannes, R. E. 1993. « *Integrating Traditional Ecological Knowledge and Management with Environmental Impact Assessment* », dans Inglis, Julian T. (dir. publ.), *Traditional Ecological Knowledge : Concepts and Cases*, Ottawa, Canadian Museum of Nature/IDRC

Jourdain Édouard, *L'anarchisme*. La Découverte, « Repères », 2013, 128 pages. ISBN : 9782707169099. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/l-anarchisme--9782707169099.htm>

Kriesi Hanspeter, *Les démocraties occidentales une approche comparée*, Paris, Editions Economica, 1994

Lahsen Abdelmalki, Mundler Patrick, « Chapitre 1. La prise en compte des ressources naturelles et de l'environnement dans la pensée économique », dans *Économie de l'environnement et du développement durable*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, « Le point sur... Économie », 2010, p. 11-36. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-399>

bordeaux.fr/economie-de-l-environnement-et-du-developpement--9782804131326-page-11.htm

Lapierre Jean-William, *Vivre sans Etat ? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale*, Paris, Seuil, 1977

Letonturier Eric, *Les utopies*, Paris, CNRS Editons, col. « Les essentiels d'Hermès », 2013 (ouvrage collectif)

Luquet Jean-Marc, *Sortir de l'industrialisme*, Lyon, Le pédalo ivre, 2011 (ouvrage collectif)

Malia Martin, *Histoire des révolutions*, traduit de l'anglais (États-unis) par Bury Laurent. Tallandier, « Hors collection », 2008, 464 pages. ISBN : 9782847344950. DOI : 10.3917/talla.malia.2008.01. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/histoire-des-revolutions--9782847344950.htm>

Mannheim Karl, *Idéologie et Utopie* [1929], Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956, version numérique réalisée par Jean-Marie Tremblay, dans le cadre de la collection: « Les classiques des sciences sociales », [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Marcuse Herbert, *La fin de l'utopie*, Neuchâtel (Suisse), Editions Delachaux et Niestlé, 1968

Marx Karl, *OEuvres Complètes de Marx, OEuvres Philosophiques*, 1932, Editions Costes, Tr. J. Molitor, vol. IV

Marx Karl, *Manuscrits de 1844*, Paris, Editions sociales, 1972

Mattelart Armand, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale* [1999], Paris, La Découverte, 2009

Moatti Alexandre, *Alterscience : postures, dogmes, idéologies*, Paris, Odile Jacob, 2013

Mossé Claude, *Les institutions politiques grecques à l'époque classique*, Paris, Armand Colin, 1967

Nay Olivier, *Histoire des idées politiques* [2004], Paris, Armand Colin, 2009

Ollitrault Sylvie, Villalba Bruno, « 67. Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises », dans *Histoire*

*des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*. Paris, La Découverte, « Poche/Sciences humaines et sociales », 2014, p. 716-723. URL: <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/histoire-des-mouvements-sociaux-en-france--9782707169853-page-716.htm>

Pigenet Michel, *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte « Poche/Sciences humaines et sociales », 2014 (ouvrage collectif)

Proudhon Pierre Joseph, *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution*, Paris, E. Dentu, 1863, (version numérique consultée sur le site de la BNF, [www.gallica.BNF.fr](http://www.gallica.BNF.fr))

Racault Jean-Michel, *Nulle part et ses environs, voyage aux confins de l'utopie littéraire classique (1657-1802)*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003 (ouvrage collectif)

Ricoeur Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Editions du Seuil, 2005

Roch Philippe, Bourg Dominique, *Crise écologique crise des valeurs ? Défis pour l'anthropologie et la spiritualité*, Genève, Labor et Fides, 2010

Rodriguez-Araujo Octavio, *Gauches et gauchisme, de la première internationale à Porto Alegre*, L'Atalante, col. Comme un accordéon, Nantes, 2004

Rosanvallon Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Paris, Editions du Seuil, 1976

Rousseau Jean-Jacques, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, Gallimard, col. Folio/Histoire, 2006

Rousseau Jean-Jacques, *Du contrat social ou Principes du droit politique*, consulté en ligne sur [www.gallica.bnf.fr](http://www.gallica.bnf.fr), Editeur M.-M. Rey, Amsterdam, 1762

Sale K., « Author's Note », *Rebels Against the Future. The Luddites and Their War on the Industrial Revolution. Lessons for the Computer Age*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1995

Skornicki Arnault, Tournadre Jérôme, *La nouvelle histoire des idées politiques*, La Découverte, Paris, 2015, col. Repères

Taguieff Pierre-André, *Les Contre-révolutionnaires, le progressisme entre illusion et imposture*, Paris, Editions Denoël, 2007

de Tocqueville Alexis, *De la démocratie en Amérique*, tome II, Partie IV, Chapitre VI, Edition électronique réalisée à partir de la 13e édition du livre parue en 1840, consultée sur le site : <http://classiques.uqac.ca/>

Touraine Alain, *Critique de la modernité*, Paris, Les Editions Fayard, 1992, Col. Le livre de poche

Troude-Chastenet Patrick, « Critique de la politique et du politique dans l'œuvre de Jacques Ellul », *Jacques Ellul. Penseur sans frontières*, Bordeaux, L'esprit du temps, 2005

Trousseau Raymond, *Voyages aux pays de nulle part. Histoire littéraire de la pensée utopique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1999

Türk Pauline, *Principes fondamentaux de droit constitutionnel*, 6e Editions, Paris, Gualino, 2013

Vincent Jean-Philippe, *Qu'est-ce que le conservatisme ? Histoire intellectuelle d'une idée politique*, Paris, Les belles lettres, 2016

White Lynn, « The Historical Roots of Our Ecologic Crisis » (1967), trad. in Philippe Roch et Dominique Bourg (dir.), *Crise écologique crise des valeurs ? Défis pour l'anthropologie et la spiritualité*, Genève, Labor et Fides, 2010

Wright Erik Olin, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2017

### **Articles universitaires**

Accolas Sophie, Durieux Jacob, Planeix Ariel, « Anthropologie et anarchisme », *Journal des anthropologues*, 2018/1 (n° 152-153), p. 15-24. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-journal-des-anthropologues-2018-1-page-15.htm>

Aron Raymond, « L'essence du totalitarisme. À propos de Hannah Arendt », *Commentaire*, 2005/4 (Numéro 112), p. 943-954. DOI : 10.3917/comm.112.0943. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-commentaire-2005-4-page-943.htm>

Baby Sophie, « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3 (N° 127), p. 42-57. DOI : 10.3917/ving.127.0042. URL :

<https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2015-3-page-42.htm>

Barbe Frédéric, « La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l’habiter comme politique », *Norois*, Revue en Ligne, Presses Universitaires de Rennes, 2016

Baubérot Arnaud, « Les Naturiens libertaires ou le retour à l’anarchisme préhistorique », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2013/1 (n° 31), p. 117-136. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-mil-neuf-cent-2013-1-page-117.htm>

Binfield Kevin, « Luddites et luddisme », *Tumultes*, 2006/2 (n° 27), p. 159-171. DOI : 10.3917/tumu.027.0159. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-tumultes-2006-2-page-159.htm>

Bourdeau Vincent, Jarrige François, Vincent Julien, « Le passé d'une désillusion : les luddites et la critique de la machine », *Actuel Marx*, 2006/1 (n° 39), p. 145-165. DOI : 10.3917/amx.039.0145. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-actuel-marx-2006-1-page-145.htm>

Braconnier Céline, « Chapitre 1 - L’abstention et la participation électorales », dans *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche....* Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2017, p. 37-68. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/sociologie-plurielle-des-comportements-politiques--9782724620153-page-37.htm>

Carillon R., « Le progrès mécanique en agriculture, de 1938 à 1958 », In: *Économie rurale*. N°39-40, 1959. L'économie agricole française 1938 – 1958

Cohendet Marie- Anne, « Une crise de la représentation politique ? », *Cités*, 2004/2 (n° 18), p. 41-61. DOI : 10.3917/cite.018.0041. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-cites-2004-2-page-41.htm>

Collombon Maya, « Les à-côtés du zapatisme contemporain. Réseaux de résistance et mobilisations dans le Chiapas des années 2000 », *Mouvements* 2013/4 (n° 76), p. 117-129. DOI 10.3917/mouv.076.0117

Cossart Paula, « Le communalisme comme « utopie réelle » », *Participations*, 2017/3 (N° 19), pp.245-268. DOI : 10.3917/parti.019.0245. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-participations-2017-3-page-245.htm>

Dagiral Éric, « Administration électronique », *Communications*, 2011/1 (n° 88), p. 9-17. DOI : 10.3917/commu.088.0009. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-communications-2011-1-page-9.htm>

Daguzan Jean-François, « Mémoire de la guerre civile espagnole : reconquête d'une mémoire amputée par la moitié », *Confluences Méditerranée*, 2014/1 (N° 88), p. 171-184. DOI : 10.3917/come.088.0171. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-confluences-mediterranee-2014-1-page-171.htm>

Demelemestre Gaëlle, « La démocratie directe athénienne », *Cités* 2010/4 (n° 44), p. 137-158. DOI 10.3917/cite.044.0137

Dion Léon, « La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme », *la revue Recherches sociographiques*, vol.7, no 1-2, janvier-août1966, pp. 23-38. Québec : PUL

Eklöf Amirell Stefan, « La piraterie maritime en Afrique contemporaine. Ressorts locaux et internationaux des activités de piraterie au Nigeria et en Somalie », *Politique africaine*, 2009/4 (N° 116), p. 97-119. DOI : 10.3917/polaf.116.0097. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-politique-africaine-2009-4-page-97.htm>

Favre, Henri « Chiapas 1993. Tentative d'analyse d'une situation insurrectionnelle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2002/5 (57e année)

Ellul Jacques, « Information et Propagande », *Diogène*, n°18, Avril 1957, p.89

Fistetti Francesco, « Le convivialisme, « un contre-mouvement » du XXIè siècle », *Revue du MAUSS*, 2016/2, (n°48)

Gauchet Marcel, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n°60, mai-aout 1990

Ionita Irina, « L'empathie et les générations futures : une leçon iroquoise », *Finance&Bien Commun* 2010/2 (No 37-38), p. 143-157. DOI 10.3917/fbc.037.0143

Itçaina Xavier, Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque elb, article consulté en ligne sur <https://journals.openedition.org/etudesrurales/8222#tocto1n3>, première consultation le 26/09/2017

Jacquain Philippe, « Étaient-ils les premiers écologistes ? », *L'Histoire*, n°253, février 1983, *Les Collections de L'Histoire*, n°54, janvier 212

Javeau Claude, *Les paradoxes de la postmodernité*, Paris, Presses Universitaires de France, « L'Interrogation philosophique », 2007, p. 19-35. URL : <http://www.cairn.info/doi/10.3917/les-paradoxes-de-la-postmodernite--9782130556206-page-19.htm>

Julliard Jacques, « Gauche : du progressisme social au libéralisme moral », *Le Débat*, 2000/3 (n°110)

Kechidi Med, *La théorie de la structuration : Une analyse des formes et des dynamiques organisationnelles*, Relations industrielles, Département des relations industrielles de l'Université Laval, Volume 60, numéro 2, Printemps 2005, ISSN : 1703-8138

Kernalegenn Tudi, « Les gauches alternatives à la découverte des régions dans les années 1968 », *Revue historique* 2018/1 (n° 685), p. 147-166. DOI 10.3917/rhis.181.0147

Kuntz Marcel, « Le postmodernisme contre la science », *Commentaire*, 2014/3 (Numéro 147), p.583-590. DOI : 10.3917/comm.147.0583. URL : <http://www.cairn.info/doi/10.3917/comm.147.0583>

Laval Christian, « Le progressisme de Marx et la politique athée. Quatre rapports possibles à Marx », *Revue du MAUSS* 2009/2 (n°34)

Lazar Marc, Matard-Bonucci Marie-Anne, « Introduction », dans *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*. Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire », 2010, p. 5-14. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/l-italie-des-annees-de-plomb--9782746713833-page-5.htm>

Luzi Jacques, « Quelques réflexions autour de la question posée par Murray Bookchin : « Qu'est-ce que l'écologie sociale ? » », *Ecologie & politique*, vol. 41, n°1, 2011

Machet Laurence, Larré Lionel, « William Bartram a-t-il inventé l'Indien écologiste ? », *ELOHI*, 4 | 2013, pp.11-30

Maestrutti Marina, « Chapitre 3. Humain, transhumain, posthumain. Représentations du corps entre incomplétude et amélioration », *Journal International de Bioéthique* 2011/3 (Vol. 22)

Martin Jean-Philippe, « Les contestations paysannes autour de 1968. Des luttes novatrices mais isolées », *Histoire & Sociétés Rurales* 2014/1 (Vol. 41)

Naess Arne, « The Shallow and the Deep, Long-Rang Ecology Movement. A Summary », *Inquiry*, vol. 16, 1973, p. 95-100. Trad. française de Hicham-Stéphane Afeissa, dans *Éthique de l'environnement*, Paris, Vrin

Pierre Marie, « Les entreprises autogérées au Portugal, de la révolution des OEilletts à l'économie sociale », *RECMA*, 2016/4 (N° 342), p. 86-100. DOI : 10.7202/1038128ar. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-recma-2016-4-page-86.htm>

Pitrou Perig, Dalsuet Anne, Hurand Bérengère, « Modélisation, construction et imitation des processus vitaux. Approche pluridisciplinaire du biomimétisme », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 23, n°4, 2015

Raynaud Philippe, « Les nouvelles radicalités. De l'extrême gauche en philosophie », *Le Débat* 1999/3 (n°105)

Rayner Hervé, « Protéger, subir et réprimer : la délicate « gestion » du terrorisme par l'État Italien durant les « années de plomb » », dans *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*. Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire », 2010

Robert Virginie, « Alerte rouge au Chiapas ? », *Mouvements*, 2005/5 (no 42), pp.98-102. DOI : 10.3917/mouv.042.0098. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-mouvements-2005-5-page-98.htm>

Rosanvallon Pierre, « Pour une histoire conceptuelle du politique (note de travail) », *Revue de synthèse*, IVe série, n. 1-2, janvier 1986

Roué Marie, Nakashima Douglas « Des savoirs « traditionnels » pour évaluer les impacts environnementaux du développement moderne et occidental », *Revue internationale des sciences sociales* 2002/3 (n° 173), p. 377-387. DOI 10.3917/riss.173.0377

Scouart Marie, Lambin Éric F, « Approche systémique des causes de la déforestation en Amazonie brésilienne : syndromes, synergies et rétroactions », *L'Espace géographique*,

2006/3 (Tome 35), p. 241-254. DOI : 10.3917/eg.353.0241. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-espace-geographique-2006-3-page-241.htm>

Troude-Chastenet Patrick, « Communication et société technicienne », *In Cahiers Jacques Ellul, n°4, La Propagande*, Association Internationale Jacques Ellul, Bordeaux, 2006

Troude-Chastenet Patrick, « La politique », *Cahiers Jacques Ellul*, Bordeaux, L'Esprit du Temps, 2008

de la Vega Xavier, « Quand les hackers s'en mêlent », *Sciences humaines*, 2011/9 (N° 229), p. 19-19. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/magazine-sciences-humaines-2011-9-page-19.htm>

White D., Gideon K., 2011, « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme : la pensée anti-autoritaire et la quête de sociétés auto-organisées », *Écologie & politique*, 41

### **Dictionnaires et Encyclopédies**

Alvarenga Raphaël, Carré Louis, « Théorie critique », 2008, *In V. Bourdeau & R. Merrill, DicoPo, Dictionnaire de théorie politique*

Bourg Dominique, Papaux Alain, *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015 (ouvrage collectif)

Ellul Jacques, « PROGRESSISME ». In Universalis éducation [en ligne]. Encyclopædia Universalis, consulté le 18 mai 2017. Disponible sur <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/progressisme/>

Hottois Gilbert, Missa Jean-Noël, Perbal Laurence, *L'humain et ses préfixes. Une Encyclopédie du transhumanisme et du posthumanisme*, dir. Gilbert Hottois, Jean-Noël Missa et Laurence Perbal, Paris, Librairie Philosophique J. VRIN, 2015 (ouvrage collectif)

Lalande André, « Dialectique », *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, Société française de philosophie, 1932

Le Petit Robert de la langue française, Edition 2017

Riot-Sarcey Michèle, Bouchet Thomas et Picon Antoine, *Dictionnaire des utopies*, Paris, Larousse, 2007 (ouvrage collectif)

de La Roncière Charles-Marie, « Florence république de ». In Universalis éducation [en ligne]. Encyclopédie universalis, consulté le 26 avril 2016. Disponible sur <http://www.universalis-edu.com/encyclopédie/republique-de-florence/>

Studer Brigitte, « Totalitarisme », *Encyclopaedia universalis*, Paris, Encyclopaedia universalis France, 2008, consulté en ligne sur le site [www.universalis-edu.com](http://www.universalis-edu.com)

de Waresquiel Emmanuel, *Le siècle rebelle. Dictionnaire de la contestation au XXe siècle*, Paris, Larousse, 1999

### **Sites internet et autres textes consultés sur internet**

Bensaïd Daniel, *Les Annales franco-allemandes ou « le tournant parisien » de Marx*, consulté le 27 Mai 2016 sur <http://danielbensaid.org>

la Bible, Genèse, Verset 26, Texte biblique de la Bible Version Segond 21, 2007, Société Biblique de Genève, version numérique consultée sur le site : [www.bible.com](http://www.bible.com)

Pannekoek Anton, *Le matérialisme historique* [1919], publié pour la première fois en néerlandais dans *De Nieuwe Tijd*, archive numérique du site internet <https://www.marxists.org/francais/pannekoek/>

Semal Luc, « Alain Gras, 2007, *Le Choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Fayard, 281 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures, Publications de 2007, mis en ligne le 05 février 2008, consulté le 29 septembre 2016. URL : <http://developpementdurable.revues.org/4803>

### **Autres ouvrages et extraits d'ouvrages**

Bance Pierre, *Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique*, Paris, Éditions Noir et Rouge, 2017

Campanella Tommaso, *La cité du soleil* [1602], Genève, Librairie Droz, col. Classiques de la pensée politique, 2000

(CFDT), *Les dégâts du progrès, Les travailleurs face au changement technique*, En collaboration avec la CFDT, Le Seuil, 1977

Charbonneau Bernard, *Le Jardin de Babylone* [1969 Editions Gallimard], Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002

Conner Clifford D., *Histoire populaire des sciences* [2005], Paris, Editions de l'échappée, 2011

Debord Guy, *OEuvres*, Paris, Editions Gallimard, 2006

Ferry Luc, *Le Nouvel ordre écologique*, Paris, Grasset, 1992

Feuerbach Ludwig, « Première Partie », In Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande* [1845], Traduction française de 1952, version numérique obtenue sur le site internet

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\\_Marx/ideologie\\_allemande/Ideologie\\_allemande](http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/ideologie_allemande/Ideologie_allemande)

Finkielkraut Alain, *Un coeur intelligent*, Paris, Stock/Flammarion, 2009

Gaillard Frédéric, *Le soleil en face. Rapports sur les calamités de l'industrie solaire et de prétendues énergies renouvelables*, Paris, Editions L'Echappée, 2012

Georgescu-Roegen Nicholas, *La décroissance. Entropie-Ecologie-Economie* [1979], Paris, Editions Sang de la terre, 1995

Gregory Owen, *Meccania, Le super Etat* [1918], Bordeaux, Editions de l'Île Oubliée

Huxley Aldous, *Le meilleur des mondes* [1932], Paris, Pocket, 2017

Kundera Milan, *Le Rideau*, Paris, Gallimard, 2006

More Thomas, *L'utopie*, Paris, Mame, 1978

Porquet Jean-Luc, *Jacques Ellul l'homme qui avait (presque) tout prévu*, Paris, Le cherche midi, col. Documents, 2003

Rifkin Jérémy, *La troisième révolution industrielle*, Paris, Les liens qui libèrent Editions, 2012

#### **Autres type d'articles (presse, militant, brochure...)**

Bookchin Murray, Traduction de "Anarchism: Past and Present", pour la revue Anarchies, St.-Etienne-Les-Orgues, 1984

Comité de rédaction de la revue Entropia, « Décroissance et politique », *Entropia*, n°1, Octobre 2006

Genko Alexandre, « La décroissance, une utopie sans danger ? », *Entropia*, n°4, Printemps 2008

Latouche Serge, « La décroissance : un projet politique », *Entropia*, n°1, Octobre 2006, version numérique paru le 8 janvier 2012, <https://www.entropia-la-revue.org/spip.php?article101>

Lindenberg Daniel, « Le Rappel à l'ordre, suite et pas fin », *La pensée de midi*, 2008/4 (N°26) (PSU) « Résolution de la Fédération Bretonne du PSU à Mûr-de-Bretagne », *Le Combat Socialiste*, no 790-19, novembre 1975

de Ravnigan Antoine, « Nucléaire : avenir bouché », *Alternatives économiques*, vol. 372, no. 10, 2017

### **Cours Universitaire**

Bourmaud Daniel, autoritarismes et totalitarismes, cours donné en 2012 aux élèves de Master II de science politique, Pensées et régimes politiques, au sein de l'Université de Bordeaux

Troude-Chastenet Patrick, Cours de Master II, *Technique et politique, la pensée de Jacques Ellul*, Université de Bordeaux. Année universitaire 2011-2012

### **Thèse universitaire**

Himeur Emilie, *Une autre théorie critique : l'histoire intellectuelle de la revue nord-américaine Telos, 1968-2001*, thèse de doctorat sous la direction du Professeur Patrick Troude-Chastenet, 2014

## *Table des matières*

Remerciements.....	3
Sommaire.....	5
<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>7</b>
PRESENTATION DE L'OBJET D'ETUDE « UTOPIE ANTI-INDUSTRIELLE » .....	8
<i>Retour sur le concept d'utopie.....</i>	<i>8</i>
<i>Présentation de la pensée anti-industrielle .....</i>	<i>12</i>
<i>Retour sur le concept d'industrialisme .....</i>	<i>16</i>
CONSTRUCTION DE LA PROBLEMATIQUE.....	17
<i>Enigme de recherche .....</i>	<i>17</i>
<i>La conception d'une grille d'analyse intégrant l'utopie.....</i>	<i>19</i>
<i>Hypothèse de travail.....</i>	<i>22</i>
<i>Problématique et thèse dans la thèse.....</i>	<i>22</i>
CADRE THEORIQUE .....	24
ANNONCE DU PLAN.....	27
<i>Présentation de la première partie .....</i>	<i>27</i>
<i>Présentation de la seconde partie .....</i>	<i>29</i>
<b>PREMIERE PARTIE - DU MATERIALISME DIALECTIQUE A LA SOCIETE INDUSTRIELLE TOTALITAIRE .....</b>	<b>31</b>
<b>ANALYSER LE MONDE COMME UN ANTI-INDUSTRIEL .....</b>	<b>31</b>
INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE .....	33
CHAPITRE I.....	37
MARXISME ET CRITIQUE ANTI-TECHNICISTE : DEUX PILIERS DE L'ANALYSE ANTI-INDUSTRIELLE.....	37
<i>Introduction .....</i>	<i>37</i>
<i>Section I Du marxisme à la critique technicienne des sociétés contemporaines .....</i>	<i>38</i>
Sous-Section I Etudier, apprivoiser et dépasser l'héritage marxiste .....	38
Brefs rappels historiques sur le marxisme .....	38
Une relation de « fidélité infidèle » avec le marxisme : une pensée plus marxienne que marxiste.....	42
Le renouveau par la critique technicienne des sociétés contemporaines.....	46
Sous-Section II D'une logique totalisante à une idéologie totalitaire.....	50
Origines historiques des nuisances contemporaines .....	50
Illustration des nuisances provenant de cette idéologie par la falsification de la nourriture .....	55
Identification de l'idéologie néotechnologique.....	60
<i>Section II La notion de progrès au cœur de la réflexion anti-industrielle.....</i>	<i>63</i>
Sous-Section I De la tentation réactionnaire à « l'alterprogressisme ».....	65
Conservatisme et pensées réactionnaires.....	65
Progressisme et pensées révolutionnaires.....	69
Une pensée alterprogressiste ?.....	73

Sous-Section IV La modernité en question .....	76
La pensée anti-industrielle : une pensée parfaitement ancrée dans l'ère post-moderne .....	76
Qu'est devenue la science moderne ? .....	82
L'identification d'une science compatible avec les exigences anti-industrielles .....	88
<i>Conclusion</i> .....	89
CHAPITRE II.....	91
LA PENSEE ANTI-INDUSTRIELLE : UNE PENSEE INEVITABLEMENT ECOLOGISTE .....	91
<i>Introduction</i> .....	91
<i>Section I Une relation Homme/Nature à repenser</i> .....	93
Sous-Section I Retour sur les origines de la réflexion écologiste anti-industrielle .....	93
Origines multiples des sources intellectuelles de l'écologisme anti-industriel .....	93
Retour sur les origines historiques de la distinction Homme/Nature .....	97
Sous-Section II La technique : un élément perturbateur du couple Homme/Nature.....	101
Le couple science et technique : entre rejet et espoir .....	101
Le rejet des solutions techniques apportées par les acteurs du Monde marchand .....	103
Sous-Section III Un écologisme radical anthropocentré .....	108
Ecologie profonde et écologisme anti-industriel.....	108
La décroissance : une pensée politique proche de l'anti-industrialisme.....	111
<i>Section II Le constat classique d'une nature victime du mode de production industriel</i> .....	115
Sous-Section I Une logique de rentabilité destructrice .....	115
Un modèle économique incapable de prendre réellement en compte la question écologique .....	115
La disparition des forêts comme illustration de la puissance destructrice de la logique industrielle .....	120
Sous-Section II L'agriculture au cœur de la réflexion écologiste anti-industrielle .....	122
Le monde rural en danger : entre destruction et espoir .....	122
Une pensée proche d'un écologisme contemporain.....	125
Sous-Section III une critique acerbe de la ville contemporaine.....	129
Un accroissement infini de la ville.....	129
Apparition de la ville totalitaire.....	135
<i>Conclusion</i> .....	137
CHAPITRE III.....	139
ANALYSE ANTI-INDUSTRIELLE DU MONDE CONTEMPORAIN : EMERGENCE D'UN NOUVEAU TYPE DE PHENOMENE TOTALITAIRE....	139
<i>Introduction</i> .....	139
<i>Section I Une critique radicale des institutions du monde contemporain</i> .....	140
Sous-Section 1 L'identification d'un totalitarisme contemporain .....	140
Bref retour sur le concept de « phénomène totalitaire » .....	140
Usage du concept au sein de la pensée anti-industrielle .....	143
Sous-Section 2 Analyse anti-industrielle de la démocratie occidentale .....	148
La démocratie comme spectacle.....	148
Le totalitarisme marchand comme consécration des craintes « tocquevilliennes » ? .....	152
Sous-Section 3 La fin du mythe des démocraties occidentales .....	157
Une répression féroce humanisée.....	157

L'avènement de la dictature des experts en catastrophisme.....	160
<i>Section II La fabrication du « novhomme » comme produit du totalitarisme marchand .....</i>	<i>165</i>
Sous-Section 1 Un climat de vie destructeur perturbant l'être humain .....	165
La destruction de la cellule familiale .....	165
La destruction des anciennes structures de solidarité sources d'un repli identitaire .....	169
Sous-Section 2 La fragile psychologie de l'homme contemporain .....	172
La perturbation du processus d'auto-accomplissement de l'homme .....	172
Le rôle du progressisme moderne sur l'évolution de la psychologie humaine .....	176
Sous-Section 3 De l'homme post-historique au danger du posthumain .....	181
Vers l'avènement de l'homme post-historique.....	181
De l'homme connecté au posthumain .....	186
<i>Conclusion.....</i>	<i>189</i>
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE .....	191
<b>SECONDE PARTIE - LE MODE D'ACTION ANTI-INDUSTRIEL : ENTRE RESISTANCE ET REVOLUTION. ....</b>	<b>193</b>
<b>AGIR COMME UN ANTI-INDUSTRIEL.....</b>	<b>193</b>
INTRODUCTION DE LA SECONDE PARTIE .....	195
CHAPITRE IV.....	199
LA REVOLUTION EN QUESTION : REFLEXION ANTI-INDUSTRIELLE SUR LE CONCEPT DE REVOLUTION .....	199
<i>Introduction .....</i>	<i>199</i>
<i>Section I Le prolétariat : un sujet révolutionnaire en échec.....</i>	<i>200</i>
Sous-Section I Analyse des échecs des révolutions prolétariennes modernes en Europe .....	200
Le cas portugais : une alliance originelle douteuse révélatrice d'un mouvement prolétarien trop faible .....	201
Le mouvement des assemblées en Espagne : un mouvement plus moderne, « pour le meilleur et pour le pire » .....	205
Le cas Italien : la dernière chance de révolution prolétarienne occidentale vaincue par « l'artifice du terrorisme » .....	208
La Pologne : l'échec de Solidarność.....	212
Sous-Section II L'incertitude anti-industrielle concernant l'identification d'un sujet révolutionnaire .....	214
La fin du territoire urbain comme terreau fertile de la révolution.....	214
Des syndicats ouvriers à la mise en place de syndicats de citoyens.....	219
L'individu comme point de départ de l'action révolutionnaire .....	223
<i>Section II Repenser la révolution pour mieux l'abandonner ? .....</i>	<i>227</i>
Sous-Section I L'action révolutionnaire en France : deux espoirs déçus .....	227
Mai 1968 : l'occasion manquée.....	227
Les événements de la Commune de Paris : un idéal inachevé ? .....	231
Des mouvements révolutionnaires prolétariens au retour à l'ordre .....	235
Sous-Section II La Révolution : un concept à repenser.....	237
Les difficultés relatives à l'utilisation du concept de révolution .....	237
L'histoire comme un enchaînement sans fin de révolutions.....	241
Que devient l'action révolutionnaire au sein de la pensée anti-industrielle ? .....	246

<i>Conclusion</i> .....	250
CHAPITRE V.....	253
L'ACTION ANTI-INDUSTRIELLE : DES MOYENS DE RESISTANCE VARIES MAIS DIFFICILES A METTRE EN ŒUVRE .....	253
<i>Introduction</i> .....	253
<i>Section I Retour sur l'évolution historique de la lutte anti-industrielle</i> .....	255
Sous-Section I Aux origines de la lutte anti-industrielle .....	255
Retour sur l'expérience anglaise et sur son interprétation .....	255
Retour sur les origines françaises de la lutte anti-industrielle .....	261
Sous-Section II Actualité des luttes anti-industrielles.....	267
Des actions de destruction .....	267
Des actions d'occupation .....	272
L'adoption d'un mode de vie anti-industriel .....	276
<i>Section II Perspectives anti-industrielles</i> .....	280
Sous-Section I Les limites contemporaines de l'action anti-industrielle.....	280
Numérisation et automatisation de l'économie : retour sur l'impuissance anti-industrielle .....	280
Le monde numérique en question : opportunité réelle ou simple forme nouvelle de domination ? .....	288
Sous-Section II La lutte pour la réappropriation du territoire comme critère d'identification des mouvements contestataires voisins .....	295
Au cœur du combat anti-industriel : la lutte pour la réappropriation du territoire .....	295
Les combats voisins pour la réappropriation du territoire.....	298
L'altermondialisme : un mouvement de lutte mondial proche de la mouvance anti-industrielle .....	302
<i>Conclusion</i> .....	305
CHAPITRE VI.....	309
LE REVE INACHEVE D'UNE SOCIETE DESINDUSTRIALISEE .....	309
<i>Introduction</i> .....	309
<i>Section I Réflexions sur l'individu désindustrialisé</i> .....	310
Sous-Section I « L'homme désindustrialisé » : un dialecticien accompli .....	311
Un bref retour sur le concept de dialectique .....	311
L'importance de la dialectique dans la pensée anti-industrielle .....	313
Sous-Section II Individu anti-industriel et individu primitif : des êtres identiques ? .....	319
L'individu primitif : un individu non industrialisé .....	319
Réflexion sur l'indien comme individu exemplaire et écologiste .....	324
<i>Section II Retour sur l'organisation politique des communautés désindustrialisées : entre société sans Etat et société de micro-Etats</i> .....	329
Sous-Section I Aux origines de l'organisation politique des communautés désindustrialisées .....	329
Pouvoir diffus, pouvoir confus ?.....	329
La démocratie directe comme unique solution institutionnelle .....	334
Sous-Section II Réflexions actuelles sur l'organisation de communautés désindustrialisées.....	339
Le municipalisme libertaire comme solution .....	339
Le contrôle démocratique de la science et des techniques : spécificité du projet de société désindustrialisée.....	343

<i>Section III Eléments de réflexion sur la mise en application concrète de communautés autonomes dans le monde contemporain</i> .....	347
Sous-Section I La délicate question des relations entre les communautés .....	347
La nécessaire création d'une fédération de commune autogérée .....	347
Lutter contre les conflits entre les communautés.....	352
Sous-Section II Retour sur deux exemples concrets de construction sociétale alternative.....	357
Le Rojava comme zone expérimentale de mise en application du municipalisme libertaire .....	357
Au cœur de l'alter-mondialisme : l'expérience mexicaine du Chiapas comme exemple de mise en place d'une communauté de résistance au monde industriel ? .....	360
<i>Conclusion</i> .....	364
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE .....	367
<b>CONCLUSION GENERALE</b> .....	<b>371</b>
Table des annexes .....	377
Annexe I : « Encore et toujours » Bertolt Brecht .....	378
Annexe II : Lettre ouverte de René Riesel au directeur départemental des services vétérinaires.....	380
Annexe III : « à celui qui reste dans le doute » poème extrait de l'ouvrage de Jaime Semprun, Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes, 1993 .....	384
Annexe IV : « sans profession ni fois » poème extrait de l'ouvrage de Jaime Semprun, Dialogues sur l'achèvement des Temps Modernes, 1993 .....	385
Bibliographie .....	389
Table des matières .....	407